

Microsociologie politique comparée de la mémoire du développement en milieu rural à Madagascar (Itasy) et au Maroc (Souss Massa Drâa)

Matthieu Brun

▶ **To cite this version:**

Matthieu Brun. Microsociologie politique comparée de la mémoire du développement en milieu rural à Madagascar (Itasy) et au Maroc (Souss Massa Drâa). Science politique. Université de Bordeaux, 2019. Français. NNT : 2019BORD0314 . tel-02883421

HAL Id: tel-02883421

https://theses.hal.science/tel-02883421

Submitted on 29 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.







École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

SCIENCES PO BORDEAUX

Laboratoire d'accueil : Les Afriques dans le monde

Microsociologie politique comparée de la mémoire du développement en milieu rural à Madagascar (Itasy) et au Maroc (Souss Massa Drâa)

Thèse pour le doctorat en science politique

Sous la direction de M. Pierre BLANC

présentée et soutenue publiquement
le 12 décembre 2019 par

Matthieu BRUN

Composition du jury :

Mme. Catherine BARON, Professeure, Sciences Po Toulouse

M. Pierre BLANC, Professeur, Sciences Po Bordeaux, *directeur de thèse*

Mme. Irene BONO, Professeure assistante, Université de Turin

M. François DOLIGEZ, Chargé de programme, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

M. Philippe LAVIGNE DELVILLE, Directeur de recherche, Institut de recherche pour le développement ; *rapporteur*

M. Olivier NAY, Professeur, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Université de Columbia (New York) ; *rapporteur*

RÉSUMÉ

Les interventions de développement laissent à l'échelle du territoire une multitude de traces et d'empreintes qui se superposent au fil des années. Alors qu'en matière de temporalités les approches relatives à l'aide semblent surtout tournées vers le futur et rarement vers le passé, cette thèse interroge la mémoire du développement des habitants de sept communes à Madagascar et au Maroc. Pour analyser l'évocation des traces matérielles et immatérielles laissées dans le cadre des projets et des programmes, cette thèse développe une méthode mixte de recherche qui croise outils quantitatifs et qualitatifs. Elle s'organise autour de trois axes de réflexion : la fabrique et les processus de reconstruction des souvenirs ; le contenu et l'expression de contre-récits et enfin l'utilisation différenciée des mémoires. L'idée développée est que la mémoire du développement est transformée en capital, que ce dernier est inégalement réparti entre les individus et qu'il offre différentes formes de ressources, voire de pouvoirs, pour agir dans et hors de la configuration développementiste. Cette thèse propose donc un regard innovant et renouvelé sur les processus et les histoires du développement.

MOTS-CLES : Développement, Aide, Maroc, Madagascar, Mémoire, Souvenirs

---

The memory of development. Comparative political microsociology in Madagascar (Itasy) and Morocco (Souss Massa Drâa)

ABSTRACT

Over the years, development operations have left many marks, which intertwine in the landscape and overlap in the people's memory. While the approaches regarding development mainly deal with the future and rarely focus on analyzing the past, this thesis aims at studying the memory of the development operations for the inhabitants of 7 communes in Madagascar and Morocco. Based on a mixed methods research including both quantitative and qualitative data analyses, this thesis sets out to understand the narratives, evocation and recollection of material and intangible imprints left through carrying out development projects and programs. The thesis is structured around three dimensions: the memory reconstruction processes, the narratives' contents and the differential use of the memory as a resource. The study provides a multi-disciplinary approach to understanding development operations and proves that the memory of these operations is turned by the people into a set of resources which are unevenly distributed among individuals. Finally, this thesis challenges the mainstream discourse on development history, taking an innovative perspective.

KEYWORDS: Development, Aid, Morocco, Madagascar, Memory, Recollection

---

Unité de recherche

Les Afriques dans le monde, UMR 5115

IEP de Bordeaux 11 allée Ausone Domaine universitaire 33607 Pessac Cedex France

À mon frère Olivier

L’université n’entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

SOMMAIRE

SOMMAIRE **4**

REMERCIEMENTS **14**

LISTE DES SIGLES **17**

INTRODUCTION **23**

L'obsession de l'impact et de l'efficacité de l'aide 24
Dépasser les approches tournées vers le futur et l'amnésie du développement 29
L'asymétrie paradoxale des mémoires comme point de départ de l'analyse 35
De qui / de quoi la mémoire est-elle le nom ? 38
Problématisation et hypothèses de la recherche 44
Rapport aux terrains et méthodes d'enquête 51
Dépasser les guerres de tranchées : l'adoption de méthodes mixtes de recherche dans une perspective comparative 60
Annonce du plan 68

1ERE PARTIE : LE DEVELOPPEMENT COMME OBJET, LA MEMOIRE COMME OUTIL **73**

CHAPITRE 1. GENEALOGIE DE L'ENTREMELE : L'ACTION PUBLIQUE ET LES INTERVENTIONS DE DEVELOPPEMENT AU MAROC ET A MADAGASCAR 76

1.1. Les doctrines de l'intervention de développement : une action publique héritée 80

1.1.1. La longue historicité des projets de développement : mission civilisatrice et mise en valeur 80
1.1.2. Développer et moderniser : les « éléphants blancs » du développement 83

1.1.2.1. Une action publique concentrée sur des « foyers de modernité » 87
1.2. Ajustements structurel et démocratique : quand l'aide véhicule les modèles 90
1.2.1. Réorientation du discours : stabilisation et ajustement de l'économie 91
1.2.2. Les chemins (différents) de l'endettement et de l'ajustement structurel à Madagascar et au Maroc 93
L'itinéraire malgache 93
L'itinéraire marocain 96
1.2.3. Les effets sociaux des plans d'ajustement structurel 97
1.2.4. « Ajustements politiques » et transferts de modèles 101
1.2.4.1. Repenser le rôle de l'État ? circulation des modèles de décentralisation 101
1.2.4.2. Le processus de décentralisation à Madagascar et au Maroc 106
1.2.4.3. La coopération décentralisée, nouvel acteur du développement en Itasy et dans le Souss Massa Drâa 110
1.3. « L'espoir d'un monde sans pauvreté » : les mécaniques de la ré-invention 117
1.3.1. Développement humain et réduction de la pauvreté : le nouveau credo de l'aide au développement 119
1.3.1.1. Les nouveaux agendas de la lutte contre la pauvreté . 119
1.3.1.2. Les stratégies de lutte contre la pauvreté au Maroc et à Madagascar 123
1.3.1.3. L'infrastructure (toujours) au service du développement 127
1.3.2. La co-production du développement : entre (re)conversions à la participation et logique planificatrice 132
1.3.2.1. Faire participer pour une action appropriée 133
1.3.2.2. Une technicisation renforcée des processus de l'aide au développement 154

Conclusion.....158

CHAPITRE 2. « LA MEMOIRE DU DEVELOPPEMENT, ÇA N'EXISTE PAS ! » ...160

2.1. La mémoire, objet de transferts conceptuels au croisement des sciences humaines et sociales.....162

2.1.1. Le développement dans le débat histoire / mémoire 163

2.1.2. Un problème de méthode ? 168

2.1.3. La mémoire : entre usage métaphorique et réalités cognitives 171

2.2. De l'expérience intérieure au façonnement social de la mémoire 176

2.3. Les formes de la mémoire du développement 179

2.3.1. Des mémoires recouvertes qui créeraient un souvenir générique du développement 181

2.3.2. Existe-t-il des évocations collectives du passé du développement ?.....185

Conclusion.....188

2EME PARTIE : LA MEMOIRE DEVOILEE.....190

CHAPITRE 3. LES DETERMINANTS SOCIO-POLITIQUES DE LA RECONSTRUCTION DES SOUVENIRS DES INTERVENTIONS DE DEVELOPPEMENT 193

3.1. L'enquête par questionnaire pour capturer le flux de souvenirs et décortiquer une mémoire dans le détail 195

3.1.1. Présentation du questionnaire d'enquête.....198

3.1.1.1. Caractéristiques sociodémographiques et conditions de vie 204

3.1.1.2. Mémoire des interventions locales de développement 206

3.1.2. Limites de l'enquête par questionnaire 209

3.1.2.1. Formulation et « localisation » de certaines questions 210

3.1.2.2. Le mode d'administration des questionnaires 211

3.1.2.3. Appréhender les catégories des intermédiaires : enregistrement et traitement des données....212
3.1.2.4. Situation d'enquête et imposition de problématique....214
3.1.3. Échantillonnage, représentativité et modes de tirage....216
3.1.3.1. Qui interroger ? De la construction de l'échantillon à la sélection de l'enquêté....216
3.1.3.2. Saisie des données : un travail d'enquêteur....221
3.2. Vivacité des souvenirs et densité des interventions : quel récit des territoires ?....223
3.2.1. Les grands écarts de la mémoire à Madagascar....226
3.2.1.1. Les souvenirs, miroirs de l'attraction de certaines communes ?....227
3.2.1.2. Madagascar : projections des différences spatiales de la mémoire du développement....236
3.2.2. Maroc : de la marginalité à l'auto-organisation....246
3.2.2.1. Une densité contrastée des souvenirs dans des communes mises à l'index du développement....248
3.2.2.2. Projeter les différences spatiales des souvenirs de la participation au Maroc....257
3.3. Plongée dans la chronologie : des temporalités imbriquées entre présent et passé....265
3.3.1. Une mémoire entre télescopage vers le présent et pics de souvenirs....266
3.3.1.1. Des souvenirs compressés depuis les années 2000 à Madagascar....271
3.3.1.2. Maroc : des souvenirs dispersés....273
3.3.2. « Des projets ? C'est aujourd'hui qu'il n'y en a plus ! » : comparer souvenirs et perceptions....280
3.3.2.1. Madagascar : les déterminants sociopolitiques de la reconstruction des souvenirs....285
3.3.2.2. Maroc : l'accès à l'eau et à l'électricité, des tournants de l'existence qui façonnent les souvenirs....289

3.3.3. Penser l'empreinte pérenne d'un souvenir.....295
3.3.3.1. Temps longs et cycles courts : une mémoire coincée dans le cycle de projet ?.....295
3.3.3.2. Les processus d'hybridation des mémoires : le cas de la culture de tabac à Ampefy.....297
3.4. De qui se souvient-on ? Opérateurs de la configuration développementiste et co-production de l'action publique.....305
3.4.1. Une production fragmentée du développement entre un grand nombre d'acteurs.....307
3.4.1.1. Superpositions et enchevêtrements d'acteurs dans l'action publique : le cas de l'adduction d'eau potable 308
3.4.1.2. « Qui intervient ? » : une question complexe 314
3.4.2. Des opérateurs qui en recouvrent d'autres : le cas du PSDR. 317
3.4.3. Essai de typologie des « opérateurs » : le développement vu « d'en bas » ? 322
3.4.3.1. Catégoriser pour déterminer le « poids » des différents opérateurs dans les mémoires 322
3.4.3.2. De l'importance des structures d'intermédiation entre l'habitant et la configuration développementiste 329
3.4.3.3. Les entreprises : acteurs du développement à Madagascar 342
Conclusion.....345

CHAPITRE 4. SAISIR LA MEMOIRE DES EXPERIENCES DU DEVELOPPEMENT PAR LES RECITS ET LES PERCEPTIONS « POPULAIRES » 347
4.1. La co-construction du réel dans des situations « d'introspection rétrospective » 349
4.1.1. Les entretiens collectifs ciblés pour la recherche sur la mémoire 350
4.1.2. Le dispositif d'enquête au concret 354

4.1.2.1. Une application inégale sur les terrains de recherche. 354
4.1.2.2. Organisation des discussions collectives 357
4.1.3. Définir les mondes sémantiques de la mémoire du développement 359
4.2. Les variables de l'imprégnation mémorielle dans le cas malgache 370
4.2.1. L'agriculture : le savoir et le faire 372
4.2.2. Le sacré et le visible : la gestion de l'environnement 379
4.2.3. Le corps, lieu de mémoire ? 380
4.3. Les processus de développement entre visibilité physique et changements sociaux à long terme 386
4.3.1. Les lieux comme soutien des mémoires 387
4.3.2. Réification des dynamiques de changement social 392
4.3.3. La matérialité comme signe et moyen du développement 395
4.4. Croyance dans le progrès et contre-récits du développement 399
4.4.1. Un registre importé de la modernité ? 400
4.4.1.1. Les mots du progrès, des mots de l'ailleurs ? 401
4.4.1.2. De quel(s) ailleurs parle-t-on ? Situer son développement par rapport à l'autre 407
4.4.2. Les contre-récits du développement : existe-t-il des formes locales de résistances au développement ? 409
4.4.2.1. Le développement, un objectif désirable ? 410
4.4.2.2. De la nostalgie à la colère 412
4.4.2.3. Le registre de la peur et de la rumeur : des modes d'interventions populaires dans le champ politique 417
4.4.3. Des récits d'intégration et d'exclusion : « le développement ne profite pas à tous » 423
Conclusion 426

3ÈME PARTIE : LE CAPITAL MÉMOIRE 429

CHAPITRE 5. SEDIMENTATION DES EXPERIENCES : LES CARACTERISTIQUES D'UNE MEMOIRE DIFFERENCIEE EN ACTION 433
5.1. Les formes capitalisées de l'expérience : quand la mémoire devient connaissances, anticipations et projections 437
5.1.1. Une mémoire implicite difficile à repérer 440
5.1.2. Le rôle de la routine et de la répétition dans les processus d'apprentissage 442
5.1.3. Incorporation et réappropriation des connaissances 445
5.1.4. Anticipations et projections : des processus habilitants et contraignants 452
5.2. Épaisseur différenciée de la mémoire du développement 462
5.2.1. « Ce qui nous manque, c'est l'intellectuel ! » 464
5.2.1. Les trois périmètres socio-territoriaux de la connaissance des mondes de l'aide 467
5.2.2. Qui sont les *sachants* ? 471
Conclusion 481

CHAPITRE 6. LES GARDIENS DE LA MEMOIRE DU DEVELOPPEMENT : ETAT DES RETICULATIONS ET CONSTRUCTION DE LA REPUTATION 483
6.1. Une triple démarche théorique et méthodologique pour identifier les gardiens de la mémoire du développement 487
6.1.1. Isoler le processus d'identification de la configuration développementiste pour dépasser les approches de courtage 488
6.1.2. Utiliser les innovations méthodologiques de la sociologie des élites pour rechercher les gardiens de la mémoire 492
6.1.3. Les apports de l'analyse des réseaux pour caractériser les configurations relationnelles des gardiens de la mémoire. 502
6.1.4. Source des données et construction des indicateurs de réseau 507
6.2. La taille du réseau : premier indicateur pour l'identification des gardiens de la mémoire 518

6.3. Les configurations relationnelles des réseaux de citations des gardiens de la mémoire du développement 524
6.3.1. Les trois types de réseaux de citations des gardiens de la mémoire à Madagascar 528
6.3.1.1. L'élite socio-politique rurale malgache 528
6.3.1.2. Les gardiens locaux de la mémoire villageoise 537
6.3.1.3. La figure entrepreneuriale rurale 540
6.3.2. Les trois types de réseaux de citations des gardiens de la mémoire au Maroc 543
6.3.2.1. Les courtiers politiques ruraux 543
6.3.2.2. Une élite localisée plutôt traditionnelle 554
6.3.2.3. La nouvelle élite jeune et localisée 559
6.3.3. Discussion et mise en perspective comparative 561
6.3.3.1. Les marqueurs de la réputation 562
6.3.3.2. Critères de différenciation des trajectoires et parcours socio-professionnels 564
6.3.3.3. Quelle place pour les expériences passées de développement des alters ? 566
6.3.3.4. Des territoires (plus ou moins) producteurs de gardiens ? 568
6.4. De nouvelles formes de leadership, des acteurs inédits de l'action publique 570
6.4.1. Les ressources utilisées : acquérir et renforcer des positions de pouvoir 572
6.4.2. Des acteurs multipositionnés exerçant un monopole de représentation 578
6.4.3. Un leadership sur l'action publique locale s'exerçant dans des contextes de clientélisme exigeant 583
6.4.4. Une élite entre secteurs et territoires 591
6.4.4.1. Affirmer une vision désectorisée de l'action publique 592
6.4.4.2. Des acteurs dominants de la territorialisation de l'action publique 594

6.4.4.3. Une élite du développement ? 596
Conclusion 600

CONCLUSION GENERALE 603

Innovations méthodologiques et croisement des données : rendre la mémoire saisissable 606
La reconstruction du souvenir : entre variables sociopolitiques et imbrication des temporalités 608
La mémoire entre présent et passé : un discours qui révèle les décalages entre un développement projeté et le vécu des habitants 611
La mémoire comme acquis empiriques contraignants et habilitants : pour une sociologie du leadership au prisme de la mémoire du développement 614
Pistes de recherche 619
Quels enseignements opérationnels ? La mémoire pour dépasser l'évaluation et comme préalable à l'action des professionnels de l'aide 621

BIBLIOGRAPHIE 625

Études du développement et des mondes de l'aide 625
Littérature sur la mémoire 633
Sociologie de l'action publique 639
Sociologie des élites 644
Sociologie des réseaux 646
État, politique et société à Madagascar 647
État, politique et société au Maroc 651
Science politique générale et africaniste 655
Méthodologie 660
Autres documents, rapports et littérature grise 663

TABLE DES CARTES 666

TABLE DES ENCADRES.....668

TABLE DES FIGURES.....669

TABLE DES IMAGES 671

TABLE DES TABLEAUX 672

TABLE DES ANNEXES 674

Remerciements

« La reconnaissance est la mémoire du cœur ».

Hans Christian Andersen

Le travail de thèse est, pour moi, une double expérience, celle de soi-même et celle d'autrui. Si ce fut un exercice profondément solitaire, avec ses difficultés et ses joies, mon parcours de recherche et cette thèse sont le produit d'une trajectoire collective ponctuée de multiples échanges et rencontres, d'amitiés nouvelles et anciennes, à Bordeaux, à Paris, à Madagascar, au Maroc et ailleurs. Il y aurait, paraît-il, mille façons de dire merci et de rendre grâce, je n'en trouve aucune satisfaisante pour remercier celles et ceux qui n'ont eu de cesse d'enrichir la personne que je suis aujourd'hui et le travail que je présente.

Je tiens tout d'abord à remercier infiniment mon directeur de thèse Pierre Blanc. Plus qu'un directeur de recherche, il m'accompagne depuis de nombreuses années et je lui en suis profondément reconnaissant. Sa confiance ainsi que l'amitié qu'il m'a témoignées sont pour moi une grande source de fierté. Je le remercie pour toutes les collaborations scientifiques, pour la richesse de nos échanges et pour les moments d'exception qu'il m'a fait vivre au plus près des siens. Sa présence, ses encouragements et sa bienveillance ont été sans faille et m'ont permis de progresser sur le chemin sinueux de la thèse et sur celui, encore plus tortueux, de la vie. Je fais mien cet aphorisme de Søren Kierkegaard qu'il m'a si souvent rappelé : « ce n'est pas le chemin qui est difficile, mais c'est le difficile qui est chemin ».

Cette thèse a été rendue possible grâce à un contrat doctoral obtenu dans le cadre du projet de recherche DeMeTer, financé par le Conseil régional de Nouvelle Aquitaine. Je remercie la région pour son soutien financier et logistique. J'ai la chance d'avoir inscrit mon travail dans une dynamique collective et interdisciplinaire, ce qui a été source d'enrichissements intellectuel et personnel. Je remercie vivement mes collègues du projet DeMeTer qui m'ont poussé toujours plus loin dans mes réflexions et mes retranchements : Ghislain Brégeot, Annie Chéneau-Loquay, Elisabeth Hofmann et Pierre-Jean Roca. Je tiens à adresser mes plus vifs remerciements à Isabelle Droy pour son appui et ses conseils, notamment pour me repérer dans les méandres de l'analyse textuelle. Dans notre équipe de recherche, j'ai une pensée particulière pour Didier Galibert avec qui j'ai eu l'immense honneur de découvrir la Grande Île et ses secrets mais aussi de faire du terrain au Maroc dans la commune d'Arbâa Sahel. Que ce soit en Itasy au bord du lac, au Maroc bercé par l'océan ou à Bordeaux, Didier a été dans ce parcours de thèse un allié décisif et indéfectible, je l'en remercie très sincèrement. De plus, ce travail ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans Manon Fabre avec qui j'ai vécu

les terrains malgache et marocain. Nous avons formé une équipe dont je suis particulièrement fier, à l'épreuve des difficultés et des vicissitudes de la recherche. Je tiens aussi à lui exprimer ma gratitude pour son aide et pour la réalisation des cartes qui figurent dans cette thèse. Enfin, je souhaite remercier très chaleureusement Jean-Philippe Berrou qui m'a initié à la sociologie des réseaux et avec qui j'ai eu le grand plaisir de travailler à la fin de cette thèse.

J'ai eu la chance de croiser la route de nombreuses personnes à Madagascar et au Maroc, experts, consultants, stagiaires, volontaires, étudiants, villageois, je ne puis toutes les citer mais les remercie du fond du cœur. Je remercie tout particulièrement celles et ceux qui ont accepté de partager leurs souvenirs et de me laisser m'immiscer dans leur mémoire. Ma gratitude envers vous et ma reconnaissance sont immenses.

A Madagascar, je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements au Professeur Andrianelison Rakotomahevitra ainsi qu'aux enseignants et aux étudiants de l'université de Soavinandriana. Je remercie également l'administration de la région Itasy, la Cellule d'appui technique ainsi que les maires des communes où j'ai conduit mes enquêtes. Je dois aussi beaucoup à « l'Aquitaine », à Manon David-Pierre et Aymeric notamment mais aussi à Rémi, merci de m'avoir accueilli et soutenu, je me suis senti à Miarinarivo dans une deuxième famille, à l'abri et protégé. Merci également à Vévé, Audrey « sino-sy-vazah », aux enfants et au personnel d'Antseranantsoa. Mes remerciements vont aussi à Ny Anja et Julien qui ont été des compagnons essentiels de cette recherche, je les remercie pour leur aide si précieuse et pour tout ce qu'ils m'ont apporté. Je suis honoré de les connaître et leur souhaite le meilleur avec leur petit ange Anaïs Fanambinantsoa. Merci également à Tatiana et à Zo ! Madagascar n'aurait pas eu la même saveur sans vous tous : *Misaotra Betsaka* !

Au Maroc, je tiens à manifester ma gratitude et mes plus sincères remerciements au professeur Lekbir Ouhajjou. Je remercie aussi les doctorants, enseignants et étudiants de l'université Ibn Zohr pour leur aide et leur appui au cours de mes recherches. Je remercie également pour leur soutien l'administration des provinces de Tiznit, Taroudant et Zagora ainsi que les caïdats de Souktana, de Tansift et d'Arbaa Sahel et les communes de Mezguita, Arbâa Sahel et Tassousfi. J'adresse un remerciement particulier à Mohammed et à son fils qui s'occupent de la ferme pédagogique d'Arbâa Sahel et qui nous ont régalés lors des enquêtes de terrain. Je remercie aussi très sincèrement Mohammed Boussik à Arbâa Sahel qui m'a permis de rencontrer et d'échanger avec de nombreux habitants. Mes pensées se tournent encore vers Najima qui m'a épaulé et assisté tout au long de mes recherches au Maroc. Toujours volontaire, optimiste et disponible, elle a été plus qu'une traductrice ou une facilitatrice. Elle est époustouflante de vivacité, de curiosité et d'entrain, *Tinmirt ya Lalla Najima*. Mes séjours dans le cercle de Taliouine ont été illuminés par les rencontres que j'y ai faites, merci aux amis de Migration et Développement, Omar, Mohammed Id Hamd, Mohammed Mansour, Robin, Clara, Hassan et les autres, *Shukran Bzaf* !

À Sciences Po Bordeaux, j'ai eu la chance d'être intégré à un laboratoire de recherche dynamique et d'évoluer dans un environnement très stimulant. Je remercie chaleureusement Céline Thiriot, pour sa confiance et son appui dans mon parcours de thèse ainsi que pour son souci constant envers les doctorants et les conditions dans lesquelles nous travaillons. Je souhaite également dire un grand merci à Dominique Darbon, Karine Bassoulet et Maryse Ducournau pour leur assistance et leur appui tout au long de ma thèse. Je remercie enfin celles et ceux qui ont partagé et égayé mon quotidien à Bordeaux, ouvert leurs maisons et leurs bras : Olivier, Zoé, Dana, Magali, Rokhaya, Gaël, Yann et Charlotte, Claire, Maria, Sophie, Audrey et Rose bien entendu. J'ai une pensée affectueuse pour mes comparses de thèse parisiens, Wahel et Dima mais aussi pour toute l'équipe de l'iReMMO et du Club DEMETER, Florence et Sébastien tout particulièrement qui m'ont soutenu et encouragé et avec qui j'ai le plaisir de travailler aujourd'hui.

Au cours de ces cinq dernières années, j'ai eu la chance et l'immense privilège de construire de nouvelles amitiés et d'en renforcer de plus anciennes. Je pense à Franck sans qui je n'aurai pas su résister à toutes les épreuves de la thèse et aux difficultés de la vie. Depuis le SnowBar et Mitzpe Ramon jusqu'aux temples de Kyoto et aux rues agitées de Cotonou, son amitié sans faille, sa rigueur, son intelligence sociale et son entêtement ont été des cadeaux précieux. Mes pensées vont ensuite à Sina que je remercie pour son amitié, sa bienveillance, sa disponibilité, son engouement pour les politiques publiques et son engagement pour les doctorants. Je la remercie pour ses conseils bibliographiques, pour ses relectures toujours stimulantes, pour avoir été là jusqu'au dernier moment et bien entendu pour nos pauses « cannelés » ! J'ai aussi eu la chance de pouvoir compter sur mes amis, soutiens indéfectibles depuis tant d'années, je pense notamment à Diane, Tiffany, Romain, Béa et Marion et tous les autres. Je souhaite aussi remercier très affectueusement ma tante Cécile pour le temps et l'énergie qu'elle a investis dans la relecture attentive de l'ensemble de cette thèse.

Comment ne pas avoir une pensée affectueuse pour toi, Tania. Tu as donné tant de saveurs à ma vie, tu as été mon roc et mon refuge. Sache que je n'oublie rien du rôle déterminant que tu as joué au cours de ces années de thèse et dans ma vie, puisses-tu en être remerciée.

Enfin, ce travail n'aurait pu voir le jour sans l'immense affection, l'attention infinie et les encouragements incessants que m'a portés ma famille. Ils ont fait grandir en moi cette soif de connaissance et cet appétit pour le monde. A mes frères, à ma sœur et à mes parents qui ont cru en moi et qui m'inspirent chaque jour, je les remercie et leur dédie ce travail.

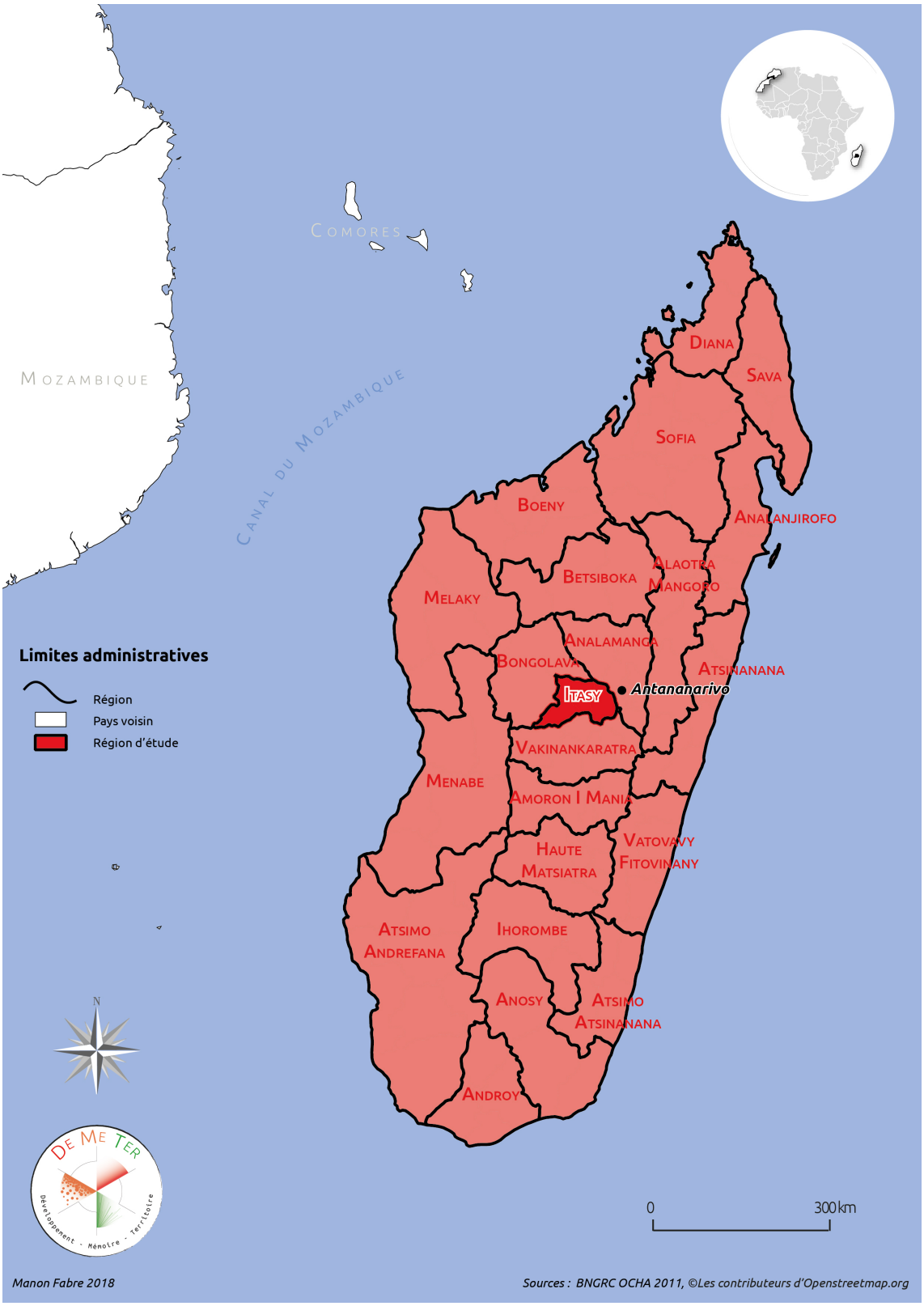
Liste des sigles

ADS	Agence de développement social (Maroc)
AFD	Agence française de développement
AGR	Activités génératrices de revenus
ALD	Association locale de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIT	Bureau international du travail
BM	Banque mondiale
BVPI	Bassin versant périmètre irrigué
CIRAD	Centre international de coopération agronomique pour le développement
CRNA	Conseil régional de Nouvelle Aquitaine
CTB	Coopération technique belge
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
EKAR	Église catholique romaine de Madagascar
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FID	Fonds d'intervention pour le développement (Madagascar)
FJKM	Église de Jésus-Christ à Madagascar
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - Agence de coopération internationale allemande pour le développement
HKI	Helen Keller International

INDH	Initiative nationale de développement humain
INSTAT	Institut National de la Statistique (Madagascar)
MD	Migration et développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONE	Office national de l'électricité (Maroc)
ONEP	Office national de l'eau potable (Maroc)
ONEP	Office national de l'électricité et de l'eau potable (Maroc)
ONG	Organisation non gouvernementale
ORMVAO	Office régional de mise en valeur agricole de Ouarzazate
PAGER	Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales (Maroc)
PERG	Programme d'électrification rurale global (Maroc)
PIB	Produit intérieur brut
PNNR	Programme national des routes rurales (Maroc)
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSDR	Programme de soutien au développement rural
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
SDS	Stratégie de développement social
SEECALINE	Surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière de sécurité alimentaire et nutrition élargie
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	United States Agency for International Development - Agence des États-Unis pour le développement international

APD	Aide publique au développement
KM	Kilomètre
PURSAPS	Projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et la protection sociale

Carte 1 : Localisation de Madagascar et de la région Itasy



Carte 2 : Localisation du Maroc et de la région Souss Massa Drâa

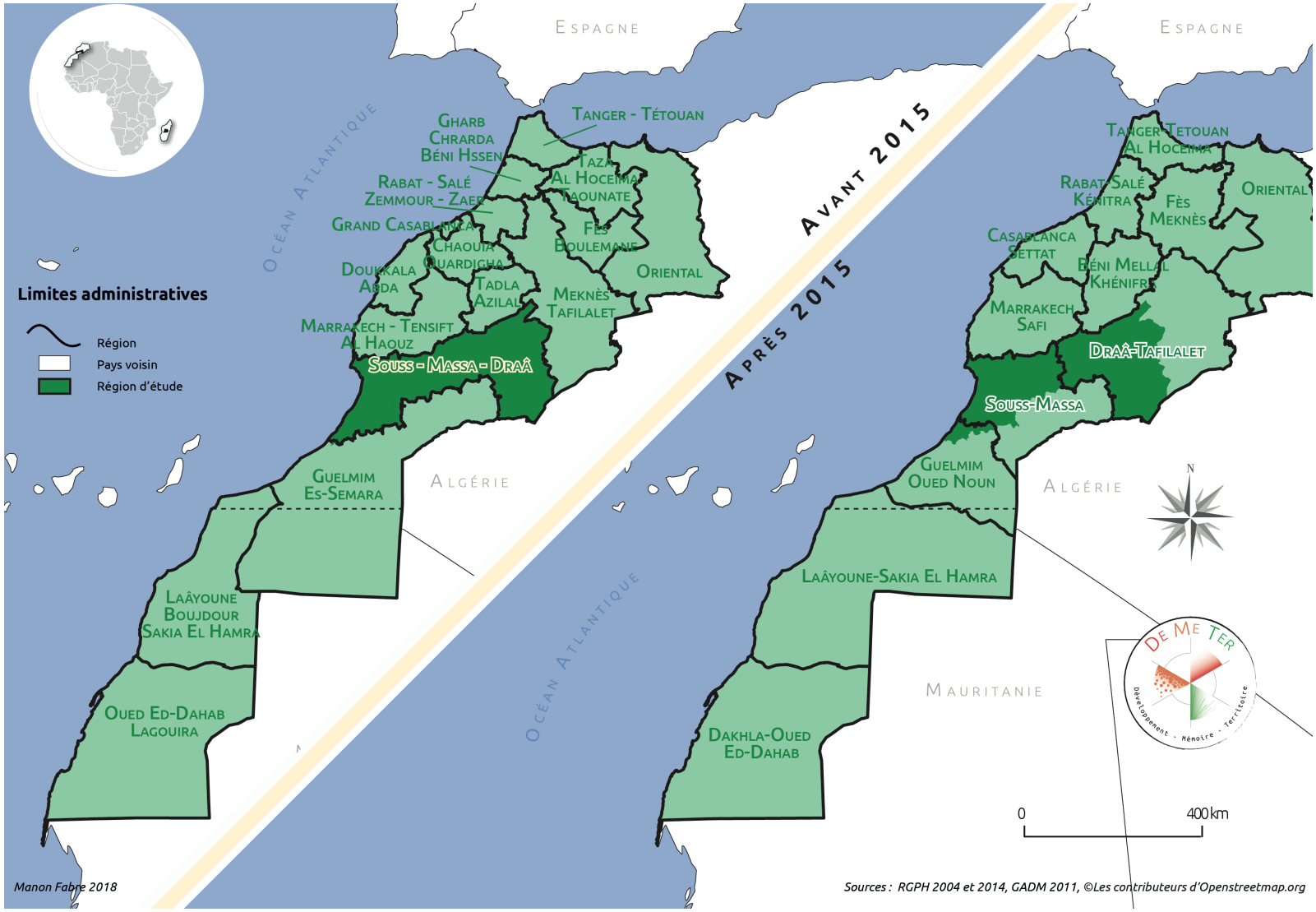


Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques, sociaux et politiques de comparaison

	MADAGASCAR	**MAROC**
Date d'indépendance	26 juin 1960 (déclaration d'indépendance) après avoir été intégré à l'empire colonial français en 1896	2 mars 1956 (fin du protectorat instauré en 1912)
Chef de l'État	Andry Rajoelina depuis le 18 janvier 2019	Mohammed VI depuis le 23 juillet 1999
Régime politique	IVème République	Monarchie constitutionnelle
Nombre de chefs de l'État depuis l'indépendance	13	3
Superficie (km^2)	587 295 Itasy : 6 993	446 550 Souss Massa Drâa : 70 880
Population **(INSTAT, RGPH)**	24 313 180 (2017) Itasy : 752 703 (2014)	34 954 971 (2017) Souss Massa Drâa : 3 601 917 (2014)
PIB par habitant en $ (BM)	401,3 (2016)	2 832,43 (2016)
APD nette reçue en 2013 (BM)	499 760 000 $	1 966 140 000 $
Part de l'APD nette reçu dans le budget national	38%	environ 5%
Taux de pauvreté en dessous de 1,90 $ par jour (PNUD)	77,8 (2012)	3,1 (2006)
Espérance de vie à la naissance en année (PNUD-2017)	65,5	74,3
Nombre de naissances par femme (BM)	4,2	2,5
Taux d'alphabétisation des plus de 15 ans (PNUD-2017)	64,7	72,4
Indicateur national de développement humain (PNUD-2015)	0,512 – 158ème rang	0,647 – 123ème rang

Introduction

> « Je crois en tout cas que l'approche par la mémoire orale (…) constitue un complément précieux par rapport aux procédures classiques de l'évaluation administrative, à condition qu'un travail de recherche historiographique sur les documents accompagne cette enquête orale. Il me semble devoir en être ainsi pour diverses raisons. D'abord, parce que l'enquête orale portant sur des points concrets et localisés est évidemment, contrairement aux apparences, parfaitement adaptée à la dimension diachronique des politiques et des projets de développement. Il en est ainsi parce que, très souvent, des acteurs importants ne sont plus présents sur les lieux et parce que, plus généralement, la participation à un projet consiste en un mélange complexe d'actes empiriques et de réflexions qui ne laissent pas de traces sur les documents. Ensuite, parce que la quête d'informations orales, si elle est bien conduite, est infiniment plus vivante et d'une certaine manière infiniment plus précise et plus pertinente que ce que livrent des volumes de statistique économique (dont je précise à nouveau qu'on ne peut pas se passer). Si les politiques et les projets sont aussi des systèmes d'action sociale, ce ne sont ni les statistiques ni même les organigrammes qui vont en parler »[1,2].

---

[1] Jean-François Baré, « L'anthropologie et les politiques de développement », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, mars 1997, n° 28, p. 151.

[2] J'ai eu le privilège de rencontrer Jean-François Baré en 2015, quelques mois avant sa disparition. Nos échanges ainsi que ses travaux sur les applications de l'anthropologie dans les mondes du développement et de l'évaluation ont été particulièrement stimulants dans mon parcours de recherche.

L’obsession de l’impact et de l’efficacité de l’aide

Malgré les montants d’aide mobilisés ainsi que le grand nombre de projets et programmes mis en œuvre, au moins depuis que le Président des États-Unis Henry. S Truman a « inauguré l’ère du développement »[3] dans un célèbre discours de janvier 1949, la connaissance approfondie des effets de l’aide demeure limitée. Ce constat, toujours d’actualité, est d’ailleurs rappelé en 2006 dans un rapport publié par le Center for Global Development intitulé « When will we ever learn ? Improving lives through impact evaluation »[4]. Les auteurs soulignent la grande pénurie d’informations fiables et insistent sur le fait que les bailleurs et leurs partenaires ne parvenaient pas, alors, à savoir quel était l’impact des interventions qu’ils mettaient en œuvre. Ce rapport est publié après une décennie de vives critiques à l’encontre de l’aide dans un contexte post-Guerre Froide qui a vu émerger un nouveau paradigme international, celui de la nécessaire amélioration de l’efficacité et de l’efficience des modalités traditionnelles de l’aide. La Déclaration de Paris signée en 2005 sous l’égide de l’Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) entérine ce paradigme en énonçant cinq grands piliers qui guideraient l’action des bailleurs de fonds et des gouvernements récipiendaires de l’aide : l’appropriation, l’harmonisation, l’alignement, la gestion axée sur les résultats et enfin la responsabilité mutuelle[5].

---

[3] Gilbert Rist, *Le développement : histoire d’une croyance occidentale*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2012, p. 131.

[4] Le CGD est un *Think Tank* spécialisé sur les questions de développement international basé à Washington et créé en 2001 notamment à l’initiative de Nancy Birdsall, ancienne cadre de la Banque mondiale en charge de la recherche. Le *Think Tank* est financé par des fondations philanthropiques, des entreprises, des gouvernements et des personnes privées. Il effectue des recherches et met en œuvre des programmes de coopération.

[5] Organisation de coopération et de développement économique, *Déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide au développement*, Paris, France, OCDE, 2005.

L'évaluation constitue l'un des axes majeurs de la Déclaration de Paris afin de suivre les progrès et les effets des interventions et se décline dans l'ensemble du document. Le Comité de l'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) définit l'évaluation de la manière suivante :

> « Appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en cours ou achevé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. Le but est de déterminer la pertinence et le degré de réalisation des objectifs, de même que l'efficience, l'efficacité, l'impact et la durabilité des résultats en matière de développement. Une évaluation doit fournir des informations crédibles et utiles permettant d'intégrer les leçons de l'expérience dans le processus de décision des bénéficiaires et des donneurs. Le terme « évaluation » désigne également un processus aussi systématique et objectif que possible par lequel sont déterminées la valeur et la portée d'une action de développement projetée, en cours ou achevée »[6]

Bien qu'il ne soit pas nouveau dans la sphère du développement, le concept d'évaluation a connu un très net regain d'intérêt dans la décennie 1990. Une réflexion en profondeur s'est en effet opérée pour dépasser la difficile mise en place de méthodes permettant de récolter des preuves empiriques du fonctionnement de l'aide, en particulier dans la phase correspondant à l'*après décision*, c'est-à-dire après la mise en œuvre des interventions. Les méthodes d'évaluation se sont en outre longtemps concentrées sur les *outputs* du développement, des produits relativement faciles à dénombrer, comme le nombre d'instituteurs, les kilomètres de pistes réhabilités etc. et très peu sur les *outcomes*, ou les résultats sur les comportements individuels, les structures sociales ou les pratiques. Même après les années 2000 et l'avènement de l'agenda de la lutte contre la pauvreté, force est de

[6] OCDE, *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats*, Paris, OECD Publishing, 2002, p. 21.

constater que les démarches évaluatives ne sont pas parvenues à prendre totalement en compte les éléments relatifs au changement social[7]. Elles n'ont pas non plus intégré dans les données analysées la mémoire orale à laquelle Jean-François Baré fait référence. Ainsi, avec la définition des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et une approche orientée sur les résultats, les modes d'évaluation sont restés largement dominés par la statistique et la microéconomie[8]. Un tel constat peut aujourd'hui être relativisé notamment avec l'émergence d'exercices de capitalisation[9] et le renforcement des « approches orientées changement » (*Theory of change*)[10] ou encore avec la place croissante qu'occupent les sciences sociales comme l'anthropologie[11] dans les dispositifs d'évaluation chez les bailleurs de fonds ainsi que chez les opérateurs d'aide au développement.

Cet élargissement des méthodes et des approches d'évaluation permet ainsi de rendre compte de l'impact des interventions de développement de manière plus complexe et complète, notamment des effets non prévus ou non désirés. Il s'agit d'un élément fondamental qui est resté longtemps un angle mort pour les professionnels de l'aide au développement mais aussi dans l'analyse des politiques publiques. Les programmes publics ou de développement ont en effet longtemps été considérés comme fonctionnant et produisant les effets escomptés à partir du moment où ils étaient mis en œuvre, sans que ne soit jugé nécessaire ou utile d'analyser les éléments qui

---

[7] On notera cependant la création d'indicateurs qui prennent en compte les dimensions humaines du développement, comme l'Indice de développement humain (IDH) grâce aux travaux de l'économiste Amarthya Sen. Mais, l'IDH reste un indicateur synthétique et quantitatif qui ne permet pas de comprendre ou de rendre compte des dynamiques de changement social induites par les interventions de développement.

[8] Linda G. Morra-Imas et Ray C. Rist, *The road to results: designing and conducting effective development evaluations*, Washington, DC, World Bank, 2009, 582 p.

[9] Pierre de Zutter, *Des histoires, des savoirs et des hommes : l'expérience est un capital, réflexion sur la capitalisation d'expérience*, Paris, FPH, 1994.

[10] Une théorie du changement est une méthode qui explique comment une intervention donnée ou un ensemble d'interventions sont censés conduire à un changement précis sur le plan du développement, grâce à une analyse des liens de cause à effet. Elle définit une vision explicitement documentée et donc évaluable de la façon dont on pense que le changement doit se produire. Voir à ce sujet les travaux du F3E et notamment F3E, *Repères sur les théories du changement*, Paris, France, F3E, 2012.

[11] J.-F. Baré, « L'anthropologie et les politiques de développement », art cit.

ont conduit à leur réussite ou à leur échec. Afin de documenter la complexité des effets de l'aide et de la sphère du développement, des travaux académiques en socio-anthropologie du développement émergent au milieu des années 1990 en anglais[12] et en français[13]. Ces analyses ont notamment permis de montrer que les programmes de développement, pour des raisons multiples, pouvaient ne pas fonctionner comme prévu par les documents de projet et que, pour ainsi dire, ils menaient leur propre vie une fois lancés. Il s'agit, pour être plus précis, de considérer que la mise en œuvre d'une intervention se réalise dans des espaces qui sont des systèmes sociaux où les acteurs s'engagent dans des relations d'échange autour des éléments du projet ou du programme transformant ainsi sa trajectoire et changeant parfois en profondeur les effets qu'il produit et qui ont été anticipés. Donc, ces configurations de projet, qui sont aussi multi échelles, sont des lieux de lutte, des arènes de compétition politique, scientifique, technique, sociale… où interagit une palette de plus en plus complexe d'acteurs qui sont loin de constituer un bloc monolithique[14].

Notre conception de la sphère du développement s'inscrit dans ces perspectives et plus précisément dans celle développée par Jean-Pierre Olivier de Sardan pour qui le développement désigne « l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs »[15]. On voit ici apparaître plusieurs dimensions dans le concept de développement qui en font un objet d'étude complexe ainsi qu'un phénomène social et

---

[12] Mark Hobart, *An Anthropological Critique of Development: The Growth of Ignorance*, Londres, Royaume Uni, Routledge, 1993, 248 p.

[13] Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995, 221 p.

[14] David Mosse, *Cultivating development: an ethnography of aid policy and practice*, Londres, Royaume Uni, Pluto Press, 2005, 342 p.

[15] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 7.

politique. La notion de développement, selon l'époque et l'espace dans lesquels elle s'inscrit, véhicule des visions du monde ainsi que des représentations et des interprétations de la réalité. Le développement dispose aussi d'un répertoire de pratiques et de ressources au service d'une transformation de la réalité. Phénomène de reproduction sociale, avec ses codes et ses langages, il modifie les rapports sociaux et génère de nouvelles formes d'organisation sociale, passagères ou durables. Chargé en manières de faire et en manières d'être qui sont transférées et adaptées, le développement se trouve aussi dans le périmètre du processus politique. Il est en effet le produit de dynamiques sociales qui créent des rapports de force quant à l'utilisation des ressources (financières, matérielles, symboliques etc.) pour atteindre le bien commun.

Comme indiqué plus haut, il y a dans l'espace social où s'opèrent les interactions autour du projet de développement une multitude d'acteurs qui sont désignés dans la suite de cette étude par le terme de « configuration développementiste ». Cette dernière est définie comme « un univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables »[16], acteurs auxquels nous ajoutons les individus qui ne sont pas considérés comme des professionnels de l'aide, c'est-à-dire qui n'en tirent pas un revenu direct, à savoir les bénévoles et membres d'associations, les élus et attributaires des interventions de développement.

En envisageant que les projets et programmes ont leur vie propre une fois qu'ils sont lancés, il faut alors les considérer comme s'insérant dans un continuum d'interventions. En d'autres termes une intervention n'est ni la première ni la dernière qui touchera un territoire et ses habitants. L'espace

[16] *Ibid.*

d'interaction dans lequel ces interventions sont mises en œuvre est alors un univers dynamique où les acteurs comme les institutions apprennent de la succession des projets au cours du temps. Or, en matière de temps et de temporalités, les approches du développement sont surtout centrées sur le présent et le futur mais très rarement sur le passé.

Dépasser les approches tournées vers le futur et l'amnésie du développement

Bien que cela puisse paraître banal, encore faut-il le souligner, le développement est, en creux, synonyme de changement vers un avenir meilleur. Comme le relève Hans Peter Hahn dans un dossier sur la mémoire du développement à paraître dans la revue *Afrique contemporaine*, l'amélioration des conditions de vie est l'un des fondements de la pensée moderne et, par conséquent, cela implique une série infinie de changements dynamiques de pratiques, de normes et d'objectifs, tout cela pour un meilleur avenir[17]. Dans la configuration développementiste et dans les discours internationaux, le développement est ainsi avant tout pensé comme une projection, ce qui laisse des traces jusque dans les territoires et les récits des individus attributaires des interventions (voir chapitre 4). Seul ce qui peut être amélioré est alors considéré, le reste ne fait pas partie de l'équation et est éliminé[18] comme le confirment les propos d'une chargée de mission de l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) à Rabat : « on a la pression des résultats, nous on est des praticiens, pas des chercheurs, on nous demande d'atteindre des objectifs, chercher dans le passé ne fait pas partie de la méthode »[19]. Ce constat n'est pas

[17] Hans Peter Hahn, « Amnesia in development practices », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation, p. 5.

[18] James Ferguson, « Decomposing modernity: history and hierarchy after development » dans Ania Loomba (ed.), *Postcolonial studies and beyond*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 162-187.

[19] Entretien avec une chargée de mission de la GIZ à Rabat, 22 septembre 2015.

nouveau puisque, déjà, en 1984, alors que le suivi-évaluation[20] n'est pas encore une pratique répandue dans le monde de l'aide, Marc Dufumier et Dominique Gentil écrivent que « la tendance dans un projet est toujours de considérer que l'histoire démarre avec le projet, de sous-estimer systématiquement tout ce qui s'est fait auparavant et de surestimer l'impact du projet »[21]. Le début de l'action liée à l'intervention serait donc un commencement en soi, un commencement de zéro dans lequel les bailleurs et les opérateurs ignorent généralement le passé.

La littérature académique s'est penchée sur ce constat qui n'est d'ailleurs pas spécifique à la configuration développementiste tant la gestion par projet s'est généralisée dans la mise en œuvre des politiques publiques. Rappelons à ce sujet, comme nous le développerons dans le chapitre premier de cette étude, que les thèmes d'intervention du développement correspondent à ce qui relève dans les pays dits développés des politiques publiques et de l'action publique[22] comme le souligne Philippe Lavigne Delville[23]. La prise en compte des temporalités et du passé dans l'analyse de l'action publique est une démarche qui demeure complexe puisque, comme dans les mondes de l'aide, on est structurellement dans une approche de l'action qui est immédiate et tournée vers le futur. Dans l'analyse de l'historicité de l'action publique, Pascale Laborier et Danny Trom résument cela dans une question, que l'on peut formuler ainsi : comment intégrer l'histoire dans le cadre d'une

---

[20] Le suivi-évaluation est un dispositif de pilotage des opérations de développement, il conjugue d'une part le suivi qui est une activité continue, interne au projet qui consiste à collecter et à analyser l'information afin de suivre les progrès réalisés par rapport à ce qui était prévu afin de mettre en œuvre des ajustements, et d'autre part l'évaluation qui donne une appréciation sur toute la durée de l'action (projet, programme etc.) en examinant le déroulement des activités et les impacts.

[21] Dominque Gentil et Marc Dufumier, « Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques », *AMIRA*, 1984, nº 44, p. 25.

[22] Le terme d'action publique renvoie à l'évolution qu'a connue la science politique et plus spécifiquement l'analyse des politiques publiques, à savoir le passage d'une « conception en termes de production étatique des politiques publiques à une conception en termes de construction collective de l'action publique », Patrick Hassenteufel, *Sociologie politique : l'action publique*, 2e édition., Paris, Armand Colin, 2011, p. 25.

[23] Philippe Lavigne Delville, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », *Anthropologie & développement*, 2017, nº 45, p. 39.

analyse centrée sur l'action, champ largement rebelle à toute identification de structures, historiques ou autres, en dehors du contexte immédiat des interactions interindividuelles ? [24]. D'ailleurs, la littérature portant sur l'aide au développement lie l'absence d'intégration de l'histoire et l'amnésie structurelle chez les professionnels de l'aide et de la configuration développementiste[25] au mode opératoire principal qui la caractérise, c'est-à-dire le projet. L'approche projet, mode de livraison privilégié de l'aide au développement, a fait l'objet d'une analyse critique[26] et notamment de son caractère cyclique. Le projet, contrairement au développement, demeure à horizon fini et dans une approche immédiate de l'action. Benjamin Garnaud et Julien Rochette, dans une analyse des projets qui se sont succédé depuis le début des années 2000 avec pour objectif la gestion durable de la lagune de Nador au nord du Maroc, soulignent le double isolement diachronique et synchronique qui caractérise les projets[27]. Ils mettent en cause, comme le fait Jean-Pierre Olivier de Sardan[28] ce double isolement dans les échecs du développement et des projets. L'isolement synchronique désigne le fait que les projets ne s'intègrent que difficilement aux politiques publiques nationales, malgré les déclarations prônant l'alignement sur ces dernières (Déclaration de Paris, voir *supra*). Cette étude s'intéresse cependant plus à l'isolement diachronique constaté dans la succession des projets, en d'autres termes comme le posent Benjamin Garnaud et Julien Rochette :

---

[24] Pascale Laborier et Danny Trom (eds.), *Historicités de l'action publique*, Paris, France, PUF, 2003, 540 p.

[25] La configuration développementiste n'est pas, en soi, amnésique, ce sont les acteurs et les institutions la composant qui le sont.

[26] Voir notamment Philippe Lavigne Delville, « Affronter l'incertitude ? », *Revue Tiers Monde*, 2012, vol. 211, nº 3, p. 153-168. ; Pierre-Marie Aubert, « Projets de développement et changements dans l'action publique », *Revue Tiers Monde*, décembre 2014, vol. 4, nº 4, p. 221-237.

[27] Benjamin Garnaud et Julien Rochette, « Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc) », *Revue Tiers Monde*, septembre 2012, n°211, nº 3, p. 169-188.

[28] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 127-128.

> « Chaque projet à des degrés divers, s'affranchit en partie du legs des projets qui l'ont précédé sur le territoire (…). Chaque projet semble ainsi intervenir en territoire quasi-vierge, ne capitalisant que peu sur les expériences précédentes. (…) »[29].

Ils précisent que cet isolement répond de trois logiques qui conduisent toutes les professionnels à ne pas capitaliser sur les précédentes interventions. La première est une logique négative où le porteur de projet rend l'intervention légitime par le supposé échec des interventions précédentes : si le projet précédent avait réussi, toute nouvelle intervention serait alors inutile. Pour autant, selon les auteurs, l'analyse du fonctionnement et des conditions du présupposé échec n'est pas réalisée. La deuxième logique, serait positive ou d'addition, en d'autres termes les opérateurs interviennent avec des projets similaires dans des zones qui n'auraient pas été touchées par les précédentes interventions. Enfin cet isolement peut répondre d'une logique de continuité ou de succession : les objectifs fixés des précédents projets étant trop ambitieux pour une seule intervention, ils ne pourront être atteints que par une succession de projets semblables. En outre, les auteurs utilisent dans leur article l'expression de « mémoire des projets ». Cette dernière semble, selon eux, « disparaître à une vitesse inquiétante » [30]. Notre réflexion dans cette étude vise justement à dépasser la logique projet dans la perspective de reconstruire les mémoires du développement à l'échelle de territoires sur lesquels sont mises en œuvre les interventions de développement qui font partie de l'action publique.

À partir de leur cas d'étude, Benjamin Garnaud et Julien Rochette attribuent cette disparition de la mémoire non seulement à la gestion par cycle de projet, comme stipulé auparavant, mais aussi à la difficile et surtout coûteuse transmission ou gestion des connaissances et de l'information du fait de la

---

[29] B. Garnaud et J. Rochette, « Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc) », art cit, p. 180.

[30] *Ibid.*, p. 181.

succession des bailleurs sur le territoire ou même des projets dans une même institution. David Lewis souligne à ce sujet que l'absence de conscience historique, du fait de l'absence d'une politique effective de gestion des archives, handicape le fonctionnement élémentaire des organisations d'aide. Il rapporte pour illustrer cette idée l'anecdote édifiante d'une visite au siège de l'agence suédoise de coopération (SIDA) après son déménagement. Le mot d'ordre était alors selon les auteurs de se débarrasser de tous les documents qui avaient plus de deux ans d'âge[31]. Dans ce chapitre d'un ouvrage collectif, David Lewis interroge les raisons qui conduisent à ce que l'histoire soit ignorée par les agences d'aide. En plus des arguments proches de ceux mis en lumière par Benjamin Garnaud et Julien Rochette, il pointe, dans les bureaux de terrain, le rôle du recours à des équipes expatriées qui changent régulièrement d'affectation. Il met aussi en exergue les enjeux pour le personnel, expatrié ou non, à montrer leur légitimité dans une perspective de carrière. Ainsi, les membres des équipes négligent ou critiquent souvent ce qui a été fait auparavant afin de justifier leur présence et leur emploi. David Lewis met aussi en cause le fonctionnement de l'aide dans un contexte de diffusion des instruments issus du *New Public Management* et notamment de la généralisation du financement par projet et de la gestion axée sur les résultats[32]. Selon David Lewiss, la pression exercée sur les agences d'aide et sur leur personnel quant aux résultats, à la performance et à l'efficacité, les enferme dans le présent et dans une projection vers le futur, ce qu'indique d'ailleurs l'extrait d'entretien avec une chargée de mission de la GIZ cité plus haut. De plus, en se concentrant sur une partie de la configuration développementiste, David Lewis attire l'attention sur le fait que le monde du développement,

---

[31] David Lewis, « Anthropology, Development and the 'Perpetual Present' : Knowledge, Power and Practice » dans Sten Hagberg et Charlotta Widmark (eds.), *Ethnographic practice and public aid: methods and meanings in development cooperation*, Uppsala, Uppsala Universitet, 2009, p. 53.

[32] Voir à ce sujet les travaux de Clément Soriat sur le cas de la lutte contre le Sida au Bénin : *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, Thèse de doctorat en science politique, Lille 2, Lille, 2014, 464 p.

inscrit dans un perpétuel présent, a bien une relation avec le passé, mais que ce passé est évoqué de manière superficielle pour « justifier le présent et rarement pour le défier »[33].

Il faut aussi insister sur le fait que cette amnésie concerne l'ensemble de la configuration développementiste. Il ne faudrait en effet pas restreindre cette absence de mémoire ou de conscience historique aux seuls acteurs dits du « nord ». Les ONG des « pays sous régime d'aide »[34] mais aussi les administrations publiques sont également concernées par l'oubli et l'amnésie. Pour être plus précis, il y aurait une fragmentation très forte des mémoires dans ces pays où les données et les archives, souvent parcellaires, sont réparties entre différentes administrations, services, acteurs. Les travaux de Hamidou Diallo, Charlotte Guénard, Maria-Belén Ojeda Trujillo et Anne-Sophie Robilliard au Sénégal décrivent « l'archéologie fragmentaire des interventions de développement »[35] rendant difficile la reconstitution d'une image nette des interventions de développement sur les temps longs. En outre, dans les administrations ou les organisations professionnelles du développement, l'oubli et l'amnésie peuvent aussi être volontaires ou stratégiques comme l'illustrent les propos suivants d'un fonctionnaire de la région Souss Massa au Maroc :

> « On joue le jeu de la page vierge. Même nous on a tendance à nier ce qui a été fait avant. Même les bénéficiaires directs disent "on n'a rien"

---

[33] D. Lewis, « Anthropology, Development and the 'Perpetual Present' : Knowledge, Power and Practice », art cit, p. 67.

[34] On utilisera le terme « sous régime d'aide » plutôt que « en développement » qui permet de mieux rendre compte de la situation dans laquelle se trouvent où se sont trouvés ces pays. Philippe Lavigne Delville utilise cette notion pour montrer que l'aide a pris dans ses pays une place importante voire déterminante, « tant dans les budgets publics, dans les politiques économiques ou sectorielles nationales, que dans les villes et les villages, à travers la multiplicité des projets, des ONG, des associations ou comités de gestion » Philippe Lavigne Delville, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, Mémoire pour l'Habilitation à Diriger des Recherches, CREA, Lyon II, Lyon, 2011, p. 13.

[35] Hamidou Diallo et al., « Traces, mémoires et archives des interventions de développement dans l'observatoire de population de Niakhar (Sénégal) », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation, p. 15.

parce que si on dit j'ai déjà “ça”, ils vont enlever la valeur du "ça" du total de ce qu'ils pensaient donner »[36].

L’asymétrie paradoxale des mémoires comme point de départ de l’analyse

La littérature académique explorée plus haut indique que les bailleurs et les opérateurs n’ont qu’une connaissance fragmentée des interventions de développement, voire souffrent d’amnésie. Or, cette étude ne vise pas à analyser la mémoire du développement des professionnels de l’aide, c’est-à-dire de celles et ceux qui en tirent des revenus salariés, ou de la mémoire des institutions du développement. Les recherches existantes ont permis de renseigner et de décrypter les raisons de ce manque de mémoire mais très peu ont adopté une perspective de recherche « par le bas »[37], c’est-à-dire auprès des attributaires des interventions de développement, ce que fait cette thèse. Dominique Gentil et Marc Dufumier en 1984 insistaient à ce sujet sur une asymétrie de mémoire en écrivant que « les paysans, eux [par opposition aux professionnels de l’aide], ont toujours une bonne mémoire et qu’ils comparent toujours les innovations ou les pratiques du nouveau projet à toutes les autres interventions qu’il ont déjà connues »[38]. Cette asymétrie, qui constitue le point de départ de la problématisation de cette recherche, peut paraître paradoxale dans la mesure où les institutions de l’aide disposent d’un ensemble de documents et d’archives qui permettrait d’avoir la « bonne mémoire » dont parle Dominique Gentil et Marc Dufumier. Cette asymétrie paradoxale n’a pas fait l’objet de plus amples recherches avant

[36] Entretien avec un responsable de la chambre régionale d’agriculture de Souss-Massa, Agadir, 1er octobre 2015.

[37] Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi M. Toulabor (eds.), *Le Politique par le bas en Afrique noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, 268 p.

[38] D. Gentil et M. Dufumier, « Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques », art cit, p. 27.

d'être reprise par Jean-Pierre Olivier de Sardan en 1995 lorsqu'il précise que « les paysans gardent une « « mémoire »[39] à l'évidence vivace des opérations de développement antérieures » et que, « ces dernières [les opérations de développement] ont généralement moins de mémoire que les paysans et se comportent volontiers comme si elles arrivaient en terrain vierge »[40]. La littérature et notamment les travaux de Kate Crehan et Achim Von Oppen montrent en effet que le milieu, qu'il soit social ou physique, garde trace des anciennes interventions et qu'il existe une histoire sociale de ce milieu évoluant au contact des mondes de l'aide[41].

Les auteurs francophones cités plus haut utilisent le concept de mémoire des projets avant tout pour expliquer les réactions de la population, ou d'une partie de cette dernière, à une intervention extérieure. Jean-Pierre Olivier de Sardan indique ainsi que ces réactions sont structurées par les représentations et les « visions que les intéressés se font des intervenants »[42]. Jean-François Baré ajoutera d'ailleurs que cette mémoire des précédents projets et programmes conditionne le résultat des interventions futures, bien plus que le contenu des projets[43]. Bien que différents auteurs aient utilisé les concepts de mémoire des projets ou mémoire du développement[44], peu de travaux sont consacrés à les étudier spécifiquement et de manière approfondie. On en citera ici deux qui seront discutés dans la suite de cette étude. Tout d'abord l'ouvrage d'Olivier Rüe

---

[39] L'auteur dans son texte met le terme mémoire entre guillemet.

[40] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 57.

[41] Kate Crehan et Achim Von Oppen, « Understandings of 'development': an arena of struggle: the story of a development project in Zambia », *Sociologia Ruralis*, 1988, vol. 28, n° 2-3, p. 113-145.

[42] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 57.

[43] Jean-François Baré, *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 121.

[44] Citons également les travaux du programme de recherche Foradyn (Forum de veille sur les dynamiques et interventions de développement rural) de l'université d'Abomey-Calavi dont l'une des questions de recherche est la suivante : Que reste-t-il quand les projets sont clôturés ? Lors de la rédaction de cette étude, il n'y avait pas encore de publications réalisées et disponibles dans le cadre de ce programme de recherche. Voir www.foradyn.org

qui étudie avec une approche géographique et physique l'évolution de l'aménagement du littoral de Guinée et ce qu'il définit comme les « mémoires de mangrove »[45]. S'il met lui aussi en cause l'aveuglement et l'amnésie du développement, son approche reste circonscrite à l'analyse des archives. Les pratiques ainsi que les représentations des populations ne sont ainsi présentes que marginalement dans son travail. Il fait donc une utilisation métaphorique du concept de mémoire sans utiliser les cadres d'analyse ou les références théoriques qui s'y rapportent, à la différence de Philippe Geslin qui questionne, lui aussi en Guinée, « la mémoire locale du développement » autour de la culture du sel. Il analyse la manière dont les producteurs « mettent leur passé au service du présent »[46], en mobilisant l'évolution des techniques salicoles qui se sont inscrites dans l'histoire et les pratiques locales. Son objectif est de comprendre les choix techniques dans une perspective anthropotechnologique[47] et ergonomique[48]. Il montre ainsi que la « mémoire locale du développement » s'est fondue dans le système de représentations sociales au point d'influencer les comportements sociaux et techniques[49]. Avec son analyse des récits et des représentations sur un terrain circonscrit, le travail de Philippe Geslin constitue par conséquent un jalon important de notre travail et de la réflexion sur le concept de mémoire appliqué à la sphère du développement.

---

[45] Olivier Ruë, *L'aménagement du littoral de Guinée (1945-1995) : mémoires de mangroves. Des mémoires de développement pour de nouvelles initiatives*, Paris, l'Harmattan, 1998.

[46] Philippe Geslin, « Sur "la mémoire locale du développement". Une approche anthropologique du rôle des ONG dans la mise en oeuvre de choix techniques » dans Jean Paul Deler et al. (eds.), *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Editions Karthala, 1998, p. 235.

[47] L'anthropotechnologie est définie par l'auteur comme l'étude et l'amélioration des conditions de travail et de vie des populations, voir à ce sujet http://anthropotechnologie.org/.

[48] Philippe Geslin, « Les salins du Bénin et de Guinée ou comment l'ergonomie et l'ethnologie peuvent saisir le transfert de techniques et de sociétés » dans Bruno Latour et Pierre Lemonier (eds.), *De la préhistoire aux missiles balistiques : l'intelligence sociale des techniques*, Paris, La Découverte, 1994, p. 290-309.

[49] P. Geslin, « Sur "la mémoire locale du développement". Une approche anthropologique du rôle des ONG dans la mise en oeuvre de choix techniques », art cit, p. 228.

Cette recherche vise ainsi à poursuivre les travaux effectués sur l'absence de conscience historique dans la configuration développementiste et sur la mémoire du développement en proposant un triple élargissement : conceptuel, c'est-à-dire une discussion sur le concept même de mémoire et ses usages dans la configuration développementiste, thématique puisque l'ensemble des interventions de développement est considéré, et non un seul secteur, et enfin comparatif, dans la mesure où plusieurs communes et deux pays sont concernés par notre étude.

De qui / de quoi la mémoire est-elle le nom ?

La réflexion sur la mémoire comme entrée sur les processus de développement est donc au cœur de cette thèse. Il s'agit, à l'aide ce cet outil théorique et empirique, de pouvoir dépasser l'approche immédiate et projetée de l'action qui caractérise les configurations développementistes et d'interroger une histoire sociale du développement globalement ignorée sur plusieurs terrains, au Maroc et à Madagascar. Afin de contextualiser et de définir les questions et hypothèses auxquelles cette étude entend répondre, il faut revenir sur notre compréhension du concept de mémoire. Notons dès à présent que le deuxième chapitre de cette étude approfondira le cadre théorique qui s'y rapporte et fera état des controverses que cette notion peut soulever quand elle est associée à celle de développement.

La mémoire est une notion des sciences sociales, elle est un objet pour le chercheur mais aussi une réalité nommée comme telle par les acteurs sociaux[50]. Aussi, la mémoire a-t-elle longtemps fait l'objet de controverses dans le champ de la mobilisation politique de l'histoire. Cette notion est d'ailleurs souvent définie par opposition au passé puisque les deux s'opposent. En effet, rapprocher ces deux notions reviendrait à ignorer une

[50] Marie-Claire Lavabre, « Paradigmes de la mémoire », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, décembre 2007, nº 5, p. 140.

caractéristique essentielle de la mémoire, à savoir qu'il s'agit d'une « représentation construite du passé et non le passé lui-même, par définition révolu »[51]. La mémoire est donc une représentation du passé sous forme mentale. Si l'on reprend la formule de Saint Augustin dans le Livre XI des *Confessions* écrites de 397 à 400, la mémoire est le présent du passé. Ainsi, l'analyse de la mémoire à un instant T permet de caractériser non seulement les rapports sociaux et les représentations sociales au moment où le chercheur interroge le sujet mais aussi les représentations collectives du passé. La dimension collective et socialisée de la mémoire et de la production des souvenirs sont d'ailleurs des éléments fondamentaux qui seront explorés dans cette thèse. Paul Ricœur rappelle notamment que les premiers souvenirs de l'individu sont les souvenirs partagés[52] parce que l'action même de se souvenir dépend de l'inscription d'un individu dans un ou plusieurs cadres sociaux[53].

La mémoire est aussi relative au futur et aux anticipations des individus dans la mesure où les perceptions du passé façonnent leurs aspirations sociales, politiques et économiques, ce qu'illustrent les travaux de Robert Michael Ahearne sur les *life narratives of intervention*s en Tanzanie[54]. La mémoire est donc un trait d'union entre le passé et le futur. En outre, la mémoire est constituée d'un flux de souvenirs qui peuvent être définis comme des significations sociales individuelles et collectives. Travailler sur la mémoire et les souvenirs avec la rigueur des sciences sociales requiert donc une méthodologie et un rapport au terrain spécifique sur lesquels reviendront les sections suivantes et les différents chapitres de cette étude. Cependant, il faut noter d'ores et déjà que le matériau qui constitue la mémoire est

---

[51] Marie-Aude Fouéré, « La mémoire au prisme du politique », *Cahiers d'études africaines*, janvier 2010, nº 197, p. 5.

[52] Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, France, Seuil, 2000, p. 147.

[53] Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, France, Albin Michel, 1925, 367 p.

[54] Robert Michael Ahearne, « « Le développement ? C'est du passé ». Une lecture historique des récits du progrès dans la Tanzanie du Sud », *Politique africaine*, 2014, vol. 135, nº 3, p. 23-46.

composé de récits et ces derniers reflètent l'enchevêtrement des époques et des histoires individuelles et collectives.

À partir de ces différents éléments de définition qui seront explorés dans cette étude, la mémoire du développement est définie comme l'évocation des traces matérielles (ponts, écoles, vaccins etc.) et immatérielles (changement d'organisation sociale, évolution des modes de gouvernance etc.) que laissent les interventions de développement. La mémoire n'est pas seulement la trace des interventions mais bien son évocation et les représentations individuelles ou socialement partagées dans les récits que laissent le développement, et en particulier les projets et programmes.

Cette définition soulève une question fondamentale pour la suite de ce travail à laquelle les éléments détaillés précédemment ont apporté des éléments de réponse : sur quelle(s) mémoire(s) porte cette recherche ? *Stricto sensu*, le développement n'a pas de mémoire, mais les différents acteurs ainsi que les institutions ont des souvenirs et parfois des mémoires constituées. Comme nous l'avons suggéré, il faut préciser qu'elle ne se concentre par sur la mémoire des professionnels de l'aide ou des institutions du développement. Le positionnement de cette thèse est de considérer les souvenirs et les récits de celles et ceux qui sont touchés ou témoins des interventions de développement et dont la voix porte moins dans la sphère publique. Effectivement, il existe dans la littérature à la fois des mémoires de développeurs[55] et une analyse scientifique de ces dernières[56]. Les institutions, et notamment les agences d'aide publique au développement, racontent, elles aussi, dans une approche patrimoniale, leur histoire au

[55] Citons par exemple les mémoires de Gérard Winter, *A la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, Paris, Karthala, 2010, 285 p. Celles d'Yves Roland-Billecart, *Une vie vouée au développement*, Paris, France, Agence française de développement, 2018, 185 p.

[56] Jean Copans, « Usages du développement : mémoires, politiques et sciences sociales », *Cahiers d'études africaines*, 2011, vol. 2, N° 202-203, p. 659-694.

moyen d'archives et de mise en récit du passé de leurs interventions[57] . Bien que la dichotomie entre développeurs et développés soit artificielle et à relativiser tant certains individus sont positionnés à la frontière entre les deux univers, la démarche de cette étude n'est donc pas de considérer la mémoire des professionnels de l'aide mais plutôt d'analyser les représentations du passé des interventions de développement que se forgent les attributaires de ces projets et programmes et plus largement les habitants d'un territoire. Notons également que le territoire n'est pas une catégorie d'analyse mobilisée dans cette étude, il s'agit plutôt de circonscrire le territoire de la mémoire à un espace cohérent travaillé par des politiques publiques, des formes d'organisations sociales qui évoluent au cours du temps et par des rapports de force et de domination entre les acteurs.

En outre, cette recherche n'adoptera pas les termes de développeurs et de développés pour parler des différents acteurs de l'interaction sociale que constitue l'intervention de développement. Ces notions induisent une dimension de passivité ou de circulation à sens unique des outils et des référentiels d'action. Notre propos sera justement de montrer que les habitants des territoires qui sont supposés être les bénéficiaires des interventions de développement ne constituent pas des acteurs passifs. Ils sont des êtres actifs, socialement capables de réflexivité et d'analyse quant à leurs actions et à celles des acteurs de la configuration développementiste. Les notions de populations cibles ou populations sous projet ne sont pas non plus adaptées à nos travaux dans la mesure où l'intervention de développement n'est pas circonscrite à une liste de gens qui sont les seuls bénéficiaires de l'aide. En effet, il existe des détournements de l'instrument projet et des effets de diffusion territoriale d'un projet. En d'autres termes,

[57] Voir par exemple les travaux de François Pacquement sur l'Agence française de développement (AFD) au Sénégal : François Pacquement, *Histoire de l'Agence française de développement en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions Karthala, 2015, 253 p. François Pacquement a également coordonné l'ouvrage célébrant les 75 ans de la coopération française : Agence française de développement, *75 ans au service du développement, L'Agence française de développement, des origines à nos jours*, Paris, Éditions de l'AFD, 2017, 266 p.

des outils, des instruments techniques ou socio-organisationnels promus sur une localité et à un public prédéfini sont souvent disséminés par des réseaux de parenté ou de voisinage sans que l'intervention ne l'ait prévu[58].

Ainsi, proposer une relecture des processus de développement à partir des mémoires des habitants de différentes communes nécessite d'aller chercher les traces de cette mémoire ailleurs que dans les documents écrits et les archives des projets. Ces derniers constituent d'ailleurs souvent des formes de récits positifs, voire triomphants de la sphère développementiste. C'est au moins en partie une des raisons qui pousse à reconstruire les mémoires par le bas, auprès de la population des territoires. En outre, Jean-François Baré suggère que les projets ne laissent pas toujours, ou pas uniquement des traces dans les documents[59]. Les mémoires reconstruites sous la forme des récits peuvent alors constituer un complément aux compréhensions des effets et des impacts des interventions de développement.

Par conséquent, travailler sur le développement à partir des mémoires individuelles et socialement partagées a un intérêt pour les professionnels du développement. En effet, se souvenir des interventions passées, dans leurs réussites comme dans leurs échecs, participe à nourrir le débat des acteurs de l'aide sur son efficacité et ses modalités, en introduisant une dimension temporelle. Il faut cependant préciser que cette étude ne constitue pas une forme d'évaluation d'impact à proprement parler et ne peut être utilisée comme telle par les bailleurs et les opérateurs de développement. Étudier les souvenirs et les récits qui constituent les mémoires peut s'apparenter à chercher l'impact des interventions, en particulier considérant la définition qui en est donnée par le Comité de l'aide au développement de l'OCDE : « effets positifs ou négatifs, primaires ou secondaires, induits par

[58] Voir à ce sujet les travaux d'Emma Crewe et Elizabeth Harrison : *Whose Development ? An Ethnography of Aid*, Londres ; New York, Zed Books, 1998, 224 p.
[59] J.-F. Baré, « L'anthropologie et les politiques de développement », art cit, p. 151.

une intervention, directement ou non, intentionnellement ou non »[60]. Si elle est une manière de considérer les impacts des interventions, l'analyse des récits et des mémoires se différencie d'une évaluation dans la mesure où les acteurs de l'aide cherchent à imputer les effets en termes de développement (économiques, sociaux, organisationnels etc.) à une intervention. La causalité et l'imputabilité sont des éléments récurrents dans les débats sur l'aide mais ne constituent pas un axe de cette recherche.

Si les acteurs de l'aide visent à objectiver leur méthode d'évaluation pour des raisons légitimes de comparabilité et de redevabilité, le travail proposé sur la mémoire ne cherche pas à vérifier mais plutôt à rendre compte des subjectivités et à proposer une analyse des expériences individuelles et collectives liées au développement. Pour ce faire, cette recherche adopte une approche systémique en considérant l'ensemble des interventions de développement, dans tous les secteurs et par l'ensemble des opérateurs. Il aurait en effet été possible de n'étudier que la mémoire des interventions relatives à l'éducation, à la santé ou à l'agriculture ou celles mises en œuvre par une structure en particulier[61] mais cela aurait conduit à segmenter l'expérience et ne pas la considérer de manière globale. En effet, en analysant sur les temps longs les interventions de développement, cette étude postule que les individus ont participé ou été témoins d'un ensemble très hétéroclite d'interventions au cours du temps. Ce sont d'ailleurs les multi-connaissances qu'ont les individus des projets et programmes que cette étude entend analyser. Il s'agit comme indiqué plus haut d'un élargissement thématique qui constitue une valeur ajoutée à la littérature existante. Cette approche multisectorielle a néanmoins un écueil qui tient à la délimitation de ce qu'est, et de ce que n'est pas, une intervention de

[60] OCDE, *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats*, *op. cit.*, p. 21.

[61] Le projet Foradyn mentionné plus haut a entrepris de considérer les traces de projets dans des secteurs en particulier ou mis en œuvre par un bailleur spécifiquement. Notons cependant que le travail sur un seul opérateur ou bailleur apparaît particulièrement limité tant les opérations de développement sont aujourd'hui multi-acteurs (agence bilatérale, ONG internationale ou locale etc.).

développement. Si le chercheur peut tenter de cadrer l'expression des souvenirs par les questions posées, l'exercice lui échappe finalement assez largement. Ne pas borner la mémoire sur le plan thématique ou sectoriel a ainsi comme corollaire de ne pas pouvoir isoler dans les mémoires les processus de développement liés à la configuration développementiste. Ainsi les programmes et projets qui relèvent de la configuration développementiste risquent d'être entremêlés avec des politiques publiques ou des démarches individuelles. L'expression des souvenirs et la reconstruction de la mémoire ne peuvent donc être objectivées, en particulier lorsque l'on est face à des expressions et des contenus de l'intime.

La mémoire ne se laisse pas non plus borner sur le plan des temporalités. Quelles sont alors les bornes temporelles de cette recherche ? Il s'agit d'une question essentielle pour notre étude car la reconstruction des souvenirs va chercher des éléments dans plusieurs zones du cerveau et constitue une synthèse de différentes temporalités et expériences. De manière artificielle nous avons cependant établi des bornes temporelles à l'exercice de reconstitution des mémoires, à savoir les indépendances des deux pays (1956 pour le Maroc et 1960 pour Madagascar), ce qui n'a cependant pas empêché certains individus de faire référence aux périodes antérieures aux indépendances, conduisant à interroger les permanences dans les mémoires des imaginaires coloniaux.

Problématisation et hypothèses de la recherche

Au Maroc et à Madagascar, comme dans de nombreux pays récipiendaires d'aide au développement, les bailleurs bilatéraux ou multilatéraux, ainsi que les organisations gouvernementales ou non gouvernementales, nationales ou internationales interviennent au gré des relations internationales et des grands modèles du développement. Par conséquent, se superposent sur les territoires, des interventions pouvant être complémentaires ou

contradictoires dans différents secteurs comme la santé, l'agriculture, l'éducation, la gouvernance etc. Ces interventions laissent derrière elles de multiples traces ou résidus, comme des outils techniques, des infrastructures, des modes d'organisation sociale, des pratiques, des habitudes etc. Ces différents éléments impriment les représentations individuelles et socialement partagées du développement et transforment les rapports sociaux. Cette impression laissée est au cœur de notre étude.

Cette thèse entend donc questionner « par le bas » la mémoire du développement, c'est-à-dire l'évocation des traces matérielles et immatérielles laissées au fil du temps dans le cadre des projets et des programmes. Ceux-ci marquent les habitants qui intériorisent des pratiques, des codes, des langages mais aussi des modes d'organisation et de délivrance de l'aide. Ils tirent de cette intériorisation des savoirs et capitalisent des connaissances sur les différentes interventions. Ainsi, la mémoire travaillerait les acteurs qui pourraient en tirer des ressources mobilisables dans et hors de la configuration développementiste. La problématique générale de cette étude est donc la suivante : En quoi la mémoire du développement constitue-t-elle un capital et une ressource pour les acteurs non professionnels de l'aide ?

Cette problématique engendre un ensemble de questionnements s'articulant aux enjeux théoriques, empiriques et opérationnels relatifs au couple que forment les notions de mémoires et de développement. Ces questionnements sont de trois niveaux et constituent les trois grandes étapes de réflexion nécessaires pour apporter des éléments de réponse à la question de recherche évoquée plus haut : la fabrique, le contenu et l'utilisation de la mémoire du développement.

La fabrique des mémoires du développement : un processus de reconstruction sociopolitique hybride entre passé et présent

La première hypothèse de ce travail de recherche est la suivante : le développement laisse des traces et les attributaires des interventions, et plus généralement la population, en ont une mémoire différenciée. L'objectif est ici de pouvoir analyser la manière dont sont reconstruites les mémoires du développement individuelles et socialement partagées, dans les sept communes concernées à Madagascar et au Maroc. Il faudra donc s'interroger sur les conditions et les raisons pour lesquelles une expérience passée accède au présent. Nous allons démontrer que cette reconstruction de la mémoire passe par un processus d'hybridation complexe qui fait appel aux représentations populaires du développement, aux souvenirs partagés des évènements politiques, sociaux ou économiques ainsi qu'aux trajectoires individuelles et aux incidences biographiques (évènements individuels marquants comme l'accès à l'eau ou à l'électricité, les naissances d'enfants etc.). Nous mobiliserons notamment la littérature sur la mémoire pour identifier les éléments qui participent à la reconstruction des souvenirs et notamment les travaux de Maurice Halbwachs sur les cadres sociaux de la mémoire[62] et de Maurice Bloch sur l'apport des sciences cognitives à l'étude du fonctionnement des groupes et des sociétés[63]. L'empreinte tangible des interventions de développement étant forte sur les communes concernées par cette enquête, nous nous interrogeons également sur le poids des éléments matériels et tangibles propres aux processus de l'aide (écoles, hôpitaux, signalétique, routes etc.) dans la structuration des récits sur le développement. Nous démontrons à l'aide notamment du concept de lieu de mémoire de l'historien Pierre Nora[64], que les lieux et la matérialité constituent

[62] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*

[63] Maurice Bloch, *L'anthropologie et le défi cognitif*, Traduit de l'anglais par Olivier Morin., Paris, O. Jacob, 2013.

[64] Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, France, Gallimard, 1993, vol. 3 volumes/I – La République, 1984 ; II – La Nation, 1986 ; III – Les France, 1993, 4751 p.

des supports aux mémoires et stabilisent les représentations tout en incarnant aux yeux des habitants les processus de changement social.

Par ailleurs, la réflexion portant sur la fabrique des mémoires du développement sous-tend une question méthodologique qui est au cœur de cette étude, à savoir quelles méthodes et quels instruments le chercheur peut-il mobiliser pour contourner le risque de n'observer que des mémoires « recouvertes » par les derniers projets ou programmes ? Comment l'outil mémoire peut-il rendre compte de la diversité des interventions de développement ? Pour répondre à la problématique et explorer ces enjeux méthodologiques, le choix s'est porté, comme l'indiquent les éléments détaillés dans la suite de cette introduction, sur l'utilisation d'une méthode mixte de recherche. Cette dernière allie la recherche d'archives, les entretiens individuels et collectifs ainsi qu'une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population.

Le contenu des mémoires du développement ou l'expression de contre-récits

Après avoir identifié les éléments qui structurent les récits sur les expériences passées du développement, le regard doit être porté sur le contenu des mémoires et sur ce que révèlent les représentations populaires des configurations développementistes et plus largement des systèmes sociopolitiques dans lesquels sont mises en œuvre les interventions. Il s'agit de répondre à la question : de quoi se souvient-on ? ou, formulée autrement, quels souvenirs et quelles interventions impriment, plus que d'autres, la mémoire des individus ? Répondre à cette question doit surtout conduire à interroger les raisons qui conduisent à ce que tels ou tels souvenirs, acteurs, processus (participation, cycles de projet) ou paradigmes de l'aide (ajustement structurel, lutte contre la pauvreté etc.) laissent des traces différenciées dans les mémoires.

L'hypothèse qui guidera cette réflexion sur le contenu des mémoires peut être ainsi formulée : l'évocation des souvenirs des interventions de développement passées conduit à l'expression de récits qui peuvent entrer en contradiction avec l'histoire racontée par les configurations développementistes et l'imaginaire de la modernisation et du progrès qu'elles véhiculent. Cette hypothèse nous conduira à montrer que le discours sur le passé et les contre-récits formulés à propos du développement sont une occasion pour les individus d'intervenir dans le champ politique et de s'exprimer sur les promesses (ou les fausses-promesses) véhiculées par les acteurs de l'aide et de l'action publique plus généralement.

La mémoire du développement comme compétences et ressources : des gardiens de la mémoire, acteurs inédits de l'action publique

Le troisième axe de cette recherche tient à l'utilisation qui est faite de cette mémoire par les individus. Il s'agit alors de la considérer au-delà de l'expérience passée et des souvenirs comme une façon de décrire la compétence des agents humains (*knowledgeability of human agents*)[65]. La mémoire est alors envisagée comme un stock de connaissances qui constitue une forme de capital spécifique, source d'avantages compétitifs. On utilisera notamment la réflexion sur les fonctions cognitives de la mémoire qui sont largement sollicitées dans la plupart des actes du quotidien des individus. L'hypothèse est ici que la mémoire est transformée en capital, que ce dernier est inégalement réparti entre les individus et qu'il génère des processus qui peuvent à la fois contraindre l'action des individus et les habiliter ou les potentialiser, c'est-à-dire qu'il leur offre différentes formes de ressources, voire de pouvoirs, pour agir dans et hors de la configuration développementiste. La caractérisation des formes capitalisées de la mémoire à partir d'une typologie construite grâce aux théories structuralistes

[65] Anthony Giddens, *The constitution of society: outline of the theory of structuration*, Cambridge, England, Polity Press, 1984, p. 49.

permettra de montrer que la mémoire locale informe aussi la réaction des individus face à de nouvelles interventions.

De plus, alors qu'il n'existe pas de récit institutionnalisé du passé du développement à l'échelle du territoire, nous faisons l'hypothèse que certains individus sont reconnus et réputés pour porter ou incarner la mémoire des interventions de développement. La réputation et le savoir de ceux que nous appelons des gardiens de la mémoire sont tous les deux une source de pouvoir leur permettant d'occuper des positions dominantes dans les jeux d'acteurs et dans les configurations de pouvoir. Cette hypothèse conduit à considérer qu'ils forment une élite locale du développement disposant de pouvoirs et d'autorité, ce qui leur permet d'assoir leur leadership et de participer à l'action publique sur les territoires auxquels ils appartiennent. Cette hypothèse sous-tend une question fondamentale qui tient à la manière d'identifier ces individus et de caractériser leur savoir et les ressources dont ils disposent.

Cette étude présente une démarche théorique et méthodologique originale dans la mesure où elle utilise des données quantitatives et qualitatives conduisant à repérer ces individus « par le bas ». En d'autres termes, ces individus ne sont pas identifiés à partir de leurs caractéristiques propres comme le font d'autres travaux (statut social ou professionnel, implication dans la configuration développementiste etc.) en socio-anthropologie du développement[66] ou en science politique[67] et notamment sur les terrains

[66] Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, 345 p.

[67] Jean-Pascal Daloz (ed.), *Le (non-) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Talence, France, Centre d'étude d'Afrique noire, 1999, 230 p ; Olivier Nay et Andy Smith (eds.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, France, Economica, 2002, 237 p.

malgache[68] et marocain[69]. La démarche adoptée suit le choix méthodologique de cette étude, c'est-à-dire une approche par le bas, ce qui explique que nous n'avons pas considéré *a priori* les individus réputés pour avoir plus de mémoire des interventions comme des courtiers. Ceux qui en savent le plus sont alors identifiés à partir de leur espace social, c'est-à-dire de leur réputation dans la communauté et de la forme que prend leur réseau social (de réputation). Ainsi, nous utilisons et discutons plusieurs sources de la littérature : la sociologie des réseaux, la sociologie des élites et de l'action publique et la socio-anthropologie du développement (notamment sur les pratiques de courtage) afin d'identifier ces gardiens de la mémoire et de caractériser leur potentiel leadership ainsi que leur rôle dans les configurations locales de pouvoir.

Avant de revenir sur notre rapport au terrain et l'organisation de cette recherche, nous souhaitons insister sur le fait que notre objectif en tant que doctorant est d'innover dans le savoir. En d'autres termes, notre démarche et cette thèse se veulent originales car elles permettent de réaliser un travail empirique qui n'a pas été mené jusque-là, en mobilisant un concept, la mémoire, pour éclairer un phénomène complexe, le développement. Nous démontrons d'ailleurs que cette perspective offre l'occasion de mieux comprendre les effets de l'aide sur les temps longs. Cette thèse creuse aussi un aspect théorique qui n'avait pas été approfondi dans les études sur le développement et l'applique à une situation concrète dans une visée comparative. Le cœur de cette thèse repose en outre sur une analyse des discours relatifs à l'expérience individuelle et des représentations socialement partagées à une échelle micro. Elle offre un regard sur la manière dont sont cadrés et organisés les souvenirs de l'expérience des

---

[68] Didier Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, Karthala., Paris, 2011, 591 p ; Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, *Les Elites à Madagascar : un essai de sociographie Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*, Antananarivo, Madagascar, UMR 225 IRD - DIAL, 2015, 8 p.

[69] Aziz Chahir, *Qui gouverne le Maroc ? étude sociologique du leadership politique*, Paris, Harmattan, 2015, 735 p.

projets et programmes à partir de points d'entrée sur la vie quotidienne de petits groupes sociaux. En cela, notre étude constitue une forme de microsociologie, c'est-à-dire une étude des formes routinières et inédites des engagements et de l'agencéité (*agency*) individuels dans une situation sociale[70]. Le terme de microsociologie renvoie à une littérature et des démarches empiriques très riches, notamment à la suite des travaux d'Erving Goffman[71]. Nous mobilisons dans cette étude l'échelle d'analyse et l'angle disciplinaire de la microsociologie sans pour autant analyser ce courant de la sociologie. En outre, la sociologie de la mémoire de petits groupes d'individus proposée dans cette recherche est également politique dans la mesure où elle permet d'analyser ce qui fonde les relations de domination et de pouvoir entre les personnes et les groupes.

Rapport aux terrains et méthodes d'enquête

Ce travail de thèse s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche financé par le Conseil régional de Nouvelle Aquitaine intitulé DéMéTer (Développement, mémoire, territoire) et porté par le laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM), l'Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement d'Aquitaine (IFAID) et le réseau régional multi-acteurs pour la coopération et la solidarité internationale en Nouvelle-Aquitaine SO Coopération (ex Cap Coopération). Fidèle à la tradition des études africaines en France[72], l'équipe du projet a privilégié une approche pluridisciplinaire associant l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie et la sociologie. Les réflexions présentées dans cette thèse ont ainsi été nourries par les différents apports théoriques, méthodologiques et empiriques dans l'optique d'une pratique individuelle de la pluridisciplinarité.

---

[70] Isaac Joseph, *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, France, PUF, 2002, 95 p.

[71] Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, traduit par Isaac Joseph, Paris, de Minuit, 2009, 573 p.

[72] Richard Banégas, « Etudes africaines : l'exotisme est-il devenu banal ? Décentrement du regard, comparatisme et doxa disciplinaire », *Les dossiers du CERI*, mai 2015.

Cette étude a été menée dans deux pays, le Maroc et Madagascar et plus précisément la région Itasy à Madagascar et l'ex-région Souss Massa Drâa au Maroc. Notons d'ailleurs que le découpage du Maroc en 16 régions administratives qui a prévalu entre 1997 (année de la création des régions au Maroc) et 2015 a été conservé pour cette étude[73]. Ces deux terrains de recherche correspondent aux zones choisies dans le cadre du projet de recherche DeMeTer en raison des liens de coopération décentralisée et des relations institutionnelles qu'elles entretiennent avec la région Nouvelle Aquitaine[74]. Si cet acteur est présent sur les deux terrains, dans des temporalités et au travers de dispositifs très différents, il n'est pas le seul organisme de coopération commun aux deux territoires. Citons par exemple l'ONG Agrisud, dont le siège est basé dans une commune proche de Bordeaux et qui intervient dans les deux régions depuis plusieurs années. Des bailleurs bilatéraux (AFD, USAID, GIZ) et multilatéraux (Banque mondiale, FAO…) interviennent également depuis plusieurs décennies sur les deux territoires. Bien que la région Itasy et la région Souss Massa Drâa soient très différentes sur le plan des caractéristiques physiques et climatiques, elles partagent un certain nombre de traits caractéristiques comme la prédominance d'activités agricoles et une structure rurale du territoire.

La région Itasy, située sur les Hautes-Terres au centre de la Grande Île est la plus petite des 22 régions malgaches et sa limite orientale la place à environ 90 km à l'ouest de la capitale Antananarivo. Elle est peuplée selon les projections de l'INSTAT en 2016 de 793 757 personnes sur une superficie de 7 651 km^2. Constituée de trois districts Analavory, Soavinandriana et

[73] Décret n°2-15-40 du 20 février 2015 fixant le nombre des régions à 12. La nouvelle région Souss-Massa sera amputée des provinces du Drâa et de Sidi Ifni et la province de Tata rejoindra la nouvelle région qui gardera pour chef-lieu de région la ville côtière d'Agadir.

[74] La région Aquitaine et le Souss Massa Drâa ont été liées par des conventions-cadre de coopération entre 2004 et 2015. Le premier accord de coopération avec l'Itasy a été signé en 2007

Miarinarivo où se situe la commune urbaine de Miarinarivo, chef-lieu de la région, la région Itasy est principalement à vocation agricole, 88% de la main d'œuvre exercent des activités agricoles[75]. La région produit une grande variété de cultures de spéculation comme le riz, le maïs, les racines et les tubercules. L'élevage, la pisciculture et la pêche sont également des activités économiques génératrices de revenus considérant la présence du 3ème plus grand lac de l'Île, le lac Itasy, et la proximité avec la capitale qui exerce d'intenses pressions sur les écosystèmes et le foncier[76].

La région Souss Massa Drâa est un grand territoire situé au sud du royaume qui s'étend de l'Atlantique à la frontière algérienne sur une superficie de 72 506 km^2 et comptait 3,6 millions d'habitants, lors du recensement 2014 selon le Haut-commissariat au plan. La région administrative est divisée en deux préfectures et cinq provinces, son chef-lieu est Agadir. Couvrant près du dixième du territoire marocain, cette région est marquée par de grandes disparités intra régionales en termes d'aménagement, d'économie et de distribution des ressources naturelles. Caractérisée par un système physiographique montagneux, aride et désertique qui encadre des plaines fertiles, le Massa, le Souss et la vallée du Drâa, cette région abrite deux types d'agriculture : une agriculture oasienne, vivrière et familiale ainsi qu'une agriculture intensive tournée vers l'exportation essentiellement dans la plaine du Souss et du Massa. Notons enfin la présence dans la région Souss Massa Drâa d'une zone 2,5 millions d'hectares de culture de l'arganier, arbre endémique du Maroc, qui a été déclarée en 1998 Réserve de biosphère par l'UNESCO.

Le travail mené sur ces deux terrains ne permettait pas d'embrasser tous les territoires de ces deux grandes régions. Si le choix de ces deux régions a été décidé dans le cadre du projet de recherche, nous avons ensuite opté

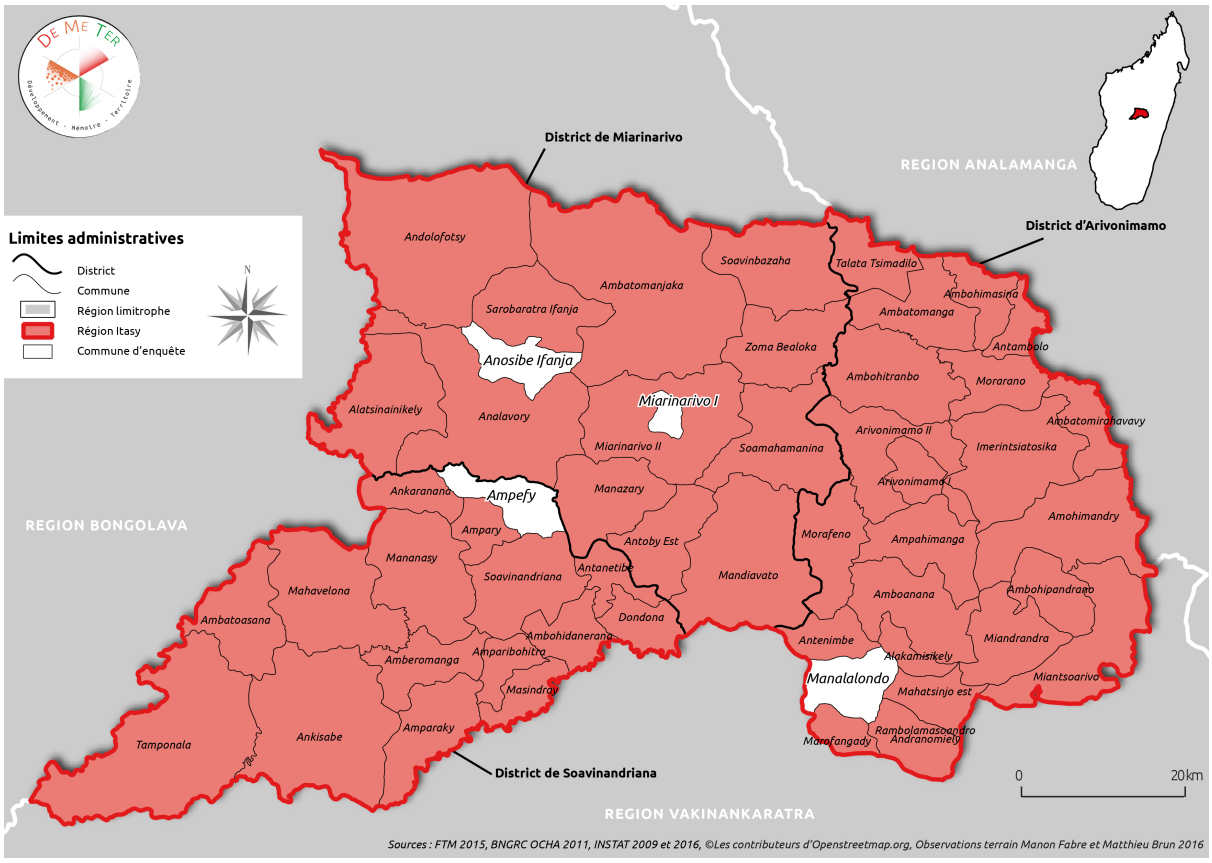
---

[75] CREAM, *Monographie de la région Itasy*, Antananarivo, Madagascar, CREAM, 2013.

[76] Isabelle Droy, *Rapport d'enquête communautaire de l'observatoire rural de l'Itasy*, Antananarivo, Madagascar, Réseau des observatoires ruraux de Madagascar, 2008.

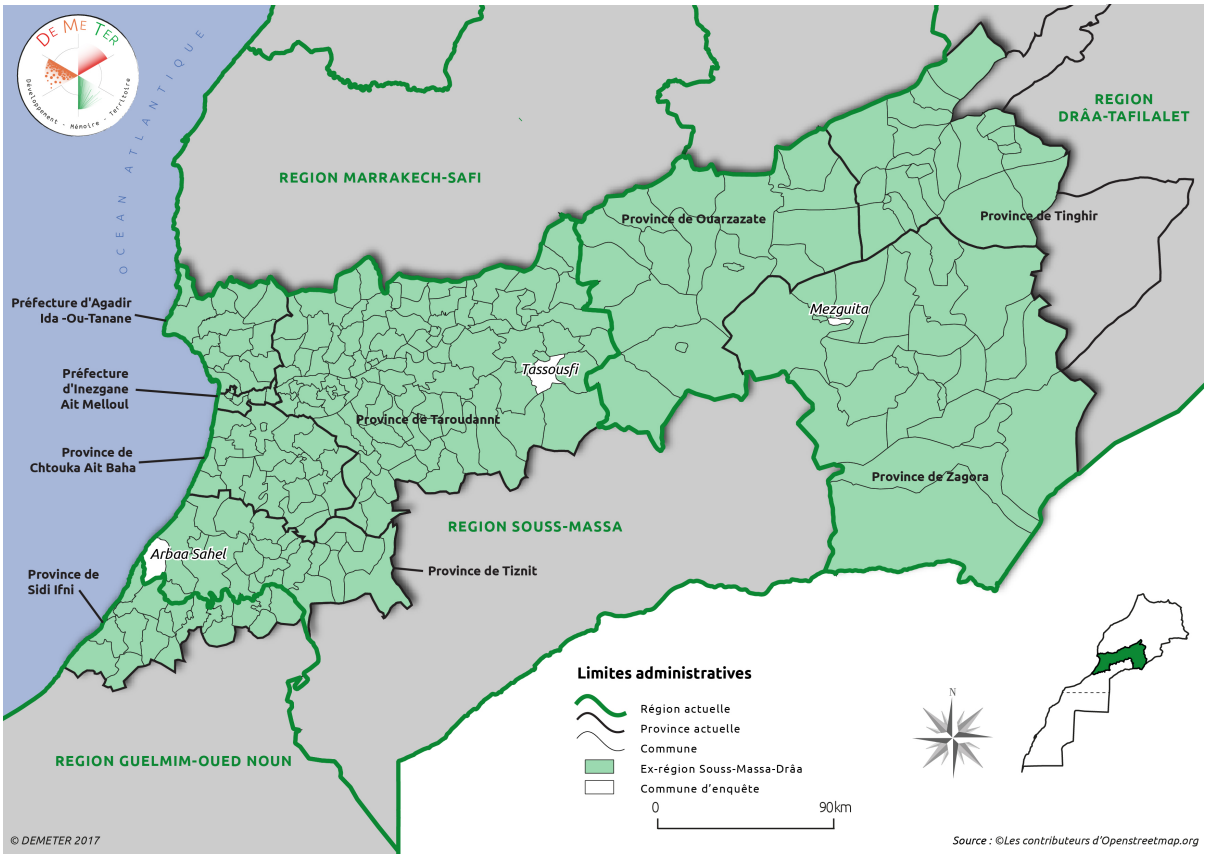
pour limiter le nombre de zones sur lesquelles allaient se concentrer les enquêtes dans la perspective d'une analyse comparative. Le nombre retenu de cas d'étude sur les deux régions a été fixé à quatre à Madagascar : Miarinarivo I et Anosibe Ifanja dans le district de Miarinarivo, Ampefy dans le district de Soavinandriana et Manalalondo dans le district d'Arivonimamo (voir carte 4). Au Maroc, le nombre des communes a été fixé à trois : Mezguita dans la province de Zagora, Tassousfi dans la province de Taroudant et Arbaa Sahel dans la province de Tiznit (voir carte 3).

Carte 4 : Localisation des communes enquêtées dans la région Itasy



Sources : FTM 2015, BNGRC OCHA 2011, INSTAT 2009 et 2016, ©Les contributeurs d'Openstreetmap.org, Observations terrain Manon Fabre et Matthieu Brun 2016

Carte 3 : Localisation des communes enquêtées dans la région Souss Massa Drâa



Source : ©Les contributeurs d'Openstreetmap.org

Le choix d'étudier plusieurs sites dans chaque pays s'explique par l'objectif de pouvoir effectuer non seulement des comparaisons infra-nationales mais aussi entre le Maroc et Madagascar. Cette étude porte d'ailleurs sur des communes, dans la mesure où cet échelon de l'organisation territoriale est commun aux deux pays et qu'elles sont des acteurs importants dans la gestion et la mise en œuvre d'interventions de développement. Plusieurs critères ont présidé au choix des différentes communes à savoir les activités économiques, la densité des interventions de développement, la logistique et la sécurité, les caractéristiques sociodémographiques et leur position dans l'organisation du territoire. Ces communes sont, autant que possible, représentatives des différents territoires. Une note présente en annexe les critères de sélection des communes dans les deux régions ainsi que des cartes illustrant les spécificités régionales et les différentes activités économiques.

Les enquêtes de terrain sont au cœur de la démarche de cette recherche. Cette dernière nécessite en effet une familiarité avec les cas étudiés, en particulier dans une perspective comparative. La compréhension des modes de pensée et de raisonnement, des représentations ainsi que des phénomènes sociopolitiques implique alors de passer par un apprentissage que permet la présence sur le terrain, notamment pour « être en mesure d'appréhender le non-dit et le non-écrit »[77]. Le développement qui suit présente notre implication sur le terrain et les dispositifs de recherche mis en place. Pour rendre compte des interactions ainsi que des postures adoptées dans cette recherche empirique, le « je » méthodologique est utilisé[78].

---

[77] Patrick Hassenteufel, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale », *Revue française de science politique*, mars 2005, Vol. 55, nº 1, p. 117.

[78] Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 2000, vol. 41, nº 3, p. 165.

Entre 2015 et 2017 j'ai passé onze mois sur le terrain, cinq mois et demi à Madagascar et autant au Maroc. Deux premiers séjours exploratoires d'un mois, respectivement en mai 2015 à Madagascar et en septembre-octobre 2015 au Maroc, ont été menés. Le terrain au Maroc a ensuite été fractionné en plusieurs séjours au cours de l'année 2016 (février à mars, dans les cercles de Taliouine et d'Agdz) et 2017 (entre février et mai, enquête dans les trois communes spécifiquement). A Madagascar, un long travail de terrain de quatre mois et demi a été mené entre juin et novembre 2016. J'étais alors basé à Miarinarivo et j'ai rayonné depuis le chef-lieu de région vers les différentes communes rurales de l'Itasy et vers Antananarivo. Au cours de ces études de terrain, j'ai conduit plusieurs types d'enquêtes : des entretiens semi-directifs et libres, des enquêtes par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population des communes, des entretiens collectifs spécialisés (*focus group*), des entretiens individuels, de la recherche d'archives et de sources primaires ainsi que de l'observation[79].

L'organisation de mes séjours de terrain au Maroc et à Madagascar a été fortement liée au calendrier du projet DeMeTer. En effet, au cours du projet de recherche, il était prévu qu'un Volontaire de solidarité internationale (VSI) soit recruté afin de participer aux recherches. Manon Fabre, formée en géographie à l'Université d'Aix Marseille a ainsi été recrutée en 2016 et a ensuite passé cinq mois à Madagascar, six mois au Maroc puis encore six mois à Madagascar. Nous avons travaillé en étroite collaboration tout au long de son volontariat et une partie du matériau empirique présenté dans cette étude provient du dispositif de recherche que nous avons mis en œuvre ensemble sur les deux terrains.

La collaboration avec Manon Fabre m'a permis de mettre en place une démarche empirique basée sur l'utilisation de méthodes mixtes que nous

[79] L'annexe 1 présente une liste précise des personnes rencontrées au cours des différents terrains de recherche, tous les entretiens n'ont pas été enregistrés mais ils ont tous fait l'objet d'une retranscription totale ou partielle. Les extraits de citation présentés dans le texte sont néanmoins anonymisés.

détaillerons brièvement dans la section suivante et de manière plus approfondie dans les chapitres 3 et 4. Pour mener à bien mes enquêtes, je me suis entouré de personnes qui m'ont aidé, que ce soit pour la réalisation des enquêtes par entretiens, dans la mesure où la langue a pu constituer un obstacle, ou pour la conduite des enquêtes par questionnaire. Cette phase, au Maroc et à Madagascar, a été réalisée dans le cadre d'un partenariat noué avec les universités de Soavinandriana et d'Agadir. Ainsi, la base de données réalisée à la suite des deux vagues d'enquêtes par questionnaire est constituée de 4 648 individus, 1 937 dans le Souss Massa Drâa et 2 711 en Itasy. Le troisième chapitre de cette étude revient en détail sur la construction du questionnaire et propose une analyse de ses avantages ainsi que de ses limites dans le cadre d'une enquête sur la mémoire. En outre, 133 entretiens individuels[80] (63 à Madagascar et 70 au Maroc), 6 entretiens collectifs au Maroc et 11 *focus groups* à Madagascar[81] ont été réalisés. 4 discussions informelles ont également été conduites en France.

Pour réaliser ces entretiens, j'ai travaillé à Madagascar avec deux doctorants en Histoire politique de l'Université d'Ankatso à Antananarivo : Anja Rakotoarimanana et Julien Rakotomalala. Ils m'ont accompagné pendant plus d'un mois dans les quatre communes où nous avons réalisé des enquêtes. La quasi-totalité des entretiens à Madagascar a été enregistré avant d'être tous retranscrits ensuite. Au Maroc, j'ai réalisé un plus grand nombre d'entretiens en français que j'ai moi-même retranscris. J'ai cependant eu recours aux services d'assistants et de traducteurs non professionnels, que ce soit pour les entretiens en dialecte marocain ou en berbère. Parfois des instituteurs ont également traduit mes entretiens. Ma

[80] J'utilise la dénomination « individuel » dans la mesure où, à l'origine, ces entretiens devaient ne se faire qu'avec un seul interlocuteur mais parfois nous avons été rejoints par d'autres personnes. Ces entretiens n'étaient en tout cas pas pensés pour être collectifs.

[81] Je différencie volontairement les dispositifs d'entretiens collectifs au Maroc et de focus groups à Madagascar dans la mesure où les deuxièmes répondent à une méthodologie et un guide d'entretien précis. Je ne suis pas parvenu à organiser au Maroc des focus groups sur le même modèle que ceux réalisés à Madagascar.

connaissance, bien que non complète, de l'arabe marocain m'a permis plus de souplesse dans la conduite des entretiens qu'à Madagascar. Ma relative maîtrise de l'arabe a aussi été un puissant vecteur de rapprochement entre mes informateurs, les personnes interviewées et moi. Bien que je ne sois pas capable de conduire intégralement un entretien en arabe marocain, mes efforts pour en parler le maximum ont suscité l'intérêt de mes interlocuteurs et constitué des gages de confiance. La pratique de l'entretien que j'ai eue au Maroc m'a conduit, selon les circonstances et les personnes rencontrées, à ne pas faire usage de manière automatique du dictaphone. En fonction de mes interlocuteurs, des modes de sociabilité qu'il ou elle employait avec moi mais aussi de la manière dont j'avais été introduit auprès de lui ou d'elle, j'ai adopté une stratégie différente soit en ne sortant pas du tout mon dictaphone, soit en le posant près de moi sans qu'il fonctionne pour inviter la personne – souvent habituée à participer à des entretiens – à prendre l'initiative de l'enregistrement. Dans tous les cas, avec ou sans enregistrement, des notes étaient prises sur des carnets de terrain pour conserver la trace des émotions et des réactions que suscitaient les questions et pour avoir des informations écrites dans le cas où il n'y avait pas d'enregistrement ou s'il se révélait défaillant.

Le développement précédent a conduit à introduire les instruments d'enquête et la démarche empirique adoptée dans le cadre de cette étude, à savoir le croisement de données issues d'entretiens et d'enquêtes par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population. Cette étude qui résulte de l'association de plusieurs outils d'enquête se veut ainsi une méthode d'analyse rigoureuse des données recueillies, complétée par une mise en perspective avec la littérature académique, qui scande notre démonstration. Un choix éditorial a d'ailleurs été effectué afin de présenter et de débattre des différents éléments qui composent cette méthode à l'intérieur des chapitres de cette étude. Cependant, le développement qui suit présente une réflexion sur le mode de production de données ainsi que les enjeux qui pèsent sur le doctorant dans le choix de sa méthodologie et

dans le processus de socialisation de son parcours de recherche. Il s'agit, après les avoir présentées, d'interroger la place prise par les méthodes mixtes de recherche en sciences sociales et d'y inscrire la démarche empirique de cette étude.

Dépasser les guerres de tranchées : l'adoption de méthodes mixtes de recherche dans une perspective comparative

> « Vouloir opposer les méthodes qualitatives et quantitatives, alors qu'elles se complètent, c'est renoncer à trouver la solution efficace des problèmes et risquer de freiner le développement des sciences sociales, au moment où l'on a plus que jamais besoin d'elles »[82].

> « Mixes methods research is the type of research in which a researcher combines elements of qualitative and quantitative research approaches (e.g., use of qualitative and quantitative viewpoints, data collection, analysis, inference techniques) for the purpose of breadth and depth of understanding and corroboration »[83].

La mémoire du développement en tant qu'objet de recherche implique de recourir à une diversité de méthodes pour croiser différents types de données. Plusieurs outils de la recherche ont donc été mobilisés dans cette étude : le recueil d'archives et de sources primaires, des entretiens individuels ou collectifs et des enquêtes par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population des communes. Notre réflexion sur la production (et l'analyse) de données se nourrit d'un double impératif

---

[82] Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1996, p. 338-339.

[83] R. Burke Johnson et Anthony J. Onwuegbuzie, « Mixed Methods Research: A Research Paradigm Whose Time Has Come », *Educational Researcher*, 2004, vol. 33, nº 7, p. 123.

recherche et *action* et nous a conduit à vouloir utiliser à la fois des données quantitatives et qualitatives, nous situant ainsi dans un 3ème paradigme et dans la veine des méthodes mixtes de recherche en sciences sociales.

En effet, il existe dans les sciences sociales de grandes divisions théoriques et épistémologiques. L'une des principales demeure celle qui oppose les méthodes quantitatives et qualitatives dans une forme de guerre de paradigmes ou de « coupures épistémologiques »[84] dont la cicatrisation demeure limitée. Alors que beaucoup se sont prononcés pour l'incompatibilité des méthodes[85], cette division a défini des démarches de recherche non seulement individuelles mais aussi collectives en institutionnalisant un clivage dans la communauté scientifique. En témoignent les manuels de méthodologies des sciences sociales, qui divisent les deux approches, comme les revues scientifiques et les formations universitaires. Gisèle De Meur et Benoît Rohoux précisent que « la dichotomie est telle que les approches quantitative et qualitative se développent très largement dans une ignorance, voire une répulsion, réciproques » [86].

Dans leur travail de thèse, les jeunes chercheurs sont contraints de se positionner et de faire une quasi-allégeance à l'une ou l'autre des méthodes en particulier dans le processus de socialisation de leur parcours de recherche et en vue d'enseigner à l'université[87]. La construction d'une

---

[84] Bruno Latour, « Les "vues" de l'esprit, une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques », *Culture et technique*, juin 1985, nº 14, p. 79-96.

[85] Voir à propos des contre-arguments aux thèses de l'incompatibilité et dans une perspective pragmatique Kenneth R. Howe, « Against the Quantitative-Qualitative Incompatibility Thesis or Dogmas Die Hard », *Educational Researcher*, 1988, vol. 17, nº 8, p. 10-16.

[86] Gisèle De Meur et Benoît Rihoux, « L'analyse quali-quantitative comparée, une "troisième voie" au service de la politique comparée » dans Céline Thiriot, Marianne Marty et Emmanuel Nadal (eds.), *Penser la politique comparée: un état des savoirs théoriques et méthodologiques*, Paris, Karthala, 2004, p. 281.

[87] Christian Comeliau, « Thèses interdisciplinaires : amateurisme ou exigence fondamentale ? » dans Hunsmann Moritz et Sébastien Kapp (eds.), *Devenir chercheur: écrire une thèse en sciences sociales*, Paris, Éd. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2013, p. 83.

méthodologie d'enquête et de recherche est ainsi moins liée à l'objet qu'à des enjeux d'ancrages disciplinaire et institutionnel. Dans notre travail, nous avons souhaité dépasser ces assignations méthodologiques[88] et nous astreindre à jouer les complexités et à croiser les sources et données de différentes catégories et origines. Notre environnement de travail au sein du laboratoire Les Afriques dans le monde et dans l'équipe du projet de recherche DeMeTer a facilité notre positionnement dans cette démarche que l'on peut appeler pragmatique. En effet, si les divisions, les guerres de tranchées et les écarts sont nombreux entre les méthodes quantitatives et qualitatives, les opposer apparaît à bien des égards contre-productif dans la démarche scientifique. Au-delà des oppositions de principe, il faut selon nous casser les mythes de ces deux paradigmes, voir du quantitatif dans le qualitatif et inversement. La frontière n'est en effet pas si évidente entre les deux. De quoi parle-t-on au juste ? S'agit-il de méthode de collecte, de données, de la nature même de ces données ? En réalité, les données ne sont jamais « données » ou présentes naturellement dans un environnement, elles demeurent construites. On peut ainsi, comme c'est notre cas, avoir eu recours à une méthode de collecte qui répond aux canons de la démarche quantitative mais obtenir des données qualitatives sur un échantillon représentatif de la population. En outre, en fonction des séquences et de la conception de la démarche d'enquête, les chercheurs utilisent de plus en plus, soit individuellement soit collectivement des méthodes mixtes de recueil et d'analyse des données que l'on aurait volontiers opposées précédemment.

Le fait d'utiliser les méthodes quantitatives et qualitatives dans un même travail n'est cependant pas une pratique nouvelle. Nous sommes en effet

[88] Claire Lemercier, Carine Ollivier et Claire Zalc, « Articuler les approches qualitatives et quantitatives. Plaidoyer pour un bricolage raisonné » dans Hunsmann Moritz et Sébastien Kapp (eds.), *Devenir chercheur : écrire une thèse en sciences sociales*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2013, p. 126.

maintenant « dans une ère d'éclectisme méthodologique »[89] et Peter Burnham de rappeler que « *most « real world research » plays down the differences and calls for both qualitative and quantitative analysis, although usually in unequal measure* »[90]. Même chez ceux qui continuent de se revendiquer de l'un ou de l'autre des paradigmes, on constate que l'opposition entre les deux est un faux problème. Le quantitatif implique en effet une part de qualitatif, par exemple dans la construction des questions d'une enquête ou d'un sondage ainsi que dans l'interprétation des données. À l'inverse, il y a dans les analyses qualitatives, notamment la conduite d'entretien, une part de codage et de quantitatif, ne serait-ce que pour éviter le « qualitatif honteux »[91] et l'obsession de faire du chiffre dans les entretiens.

Si le clivage est admis la mise en pratique de ce dépassement est inégal selon les disciplines. Les manuels francophones de science politique font peu ou prou référence aux méthodes mixtes de recherche[92] ou ne donnent que des pistes, le plus souvent à partir d'auteurs et de travaux nord-américains comme ceux de Charles Ragin et la méthode qu'il a désignée par *Qualitative Comparative Analysis*[93]. En matière d'analyse comparative du politique, un numéro spécial de la Revue internationale de politique

---

[89] Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, 2008, 365 p.

[90] Peter Burnham (ed.), *Research methods in politics*, 2. ed., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, p. 333.

[91] J.C Passeron (1991) cité par Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, 1996, vol. 9, nº 35, p. 232.

[92] Parmi les nombreux manuels que nous avons consultés, celui de François Dieu dans le chapitre sur les techniques d'observation rappelle que le politiste peut « tirer avantage de l'utilisation conjointe de deux ou plusieurs techniques » sans forcément argumenter en la faveur d'un croisement des données, François Dieu, *Introduction à la méthode de la science politique*, Paris; Bagneux, L'Harmattan ; Numilog, 2008, p. 89..

[93] A la fin de son manuel, Yves Surel fait ainsi référence à « des pistes pour la recherche quali-quanti : le QCA de Ragin »Yves Surel, *La science politique et ses méthodes*, Paris, Colin, 2015, p. 253.

comparée explore l'analyse quali-quantitative comparée[94]. Cette méthode, exploitée dans l'analyse des politiques publiques et de l'action publique propose justement une voie alternative entre une recherche centrée sur les variables et les grands ensembles et une recherche sur un nombre moyen de cas (10 ou 20 pays). En dehors de cette niche, d'autres travaux en science politique empruntent également cette troisième voie, qualifiée de pragmatique dans laquelle des données quantitatives sont liées à des données qualitatives pour diversifier, falsifier ou enrichir les résultats d'une recherche. Il est d'ailleurs souvent recommandé pour les jeunes chercheurs candidats au métier de la science politique d'avoir des protocoles de recherche mixtes afin de favoriser leur insertion dans des équipes ou des projets de recherche interdisciplinaires[95].

Dans la science politique et l'analyse des politiques publiques en Afrique, le recours aux méthodes mixtes de recherche « reste une exception » comme le soulignent les coordinateurs de l'ouvrage *Une politique publique de santé et ses contradictions*[96]. Les contributeurs de cet ouvrage ont d'ailleurs eu recours à l'utilisation des méthodes mixtes de recherche en s'appuyant sur la littérature, principalement nord-américaine qui s'est beaucoup développée depuis 2003, date à laquelle est publié le premier *Handbook of Mixed-Methods in social and Behavioral Research* par Abbas Tashakkori et Charles

---

[94] Benoît Rihoux, « Six applications d'analyse quali-quantitative comparée (aqqc) et des ensembles flous (ef) : mode d'emploi et originalités », *Revue internationale de politique comparée*, 2004, vol. 11, n° 1, p. 11-16.

[95] On fera par exemple référence au triple protocole développé par Alexandre Dezé mêlant une enquête par questionnaire, des entretiens individuels et un test projectif : Alexandre Dezé, « L'image fixe en questions : retour sur une enquête de réception du discours graphique du Front National » dans Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard (eds.), *L'atelier du politiste : théories, actions, représentations*, Paris, Découverte, 2007, p. 313-330. On citera également les travaux de Sarah Gensburger sur l'usage politique de la mémoire qui a croisé des entretiens, un travail d'archives et des enquêtes par questionnaire : Sarah Gensburger, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 239 p.

[96] Jean-Pierre Olivier de Sardan et Valéry Ridde (eds.), *Une politique publique de santé et ses contradictions : la gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, Paris, Éditions Karthala, 2014, 472 p.

Teddlie[97]. Les tenants de la *Mixed-methods Research* se revendiquent d'une double nationalité dans leurs travaux (*« dual citizenship »*)[98] c'est-à-dire combinant les deux techniques dans un protocole de recherche unique avec une méthode, donc des règles, élaborées et précisées. Depuis les travaux pionniers de Greene, Caracelli et Graham[99] la définition de ce qu'est la recherche en méthodes mixtes a évolué : du croisement d'outils et de techniques (*methods*), les débats ont progressivement porté sur le croisement de méthodologies impliquant ainsi des conceptions philosophiques et épistémologiques, *a priori* irréconciliables, à tous les stades de la recherche[100].

Dans notre étude, la valeur ajoutée du croisement des méthodes se fait dans une perspective de triangulation et de complémentarité[101] des résultats. En d'autres termes, nous comparons les résultats obtenus par le biais des différents modes de collecte pour expliquer les incohérences, augmenter la crédibilité d'un résultat ou exposer la complexité d'un phénomène. Ainsi, le caractère mixte et croisé de notre méthodologie ne se fait pas sur un plan uniquement séquentiel ou en deux dimensions, l'une quantitative et l'autre qualitative (ou inversement). En effet, sur l'ensemble des phases de notre recherche, les différentes données, les entretiens semi-directifs voire libres ont été utilisés pour cadrer l'enquête par questionnaire et les données qui en

---

[97] Abbas Tashakkori et Charles Teddlie (eds.), *Sage handbook of mixed methods in social & behavioral research*, 2nd ed., Los Angeles, SAGE Publications, 2010, 893 p.

[98] R.B. Johnson et A.J. Onwuegbuzie, « Mixed Methods Research », art cit ; A. Tashakkori et C. Teddlie (eds.), *Sage handbook of mixed methods in social & behavioral research*, *op. cit.* ; John W. Creswell et Vicki L. Plano Clark, *Designing and Conducting Mixed Methods Research*, Thousand Oaks, CA, États-Unis, SAGE, 2011, 489 p.

[99] Jennifer C. Greene, Valerie J. Caracelli et Wendy F. Graham, « Toward a Conceptual Framework for Mixed-Method Evaluation Designs », *Educational Evaluation and Policy Analysis*, 1989, vol. 11, nº 3, p. 255-274.

[100] Depuis le début des années 2000, une communauté s'est constituée rassemblant des auteurs de disciplines différentes pour penser et conceptualiser l'usage de différents paradigmes dans un même protocole de recherche. Cette communauté, caractérisée par un pluralisme philosophique et paradigmatique, s'est structurée autour de publications et de deux revues scientifiques le Journal of Mixed Methods Research et l'International Journal of Multiple Research Approaches.

[101] Jennifer C. Greene, « The generative potential of mixed methods inquiry », *International Journal of Research & Method in Education*, octobre 2005, vol. 28, nº 2, p. 207-211.

sont issues ainsi que pour préparer les campagnes d'entretiens. Nous accumulons donc à la fois les forces mais aussi les faiblesses de ces différents outils qui seront présentées successivement dans les chapitres 3 et 4. En outre, nous avons aussi utilisé les résultats obtenus par le biais d'une méthode pour en développer une autre. L'utilisation de méthode mixte de recherche n'offre cependant pas une explication complète de la mémoire du développement mais l'adoption de plusieurs méthodes permet que le produit de notre recherche soit plus riche que celui qui aurait été réalisé avec une mono-méthode.

L'objet de recherche de cette étude, le développement, implique donc l'utilisation d'une diversité de méthodes et, comme le souligne Jean Copans, nécessite de s'inscrire dans une dimension comparative. En effet, selon l'anthropologue, dans la mesure où l'aide au développement est un phénomène international et mondial depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, son « appréhension ne peut être que comparative » [102]. Ce travail adopte une comparaison binaire qui « concerne de préférence des pays présentant des analogies fondamentales, même si l'objectif de l'analyse est de mettre en évidence des différences dans un ou plusieurs domaines »[103]. La variable dépendante comparée est la mémoire du développement puisque les interventions de développement, souvent similaires d'un pays à l'autre, peuvent ne pas produire les mêmes effets. Nous cherchons ainsi à identifier les éléments qui expliquent le caractère différencié des mémoires individuelles et socialement partagées et de leur mobilisation. Nous ne comparons pas pour comparer mais, comme le précise Giovanni Sartori, pour expliquer[104] et pour ce faire nous avons choisi d'utiliser différents instruments d'investigation et plusieurs sources de données, quantitatives et qualitatives afin d'enrichir la démonstration d'une plus grande variété

[102] J. Copans, « Usages du développement », art cit, p. 659.
[103] Mattei Dogan et Dominique Pélassy, *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, Paris, Economica, 1982, p. 126.
[104] Giovanni Sartori, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, 1994, vol. 1, n° 1, p. 20.

d'analyses causales et de matériaux. Utiliser à la fois des données quantitatives et qualitatives permet aussi de ne pas faire de « comparaisons réductrices »[105] fondées sur une batterie d'indicateurs et de chiffres. Dans le cadre de notre démarche comparative, nous avons conçu un cadre analytique et empirique qui puisse voyager entre les différents terrains d'étude. L'objectif était de pouvoir analyser le développement en comparant les héritages socio-économiques et politiques de chaque situation. Nous avons donc affaire à une diversité et une richesse empirique qu'il a fallu ramener à des catégories homogènes et comparables inscrites dans les différentes littératures mobilisées. Trois grands domaines sont finalement comparés dans cette étude : le contenu des souvenirs (de quoi se souvient-on ?), les cadres, variables et éléments structurant le processus de reconstruction des mémoires (pourquoi se souvient-on de cette expérience ?) et enfin la mobilisation des souvenirs et des expériences passées en tant que ressources dans l'action.

Pour donner de la force théorique et empirique à cette comparaison, elle se fait à plusieurs niveaux : à l'échelle infranationale dans les communes puis au niveau des deux pays, le Maroc et Madagascar. Les dispositifs d'enquêtes sont alors similaires mais ne sont pas exactement identiques, comme indiqué dans les différents chapitres de cette étude. Nous sommes conscients de cette limite dans l'exercice de la comparaison. La comparaison se fait enfin sur le plan temporel. Le travail sur la mémoire autorise en effet à travailler sur des processus sociaux, économiques ou politiques dans la durée, ce qui est capital pour l'analyse comparative[106].

---

[105] P. Hassenteufel, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale », art cit, p. 118.

[106] Patrick Chabal, « La politique comparée et les études en termes d'aires culturelles » dans Céline Thiriot, Marianne Marty et Emmanuel Nadal (eds.), *Penser la politique comparée : un état des savoirs théoriques et méthodologiques*, Paris, Karthala, 2004, p. 79.

Annonce du plan

Pour rappel, cette thèse a pour objectif de répondre à la problématique générale suivante : en quoi la mémoire du développement constitue-t-elle un capital et une ressource pour les acteurs non professionnels de l'aide ? Cette recherche est structurée autour de trois grands axes de réflexion qui constituent les étapes nécessaires pour répondre à la problématique générale. Il s'agit de la fabrique, du contenu et de l'utilisation de la mémoire du développement.

Ce travail est divisé en trois grandes parties, chacune d'elle structurée par deux chapitres. Les développements méthodologiques, que nous considérons comme un résultat en soi de notre recherche, ainsi que les discussions des cadres théoriques et des littératures mobilisées, sont insérés directement dans le corps des chapitres.

La première partie de la thèse consiste à poser les jalons historiques et conceptuels de cette étude qui constituent des points de repères essentiels dans l'analyse.

Le premier chapitre décline une macro-histoire comparée de l'action publique et des interventions de développement au Maroc et à Madagascar. L'écriture, et de fait la lecture, de cette histoire du développement, constituées à partir d'un travail d'archives et de recherches bibliographiques, demeurent un préalable essentiel permettant de naviguer dans les mémoires individuelles et socialement partagées. C'est aussi une étape clé pour comprendre les traces laissées par les interventions de développement. Ce chapitre montre la diversité et l'évolution au cours du temps des modes d'intervention, des secteurs, des acteurs et des paradigmes de l'aide et la façon avec laquelle ils émergent et circulent sur les deux territoires. Notre objectif dans ce chapitre est d'analyser plusieurs temporalités et différentes échelles, depuis les débats internationaux jusqu'à la mise en œuvre de projets et programmes

en Itasy et dans le Souss Massa Drâa, depuis les indépendances des deux pays. Pour ce faire, une grille de lecture en sociologie de l'action publique est adoptée dans une perspective synchronique (à un moment précis, en lien avec les politiques publiques) et diachronique (sur les temps longs).

Le deuxième chapitre sera l'occasion de proposer un état des débats et des controverses relatifs à l'utilisation du concept de mémoire en confrontant ses usages à l'objet de cette recherche qu'est le développement. Cet état de l'art apporte des éléments de réponse et de cadrage à la question de savoir si la mémoire peut être un outil pour relire les processus de développement. Il donnera des réponses théoriques à partir des débats sur la mémoire dans différentes disciplines des sciences humaines et sociales. Le chapitre est organisé autour de la discussion d'une affirmation qui nous a été à plusieurs reprises exprimée par des professionnels de l'aide : « la mémoire du développement, ça n'existe pas ». La discussion de cette affirmation permet de définir notre positionnement dans la littérature mais aussi les limites intrinsèques au couple conceptuel que forment mémoire et développement.

La deuxième partie de cette étude entend répondre à la question : de quoi se souvient-on ? L'objectif est alors d'analyser dans les différentes communes malgaches et marocaines où nous avons enquêté aussi bien le processus par lequel sont reconstruits les souvenirs des expériences de développement que leur contenu. La partie est organisée en deux chapitres (chapitre 3 et 4) au cours desquels seront notamment présentées notre approche méthodologique et l'utilisation d'une méthode mixte de recherche. La discussion sur la méthode constitue d'ailleurs un résultat fondamental de notre étude. A partir du matériau empirique collecté, cette partie sera ainsi l'occasion de mettre en lumière les biais et les risques attachés à l'utilisation de la mémoire pour relire les processus de développement.

Le chapitre 3 de la partie 2 démontre que le processus de reconstruction des souvenirs liés aux interventions de développement s'effectue dans une forme

de dialectique entre le passé et le présent et par un processus d'hybridation. Ce dernier fait appel aux représentations individuelles et collectives du développement, aux souvenirs partagés des évènements politiques, sociaux ou économiques ainsi qu'aux trajectoires personnelles. Pour ce faire, trois éléments thématiques des mémoires individuelles et socialement partagées sont analysés successivement : la distribution spatiale des souvenirs, la perception des temporalités du développement et enfin les catégories d'acteurs des mondes de l'aide.

Le quatrième chapitre de cette étude poursuit la caractérisation des éléments qui participent à la reconstruction des mémoires et se focalise sur l'analyse des récits collectés. Dans ce chapitre, comme dans l'ensemble de l'étude, notre approche de la mémoire et des souvenirs des interventions de développement se fait « par le bas », c'est-à-dire par les individus et les représentations populaires. L'objectif est de s'éloigner de la narration contenue dans les documents de projets ou véhiculée par les acteurs professionnels de l'aide et qui peut paraître comme plus légitime. Il s'agit alors d'identifier les éléments qui structurent les récits sur les expériences passées du développement mais aussi de montrer en quoi ils révèlent une lecture critique des processus de développement. Sont notamment analysés les cadres sociaux de la mémoire ainsi que le poids de la matérialité et des traces tangibles des projets dans celle-ci. Nous montrerons d'ailleurs que cette dimension matérielle des processus de développement demeure un élément structurant des représentations sociales individuelles et collectives du passé du développement. Nous révélons également ce qui constitue des contre-récits du développement et les analysons comme des modes d'intervention dans le champ politique. Ils témoignent des décalages entre les projections de la configuration développementiste d'une part et les représentations populaires d'autre part.

La troisième partie de cette étude interroge la transformation de la mémoire en connaissances et les ressources dont disposent celles et ceux qui ont une

mémoire plus épaisse des interventions de développement. Bien que le terme d'épaisseur et l'adjectif épais ne s'appliquent pas directement à la mémoire, métaphoriquement, ils font, tous deux, référence au fait que certains individus ont plus de souvenirs que les autres et sont capables de les restituer de manière plus facile. L'objectif de cette dernière partie est d'analyser l'utilisation, différente d'un individu à l'autre, de la mémoire comme un capital dans l'action au quotidien, que ce soit dans les configurations développementistes (lorsque de nouveaux projets sont mis en œuvre par exemple) ou en dehors, dans le cadre de l'action publique. À la différence des chapitres précédents, la mémoire n'est plus considérée sous le seul angle de l'expérience passée mais constitue dans cette partie une façon de décrire la compétence des individus[107] puisque ces derniers, à chaque fois que c'est nécessaire, font appel à leurs souvenirs et aux informations stockées dans l'action.

Le premier chapitre de cette partie (chapitre 5) se concentre sur les formes capitalisées de la mémoire du développement ainsi que sur leurs usages au quotidien. Nous démontrons que les modes et les référentiels de l'aide sont non seulement incorporés aux pratiques et aux discours des habitants mais qu'ils sont surtout projetés dans le futur. Pour ce faire, une grille de lecture qui articule plusieurs outils et concepts de la sociologie constructiviste et structuraliste (habitus, conscience pratique et discursive) est utilisée et permet de caractériser les formes de ces apprentissages issus de la mémoire. L'objectif de ce chapitre est aussi de mettre en évidence le fait que tout le monde ne se souvient pas autant des mêmes choses et n'utilise pas de la même manière ce capital mémoire. Les variations de ce capital d'un individu à l'autre peuvent alors offrir à certains individus des positions de pouvoir ou des légitimités plus fortes dans l'espace social.

[107] A. Giddens, *The constitution of society*, *op. cit.*, p. 49.

Après avoir caractérisé les différences de mémoires pour l'ensemble des individus interrogés, le chapitre 6 (2ème chapitre de la 3ème partie) propose de resserrer l'analyse sur celles et ceux qui sont considérés comme en sachant le plus, ou comme ayant une plus grande mémoire du développement. Nous les appelons dans cette étude des gardiens de la mémoire et nous nous attachons à les identifier à partir de leur réputation, « par le bas ». Ce chapitre explore donc la démarche théorique et méthodologique qui a permis de définir une typologie des réseaux de réputation des gardiens de la mémoire du développement. Ces configurations relationnelles offrent également l'opportunité d'interroger les fondements sociopolitiques et/ou socioéconomiques (statut social, réussite économique etc.) de la réputation de ces gardiens de la mémoire et de mettre en lumière de nouvelles formes d'élites et de leadership local. L'objectif de ce chapitre est, par conséquent, d'identifier les ressources dont disposent les gardiens de la mémoire du développement et la manière dont ils les utilisent pour renforcer leur position de pouvoir et de leadership, tout en participant aux processus de production et de mise en œuvre des politiques publiques.

1ère Partie : Le développement comme objet, la mémoire comme outil

> « Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, l'histoire de la chasse glorifiera toujours le chasseur ».
>
> Proverbe africain cité par l'écrivain nigérian Chinua Achebe dans son roman *Tout s'effondre*[108]

Notre étude a pour objectif d'utiliser la mémoire ainsi que les souvenirs individuels et socialement partagés pour relire les processus de développement. Pour y parvenir, il faut avant tout poser plusieurs jalons théoriques, conceptuels, historiques et temporels. Dans cette première partie nous proposons de revenir en deux temps sur ces éléments qui constituent des points de repères essentiels dans notre analyse.

Le premier chapitre de cette étude propose une macro-histoire de l'action publique et des interventions de développement au Maroc et à Madagascar. Il montre, sur la base d'un travail sur les archives, la grande diversité et l'évolution au cours du temps des modes d'intervention, des secteurs et des acteurs de l'aide ainsi que les conditions dans lesquelles les concepts, les paradigmes et les manières de faire propres au développement émergent et circulent. Notre objectif est en effet d'emboîter dans l'analyse plusieurs échelles spatiales et temporelles, c'est-à-dire d'examiner les processus et les évolutions de la configuration développementiste et la manière dont elles

[108] Chinua Achebe, *Tout s'effrondre*, traduit par Pierre Girard, Arles, Actes Sud, 2013, 230 p.

impriment, marquent et touchent les territoires sur lesquels nous travaillons à la fois dans le temps et dans l'espace. Ce détour est essentiel pour pouvoir ensuite naviguer dans les mémoires individuelles et socialement partagées et pour comprendre la trace et la marque qu'y laissent les processus de développement. En effet, si les professionnels de l'aide considèrent que l'histoire démarre avec le projet, il existe des temporalités qui sont encore plus englobantes[109]. En d'autres termes, les projets ou programmes émergent dans des contextes particuliers et procèdent d'une histoire qu'il convient de rappeler afin de comprendre les récits partagés par les habitants des sept communes où nous avons enquêté. Nous proposons ainsi de travailler ce qu'on appellera l'histoire de l'aide au développement, depuis les débats internationaux et les contextes dans lesquels elle s'inscrit jusqu'aux manières dont les recettes de l'aide impriment les politiques publiques et sont mises en œuvre et ajustées. Nous adoptons pour ce faire une grille de lecture en sociologie de l'action publique dans une perspective synchronique et diachronique. La périodisation ainsi proposée permettra de décrypter et de caractériser qui sont les acteurs, les mécanismes et les processus de l'aide au développement.

Le deuxième chapitre présente un état de l'art, des débats et des controverses sur le concept de mémoire (histoire/mémoire ; individuelle/collective etc.) à la lumière de notre objet, le développement. Il apporte des éléments de discussion et d'analyse sur ce concept qui s'inscrit dans de multiples disciplines et champs de recherche. En effet, sous des acceptions différentes et avec des méthodes d'investigation très variées, la mémoire est un concept que l'on retrouve en sciences sociales (histoire, philosophie, sociologie, science politique), en sciences humaines (psychologie) et en sciences cognitives. Ce chapitre entend ainsi donner des réponses théoriques (avant d'aller plus loin sur le plan empirique dans la suite de cette étude) à la question : la mémoire peut-elle être un outil pour

[109] J.-F. Baré, « L'anthropologie et les politiques de développement », art cit, p. 13.

relire les processus de développement ? Pour ce faire, nous avons choisi de déconstruire une affirmation venant d'acteurs de la configuration développementiste selon laquelle « la mémoire du développement, ça n'existe pas » permettant ainsi de définir notre positionnement dans la littérature mais aussi les risques de biais et les limites intrinsèques au couple mémoire / développement.

Chapitre 1. Généalogie de l'entremêlé : l'action publique et les interventions de développement au Maroc et à Madagascar

> « Ce que l'on peut appréhender des résultats de l'intervention publique procède à l'évidence de ces processus d'action tout autant que des prémisses intellectuelles des politiques menées »[110].
>
> « Le développement rural, la santé, l'éducation, l'eau, les déchets… les thèmes d'intervention du « développement » correspondent, finalement, à ce qui relève ailleurs des politiques publiques, de l'action publique. Les labelliser en termes de « développement » signifie que ces interventions concernent des pays « en développement », qu'elles sont en partie prises en charge par « l'industrie du développement », qu'elles sont problématisées, définies, mises en œuvre en lien avec les façons de penser et d'agir des institutions et des acteurs liés à l'aide. Mais ce label souligne aussi, pour une part, la dimension d'intervention externe dans des espaces considérés comme marginaux ou incomplètement insérés dans l'espace social et politique national, avec sa double dimension de modernisation suscitée et de contrôle social »[111].

Après l'avoir longtemps délaissé, la recherche africaniste se penche depuis plus de 20 ans sur les multiples formes du « retour de l'État »[112] en Afrique à partir de plusieurs perspectives empiriques portant notamment sur les politiques publiques. En interrogeant la possibilité d'importer sur les terrains africains des cadres d'analyse et des outils théoriques conçus originellement

---

[110] J.-F. Baré, *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, *op. cit.*, p. 100.

[111] P. Lavigne Delville, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », art cit, p. 39.

[112] Fred Eboko, *Repenser l'action publique en Afrique: du SIDA à l'analyse de la globalisation des politiques publiques*, Paris, Éditions Karthala, 2015, p. 39.

dans des contextes de pays industrialisés, dits du « nord »[113] ainsi qu'en dépassant les thèses sur la faiblesse voire l'absence de l'État en Afrique, ces recherches proposent une lecture renouvelée sur un « État en action »[114]. On s'intéresse alors à partir d'entrées sectorielles multiples[115] à la construction et à la qualification des problèmes collectifs mais aussi à l'élaboration de réponses, de contenus et de processus pour traiter ces problèmes. Sur les terrains africains, ces différentes étapes de la fabrique des politiques publiques sont, comme l'indique Philippe Lavigne Delville, prises en charge à des degrés divers et selon les secteurs par « l'industrie du développement »[116]. L'analyse de la régulation par l'État et de la production des *policies* se fait alors au prisme d'une sociologie de l'action publique multi-niveaux et multi-acteurs. Comme le souligne Dominique Darbon, cette dernière fait « entrer dans le jeu de définition du et de la politique une multitude d'acteurs et de catégories d'acteurs intervenant sur des espaces sectoriels, territoriaux et des temporalités éclatées, en les reliant aux dispositifs institutionnels qui contraignent leur action et en donnant une place centrale aux systèmes de croyance, de représentations

---

[113] Un colloque qui explore ces questions est organisé à Bordeaux en mars 2006 par le Centre d'étude d'Afrique noire, SciencesPo Bordeaux et la Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine intitulé « L'Afrique des politiques publiques : banalité des terrains ou illusions méthodologiques »

[114] Bruno Jobert et Pierre Muller, *L'État en action: politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987, 242 p.

[115] Maurice Enguéléguélé, « L'analyse des politiques publiques dans les pays d'Afrique subsaharienne » dans Dominique Darbon, Christian Coulon et Centre d'étude d'Afrique noire (eds.), *L'Afrique politique*, Paris, Karthala, 2002, p. 233-254 ; Rozenn Nakanabo Diallo, « Élites administratives, aide international et fabrique de l'action publique de la conservation au Mozambique », *Politique africaine*, juillet 2012, N° 126, nº 2, p. 143-161 ; Olivier Provini, *La circulation des réformes universitaires en Afrique de l'est, les politiques de l'enseignement supérieur au regard de la sociologie de l'action publique et de l'Etat*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Pau, Pau, France, 2015 ; Clément Soriat, « L'implication des acteurs associatifs béninois dans l'action publique de lutte contre le sida : entre domestication et prise de pouvoir », Aix en Provence, 2015 ; Héloïse Valette et al. (eds.), *Une action publique éclatée ? Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier (APPI)*, Actes du colloque, Toulouse du 2 au 4 décembre 2014., Paris, GRET, 2015 ; Sina Schlimmer, *Construire l'État par les politiques foncières : La négociation des transactions foncières en Tanzanie*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, 2017.

[116] P. Lavigne Delville, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », art cit, p. 39.

et de rationalité des acteurs »[117]. Le propos de ce premier chapitre est justement d'interroger de manière rétrospective la fabrique fragmentée et entremêlée de l'action publique à Madagascar et au Maroc. Les développements successifs croisent « les façons de penser et d'agir des institutions et des acteurs liés à l'aide »[118] avec la trajectoire socio-historique des politiques publiques marocaines et malgaches. Il s'agit d'une étape préalable importante pour le reste de cette étude, permettant de mettre en lien les interventions de développement et les grandes lignes des politiques publiques, en d'autres termes d'établir l'histoire pour y inscrire par la suite la mémoire. Pour ce faire, des exemples d'interventions de développement mises en œuvre en Itasy et dans le Souss Massa Drâa, mais aussi dans l'ensemble du pays, sont présentés et analysés. Ces données proviennent d'une grande variété de sources (bases de données des bailleurs de fonds, archives disponibles sur Internet, extraction d'informations des rapports et des études de l'ORSTOM-IRD etc.) en vue de la constitution de deux bases de données régionales des interventions de développement qui couvrent la période allant des Indépendances à 2015/2016. Il n'est pas possible d'insérer, sous leur forme brute, les deux tableaux réalisés à partir de la capitalisation d'informations[119]. En effet la base de données est constituée de 172 interventions au Maroc et 192 à Madagascar. Or, ce chiffre ne représente qu'une part très limitée de la réalité des interventions qui ont eu lieu dans les deux régions. Bien que la constitution d'une base exhaustive ait un intérêt analytique et opérationnel certain, elle demeure une tâche qui ne nous paraissait pas faisable dans le cadre de cette thèse.

---

[117] Dominique Darbon, « Peut-on relire le politique en Afrique via les politiques publiques » dans Alessandro Triulzi et Maria Cristina Ercolessi (eds.), *State power and new political actors in postcolonial Africa*, Milano, Italie, Feltrinelli, 2004, p. 178.

[118] P. Lavigne Delville, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », art cit, p. 39.

[119] Les informations contenues dans ces tableaux concernent : les dates des projets et programmes qui ont eu lieu en Itasy et dans la région Souss Massa Drâa, leur localisation par districts et provinces, l'objet des interventions, les bailleurs, opérateurs, montants financiers engagés, sources et toutes autres informations utiles.

De nature impressionniste, la mise en contexte qui suit est forcément large et incomplète. Elle ne peut traiter de tous les secteurs ou de tous les bailleurs et opérateurs de développement. D'ailleurs il est difficile de rassembler des informations pour chaque période historique pour les différents opérateurs. Si une partie importante des données est accessible pour les interventions menées par la Banque mondiale (BM), tel n'est pas le cas pour l'ensemble des acteurs du monde de l'aide, et ce depuis les indépendances de Madagascar et du Maroc.

Nous proposons dans ce chapitre une progression chronologique et thématique pour interroger la fabrique du développement et de l'action publique au Maroc et à Madagascar. C'est un détour auquel on ne peut échapper pour révéler les architectures cognitives complexes que représentent les interventions de développement et pour comprendre la manière dont elles impriment les mémoires individuelles et socialement partagées. Ce chapitre est organisé en trois sections dans lesquelles sont successivement analysés les référentiels de l'aide au développement en utilisant des concepts et des outils de la sociologie de l'action publique puis leurs déclinaisons dans les contextes malgaches et marocains. La première section interroge les héritages coloniaux des doctrines du développement (1.1), la deuxième est consacrée aux temps de l'ajustement structurel et politique (1.2) et le chapitre se termine par une réflexion sur le degré de réinvention des doctrines de l'aide depuis 1991 et l'aire des multipolarités (1.3). Le chapitre se termine, avant la conclusion par une frise chronologique reprenant les grandes périodisations développementistes et politiques dans les deux pays (Figure 2).

1.1. Les doctrines de l'intervention de développement : une action publique héritée

Cette première section explore les cadres d'action de l'aide au développement dans les années qui suivent la fin de la Seconde guerre mondiale et les Indépendances des pays colonisés en introduisant le concept de référentiel d'action publique. Nous questionnons tout d'abord les héritages coloniaux dans l'action publique post-indépendance et dans la sphère développementiste (1.1.1) avant de revenir sur les secteurs « productifs » qui concentrent la quasi-totalité des interventions dans les deux pays et sur la vision infrastructurelle du développement (1.1.2). En plus d'une concentration sectorielle, nous insisterons, dans la dernière section, sur l'inégale répartition territoriale des interventions de développement qui constitue un fait structurant des politiques de mise en valeur post-indépendance (1.1.3).

1.1.1. La longue historicité des projets de développement : mission civilisatrice et mise en valeur

> « A dynamic view of development history starts with the colonial period itself »[120]

Si la filiation du terme « développement » est généralement reliée à l'utilisation de l'adjectif « *underdeveloped* » (sous-développé) par le Président des États-Unis d'Amérique Harry S. Truman lors de son discours sur l'état de l'Union en 1949, les interventions de développement s'inscrivent

[120] Frederick Cooper, « Writing the History of Development », *Journal of Modern European History*, 2010, vol. 8, nº 1, p. 9.

dans une plus longue durée en reformulant les problématiques coloniales de la « mission civilisatrice » et de la « mise en valeur »[121]. Gilbert Rist propose à ce titre une lecture critique de « l'invention d'une doctrine de l'intervention »[122] dans la France coloniale au nom de trois principes : économique, philanthropique et politique. Le véhicule principal de la mise en valeur des colonies est alors le projet de développement qualifié par Philippe Lavigne Delville comme une « forme historique de l'action publique »[123].

La colonisation française, notamment au Maroc et à Madagascar, est une entreprise à la fois militaire et aménagiste. La figure d'Hubert Lyautey (1854-1934) est un point commun aux deux terrains de cette étude, et, par filiation intellectuelle au moins, celle d'un de ses mentors, Joseph Gallieni (1849-1916) l'est aussi. Lyautey, militaire de carrière a rencontré Gallieni en 1894 à Hanoï au Tonkin alors qu'il occupait un poste militaire dans l'état-major du corps d'occupation. Pour Gallieni, la colonisation doit être plus qu'un nécessaire succès militaire, elle doit être une conquête civilisatrice. Comme l'écrit Lyautey dans les *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, « à ce travail militaire, le Colonel Gallieni unit un travail simultané d'organisation, routes, télégraphes, marchés, concessions européennes et indigènes, de sorte que, avec la pacification, avance comme une tâche d'huile une grande bande de civilisation »[124]. Lyautey rejoint d'ailleurs Gallieni à Madagascar où il reste de 1897 à 1902, participant aux opérations au nord et au sud de l'île. Après une affectation en Algérie, il devient en 1912 le premier Résident général de

---

[121] Alice L. Conklin, *A mission to civilize: the republican idea of empire in France and West Africa, 1895-1930*, California, USA, Stanford University Press, 1997, 367 p ; Julien Meimon, « L'invention de l'aide française au développement : Discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique », *Question de recherche*, septembre 2007, nº 21, p. 44.

[122] G. Rist, *Le développement*, *op. cit.*, p. 85.

[123] P. Lavigne Delville, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, *op. cit.*, p. 151.

[124] Hubert Lyautey, *Lettres du Tonkin et de Madagascar (1894-1899). Tome 1 / Hubert Lyautey*, Paris, A. Colin, 1920. Cité par Norbert Dodille, *Introduction aux discours coloniaux*, Paris, France, Presses Paris Sorbonne, 2011, p. 205.

France au Maroc et le reste jusqu'en 1925[125]. Au-delà de l'anecdote historique renforçant l'originalité de la comparaison Maroc-Madagascar, le développement précédant montre en quoi l'aménagement de l'espace et les interventions ont une historicité plus longue que le « nouveau programme audacieux » qui met les avantages de l'avance scientifique et du progrès industriel des États-Unis « au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées »[126]. Nous reviendrons dans la suite de cette étude sur les permanences dans la mémoire du développement des actions de mise en valeur coloniales, notamment sur les cultures de rente comme le tabac dans la région Itasy.

Les États nouvellement indépendants, au même titre que les institutions multilatérales issues des Accords de Bretton Woods (la Banque mondiale (BM) avec ses différentes institutions dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) etc.) ou du système des Nations unies, inscrivent leur combat contre le sous-développement dans des cadres d'action similaires à ceux de la colonisation. Le référentiel d'action publique utilisé après l'indépendance du Maroc en 1956 et de Madagascar en 1960 est ainsi renouvelé à partir de celui qui caractérisait la période coloniale. Saïd Boujrouf pour le cas de l'aménagement du territoire marocain sous le Protectorat qualifie ce référentiel de « centraliste, sectoriel, zonal »[127]. Sophie Louargant et Emmanuel Matteudi dans la même veine évoquent une généalogie des référentiels territoriaux marocains faite « de complexité et métissage » avec un « héritage de l'époque coloniale et une conception empreinte de post-colonialisme en matière de gestion territoriale »[128]. Les

---

[125] Avec une interruption de 1912 à 1916, rappelé en France pendant la Première guerre mondiale pour être ministre de la guerre.

[126] Extraits du discours d'Harry Truman en 1949.

[127] Saïd Boujrouf, « Innovation et recomposition territoriale au Maroc. Une mise en perspective géo-historique » dans Benoît Antheaume et Frédéric Giraut (eds.), *Le territoire est mort, vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, Paris, IRD, 2005, p. 138-139.

[128] Sophie Louargant, Emmanuel Matteudi et Emmanuel Roux, « L'action aménagiste au Maroc entre héritages, permanences et bifurcations », *L'Information géographique*, 2011, vol. 75, n° 4, p. 15.

géographes utilisent ici le concept de référentiel qui s'inscrit dans une perspective d'analyse cognitive des politiques publiques[129]. Selon Pierre Muller, les politiques publiques sont le lieu où une « société construit son rapport au monde et donc les représentations qu'elle se donne pour comprendre et agir sur le réel tel qu'il est perçu »[130]. C'est en référence à cette image cognitive que les acteurs d'une politique publique organisent leur perception du problème et définissent des propositions d'action[131].

1.1.2. Développer et moderniser : les « éléphants blancs » du développement

Le cadre global de l'action publique, partagée par les bailleurs d'aide au développement ainsi que par les dirigeants des États nouvellement indépendants, est celui d'une grande foi dans le progrès et « d'une conception triomphaliste du développement »[132]. La prospérité future doit être fondée sur la diffusion d'innovations techniques, la norme est alors le progrès et la modernisation. Du côté des bailleurs, le discours scientiste s'impose et avec lui la mécanique du cycle du projet. C'est « l'ère des ingénieurs du développement » et de « l'optimisme naïf »[133] à la BM. Toutefois, cet optimisme n'est pas partagé par tous les économistes puisque le courant dépendantiste[134], ainsi que des auteurs plus orthodoxes,

---

[129] Pierre Muller, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, 2000, vol. 50, nº 50, p. 189-208.

[130] Pierre Muller, « Référentiel » dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2010, vol.3e éd., p. 355.

[131] Pierre Muller, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, 2013.

[132] Emmanuel Fauroux, « De l'optimisme technologique à l'optimisme "participatif". Les métamorphoses du discours des spécialistes du développement à travers des exemples malgaches » dans Jean François Baré (ed.), *Paroles d'experts: études sur la pensée institutionnelle du développement*, Paris, Karthala, 2006, p. 317.

[133] Jean-Pierre Cling et François Roubaud, *La Banque mondiale*, Paris, La Découverte, 2008, p. 31.

[134] Le courant dépendantiste dans les études du développement voit l'intégration au capitalisme comme facteur déterminant du sous-développement. Les économies en développement sont intégrées dans un processus de domination des anciennes

considèrent que les relations économiques inégales entre le Nord et le Sud bloquent le développement des pays du Sud[135].

Françoise Raison Jourde et Gérard Roy font d'ailleurs référence pour le cas de Madagascar au « mythe d'un développement harmonieux, au service des paysans » et précisent que la jeune Première République malgache a suscité sur ce thème « un afflux massif d'experts » pour que l'Île puisse réaliser « prochainement son décollage »[136]. L'État est alors modernisateur, « développeur » et « planificateur »[137], il régule ou initie les grandes politiques d'aménagement, notamment au travers des grands corps d'ingénieurs ou de techniciens, hérités de la période coloniale. Face à un « despotisme bureaucratique »[138] à Madagascar ou à une forme de modernisation autoritaire au Maroc, la question de la participation du public, des citoyens et de la population ne se pose absolument pas : l'administration publique est l'entité porteuse du besoin particulier, définissant l'objectif, le calendrier et le budget consacré à un projet. Cependant, elle délègue dans de nombreux cas cette maîtrise d'ouvrage aux bureaux d'étude, aux coopérants et aux agences d'aide internationales. En effet, malgré l'enthousiasme postindépendance, les régimes en place ne disposent pas de moyens financiers ni de ressources humaines suffisantes pour atteindre la croissance nouvelle qu'ils appellent de leurs souhaits. C'est pourquoi, à la fin de la période coloniale (1894 – 1960) à Madagascar, la France et le gouvernement de la Première République autonome de Philibert Tsiranana

---

métropoles et de mondialisation porteuse de distorsions et conduisant à des désarticulations des structures productives. Voir à ce sujet Antonio Peixoto, « La théorie de la dépendance : bilan critique », *Revue française de science politique*, 1977, vol. 27, nº 4, p. 601-629.

[135] Samir Amin, *Le Développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit, 1973, 365 p.

[136] Françoise Raison-Jourde et Gérard Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, (1960 - 1975)*, Paris, Karthala, 2010, p. 14-15.

[137] Franck Petiteville, « Trois figures mythiques de l'Etat dans la théorie du développement », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 1998, p. 86-99.

[138] F. Raison-Jourde et G. Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar*, *op. cit.*, p. 14.

signent plusieurs accords de coopération et de partenariats qui maintiennent ainsi les liens entre les deux pays[139]. Ces accords de coopération, qui s'inscrivent dans le contexte de la décolonisation et de la guerre froide, prévoient par exemple que la France accorde à Madagascar une assistance technique, des financements ainsi que des prêts. Des accords du même type régissent les rapports franco-marocains depuis leur signature en 1956.

Dans les premières années d'indépendance de ces deux pays, un bailleur multilatéral finance largement les interventions de développement, il s'agit de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Le Maroc adhère à la BIRD le 25 avril 1958 et Madagascar le 25 septembre 1963[140]. A partir de l'adhésion, les deux pays bénéficient des facilités de crédits et de l'assistance technique de l'institution. Les premiers financements d'interventions de la BIRD touchent le Maroc en 1962 et Madagascar en 1966. Que ce soit par l'ancienne puissance coloniale ou par d'autres bailleurs, les financements sont dirigés vers des projets de grande ampleur, « pharaoniques »[141], très coûteux et aux résultats plus que limités, connus sous la dénomination d' « éléphants blancs ».

Trois secteurs « productifs » concentrent la quasi-totalité[142] des interventions dans les deux pays après les indépendances : les infrastructures (de transports routier, ferroviaire et maritime, l'énergie électrique), l'agriculture et l'éducation[143]. Il s'agit avant tout de construire des infrastructures,

---

[139] Gérard Conac et Guy Feuer, « Les accords franco-malgaches », *Annuaire Français de Droit International*, 1960, vol. 6, nº 1, p. 859-880.

[140] Les deux pays sont membres du Fonds monétaire international (FMI) depuis ces dates.

[141] E. Fauroux, « De l'optimisme technologique à l'optimisme "participatif". Les métamorphoses du discours des spécialistes du développement à travers des exemples malgaches », art cit.

[142] Au Maroc la BIRD a ainsi financé via des prêts et des investissements la Banque nationale pour le développement économique. Cette dernière finançait par la suite de grands projets d'infrastructure dans le secteur du tourisme par exemple.

[143] Comme le rappellent Cling et Roubaud dans *La Banque mondiale*, *op. cit.*, p. 32., avant les années 1960 la BIRD ne finançait pas de projets dans les secteurs qu'elle jugeait sous-productifs comme l'agriculture ou l'éducation, se concentrant uniquement sur les infrastructures (transport, énergie, télécommunication)

d'équiper le pays et de procéder à des transferts techniques. Ainsi, des routes et infrastructures portuaires sont construites avec pour objectif d'acheminer les productions et de désenclaver les zones agricoles à Madagascar. La réponse apportée au développement est alors avant tout technique. Des écoles sont bâties avec les financements de la BIRD dans les deux pays et dans les deux régions d'étude à partir de 1965. À la même époque, dans l'actuel district de Soavinandriana, plusieurs centres d'élevage de bovins sont construits et des périmètres rizicoles (ré)aménagés[144]. De même, le Maroc poursuit la construction de grandes infrastructures hydrauliques, initiée sous la colonisation avec la politique des grands barrages et son objectif du million d'hectares irrigué à l'horizon 2000, proclamé par le roi Hassan II qui règne de 1961 à 1999. L'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) financent de grandes infrastructures hydrauliques dans le Souss Massa Drâa entre 1968 et 1974, au travers des projets Souss I et Souss II. Il n'est pas nécessaire ici de rentrer dans les détails de la conception, de la mise en œuvre ni même des implications politiques et géopolitiques de ces projets. Sur d'autres terrains, Albert O. Hirschman propose une enquête comparative multi-sites et multisectorielle qui resitue l'esprit ainsi que le « comportement des projets » (*project behavioral*)[145] à la fin des années 1960. Retenons seulement le fait qu'au Maroc ou à Madagascar, la croyance presque infaillible dans le progrès et la modernité passant par de grandes infrastructures n'est cependant pas suffisante pour transformer en profondeur l'économie. Pierre Marthelot le rappelle sur le cas du Maroc :

---

[144] Les Hautes Terres centrales de Madagascar où se trouve la région Itasy font l'objet de politiques de mise en valeur agricole basée sur l'intensification de la production rizicole depuis le règne d'Andrianampoinimerina (1783-1810), voir Jean-Pierre Raison, « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne » dans *Etudes de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Paris, Mouton, 1972, p. 407-425.

[145] Albert O. Hirschman, *Development projects observed*, Washington, DC, Brookings Institution, 1967, 197 p.

« L'ambiance de matérialisme technique et technocratique, ignorant de la sociologie, qui a entouré l'élaboration et l'exécution des programmes, les a fait pour une large part passer à côté du but. On a semblé ignorer que les techniques qui sont à même de transformer une économie, en accroissant et en égalisant les rendements, n'ont pas la même vertu pour déclencher un mouvement de fond, dans une société, dont l'économie n'est qu'une des motivations secondaires de son existence »[146].

1.1.2.1. Une action publique concentrée sur des « foyers de modernité »

Les politiques de coopération des bailleurs externes et des États nouvellement indépendants ne s'appliquent pas de manière identique sur l'ensemble du territoire. Pour finir cette première section, nous revenons sur ce qui constitue un fait structurant des politiques de mise en valeur postindépendance, c'est-à-dire une action publique territorialement différenciée.

A Madagascar, pendant les premières années de l'Indépendance, les projets d'aménagements et d'infrastructures sont mis en œuvre sur des espaces limités autour de pôles modernes. Pour Françoise Raison Jourde, il ne s'agit pas d'un fait isolé, au contraire, la constitution de ces « foyers de modernité » est un héritage de la colonisation[147]. Les sociétés d'État se multiplient, notamment près de Majunga (Comema), au lac Alaotra au nord d'Antananarivo (Somalac) et non loin de notre terrain de recherche en Itasy où la culture du maïs et l'élevage se développent sur un périmètre de colonisation réunionnaise au bord de la Sakay (Somasak), dont on trouve

[146] Pierre Marthelot, « Histoire et réalité de la modernisation du monde rural au Maroc », *Tiers-Monde*, 1961, vol. 2, nº 6, p. 167.

[147] F. Raison-Jourde et G. Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar*, *op. cit.*, p. 62.

encore des traces aujourd'hui. Françoise Raison Jourde rappelle qu'à Madagascar ces aires de mise en valeur sont dotées de lois foncières d'exception et qu'elles ne tiennent pas compte des droits des paysans[148]. La politique de modernisation agricole, typique de ce que Dominique Desjeux appelle le « despotisme démocratique »[149], se met en œuvre avec un grand mépris pour les paysans, les relayant à des rôles d'exécutants. Puis, après 1965, la politique des grandes infrastructures à Madagascar est revue à la baisse, en partie à cause de problèmes économiques et de la faible production agricole et rizicole. Les ambitions du régime de Philibert Tsiranana sont par conséquent plus modestes, les grands périmètres sont peu à peu délaissés au profit d'actions de masse, d'un encadrement très important de la paysannerie par des vulgarisateurs et de la diffusion de techniques rizicoles plus performantes, comme la riziculture en ligne à la place des techniques de repiquage en quinconces héritées des ancêtres[150]. L'idée de la propagation du progrès technique par tâche d'huile est cependant restée prépondérante dans la conception des politiques agricoles. Les efforts se concentrent alors dans l'encadrement de grands territoires rizicoles

Comme c'est le cas à Madagascar, le développement au Maroc est avant tout une question d'aménagement de l'espace et donc une politique de pouvoir portée sur le territoire. Le découpage politique et territorial du Maroc est tributaire de cette géopolitique dont les racines remontent au sultanat, lorsque le *Bled el-Makhzen*, historiquement le territoire dans lequel le sultan collectait l'impôt, s'opposait au *Bled es-Siba*, le pays de dissidence où vivaient les tribus qui refusaient de se soumettre à ce mode de gestion de la population[151]. La gestion coloniale ainsi que la mise en valeur des terres

---

[148] *Ibid.*

[149] Dominique Desjeux, *La question agraire à Madagascar : administration et paysannat de 1895 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1979, p. 112.

[150] Pierre Vérin, *Madagascar*, Paris, Karthala, 2000, p. 186.

[151] Rémy Leveau, *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Paris, Presses de Sciences Po, 1976, 318 p.

s'appuient sur ces dichotomies poreuses, si bien que le territoire est alors divisé entre un « Maroc utile » et un « Maroc inutile », ce dernier étant caractérisé par des modes de production non capitalistes. Cette dichotomie se poursuit à l'indépendance du pays en 1956, l'essentiel des activités économiques, des richesses et de la population se concentre sur une bande littorale longue de 130 km et dans un triangle Fès, Casablanca, Marrakech (étiré jusqu'aux villes de Tanger au nord et d'Agadir au sud). Ce « Maroc utile » bénéficie ainsi de la quasi-totalité des crédits et investissements accordés à la grande hydraulique et à la modernisation de l'agriculture. Entre 1965 et 1985, 28,6% des investissements publics totaux sont destinés au secteur agricole et la grande hydraulique représente plus du cinquième de ces investissements[152]. Après 1985, les investissements continueront mais à un rythme plus lent.

Les premiers grands programmes pour le secteur agricole de la BIRD au Maroc concernent spécifiquement des périmètres irrigués et de grands barrages dans le nord du pays autour de Fès et Meknès, sur la plaine du Gharb autour de l'Oued Sebou dans le cadre du programme de Développement rural du Rif occidental (Derro) et près de Sidi Slimane au bord de l'Oued Baht. C'est la FAO qui réalise les études de faisabilité de ces projets entre 1963 et 1968. Le financement de Derro est assuré par plusieurs sources bilatérales (coopérations française, belge, nord-américaine et ouest-allemande) et multilatérales (BIRD notamment). Le sud du pays, et plus précisément la région Souss Massa Drâa, est un exemple emblématique du déploiement différencié des interventions de développement et de leur concentration dans des zones limitées (certaines vallées et le littoral) au détriment des montagnes ou des espaces semi-désertiques. C'est le cas du bassin des fleuves Souss et Massa pour l'agriculture tournée vers

[152] Driss Khrouz, « La politique agricole du Maroc indépendant » dans Jean-Claude Santucci (ed.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition ?*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2013, p. 112.

l'exportation ou encore de la baie d'Agadir dévolue au tourisme[153]. Ce développement territorial inégal qui éloigne les espaces ruraux de l'accès à l'eau, à l'électricité et aux services de base perdure au cours des années 1970 et 1980.

1.2. Ajustements structurel et démocratique : quand l'aide véhicule les modèles

Les décennies 1970 et 1980 correspondent, au Maroc et à Madagascar, à d'intenses périodes de transformations et d'instabilité politique, économique et sociale. Ces turbulences résultent de la combinaison de chocs externes (chocs pétroliers, crise de l'endettement, sècheresse à répétition, intensification de la guerre froide puis chute du mur de Berlin etc.) et internes (Marche verte et guerre du Sahara à partir de 1975 au Maroc, stagnation des investissements et dégradation des conditions de vie, décolonisation économique sous le régime du président Ratsiraka à Madagascar, tensions et émeutes dans les deux pays). Les formes des interventions de développement évoluent au cours de cette période, délaissant à partir du milieu des années 1980 les grands chantiers infrastructurels pour la préconisation de réformes économiques et financières, assorties de transferts de modèles de politiques publiques. Après avoir défini les réorientations du discours de l'aide (1.2.1), nous reviendrons sur les trajectoires sociopolitiques marocaines et malgaches et la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel dans ces deux pays (1.2.2) pour insister sur leurs conséquences sociales (1.2.3). En plus des ajustements économiques et sociaux, les réformes qui touchent les deux pays s'accompagnent d'ajustements politiques dans les modes de gouvernance. Nous proposons ainsi de revenir sur ces transferts de normes qui s'opèrent du nord vers le sud en insistant sur les politiques de décentralisation (1.2.4).

[153] La BIRD finance plusieurs projets d'infrastructures touristiques dans la baie d'Agadir de 1970 à 1976 puis de 1976 à 1981.

1.2.1. Réorientation du discours : stabilisation et ajustement de l'économie

La fin de la décennie 1970 est une période de renouvellement des cadres de pensée sur l'aide au développement. La BM par exemple réoriente son discours, « consciente que les projets de développement n'ont que très peu d'impacts dans un contexte général de mauvaise gestion économique »[154]. La réorientation du discours de la BM (et d'autres bailleurs bilatéraux ou multilatéraux) s'inscrit dans une phase globale, et pas uniquement spécifique aux pays du Sud, de remise en cause des politiques publiques économiques et sociales appliquées après 1945. Le soubassement idéologique de ces plans d'ajustement structurel est à retrouver dans le tournant néolibéral[155] et l'émergence d'un référentiel d'action publique assorti de valeurs et de normes nouvelles, au rang desquelles la rigueur budgétaire, la libéralisation des échanges, l'ouverture aux investissements, la compétitivité économique pour produire du développement orientent les politiques publiques nationales et internationales. La diffusion de ce nouveau modèle est liée à la victoire de dirigeants conservateurs aux élections en Angleterre (Margareth Thatcher en 1979) et aux États-Unis (Ronald Reagan en 1980).

Ces référentiels d'action publique se diffusent dans les institutions internationales et dans la sphère du développement. C'est tout d'abord le FMI qui introduit des interventions à court terme pour un ajustement conjoncturel avant que la BM ne prône l'ajustement structurel. Les deux institutions se rapprochent à la fin des années 1980 étant donné que la Banque n'accorde de crédits d'ajustements qu'aux pays ayant déjà un programme de stabilisation du FMI[156]. L'objectif de ces deux institutions demeure l'assainissement des économies qui passe par une aide « mieux

---

[154] Mission résidente de la Banque mondiale à Madagascar, *Le partenariat Madagascar - Banque mondiale*, Antananarivo, Madagascar, Banque mondiale, 1997, p. 13.

[155] Bruno Jobert (ed.), *Le tournant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, Harmattan, 1994, 328 p.

[156] J.-P. Cling et F. Roubaud, *La Banque mondiale*, *op. cit.*, p. 44.

ciblée en direction des instruments financiers de gestion économique »[157]. C'est l'ancien Secrétaire américain à la Défense devenu Président de la BM en 1968, Robert McNamara qui annonce, avant son départ de l'Institution en 1981, que la Banque met désormais l'accent sur l'aide hors projet. Celle-ci est alors conditionnée à de « bonnes politiques de développement », c'est-à-dire conformes au « consensus de Washington »[158] et aux recettes néolibérales en vogue à l'époque. Ces dernières sont appliquées dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique dans des termes quasiment identiques. A Madagascar et au Maroc, dans des temporalités similaires, des réformes en profondeur sont entreprises. D'une part, sur le plan de la stabilisation macro-économique, des réformes fiscales et financières sont mises en œuvre notamment l'austérité budgétaire qui se traduit par une baisse drastique des dépenses de l'État dans les secteurs sociaux (éducation et santé notamment). D'autre part, les privatisations et la libéralisation du commerce touchent également les deux pays. Les plans d'ajustement structurel sont ensuite sectoriels et touchent respectivement le Maroc et Madagascar en 1985 et 1986 pour l'agriculture, 1984 et 1987 pour l'industrie, 1986 et 1988 pour le secteur public et l'éducation. Nous allons revenir sur les éléments politiques, économiques et financiers qui conduisent le Maroc et Madagascar à s'engager dans ces plans de réformes.

[157] Mission résidente de la Banque mondiale à Madagascar, *Le partenariat Madagascar - Banque mondiale*, *op. cit.*, p. 13.

[158] C'est John Williamson, économiste à l'Institute of International Economics à Washington qui regroupe sous le terme de Consensus de Washington l'ensemble de mesures néolibérales de stabilisation des économies rappelées plus haut.

1.2.2. Les chemins (différents) de l'endettement et de l'ajustement structurel à Madagascar et au Maroc

L'itinéraire malgache

Alors qu'au cours des dix premières années d'indépendance à Madagascar, les indicateurs macroéconomiques comme le PIB, le service de la dette ou le déficit de la balance commerciale font état d'un progrès économique manifeste sur l'Île, les inégalités entre les villes et la campagne (ou plutôt entre hauts plateaux et régions côtières) se creusent et le monde rural, du fait de sa pauvreté, n'offre pas un marché économique intérieur à même de faire décoller, selon le schéma rostowien, l'économie malgache[159]. La fragilité économique et sociale se propage à la scène politique et au régime socialiste de Philibert Tsiranana[160] qui est rapidement confronté à une remise en cause du lien que l'Île entretient avec l'ancienne puissance coloniale. La présence française se retrouve dans l'économie (70% du commerce extérieur), sur les bases militaires et dans les exploitations agricoles mais aussi dans les ministères, compte tenu de « la présence voyante de conseillers techniques tout puissants dans les ministères »[161], ressentie comme une forme d'impérialisme et d'aliénation, en particulier par les classes dirigeantes merina[162][163]. La révolte populaire contre le régime de

---

[159] P. Vérin, *Madagascar*, *op. cit.*, p. 188.

[160] Sur le tournant de l'année 1972, voir les travaux de Gérard Althabe « Les luttes sociales à Tananarive en 1972. », *Cahiers d'Études africaines*, 1980, vol. 20, nº 80, p. 407-447. ; et Didier Galibert « Mai 1972 : la deuxième indépendance malgache » dans Yves Combeau (ed.), *La Réunion-Madagascar, 1942-1972 : départementalisation et indépendance*, La Réunion, Sedes/université de la Réunion, 2002, p. 189-203.

[161] P. Vérin, *Madagascar*, *op. cit.*, p. 188.

[162] Les merinas sont l'un des 18 groupes ethniques malgaches, ils sont installés sur la partie nord des hautes terres centrales de Madagascar, autour de la région d'Antananarivo. Il s'agit du groupe qui a exercé, et continue d'exercer, une forme de domination socio-politique sur le pays, depuis l'avènement de la monarchie merina au XVII[e] siècle et l'unification du royaume.

[163] Sophie Goedefroit et Jean-Pierre Revéret, « Introduction : Quel développement à Madagascar », *Études rurales*, 15 décembre 2006, nº 178, p. 6.

Tsiranana précipite la Première République et, après une période toute aussi instable s'en suit au cours de laquelle le pouvoir est confié aux généraux Gabriel Ramanantsoa (qui se démet le 5 février 1975 à la suite de la rébellion des groupes mobiles de police à Antananarivo), Richard Ratsimandrava (qui est assassiné six jours après son entrée en fonction) et Gilles Andriamahazo. Didier Ratsiraka, ancien ministre des Affaires étrangères et artisan du désengagement de Madagascar d'avec la France, est élu par la suite président de la République démocratique malgache en juin 1975. Il place l'Île sous le régime du socialisme révolutionnaire et se rapproche du bloc de l'Est. La fin de la décennie 1970 est alors marquée par une phase de décolonisation économique dans laquelle le système bancaire, les sociétés coloniales et une partie des établissements industriels et commerciaux sont nationalisés. Compte tenu du renversement d'alliance, la coopération de l'administration malgache avec les bailleurs bilatéraux et multilatéraux est limitée pendant les premières années du régime socialise de Didier Ratsiraka (1977 – 1984)[164]. A partir de 1977, le gouvernement finance une politique « d'investissement à outrance » dans les infrastructures militaires et civiles (routes, universités etc.) qui se révèlent souvent surdimensionnées ou mal situées. On pense par exemple à l'introduction dans certaines zones de la région Itasy du soja Mamisoa et de l'implantation d'usines de transformation de cette légumineuse. Le programme économique de Didier Ratsiraka basé sur la Charte de révolution socialiste s'articule autour d'une très forte intervention de l'État et d'une économie centralisée de type soviétique. Les banques (par exemple la *Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra* ou Banque de développement rural), les compagnies d'assurance, les services de collecte, de transformation, de commercialisation et de distribution de produits agricoles sont ainsi nationalisés. Or, cette politique d'investissement financé par l'endettement extérieur intervient alors que l'économie mondiale traverse une série de crises consécutives aux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Le pays connait alors une grave période de dégradation du tissu économique et

[164] Mission résidente de la Banque mondiale à Madagascar, *Le partenariat Madagascar - Banque mondiale*, *op. cit.*, p. 13.

de pénuries des produits alimentaires de base. Cette crise économique se double d'une crise sanitaire, les niveaux de mortalité s'aggravent et l'espérance de vie à la naissance connaît un net recul[165]. Par conséquent, en 1980, les autorités malgaches se rapprochent du FMI et de la BM pour mettre en œuvre une politique d'austérité et passer des accords de rééchelonnement de la dette avant que ne soient lancés les multiples plans d'ajustement sectoriel que la caricature suivante rappelle[166] :



Image 1 : Dessin de Aimé Razafy (source : Le Partenariat Madagascar - Banque mondiale, op. cit p 25)

[165] Bénédicte Gastineau et al., *Madagascar face au défi des objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Institut de recherche pour le développement, 2010, p. 15.

[166] CASA : Crédit d'ajustement structurel pour l'agriculture ; CASEP : crédit d'ajustement structurel pour les entreprises publiques et l'éducation ; CASPIC : Crédit d'ajustement de la politique industrielle et commerciale ; CASI : Crédit d'ajustement du secteur de l'industrie ; PASAGE : Programme d'action sociale à la gestion économique.

L’itinéraire marocain

Au tournant des années 1980, la situation économique du royaume chérifien est également très préoccupante. En 1983, le pays est au bord de la banqueroute alors que des foyers d’instabilité sociale et politique se multiplient dans le pays. Pourtant, à la différence de Madagascar, la croissance économique est élevée au cours des années 1970. En effet, grâce à ses réserves de phosphate, dont le prix a quintuplé en 1973, le royaume est épargné par le premier choc pétrolier qui a même un effet positif sur l’économie marocaine. De 1973 à 1977 un quatrième plan quinquennal volontariste permet à l’administration de poursuivre ses efforts d’investissements dans l’agriculture orientée vers l’exportation et le tourisme de masse, ce qui a naturellement des effets positifs sur le secteur du bâtiment (construction des barrages et des infrastructures hôtelières). La monarchie investit en empruntant et la BIRD ainsi que la FAO soutiennent le plan quinquennal (*Meknes Agricultural Development Project* en 1975, *Doukkala Irrigation Project* en 1976, *Bay of Agadir Tourism Project* en 1976, *CIOR Ciment Project* près d’Oujda en 1977 etc.). Cette phase optimiste au cours de laquelle la société marocaine change en profondeur fait suite à une grande période d’instabilité politique, le roi ayant échappé à deux violentes tentatives de coup d’État en 1971 et 1972. Ces évènements participent à accentuer l’autoritarisme du régime hassanien qui ne faiblira pas avant les années 1990. Cette période, les années de plomb (1975-1990), plonge le Maroc dans la répression policière et politique. Les prisons secrètes maillent le territoire, notamment dans le sud du pays à Agdz près de Mezguita, et les arrestations politiques se multiplient. Par ailleurs, sur le plan extérieur, le conflit avec l’Algérie, l’Espagne, la Mauritanie et les forces politiques du Sahara[167] occupe la scène politique et ravive d’autant le projet national. A la fin de l’année 1975, plus de 350 000 personnes marchent aux côtés du roi Hassan II vers Tarfaya pour réintégrer au royaume les Provinces du sud et

[167] Le Front populaire de libération de la Seguiet el Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario) créé le 10 mai 1973

pour pousser les Espagnols, qui occupent le Sahara, à décoloniser ce territoire. En découle un conflit armé avec l'Algérie et le Polisario à partir de 1976. Comme le souligne Pierre Vermeren, le pouvoir « joue là une véritable re-légitimation de son autorité » et « la marche verte joue un rôle de refondation du règne de Hassan II qui devient le Réunificateur de la patrie »[168]. Cette politique a cependant participé à grever les comptes publics d'une monarchie lourdement endettée. L'effet d'aubaine de la hausse des prix du phosphate en 1973 a été de courte durée puisque le prix diminue de moitié dès 1975. Pour continuer à soutenir la consommation des ménages urbains et à financer ses grands projets ainsi que ses crédits, le Maroc s'endette toujours plus, profitant des taux d'intérêts très bas et de l'abondance des pétrodollars. Depuis 1978, sous les conseils du FMI, un plan d'assainissement est évoqué mais le roi freine le processus pour des raisons politiques et de sécurité intérieure. En 1983, dans une situation économique et financière délétère, le pays s'engage dans la voie de l'ajustement structurel aux côtés du FMI et de la BM. Le plan doit durer dix ans.

1.2.3. Les effets sociaux des plans d'ajustement structurel

Si les effets économiques et budgétaires des plans d'assainissement mis en œuvre par les administrations malgaches et marocaines appuyées par le FMI et la BM se révèlent conjoncturellement positifs[169], c'est au niveau social que ces plans ont laissé une empreinte durable. Au Maroc, des émeutes violentes éclatent dès les premiers signes d'augmentation des prix des produits subventionnés. Les grandes villes sont les plus touchées par les émeutes. Casablanca qui est le plus grand réceptacle de l'exode rural et de la détresse des campagnes causée par des années de sècheresse et de surendettement

[168] Pierre Vermeren, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, La Découverte., Paris, 2016, p. 69.

[169] Pierre Vérin rappelle que les plans d'ajustement structurel améliorent la situation budgétaire à Madagascar mais il précise aussi que si le déficit du PIB recule c'est surtout par l'effet de compression des dépenses. *Madagascar*, *op. cit.*, p. 200.

s'embrase en mai 1981 à l'annonce de l'augmentation des prix des produits alimentaires. Face aux pillages et dans un climat de grande violence et de répression, le gouvernement recule et rétablit les subventions du pain. Mais, lourdement endetté le Maroc n'a d'autre choix que de ré-augmenter les prix de la nourriture en décembre 1983 et les émeutes débutent cette fois-ci dans le sud du pays à Marrakech avant de se répandre dans tout le royaume.

A Madagascar, le pouvoir d'achat de la population est très affaibli par les mesures d'ajustement prises, en particulier celui des fonctionnaires. Dans les campagnes, toujours plus enclavées par manque d'investissement dans les infrastructures routières, les fragilités économiques et sociales s'accentuent. En milieu urbain comme dans le monde rural, les plus pauvres sont marginalisés et confrontés à des prix élevés du riz, une denrée de base pour l'alimentation des ménages malgaches. Le pays, au cours des années 1980, fait d'ailleurs face à une grave crise sanitaire. La mortalité infantile augmente et l'espérance de vie à la naissance recule sur l'Île, à contre-courant de la tendance générale en Afrique[170]. Ainsi, alors que la maladie ne s'est pas déclarée sur les Hautes terres depuis un demi-siècle, une épidémie de paludisme[171] éclate entre 1986-1988 sur les plateaux, y compris en région Itasy. Bien entendu, il ne s'agit pas de conclure que les programmes d'ajustement structurel sont responsables de cette épidémie qui a, pour plusieurs années, marqué la population malgache parce qu'aucune étude ne fait de lien direct entre la situation sanitaire et les crises économiques du pays. C'est plutôt la conjonction de plusieurs éléments qui participe au retour du paludisme. La paupérisation, la cessation de toute activité antipaludique, l'inaccessibilité aux traitements du fait de leur coût et de leur rareté ainsi que des pratiques de stabulation du bétail dans les habitations pour les protéger des razzias et des vols sur pieds contribuent au développement du

[170] Corinne Régnard, *Crise économique, santé et mortalité à Madagascar*, Paris, Harmattan, 2003, 297 p.

[171] Le paludisme est endémique à Madagascar à l'exception des hauts plateaux où il ne s'est déclaré qu'à certains épisodes de l'histoire.

moustique et de la maladie[172]. Comme le rappelle Pierre Vérin, on est « loin des promesses du Livre Rouge[173] où la santé, l'éducation et l'approvisionnement étaient garantis »[174]. Pierre Vérin cite également un extrait non publié de la Lettre pastorale des évêques de 1985 (trois ans après les premiers plans d'ajustement structurel). Cette Lettre pastorale n'est pas publiée entièrement car elle décrit un tableau trop gênant pour le pouvoir. Nous en rapportons un extrait qui fait le bilan de l'état de la société malgache et permet de la replacer dans cette période d'entre-deux, entre la Révolution socialiste et l'ajustement néolibéral :

> « L'inflation provoque l'envol des biens de consommation courante. La monnaie vient d'être dévaluée par deux fois. Les bouches à nourrir sont de plus en plus nombreuses. Le chômage connaît une recrudescence. Malgré certains ajustements, les salaires n'ont pas réussi à suivre le coût de la vie. Partout le peuple se lamente sauf dans quelques régions où le riz demeure abondant. Le plus grand nombre mange peu et quelque fois pas, car même les aliments de substitution, comme le manioc et l'igname sont devenus chers et rares »[175].

Que ce soit au Maroc ou à Madagascar, le coût social des programmes d'ajustement structurel est très importants mais un tel constat peut être dressé pour les autres régions du monde concernées par la mise en œuvre de ces réformes économiques[176].

---

[172] Jean Mouchet et al., « La reconquête des Hautes Terres de Madagascar par le paludisme », *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique*, 1997, vol. 90, nº 3, p. 162-168.

[173] Écrit par Didier Ratsiraka et publié en août 1975

[174] P. Vérin, *Madagascar*, *op. cit.*, p. 210.

[175] Extrait non publié de la Lettre pastorale des Évêques de Madagascar de 1985 (la Lettre est publiée dans l'hebdomadaire Lakroa), cité dans *Ibid.*

[176] Giovanni Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (eds.), *Adjustment with a human face*, Oxford ; New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 1987, 2 p ; Richard Jolly, « Adjustment with a human face: A UNICEF record and perspective on the 1980s », *World Development*, 1991, vol. 19, nº 12, p. 1807-1821.

La décennie au cours de laquelle ces plans sont mis en œuvre correspond, selon nos recherches documentaires, à une période de net recul des interventions sur les territoires étudiés. Au Maroc, dans la région Souss Massa Drâa, pour toutes les raisons évoquées plus haut, l'aide au développement demeure limitée à certaines zones de plaines et les politiques de la monarchie ne touchent pas les zones rurales reculées. A Madagascar, malgré la proximité géographique de la région Itasy avec la capitale Antananarivo, les recherches que nous avons effectuées ne nous ont pas permis de trouver des traces d'interventions. Nous avons dans cette section surtout fait référence à la BM et au FMI qui conditionnent leur soutien à la mise en œuvre de réformes. Les autres bailleurs utilisent également la conditionnalité de l'aide et les crédits d'ajustement structurel ou conjoncturel pour intervenir. Dès 1982, la Caisse centrale de coopération économique – la banque française de développement ancêtre de l'actuelle AFD qui change de nom en 1992 pour devenir la Caisse française de développement – négocie avec l'administration malgache des programmes d'ajustement structurel à partir de 1982. La situation économique de la France, comme celle d'autres bailleurs bilatéraux européens, ne lui permet d'ailleurs pas, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, d'engager des montants importants dans l'aide publique au développement. C'est la raison pour laquelle la BM est le principal pourvoyeur de financements à cette époque.

1.2.4. « Ajustements politiques »[177] et transferts de modèles

Les plans d'ajustement structurel qui touchent l'économie, les secteurs productifs et les finances publiques de pays en développement comme le Maroc et Madagascar s'accompagnent également d'ajustements politiques dans les modes de gouvernance, notamment avec la promotion de la bonne gouvernance. Nous proposons de revenir sur ces transferts de normes qui s'opèrent du Nord vers le Sud en insistant sur les réformes de décentralisation. Cette étude portant sur deux territoires qui forment des collectivités territoriales (régions), nous revenons sur la genèse de ces réformes et leurs résonances politiques. À partir du cas de la décentralisation, nous mettons en lumière l'émergence d'un nouvel acteur du développement des territoires, les régions, qui est appelé à jouer un rôle important dans la mise en œuvre des interventions. Nous complétons ainsi le paysage des acteurs, des modes d'organisation et d'action de l'aide en Itasy et dans le Souss Massa Drâa.

1.2.4.1. Repenser le rôle de l'État ? circulation des modèles de décentralisation

Dans la littérature en sciences sociales, l'étude des modèles ainsi que de leur circulation mobilise plusieurs disciplines et domaines. Si l'historicité des stratégies d'import-export de modèles de gouvernement et d'ingénierie institutionnelle est très longue[178], « en science politique et administrative ces thèmes ont d'abord été évoqués uniquement dans les travaux consacrés aux

---

[177] Marc Totté et al. (eds.), *La décentralisation en Afrique de l'ouest : entre politique et développement*, Paris : Grand-Yoff, Dakar, Karthala : COTA ; ENDA GRAF, 2003, p. 44.

[178] Yves Mény, « Introduction : la greffe et le rejet » dans Yves Mény (ed.), *Les politiques du mimétisme institutionnel: la greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 12-13.

pays en développement » rappelle Dominique Darbon[179]. En effet, la littérature interroge le rôle qu'occupent les normes et les modèles qui circulent dans la construction de l'État en Afrique (mais pas uniquement) et dans le fonctionnement de ses institutions. Bertrand Badie souligne à ce sujet que, « depuis deux siècles au moins, pensées, institutions et pratiques politiques, codes de droit et formules économiques quittent les rivages de l'Europe ou de l'Amérique du nord, en direction du Sud et de l'Est »[180]. L'importation, qui n'est pas nécessairement une pratique consciente[181], est un mode commun d'innovation institutionnelle. Cependant, ce qui nous intéresse ici tient à l'accélération de la circulation des modèles[182] et surtout à l'exportation encouragée, voire contrainte, par les bailleurs de fonds, à partir du constat que la crise de la dette des pays d'Afrique en révèle d'autres, plus profondes. Dominique Darbon parle de « domination[183] cognitive des pays développés via leurs agences »[184]. Néanmoins, les importations par les pays d'Afrique des technologies institutionnelles issues des pays occidentaux et des organismes internationaux au cours des années 1980 et 1990 ne rendent pas l'action publique plus efficace. L'assainissement économique et politique promu par les exportateurs sous-dimensionne et donc reconfigure les possibilités d'arbitrages et de compromis propres aux institutions de gouvernement et aux administrations. Les organisations bilatérales et multilatérales demandent alors à des institutions fragilisées par les réformes qu'exige la conditionnalité des financements, sans capacité humaine ou technique suffisante, de se doter d'appareils de gestion relativement sophistiqués pour « la bonne

---

[179] Dominique Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique : simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, France, Karthala, 2009, p. 5.

[180] Bertrand Badie, *L'Etat importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, p. 15.

[181] *Ibid.*

[182] Ces modèles d'action publique viennent, au tournant des années 1980 et 1990, principalement des États-Unis et du Royaume Uni.

[183] Le terme n'est pas forcément péjoratif si cela participe à renforcer les capacités de l'État,

[184] Dominique Darbon, « État, pouvoir et société dans la gouvernance des sociétés projetées » dans Séverine Bellina, Hervé Magro et Violaine de Villemeur (eds.), *La gouvernance démocratique : un nouveau paradigme pour le développement*, Paris, Karthala, 2008, p. 138.

gouvernance ». En d'autres termes, selon le séquençage des réformes promues par les bailleurs de fonds, « l'ajustement structurel appelait un ajustement politique »[185] visant à assurer une bonne gestion et une action publique efficace. Selon les termes du président de la BM de 1991 à 1995, Lewis T. Preston, dans l'avant-propos du rapport sur la gouvernance et le développement, les réformes de « bonne gouvernance » dans les pays du Sud sont à lire au prisme d'un ajustement à l'économie de marché :

> « Good governance is an essential complement to sound economic policies. Efficient and accountable management by the public sector and a predictable and transparent policy framework are critical to the efficiency of markets and governments, and hence to economic development »[186].

Notons d'ailleurs qu'à la différence d'autres bailleurs, bilatéraux principalement[187], la BM, par les mots de son président, cadre sa définition de la gouvernance et « repense le rôle de l'État »[188] selon son propre mandat qui touche essentiellement à la gestion économique et aux politiques économiques. Il est cependant nécessaire de poser un regard critique sur la dimension dépolitisée de la promotion des réformes par les bailleurs de fonds. En effet, l'approche de la bonne gouvernance est techniciste et l'assistance internationale qui la promeut se veut ainsi neutre et dépolitisée. Comme le souligne Rozenn Nakanabo Diallo[189] dans ses travaux sur les

---

[185] Gauthier De Villers, « L'État en Afrique et les lignes de force de l'évolution, des politiques de coopération internationale, » dans Marc Totté et al. (eds.), *La décentralisation en Afrique de l'ouest : entre politique et développement*, Paris : Grand-Yoff, Dakar, Karthala : COTA ; ENDA GRAF, 2003, p. 43.

[186] Banque mondiale, *Governance and development*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 1992, p. v.

[187] Ces derniers poussent un agenda de réformes politiques, la bonne gouvernance est basée sur le rôle des partis politiques, des élections libres et le renforcement de la société civile.

[188] Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1991 : Le défi du développement*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 1991, 323 p.

[189] Rozenn Nakanabo Diallo, *Politiques de la nature et nature de l'Etat : (re)déploiement de la souveraineté de l'Etat et action publique transnationale au Mozambique.*, Thèse

politiques de conservation de la nature au Mozambique, la dépolitisation est directement liée à l'aide car, en prônant des interventions techniques, elle permet aux bailleurs de fonds de ne pas dépasser le mandat qui leur est attribué, c'est-à-dire celui de ne pas intervenir sur le politique et donc de ne pas risquer la confrontation à la souveraineté de l'État. Mais les travaux de Rozenn Nakanabo Diallo montrent que, derrière le vernis apolitique, les instruments de l'aide demeurent des instruments politiques qui « refusent de se dévoiler comme tels »[190]. L'approche techniciste promue se base sur « des programmes systématiques de *benchamrking rating*, comparaisons globales »[191] permettant de définir des bonnes pratiques. Comme le soulignent Dominique Darbon mais aussi Bruno Jobert, la BM et l'OCDE ont joué un rôle prépondérant dans la mise en comparabilité des données et donc dans la définition de ces bonnes pratiques, supposées dépolitisées[192]. Le fer de lance de cette rhétorique est incarné par les consultants, experts et centres d'expertises privés. Selon Bruno Jobert, le développement de l'expertise « constitue l'une des étapes d'un processus de contournement des institutions publiques classiques »[193]. Le vocabulaire produit et utilisé par les bailleurs d'aide au développement ainsi que par les experts et les organisations qui répondent par exemple aux appels d'offre est composé d'un ensemble de concepts, de « mots valises », d'un vocabulaire spécialisé dont les effets, décrits et critiqués par Béatrice Hibou[194] affirment une vision technicienne du développement. Cette vision, qui n'est pas sans rappeler celle sous-tendant les interventions infrastructurelles massives dans les années postindépendance, s'applique aux techniques de gouvernement

---

de doctorat en science politique, Université de Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, 2013, p. 70.

[190] *Ibid.*

[191] D. Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique*, *op. cit.*, p. 5-6.

[192] D. Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique*, *op. cit.* ; Bruno Jobert, « Le mythe de la gouvernance dépolitisée » dans *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2003, p. 277.

[193] B. Jobert, « Le mythe de la gouvernance dépolitisée », art cit, p. 275.

[194] Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne. Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les études du CERI, SciencesPo Paris*, 1998, vol. 39.

fondées sur des critères de rationalité, d'efficacité et d'efficience. Elles sont présentées comme « non discutables parce que techniques »[195]. Cependant, comme l'ont montré les travaux de James Ferguson au Lesotho, les solutions supposées apolitiques utilisées dans les projets de développement pour résoudre des problèmes techniques participent, notamment *via* les effets non-anticipés de ces mêmes projets, à élargir les prérogatives de l'État et à reconfigurer son pouvoir bureaucratique :

> « (…) a "development" project can end up performing extremely sensitive political operations involving the entrenchment and expansion of institutional state power almost invisibly, under cover of a neutral, technical mission to which no one can object »[196].

Les travaux de Clément Soriat sur la neutralisation politique de la lutte contre le sida et la conversion des acteurs associatifs au *New Public Management* rappellent aussi comment le cycle de projet et la logique-projet se sont diffusés en véhiculant l'image d'une technique neutre, exempte de tout marquage idéologique. Or comme le souligne Clément Soriat la gestion de projet est « l'objet d'une croyance, sous-tendue par un ensemble de valeurs, de représentations et de partis pris idéologiques »[197].

À la manière de l'approche projet qui est exportée vers les pays du Sud et dans l'aide au développement à partir d'un Nord qui l'utilise dans de nombreux univers sociaux[198], la décentralisation est l'un des modèles

---

[195] Dominique Darbon, « Modèles et transferts institutionnels vus des Afriques : les nouveaux villages Potemkine de la modernité » dans Dominique Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique : simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, France, Karthala, 2009, p. 261.

[196] James Ferguson, *The anti-politics machine: « development, » depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*, Cambridge [England] ; New York, Cambridge University Press, 1990, p. 256.

[197] C. Soriat, *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, *op. cit.*, p. 292-293.

[198] Voir par exemple Gilles Pinson, « Le projet urbain comme instrument d'action publique » dans Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (eds.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 199-233.

d'action publique exporté depuis la France notamment et importés vers Madagascar et le Maroc au cours des années 1990. Dans les pays du Nord, dans un contexte de crise de l'État providence et surtout de l'État central face au « local comme espace dépositaire des attentes du corps social »[199], la décentralisation est présentée comme une modalité innovante de prise en charge des besoins de la population. Plus encore, comme c'est le cas dans le modèle français issu des lois Defferre adoptées en 1982, la décentralisation est un mode de gestion politique du territoire qui s'inscrit dans des processus de développement local et endogène des territoires. Le modèle français a ainsi été transposé dans de nombreux pays du Sud bien que, comme le rappelle Angéline Chartier dans ses travaux sur Haïti et Madagascar, les prémices de cette formule de gestion, notamment sous la forme de déconcentration administrative, existent déjà dans beaucoup de pays, africains notamment[200].

1.2.4.2. Le processus de décentralisation à Madagascar et au Maroc

Le processus de décentralisation tel que nous l'avons décrit plus haut a été réaffirmé au Maroc avec la réforme constitutionnelle adoptée en 1992 qui crée les régions. A Madagascar, c'est la loi 94-007 d'avril 1995 qui initie le processus de décentralisation en créant les Collectivités locales décentralisées. Les deux pays sont soutenus dans ces réformes par les bailleurs de fonds qui mettent en œuvre des projets depuis plus de vingt ans (BM, USAID, PNUD, coopération française notamment). Si ces projets ont un objectif affiché de renforcer les instances locales, ils sous-tendent également l'ajustement politique, c'est-à-dire celui de la gouvernance

---

[199] Jean-Christophe Deberre, « Décentralisation et développement local », *Afrique contemporaine*, juin 2007, nº 221, p. 46.

[200] Angeline Chartier, *Transferts et appropriations de modèles de développement dans les pays du Sud : pour une analyse du (dys)fonctionnelment de l'aide : l'exemple de la décentralisation en Haïti et à Madagascar*, thèse de doctorat en géographie, Bordeaux 3, 2016, p. 90.

démocratique. En effet, le centralisme politique autoritaire connu par le Maroc et Madagascar au cours des années 1970 et 1980 fait l'objet d'une remise en cause de la part des principaux bailleurs de fonds, le rendant responsable des échecs du développement et des crises politico-économiques que connaissent les deux pays. Comme le souligne Amin Allal quand il compare les projets de développement sur la décentralisation mis en œuvre en Tunisie et au Maroc, il existe un mythe organisationnel très répandu dans la communauté développementiste selon lequel la décentralisation ne peut que favoriser la démocratisation[201]. D'ailleurs, René Otayek rappelle que la décentralisation « s'impose comme une norme universelle, étroitement associée à l'universalisation d'une autre norme, la démocratie de marché, unique produit désormais disponible sur le marché du design institutionnel et idéologique depuis la chute du modèle soviétique»[202]. Le raccourci (ou la relation d'égalité) entre décentralisation et démocratisation est donc tout tracé, du moins dans les discours et les normes greffées au Maroc et à Madagascar. L'objet importé ou transféré subit cependant des processus de détournement ou de renégociations initiés par une multitude d'acteurs. Comme l'écrit Dominique Darbon, « ce qui est érigé en modèle n'est jamais la copie conforme d'un cas concret et encore moins d'un modèle idéal ou d'une construction analytique, mais constitue une approximation »[203]. La littérature en science politique et en sociologie de l'action publique intègre les dynamiques sociales dans l'analyse des transferts de normes et de modèles pour questionner la manière dont l'État parvient à être re-légitimé dans les différents processus de transferts de modèles[204]. Elle interroge les phénomènes d'hybridation à travers la place

---

[201] Amin Allal, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des policy tranfers à portée limitée », *Critique internationale*, 2010, vol. 48, nº 3, p. 111.

[202] René Otayek, « La décentralisation comme mode de redéfinition de la domination autoritaire ? Quelques réflexions à partir de situations africaines », Lyon, 2005.

[203] D. Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique*, *op. cit.*, p. 6-7.

[204] B. Badie, *L'Etat importé*, *op. cit.* ; Yves Mény (ed.), *Les politiques du mimétisme institutionnel : la greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993, 285 p ; Béatrice Hibou (ed.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999, 398 p ; Jean-François Bayart, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 1999, vol. 5, nº 1, p. 97-120 ; P. Hassenteufel, « De la comparaison

des entrepreneurs de transferts ou opérateurs de transferts[205], les stratégies adoptées par ces derniers ainsi que par les institutions émettrices ou réceptrices.

C'est précisément ce que démontre Amin Allal dans le cas du Maroc et d'une « décentralisation démocratique domestiquée »[206]. Il montre comment le ministère de l'intérieur au Maroc (la Direction générale des collectivités locales) parvient à détourner de leurs objectifs officiels les projets de décentralisation démocratique pour en conserver les aspects compatibles avec le propre agenda du ministère lié directement à celui du roi, augmenter et renforcer les prérogatives et le contrôle social exercé par les autorités déconcentrées. Dans un autre article, Amin Allal revient sur l'apparente transition démocratique au Maroc qu'il décrit comme étant « sous patronage royal »[207]. La trajectoire sociopolitique du Maroc connaît en effet des changements au cours des années 1990 décrits par la communauté des bailleurs de fonds comme participant à la transition démocratique et à la consolidation de la démocratie. Après la signature de pactes internationaux sur les Droits de l'Homme, des prisonniers politiques sont libérés à partir de mai 1989, une réforme constitutionnelle présentée par le roi Hassan II intègre d'ailleurs la notion de Droits de l'homme en 1993 alors qu'une révision du code du statut personnel (*moudawana*) modifie, timidement, le statut juridique des femmes. L'évènement majeur de la démocratisation marocaine réside dans la lente conquête d'une alternance politique[208] qui est effective

---

internationale à la comparaison transnationale », art cit ; D. Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique*, *op. cit.* ; A. Allal, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie », art cit ; S. Schlimmer, *Construire l'État par les politiques foncières*, *op. cit.*

[205] Harold Wolman et Ed Page, « Policy Transfer among Local Governments: An Information–Theory Approach », *Governance*, octobre 2002, vol. 15, nº 4, p. 577-501.

[206] A. Allal, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie », art cit, p. 111.

[207] Amin Allal, « « Développement international » et « promotion de la démocratie » : à propos de la « gouvernance locale » au Maroc », *L'Année du Maghreb*, novembre 2007, III, p. 7.

[208] P. Vermeren, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, *op. cit.*, p. 92-97.

en 1998 avec la nomination par le roi d'un opposant historique, le socialiste Abderrahmane Youssoufi. Cependant, comme conclut Amin Allal, « la « transition démocratique » est devenue un instrument du discours politique dominant qui permet d'entériner un état de fait politique, l'« alternance » et la succession au trône, tout en refermant l'accès au champ politique pour les autres acteurs »[209].

Le processus de transition politique que connaît Madagascar au début des années 1990, est engagé pour des motifs économiques. Il remet ainsi en cause les fondements idéologiques du régime socialiste révolutionnaire de Didier Ratsiraka. Comme le rappelle Jean-Éric Rakotoarisoa, les réformes économiques révèlent les aspirations de la population à davantage de liberté sur le plan politique[210]. Après la réélection de Didier Ratsiraka en 1989, alors que tout semble joué pour les sept années de son mandat, le mouvement d'opposition au président et pour le pluralisme politique grossit pour former, sous le nom de « Forces Vives », un ensemble hétérogène[211]. Aux termes de manifestations et d'un mouvement populaire qui dure plusieurs mois[212], une nouvelle Constitution est adoptée en septembre 1992 par référendum garantissant juridiquement un régime démocratique. Albert Zafy, leader des Forces Vives et président de la Haute Autorité de l'État, remporte en 1993 les élections face à Didier Ratsiraka, alors encore chef de l'État[213]. La jeune III^{e} République malgache connait une phase d'instabilité institutionnelle et constitutionnelle qui voit Didier Ratsiraka accéder de nouveau à la

---

[209] A. Allal, « « Développement international » et « promotion de la démocratie » », art cit, p. 8.

[210] Jean-Éric Rakotoarisoa, « 1991·2002 : le difficile apprentissage de la démocratie », *Afrique contemporaine*, 2002, n^{o} 202-203, p. 15.

[211] Françoise Raison-Jourde, « Une transition achevée ou amorcée ? », *Afrique contemporaine*, 1993, n^{o} 52, p. 6-18.

[212] Pour revivre dans le détail la première phase de la transition démocratique à Madagascar (1990-1993) consulter l'ouvrage de Jaona Ravaloson, préfacé par Albert Zafy : *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994, 175 p.

[213] Pour une analyse des formes et des « soubassements » ethniques, politiques, confessionnels de la transition démocratique à Madagascar, voir François Roubaud, *Identités et transition démocratique: l'exception malgache?*, Paris, France, Harmattan, 2000, 254 p.

présidence aux élections de janvier 1997 après qu'Albert Zafy a fait l'objet d'une motion d'empêchement par l'Assemblée Nationale malgache. Cette période d'instabilité institutionnelle et politique prolongée, notamment au niveau de l'exécutif (pendant la transition puis après 1993 du fait des tensions politiques entre le président Zafy et la primature) limite les négociations avec les bailleurs de fonds alors que le pays est très dépendant de l'aide extérieure. Ainsi, entre 1990 et 1996, les versements de l'aide multilatérale sont interrompus et les engagements financiers relevant de l'aide bilatérale ont fortement reculé.

1.2.4.3. La coopération décentralisée, nouvel acteur du développement en Itasy et dans le Souss Massa Drâa

La section précédente permet de revenir sur les transferts de normes de bonne gouvernance et sur la promotion du processus de décentralisation politique au Maroc et à Madagascar. Après avoir insisté sur l'échelle macro de ces dynamiques, nous souhaitons pour finir cette section revenir sur leur déclinaison territoriale en Itasy et dans le Souss Massa Drâa. Si nous avons beaucoup insisté sur le rôle des organismes multilatéraux et des agences bilatérales dans l'aide au développement, il faut signaler que le processus de décentralisation en Europe (en France tout particulièrement) rend possible les partenariats entre collectivités territoriales étrangères. La mise en œuvre du processus de décentralisation au Maroc et à Madagascar est ainsi appuyée par des accords de coopération décentralisée entre collectivités. Ces dernières s'impliquent de manière croissante depuis le début des années 1990[214] dans des programmes sectoriels d'aide au développement soutenant les collectivités étrangères dans leur rôle de

[214] En France, après le développement de relations informelles entre collectivités sous la forme du jumelage, la loi du 6 février 1992 autorise les collectivités françaises à conclure des conventions avec des collectivités étrangères. Sur la coopération décentralisée et son cadre juridique en France voir Jean-Claude Peyronnet et Délégation aux collectivités territoriales, *La solidarité internationale à l'échelle des territoires : état des lieux et perspectives*, Paris, Sénat, 2012.

maître d'ouvrage. Le développement de l'action extérieure des collectivités locales s'inscrit aussi dans un contexte marqué par l'émergence au niveau international de l'agenda du développement durable. La gestion des déchets, de l'eau et des ressources naturelles, les activités économiques ainsi que le tourisme et le patrimoine naturel ou historique sont parmi les axes privilégiés de la coopération décentralisée ceux qui s'inspirent de la rhétorique du développement durable, d'une action locale face aux défis environnementaux, économiques et sociaux. En témoignent les premières actions de l'actuel Conseil départemental de Loire Atlantique dès 1992 dans la région Souss Massa Drâa labélisées « soutien au développement durable de la Province d'Agadir-Ida Ou Tanane ». La coopération décentralisée des collectivités territoriales française a un tropisme pour les pays de la rive sud et orientale de la Méditerranée, compte tenu des liens de proximité géographique et historique et du poids de la diaspora[215]. Le tableau 2 illustre la variété d'acteurs et de types de projets menés de 1992 à 2015 par des collectivités territoriales françaises dans la région Souss Massa Drâa au Maroc. Cette liste d'interventions et de programmes, plutôt longue, montre les différentes modalités d'action de la coopération décentralisée dans les pays du Sud. Cette dernière est caractérisée par une double spécificité : en plus des interventions sectorielles (eau, agriculture, tourisme), elle met l'accent sur l'appui institutionnel, c'est-à-dire le renforcement des capacités des collectivités territoriales dans la maîtrise d'œuvre ainsi que dans la définition et la mise en œuvre de politiques publiques.

[215] Bertrand Gallet, « La coopération décentralisée », *Confluences Méditerranée*, 2007, nº 63, p. 85-91.

Tableau 2 : Projets réalisés dans la région Souss Massa Drâa dans le cadre de la coopération décentralisée de 1992 à 2015 (agrégation de l'auteur)

Intitulé du projet	Collectivité locale française	Collectivité locale marocaine	Année de début
Soutien au développement durable de la Province d'Agadir-Ida Ou Tanane	Conseil départemental (CD) de Loire-Atlantique	Province d'Agadir-Ida Ou Tanane	1992
Création d'une bibliothèque Projet REMPART : réseau d'échanges pour la mise en valeur des patrimoines entre Romans et Taroudannt	Commune de Romans sur Isère	Ville de Taroudant	1994
Développement rural (formations agricoles, création de micro-exploitations etc.)	Conseil régional (CR) de Nouvelle Aquitaine	Conseil régional de Souss Massa Drâa (CR-SMD)	2003
Appui technique pour la lutte préventive contre les criquets ravageurs pour la protection des plaines agricoles de la vallée du Souss	CD de l'Hérault	CR-SMD	2003
Coopération universitaire (création de licences professionnelles dans le secteur de l'agroalimentaire et cinématographique)	CR de Nouvelle Aquitaine	CR-SMD	2004
Développement économique des filières fruits et légumes	CR de Nouvelle Aquitaine	CR-SMD	2004
Appui à la mise en œuvre d'une politique régionale de développement durable	CR de Nouvelle Aquitaine	Parc national du Souss Massa – CR-SMD	2004
Système d'Aménagement et de Gestion Intégrée de l'Eau SAGIE	CD de l'Hérault	CR-SMD	2005
Renforcement et développement durable d'activités agricoles génératrices de revenus	CR de Nouvelle Aquitaine	CR-SMD	2006

Appui au renforcement de maîtrise d'ouvrage de la Commune urbaine d'Agadir dans le domaine des Déplacements et du Transport	Nantes Métropole	Commune urbaine d'Agadir	2007
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en valeur et l'ouverture au public de la Grotte Wim Timdouine - Appui à la mise en valeur du Pays d'accueil touristique de Tafraout - Accompagnement méthodologique à la conception et viabilisation économique du musée de Tiznit	CD de l'Isère	CR-SMD	2008
Solidarité et Entraide	CD de l'Hérault	CR-SMD	2009
Projet d'action internationale de Romans (gouvernance)	Commune de Romans sur Isère	Ville de Taroudant	2010
- étude de diagnostic pour la valorisation eau sur le territoire de Tiznit / Targa - Démarche de gestion intégrée de la ressource en eau - SAGIE Oued Arghane	CD de l'Hérault	CR-SMD	2010
Des bâches pour le maintien de la transhumance au Maroc et création de liens interculturels Maroc / Hérault	CD de l'Hérault	CR-SMD	2011
- Réalisation de 4 nouvelles adductions d'eau dans 9 villages du Sud Marocain - Projet eau et déchets (adduction d'eau, réseau de collecte des déchets, formation, sensibilisation…)	Grand Lyon	Communes rurales	2011
Développement de la filière laitière à Casablanca pour la distribution du lait de la Coopérative de Tametkalte à Ouarzazate	CR de Bourgogne Franche Comté	CR-SMD	2011

Promotion touristique : appui méthodologique pour la mise en réseau et la commercialisation des structures d'accueil et d'hébergement sur le territoire actuel du Souss Massa Drâa	CD de l'Hérault	CR-SMD	2011
Démarche intégrée de gestion des ressources en eau sur deux sites pilotes : le bassin versant de l'Oued Arghen et l'Oasis de Tiout	CR de Nouvelle Aquitaine	CR-SMD	2012
- Renforcement des systèmes d'irrigation traditionnels comme moyen de générer des revenus - Appui aux porteurs de projets locaux en adéquation avec les politiques de coopération décentralisée - Appui au développement du SAMU d'Agadir	CD de l'Hérault	CR-SMD	2012
Raccordement du *douar* d'Isfoutalil au réseau d'assainissement principal de la ville de Ouarzazate	Commune de Bédarieux, CD de l'Hérault	Ville de Ouarzazate	2013
Coopération artistique dans le cadre du festival de Timitar	CD de l'Hérault	CR-SMD	2013
Projet social (accompagnement des nourrices, centre d'écoute et d'orientation juridique pour les femmes victimes de violence)	CD de Loire-Atlantique	Commune d'Ait Amira	2013
- Gestion de l'eau dans la vallée de l'Oued d'Arghen - Coopération universitaire et échanges d'instituteurs	CD de l'Hérault	CR-SMD	2014
Création d'un bloc sanitaire dans une école rurale du *douar* Wanguiou, commune d'Assads, Taroudant	Commune de Besançon	Commune d'Assads	2014

Cet appui institutionnel est largement remis en question face aux difficultés de la mise en œuvre des processus de décentralisation dans les pays du Sud et donc de l'efficacité limité de ces programmes d'appui. C'est notamment ce que décrit Angéline Chartier à partir des cas haïtien et malgache[216]. Elle insiste sur le fait que la greffe inachevée[217] du modèle de décentralisation rend incohérente, voire difficile, la mise en œuvre des programmes d'appui aux collectivités. L'étude de cas proposée par Angéline Chartier porte sur la région Itasy qui entretient avec l'actuel Conseil régional de Nouvelle Aquitaine (CRNA) des relations internationales depuis octobre 2007. Selon nos recherches et au moment de l'écriture de cette section, le CRNA est, à l'exception du Conseil départemental (CD) de la Manche, la seule collectivité territoriale française à mettre en œuvre un programme de coopération décentralisée en Itasy[218] selon l'Ambassade de France à Madagascar et l'Atlas français de la coopération décentralisée[219]. Le CD de la Manche a été maître d'œuvre pour une association nationale basée dans le département dans la réhabilitation du dispensaire d'Ijely près de Miarinarivo.

---

[216] A. Chartier, *Transferts et appropriations de modèles de développement dans les pays du Sud : pour une analyse du (dys)fonctionnelment de l'aide : l'exemple de la décentralisation en Haïti et à Madagascar*, *op. cit.*, p. 391.

[217] Dans son étude, Angéline Chartier pose la question suivante : « comment appuyer une décentralisation qui n'existe pas ». Or, à partir de la littérature en science politique sur les transferts de politiques publiques (*Policy Transfer Studies)* nous avons indiqué qu'un transfert de modèle n'est jamais la copie conforme du patron, qu'au contraire un modèle est renégocié, modifié et transformé en fonction de stratégies d'acteurs multi positionnés, de règles du jeu institutionnelles et politiques. Ce qu'Angéline Chartier décrit avec précision ne nous semble pas être un dysfonctionnement mais plutôt un fonctionnement ajusté, hybridé de la décentralisation

[218] Des collectivités locales et territoriales françaises de la région Nouvelle Aquitaine sont partenaires de certaines actions aux côtés du CRNA qui assure la maîtrise d'ouvrage, citons par exemple les communes de Billere, Châtellerault ou encore le regroupement de collectivités Pays Marennes-Oléron.

[219] À titre de comparaison, pour la région Analamanga qui abrite la capitale Antananarivo, deux conseils régionaux, quatre conseils départementaux, la ville de Paris ainsi que trois communes françaises sont engagés ou ont été engagés avec des partenaires malgaches dans des accords de coopération décentralisée selon l'Ambassade de France à Madagascar

L'encadré 1 présente la coopération décentralisée entre le CRNA et la région Itasy. La coopération décentralisée du CRNA est un acteur récurrent dans les institutions et les différents territoires en région Itasy, en particulier auprès des élus, responsables associatifs et entrepreneurs de la région. Nous avons d'ailleurs à plusieurs reprises été confrontés à la difficulté de nous différencier de l'opérateur aquitain bien implanté dans les différentes dynamiques de développement de la région Itasy. Nous avons ainsi souvent été présentés comme « l'Aquitaine » ou du moins comme ayant un lien avec les équipes opérationnelles. Si cette étude n'a pas pour objet d'analyser les interventions et la coopération décentralisée du CRNA en Itasy, il était cependant nécessaire de présenter cet acteur récurrent de la configuration développementiste en Itasy.

Encadré 1 : La coopération décentralisée CRNA - Itasy

Le CRNA a signé une première convention cadre en octobre 2007 avec la région Itasy et deux autres accords ont ensuite renouvelé cette coopération en 2011 et 2015.
La coopération se décline en 4 axes :

- Le renforcement de la gouvernance locale : financement d'une Cellule d'appui technique (CAT) composée d'un assistant technique aquitain et de 3 experts malgaches ; appui à l'intercommunalité et aux services urbains
- La formation et le développement économique : formations courtes et longues au centre de formation d'Antanetimboahangy (CRFPA) ; agroécologie, riziculture et pisciculture
- L'artisanat et le tourisme solidaire : appui aux micro-entreprises et aux coopératives
- La mobilité des jeunes et l'enseignement supérieur (appui et financements à l'installation de l'Université de Soavinandriana

En 2016, l'équipe du CRNA en Itasy est composée d'un assistant technique, d'un Volontaire de solidarité internationale et accueille chaque année plusieurs stagiaires.

1.3. « L'espoir d'un monde sans pauvreté »[220] : les mécaniques de la ré-invention

> « Le principal objectif des interventions et des programmes de la Banque mondiale à Madagascar, comme dans le reste du monde, est de contribuer aux efforts de la population pour réduire la pauvreté. Pour ce faire, la Banque mondiale finance des projets d'investissements publics dans les secteurs de l'éducation, la santé, la nutrition, l'agriculture, l'environnement, l'énergie, les infrastructures, et du renforcement des capacités administratives. […] . D'autre part, la Banque mondiale est convaincue, avec ses partenaires malgaches, que pour améliorer l'impact et la pérennité de ces projets d'investissements, les populations bénéficiaires, les ONG et les membres de la société civile, doivent être de plus en plus impliqués dans la prise des décisions, dans l'exécution et l'évaluation de leurs résultats »[221].

Comme cela est indiqué dans la section précédente, les décennies 1990 et 2000 marquent un tournant dans la conception et le référentiel de l'aide au développement chez les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux[222] et plus globalement dans l'agenda du développement. Notons d'ailleurs que cette notion d'« agenda du développement » se démocratise lentement à partir du début des années 1990 dans un contexte de « fatigue de l'aide »[223], c'est-à-dire d'une réduction constante des budgets des pays industrialisés

---

[220] GRANZOW Sandra, *L'espoir d'un monde sans pauvreté (Our hope : a world free of poverty)*, Banque mondiale, 2002.

[221] Philippe Le Houerou, représentant résident de la Banque mondiale dans l'avant-propos de *Le partenariat Madagascar - Banque mondiale*, *op. cit.*

[222] Stéphane Madaule, *L'aide publique au développement : l'abécédaire de la réforme*, Paris, L'Harmattan, 2008, 308 p.

[223] Expression que l'on retrouve dans les débats sur l'aide au développement au début des années 1990, voir par exemple Jacques Deuse, « La fatigue de l'aide internationale ? Quelles conséquences pour la recherche agronomique des pays du Sud ? », *Tropicultura*, 1994, vol. 12, n° 3, p. 85-86.

consacrés à l'aide au développement. Cette « fatigue » est la conséquence directe de l'effondrement du bloc soviétique puisqu'on « assiste à la victoire du modèle classique ou néoclassique déjà appliqué par les pays occidentaux développés »[224]. L'aide n'a ainsi plus de justifications géostratégiques pour les États qui d'ailleurs renforcent leur alignement sur le Consensus de Washington. Face à cette fatigue géopolitique de l'aide, la remise en cause des programmes d'ajustement structurel qui touchent les pays du Sud ainsi que l'émergence des problématiques sociales cadrées en termes de développement humain et de lutte contre la pauvreté appellent à l'écriture d'un (nouveau) « grand récit du bien »[225]. Ces ajustements de l'agenda international du développement ne constituent pas pour autant un renversement tant ils s'inscrivent dans une forme de continuité voire de ré-invention de concepts, de croyances et de techniques. Nous mettons en lumière dans cette section la manière dont évoluent les paradigmes liés au développement avec la formation d'un agenda du développement humain (1.3.1) et un renouveau de la participation, au Maroc et à Madagascar (1.3.2).

[224] S. Madaule, *L'aide publique au développement*, *op. cit.*, p. 59.
[225] François Egil, « Les éléphants de papier », *Politique africaine*, 2005, nº 99, p. 98.

1.3.1. Développement humain et réduction de la pauvreté : le nouveau credo de l'aide au développement

Le nouvel agenda du développement est particulièrement marqué par la thématique de la lutte contre la pauvreté. Cette première section propose de détailler le référentiel et les visions du monde qui accompagnent l'émergence de ce nouvel agenda du développement (1.3.1.1). Nous insistons notamment sur les conséquences que cela entraîne sur les relations entre les bailleurs et les pays du Sud. Nous envisagerons également les déclinaisons malgaches et marocaines de l'agenda du développement humain (1.3.1.2) en montrant qu'il n'y a pas de réelles remises en cause des réformes économiques et sociales promues par les institutions de Washington d'autant que ce nouvel agenda se traduit au concret sur les territoires, comme c'était le cas par le passé, par une approche infrastructurelle du développement (1.3.1.3)

1.3.1.1. Les nouveaux agendas de la lutte contre la pauvreté

Comme l'indique Gilbert Rist, la réduction de la pauvreté est « un thème ancien et sérieux » dont le renouvellement s'inscrit dans un contexte de crise de légitimité des organisations multilatérales et de « fatigue de l'aide »[226]. La généalogie de la lutte contre la pauvreté peut nous mener jusqu'au discours du président des États-Unis Harry S. Truman lorsqu'il déclare que la pauvreté est à la fois un handicap et une menace. Avant sa quasi-disparition des rapports et des politiques d'aide au développement, le thème de la

[226] G. Rist, *Le développement*, *op. cit.*, p. 397.

pauvreté a déjà animé les réflexions des agents des institutions de Bretton Woods, en particulier de la BM, alors sous la présidence de Robert McNamara. Ce dernier fait référence dans plusieurs discours prononcés devant le conseil des gouverneurs au début des années 1970 à la nécessité de satisfaire « les besoins fondamentaux » de ceux qui vivent dans une « pauvreté absolue » pour les inclure dans le système économique. Cependant, les programmes d'ajustement structurel ont raison de cette approche. Ces mêmes plans sont ensuite l'objet de vives critiques, dès 1983, venant d'organisation des Nations unies. Les implications sociales des programmes d'ajustement structurel et les méfaits de la conditionnalité sont notamment dénoncés par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans un rapport de 1987[227]. Ce dernier sans remettre en cause la nécessité de procéder à l'ajustement, condamne les mesures de stabilisation macroéconomique recommandées par la BM et le FMI au titre qu'elles aggravent la précarité des conditions de vie des populations au Sud dans un contexte de récession économique[228]. Progressivement, c'est-à-dire tout au long de la décennie 1990, la lutte contre la pauvreté renouvelle les référentiels de la BM, poussée notamment par les autres institutions du système multilatéral. Après la publication de l'Unicef en 1987, le PNUD[229] publie en 1990 son premier rapport sur le développement humain[230] dans lequel l'institution présente l'Indice de développement humain (IDH)[231] calculé à partir du PIB, de l'espérance de vie à la naissance et du niveau d'éducation des enfants de 15 ans et plus[232]. La même année, la BM, dans

---

[227] G.A. Cornia, R. Jolly et F. Stewart (eds.), *Adjustment with a human face*, *op. cit.*

[228] J.-P. Cling et F. Roubaud, *La Banque mondiale*, *op. cit.*, p. 53.

[229] Amartya Kumar Sen, prix Nobel d'économie en 1998 fait partie de l'équipe des consultants qui rédige ce rapport. Ses travaux sur la famine, l'économie du développement et les capabilités ont largement influencé la création de l'IDH dont le calcul a été depuis modifié.

[230] PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, New York - Paris (édtions ECONOMICA), 1990, p. 10.

[231] L'IDH est compris entre 0 et 1, plus il se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé.

[232] Selon les calculs du PNUD en 1990, Madagascar et le Maroc se trouvaient dans le groupe des « pays à faible développement humain » respectivement à la 38ème (score : 0,440) et la 44ème place (score : 0,489).

son rapport sur le développement dans le monde consacré à la pauvreté[233], répond aux critiques et demandes formulées par l'Unicef en prônant une stratégie d'intervention qui accorde une plus grande importance aux dimensions sociales de l'ajustement et aux effets sur les plus démunis des mesures de libéralisation et de redressement macroéconomique. Elle ne remet pas en cause les programmes d'ajustement structurel mais procède à un ajustement des recettes qu'elle promeut en les accompagnant de transferts et de filets de sécurité sociaux. Le « nouvel agenda de la pauvreté » de la BM, pour reprendre l'expression de Lipton *et al.*[234], se présente comme une synthèse dans laquelle la pauvreté est presque exclusivement monétaire. Pour la combattre, la BM encourage (dans ses interventions et ses rapports) la création d'activités rémunératrices pour les plus démunis en libéralisant les marchés tout en favorisant l'accès aux services sociaux. Il faut cependant près de dix ans pour que la BM intègre les résultats du rapport du PNUD pour ce qui concerne la multi-dimensionnalité de la pauvreté, au-delà d'une approche strictement monétaire, et reconnaisse que la croissance ne profite pas à tous. En effet, à la fin de la décennie 1990, plus d'un milliard de personnes vivent dans une situation d'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec un niveau de consommation inférieur à un dollar par jour[235]. La publication du *Rapport sur le développement dans le monde*[236] par la BM en 2000 intitulé cette fois-ci *Combattre la pauvreté*[237] témoigne de cette redéfinition de la prise en compte de la pauvreté. Il coïncide avec la consécration par les États membres des Nations unies d'une approche holistique du développement fondée sur huit objectifs à atteindre assortis d'indicateurs quantitatifs qui canaliseront l'aide

---

[233] Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990 : la pauvreté*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 1990, 304 p.

[234] Michael Lipton, Simon Maxwell et Jerker Edström, *The new poverty agenda: an overview*, Brighton, University of Sussex - Institute of Development Studies, 1992, 42 p.

[235] J.-P. Cling et F. Roubaud, *La Banque mondiale*, *op. cit.*, p. 51.

[236] Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001. Combattre la pauvreté*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 2000.

[237] La même année, le PNUD publie un rapport intitulé *Vaincre la pauvreté humaine : rapport du PNUD sur la pauvreté 2000.*

et les interventions de développement jusqu'à l'horizon 2015 (voir l'encadré 2).

Encadré 2 : Les Objectifs du millénaire pour le développement (ONU)

Les huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) contenus dans la Déclaration du Millénaire sont adoptés par les 189 États membres de l'ONU à New York le 8 septembre 2000. Ces objectifs sont déclinés en cibles assorties d'indicateurs :

Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim
Objectif 2 : Assurer à tous l'éducation primaire
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle
Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies
Objectif 7 : Préserver l'environnement
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Ce « nouveau nouvel agenda de la pauvreté »[238] ne va pas sans questionner la nature des relations entre les bailleurs de fonds et les pays du Sud[239] et spécifiquement la conditionnalité telle qu'elle est appliquée. Comme le souligne Frédéric Lapeyre, ce sont les chef économiste et Vice-président senior de la BM Joseph Stiglitz (de 1997 à 2000) et Nicolas Stern (de 2000 à 2003) qui « effectuent un véritable *mea culpa* pour le type de conditionnalité imposé dans les années 1980 »[240] et appellent à la mise en œuvre de mécanismes participatifs dans la formulation des stratégies de

[238] Simon Maxwell, « WDR 2000: Is There a New 'New Poverty Agenda'? », *Development Policy Review*, mars 2001, vol. 19, n° 1, p. 143-149.

[239] Nous ne détaillons pas ici la Déclaration de Paris en 2005 (OCDE) et le Programme d'action d'Accra qui revisitent les relations entre partenaires au développement autour de 5 piliers : Appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle.

[240] Frédéric Lapeyre, « Le rêve d'un développement sans conflit » dans Gilbert Rist (ed.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Genève, Graduate Institute Publications, 2002, p. 101-118.

développement. Concrètement, pour que les pays partenaires du FMI et de la BM puissent bénéficier d'une aide ou d'un allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés[241], ils doivent élaborer une Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Dans les faits, la rédaction d'un tel document pour bénéficier des allègements de la dette constitue une forme de conditionnalité. En effet, les pays du Sud anticipent les attentes (les conditions) du FMI et de la BM et orientent la structuration des documents ainsi que les objectifs de croissance du PIB et des différents secteurs de l'économie. Ils le font en fonction d'un manuel de recommandations élaboré par les institutions de Bretton Woods et transmis aux pays du Sud[242]. Les autres bailleurs bilatéraux et multilatéraux décident d'ailleurs de placer leur programme d'aide sous l'égide de ces Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) comme c'est le cas à Madagascar[243].

1.3.1.2. Les stratégies de lutte contre la pauvreté au Maroc et à Madagascar

Le processus d'écriture du premier DSRP à Madagascar s'étale de 2000 à 2003. En effet, les élections présidentielles de décembre 2001[244] et le bras de fer politico-militaire entre le président sortant Didier Ratsiraka et les forces favorables à Marc Ravalomanana, qui revendique la victoire aux élections, plongent l'île dans l'instabilité. En 2007, le DSRP malgache est remplacé par le *Madagascar Action Plan* (2007–2012) dans lequel le président Marc Ravalomanana promet un développement « rapide et durable » sur la base d'objectifs très ambitieux comme l'indique l'image 2.

---

[241] Dispositif créé en 1996, puis renforcé en 1999 (Initiative PPTE renforcée) et 2005

[242] Jeni Klugman (ed.), *A sourcebook for poverty reduction strategies*, Washington, D.C, World Bank, 2002, 2 p.

[243] B. Gastineau et al., *Madagascar face au défi des objectifs du millénaire pour le développement*, *op. cit.*, p. 17.

[244] Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 », *Politique africaine*, 2002, nº 86, p. 18-44.

Image 2 : Extrait du Madagascar Action Plan, 2007 p8

INDICATEURS	2005	2012
Indice de Développement Humain des Nations Unies	146 parmi 177 pays	100
Taux de pauvreté (Pourcentage de la population vivant avec moins de 2USD par jour)	85,1% (en 2003)	50%
Taille de la famille (Indice de fécondité)	5,4	3 à 4
Espérance de vie	55,5	58 à 61
Taux d'alphabétisation	63%	80%
Pourcentage des élèves ayant terminé l'école secondaire	CEG: 19% Lycée: 7%	CEG: 56% Lycée: 14%
Croissance économique	4,6%	8 à 10%
PIB (USD)	5 Milliards	12 Milliards
PIB par tête (USD)	309	476
Investissement Direct Etranger(USD)	84 Millions	500 Millions
Classification Environnement des Affaires (Banque Mondiale)	131	80
Indice de perception de la corruption	2,8	5,2
Pourcentage des ménages en possession de titres ou certificats fonciers	10%	75%

Le président de la Haute Autorité de transition de la République de Madagascar de 2009 à 2014, Andry Rajoelina, qui occupe les fonctions exécutives après le coup d'État contre Marc Ravalomanana, abandonne la terminologie anglo-saxonne « *Action Plan* », chère à son prédécesseur, tout en continuant à se référer à son contenu pour la conception des politiques publiques et les négociations avec les bailleurs de fonds.

Le Maroc ne fait pas partie des pays éligibles au dispositif de réduction de la dette mentionné plus haut. Pour autant, c'est à partir de la deuxième moitié des années 1990 que les programmes de lutte contre la pauvreté s'y intensifient dans le sillage de la prise en compte des effets négatifs des plans d'ajustement structurel sur les secteurs sociaux notamment. La politique de lutte contre la pauvreté au Maroc est alors cadrée selon le même référentiel que celui édicté par la BM, comme le suggère cet extrait d'un rapport du Ministère marocain de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme :

> « (…) Les programmes de lutte contre la pauvreté ont été intensifiés pour répondre aux besoins grandissants en infrastructures et services de base. Une nouvelle approche de la lutte contre la pauvreté s'est imposée avec l'élaboration d'une « Stratégie de Développement Social Intégré » qui vise notamment l'amélioration de l'accès des populations défavorisées aux services sociaux de base, particulièrement dans les zones rurales, la mise en place d'activités génératrices de revenus et la promotion de l'emploi des jeunes[245] ».

La première stratégie de développement social (SDS) est élaborée et adoptée au Maroc en 1993 avec pour objectif la réduction de la pauvreté, en particulier dans les milieux ruraux. A l'image des recommandations de la BM et du FMI, la SDS établit qu'une bonne stratégie de lutte contre la pauvreté passe par une croissance économique forte permettant aux plus démunis de trouver des opportunités d'emplois et de revenus[246].

Indirectement la croissance économique doit permettre au gouvernement de financer les grands programmes de lutte contre la pauvreté qui sont essentiellement orientés vers la construction et l'amélioration des infrastructures (santé et éducation principalement dans la zone d'enquête au Maroc). En effet, une partie importante de la politique mise en œuvre s'appuie sur des programmes et des institutions qui existent au Maroc depuis l'indépendance du pays et qui sont appuyés financièrement par les organisations internationales. Il s'agit notamment de l'Entraide nationale qui

---

[245] Direction de la politique économique générale, *Les politiques sociales au Maroc : état des lieux*, Rabat, Maroc, Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme, 2002, p. 17.

[246] Cette simplification ne doit pas faire oublier que dans certains secteurs, les institutions multilatérales ne parviennent pas toujours à infuser leur recette dans les politiques publiques, comme le rappelle Najib Akesbi sur le cas de la politique agricole marocaine au milieu des années 1990 et des recommandations de la Banque mondiale dans « Évolution et perspectives de l'agriculture marocaine : Rapport, groupe thématique « Croissance économique et développement humain » » dans Royaume du Maroc (ed.), *Cinquante ans de développement humain et perspectives 2025*, Rabat, Maroc, Royaume du Maroc, 2005, p. 123. Voir aussi sur le même sujet Najib Akesbi, « Qui fait la politique agricole au Maroc ? ou quand l'expert se substitue au chercheur », *Annales de l'Inrat*, janvier 2015, vol. 389, n° 3563, p. 1-23.

dispose d'un réseau de bureaux et d'agents sur l'ensemble du territoire et qui met en œuvre des programmes d'alphabétisation, de préscolaires, de gestion des orphelinats etc. et de la Promotion nationale qui dépend du ministère de l'Intérieur et qui est en charge de la création d'emplois et d'infrastructures dans les zones rurales (voir encadré 3).

Encadré 3 : L'Entraide nationale et la Promotion nationale au Maroc

L'Entraide nationale a été créée le 27 avril 1957 par une initiative du roi Mohamed V alors que seules les associations musulmanes de bienfaisance structuraient le champ de l'action sociale. Ses missions sont de trois ordres : l'assistance sociale, l'insertion sociale et l'animation sociale. L'Entraide nationale gère l'aide à l'enfance, l'appui aux personnes handicapées, la formation professionnelle, l'appui à la scolarisation etc. Sur le territoire l'Entraide nationale est constituée en un réseau de plus de 4000 centres sociaux en zones rurales et zones urbaines. Après des problèmes de gestion au début des années 2000, l'Entraide nationale a été relancée comme opérateur d'assistance sociale en 2012.

La Promotion nationale, d'abord appelée Promotion rurale est également une initiative royale créée en juin 1961 pour « mettre au travail les hommes sous-employés dans les campagnes ». La Promotion nationale fait appel à l'armée pour créer des emplois dans les zones rurales autour de travaux d'utilité publique (voies de communication, système d'irrigation, mise en valeur des terres pour limiter l'exode rural).

L'écriture et la mise en œuvre de la SDS ne remettent pas en cause le paradigme des réformes économiques néolibérales poussées entre 1983 et 1992 par la BM et le FMI mais procèdent à un élargissement de la question sociale[247] pour compenser les effets sociaux négatifs de l'économie de marché. Le recours à ces institutions parapubliques et leur renouvellement au prisme de la nouvelle question sociale ne correspondent pas à un désengagement ou à une absence de l'État mais plutôt à une forme de

[247] Laurent Delcourt, *Retour de l'État : pour quelles politiques sociales ?*, Éditions Syllepses., Louvain la neuve, Centre tricontinental, 2009, p. 15.

« décharge », terme wéberien revisité par Béatrice Hibou[248] qui renvoie à un modèle de gouvernementalité des problèmes publics passant par des formes de délégation ou de subsidiarité à des organismes privés ou publics[249].

1.3.1.3. L'infrastructure (toujours) au service du développement

Sans entrer dans le détail de la question sociale au Maroc, notons que celle-ci émerge dans un contexte de remise en cause du système existant, d'une « mise en péril » de la société marocaine (voire de son régime)[250] autour d'un registre de l'inégalité et de l'insécurité sociale dans lesquelles vit la population marocaine[251]. Une des solutions apportées par le gouvernement marocain et ses partenaires techniques et financiers au problème des inégalités entre les « deux Maroc » (Maroc utile et Maroc inutile, voir section 1.1.3) tient à une approche infrastructurelle de la pauvreté et du développement social, en témoignent les trois grands programmes qui ont changé en profondeur les espaces ruraux et la société marocaine, notamment dans la région Souss Massa Draa :

- Le Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales (PAGER) mis en œuvre à partir de 1994 et jusqu'en 2014. Le financement est assuré à 80% par l'État, 15% par les collectivités locales et 5% par les populations bénéficiaires. La contribution de l'État

---

[248] Béatrice Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, 1998, vol. 1, nº 1, p. 154.

[249] Sur les reconfigurations de l'État social et la formation d'un système de régulation sociale dans le Maroc post ajustement structurel, voir les travaux de Myriam Catusse notamment Myriam Catusse, Blandine Destremau et Éric Verdier (eds.), *L'État face aux débordements du social au Maghreb : formation, travail et protection sociale*, Paris, France, Karthala, 2010, 458 p.

[250] Myriam Catusse, « La réinvention du social dans le Maroc ajusté », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2005, nº 105-106, p. 221-246.

[251] Myriam Catusse, « Maroc : un fragile État social dans la réforme libérale » dans Myriam Catusse, Blandine Destremau et Éric Verdier (eds.), *L'État face aux débordements du social au Maghreb : formation, travail et protection sociale*, Paris, France, Karthala, 2010, p. 188.

provient de prêts et dons des bailleurs de fonds (Coopérations allemande, belge, japonaise ; BM notamment) ;

- Le Programme national des routes rurales (PNNR 1 et 2) lancé en 1995 jusqu'en 2005, il est principalement financé par la BIRD ;

- Le Programme d'électrification rurale global (PERG) approuvé en 1995, mis en œuvre en 1996 et achevé en 2010. Ce programme draine de nombreux financements étrangers (coopérations japonaise, française, allemande, Banque européenne d'investissement, Banque islamique pour le développement, Banque africaine pour le développement).

Comme l'indique l'encadré 4, les institutions et programmes chargés de la mise en œuvre de ces programmes adoptent une démarche aménagiste, technicienne et infrastructurelle pour répondre aux problèmes de la pauvreté et du sous-développement.

Encadré 4 : De la lutte contre la pauvreté à l'Initiative nationale de développement humain au Maroc

La fin de la décennie 1990 au Maroc est marquée par un glissement sémantique de la lutte contre la pauvreté vers le développement humain qui est à l'image de l'évolution des paradigmes de la configuration développementiste internationale. La chronologie de ce glissement sémantique se matérialise par la création d'institutions et de programmes nationaux présentés ci-dessous. Nous avons fait mention dans un précédent encadré des deux programmes historiques que sont l'Entraide nationale et la Promotion nationale.

- Création en 1999 de la Fondation Mohamed V pour la solidarité, présidée alors par le prince héritier Mohamed VI et reconnue d'utilité publique. Elle contribue à la lutte contre la pauvreté par l'assistance aux personnes démunies ou en situations précaires (construction de centres sociaux, hôpitaux, maisons des étudiants), par l'amélioration des infrastructures de base, l'éducation informelle, le soutien aux activités génératrices de revenus et aux associations
- Création de l'Agence de développement social (ADS) en 1999, cet établissement public fonctionne sur la base d'une approche participative et partenariale avec les institutions locales, les élus et la société civile, elle finance des projets d'insertion sociale par l'économique, renforce les associations locales et accompagne localement la mise en œuvre des grands chantiers nationaux (éducation, santé, handicap etc.).
- Création du Fonds Hassan II pour le développement économique et social en janvier 2002 qui apporte un concours financier (prises de participation financière, avances ou prêts, contributions financières non remboursables) pour des programmes d'habitat, d'infrastructure autoroutière, d'irrigation, de construction de complexes touristiques, sportifs, de promotion du micro-crédit etc. Le fonds est notamment financé par les recettes de la privatisation des télécommunications.
- Création du ministère du développement social, de la famille et de la solidarité en 2004.
- Le lancement en 2005 de l'Initiative nationale de développement humain (INDH) appelée habituellement en arabe *el mubadarra*. Elle est présentée par le roi Mohamed VI comme un « chantier de règne » et le monarque appelle à l'union sacrée, à la participation de tous les individus dans la lutte contre la pauvreté. Annoncée après une revue approfondie du développement humain dans le cadre du Cinquantenaire de l'Indépendance du Maroc, elle s'organise autour de trois axes : élargir l'accès aux équipements et services sociaux de base, promouvoir les activités génératrices de revenus, cibler les plus vulnérables. La mise en œuvre de l'INDH passe par la prise d'initiative au niveau local et par la participation d'associations locales de développement. Ce programme est très visible sur le territoire, il est piloté par le Premier ministre et exécuté par le ministère de l'Intérieur lui conférant un caractère d'exception tant pour les volumes financiers confiés à l'INDH et aux institutions présentées plus haut que pour les procédures *ad hoc* contournant les dispositifs ministériels.

L'initiative de développement humain dont il est question dans cet encadré se traduit à partir de 2005 par la réalisation de nombreuses infrastructures dans la région Souss Massa Drâa comme dans l'ensemble du pays. Ainsi, au niveau national, 22 000 projets sont menés et financés avec le concours des partenaires financiers du royaume entre 2005 et 2010. Si le territoire

marocain est maillé de ces constructions qui arborent ostensiblement le logo de l'INDH, nous constatons que, dans la région concernée par cette étude, toutes ces infrastructures ne sont pas utilisées et que certaines d'entre elles, construites sous la forme d'un partenariat avec des associations locales, sont à l'abandon ou tout simplement fermées. Les entretiens avec des habitants et des responsables associatifs montrent que ces infrastructures ont été construites à la hâte, sans étude préalable sur les besoins réels. L'abandon de certains locaux associatifs, de hamam gérés collectivement, d'écoles rurales tient aussi au fait que ces bâtiments sont parfois surdimensionnés ou que leur gestion avec du personnel n'est pas planifiée. Nous avons relevé plusieurs cas de centres sociaux et de centres de santé fermés au motif, selon les habitants, que l'administration n'avait pas mis à disposition de personnel médical.



Image 3 : Four à pain et hamam construits avec le soutien de l'INDH à l'abandon dans la commune de Sidi Hussain, cercle de Taliouine (Matthieu Brun, 2016)

Le constat est le même à Madagascar pour la fin de la décennie 1990 et le début des années 2000. L'accent est toujours mis sur des réalisations

concrètes et visibles. Une partie non négligeable des interventions de développement réalisées dans la région Itasy dans les domaines sociaux ou économiques répond à cette logique. C'est le cas des programmes de protection sociale et de renforcement des infrastructures sociales de base mis en œuvre par le Fonds d'intervention pour le développement (FID), une association créée en 1993 et reconnue d'utilité publique qui reçoit les financements des partenaires techniques et financiers comme la BM. Depuis 1993, il y a eu onze plans triennaux (connus sous le nom de FID I, FID II, FID III etc.) et l'institution occupe une place très importante dans la structuration des programmes de protection sociale dans le pays. Les fonds sont utilisés pour la réhabilitation d'infrastructures communautaires au travers d'un programme de filets sociaux productifs connu sous le nom d'« argent contre travail productif » (*Asa avotra*). Il s'agit de travaux rémunérés réalisés par des individus dont les ménages sont ciblés pour leur précarité ou leur vulnérabilité. On les connait également sous le nom de HIMO (travaux publics à Haute intensité de main-d'œuvre), ils concernent de multiples secteurs (construction de routes, d'écoles, réaménagement de terrasses pour l'agriculture etc.). En Itasy, dans les autres secteurs sociaux comme la santé (projet de soutien au secteur santé CRESAN II de 1999 à 2007) ou comme l'éducation (projet de renforcement du secteur éducatif Cresed de 1998 à 2005), il s'agit le plus souvent de construire ou de réhabiliter des infrastructures déjà existantes. La sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition constituent également un axe majeur d'interventions pour le gouvernement malgache et les bailleurs de fonds dans la mesure où les choix de politiques publiques de la seconde République couplés avec les phases d'ajustement structurel ont dégradé la situation sanitaire et alimentaire de la population, en particulier des enfants. Entre 1993 et 2011, sur l'ensemble du territoire, le programme SEECALINE (Surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière de sécurité alimentaire et nutrition élargie) cible ainsi les enfants de 3 à 14 ans mais aussi les femmes enceintes et les mères allaitantes afin de réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces missions sont ensuite intégrées

à l'Office national de nutrition (ONN) à partir de 2006. En région Itasy, le programme est intervenu dans de nombreuses communes par le biais des institutions locales (*fokontany* ou associations créées pour le projet) afin de réaliser des sensibilisations sur la nutrition, des ateliers de cuisine mais aussi pour effectuer le suivi des femmes enceintes et des nourrissons. Des agents communautaires de santé sont chargés de faire ce suivi et sont rétribués par le programme SEECALINE et maintenant l'ONN. Le mode de fonctionnement avec des agents communautaires référents est commun à de nombreuses interventions, comme le Programme d'appui santé maternelle et infantile (PASMI), financé par l'AFD et mis en œuvre par un consortium d'ONG.

Par ailleurs, ces secteurs sociaux ne sont pas les seuls concernés par la démarche aménagiste. Le secteur agricole et les producteurs sont largement soutenus au travers de plusieurs programmes financés par les bailleurs bilatéraux et multilatéraux. Il s'agit du Programme de soutien au développement rural (PSDR, 2001-2012), du programme Bassin versant-périmètres irrigués (BVPI à partir de 2004), du Projet d'amélioration de la productivité rizicole sur les Hautes-Terres centrales, riziculture irriguée (PAPRIZ 2009-2020) ou encore du projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et la protection sociale (PURSAPS à partir de 2014).

1.3.2. La co-production du développement : entre (re)conversions à la participation et logique planificatrice

Au cours des précédents développements, concernant Madagascar mais aussi le Maroc et globalement la configuration développementiste internationale, nous avons insisté presque exclusivement sur l'aide publique au développement, c'est-à-dire celle qui est accordée par des organismes publics) et les dons et prêts des organisations multilatérales (FMI, BM, Organisations sectorielles des Nations unies, Union européenne, Banque

africaine de développement etc.). Nous avons introduit également l'action extérieure des collectivités territoriales françaises sous la forme d'une coopération décentralisée qui se développe à partir du début des années 1990. Cette même période est aussi caractérisée par un accroissement significatif des interventions d'ONG étrangères dans les pays du Sud mais aussi par la création d'associations locales répondant à la diffusion de techniques participatives dans les projets de développement et plus globalement dans les politiques publiques.

1.3.2.1. Faire participer pour une action appropriée

Dans le processus continu d'évolution et de transformation des manières d'envisager l'aide au développement, la décennie 1990 est marquée par un changement des relations qu'entretiennent les institutions multilatérales et bilatérales avec les États récipiendaires d'aide au développement sous ses différentes formes. Cling *et al.* rappellent que, avec la promotion des DSRP par la BM et le FMI, la définition des politiques de lutte contre la pauvreté doit se faire dans le cadre de processus participatifs incluant une grande variété d'acteurs de la société[252]. La configuration développementiste n'est pas la seule à voir émerger[253] les dispositifs participatifs puisque ces derniers à la fin des années 1980 et au début des années 1990 prennent de plus en plus de place dans la définition des politiques publiques dans les pays de l'OCDE compte tenu de la crise des démocraties représentatives, d'une action publique multiniveaux et de la décentralisation[254].

---

[252] Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, « Processus participatifs et lutte contre la pauvreté : vers de nouvelles relations entre les acteurs ? », *L'Économie politique*, 2002, no 16, nº 4, p. 33.

[253] Certains auteurs soulignent cependant que le caractère nouveau de la participation est une illusion, au Nord comme au Sud ; voir Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (eds.), *La démocratie participative: histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011, 288 p ; René Otayek, « Démocratie et société civile. Une vue du sud », *Revue internationale de politique comparée*, 2002, vol. 9, nº 2, p. 167-170.

[254] Alice Mazeaud, Magali Nonjon et Raphaëlle Parizet, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, 6 juin 2016, nº 14, p. 8.

Dans la sphère du développement, les processus participatifs créent de nouvelles formes de relations entre l'État, les partenaires techniques et financiers et surtout la société civile. Dans le cadre de la rédaction des DSRP, la BM définit la participation comme suit :

> « Participation is the process by which stakeholders influence and share control over priority setting, policymaking, resource allocations, and/or program implementation. There is no blueprint for participation because it plays a role in many different contexts and for different purposes »[255].

Encourager la participation de la société civile dans la définition des politiques publiques est un moyen, pour les promoteurs de cette approche, d'assurer que l'élaboration des stratégies nationales - au départ de lutte contre la pauvreté - soit appropriée. Le terme « approprié » détient un double sens en français là où l'anglais les distingue : *appropriate* c'est-à-dire adapté au contexte socio-économique, politique et territoriale ; et *owned* (*ownership*) en d'autres termes que les individus s'approprient, qu'ils fassent leurs les interventions. La doctrine de la participation dans l'aide au développement se diffuse ensuite à l'ensemble des actions et des stratégies de développement, bien au-delà de la rédaction des DSRP. Les dispositifs d'association des bénéficiaires à la définition et à la mise en œuvre des politiques de développement prennent des formes très différentes selon les contextes : commissions consultatives à différents niveaux, organisation en réseaux d'associations sectorielles, gestion déléguée, octroi de subventions dans le cadre d'appels d'offre pour la mise en œuvre d'interventions, développement du microcrédit pour encourager l'initiative et l'entreprenariat individuel etc. Ce dernier exemple, comme le souligne Éric Cheynis dans le cas du Maroc, rappelle que la participation telle qu'elle est promue par les organisations internationales recouvre non seulement une dimension

[255] J. Klugman (ed.), *A sourcebook for poverty reduction strategies*, *op. cit.*, p. 251.

collective mais aussi une dimension individuelle. Il s'agit désormais de « faire participer les pauvres au marché, d'en faire des acteurs économiques »[256].

Sur le plan des relations entre la puissance publique et les administrés, le tournant participatif des années 1990 dans les pays du Sud transforme la gouvernementalité des sociétés en offrant un espace inédit pour le déploiement d'autres acteurs dans la participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques. Il ne s'agit pas pour nous d'avoir une visée normative ou de proposer une version idéale de la participation. La diffusion de l'approche participative en tant que modèle dans la fabrique des politiques publiques ou de développement fait, comme tout transfert, l'objet d'hybridation, d'aménagement et de réappropriation selon les contextes. En outre, dans de nombreux cas, la portée décisionnelle des processus participatifs demeure limitée. Les travaux pionniers sur les ONG dans le monde arabe[257] montrent que la société civile, dans les contextes d'Afrique du nord et du Moyen Orient, n'agit que dans un espace délimité et imparti par les autorités. Si au début des années 2000 les ONG peuvent être neutralisées politiquement, ce constat mérite d'être nuancé tant elles contribuent de plus en plus à remettre en cause la légitimité des acteurs étatiques ou des partis politique, en particulier dans le cadre des Printemps arabes ou des transitions démocratiques dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Pour reprendre le vocabulaire utilisé par Yves Mény, les processus participatifs sont une greffe de modes de fonctionnement propres aux démocraties représentatives sur des sociétés dont le fonctionnement peut reposer sur des processus lignagers (le *fokonolona*[258] à Madagascar) ou

---

[256] Éric Cheynis, « Les pionniers de la participation au Maroc. Espace de reclassement et constitution d'un savoir autonome », *Participations*, 6 juin 2016, n° 14, p. 38.

[257] Sarah Ben Néfissa et al. (eds.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Le Caire : Paris, CEDEJ ; Karthala, 2004, 421 p.

[258] Ce terme (de foko, clan ou ethnie et olona personne, être humain) désigne une « communauté de terroir » ou communauté villageoise en Imerina (Hautes Terres centrales de Madagascar). Ce fut aussi, comme le précise Didier Galibert, une

ethno-tribaux (la *jmâa*[259] au Maroc) qui s'accommodent avec ces dispositifs participatifs en les reformulant.

Sans entrer dans le détail d'une littérature déjà très riche, la participation recouvre une vaste pluralité de formes et d'actions allant d'un modèle gestionnaire de l'action publique à des lieux alternatifs[260] en passant par des espaces de subversion ou de résistance à l'ordre autoritaire[261]. Il faut d'ailleurs préciser que la société civile n'est pas un fait nouveau dans les contextes du Sud mais les processus de transition démocratique au cours des années 1990 conduisent à sa redécouverte et à son exploration sur le plan analytique, notamment avec les travaux portant sur la transitologie[262]. Comme le souligne Céline Thiriot, se livrant à l'exercice délicat de définir la société civile, ce terme est utilisé de « façon militante : la société civile contre l'arbitraire étatique, la société civile pour assurer le développement en palliant les déficiences d'un État corrompu, bureaucratique et inefficace et maintenant, dernier avatar, la société civile comme instrument de

circonscription territoriale de base entre 1973 et 1976 : D. Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 557. Voir aussi Georges Condominas, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Paris, France, Berger-Levrault, 1961, 234 p.

[259] Constituée sur une base ethno-lignagère, la jmâa est l'assemblée coutumière représentant les différentes factions qui constituent l'ethnie ou la tribu et qui gère collectivement un certain nombre de ressources (eau, foncier, greniers collectifs etc.) et assure des formes de médiation dans les conflits. Voir à ce sujet les travaux de Bruno Romagny et notamment Bruno Romagny, Laurent Auclair et Abdelaziz Elgueroua, « La gestion des ressources naturelles dans la vallée des Aït Bouguemez (Haut Atlas) : la montagne marocaine à la recherche d'innovations institutionnelles », *Mondes en développement*, avril 2008, n° 141, p. 63-80.

[260] On pense par exemple à la constitution du mouvement altermondialiste qui se développe d'abord en Amérique du sud

[261] ABU-SADA Caroline et CHALLAND Benoît, *Le développement, une affaire d'ONG ? Associations, Etats et bailleurs dans le monde arabe*, Paris, 2011, 240 p, p.22.

[262] Voir par exemple le numéro de la Revue internationale de politique comparée (2002/2, volume 9) consacré au thème « Démocratie et société civile. Une vue du sud » coordonné par René Otayek. La transitologie se forme autour de différents courants et sous disciplines de la science politique qui analysent le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique avec une approche comparative.

démocratisation, de renforcement de la démocratie participative ou directe »[263].

Dans le contexte de transition démocratique dans les années 1990 (pour le cas du Maroc et de Madagascar nous mentionnons la chronologie dans les sections précédentes), la société civile se structure donc en groupements sous la forme d'associations ou d'ONG (selon les dispositions règlementaires en vigueur). Les bailleurs de fonds passent par ces institutions pour contourner l'État et les administrations lorsque celles-ci sont jugées fragiles ou instables. Ils ne sont pas les seuls à le faire puisque les ONG étrangères investissent à partir des années 1990 de plus en plus le champ du développement dans les pays du Sud. Elles apparaissent alors comme des acteurs importants de l'aide et du développement comme l'analyse Pierre-Jean Roca[264]. Elles portent notamment les enjeux qui structurent les débats sur la scène internationale (droits humains, genre, environnement etc)[265]. Les ONG étrangères sont ainsi un véhicule important de la promotion de l'approche participative. Les bailleurs de fonds bilatéraux délèguent d'ailleurs assez largement la mise en œuvre de leur politique d'aide au développement aux ONG, le plus souvent originaires de leur pays. C'est le cas des États-Unis qui délèguent 30% de leur aide aux ONG dans les années 1990, ce qui représente un chiffre considérable dans la mesure où les États-Unis ne pratiquent pas l'aide budgétaire.

La circulation de l'ingénierie participative, chez les bailleurs de fonds, les ONG internationales et originaires des pays du Nord mais aussi dans les administrations des pays du Sud, pousse ainsi à l'organisation des individus

---

[263] Céline Thiriot, « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali », *Revue internationale de politique comparée*, 2002, vol. 9, nº 2, p. 281.

[264] Pierre-Jean Roca, « À la fois "dedans" et" dehors" : les ONG dans les relations internationales » dans Sarah Benn Néfīssa et al. (eds.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Le Caire : Paris, CEDEJ ; Karthala, 2004, p. 50-51.

[265] Sophie Bessis, « Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux dans les années 90 », *Revue Tiers Monde*, 1997, vol. 38, nº 151, p. 667.

en associations. Nous revenons dans les développements qui suivent sur le tournant participatif au Maroc et à Madagascar.

Au Maroc, le fait participatif n'apparait pas soudainement avec la libéralisation relative du régime politique dans la décennie 1990 ou avec la circulation des modèles participatifs d'action publique. Irène Bono dont les travaux portent sur le « phénomène participatif » rappelle en fait que « les causes soulevées et impulsées grâce à la participation des mouvements sociaux occupent [au Maroc] le devant de la scène au moins depuis les années 1970 : aux mouvements qui luttent pour les droits humains et les droits des femmes se sont ajoutés les plateformes de revendication issues d'associations culturelles, telles que les cinéclubs et les forums littéraires, et plus récemment des groupes mobilisés autour des questions de travail, de reconstruction de la mémoire historique ou de conscientisation face aux problèmes migratoires »[266]. Mohamed Tozy souligne quant à lui que la constitution de la société civile au Maroc repose sur des dynamiques d'auto-organisation, de résistance contre et avec l'État et de relations entre « les modes opératoires associatifs (mobilisation, collecte de fonds, élaboration des consensus, gestion des conflits) et la culture traditionnelle des communautés »[267]. L'encadré 5 présente une typologie développée par Mohamed Tozy au Maroc des trois générations d'associations à partir notamment de la double classification des objectifs des ONG élaborée par Sarah Ben Néfissa pour le monde arabe[268] (ONG avec objectif d'assistance et de services ; ONG avec objectif de mobilisation sociale). S'il développe une typologie liée à l'apparition chronologique des formes d'associations, nous constatons sur nos terrains d'enquête qu'à l'intérieur des structures locales ou villageoises existantes se chevauchent aujourd'hui parfois

[266] Irène Bono, « Le « phénomène participatif » au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes », *Les études du CERI, SciencesPo Paris*, juin 2010, nº 166, p. 3.

[267] Mohamed Tozy, « La société civile entre transition démocratique et consolidation autoritaire : le cas du Maroc » dans Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard (eds.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, Découverte, 2011, p. 258.

[268] S. Ben Néfissa et al. (eds.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, *op. cit.*

différents objectifs économiques, culturels et politiques. Depuis les Printemps arabes et le mouvement du 20 février au Maroc[269] les associations locales de développement (ALD), souvent redynamisées par les jeunes qui étudient dans les grands centres urbains du Royaume, allient objectifs culturels, d'assistance et développement de la citoyenneté. Si elles n'ont pas clairement pour ambition de mobiliser socialement afin de ne pas rentrer en conflit avec les autorités locales, les ALD intègrent de plus en plus des activités de formation et de sensibilisation sur la citoyenneté, l'approche par les droits et les libertés aux côtés d'activités plus anciennes comme le développement économique, la gestion de l'eau, la promotion de la culture berbère, l'organisation d'activités sportives etc.

Encadré 5 : Les 3 générations d'associations au Maroc (typologie de Mohamed Tozy)

Les associations de première génération : il s'agit de groupements qui existent avant l'Indépendance du Maroc et qui prolongent les réseaux de bienfaisance et caritatifs traditionnels. Elles servent de relais ou de refuge lors de l'émergence du mouvement national pour l'Indépendance. Elles se préoccupent du sport, du théâtre, du scoutisme mais aussi du secours à des populations démunies (personnes âgées, orphelins, personnes en situation de handicap etc.).

Les associations de la deuxième génération sont issues de la matrice des droits de l'Homme et sont des ONG militantes et politisées. Intégrées à des réseaux régionaux elles se constituent à partir de la fin des années 1970. ONG de mobilisation sociale, elles ont aussi un objectif de plaidoyer sur les questions sociales, politiques et économiques (lutte contre la pauvreté, droits des femmes, reconnaissance des préjudices subis pendant les années de plomb etc). Mohamed Tozy ajoute dans cette catégorie les associations de promotion du microcrédit.

La troisième génération est composée des associations de développement. Le rôle de ces associations est institutionnalisé par la monarchie dans la promotion de l'approche participative et la mise en œuvre de l'INDH à partir de 2005. Elles s'imposent comme des acteurs à part entière pour répondre aux demandes sociales jusque-là négligées.

[269] Le Mouvement du 20 février au Maroc s'inscrit dans le contexte des Printemps arabes tunisiens et égyptiens, le 20 février 2011 à Casablanca des manifestants « contestent la concentration des pouvoirs politiques et économiques dans les mains de la classe dirigeante » ce qui conduira moins d'un mois plus tard le roi Mohamed VI à annoncer le 9 mars la mise en place d'une Commission de révision de la Constitution. Sur le mouvement du 20 février voir le chapitre 8 de Frédéric Vairel, *Politique et mouvements sociaux au Maroc: la révolution désamorcée?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 304-328.

Les dénominations d'association ou d'ONG au Maroc désignent finalement des réalités bien différentes, certaines peuvent être très structurées et participer aux processus des politiques publiques, d'autres au contraire sont le produit d'une suggestion de l'État pour la réalisation d'infrastructures ou la gestion d'un service et ont donc des durées de vie limitées et circonscrites à un projet. C'est notamment le cas dans la région Souss Massa Drâa où l'administration s'appuie depuis le milieu des années 1990 sur des associations locales pour la mise en œuvre de politiques publiques. Dans le secteur agricole, les associations d'usagers de l'eau d'irrigation sont par exemple les intermédiaires entre les agriculteurs et l'Office régional de mise en valeur agricole de Ouarzazate (ORMVAO, qui couvre au moment de notre enquête les provinces de Zagora et de Taroudant). Dans la vallée du Drâa, d'Agdz à Zagora, les associations d'usagers d'eau d'irrigation sont constituées à la faveur d'un partenariat entre l'ORMVAO et la Coopération technique belge (Enabel, ex-CTB) à partir de 1995. Ces associations ont ensuite connu un processus de fédération dans un réseau couvrant l'ensemble des six oasis de la vallée du Drâa, dans l'optique d'améliorer la gestion face aux épisodes de sècheresse et d'anticiper les conflits liés à l'usage de l'eau.

Selon nos interlocuteurs au cours des enquêtes réalisées, la création des associations d'usagers puis de la fédération des usagers constitue ainsi un terreau favorable à l'organisation des individus en associations de développement qui, par la suite, travaillent, dans une logique partenariale avec de nombreux bailleurs de fonds ou organismes de développement comme l'UNICEF, HKI, la GTZ etc. accélérant d'autant plus la création d'associations[270]. Selon notre interlocuteur, faute de financements pérennes et de formations quant à la gestion associative, moins de 10% des associations créées à la fin des années 1990 et au début des années 2000 seraient encore actives aujourd'hui.

[270] Entretien avec un ancien syndicaliste, prisonnier politique et acteur associatif en 2015 et 2016

En outre, la relation contractuelle entre l'administration et les associations locales ne se limite pas au secteur agricole parce que la mise en œuvre du PERG, du PAGER[271] et du PNNR dans les trois provinces étudiées, inclut une dimension participative de la population et se base sur un partenariat avec les collectivités locales et les associations. Ces programmes sont fondés sur le cofinancement des équipements par les villageois qui s'organisent alors en associations.

Comme le souligne Thomas Lacroix, le rôle de la société civile dans la région Souss Massa Drâa est déterminant pour la réalisation de ces programmes et de ces investissements. Il rappelle que, dans l'ensemble du pays, sur les cinq provinces qui bénéficient le plus du programme d'électrification, quatre sont situées dans la région Souss Massa Drâa (Tiznit, Taroudant, Ouarzazate et Zagora). Il conclut que le sud du pays est l'une des régions au Maroc les plus réceptives à ce type de programmes et qu'ailleurs la mobilisation associative ne prend que très difficilement, voire pas du tout[272].

En outre, Thomas Lacroix pointe le rôle moteur des associations de migrants qui sont l'une des spécificités essentielles de la région Souss Massa Drâa[273] en matière de développement. Les migrants originaires de cette région qui partent dans les grandes villes du Maroc et en Europe se sont en effet beaucoup impliqués dans le développement et la solidarité de leurs villages d'origine. La participation aux projets de développement s'inscrit dans la continuité de transferts et de bienfaisance qui existaient déjà. Cette

---

[271] Sur le cas de l'accès à l'eau potable, les ALD fixent le tarif de l'eau consommée, gèrent la collecte des fonds et assure la gestion et l'entretien des équipements et du réseau. PAGER n'a installé que des points d'eau dans les villages, le raccordement individuel reste à la charge des habitants.

[272] Thomas Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 162-163.

[273] Thomas Lacroix précise que « l'émigration chleuhe [groupe ethnique du sud du Maroc] constitue la majeure partie des effectifs de l'immigration marocaine : les chleuhs forment, en effet, la tête de pont de l'immigration marocaine en Europe, à partir de laquelle s'est formé tout l'espace migratoire issu du pays »*Ibid.*, p. 34.

implication des migrants procède, en réalité, d'une attente des villageois. Elle est liée à un « devoir de migrant, à cette dette qu'ils ont contractée à leur départ »[274] tout en offrant dans certains cas prestige et faveurs politico-économiques. Si l'on considère le cas particulier des associations de migrants constituées en Europe, elles sont apparues en dehors du champ habituel des ONG, les classant à part, notamment en raison de la source de leur financement qui tient majoritairement aux contributions des migrants et non pas aux subventions publiques. Les collectifs et associations de migrants sont ainsi nombreux en France et au Maroc. Dans les trois communes concernées par cette enquête, Migration et Développement (MD), association créée en 1987, tient une place très importante sur le plan historique et organisationnel, en particulier dans la commune de Tassousfi d'où est originaire son fondateur, Jamal Lahoussain[275]. Les premières actions de l'association se concentrent dans cette commune (*douar* d'Imgoun plus précisément) avec des opérations d'électrification, d'accès à l'eau potable, de construction d'un centre de santé etc. et vont ensuite croître à la faveur de partenariats avec des ONG françaises, avec des bailleurs de fonds et avec des administrations marocaines. MD agit selon les modalités décrites plus haut, en favorisant la participation locale et l'organisation de la population en ALD.

Sur l'ensemble du territoire marocain, c'est à la faveur de la mise en œuvre de l'INDH que le « phénomène participatif » se généralise et que les créations d'associations se multiplient. Selon un article d'*Aujourd'hui le Maroc*, le nombre d'associations est ainsi passé de 4 000 au début des années 1990 à plus de 117 000 en 2014 dans le Royaume[276]. Depuis le début

---

[274] *Ibid.*, p. 75.

[275] Un ouvrage biographique est consacré au parcours de ce migrant qui, parti du *douar* d'Imgoun à 17 ans en 1970 pour les Hautes-Alpes, s'est investi dans le syndicalisme en France avant de rejoindre l'association MD dans la sphère de la coopération internationale, voir Yves Bourron et Jacques Ould Aoudia, *Jamal, la revanche du territoire : un migrant acteur du développement*, Paris, France, Ed. Publisud, 2011, 268 p.

[276] Sarah El Majhad, « Maroc : Explosion associative », *Aujourd'hui le Maroc*, 29 déc. 2014p.

du règne de Mohamed VI en 1999, la participation se répand comme un mode privilégié de l'action publique. Après avoir contrôlé de très près le mouvement associatif pendant les années de plomb sous le règne d'Hassan II, l'attitude du gouvernement marocain à l'égard de la participation de la société civile à la chose publique change, développant alors un « discours très positif sur les bienfaits du mouvement associatif qui serait une manifestation éclatante de l'ouverture démocratique du pays et du dynamisme d'une société civile en structuration »[277]. Dans le Discours du Trône que le roi Hassan II prononce en 1997, il reconnait l'importance de la participation de la société civile dans le développement et invite l'ensemble des marocains à s'organiser en associations pour favoriser les dynamiques de développement sur le territoire.

À Madagascar, les mécanismes de la participation selon les standards des organisations internationales tels que présentés plus haut, pénètrent l'Île au travers de deux domaines d'action : l'environnement et plus précisément la protection de la biodiversité et le développement rural. Dans le même temps, autour de ces deux thèmes promus par les processus globaux, des ONG étrangères investissent le champ du développement à Madagascar et des associations nationales et locales sont créées pour participer au processus de définition des politiques publiques et à la mise en œuvre des interventions[278]. La participation du public aux stratégies de développement passe avant tout par la constitution d'organisations représentatives de différents groupes d'acteurs. Pour rappel, la décennie 1990-2000 est marquée à Madagascar par de profonds bouleversements politiques et des phases successives de transitions qui poussent les bailleurs comme les ONG

[277] M. Tozy, « La société civile entre transition démocratique et consolidation autoritaire : le cas du Maroc », art cit, p. 249.

[278] Sophie Goedefroit et Prisca Razafindralambo, « ONG, associations et syndicats. Nouveaux acteurs et nouvelles stratégies dans le domaine de la pêche traditionnelle malgache » dans Sophie Goedefroit, Christian Chaboud et Yvan Breton (eds.), *La ruée vers l'or rose : regards croisés sur la pêche crevettière traditionnelle à Madagascar*, Paris, Éditions de l'Institut de recherche pour le développement, 2002, p. 189.

étrangères à contourner l'État et à s'appuyer sur des relais civils dans la société.

Bien qu'il soit difficile d'établir une comptabilité fiable des ONG étrangères actives à Madagascar depuis les trente dernières années, Isabelle Droy note que seules 10 ONG étrangères sont actives sur l'île en 1988 contre 59 en 1998[279]. Elles seraient plus de 200[280] à avoir un accord de siège avec l'administration malgache en 2016[281]. Concernant les structures (ONG et associations) de droit malgache, il est très difficile de connaître avec certitude leur nombre dans la mesure où les dispositions juridiques séparant ONG et associations sont assez floues et que les associations cultuelles et religieuses sont régies par d'autres dispositifs règlementaires. Les associations religieuses sont néanmoins des acteurs essentiels qui mettent en œuvre des activités caritatives ou de développement dans de multiples secteurs sur l'ensemble des territoires, y compris dans les endroits les moins accessibles pour les services de l'État ou les équipes des bailleurs de fonds. Ces associations confessionnelles qui interviennent dans le développement et l'action sociale sont essentiellement catholiques et protestantes. Néanmoins les ONG issues des nouveaux cultes évangéliques et protestants (Église cadettes) et de l'Islam sunnite et chiite renforcent leur présence depuis plusieurs années[282]. Toutes ces ONG bénéficient de financements extérieurs conséquents. Comme le souligne Didier Galibert « l'Église catholique romaine (…) reçoit surtout des « aides-projets » de l'ONG *Misereor*, laquelle constitue l'organe d'aide au développement de l'Église

[279] Isabelle Droy, « Un panorama national : la multiplication des ONG à Madagascar » dans Jean Paul Deler et al. (eds.), *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Editions Karthala, 1998, p. 173.

[280] Il s'agit des ONG régies par la Loi n°96-030 du 14 août 1997 portant régime particulier des ONG,

[281] Rédaction Midi Madagasikara, « Accords de siège : Suspension de délivrance à partir de demain », *Midi Madagasikara*, 8 sept. 2016.

[282] Solène Chalvon, « Madagascar : églises, mosquées… Dieu est partout », *Libération.fr*, 17 nov. 2017p.

catholique allemande »[283]. Au sujet de l'Église luthérienne, il indique qu'elle bénéficie du soutien de ses homologues américaines et norvégiennes alors que les Églises réformées de France et de Suisse ne soutiennent que très marginalement la FJKM (*Fiangonan'i Jesosy Kristy eto Madagasikara* – Église de Jésus-Christ à Madagascar)[284].

Qu'elles soient confessionnelles, humanitaires, caritatives ou sectorielles, les associations malgaches jouent le rôle de médiateur entre les pratiques locales (agricoles, environnementales, sociales etc.) et les paradigmes ou principes globaux. Parmi ces derniers, l'environnement tient à Madagascar notamment une place très importante. Celui-ci s'est imposé sur l'agenda international à la faveur de la définition du développement durable dans un rapport de la Commission mondiale pour le développement et l'environnement de l'ONU rédigé par Gro Harlem Brundtland et intitulé *Our common Furture*[285] ainsi qu'à la signature de trois conventions au Sommet de Rio en 1992. L'une d'entre elles, la Convention sur la diversité biologique (CBD) concerne au premier chef Madagascar qui fait partie des 7 *Hotspot* de la biodiversité biologique mondiale avec un taux d'endémisme à hauteur de 80%. L'économie comme la société malgaches sont d'ailleurs fortement dépendantes de l'état de la biodiversité. Ainsi, Sophie Goedefroit et Jean-Pierre Revéret reconstituent-ils la généalogie du discours de la protection de l'environnement et rappellent-ils comment l'idéologie de la conservation de la biodiversité pénètre les politiques publiques malgaches[286]. Le pays se dote d'ailleurs en 1993 – ce qui est assez tôt en comparaison des autres pays du Sud - d'un Plan national d'action environnementale (PNAE), plan conçu et

---

[283] D. Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 131-132.

[284] *Ibid.*, p. 132.

[285] La prise en compte des questions environnementales ne démarre cependant pas avec le rapport Bruntland, en 1972 déjà un rapport du Club de Rome, connu sous le nom de rapport Meadows, soulevait la question des limites de la croissance. Un an auparavant l'UNESCO a créé un programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) et en 1972 l'ONU créée le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

[286] S. Goedefroit et J.-P. Revéret, « Introduction : Quel développement à Madagascar », art cit.

financé dans une large mesure par les organismes internationaux. Comme le montre Sophie Moreau à partir de ses recherches dans le pays *Betsiléo* (partie sud-est des Hautes Terres malgaches), les bailleurs de fonds cherchent alors à « s'appuyer sur des acteurs neufs, dignes de confiance et indépendants de l'État, en particulier sur des ONG internationales ou sur des associations issues de la mobilisation de la société civile »[287]. Le PNAE à Madagascar fait ainsi la promotion d'une gestion communautaire et participative des ressources naturelles. Dans ce cadre, les villages riverains des aires protégées, organisés en associations, bénéficient du transfert de la gestion des forêts (dans le cadre de la loi Gestion locale sécurisée de 1996, dite loi GELOSE) et sont encouragés et formés à monter des microprojets se muant ainsi en prestataires de service auprès de plus grandes structures (ONG et Office national de l'environnement)[288].

En région Itasy, ce n'est pas au travers des programmes de conservation de la biodiversité et des ressources naturelles que l'approche participative se diffuse. Il y a, bien entendu, des projets en lien avec les thématiques environnementales mais la région Itasy étant une région de production agricole de premier ordre et proche de la région-capitale Antananarivo, c'est le développement rural qui, selon nos enquêtes, contribue à la création de groupements locaux et à la propagation de l'approche participative. Dans les Hautes Terres, depuis le début des années 1990, des interventions successives permettent la structuration de la population en groupements de producteurs ou en organisations paysannes. Le moindre engagement de l'État dans plusieurs activités de développement rural comme le financement ou la vulgarisation contribue de la sorte à l'émergence de structures soutenues par des bailleurs étrangers. Citons par exemple le FIFATA (*Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha* ou Association pour le progrès des paysans), organisation faitière créée en 1989 au sud d'Antsirabé avec

[287] Sophie Moreau, « Des associations des villes aux associations des champs en pays betsileo », *Études rurales*, décembre 2006, nº 178, p. 90.
[288] *Ibid.*, p. 91.

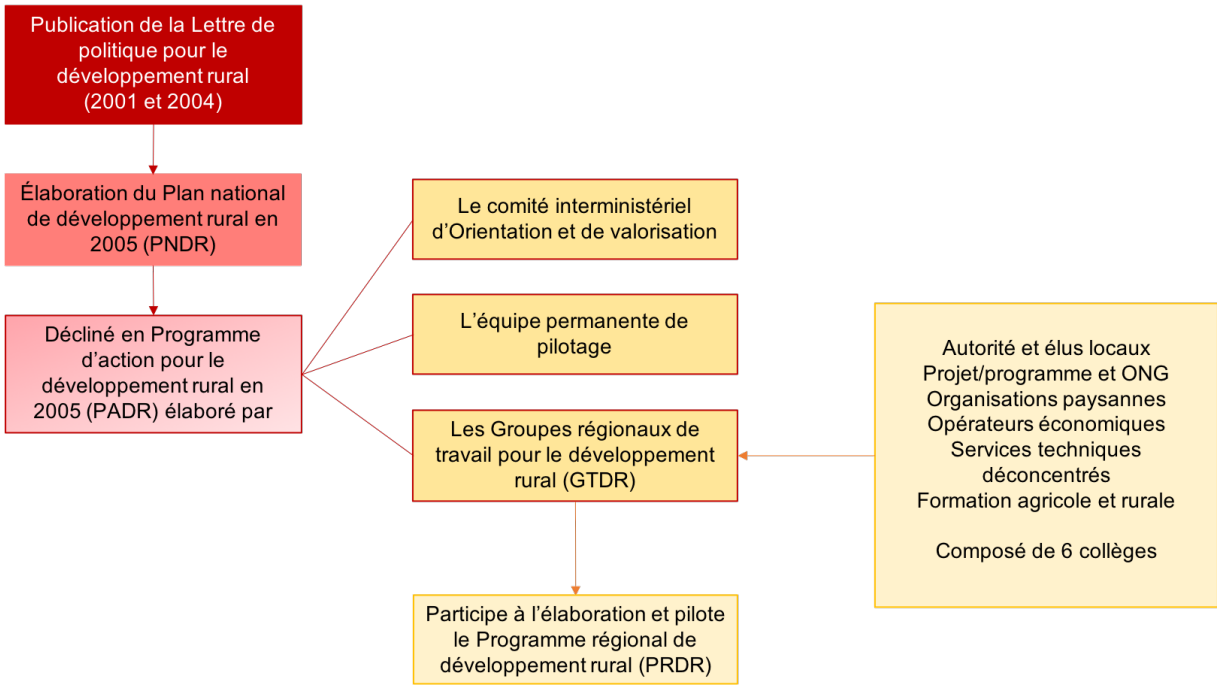
l'appui de l'ONG française FERT qui s'implante dans la région Itasy à partir de 1995. Ces organisations participent aux programmes nationaux comme le Programme national de vulgarisation agricole (PNVA, 1996-2000). Le retrait de la BTM[289] du financement du développement rural s'accompagne de l'essor du microcrédit et de la création de caisses locales ou de mutuelles d'épargnants. Ces dernières sont appuyées par les ONG étrangères, comme FERT qui crée les Caisses d'épargne et de crédit agricole mutuels (CECAM) très présentes dans la région Itasy ou Desjardins Développement International qui est à l'origine de la création d'OTIV (*Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola*).

Le PSDR est enfin un exemple éclairant de la double dimension de la participation dans les processus de politiques de développement rural et dans les interventions qui en découlent. Programme de soutien au développement rural financé par la BM de 2001 à 2012[290], il est aussi et surtout un programme de soutien à la politique de développement rural élaborée par le gouvernement malgache au travers d'un processus décrit comme participatif. La figure 1 présente le processus d'élaboration de la politique de développement rural du gouvernement malgache qui commence à partir de 1999. Ces différents plans et programmes mis à jour et amendés constituent, jusqu'en 2015, les documents de base de la politique agricole et rurale du pays. En effet, la rédaction du nouveau Programme sectoriel agriculture, élevage, pêche (PSAEP) n'aboutit qu'en 2015 car son processus a été interrompu entre 2008 et 2011 au moment de la Transition. Ce programme sectoriel est mis en œuvre depuis 2016.

[289] La BTM est officiellement cédée à la Bank of Africa (BOA) en 1999.

[290] Le soutien de la Banque mondiale au PSDR a été interrompu entre 2009 et 2010 du fait de la crise politique que traverse alors Madagascar. En 2010, le PSDR est l'un des quatre premiers projets que la Banque accepte de financer à nouveau.

Figure 1 : Processus d'élaboration et de déclinaison de la politique de développement rural à Madagascar (1999-2015)



Dans la région Itasy, le PSDR se décline autour des objectifs définis par la version régionale du Plan régional de développement rural (cf la figure 1) et est basé sur la demande des agriculteurs (*demand-driven* selon les documents du projet). En effet, depuis 2001, le PSDR finance directement des associations paysannes afin de mettre en œuvre et de réaliser des projets d'intérêts économiques. Plusieurs secteurs sont concernés comme l'élevage laitier, la riziculture, la caféiculture, la sériciculture, l'apiculture etc. Selon les documents des projets, à Ampefy, Anosibe Ifanja, Miarinarivo et Manalalondo, le PSDR finance 48 projets portés par des associations, souvent créées pour répondre aux appels d'offre, entre 2001 et 2005. Comme c'est le cas du PSDR, les interventions des autres bailleurs de fonds et ONG étrangères viennent en appui à la stratégie de développement rural régionale élaborée de manière participative et pilotée par le GTDR. C'est le cas des projets financés par le FIDA, le FID, la FAO, ou l'UE entre 2000 et 2010. De même, la coopération suisse (Direction du développement et de la coopération, DDC) appuie elle aussi la mise en œuvre du PRDR et le développement économique de la région en basant son approche sur la

participation et le renforcement des organisations de la société civile. Le choix de la DDC de privilégier les organisations paysannes ou associatives est bien entendu dans l'air du temps. Cependant, c'est aussi pour contourner l'État qui fait l'objet de la part de l'administration suisse de vives critiques quant à la « compétence du gouvernement malgache et à la corruption qui gangrène le pays »[291]. C'est pourquoi, plusieurs évènements politiques et sociaux[292] décrits dans ce document ont conduit la DDC à « fermer le bureau de coordination [fermeture effective en décembre 2000] et à restreindre les activités de coopération au profit de la population civile »[293]. Malgré cela, la DDC, à travers Intercoopération Suisse, maintient un projet d'envergure qui touche l'Itasy de 2000 à 2012. Il s'agit du projet SAHA Imerina (Sahan'Asa Hampandrosoana ny Ambanivohitra, ce qui signifie « Champ de travail en faveur du développement rural ») dont la mise en œuvre est intégralement liée à la demande des organisations de la société civile et à l' « *empowerment »* c'est-à-dire :

> « L'aptitude d'acteurs organisés à déterminer eux-mêmes leur développement (…). La place réservée à ce principe dans le cadre de SAHA va au-delà de celle qui lui était accordée précédemment. La Suisse n'intervient plus qu'à la demande des organisations de base, qui participent activement tant à la conception et à la prise de décisions qu'à la réalisation. La principale nouveauté tient au flux financier : les fonds octroyés sont confiés aux organisations de base locales, qui

[291] Direction du développement et de la coopération (DCC), *Suisse-Madagascar, Histoire d'une coopération*, Berne, Suisse, Département fédéral des affaires étrangères DFAE, 2012, p. 17.

[292] Il s'agit notamment de coupes budgétaires dans le fonctionnement des services de coopération et des ambassades suisses mais aussi de l'assassinat, le 16 juillet 1996, de Walter Arnold, qui travaillait dans le cadre du projet de construction de routes le long de la rivière Mandraka, s'en suivront une crise diplomatique et l'arrêt du programme d'infrastructures ; des facteurs politiques et le manque de bonne gouvernance à Madagascar ; la corruption et le népotisme qui gagnent du terrain ; les échecs de la III[e] République et le retour aux affaires de Didier Ratsiraka.

[293] Direction du développement et de la coopération (DCC), *Suisse-Madagascar, Histoire d'une coopération*, *op. cit.*, p. 17.

choisissent et rémunèrent elles-mêmes leurs conseillers, qu'il s'agisse d'experts ou d'organisations »[294].

Né durant les luttes raciales et de genre, notamment aux États-Unis, le concept d'*empowerment* gagne la rhétorique du discours sur les femmes puis celui de la lutte contre la pauvreté des organisations internationales de développement à la fin des années 1990. Alors qu'il était pensé dans les années 1980 à la fois comme une prise de conscience, individuelle et collective, des rapports de domination qui marginalisent des catégories de la société et comme un processus visant à renforcer la capacité de ces individus pour transformer les structures inégalitaires dans lesquelles ils vivent, la configuration développementiste le neutralise et le dépolitise[295]. Selon la DDC, « l'*empowerment* consiste à responsabiliser et à professionnaliser »[296] les organisations et les individus en leur permettant un accès aux financements de microprojets dans des secteurs très variés (accès aux prestations sociales, production agricole, exploitation des ressources naturelles, communication etc.). Ainsi, la vision performative de la DDC semble appuyer le constat que dresse Anne-Emmanuèle Calvès selon lequel pour les organisations de développement, l'*empowerment* économique mène à l'*empowerment* social[297]. Les conflits et les inégalités sociales sont ainsi réduits tout autant que la dimension sociale du pouvoir et les capacités inégales de l'exercer en fonction du genre, de l'âge, du statut social et symbolique[298]. Les différentes phases du programmes SAHA consacrent l'auto-administration des communautés, d'abord en groupes (les communautés de base (COBA), VOI en malgache pour *Vondron'Olona Ifotony*) puis ensuite au niveau méso ou plutôt pyramidal puisque les

---

[294] *Ibid.*, p. 18.

[295] Anne-Emmanuèle Calvès, « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, 2009, nº 200, p. 735-749.

[296] Direction du développement et de la coopération (DCC), *Suisse-Madagascar, Histoire d'une coopération*, *op. cit.*, p. 18.

[297] A.-E. Calvès, « « Empowerment » », art cit, p. 745.

[298] Nici Nelson, *Power & Participatory Development: Theory & Practice*, Londres, ITDG Publishing, 1995, 240 p.

organisations de base ne sont plus ciblées spécifiquement mais au travers d'associations faitières de la population civile et des communes rurales.

Il ne nous appartient pas ici de faire une analyse en profondeur du fonctionnement d'un projet en particulier[299] mais nous prenons cet exemple pour aborder l'une des lectures critiques du développement participatif et de ses avatars dans les pays du Sud[300]. La participation doit être replacée dans l'histoire des pratiques de la sphère développementiste pour ne pas en faire, comme c'est parfois le cas, une alternative récente. En effet, Jean-Pierre Chauveau dans ses travaux mentionne le fait que « la « participation des populations » a très tôt constitué la pierre angulaire des conceptions en matière de développement rural ; elle constitue en réalité le modèle de référence des discours « développementistes » depuis la fin de la Première guerre mondiale »[301]. De son côté, Howard White, à la fin des années 1990, retrace les vagues du « *participatory development* » ; celle que nous décrivons dans cette section est la troisième[302].

En outre, en dehors de la configuration développementiste, la participation existe dans les régions que nous étudions sous des formes bien différentes de celles promues par les organisations internationales. À ce sujet, nous avons déjà mentionné le fonctionnement lignager des sociétés en Itasy et dans le Souss Massa Drâa, avec la *jmâa* au sud du Maroc et le *fokonolona*, pensées comme des institutions de base régulant la vie quotidienne,

---

[299] Nous n'avons pas pu mener plus en détail les investigations mais nos entretiens et observations sur le terrain ont montré que l'organisation de la société civile en communauté de base par le projet SAHA a facilité la mobilisation sociale contre le projet minier Jiuxing Mines Sarl, une entreprise chinoise, à Soamahamanina en Itasy.

[300] Pour une lecture anthropologique à partir de plusieurs expériences de participation dans des mouvement associatifs en milieu rural africain voir Jean-Pierre Jacob et Philippe Lavigne Delville (eds.), *Les associations paysannes en Afrique: organisation et dynamiques*, Marseille : Paris : Genève, APAD ; Karthala ; IUED, 1994, 307 p.

[301] Jean-Pierre Chauveau, « Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif" ?. Éléments pour une anthropologie de la culture des "développeurs" », *Bulletin de l'APAD*, 15 mars 1992, nº 3, p. 2.

[302] WHITE Howard, « Politicising Development? » in *Foreign Aid: New Perspectives*, Ken Gupta (éd.), Springer US, « Recent Economic Thought », 1999, p. 109-125.

l'entraide et les conflits[303]. Ces deux modes d'organisation reposent sur des règles précises de prise et d'ordre de parole (liées au genre, à l'âge, au statut social etc.) comme l'analyse Emmanuel Fauroux dans ses travaux sur l'ouest et le sud-ouest de Madagascar (Morondava et Tuléar) en écrivant :

> « Les experts qui ont cru, ou qui croient encore, à la participation ne tardent pas à constater que les processus mis en place ne se déroulent pas aussi bien qu'on l'espérait. La société lignagère ne fonctionne pas de manière démocratique et les greffes de fonctionnement démocratique ne prennent pas aisément. Les dysfonctionnements qui en résultent débouchent sur des retards et sur des malentendus qui opposent fréquemment les villageois « à développer » et les experts du développement »[304].

Les espaces de dialogue, de discussion et de participation utilisés ou conçus pour la préparation et la réalisation d'interventions de développement sont considérés par les professionnels de l'aide comme des lieux dépolitisés ou apolitiques régis par des principes directement inspirés du fonctionnement des démocraties occidentales : droit de tous à la parole, accès égal à l'information, décisions prises à la majorité des voix etc. Or, dans ces lieux de la participation se cristallisent des enjeux qui dépassent l'intervention de développement et qui concernent les rapports de pouvoirs ainsi que les formes d'inclusion/exclusion des sociétés locales. Cette vision apolitique de ces espaces de discussion et de délibération, c'est-à-dire sans rapport de force ou de pouvoir, conduit à ce que Chantal Blanc-Pamard et Emmanuel

---

[303] Notons d'ailleurs que les régimes et les plus hauts responsables politiques du pays ont, depuis l'Indépendance de Madagascar, fait du *fokonolona* « un mode de gouvernement » comme l'analysent Françoise Raison-Jourde dans « La constitution d'une utopie du *fokonolona* comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar », *Omaly sy Anio. Pouvoirs et États dans l'histoire de Madagascar et du Sud-Ouest de l'océan Indien*, 1994, nº 33-36, p. 675-712. et Didier Galibert dans *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 259.

[304] E. Fauroux, « De l'optimisme technologique à l'optimisme "participatif". Les métamorphoses du discours des spécialistes du développement à travers des exemples malgaches », art cit, p. 350.

Fauroux (toujours à partir de recherches réalisées dans l'ouest de Madagascar) nomment l'illusion participative[305]. Illusion tout d'abord car la participation est souvent fictive et que les prises de décisions apparemment démocratiques cachent en réalité un fonctionnement parallèle, dans l'ombre. Ensuite, appliquer la participation dans les interventions de développement revient le plus souvent à faire participer. Ceux qui sont alors consultés dans les processus participatifs sont le plus souvent « des auxiliaires mieux préparés au dialogue que les masses paysannes »[306]. Ils répondent donc aux exigences des bailleurs, constituent des associations et des groupements dans les formes qu'on leur suggère pour se prendre au « jeu participatif » en sachant que « les *vazahas*[307] leur feront davantage confiance et fourniront leur aide avec moins de réticences »[308]. À partir de leurs expériences, les villageois ou les auxiliaires anticipent les attentes des bailleurs et leur répondent, pour ainsi dire, ce qu'ils veulent entendre. Dès lors, selon Philippe Lavigne-Delville, le processus participatif ne consiste plus à faire participer les individus pour connaître leur besoin mais plutôt à leur faire dire ce qu'ils pensent que le projet peut leur offrir[309]. Nous démontrerons dans la suite de cette étude que la mémoire des interventions de développement renseigne cette capacité d'anticipation et de projection vis-à-vis des professionnels de l'aide et de leurs attentes.

---

[305] Chantal Blanc-Pamard et Emmanuel Fauroux, « L'illusion participative », *Autrepart*, janvier 2011, nº 31, p. 3-19.

[306] E. Fauroux, « De l'optimisme technologique à l'optimisme "participatif". Les métamorphoses du discours des spécialistes du développement à travers des exemples malgaches », art cit, p. 358-359.

[307] Selon Christian Papinot, le terme *vazaha* est fréquemment employer pour renvoyer à une « définition « anatomique » d'étranger « blanc » d'origine européenne ». Cette définition est néanmoins insuffisante dans la mesure où des malgaches peuvent aussi être appelés « vazahas », dans ce cas-ci il exprime l'idée d'une méconnaissance de la culture malgache. Il sert généralement à signifier une exclusion symbolique de la collectivité. Christian Papinot précise d'ailleurs qu'à Madagascar « la catégorisation de l'autre est étroitement liée au territoire » et qu'il existe une opposition symbolique entre les originaires d'un lieu et ceux qui viennent d'ailleurs. Christian Papinot, « « VAZAHA - L'étranger » : de l'origine extra-territoriale à l'exclusion symbolique », *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, janvier 1998, nº 72-73, p. 107-117.

[308] C. Blanc-Pamard et E. Fauroux, « L'illusion participative », art cit, p. 9.

[309] P. Lavigne Delville, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, *op. cit.*, p. 154.

1.3.2.2. Une technicisation renforcée des processus de l'aide au développement

Pour finir, nous souhaitons insister sur le fait que l'essor des logiques partenariales qui consistent à « faire faire » par des associations ou des organisations de la société civile, conduit à une multiplication ainsi qu'à une complexification des procédures et des outils en amont et en aval des interventions. Ainsi, avec le développement des associations au Maroc et à Madagascar, l'approche planificatrice se répand dans les territoires. Les traces de cette diffusion se retrouvent dans l'adoption d'un vocabulaire technique et de concepts administratifs (projet, objectifs principaux, spécifiques, cadre logique etc.). Cette démarche d'intervention très technique et technocratique n'est pas nouvelle alors que les objets sur lesquels elle compte agir le sont. En effet, la reconnaissance du poids des variables sociales et politiques dans les trajectoires de développement (le genre, la pauvreté, la démocratisation, la bonne gouvernance, l'environnement) demeure récente. Ainsi, alors que les projets sociaux et multi-acteurs nécessitent une plus grande souplesse, les bailleurs continuent de se cantonner à une « posture planificatrice »[310] reproduisant ainsi la démarche technicienne caractéristique des façons de faire des années 1960 et 1970. Selon cette logique, à un problème donné il faut définir des causes desquelles dérivent des objectifs puis des activités permettant de solutionner le dit problème et d'évaluer les actions en fonction d'indicateurs objectifs.

Au début des années 2000, cette gestion technocratique d'objets sociaux et politiques est justifiée par l'impératif de l'efficacité de l'aide (surtout pensée en termes d'efficacité des dépenses) et de la redevabilité auprès des gouvernements et des citoyens des pays du Nord dans un contexte de continuelle méfiance vis-à-vis des effets de l'aide. C'est pourquoi, les dispositifs techniques promus répondent à ces impératifs autant qu'ils

[310] François Giovalucchi et Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, juillet 2009, vol. 198, n° 2, p. 385.

témoignent des visions du monde comptables et orientés sur les résultats (*results-oriented*) propres à l'agenda du développement :

> « Les OMD s'inscrivaient déjà dans la reconfiguration des modes d'action publique de la cité néolibérale. En étendant au niveau mondial les concepts de cette Nouvelle gestion publique (NGP), les ODD font un pas de plus dans la mise en place de la gouvernementalité néolibérale. Celle-ci se caractérise par l'organisation des politiques publiques autour de la satisfaction d'indicateurs, par le recours à l'étalonnage (*benchmarking*) comme mode de comparaison de l'efficacité de l'action accomplie et par la liberté des moyens accordés aux agents, dès lors que leur action ne remet pas en cause les objectifs »[311].

Le cadre logique, « outil obligé des développeurs »[312], mais aussi la Gestion axée sur les résultats (GAR) ou la Gestion par cycle de projets (GCP) dans les pays du Sud sont autant d'instruments d'action publique promus pour leurs dimensions neutres et apolitiques. Or la littérature en analyse des politiques publiques dans les pays du Nord montre que le choix et l'usage des outils dans la conduite de l'action publique ne sont pas neutres[313] et qu'ils structurent les rapports entre gouvernants et gouvernés[314]. Les recherches sur les pays du Sud, qui utilisent directement la littérature sur les

---

[311] François Egil, « Les Objectifs de développement durable, nouveau « palais de cristal » ? », *Politique africaine*, 2015, n° 140, p. 102.

[312] F. Giovalucchi et J.-P. Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », art cit, p. 384.

[313] Pour une typologie des instruments d'action publique en fonction de leur rapport au politique et les différents types de légitimité voir Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (eds.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 351.

[314] Charlotte Halpern, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (eds.), *L'instrumentation de l'action publique : controverses, résistances, effets*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 18.

Instruments d'action publique (IAP)[315] ou d'autres entrées[316], en arrivent à la même conclusion : les ingénieries du développement forment des techniques de gouvernement qui font tout sauf neutraliser et dépolitiser l'aide.

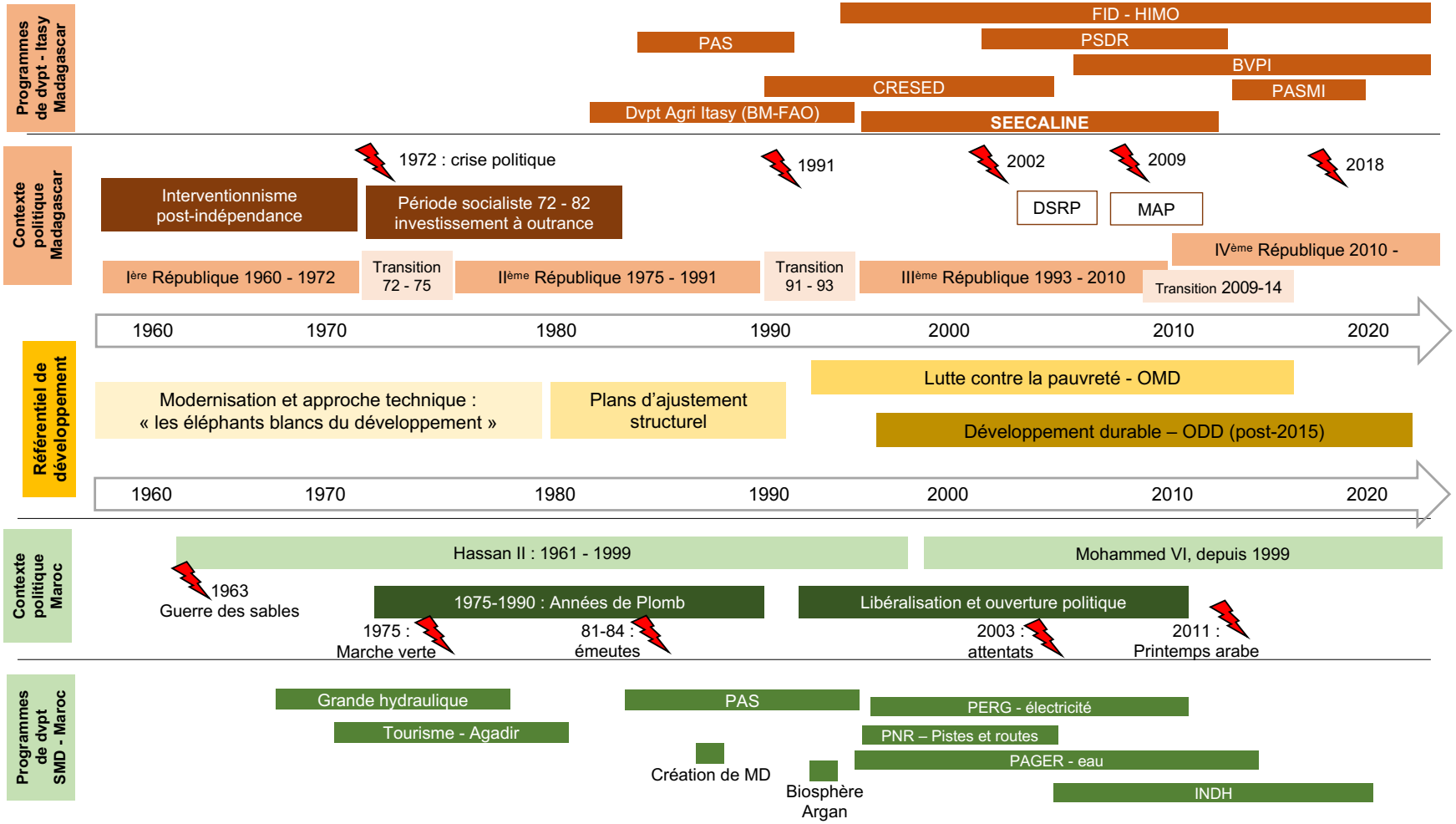
Force est d'ailleurs de constater que ces mécanismes et processus de l'aide ne changent pas, y compris lors des redéfinitions et renouvèlements des agendas de développement comme ce fut le cas en 2015. L'adoption par les pays membres des Nations unies des Objectifs de développement durable (ODD) consacre en effet, une nouvelle fois, un mode de gouvernement par les indicateurs qui participe à de nouvelles formes d'harmonisation et de normativité au niveau international[317].

[315] Voir les communications présentées à la section thématique 21 organisée dans le cadre du congrès de l'Association française de science politique en 2017 à Montpellier : « Saisir l'action publique en Afrique à travers les instruments » coordonnée par Philippe Lavigne Delville et Sina Schlimmer ainsi que les communications présentées au séminaire du CERI « l'action publique ailleurs ».

[316] Frederick Cooper et Randall M. Packard, *International Development and the Social Sciences : Essays on the History and Politics of Knowledge*, California, USA, University of California Press, 1997, p. 1-41 ; J. Ferguson, *The anti-politics machine*, *op. cit.*

[317] F. Egil, « Les Objectifs de développement durable, nouveau « palais de cristal » ? », art cit, p. 119.

Figure 2 : Frise chronologique : développement et politique au Maroc et à Madagascar



Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons analysé sur le plan historique et thématique la fabrique de l'aide et les évolutions des configurations développementistes à plusieurs échelles, au prisme de l'action publique au Maroc et à Madagascar. Nous montrons ainsi que les interventions de développement, qui sont de natures diverses, sont plus que des opérations techniques. Elles représentent des architectures cognitives complexes qui sont chargées de visions du monde, de représentations sur le rôle des administrations, sur les mécanismes de la pauvreté ou encore sur le sous-développement. Elles véhiculent des manières de faire et d'agir, des techniques de gouvernementalité et des instruments d'action publique qui laissent au moins autant de traces que les infrastructures construites sur les territoires. Il faut donc aussi analyser les souvenirs d'un projet et les expériences individuelles à la lumière de ces matrices cognitives qui circulent et infusent les mémoires du développement.

Ce chapitre montre également comment la fabrique de l'action publique au Maroc et à Madagascar est orientée et cadrée en fonction d'un certain nombre de concepts, de paradigmes et de solutions qui ont, au cours du temps, des carrières plus ou moins longues. Ces derniers, conçus au niveau supranational sont véhiculés *via* les mécanismes de l'aide et appliqués dans différents pays comme si les solutions ne faisaient finalement plus que chercher les problèmes qu'elles devaient régler[318]. Par conséquent, la formation et l'évolution des institutions politiques, économiques et sociales dans les pays sous régime d'aide sont nourries par les doctrines développementistes qui connaissent des processus d'appropriation et de redéfinition au niveau national et local. Nous montrons ainsi comment les

[318] NAUDET Jean-David, *Trouver des problèmes aux solutions Vingt ans d'aide au Sahel*, OECD Publishing, 1999, 335 p.

référentiels des politiques publiques au Maroc et à Madagascar sont issus et reconfigurés à partir des paradigmes internationaux.

Constatant que les configurations développementistes internationales et locales ont beaucoup évolué depuis les indépendances des pays africains, ce chapitre décrit et analyse dans une perspective synchronique et diachronique les différents acteurs qui prennent part à la mise en œuvre des interventions de développement, au Maroc et à Madagascar. Il s'agit d'une mise au point nécessaire pour comprendre la manière dont sont évoqués les souvenirs des projets et programmes et reconstruites les mémoires du développement en Itasy et dans le Souss Massa Drâa. Cette cartographie d'acteurs est forcément non exhaustive et elle souffre d'un biais difficilement évitable, celui de dépeindre les institutions de l'aide comme des objets monolithiques, sans pouvoir rendre compte de la grande hétérogénéité des positions ainsi que des stratégies à l'intérieur même des organisations bilatérales, multilatérales, gouvernementales ou non gouvernementales.

Au-delà de sa portée analytique sur les configurations développementistes ainsi que sur les contextes marocains et malgaches, ce chapitre place les repères nécessaires à la navigation que propose cette étude dans les souvenirs individuels et socialement partagés. Les processus, les acteurs et les temporalités de l'aide constituent une carte multi-scalaire et multi-thématique indispensable pour l'exploration de la mémoire du développement. Il s'agit, avant de faire cela, d'examiner sur le plan théorique et empirique les spécificités de notre objet de recherche, c'est-à-dire le développement, au prisme des débats et des controverses sur le concept de mémoire.

Chapitre 2. « La mémoire du développement, ça n'existe pas ! »

Mai 2015, nous avons rendez-vous avec le directeur de l'antenne malgache d'une agence de développement bilatérale. Notre interlocuteur est un spécialiste et expert reconnu de l'évaluation qui a travaillé dans des organisations multilatérales et publié de nombreux ouvrages de référence et articles scientifiques au sujet de l'impact et des effets de l'aide. Sa réaction une fois notre sujet de recherche expliqué est la suivante : « c'est un bien triste sujet que vous avez là ! Vous travaillez sur quelque chose qui n'existe pas, oui, la mémoire du développement, ça n'existe pas ! ». Un mois plus tôt, un responsable d'une structure de recherche et de coopération euro-méditerranéenne commente en des termes similaires le sujet de cette étude. Sa réaction est, elle aussi, entre l'étonnement, l'amusement et le défaitisme. Comment expliquer l'accueil de cette thématique par ces deux experts, qui maîtrisent les aspects techniques, pratiques et organisationnels de l'aide ?

À première vue, cette réaction est avant tout liée à cet espace de la configuration développementiste qu'ils connaissent le mieux, à savoir celui des bailleurs de fonds et des opérateurs de l'aide. Comme nous l'avons rappelé en introduction, ces derniers ont tendance à sous-estimer voire à ne pas considérer les interventions qui précèdent le ou les projets qu'ils entendent mettre en œuvre. Mais leur réaction concerne-t-elle uniquement les bailleurs qui, par définition, ne se projettent que dans le futur sans regard rétrospectif, alors que nous avons justement précisé que cette étude ne porte pas sur cette mémoire-là ? Nous nous sommes alors interrogés sur ce qui, en dehors des considérations indiquées plus haut, avait pu conduire nos interlocuteurs à affirmer « la mémoire du développement ça n'existe pas ! ». Ce deuxième chapitre a pour objectif d'apporter des éléments de discussion quant à cette affirmation, à la lumière des débats théoriques et empiriques sur le concept de mémoire. Ce dernier pénètre en effet l'ensemble des

sphères de la vie publique et est aujourd'hui non seulement passé dans le vocabulaire quotidien mais recouvre surtout des sens et des acceptions bien différents. Les formes que la mémoire prend sont très variées et le terme se voit souvent affublé de qualificatifs comme « collective », « sociale », « historique », « individuelle », « de masse » etc. L'objectif de ce chapitre et des développements qui suivent est de proposer un état des débats et des controverses relatifs à l'utilisation du concept de mémoire en confrontant ses usages à l'objet de cette recherche qui est le développement.

Nous soulignons tout d'abord que la mémoire est un objet se trouvant au croisement de disciplines multiples et qu'il est fondamentalement polysémique, ce qui peut expliquer en quoi nos interlocuteurs ne le trouveraient pas adapté ou trop incertain pour traiter du développement (2.1). Il fait en outre l'objet de transferts et d'emprunts conceptuels entre des disciplines très variées qui n'ont pas pour habitude de dialoguer. Le champ de la recherche sur la mémoire recouvre les sciences sociales (histoire, philosophie, sociologie, science politique) humaines (psychologie) ainsi que les sciences cognitives. Ensuite, la deuxième section de ce chapitre est l'occasion d'explorer les fonctions, mais aussi les controverses, de la mémoire dans ses dimensions individuelles et collectives (2.2). Enfin, à partir d'une discussion multidisciplinaire sur la mémoire, la troisième section aborde les formes de la mémoire du développement (2.3). Plus précisément cette dernière section permet de conceptualiser les effets sur les souvenirs de la multiplicité des interventions de développement, depuis les indépendances du Maroc et de Madagascar. En effet nous discutons du caractère « en série » ou sériel des interventions de développement et de ses conséquences sur la fabrique de la mémoire individuelle et socialement partagée. Ce chapitre entend ainsi, à partir de clarifications théoriques, rendre opérationnel l'outil mémoire en explorant les différentes controverses qui s'y rapportent dans les sciences humaines et sociales.

2.1. La mémoire, objet de transferts conceptuels au croisement des sciences humaines et sociales

La notion de mémoire est fondamentalement polysémique. Comme le rappelle Jennifer Cole dans ses travaux sur la mémoire des évènements de 1947 à Madagascar, la mémoire a trois acceptions : elle désigne une capacité mentale à stocker des éléments et à les récupérer ; le contenu émotionnel, sémantique ou sensible de ces informations stockées et enfin l'endroit où ces mémoires sont stockées[319]. Ces significations occidentales de la mémoire recouvrent différentes réalités et formes de la présence du passé. Leur analyse est éclatée et se situe au croisement de plusieurs domaines d'étude comme l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la philosophie, les neurosciences ou encore la psychologie. Afin de situer notre objet de recherche, le développement, dans cette imbrication des compréhensions et des définitions, cette section revient sur les principaux débats relatifs à la mémoire et à son utilisation conceptuelle dans la recherche. Il faut tout d'abord revenir sur le débat théorique entre histoire et mémoire. Distinguer ces deux notions (2.1.1) et les spécificités de la mémoire par rapport à un travail d'historien est fondamental dans la mesure où nous ne proposons pas une histoire du développement. Le débat entre les deux notions pose d'ailleurs des questions de méthode sur lesquelles nous reviendrons (2.1.2) avant de détailler les catégories analytiques utilisées pour caractériser la mémoire dans les neurosciences.

[319] Jennifer Cole, *Forget colonialism? sacrifice and the art of memory in Madagascar*, Berkeley, University of California Press, 2001, 361 p.

2.1.1. Le développement dans le débat histoire / mémoire

> « L'histoire privilégie l'abstraction et la généralisation, la mémoire privilégie le détail et l'exemple »[320].

L'histoire n'est pas la mémoire et la mémoire n'est pas l'histoire. Nous n'allons pas revenir ici sur le débat toujours vif qui fait de ces deux notions un couple conflictuel[321] mais en esquisser des définitions. Précisons tout d'abord que ce sont les historiens qui sont les plus nombreux à clarifier le terrain conceptuel et, de ce fait, nous utilisons la définition de ces deux notions qu'en donne l'historien Pierre Nora. Élaborée au début des années 1980 dans un contexte où les études sur la mémoire et l'histoire orale connaissent un renouveau, cette définition revient sur les éléments qui les distinguent.

> « La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et, à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptibles de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. […] Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que de détails qui la confortent : elle se nourrit de souvenirs flous, téléscopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensibles à tous les transferts, écrans, censure ou projections. L'histoire, parce qu'opération intellectuelle et

[320] Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, France, Arléa, 1995, p. 109.

[321] Plusieurs auteurs contribuent à faire avancer notre réflexion ainsi que cet épineux débat et leurs écrits et publications en rendent compte (Pierre Nora, Henry Rousso, Jacques le Goff, Paul Ricoeur, François Bédarida, Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger).

laïcisante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque (…) »[322].

On pourrait également ajouter à cette définition le fait que la mémoire est par nature « multiple et démultipliée, collective, plurielle et individualisée (...) [alors que] l'histoire appartient à tous et à personne ce qui lui donne une vocation universelle »[323]. La définition que donne Pierre Nora, restrictive s'il en est, interroge tout d'abord l'usage que les historiens font de la mémoire puisque ces derniers la prennent aussi comme objet[324]. Jacques Le Goff précise d'ailleurs que « la mémoire est la matière première de l'histoire »[325]. On pourrait ainsi penser que l'histoire (et donc l'historien) fait le tri scrupuleux, démêlant le vrai du faux, l'objectif du subjectif, allant ainsi du magique au discours critique. Plus qu'une opposition entre les deux notions, il y a donc une forme « d'automatisme chronologique »[326] entre elles, comme si, à la mémoire, succédait l'histoire, cette dernière l'ayant « débusquée ». Mais, comme le souligne Sarah Gensburger, l'histoire et la mémoire « progressent dans la simultanéité temporelle » et portent toutes deux sur le passé des individus et des collectifs d'individus. Par conséquent, l'analyse du passé par le prisme de l'histoire n'est pas plus complète que celle réalisée par la mémoire, elles utilisent des méthodes et des outils différents.

Dans le lien que la mémoire et l'histoire entretiennent avec le passé, la lecture que donne Georges Corm, à partir d'une métaphore est particulièrement éclairante : l'histoire serait construite d'un « flux permanent

---

[322] Pierre Nora, « Entre Mémoires et Histoire » dans Pierre Nora (ed.), *Les lieux de mémoire :I a République, la Nation, les France*, Paris, Gallimard, 2004, p. 24-25.

[323] Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, *op. cit.*, p. 19.

[324] Sur le plan historique précisons d'ailleurs que le concept de mémoire est apparu en France à la fin des années 1970 dans le cadre d'un renouveau conceptuel en histoire qui fera de la mémoire « le fer de lance d'une nouvelle historiographie » (Pierre Nora cité par M.-C. Lavabre, « Paradigmes de la mémoire », art cit.)

[325] Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 10.

[326] GENSBURGER Sarah, *Essai de sociologie de la mémoire : l'expression des souvenirs à travers le titre de « Juste parmi les Nations » dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*, Paris, EHESS, 2006, p.17.

de connaissances sur le passé, constamment renouvelé et interprété (…) »[327] alors que la mémoire serait un stock. Il précise en ajoutant une nouvelle métaphore, empruntée cette-fois à la géologie que :

> « La mémoire […] est un stock constitué par les alluvions solidifiées que le flux des souvenirs d'évènements historiques anciens engendre sans souci de l'exactitude et de la complexité de ces évènements. La forme prise par ces alluvions résulte de la façon dont elles ont été filtrées et sculptées par les courants de la philosophie et de l'histoire, des visions du monde et des idéologies politiques et sociales. Tel un formidable amas de stalactites d'une grotte souterraine, la mémoire devient un glacis compact à usage multiple dans le domaine de la construction de l'identité et des idéologies politiques qui en découlent »[328].

Pour filer cette métaphore, en matière de passé, nous dirons que la mémoire retient la trace, le plus souvent immatérielle, que laisse l'événement chez l'individu alors que l'histoire, en quête de vérité en fera une description documentée[329]. Il y a donc bien une différence de nature, que l'on qualifiera d'épistémologique, entre l'histoire et la mémoire. Rapprocher les deux, l'histoire et la mémoire, revient par conséquent à oublier que la mémoire est une « représentation construite du passé »[330] sous forme mentale qui demeure toujours actuelle, dans la mesure où elle guide les actions et les représentations individuelles ou collectives. La mémoire est alors constituée de souvenirs d'évènements passés qui sont remémorés par un mécanisme de reconstruction. Dans ce travail sur la mémoire du développement, l'intérêt

---

[327] Georges Corm, *Pour une lecture profane des conflits : Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2015, p. 132.

[328] *Ibid.*, p. 132-133.

[329] Dans sa thèse, Sarah Gensburger revient sur les figures mythologiques de la mémoire, Mnémosyne, et de l'histoire, Clio. Ces deux figures sont liées puisque Clio, muse de son état, est la fille de Zeus et de Mnémosyne, *Essai de sociologie de la mémoire*, *op. cit.*, p. 18.

[330] M.-A. Fouéré, « La mémoire au prisme du politique », art cit, p. 6.

se porte justement sur ces souvenirs reconstruits qui sont autant de traces laissées par la succession des interventions de développement.

Il faut cependant préciser que l'histoire du développement existe et fait l'objet d'écrits, de recherches et de publications très nombreuses. Considérant l'étendue de l'objet, les entrées pour écrire cette histoire sont nombreuses allant jusqu'à l'analyse critique et rétrospective du développement comme une « croyance occidentale »[331]. Il existe aussi une histoire patrimoniale ou institutionnelle écrite à partir de matériaux d'archives et d'entretiens pour rendre compte de l'histoire de l'aide à partir de multiples points de vue : celui d'un bailleur bilatéral ou multilatéral, d'une agence locale ou nationale, d'un individu en particulier etc. Ces monographies proposent des histoires institutionnelles portant sur des dispositifs d'aide et sont écrites à la lumière de la grande histoire du développement, c'est-à-dire la succession des paradigmes de l'aide et de son économie politique. Citons par exemple les travaux portant sur la Banque mondiale[332] ou sur l'Agence française de développement[333]. Les ONG adoptent également des démarches historiques afin de capitaliser sur les expériences passées. Citons notamment les travaux portant sur l'introduction de la traction asine au Burkina Faso par l'ONG luxembourgeoise Jongbaueren a Jongwënzer à partir de 1959[334]. La

---

[331] G. Rist, *Le développement*, *op. cit.*

[332] KAPUR Devesh, LEWIS John P. et WEBB Richard C., *The World Bank: Its First Half Century*, Brookings Institution Press, 2010, 800 p; MASON Edward S. et ASHER Robert E., *The World Bank since Bretton Woods*, Brookings Institution Press, 2010, 956 p.

[333] On pense aux travaux récents de François Pacquement ainsi qu'aux publications et travaux en cours actuellement au sein de l'AFD à la suite du 75ème anniversaire de sa création et de la tenue d'un colloque sur l'histoire de l'agence en novembre 2016. AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, *75 ans au service du développement, L'Agence française de développement, des origines à nos jours*, Paris, Éditions de l'AFD, 2017, 266 p; BRIDIER Manuel, *Caisse centrale 1941-1991*, Éditions de la Caisse centrale de coopération économique, 1991, 155 p; PACQUEMENT François, *Histoire de l'Agence française de développement en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions Karthala, « Hommes et sociétés », 2015, 253 p; PACQUEMENT François, « Belles histoires de l'aide: Introduction thématique », in *Afrique contemporaine*, nº 4, vol. 236, 2010, p. 41.

[334] LËTZEBUERGER JONGBAUEREN A JONGWËNZER, *L'âne « premier fils du paysan », regards sur l'introduction de la traction asine au burkina Faso par les jeunes agriculteurs et viticulteurs luxembourgeois*, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Service Tiers-Monde a.s.b.l., 2004.

capitalisation d'expériences est d'ailleurs un exercice de collecte de données et d'évaluation de leur action de plus en plus utilisé par les acteurs de la configuration développementiste[335].

En somme, il est évident que ces histoires de l'aide sont un exercice très différent de ce que propose cette étude. En effet, nous interrogeons ici ce que Paul Ricœur désigne comme « l'impression », c'est-à-dire, l'impression que les interventions de développement laissent après leur passage et non pas « ces choses qui ont passé pour produire [cette impression] »[336]. Par ailleurs, les histoires de l'aide, souvent linéaires, ne prenant donc pas en considération une multiplicité de temps sociaux comme le fait la mémoire, semblent proposer une version officielle de l'histoire du développement. Sans que cela soit fait de manière intentionnelle ou consciente, elles participent à établir une forme de normativité. Ceci n'est pas sans rappeler que l'histoire (quel que soit son sujet) déborde du champ de la production scientifique si bien qu'elle se diffuse dans l'espace public, dans les manuels scolaires par exemple, affectant ainsi la transmission des connaissances d'une génération à l'autre et par conséquent les usages politiques du passé. A la manière des controverses historiques et mémorielles, ainsi que de l'écriture officielle de l'histoire, nous soulignons ici le risque de normativité de notre travail s'il dépassait, en l'état, du champ académique et si, à la manière des manuels scolaires, il devait être compris comme une lecture totalisante du passé du développement.

[335] Voir à ce sujet les travaux de Franck Fortuné et Pierre-Jean Roca présentés au colloque du projet DeMeTer à Bordeaux le 9 novembre 2018 sur les liens entre mémoire et capitalisation.

[336] Paul Ricœur, *Temps et récit*, Paris, Seuil, 1983, p. 37.

2.1.2. Un problème de méthode ?

En affirmant que la mémoire du développement n'existe pas nos interlocuteurs ont-ils voulu dire qu'elle ne peut pas exister à cause d'un problème de méthode ? Cette interrogation renvoie à un débat plus ancien entre historiens, sociologues de la mémoire et anthropologues quant à la différence entre « évoquer » et « se rappeler ». Au-delà de la querelle sémantique[337], il existe une différence notable entre le fait de se rappeler, acte *a priori* individuel et action cérébrale qui n'est pas nécessairement verbalisée, et celui d'évoquer car l'évocation renvoie à la narration et au récit du souvenir. Ce dernier est obligatoirement plus riche que ce qu'une personne peut en évoquer lorsque le récit transite par des formes de médiation comme le discours, le dessin etc. L'anthropologue Maurice Bloch analyse deux moments au cours desquels le même souvenir lui est rapporté de deux manières différentes. Il s'agit de deux souvenirs des insurrections contre le système colonial en 1947 à Madagascar, commémorées chaque 29 mars depuis 1967. Il qualifie les décalages de mémoire comme un incident et en conclut au plan théorique que :

> « (…) nous ne devons, en aucun cas, confondre un récit d'un événement avec le souvenir qu'en ont gardé les participants. Un récit se fonde sur le souvenir ; néanmoins les sujets peuvent très bien solliciter leurs images mentales pour élaborer d'autres récits lorsqu'ils sont stimulés par un contexte social ou, dans le cas précédent, un contexte visuel[338]. Ce qui constitue le souvenir ne se résume pas à un récit en particulier, ni même à la somme de tous les récits ; il est

[337] Maurice Bloch, initiateur de l'anthropologie cognitive reproche ainsi à Maurice Halbwachs, théoricien de la mémoire de ne pas situer sur le plan sémantique et épistémologique la distinction entre « évoquer » et « se rappeler ».

[338] Les souvenirs sont rapportés par les interlocuteurs de Maurice Bloch à partir d'un élément du paysage qui déclenche les récits.

> conservé sous une forme non verbalisée, et son contenu reste incertain, même pour les principaux intéressés. Ainsi on aurait dit que cet homme qui évoquait le détail des événements dans la case découvrait, au fil du récit, de plus en plus de détails »[339].

Par conséquent, il ne faut pas confondre le récit d'un évènement avec le souvenir qu'en ont gardé celles et ceux qui y ont ou non participé. L'auteur de *l'Anthropologie et le défi cognitif* souligne ainsi que le souvenir est constitué dans une forme non verbalisée. Le produit linguistique qu'est le souvenir, délivré par l'individu fait l'objet de nombreuses transformations et son contenu demeure incertain. Cependant, en confrontant les deux souvenirs que ses interlocuteurs lui rapportent il précise que, bien que différents, ils ne s'opposent pas. Il n'y a pas d'un côté un récit reposant sur les faits et de l'autre un récit mythologique. Il en conclut, sur le plan théorique, que la narration d'un souvenir *via* le récit est insuffisante pour en déduire le souvenir qu'en ont les gens.

De ce fait et à partir de l'expérience de Maurice Bloch, on peut naturellement rejoindre l'affirmation des deux experts mentionnés plus haut : la mémoire du développement n'existerait pas, seule demeurerait l'évocation de cette mémoire forcément limitée, transformée et biaisée. Pourtant, la mémoire a besoin de la narration, « se souvenir c'est se raconter une histoire »[340], même si cela conduit à raconter des histoires qui peuvent être morcelées et fragmentées. À la manière de ce qu'avance Jennifer Cole dans ses travaux sur Madagascar, cette étude s'intéresse aux récits verbalisés « même s'ils ne révèlent pas tous les souvenirs de l'individu car c'est par son biais que la

---

[339] Maurice Bloch, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, traduit par Françoise Lacotte et Claude Lacotte, décembre 1995, nº 2, p. 5.

[340] Lucette Valensi inverse l'idée avancée par Paul Ricœur dans *Temps et récit* selon laquelle « narration, dirons-nous, implique mémoire », voir Lucette Valensi, *Fables de la mémoire: la glorieuse bataille des trois rois*, Paris, Seuil, 1992, p. 275.

mémoire est partagée »[341]. Nous insistons donc une fois encore sur le fait que notre travail porte bien sur les récits « par le bas » des interventions de développement puisque nous ne pouvons prétendre à écrire la mémoire du développement.

Une fois cette précaution rappelée, un autre problème méthodologique demeure et qui rendrait impossible l'existence d'une mémoire du développement. Il s'agit de la présence d'un événement fondateur sur chaque terrain de recherche. Nous fixons artificiellement des bornes chronologiques dans l'interrogation sur le souvenir auprès de nos interlocuteurs, à savoir les Indépendances du Maroc et de Madagascar. En interrogeant la question du temps et de l'événement, il ne s'agit pas pour nous de dire que toutes les études et travaux sur la mémoire portent justement sur la mémoire d'un événement que l'on peut dater. Cependant, force est de constater que les travaux sur la mémoire portent sur des évènements qui peuvent être situés dans le temps, avec plus ou moins de précision. On pense ainsi aux travaux portant sur les traumatismes de l'histoire du XX^{e} siècle comme la Première et la Seconde Guerres mondiales, la Shoah, les génocides arméniens et rwandais[342] mais aussi sur la mémoire des expériences de migration[343] et des idéologies politiques comme le communisme[344]. Il s'agit d'évènements passés qui entretiennent avec le présent un lien affectif, moral voire identitaire. Il serait contre-productif et faux d'affirmer que ces évènements sont terminés et que l'analyse ne peut porter que sur des évènements terminés, cependant dans notre étude on pourra s'interroger sur le fait que le développement n'est finalement jamais

---

[341] Jennifer Cole, « Quand la mémoire resurgit. La rébellion de 1947 et la représentation de l'État contemporain à Madagascar », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, mars 1997, n^{o} 28, p. 8.

[342] Rémi Korman, « La politique de mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda : enjeux et évolutions », *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, décembre 2013, n^{o} 66, p. 87-101.

[343] Margot Delon, *Les incidences biographiques de la ségrégation : trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France*, Thèse de doctorat en sociologie, Institut d'études politiques de Paris, Paris, 2017, 636 p.

[344] Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, 319 p.

terminé et ne fait pas l'objet d'un consensus quant à la date ou l'époque de son occurrence (voir *infra*).

2.1.3. La mémoire : entre usage métaphorique et réalités cognitives

Nous insistons dans la section précédente sur le débat et les controverses dans les sciences sociales portant sur le couple histoire / mémoire, nous permettant ainsi de soulever des perspectives pour cette recherche. Seulement, la mémoire n'est pas l'apanage des historiens, des sociologues ou des philosophes. Marie-Claire Lavabre rappelle à ce sujet que le terme « circule entre des sphères de nature différente »[345], puisqu'il est à la fois un objet théorique et une réalité sociale et physiologique nommée comme telle. En effet, le concept de mémoire fait l'objet de transferts conceptuels depuis les sciences cognitives et les sciences sociales en font un usage métaphorique[346] que Maurice Bloch qualifie d' « extrêmement relâché »[347]. Ce dernier, dans son ouvrage, montre en quoi les sciences sociales et les neurosciences auraient tout intérêt à dialoguer autour de la mémoire, même si elles en ont des définitions qui n'ont aucun rapport. Puisque la mémoire évoque dans le sens commun, un phénomène psychologique c'est-à-dire « l'inscription dans l'esprit ou dans le cerveau, de ce que l'on pourra y retrouver plus tard »[348], alors, sciences sociales et neurosciences pourraient se rejoindre sur cette définition large, mais leur objet n'est pas le même. Ainsi, Maurice Bloch, citant les travaux d'Ulric Neisser, spécialiste de la psychologie cognitive, pose le constat que les neurosciences effectuent des recherches sur des souvenirs éphémères, qui n'excèdent pas une minute, alors que les sciences sociales travaillent sur une mémoire à plus long

---

[345] M.-C. Lavabre, « Paradigmes de la mémoire », art cit, p. 140.
[346] Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy: de 1944 à nos jours*, 2. éd. revue et mise À jour., Paris, Éd. du Seuil, 1990, 414 p.
[347] M. Bloch, *L'anthropologie et le défi cognitif*, *op. cit.*, p. 214.
[348] *Ibid.*, p. 215.

terme[349]. Notre propos n'est pas ici de réconcilier les disciplines, dans la mesure où nous ne travaillons pas dans cette recherche et dans le projet DeMeTer, avec des psychologues ou des neuroscientifiques, mais il est d'exposer brièvement les catégories de la mémoire ainsi que les régimes mémoriels utilisés dans ces disciplines. Ces catégories ont une grande importance pour notre recherche dans la mesure où elles aident à penser la mémoire du développement et surtout à l'incarner au quotidien dans sa mobilisation dans l'espace public. La mémoire est en effet requise pour réaliser des activités cognitives comme la mobilisation de concepts ou la création de routines. Ces éléments une fois analysés permettent de mettre en lumière les apprentissages, habitudes et habitus dérivés des interventions de développement. Concrètement, dans la vie quotidienne, les individus mémorisent certains éléments du paysage et de l'environnement direct comme des plans pour se repérer, métaphoriquement parlant. Ce sont précisément ces mécanismes que cette étude met à jour pour identifier la manière dont la mémoire est un capital qui se formalise sur le plan cognitif par une cartographie des acteurs, des connaissances mobilisables sur les processus, des manières de faire des opérateurs et des bailleurs etc. Néanmoins, ces procédures ainsi que les éléments gardés en mémoire ne sont pas pour autant tous facilement descriptibles dans la mesure où certains sont implicites ou difficilement explicitables.

Sur le plan de l'histoire des sciences, notons tout d'abord que l'anatomie de la mémoire, au niveau physiologique, est récente puisque la cartographie du cerveau n'est connue que depuis le XIX^{e} siècle. Aristote pensait d'ailleurs que les fonctions cognitives et émotionnelles étaient situées dans le cœur. La cartographie du cerveau a montré que les différentes formes de mémoire y empruntent différents canaux et se situent dans des régions variées de cet

[349] M. Bloch, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », art cit, p. 1 ; Ulric Neisser, « Memory : What are the Important Questions ? » dans M. M. Gruneberg, P. E. Morris et R. N. Sykes (eds.), *Practical Aspects of Memory: Current Research and Issues*, Chichester ; New York, Wiley, 1988, vol.1, Memory of Everyday Life.

organe. Les éléments constitutifs d'un souvenir sont donc éparpillés dans ces zones corticales qui sont activées lors de l'expérience et lorsque celle-ci est stockée[350]. On est donc loin de l'image de la bibliothèque, plus ou moins ordonnée, de souvenirs et d'un stock fidèle aux expériences.

Généralement, les modèles structuraux de la mémoire sont définis en fonction de la durée du stockage de l'information. Les deux premiers registres, sur lesquels nous passons rapidement, font état d'un stockage de l'information durant quelques secondes ou quelques minutes. Il s'agit de la mémoire sensorielle et de la mémoire à court terme. Un troisième registre concerne la mémoire de travail qui maintient de manière temporaire l'information pour réaliser des activités cognitives plus ou moins complexes comme le raisonnement, la compréhension et l'apprentissage. Le dernier registre, lié au précédent, est la mémoire à long terme qu'Endel Tulving[351] divise en trois sous-catégories : la mémoire procédurale, la mémoire épisodique et la mémoire sémantique. La mémoire procédurale est une mémoire des gestes répétés, inconsciente et donc non déclarative[352]. Elle permet l'acquisition de procédures techniques, motrices et cognitives aboutissant progressivement à la maîtrise d'un savoir-faire[353]. A l'origine de la mémoire procédurale se trouve un effort volontaire d'acquisition des procédures. La mémoire épisodique introduite par Tulving[354] est la mémoire des souvenirs personnels uniques, de ce qui est arrivé aux individus ; ces souvenirs ont des spécificités chronologiques et temporelles avec des indices émotionnels et affectifs. Enfin, la mémoire sémantique est la mémoire des connaissances. Contrairement à la précédente, c'est une mémoire de la répétition et elle n'est ni localisée ni datée. Il s'agit d'éléments qui sont appris

---

[350] Théodule Ribot, *Les maladies de la mémoire*, Baillère., Paris, 1881.

[351] Tulving, Endel, « How Many Memory Systems Are There ? », *American Psychologist*, 1985, vol. 40, nº 4, p. 14.

[352] Jean-Pierre Rossi, *Psychologie de la mémoire: de la mémoire épisodique à la mémoire sémantique*, Bruxelles, De Boeck, 2005, p. 31.

[353] Bernard Croisile, *Tout sur la mémoire*, Paris, O. Jacob, 2008, p. 96.

[354] Endel Tulving et Wayne Donaldson (eds.), *Organization of memory*, New York, Etats-Unis d'Amérique, Academic Press, 1972, xiii+423 p.

à plusieurs reprises et qui n'ont pas, selon les psychologues, de contenu émotionnel. Le tableau 3 explicite les deux catégories de mémoire.

Tableau 3 : Exemple de mémoire épisodique et sémantique (source Croisile, 2009).

Mémoire épisodique = mémoire personnelle, souvenirs	Mémoire sémantique = mémoire culturelle, connaissances
« je suis allé à Londres en septembre 1997	Londres est la capitale du Royaume-Uni La National Gallery est sur Trafalgar Square La librairie Foyle's se trouve dans Charing Cross Road

Il n'y a donc pas un unique registre mémoriel mobilisé dans le processus du souvenir. Au contraire, la mémoire que l'individu évoque et les souvenirs dont il se rappelle sont le produit d'une équation qui mêle des éléments appartenant aux différents régimes mémoriels. Le processus par lequel les souvenirs (mémoire épisodique) et les connaissances (mémoire sémantique) sont sélectionnés pour construire une mémoire autobiographique est d'ailleurs particulièrement complexe et peu de recherches ont été effectuées à ce sujet. Cette mémoire d'un passé plus ou moins lointain, qui est racontée, est aussi chargée de représentations qui sont fondamentalement sociales et collectives.

Ce détour par les neurosciences ne peut s'achever sans traiter, au moins rapidement, de l'oubli. Si les controverses sur la mémoire sont nombreuses entre les sciences sociales et cognitives, l'interprétation que les chercheurs font de l'oubli est, elle aussi conflictuelle. Sauf dans certains cas de pathologies, l'oubli n'est pas une maladie. L'effacement de la trace mnésique serait au contraire pour la mémoire une « condition de sa santé et de sa

survie »[355]. En d'autres termes, on ne peut ni ne doit se souvenir de tout. L'oubli facilite la rétention de ce que l'individu juge important. Les neurosciences montrent qu'il repose sur l'effacement progressif d'une trace du fait de la rareté de son évocation ou de son souvenir. Il n'y a donc pas de processus conscients ou intentionnels visant à oublier certains éléments appris ou certains souvenirs. Comme le rappelle Paul Ricœur, dans les sciences qui étudient les pathologies neuronales, « l'oubli est (…) évoqué dans le voisinage des dysfonctions des opérations mnésiques, à la frontière incertaine entre le normal et le pathologique »[356]. La psychanalyse, en particulier Sigmund Freud, propose cependant une lecture active de l'oubli, le refoulement. Ce dernier consiste à renvoyer dans l'inconscient un souvenir psychologiquement traumatique ou un fantasme pour protéger l'individu. Ce contenu refoulé peut cependant opérer un retour et ressortir sous la forme de lapsus ou d'actes manqués.

En outre, la psychanalyse introduit l'influence du collectif sur l'oubli individuel et Paul Ricœur va plus loin en interrogeant aussi l'oubli dans la vie publique. Il propose une typologie des « us et abus de la mémoire »[357], passant de la sphère privée, chère au psychanalyste, à la sphère publique que le philosophe, le sociologue ou l'historien analysent. C'est alors l'usage de l'oubli et donc du passé — ce que Tzvetan Todorov considère être un abus de mémoire[358] — dont il est question ainsi que de sa mise en récit politique. Il ne s'agit donc pas simplement d'effectuer un travail de mémoire pour se souvenir mais bien de faire un usage politique du passé contre l'oubli, pour un devoir de mémoire. Le débat sur l'oubli et le devoir de mémoire, en particulier après 1940-1945 en France[359], soulève la question, dans le cadre de cette étude, de l'existence d'un possible devoir de mémoire du développement. Dans cette optique, le développement serait alors une

---

[355] T. Ribot, *Les maladies de la mémoire*, *op. cit.*, p. 46.
[356] P. Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, *op. cit.*, p. 543.
[357] *Ibid.*, p. 575.
[358] T. Todorov, *Les abus de la mémoire*, *op. cit.*
[359] H. Rousso, *Le syndrome de Vichy*, *op. cit.*

expérience individuelle ou collective qui ferait l'objet d'usages politiques. De telles questions sont abordées dans un numéro spécial de la revue *Politique africaine* en octobre 2014 dans lequel les contributeurs s'interrogent sur les politiques de la nostalgie du développement[360] et sur la permanence du discours développementiste. Robert Ahearne, à partir de ses recherches au sud de la Tanzanie, explique comment le concept de développement est souvent évoqué comme appartenant au passé[361] et pouvant ainsi faire l'objet d'usages politiques.

2.2. De l'expérience intérieure au façonnement social de la mémoire

Le mot mémoire est utilisé pour désigner des réalités recouvrant différentes formes de présence du passé, dans un continuum de savoir allant des neurosciences aux sciences sociales en passant par la psychanalyse. Ces disciplines sont traversées par le débat relatif à la dimension sociale et individuelle de la mémoire.

De manière incontournable, la mémoire est avant tout l'affaire de l'individu. Les souvenirs, selon le sens commun, sont autant de traces d'évènements connus du seul l'individu et qui seraient de l'ordre de l'intime. Depuis les écrits platoniciens sur la réminiscence, une longue tradition philosophique fait de la mémoire une évocation intérieure source de la conscience. Pour Saint Augustin, la mémoire, qu'il entend comme présent du passé, constitue le pivot de l'identité et de l'unité de l'être. Bien qu'il n'emploie pas le mot de mémoire, le philosophe Edmund Husserl s'intéresse au souvenir comme constitutif de la conscience du temps permettant à l'individu d'opérer les allers-retours entre présent et passé et donc d'exister tout entier. En tant que

[360] Guillaume Lachenal et Aïssatou Mbodj-Pouye, « Restes du développement et traces de la modernité en Afrique », *Politique africaine*, 2014, vol. 135, nº 3, p. 5-21.
[361] R.M. Ahearne, « « Le développement ? », art cit.

conscience du passé, la mémoire rend ainsi possible la continuité de soi et la projection dans le futur. Si la mémoire est un fait qui semble *a priori* individuel, la dimension sociale et collective est d'autant plus importante qu'elle appuie, informe et encadre les souvenirs individuels.

Dans la section précédente nous avons fait référence à la mémoire autobiographique qui est le produit de souvenirs individuels mais aussi d'éléments factuels du passé que l'individu membre d'un groupe a par ailleurs retenus. Les traces du passé semblent donc également se trouver dans l'environnement socioculturel de l'individu. Si le groupe influence la mémoire individuelle, il existe aussi une tradition de recherche portant sur la mémoire des groupes aussi appelée mémoire collective, mémoire sociale et mémoire partagée.

La notion de mémoire collective, qui est largement utilisée aujourd'hui dans les discours médiatiques ou de commémorations, pose une question fondamentale pour ce travail : « qui se souvient ? ». Paul Ricœur rappelle à ce sujet que « les premiers souvenirs sont les souvenirs partagés »[362] tout en reprochant, dans un article, à la notion de mémoire collective de souffrir d' « d'inconsistance au plan conceptuel »[363]. En effet, l'idée selon laquelle un groupe peut avoir des souvenirs n'a *a priori* pas de sens. C'est pourtant l'une des dimensions que traite le sociologue français Maurice Halbwachs (1877-1945) à qui l'on attribue l'invention du concept de mémoire collective, dans deux de ses ouvrages, le premier publié en 1925[364] et le second en 1950[365] à titre posthume[366]. Halbwachs avance l'idée que l'individu ne se souvient pas seul, que ses souvenirs sont ouverts à la dialectique du temps et du social, déconstruisant ainsi l'idée développée par son ancien professeur,

---

[362] P. Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, *op. cit.*, p. 147.

[363] Paul Ricœur, « L'écriture de l'histoire et la représentation du passé », *Annales*, 2000, nº 55, p. 734.

[364] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*

[365] Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, France, PUF, 1950, 170 p.

[366] C'est la réédition de *La mémoire collective* qui relancera d'ailleurs le débat entre historiens et sociologues sur mémoire sociale / mémoire collective

Henri Bergson, selon laquelle les souvenirs sont indépendants et insensibles au passage du temps[367]. Halbwachs propose une théorie constructiviste du souvenir dans laquelle les mémoires individuelles sont toujours construites dans un dialogue avec l'environnement social. Les souvenirs sont en effet dépendants des récits reçus d'autrui, lesquels participent souvent de manière inconsciente à la reconstruction des souvenirs[368].

C'est sur ce point de la reconstruction des souvenirs que l'apport de Maurice Halbwachs est le plus notable. Il insiste sur le fait que « nous ne revivons pas le passé […], nous nous bornons à le reconstruire […], il faut donc renoncer à l'idée que le passé se conserve tel quel dans les mémoires individuelles »[369]. Cette reconstruction s'inscrit dans ce que Maurice Halbwachs appelle des cadres sociaux de la mémoire. Il s'agit de formes de ritualisation sociale qui proviennent des commémorations, des célébrations d'évènements mais aussi des groupes ou des institutions comme l'Église, la famille ou les classes sociales. La mémoire et les souvenirs individuels s'ancrent et sont ainsi configurés par ces cadres. La mémoire collective s'inscrit également dans des lieux matériels comme le démontre Maurice Halbwachs en étudiant les sanctuaires en Terre Sainte[370].

Ainsi, c'est à partir de sa conception des cadres sociaux de la mémoire et des récits collectifs que le sociologue conclut à l'existence d'une mémoire des groupes d'individus. Selon Halbwachs, la mémoire collective n'est donc pas simplement formée par la juxtaposition des mémoires individuelles : c'est au travers des interactions entre les membres du groupe que l'image du passé est produite et transmise comme un ensemble de représentations.

---

[367] Henri Bergson, *Matière et mémoire. Essai sur la relation du corps à l'esprit*, PUF., Paris, 1965, 282 p.

[368] C'est par exemple le cas des souvenirs d'enfance qui ont le plus souvent été rapportés par d'autres après quoi, l'individu fait siens ces souvenirs et a l'impression d'avoir vécu cet événement.

[369] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*, p. 279.

[370] Maurice Halbwachs, *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte : étude de mémoire collective*, Paris, PUF, 1941, 206 p.

L'objet de cette étude est précisément de pouvoir interroger et analyser le façonnement social de la mémoire, ce qui sera détaillé dans les chapitres qui suivent. Notons cependant que le concept de mémoire collective ou mémoire sociale fait l'objet de nombreuses critiques, notamment par les contemporains de Maurice Halbwachs. Ils lui reprochent de ne pas définir le terme collectif ou social et de mélanger « vocabulaire durkheimien » et « termes empruntés à la psychologie individuelle »[371]. Pour rendre compte de la situation dans laquelle des individus partagent des souvenirs, nous préfèrerons avoir recours à la notion de « mémoire sociale partagée »[372] au lieu d'utiliser celle de « mémoire collective ».

2.3. Les formes de la mémoire du développement

Cette troisième section parachève ce chapitre au cours duquel sont rappelés et interrogés les débats théoriques et conceptuels autour de la mémoire dans différentes disciplines. Dans cette anatomie de la mémoire, il faut, pour finir, aborder la question de la forme des mémoires du développement. Les débats relatifs à la mémoire posent en effet plusieurs questions d'ordre théorique et empirique à notre objet de recherche sur lesquelles il faut revenir. La perspective adoptée est encore de pouvoir expliquer l'affirmation selon laquelle la mémoire du développement n'existe pas !

Explorer la question de la forme des mémoires du développement conduit tout d'abord à discuter l'idée selon laquelle tout le monde n'a pas la même mémoire. En effet, les études empiriques en neurosciences montrent qu'il existe des degrés de mémoire qui varient d'une région du monde à l'autre,

[371] Marc Bloch, « Mémoire collective, tradition et coutume. A propos d'un livre récent. », *Revue de synthèse historique*, 1925, n° 118-120, p. 73-83.
[372] S. Gensburger, *Essai de sociologie de la mémoire*, *op. cit.*, p. 21.

d'un individu à l'autre et d'un groupe socioculturel à l'autre. L'environnement socioéconomique joue à ce titre un rôle important sur la capacité du souvenir. Cette dernière dépend alors des facteurs de stress et de difficultés (économiques, sociales etc.) auxquelles l'individu est exposé au cours de sa vie. Un autre facteur de stress réside dans les conditions de réalisation des enquêtes. Certaines situations d'enquête parce qu'elles apparaissent nouvelles, incontrôlables, inattendues ou surprenantes, peuvent générer une hausse du stress chez les enquêtés ce qui affaiblit et biaise les capacités de remémoration. Pour de multiples raisons il peut donc y avoir des « erreurs de mémoire » dues aux conditions de l'enquête (voir la première section du chapitre trois).

Il peut y avoir aussi des erreurs de mémoire involontaires, c'est-à-dire une « omission ou une réponse erronée produite involontairement par la personne interrogée »[373]. Pour prolonger cette discussion sur la faillibilité des souvenirs et de la mémoire dans le contexte de cette étude, nous entendons revenir sur le caractère sériel des évènements (les projets et programmes) et sur une possible mémoire qui sans cesse se recouvre (2.3.1). Ensuite, nous insistons sur un aspect fondamental qui pourrait différencier notre travail des autres recherches sur la mémoire, c'est-à-dire la forme fabriquée de la mémoire (2.3.2). En effet, s'il existe des manifestations collectives de la mémoire de la Shoah ou d'évènements et de catastrophes[374] au travers de commémoration, d'associations du souvenir, qu'en est-il des interventions de développement ?

[373] Nadia Auriat, *Les défaillances de la mémoire humaine: aspects cognitifs des enquêtes rétrospectives*, Paris, PUF, 1996, p. 18-19.

[374] Nous pensons par exemple à la mémoire des catastrophes naturelles qui font l'objet d'une mise en récit collective : au Maroc à Agadir dans le chef-lieu de notre région d'étude un musée « de la mémoire d'Agadir » raconte à partir de photographies, de lettres et de coupures de presse le tremblement de terre qui a détruit la ville le 29 février 1960.

2.3.1. Des mémoires recouvertes qui créeraient un souvenir générique du développement

L'enquête conduite au Maroc et à Madagascar est une enquête diachronique car elle interroge différents moments du passé des individus. Cette enquête est aussi rétrospective dans la mesure où les observations ont lieu à la fin de la période étudiée[375]. De telles enquêtes sont courantes mais la spécificité de cette étude a trait au fait que nous n'adoptons pas une approche évènementielle, c'est-à-dire que nous n'avons pas cherché la mémoire d'un événement unique étant donné que, *a priori*, nous analysons le développement à partir d'une multiplicité d'interventions. La mémoire que nous interprétons n'est pas reliée à un évènement qui aurait une date précise[376]. Au contraire comme le montre le premier chapitre de cette étude, les territoires sur lesquels porte ce travail sont le siège de nombreuses interventions dont la nature change au cours du temps, depuis les indépendances des deux pays. Cette recherche traite donc d'une série d'évènements qui se ressemblent – les projets dans leur fonctionnement sont similaires - tout en étant différents les uns des autres en raison des contextes et des périodes au cours desquelles ils ont eu lieu.

De plus, comme l'illustre la section sur la mémoire socialement partagée, les évènements que nous traitons ici (et qui forment la mémoire) sont vécus en commun. Or, face à la multiplicité des interventions, la question qu'il faut se poser est la suivante : le développement, c'est quel fait en commun ou quel fait en particulier ? En effet, les évènements sur lesquels nous travaillons sont susceptibles de se reproduire plus d'une fois dans le temps, la littérature en psychologie les nomme des évènements renouvelables ou *serial events*[377]. Ces derniers s'accumulent dans la mémoire des individus et

---

[375] Sur les caractéristiques et spécificités des enquêtes diachroniques et rétrospectives voir N. Auriat, *Les défaillances de la mémoire humaine*, *op. cit.*

[376] C'est d'ailleurs ce qui la différencie des recherches sur un projet de développement pris spécifiquement

[377] N. Auriat, *Les défaillances de la mémoire humaine*, *op. cit.*, p. 50-51.

peuvent donc altérer la qualité d'un souvenir ou se substituer les uns aux autres. Marie-Aude Fouéré cite la métaphore, souvent employée dans les recherches sur la mémoire, du palimpseste, un manuscrit écrit puis effacé et réutilisé par les moines copistes du Moyen-âge. Il s'agit de « parchemins sur lesquels se réécrivent les représentations des nouveaux épisodes du passé sur les traces d'anciens récits à moitié effacés, de sorte qu'au final se mêlent dans un même espace mémoriel des narrations du passé liées à des temporalités différentes »[378]. Dans le même esprit mais avec une autre métaphore, Georges Corm compare la mémoire à un « dépôt alluvionnaire du souvenir des faits passés, certains faits ne sont pas retenus par le dépôt alluvionnaire, d'autres sont transformés, magnifiés, exaltés ou maudits »[379]. Par extension, ces deux images font référence à un mécanisme psychologique selon lequel les faits nouvellement mémorisés se substituent ou s'ajoutent à ceux qui leur préexistaient. Ces deux métaphores au sujet des évènements en série ou répétés nous permettent de mettre en lumière deux conséquences qui s'avèrent déterminantes pour l'analyse de la mémoire du développement.

Cela soulève tout d'abord la question de ce que nous nommons la prime au dernier projet. Quand une expérience est répétée relativement souvent, il existe en effet un risque que l'individu enquêté ne cite et ne se souvienne que de la dernière qu'il a vécue et par conséquent que l'exercice de remémoration soit bloqué par la connaissance de l'intervention de développement la plus récente. Nous ne serions pas alors en mesure de dépasser la mémoire d'un projet alors que c'est précisément l'objectif que se fixe cette étude. La méthodologie et les recherches empiriques sont ainsi construites autour de plusieurs outils afin de nous prémunir de ce monopole mnésique du dernier souvenir.

[378] M.-A. Fouéré, « La mémoire au prisme du politique », art cit, p. 5.
[379] G. Corm, *Pour une lecture profane des conflits*, *op. cit.*, p. 137.

Ensuite, le rappel d'évènements en série, comme les projets de développement, présente le risque d'un télescopage. C'est un phénomène qui est très étudié dans les travaux sur les erreurs de rappel du passé[380]. Dans le cas du rappel d'un souvenir, à la manière d'un télescope qui comprime la distance entre l'observateur et l'élément qu'il regarde, c'est le temps qui est compressé vers le présent[381]. Cela signifie que la personne interrogée perçoit les évènements du passé comme étant survenus plus récemment et que les souvenirs ainsi que les dates se télescopent. Ce phénomène de télescopage n'est cependant pas simplement une erreur de mémoire. Au même titre que la prime au dernier projet détaillée plus haut, il doit conduire à interroger la prégnance et l'importance que prennent certaines interventions ou certains acteurs de la configuration développementiste dans les mémoires individuelles et socialement partagées. Nous détaillerons à partir de notre matériau empirique ces éléments dans les chapitres 3 et 4.

Il est aussi nécessaire de s'interroger sur le rôle des institutions sociales dans le modelage des souvenirs et dans les processus qui conduisent à élaguer, allonger ou régulariser les souvenirs. On entend par institution sociale des formes instituées[382], c'est-à-dire établies, impersonnelles et collectives dotées d'une forme de stabilité et de durabilité dans le temps, régulant les interactions sociales par un ensemble de règles, de pratiques et de modes de fonctionnement (la tribu, l'organisation communautaire de base, les groupes religieux et confessionnels, la famille etc.). L'origine du questionnement du rôle des institutions dans la gouvernance de la mémoire provient de travaux réalisés dans les années 1930 traitant des « mémoires

---

[380] Charles P. Thompson, John J. Skowronski et D. John Lee, « Telescoping in dating naturally occurring events », *Memory & Cognition*, septembre 1988, vol. 16, nº 5, p. 461-468 ; David C. Rubin et Alan D. Baddeley, « Telescoping is not time compression: A model of the dating of autobiographical memory », *Memory & Cognition*, novembre 1989, vol. 17, nº 6, p. 653-661.

[381] N. Auriat, *Les défaillances de la mémoire humaine*, *op. cit.*, p. 24.

[382] Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, F. Alcan, 1895.

prodigieuses »[383] de certains groupes d'individus qui sont réputés pour avoir des capacités mnésiques supérieures, par rapport à d'autres groupes. Les observations de l'ethnologue Frederic Bartlett[384] sur les Swazis d'Afrique australe montrent que la grande capacité de souvenirs de ce groupe d'individus, dont certains se souviennent les détails de vente d'animaux (nombres de têtes, identité du vendeur etc.), ne se retrouvent que pour des aspects propres à la vie du groupe, ici l'organisation de l'activité pastorale. Edward Evans-Pritchard en 1937 va plus loin en décrivant la généalogie des Nuers en Afrique de l'Est[385]. Il dépeint une mémoire qui s'efface quand elle est recouverte. Les Nuers se souviennent des ancêtres sur onze générations mais ce souvenir est modelé et canalisé par l'institution puisque le nombre d'ancêtres connus reste toujours le même. Les ascendants les plus anciens sont, au fur et à mesure, effacés. Cela pose une série de questions quant à l'objet de cette recherche : Y a-t-il substitution ou ajout des projets de développement successifs ? Cette question revient ainsi à considérer la « valeur de l'oubli »[386] (*Voir supra*). Quelles sont les conditions de l'effacement de la mémoire de certaines interventions de développement, ou plutôt pourquoi certaines interventions l'emportent-elles sur d'autres qui disparaissent dans le processus de mémorisation et de reconstruction des souvenirs ? Y a-t-il un lien avec l'évaluation personnelle et individuelle de la réussite ou de l'échec d'une intervention ? Y a-t-il des institutions qui canalisent et fabriquent la mémoire du développement ? La dernière section de ce chapitre interroge précisément les spécificités de notre objet d'étude par rapport à l'existence ou l'inexistence d'une mise en récit collective des mémoires.

---

[383] Nicolas Roussiau et Elise Renard, « Des représentations sociales à l'institutionnalisation de la mémoire sociale », *Connexions*, 2003, vol. no80, nº 2, p. 38.

[384] BARTLETT Frederic C., *Remembering: A Study in Experimental and Social Psychology*, Cambridge University Press, 1932, 327 p.

[385] Edward Evans-Pritchard, *Les Nuers*, Paris, Gallimard, 1937.

[386] Marie-Claire Lavabre, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 2000, vol. 7, nº 1, p. 52.

2.3.2. Existe-t-il des évocations collectives du passé du développement ?

La dernière hypothèse que nous souhaitons aborder dans ce chapitre construit autour de l'affirmation « la mémoire du développement, ça n'existe pas ! » a trait à la fabrique des mémoires socialement partagées. Alors que Maurice Halbwachs écrivait dans l'entre-deux guerres que nous ne sommes « pas habitués à parler de la mémoire d'un groupe, même par métaphore »[387], cela a aujourd'hui un caractère d'évidence, comme le rappelle Marie-Claire Lavabre dans ses travaux[388]. On en vient presque à oublier que la mémoire renvoie à deux niveaux de récits : celui des mémoires sociales pensées à l'aune de leurs expressions institutionnelles, c'est-à-dire les configurations mémorielles qui font l'objet d'une politisation et les souvenirs portés par l'expérience vécue[389]. En France par exemple, des périodes et des évènements historiques comme l'esclavage, le Régime de Vichy, la Shoah, ou encore la colonisation font l'objet de mobilisations sociales pour la légitime reconnaissance de préjudices ou d'un devoir de mémoire[390]. Pour autant, doit-on en conclure que toutes les mémoires, pour exister, doivent avoir une fonction et passer par un processus de politisation ? Si tel est le cas, alors nous pourrions aller dans le sens de l'affirmation « la mémoire du développement ça n'existe pas » car il n'y a pas *a priori* de récit organisé, de configuration ou de manifestation mémorielle du développement. Si l'on pousse encore plus loin les logiques du travail académique et de la fabrique de la mémoire, on peut ainsi dire qu'il n'y a pas de « mémoire de la mémoire » ou de fait commémoratif du développement.

---

[387] M. Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.*

[388] M.-C. Lavabre, « Paradigmes de la mémoire », art cit.

[389] Lavabre, Marie-Claire, « La Commémoration : mémoire de la mémoire ? », *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 2014, nº 3, p. 26-37.

[390] Sur les terrains africains on citera également les travaux de Chloé Josse-Durand qui a travaillé sur les usages politiques du passé et du patrimoine : Chloé Josse-Durand, *Bâtir les mémoires locales, « pluraliser » le récit national : le musée communautaire au prisme des usages politiques de la mémoire et du patrimoine au Kenya et en Éthiopie*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, Bordeaux, 2016.

Cela s'expliquerait par le fait qu'il n'y a pas d'unicité de la mémoire des interventions de développement et qu'il n'y a pas de collectif qui la porte. Cela pousse à s'interroger sur l'existence de moyens de production et de transmission du souvenir, ce que Lucette Valensi appelle la mnémotechnique, dans ses travaux sur les souvenirs et le rapport entre histoire et mémoire à partir d'une bataille entre marocains et portugais au XVI^{e} siècle[391]. Selon l'historienne, la mnémotechnique est composée de textes, de rituels civiques ou religieux, d'iconographies etc. Si dans notre étude, il existe bien des souvenirs des interventions de développement, ceux-ci sont éclatés dans une constellation de récits autobiographiques publics ou non. Peu sont écrits ou formalisés[392]. Il n'y a alors pas de gestion publique de la mémoire du développement et, de ce fait, pas de récit institutionnalisé à analyser en tant que tel. Pour autant, cela ne veut pas dire que la mémoire du développement n'existe pas mais plutôt qu'il faut utiliser d'autres méthodes et d'autres ressorts pour analyser les récits collectifs et les souvenirs individuels. La mémoire des interventions de développement existe puisqu'elle est transmise de génération en générations. En témoignent les récits rapportés par les plus jeunes de l'installation de l'eau ou de l'électricité au Maroc ou de la présence d'assistants techniques dans les rizières malgaches (voir les troisième et quatrième chapitres). L'objet de cette étude est d'ailleurs de montrer que certains locuteurs ont une légitimité plus forte que d'autres pour parler des interventions du développement, ce qui leur permet de dégager des ressources symboliques, politiques, sociales et parfois matérielles (voir chapitre 6).

L'idée selon laquelle il n'y a pas de mise en récit politique du passé du développement en Itasy et dans le Souss Massa Drâa permet de considérer

---

[391] L. Valensi, *Fables de la mémoire*, *op. cit.*, p. 18.

[392] Citons dans le Souss Massa Drâa le travail qu'est en train de réaliser un militant des droits de l'homme, très engagé dans le développement, dans l'objectif d'écrire ses mémoires. Mais, ces dernières dépassent l'expérience du développement puisqu'il a été détenu pendant les années de plomb au Maroc et que c'est l'ensemble de son expérience qu'il met en récit.

l'ambiguïté à laquelle tout chercheur travaillant sur la mémoire est confronté : travaille-t-on *sur* la mémoire ou *avec* la mémoire ? La distinction peut tenir de la subtilité de langage, pourtant, elle a des répercussions épistémologiques et empiriques sur lesquelles il est nécessaire de revenir. D'une part, la sociologie de la mémoire travaille *sur* la mémoire à partir d'un matériau diversifié constitué d'archives publiques et privées, d'entretiens, d'enquêtes topographiques, d'observations… d'autre part, travailler *avec* la mémoire se rapproche d'une forme d'histoire orale qui puise son matériau principal dans les témoignages. Une telle dichotomie est, somme toute, relative et notre étude montre dans quelle mesure les cadres théoriques de la sociologie de la mémoire peuvent être utilisés pour l'analyse d'une mémoire qui n'est pas encore socialement ou politiquement constituée. Nous participons donc à constituer ces mémoires et, de ce fait, notre travail risque de figer les mémoires, faisant du chercheur un acteur de la fabrique des souvenirs et de cette étude une création autorisée du discours sur le passé et sur le développement.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de présenter les différents usages et conceptions relatifs à la notion de mémoire, et ce dans différentes disciplines, au prisme de la configuration développementiste. Nous avons ainsi clarifié les positionnements théoriques et empiriques de cette étude ainsi que les spécificités de l'usage de la notion de mémoire dans les mondes de l'aide. De cet état de l'art, il faut retenir quatre points essentiels.

Premièrement, notre travail ne vise pas à produire une histoire objective de l'aide au développement au Maroc et à Madagascar (c'était l'objet du chapitre premier). Nous avons montré en quoi le débat entre histoire et mémoire, dans les sciences sociales, permet de distancier notre travail de l'écriture d'une histoire objective selon un processus rationnel. Le matériau de cette thèse repose sur des souvenirs qui font l'objet d'un processus de reconstruction et qui sont donc soumis aux capacités cognitives aléatoires des individus ainsi qu'aux processus sociaux dans lesquels l'exercice du souvenir et de la narration s'inscrit. La mémoire ainsi reconstruite est donc nécessairement subjective et imparfaite. Elle n'est ainsi pas fidèle à l'histoire et c'est justement cette trahison qu'il est pertinent d'analyser puisqu'elle révèle des mécanismes socio-politiques, des rapports de force ainsi que des représentations de ce qu'est, pour les attributaires des interventions, le développement.

Deuxièmement, en plus d'être reconstruite, la mémoire du développement est rapportée. En effet, nous n'avons pas accès directement aux souvenirs des individus mais uniquement aux récits qu'ils en font ou qu'ils veulent bien en faire. La notion de « mémoire du développement » est ainsi métaphorique, elle n'existe pas en soi et n'est pas atteignable par le chercheur sans passer par le processus du langage et de l'interaction.

Troisièmement, la présentation de l'état de l'art conduit à identifier des risques et des biais liés à l'usage de l'outil mémoire sur les configurations de développement. Ces derniers constituent le paradoxe de cette étude. En effet, reconstruire les mémoires des interventions de développement conduit à nous exposer à la création d'un souvenir générique, moins consistant et largement imprécis qui concentrerait un ensemble d'expériences ou au contraire serait contraint par les dernières expériences ou par les plus marquantes. C'est justement en raison de ce risque, pour tenter de le dépasser mais aussi pour pouvoir naviguer dans le temps, que nous avons défini une méthode mixte d'enquête qui croise plusieurs manières de reconstruire les récits des souvenirs des interventions de développement.

Quatrièmement, notre objet de recherche, le développement, est spécifique dans la mesure où il n'existe pas de mise en récit politique, collective ou institutionnalisée du passé du développement en Itasy ou dans le Souss Massa Drâa. Il n'existe pas non plus d'évènement fondateur qui serait vécu en commun et que nous pourrions analyser. En effet, nous ne travaillons pas sur un projet ou un programme en particulier mais bien sur l'accumulation des interventions au niveau local et sur la manière dont elles impriment les configurations mémorielles et les trajectoires individuelles d'un point de vue diachronique. La deuxième partie de cette étude nous conduit à découvrir et à explorer les récits ainsi que les souvenirs rapportés par les individus afin de reconstruire la mémoire du développement et d'en analyser ses contours.

2ème Partie : La mémoire dévoilée

Le premier chapitre de cette étude s'apparente à une image objectivée de l'histoire des interventions de développement sur les deux terrains d'enquête, ce qui le rend nécessaire à notre étude mais insuffisant toutefois, d'autant plus après avoir défini dans le deuxième chapitre les controverses et débats théoriques sur la mémoire à la lumière de notre objet de recherche.

Nous proposons dans cette deuxième partie de « dévoiler »[393] la matière sur laquelle nous travaillons, c'est-à-dire la mémoire, à partir des souvenirs individuels et socialement partagés. Si, comme nous l'avons signalé dans la partie précédente, il sera impossible de lever complètement le voile de la mémoire puisqu'il s'agit d'un contenu non accessible au chercheur, cette partie a pour objectif d'en fournir une synthèse rationnelle. L'enjeu en est ainsi de pouvoir répondre de manière détaillée à la question : de quoi se souvient-on ? Derrière cette interrogation centrale dans le cadre d'un travail sur les souvenirs et la mémoire, la question qui nous intéresse est finalement celle du « pourquoi ? » ; plus spécifiquement, pourquoi tels ou tels souvenirs, acteurs, processus, paradigmes de l'aide laissent-ils une trace plus ou moins importante que les autres ? Notre objectif est d'analyser le contenu des souvenirs et des récits des expériences de développement en caractérisant le processus par lequel se reconstruisent les mémoires du développement. Par là nous envisageons de montrer comment il est imbriqué avec des processus sociopolitiques passés et présents.

Cette deuxième partie engage ainsi une discussion et pose un regard critique sur les mondes de l'aide et sur le développement, dans une perspective

[393] Le terme « dévoiler » fait ici référence à l'ouvrage *Le réel voilé* (Éditions Fayard) du physicien et philosophe des sciences Bernard d'Espagnat publié en 1994.

historique et comparative. Elle est organisée en deux chapitres au cours desquels seront notamment présentées notre approche méthodologique et l'utilisation d'une méthode mixte de recherche. La discussion sur la méthode représente pour nous un enjeu important de notre étude tant l'opérationnalisation du concept de mémoire pour analyser les processus de développement est complexe et exigeante. A partir de notre matériau empirique, cette partie sera ainsi l'occasion de mettre en lumière les biais et les risques attachés à l'utilisation de la mémoire pour relire les processus de développement.

Le premier chapitre de cette partie (chapitre 3) se concentre sur l'analyse des souvenirs des interventions de développement dans les sept communes où nous avons enquêté à partir de trois entrées thématiques : la distribution spatiale des souvenirs, la perception des temporalités du développement et enfin les catégories d'acteurs des mondes de l'aide qui marquent les mémoires individuelles et socialement partagées. Ces trois éléments nous permettront de montrer que le processus de reconstruction des souvenirs liés aux interventions de développement s'effectue dans une forme de dialectique entre le passé et le présent ainsi qu'à la lumière d'évènements personnels ou collectifs, de ruptures sociales, politiques ou économiques.

Ensuite, le chapitre 4 se focalise sur l'analyse des récits collectés (bien que les données des enquêtes par questionnaire soient aussi mobilisées). Il s'agit de pouvoir poursuivre la caractérisation des éléments qui participent à la reconstruction des mémoires, et notamment les cadres sociaux mais aussi le poids de la matérialité et des traces tangibles des projets. Nous montrerons d'ailleurs que cette dimension matérielle des processus de développement demeure un élément structurant des représentations sociales individuelles et collectives du passé du développement. Le paysage porte en effet les stigmates du développement qui est souvent considéré comme une promesse non tenue, en opposition avec celles faites par les mondes de l'aide ou par les acteurs de l'action publique. Plus encore que les

récits, nous révélons des contre-récits du développement qui témoignent des inadéquations entre les projections de la configuration développementiste d'une part et les représentations populaires d'autre part. Nous démontrons d'ailleurs que ces contre-récits sont une manière d'exprimer des mécontentements et constituent un mode d'intervention politique.

Chapitre 3. Les déterminants socio-politiques de la reconstruction des souvenirs des interventions de développement

Après avoir réalisé une histoire de l'action publique et de l'aide à Madagascar et au Maroc et défini les entrées théoriques relatives à la mémoire que nous utilisons dans cette étude, ce troisième chapitre a pour objectif de 'découvrir' les mémoires et de décrypter les outils utilisés pour le faire. En d'autres termes, il explore les réponses aux questions suivantes : comment l'outil mémoire peut rendre compte de cette diversité d'interventions de développement ? Quelles méthodes et quels instruments le chercheur peut-il mobiliser pour contourner le risque de n'observer que des mémoires « recouvertes » par les derniers projets ou programmes ? Comment dépasser le souvenir générique du développement ? Répondre à ces trois questions nous permet ainsi de dégager des enseignements et de proposer une nouvelle lecture des acteurs, des processus et des modes d'action de la configuration développementiste à partir des souvenirs que la population a partagés.

Pour ce faire, ce chapitre est élaboré à partir du postulat selon lequel la mémoire du développement est un stock constitué par le flux des souvenirs, ainsi que le suggère Georges Corm. Ce chapitre vise à souligner l'hétérogénéité de ce stock de souvenirs et à analyser à partir de plusieurs variables les évènements qui laissent une trace dans les mémoires individuelles et socialement partagées. Pour reconstituer ce stock, cette étude se base sur la réalisation d'une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population des sept communes concernées par cette étude. La première section de ce chapitre est consacrée à la présentation de l'enquête par questionnaire, son contenu, sa mise en œuvre

et ses biais (3.1). Les sections suivantes ont pour objectif de rentrer, progressivement, dans le détail des souvenirs et d'apporter différents éléments de réponse aux questions : quels souvenirs et quelles interventions impriment-ils, plus que d'autres, la mémoire des individus et quels sont les déterminants de cette impression ? Les différentes sections fournissent des éléments de réponse à ce questionnement permettant ainsi de rendre compte de la multiplicité des souvenirs et donc de rendre compte par là même de l'expérience du développement. Sont ainsi présentées et analysées les différences d'épaisseur des souvenirs de la participation à des interventions de développement dans les différentes communes. Pour ce faire, nous réalisons une distinction analytique de la vivacité de la mémoire, à la lumière des contextes des différentes communes (3.2). Nous montrons également comment la projection spatiale des souvenirs sous forme de cartes ou de schémas permet d'analyser le déploiement des projets et programmes sur les territoires. Cette phase de quantification des souvenirs et de spatialisation des interventions n'est qu'une première étape pour rendre compte de leur très grande diversité au Maroc et à Madagascar. En effet, il faut ensuite replacer ces souvenirs dans une échelle temporelle, ce qui permet à la fois d'explorer les mécanismes de la formation de la mémoire, ses biais et ses travers, ainsi que la manière dont les enquêtés se représentent les temporalités du développement dans leur commune (3.3). Enfin, la dernière section de ce chapitre répond à la question : « de qui se souvient-on ? » (3.4). Il s'agit de discuter les différentes catégories d'acteurs qui interviennent dans le développement des territoires au Maroc et à Madagascar. Nous analysons ainsi la manière dont les acteurs du développement sont évoqués et la trace différenciée qu'ils laissent dans la mémoire des individus. Cette section finale, comme l'ensemble de ce chapitre, verra se croiser plusieurs types de données, issues des enquêtes par questionnaire, de l'analyse des archives et des entretiens.

3.1. L'enquête par questionnaire pour capturer le flux de souvenirs et décortiquer une mémoire dans le détail

Avant de présenter dans le détail le questionnaire d'enquête utilisé au Maroc et à Madagascar, ainsi que sa mise en œuvre, il est nécessaire de revenir sur les différents éléments qui justifient l'utilisation d'un tel dispositif pour une recherche sur la mémoire. En effet, la majeure partie des études qui traitent de la mémoire en sociologie ou en science politique ne sont pas basées - ou très rarement - sur l'utilisation d'un questionnaire soumis à un grand nombre d'individus tandis que les études en psychologie sociale et en sciences cognitives utilisent assez largement ce procédé d'enquête pour analyser les mécanismes de codage, de stockage et de récupération des informations[394]. Dans ces disciplines, la dimension sociale du contenu de la mémoire, de sa transmission est aussi explorée via des questionnaires[395] standardisés auprès d'échantillons de taille plus ou moins importante, notamment pour déterminer, à l'aide d'un grand nombre de sujets, ce que l'on pourrait appeler des lois relatives aux processus mnésiques. Dans cette étude, l'objectif n'est pas de définir des règles statistiques de la mémoire du développement ni même de faire des moyennes ou de déterminer un individu moyen avec une mémoire moyenne. La rigueur du travail d'enquête par questionnaire le permet mais un tel résultat ne présente pas d'intérêt démonstratif ou analytique tant la reconstruction des souvenirs de l'expérience du développement fait appel à de multiples critères de l'intime et du vécu.

---

[394] En psychologie cognitive, les trois étapes essentielles à la formation du souvenir sont : en premier l'encodage qui correspond à la phase d'acquisition de nouvelles informations qui sont ensuite traitées et mises en mémoire. L'encodage contient de multiples informations et notamment des détails perceptivo-sensoriels comme l'état émotionnel dans lequel l'individu a acquis l'information. La deuxième étape est le stockage, c'est-à-dire le maintien dans le temps d'une information et sa réorganisation dans la mémoire à long terme. Enfin, le rappel ou la récupération désigne le processus qui permet d'accéder, de sélectionner, de réactiver ou de reconstruire des représentations ainsi que des informations emmagasinées.

[395] On pense par exemple à une étude pionnière du couple Victor et Catherine Henri sur les souvenirs d'enfance réalisée à la fin du XIX^{e} siècle : « Enquête sur les premiers souvenirs de l'enfance », *L'Année psychologique*, 1896, vol. 3, n^{o} 1, p. 184-198.

Il est cependant possible de faire des analyses sur un groupe d'individus en fonction de critères sociodémographiques comme l'âge, le niveau de formation ou le genre[396]. L'utilisation du questionnaire repose dans cette recherche sur un postulat théorique selon lequel l'agrégation des souvenirs individuels conduit à pouvoir interroger les mémoires socialement partagées. Son utilisation auprès d'un grand nombre d'individus permet de multiplier les points de sondage et de ne pas baser la démonstration uniquement sur un groupe restreint de personnes enquêtées, à moins de choisir dès le commencement de l'étude un groupe en particulier, ce qui n'est pas l'objectif du projet DeMeTer ni celui de cette étude. Multiplier les publics enquêtés est aussi un moyen de prendre en considération l'ensemble des interventions de développement au cours du temps et de saisir leur hétérogénéité ainsi que leur complexité. Les modes d'intervention et de mise en œuvre ainsi que le contenu des projets et programmes de développement sont pluriels et ont évolué au cours du temps.

L'enquête par questionnaire permet donc de multiplier les souvenirs (sans que le résultat ne soit compressé sur le plan statistique) et de reconstituer au moins en partie le flux et le stock des expériences sur de nombreux secteurs (agriculture, santé, environnement, vie quotidienne etc.). Il s'agit d'une manière de dépasser à la fois le piège du recouvrement des mémoires et la création d'un souvenir générique du développement compte tenu du caractère sériel des interventions de développement (voir *infra*). Enfin, l'utilisation d'un questionnaire auprès d'un grand échantillon d'individus est le moyen que nous avons considéré comme étant le plus instructif pour repérer les strates successives d'interventions qui laissent une trace plus vive ou, au contraire, celles qui sont oubliées, passées sous silence ou cachées. Le seul travail du questionnaire d'enquête qui peut être décrit comme « quantitatif » (bien qu'il comprenne de nombreuses données qualitatives) est bien entendu insuffisant et porteur de nombreuses limites

[396] Voir les travaux d'Elisabeth Hofmann, Isabelle Droy et Manon Fabre dans le cadre du projet de recherche DeMeTer.

étant donné qu'il repose sur une situation artificielle, celle de la restitution immédiate des souvenirs, source d'erreurs et de simplifications. Or, comme le souligne Frederic Bartlett au début du XX^{e} siècle, les souvenirs ne sont pas une copie des perceptions ni un simple enregistrement d'évènements qui se sont déroulés. Les souvenirs sont traités et transformés de façon qu'ils conviennent aux normes et valeurs individuelles et collectives[397]. C'est pourquoi cette étude mobilise et croise plusieurs méthodes pour dépasser ces limites et plus encore pour avoir une approche multi scalaire et multiforme de la mémoire.

Au cours de cette première section la mise en œuvre séquentielle de notre protocole de recherche sera présentée en insistant sur la chronologie et les techniques utilisées[398]. Pour rappel, le protocole a été mis en œuvre dans la région Itasy entre juin et novembre 2016 puis au Maroc dans la région Souss Massa Drâa au premier semestre de l'année civile 2017. Nous présenterons les deux parties du questionnaire d'enquête qui est, dans sa version française pour le terrain malgache[399], inséré dans les pages suivantes (3.1.1) pour ensuite exposer les limites et les possibles biais de ce dispositif (3.1.2) avant de discuter la construction de l'échantillon de cette enquête (3.1.3).

[397] F.C. Bartlett, *Remembering*, *op. cit.*

[398] La préparation technique et la réalisation logistique ont été un travail mené en collaboration avec Manon Fabre, VSI dans le projet DeMeTer. Une note méthodologique a été produite dans le cadre du projet de recherche et est intitulée *Méthode expérimentale de mesure de la mémoire du développement. Notice de mise en pratique d'outils à destination des acteurs du développement* (Bordeaux, DeMeTer, non publiée).

[399] Voir en annexe les versions traduites en français ainsi que les versions malgache et arabe du questionnaire d'enquête.

3.1.1. Présentation du questionnaire d'enquête

En préambule de cette section qui présente le questionnaire d'enquête et ses quarante questions, il faut noter que sa conception a été réalisée dans le cadre de notre collaboration avec Manon Fabre, Volontaire de solidarité internationale (VSI) dans le cadre du projet DeMeTer. Sa création a été rendue possible grâce aux recherches menées sur le concept de mémoire en sciences humaines et sociales, l'analyse des archives des interventions passées et surtout les entretiens exploratoires menés au Maroc et à Madagascar dans le cadre de cette étude. Ils ont permis de déterminer les zones d'enquêtes mais ils ont aussi été utiles pour définir les questions qui allaient composer le questionnaire final présenté dans les pages suivantes.

Le questionnaire a été conçu avec l'objectif d'être utilisé dans les mêmes termes et conditions au Maroc et à Madagascar. Les questions sont donc identiques, facilitant le traitement, l'analyse et le codage des données dans une perspective comparative. Cependant, des ajustements mineurs ont été opérés pour adapter les questionnaires aux spécificités administratives et territoriales des deux terrains.

Nous avons suivi le découpage classique des questionnaires qui comportent deux parties, « celle sur l'objet proprement dit et celle permettant d'en approcher les déterminants sociaux »[400]. Nous étudierons successivement le contenu de ces deux parties, à savoir les caractéristiques sociodémographiques de l'individu enquêté (3.1.1.1) et ensuite la mémoire des interventions de développement (3.1.1.2). La « passation » du questionnaire, c'est-à-dire le moment au cours duquel un individu répond aux

[400] François de Singly, *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 29.

questions posées par un enquêteur, dure entre vingt et quarante minutes[401]. Les individus sont enquêtés chez eux sans avoir été auparavant informés de la visite des enquêteurs. En effet, ils ne peuvent être prévenus à l'avance dans la mesure où les personnes sont choisies selon une méthode de tirage aléatoire.

[401] Ce qui représente une durée moyenne considérant le mode d'administration en face à face. Il ne faut généralement pas que la passation dépasse 40 minutes.

Questionnaire d'enquête à Madagascar

Partie 1 : Caractéristiques socio-démographiques et conditions de vie

Cadre réservé à l'enquêteur

1 Commune : ..... 2 Fokontany : ..... Date : ..... Prénom étudiant : .....

3 Age de l'enquêté : ..... 4 Ethnie : ..... 5 □ 1/ Femme □ 2/ Homme 6 Nombre d'enfants : .....

7 Age des enfants : ..... 8 Le plus souvent, vos enfants en âge de participer aux activités économiques y participent-t-ils ? □ 1/ Oui □ 2/ Non

9 Quel est votre niveau scolaire? □ 1/ Aucun □ 2/ Primaire □ 3/ Collège □ 4/ Lycée □ 5/ Supérieur

10 Ou habitez vous? Village ..... Quartier .....

11 Secteur d'activité / profession : □ 1/ Agriculteur, évelage, peche □ 2/ Artisanat □ 3/ Toursime □ 4/ Commerce □ 5/ Fonctionnaire □ 6/ Inactif □ 7/ Autre *(Travailler dans un magasin formel ou informel est l'activité principale)*

12 Depuis combien de temps habitez-vous là : □ 1/ moins d'un an □ 2/ de 1 à 5 ans □ 3/ de 5 à 10 ans □ 4/ de 10 à 20 ans □ 5/ plus de 20 ans

13 Le plus souvent, comment vous fournissez vous en eau ? *(une seule réponse possible)*
□ 1/ Eau courante (au robinet chez soi)
□ 2/ Robinet partagé avec les voisins
□ 3/ Borne Fontaine
□ 4/ Puits
□ 5/ Source
□ 6/ Rivière
□ 7/ Autre

14 Depuis quelle année vous fournissez vous en eau de cette manière? .....

15 Qui l'a installée?
□ 1/ Jirama
□ 2/ Une ONG (Laquelle?) : .....
□ 3/ Lui-même □ 4/ Ne sait pas

16 Le plus souvent, comment vous fournissiez vous en eau avant ? *(une seule réponse possible)*
□ 1/ Eau courante (au robinet chez soi)
□ 2/ Robinet partagé avec les voisins
□ 3/ Borne Fontaine
□ 4/ Puits
□ 5/ Source
□ 6/ Rivière
□ 7/ Autre

17 Avez-vous l'électricité à votre domicile actuel? □ 1/ Oui □ 2/ Non

17 a Depuis quelle année? .....

17 b Qui l'a installée?
□ 1/ Jirama
□ 2/ Une ONG (Laquelle?) : .....
□ 3/ Lui-même □ 4/ Ne sait pas

18 Avez-vous un téléphone portable? □ 1/ Oui □ 2/ Non

Page 1

19 Avez-vous des toilettes chez vous? ☐ 1/ Oui ☐ 2/ Non

19 a On-t-elles été installées par une intervention de développement? ☐ 1/ Oui, Laquelle? ..... ☐ 2/ Non

20 Quel type de toilettes votre ménage utilise-t-il?
- ☐ 1/ Toilettes avec siège
- ☐ 2/ Toilettes turques
- ☐ 3/ Latrines en béton
- ☐ 4/ Trou
- ☐ 5/ Rien

21 Accès aux médias au moins une fois par semaine *(plusieurs réponses possibles)*
- ☐ 1/ Télévision
- ☐ 2/ Internet
- ☐ 3/ Journal
- ☐ 4/ Radio

22 Quelle est votre situation matrimoniale?
- ☐ 1/ Célibataire
- ☐ 2/ Marié
- ☐ 3/ Veuf
- ☐ 4/ Vivant ensemble
- ☐ 5/ Divorcé

23 Selon votre niveau de vie et votre budget, vous voyez votre ménage parmi les :

	Actuellement	Il y a 10 ans *(2006)*	Il y a 20 ans *(1996)*	Il y a 30 ans *(1986)*	Il y a 40 ans *(1976)*
1/ Plus riches	☐	☐	☐	☐	☐
2/ Riches	☐	☐	☐	☐	☐
3/ Moyens	☐	☐	☐	☐	☐
4/ En difficulté	☐	☐	☐	☐	☐
5/ Pauvres	☐	☐	☐	☐	☐

Cocher la case correspondante au ressenti de la personne pour chaque période. Si la personne n'était pas née, prendre en compte le niveau de vie de ses parents

24 Par rapport aux besoins actuels de votre ménage, comment définiriez-vous votre situation :

	Actuellement	Il y a 10 ans *(2006)*	Il y a 20 ans *(1996)*	Il y a 30 ans *(1986)*	Il y a 40 ans *(1976)*
1/ Satisfaisant	☐	☐	☐	☐	☐
2/ Moyen	☐	☐	☐	☐	☐
3/ Insatisfaisant	☐	☐	☐	☐	☐

Cocher la case correspondante au ressenti de la personne pour chaque période. Si la personne n'était pas née, prendre en compte le niveau de vie de ses parents

Partie 2 : Mémoire des interventions locales de développement

25 Faites-vous partie de …
1/ ONG
2/ Coopérative
3/ Syndicat
4/ Association locale
5/ Association confessionnelle

Role dans le groupement :	Fondateur	Membre du bureau	Membre	Employé	Nom du groupement	Depuis quelle année?
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....

26 Avez-vous reçu du materiel dans le cadre d'une intervention de développement ? ☐ 1/ Oui ☐ 2/ Non
- **26a** Quelle structure? .....
- **26b** Quand? *(année)* .....

26 c L'utilisez-vous encore? ☐ 1/ Oui ☐ 2/ Non

27 Question sectorisée : complétez la case correspondante

Pour chaque domaine, demander l'intervention qui a été la plus importante pour l'enquêté.

	1/ Education	2/ Santé	3/ Culture	4/ Agriculture	5/ Vie quotidienne	6/ Gouvernance	7/ Environnement
Définition (Lire uniquement si l'enquêté ne comprend pas la question.)	*Préscolaire, primaire, collège, lycée, centre de formation continue, université, etc*	*hopital, dispensaire, médecin, infirmier, sage-femme, dentiste, médecin spécialisé, etc*	*centre local d'action culturelle, bibliothèque, spectacles, etc*	*conseil agricole, formation, don ou aide a l'achat de materiel, de semences ou de bétail, etc*	*aménagement de la maison, sanitaires, hygiène, électrification, adduction d'eau, infrastructures routières, etc*	*formation au droit, aide a la création de groupement, guichet foncier, formation du personnel des collectivités, etc*	*Sensibilisation à la protection de la forêt, la nature, l'eau, l'érosion, les animaux sauvages, la pollution, le tri des déchets, le compost, etc*
Dans chaque secteur, avez-vous été concerné par une intervention?	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non
Type d'intervention							
Commune							
Dans quel village?							
Quel organisme / structure est à l'origine de cette intervention?							
Quand cette intervention a-t-elle été mise en place ? *(année)*							
Quand s'est-elle arrêtée ? *(si elle existe encore, ne ren écrire)*							
A-elle été efficace?	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non

28

Quel type d'intervention a le plus changé votre vie? (cocher)							

29 Connaissez-vous une structure pour parler de vos problèmes quotidiens? □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

30 Connaissez vous des endroits pour faire financer un projet? *(Intervention de développement)* □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

31 Connaissez vous des endroits ou vous pouvez proposer de nouvelles idées d'intervensions de développement ? □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

32 Projets de développement par période historique.

(Cocher la case correspondante)	1/ 1960-1974	4/ 1975-1989	3/ 1990-2001	2/ 2002-2009	5/ depuis 2010
Depuis l'indépendance, quand y a-t-il eu le PLUS de projets de développement dans votre fokontany?					
Depuis l'indépendance, quand y a-t-il eu le MOINS de projets de développement dans votre fokontany?					

33 Quel est le plus ancien projet de développement que vous connaisssez?
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

34 Quel est le plus ancien projet de développement auquel vous avez participé?
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

35 Citez une intervention qui n'a servi a rien :
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

36 Quel type d'intervention vous manque près de chez vous ? (réponse courte) .....

37 Les interventions de développement sont-elles bien perçues par votre communauté ? □ 1/ Oui □ 2/ Non

38 Dans votre mémoire familiale, quelle intervention a le plus marqué la vie de vos ancètres ?
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

39 Citez une intervention de développement dont il ne reste rien :
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

40 Selon vous, dans votre commune, qui pourrait nous en dire le plus sur les intervensions de développement de votre commune?
Nom : .....
Profession : .....

3.1.1.1. Caractéristiques sociodémographiques et conditions de vie

La première partie du questionnaire est intitulée « caractéristiques sociodémographiques et conditions de vie » et contient vingt-quatre questions qui n'ont *a priori* pas de lien direct avec la mémoire du développement. Cependant, des questions ont été insérées en vue de récolter des informations qualitatives sur le rôle des opérateurs de développement dans l'accès aux services de base comme l'eau, l'électricité, l'hygiène ou l'assainissement. L'ensemble des questions vise à mieux connaître l'échantillon en collectant des informations quantitatives permettant de détailler par la suite des profils et des variables du type âge, activités professionnelles, accès aux médias etc. Ces questions sont principalement de type fermé, c'est-à-dire que la personne interrogée répond en choisissant une modalité parmi celles qui lui sont proposées. Les modalités les plus classiques sont de répondre soit « oui » soit « non ». Cependant, le nombre de questions fermées dans le questionnaire « oui/non » est limité car les enquêtés ont généralement tendance à préférer répondre « oui » [402]. Il s'agit d'une tendance à l'acquiescement qui est bien connue en psychologie sociale.

Une des contraintes principales de la conception d'un questionnaire utilisable au Maroc et à Madagascar a été la construction de listes de modalités communes dans les questions où la réponse n'est ni libre, ni oui ou non. Ces modalités doivent d'ailleurs former un ensemble équilibré, exhaustif et homogène, de données mutuellement exclusives et compréhensibles par tous. C'est par exemple le cas des moyens d'accès à l'eau ou le type de toilettes. Certaines propositions comme le fait d'utiliser un « trou » comme toilettes ont plus de sens à Madagascar (où la défécation a l'air libre est très

[402] Notons d'ailleurs qu'à Madagascar, du moins en Imerina, le terme « non » traduit par « *tsy* » est peu usité, les habitants ne disent que très rarement « non » puisque cela constitue une forme de tabou.

répandue et demeure un sujet tabou) qu'au Maroc. Pour produire des « catégories ordinaires »[403] de modalités, plusieurs types d'enquêtes réalisées auprès des individus et des ménages au Maroc et à Madagascar sont croisés. En outre, les phases de traduction ainsi que de pré-test ont permis de former des catégories adaptées aux contextes nationaux. Les réponses fermées dans cette première partie de questionnaire ont pour avantage d'être *a priori* faciles à collecter et surtout immédiatement traitables lors des opérations de saisie. Ces dernières sont d'ailleurs plus rapidement réalisées pour les questions fermées. Les informations obtenues une fois le traitement réalisé sont ainsi standardisées et facilement comparables.

Cependant, les questions fermées ont plusieurs inconvénients. Le premier d'entre eux est que, à la différence d'une question ouverte, elles ne donnent pas d'information sur la manière dont l'intitulé a été compris. Le risque de simplification et d'appauvrissement de l'information compte tenu d'un choix qui est limité à des réponses prédéfinies est donc conséquent. Les personnes enquêtées choisissent ainsi la réponse qui se rapproche le plus de leur situation. Le cas du secteur d'activité professionnelle est le plus emblématique. Malgré le fait d'avoir utilisé le terme de secteur plutôt que de profession, un nombre important d'individus n'ont pas répondu à cette question, au Maroc surtout, ou ont répondu, le plus souvent, « autre » sans que leur soit offerte la possibilité de donner des précisions. En outre, une autre difficulté majeure dans la conception du questionnaire réside dans le fait d'interroger les niveaux de revenus ou les niveaux de vie des enquêtés. Il s'agit des questions 23 (« selon votre niveau de vie et votre budget, vous voyez votre ménage parmi les… ») et 24 (« par rapport aux besoins actuels de votre ménage, comment définiriez-vous votre ménage ? »). Le choix a été fait de travailler sur la perception individuelle des niveaux de vie en insérant

[403] Didier Demazière et Claude Dubar, « Dire les situations d'emploi. Confrontation des catégorisations statistiques et des catégorisations indigènes », *Sociétés contemporaines*, 1997, vol. 26, nº 1, p. 93-107.

une dimension historique[404]. Il n'était pas possible de demander, en numéraire, un montant des revenus puisqu'un grand nombre de ménages ou d'enquêtés n'ont pas de revenus fixes. De plus, c'est une information sensible que bon nombre d'individus ne souhaitent pas partager. Demander les revenus des ménages aurait pu susciter la méfiance et la suspicion (risque que l'information soit utilisée par l'administration fiscale, par des voleurs ou des personnes mal intentionnées etc.). Par ailleurs, il aurait fallu définir une base soit quotidienne, soit hebdomadaire, soit mensuelle de ces revenus, ce qui aurait été source de biais. Les enquêtés doivent ainsi se positionner par rapport aux ménages sans que pour autant ils aient à donner le montant de leur revenu. Il s'agit d'une question fermée basée sur une échelle de mesure avec des graduations fondées sur des supports sémantiques : « plus riches », « riches », « moyens », « en difficulté », « pauvres ». Une deuxième question en rapport avec le niveau de vie permet d'interroger les enquêtés sur le niveau de satisfaction (« satisfaisant », « moyen », « insatisfaisant ») de leurs besoins. Ce type de question fait cependant peser un risque sur la qualité de l'information dans la mesure où les enquêtés ont tendance à se rapprocher de la réponses moyenne.

3.1.1.2. Mémoire des interventions locales de développement

La deuxième partie du questionnaire est intitulée « Mémoire des interventions locales de développement » ; il s'agit ici d'interroger les individus sur leurs connaissances des interventions de développement et, plus généralement, sur la configuration développementiste. Cette partie est constituée de seize questions ouvertes (à quelques exceptions près), c'est-à-dire ne présentant pas, *a priori*, de liste de réponses. Les questions ouvertes, parce qu'elles apportent une grande variété d'informations

[404] Les enquêtés étaient invités à répondre à ces deux questions pour cinq périodes : « actuellement, il y a 10, 20, 30 et 40 ans ».

qualitative (et en grand nombre), se révèlent particulièrement difficiles à collecter et à traiter.

Une des informations centrales dans les études sur la mémoire concerne la dimension temporelle. En matière de rapport au temps et d'enquête rétrospective, deux types de stratégies sont envisageables afin de recueillir des données diachroniques. On peut tout d'abord explorer la fréquence d'une activité, par exemple interroger un individu sur sa participation à des interventions de développement à plusieurs périodes données (1960 à 1970, 1970 à 1980 etc.). On peut également proposer aux personnes enquêtées de dater un ou plusieurs évènements, comme le projet le plus marquant, la participation à une intervention dans le secteur de la santé, l'année où l'électricité a été installée etc. L'objectif de cette étude n'est cependant pas de connaître les dates précises des interventions de développement mais de permettre aux individus de les placer sur une échelle de temps. Les questions ont donc été organisées de manière graduelle, en invitant l'enquêté à faire des allers-retours dans le temps de manière progressive afin de raviver les souvenirs. Ainsi, la question 27 qui correspond au tableau de la page 3 du questionnaire concerne la participation à des interventions de développement dans sept secteurs différents[405]. La détermination de ces secteurs est arbitraire et présente des biais et des limites mais permet dans un premier temps de guider le processus de reconstruction du souvenir. La création de ces catégories est également nécessaire pour le traitement et l'analyse des données. Le remplissage du tableau a pour but de raviver les souvenirs dans des secteurs d'action publique qui correspondent de ce fait à des catégories génériques de l'aide avant que des questions plus précises sur la mémoire ne soient posées à partir de la question 32 (« quand y-a-t-il eu le plus / le moins de projets de développement par période historique ? »).

[405] Éducation, santé, culture, agriculture, vie quotidienne, gouvernance, environnement

Les questions portant sur la mémoire sont certes ouvertes mais elles n'appellent pas de réponses longues et élaborées. Dans le cas d'une enquête par questionnaire auprès de plus de quatre mille personnes il est essentiel pour simplifier la passation et le traitement des données de définir des pré-catégories d'informations relatives aux souvenirs à relever. Dans cette étude il s'agit de pouvoir répondre aux questions : quoi ? (type d'intervention, secteur), quand ? (date de début ou de fin), qui ? (organisme, structure ou acteur), où ? (village, *fokontany*, commune).

En outre, les individus n'ont pas directement donné leur avis sur les interventions de développement ; il semble en effet plus adapté de collecter ce type de données au cours d'entretiens. Néanmoins, certaines questions visent à récolter ce genre d'information, comme dans le tableau 27 où, pour chaque intervention renseignée, l'enquêté se prononce sur son efficacité (oui/insuffisant/moyen). Les informations collectées ne sont cependant pas exploitables : le nombre de réponses est faible, les biais trop nombreux et interroger sur l'efficacité d'une intervention est trop subjectif pour être considéré à grande échelle. Nous n'avons en effet pas d'information sur la compréhension du terme « efficacité » par les personnes enquêtées ce qui limite considérablement l'exploitation de cette donnée. Ainsi les « questions de fait » sont plus nombreuses que les « questions d'opinion »[406] qui demandent aux enquêtés d'émettre des jugements. Cependant, sous l'apparence d'une collecte de faits, l'objet de certaines questions (« un projet dont il ne reste rien », « un projet qui n'a servi à rien », « un projet qui a laissé une trace importante dans la mémoire familiale ») permet de recueillir des opinions, sans directement les demander aux individus. Les résultats des enquêtes guident de cette manière le travail d'entretien individuel et collectif. Par exemple à Ampefy, un grand nombre d'individus partage des

[406] Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamborédon et Jean-Claude Passeron, méfiants vis à vis des questionnaires bien qu'ils les aient utilisés à de nombreuses reprises proposent de privilégier les questions de fait et de limiter celles portant sur les justifications et les représentations. *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, 5. éd., Berlin, Mouton de Gruyter, 2005, 357 p.

souvenirs de leur mémoire familiale (question 38) en lien avec l'exploitation du tabac, ce qui nous a conduit à enquêter sur ces interventions dans la commune.

Une question d'opinion est cependant directement posée sans pour autant demander directement l'opinion de l'individu mais celle de sa communauté : « les interventions de développement sont-elles bien perçues par votre communauté ? » (question 37). Il s'agit d'une parade pour limiter le biais de désirabilité sociale, c'est-à-dire le fait de se montrer sous une facette positive lorsque l'on est interrogé. Ce biais entraîne des « déformations involontaires » de la réalité[407]. Si l'on avait posé la question de la perception de l'individu directement, l'enquêté aurait pu ainsi répondre en fonction des conséquences anticipées et projetées de sa réponse ou de ce qu'il pense que le chercheur attend de lui. Dans ce cas, en interrogeant leur perception des interventions de développement, certains enquêtés ont pu penser qu'en répondant par la positive, plus de projets pourraient être mis en œuvre dans leur commune[408]. Cela montre que, comme pour tous les outils utilisés en sciences sociales, l'usage du questionnaire présente des biais et des limites dont il faut avoir conscience.

3.1.2. Limites de l'enquête par questionnaire

Bien que nous ayons porté une attention particulière à la formulation des questions et à leur traduction, ce dispositif méthodologique et l'outil en lui-même sont porteurs de limites qui tiennent à la formulation et au format du

---

[407] Isabelle Parizot, « L'enquête par questionnaire » dans Serge Paugam (ed.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2016, p. 106-107.

[408] Notons d'ailleurs que la question portant sur la perception des interventions de développement (question 37) au Maroc n'est pas pleinement exploitable. Les mots « communauté » et « commune » ont la même orthographe en arabe, seule la vocalisation permet de les distinguer, or les questionnaires ne sont pas vocalisés. Nous avons insisté au cours de la formation des enquêteurs sur ce point mais il y a malgré tout eu des confusions.

questionnaire (3.1.2.1), au mode d'administration des enquêtes (3.1.2.2), au risque de pertes d'informations au cours des différentes opérations d'enregistrement et de traitement des réponses (3.1.2.3) et enfin à la situation dans laquelle l'enquêté est mis face à des questions qui peuvent lui être étrangères (3.1.2.4).

3.1.2.1. Formulation et « localisation » de certaines questions

Tout d'abord, il y a des données issues de questions qui ne peuvent être que partiellement utilisées. La question 28 par exemple (« quel type d'intervention a le plus changé votre vie ? ») conduit les enquêtés à choisir parmi les interventions citées dans la question 27 laquelle est selon eux celle qui a eu le plus d'impact sur leur vie quotidienne, sans que soit ici indiqué si l'impact était positif ou négatif. Bien que la question soit *a priori* pertinente car elle engage l'opinion personnelle de l'individu, la manière de la poser et les consignes (ne choisir qu'une seule intervention) a parfois dérouté les enquêteurs et les enquêtés. Par exemple dans le cas où l'individu enquêté renseigne plusieurs interventions, il faut les lui répéter pour qu'il en choisisse une. De plus, le fait de choisir une intervention n'est pas pertinent tant elles sont différentes et, sans connaître les critères de ce choix, l'analyse et l'interprétation sont très limitées. En outre, cette question a souvent été oubliée par les enquêteurs du fait de son isolement après un grand tableau et de sa localisation en bas de la page. Il en va de même pour la question 18 (« Avez-vous un téléphone portable ? »), située tout en bas de la première page. De plus, selon les rapports des enquêteurs, beaucoup d'enquêtés à Madagascar répondent « non » à cette question par peur qu'une telle déclaration ne les expose à l'insécurité et au risque de se faire voler leur téléphone. La présence d'étudiants – bien qu'ils soient malgaches, on les considère étrangers à la communauté – suscite d'ailleurs de la méfiance chez les habitants, dans une zone où l'insécurité est très importante.

3.1.2.2. Le mode d'administration des questionnaires

Le mode d'administration des questionnaires est lui aussi porteur de limites. Les questionnaires pour cette étude sont administrés par des enquêteurs en face à face[409]. Le questionnaire est anonyme, ce qui est spécifié aux enquêtés avant de remplir les questionnaires. Le répondant doit se sentir le plus possible en confiance et doit être certain que son anonymat est protégé. Même si, pour un observateur extérieur, les questions posées peuvent ne pas paraître sensibles, le contexte dans lequel elles sont posées rend la situation sociale de l'enquête sensible. Cette dernière peut en effet être vécue comme « une situation officielle de perquisition »[410] et d'intrusion dans la vie privée dans des contextes où la méfiance et la suspicion vis à vis de personnes étrangères pouvant représenter l'État ou des entreprises privées sont fortes[411]. Les enquêtes par questionnaire, que ce soit au Maroc ou à Madagascar ainsi que dans n'importe quel contexte, peuvent être considérées par les enquêtés comme un moyen pour l'administration d'établir des statistiques en vue de la collecte des impôts, de la guerre et parfois de réformes foncières. La peur et la méfiance de voir leurs bien pris, confisqués ou menacés peuvent conduire certains interlocuteurs à ne pas répondre librement et donc à adapter leur réponse en fonction de ces traits historiques, politiques et sociaux. De telles réactions ne sont pas limitées à la situation d'enquête par questionnaire, la conduite d'entretiens est, elle aussi, porteuse de limites comme nous le détaillons dans le chapitre 4.

---

[409] D'autres modes d'administration existent (administration par téléphone, par internet, questionnaires auto-administrés) mais ne sont pas adaptés à nos terrains.

[410] F. de Singly, *L'enquête et ses méthodes*, *op. cit.*, p. 74.

[411] Nous avons rappelé plus haut le climat de tensions à Madagascar consécutif à l'investissement d'une société minière chinoise dans la région Itasy. La « peur » de se voir confisquer ses terres ou ses biens a souvent conduit des enquêtés à refuser le dispositif d'enquête, malgré les autorisations administratives préalables. Au Maroc, les autorités administratives sont prévenues et relayent l'informations auprès des habitants. Si la participation des autorités peut apparaître comme un biais, elle est absolument nécessaire au Maroc sans quoi il est impossible d'aller sur le terrain avec des étudiants.

En outre, la présence d'enquêteurs comme intermédiaires entre le répondant et le questionnaire est aussi source de biais parce que la variable de l'âge et du sexe des enquêteurs a des effets sur la situation d'enquête[412]. Cela n'a pas posé de problèmes à Madagascar, les étudiants conscients des codes sociaux liés à l'âge principalement ont été très vigilants sur ce point. Au Maroc cependant, nous avons veillé à ce que les groupes d'étudiants enquêteurs évoluent en binôme ou trinôme et soient mixtes afin que la variable du genre de l'enquêteur et de l'enquêté puisse être contrôlée. Le problème s'est surtout posé pour des enquêtes impliquant un étudiant non marié avec une femme elle aussi non mariée. Dans les autres cas, le jeune âge des étudiants et étudiantes a neutralisé ces biais.

3.1.2.3. Appréhender les catégories des intermédiaires : enregistrement et traitement des données

Bien que la présence d'un enquêteur présente l'avantage de stimuler les répondants, c'est dans l'enregistrement des réponses que les risques de perdre la qualité et la richesse des informations sont les plus importants. Comme le précise François de Singly, dans le cas des questions ouvertes, la qualité de l'information recueillie dépend largement de l'enquêteur et cela peut conduire lors du traitement à devoir « appréhender surtout les catégories des intermédiaires » c'est-à-dire celles des enquêteurs[413]. Pour éviter cela, le nombre de questions ouvertes est limité, en particulier les questions d'opinions, et des séries de catégories – par exemple le type de secteur – orientent le remplissage des questionnaires par les enquêteurs. L'effet de suggestion que peut occasionner la reformulation d'une question par l'enquêteur est aussi limité par la standardisation des questions et des interactions avec les individus enquêtés. Les enquêteurs ont pour consigne

---

[412] Sur la question de l'effet du sexe de l'enquêteur voir l'enquête portant sur la sexualité et le sida Jean-Marie Firdion et Raphaël Laurent, « Effets du sexe de l'enquêteur. Une enquête sur la sexualité et le sida » dans Nathalie Bajos et Groupe ACSF (eds.), *La sexualité aux temps du SIDA*, France, PUF, 1998, p. 117-149.

[413] F. de Singly, *L'enquête et ses méthodes*, *op. cit.*, p. 66.

de ne pas (ou le moins possible) modifier les questions mais de les reformuler conformément aux consignes données lors des formations (voir encadré 6), en évitant de donner des exemples pour ne pas induire de réponses.

Encadré 6 : La formation des enquêteurs à l'enquête par questionnaire

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Université de Soavinandriana située en Itasy et de la faculté des Lettres et des Sciences de l'Université Ibn Zohr d'Agadir, nous avons recruté et formé 79 étudiants de niveau Licence 2-3 et Master 1 qui ont participé aux enquêtes par questionnaire. A Madagascar l'ensemble des étudiants de licence ont été formés à la méthodologie d'enquête par questionnaire et au Maroc seuls les étudiants sélectionnés pour le stage pratique l'ont été. Au cours des formations qui ont duré deux jours ont été exposés les objectifs de l'enquête, la constitution des échantillons et les différentes formes d'enquêtes par questionnaire. Des fiches méthodologiques et des guides d'enquête ont été remis aux étudiants. En plus de cela, dans son kit d'enquête chaque étudiant avait une carte des zones qu'il devait enquêter. Ils ont tous testé le questionnaire pour se l'approprier et repérer d'éventuelles fautes ou imprécisions. Les étudiants ont été défrayés pour ce stage et ont reçu une indemnité. Enfin, ils devaient tous rédiger des rapports individuels et collectifs et à Madagascar uniquement, une soutenance a été organisée à l'Université de Soavinandriana.
Une partie d'entre eux a ensuite été sélectionnée, selon des critères de maîtrise de la langue française et de l'outil informatique pour la saisie des questionnaires qui a été réalisée quelques semaines plus tard à Madagascar et immédiatement après la passation, au Maroc.

Par exemple pour le tableau portant sur la participation, si les enquêtés ne comprennent pas l'intitulé d'un secteur (gouvernance), l'enquêteur leur lit une liste d'interventions écrite en italique (formation au droit, aide à la création de groupement, guichet foncier, formation du personnel des collectivités, etc.) qui sera la même pour tous.

3.1.2.4. Situation d'enquête et imposition de problématique

Il faut enfin analyser la situation d'enquête dans laquelle la personne interrogée a accepté d'être placée et qui la conduit à être interrogée sur ses souvenirs des interventions de développement. Il s'agit là d'un pari en termes méthodologiques tant on peut questionner l'utilisation d'un tel dispositif pour rechercher, reconstruire et analyser des souvenirs. Par exemple, dans une perspective de restitution immédiate du souvenir, il est difficile de choisir une seule intervention « qui a marqué la vie des ancêtres » ou qui « n'a servi à rien ». Au cours des *focus groups* à Madagascar, les participants ont insisté sur la difficulté de choisir un seul souvenir tant il y avait eu de nombreux projets et programmes.

De plus, il existe un « biais cognitif »[414], c'est-à-dire des capacités individuelles à comprendre et restituer une réponse qui varient selon les situations d'enquêtes et les individus. Claire Piau précise d'ailleurs que l'intensité du biais cognitif est plus importante quand le niveau d'instruction des individus est faible[415]. On ne peut donc neutraliser la situation où l'enquêté répond alors qu'il n'est pas en capacité de le faire, courant ainsi le risque que ces situations constituent des « artefacts »[416] dépourvus de sens ou de valeur scientifique. Pierre Bourdieu parle d'« effet d'imposition de problématique » qu'il définit comme un « effet exercé par toute enquête d'opinion qui résulte du fait que les questions posées ne sont pas des questions qui se posent réellement à toutes les personnes interrogées et que les réponses ne sont pas interprétées en fonction de la problématique par

[414] Claire Piau, « Quelques expériences sur la formulation des questions d'enquête », *Cahier de recherche*, 2004, n° 206, p. 65.

[415] Voir aussi SCHUMAN Howard et PRESSER Stanley, *Questions and Answers in Attitude Surveys: Experiments on Question Form, Wording, and Context*, SAGE, 1996, 392 p.

[416] Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, coll. Reprise, Paris, Les Éd. de minuit, 1981, p. 222.

rapport à laquelle les différentes catégories de répondants ont effectivement répondu »[417]. Beaucoup d'individus s'efforcent en effet de répondre même s'ils ne sont pas concernés par ce sujet ou qu'ils ne connaissent pas l'information recherchée. Cela s'explique par la volonté de l'enquêté de respecter les « règles de la courtoisie »[418] qui le conduisent à se sentir obligé de répondre, même si cette réponse est factice. Dans les enquêtes conduites au Maroc et à Madagascar « l'effet d'imposition de problématique » est minimisé, dans la mesure où le thème de l'enquête et le contenu des questions concernent un élément qui a du sens pour les personnes interrogées. Même si elles n'ont jamais pris le temps de réfléchir à la « mémoire du développement » en ces termes, les questions adressées concernent leur quotidien, leurs conditions de vie ainsi qu'un élément récurrent dans les transformations économiques et sociales dans les deux pays, à savoir les interventions de développement, qu'elles aient été le fait d'acteurs étrangers, de l'État ou de la communauté locale.

Face à l'imposition de problématiques, l'individu enquêté peut, dans certains cas, anticiper la réaction de l'enquêteur et le besoin du chercheur pour répondre aux questions qui lui sont posées. En s'appuyant sur d'autres ressources, il fabrique des réponses et sélectionne celles qui lui apparaissent socialement désirables comme l'analysent Pierre Merckle et Sylvie Octobre au sujet des loisirs des adolescents[419]. Ils précisent d'ailleurs que ces biais s'observent dans les différentes formes d'enquêtes, qualitatives ou quantitatives. Dans l'enquête par questionnaire ainsi que dans les entretiens en l'absence de souvenirs, c'est-à-dire lorsque la mémoire des enquêtés ne permet pas de répondre à la question qui leur est

[417] Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, 1984, p. 222-235.

[418] Hervé Fenneteau, *Enquête: entretien et questionnaire*, Paris, Dunod, 2002, p. 82.

[419] Pierre Mercklé et Sylvie Octobre, « Les enquêtés mentent-ils ? Incohérences de réponse et illusion biographique dans une enquête longitudinale sur les loisirs des adolescents », *Revue française de sociologie*, 30 septembre 2015, vol. 56, nº 3, p. 564.

posée, on ne peut exclure qu'ils répondent en fonction de cet effet de désirabilité sociale.

3.1.3. Échantillonnage, représentativité et modes de tirage

L'enquête par questionnaire afin qu'elle soit représentative et que les données qui en sont issues soient mobilisables, doit être réalisée selon plusieurs principes. Elle doit aussi faire l'objet de choix techniques et méthodologiques en fonction de l'objet de recherche. Cette section revient sur ces choix ainsi que sur les opérations techniques, à savoir la construction de l'échantillon, le mode de tirage (3.1.3.1) et l'étape de saisie des questionnaires (3.1.3.2), qui permettent ensuite l'exploitation des données.

3.1.3.1. Qui interroger ? De la construction de l'échantillon à la sélection de l'enquêté

La question de l'échantillon des personnes enquêtées est, tout autant que celle de la formulation des questions, liée à l'objet sur lequel porte cette étude. De la définition de l'échantillon dépendent véritablement les résultats et les analyses qui seront réalisées. Cette étape du travail n'est donc pas déconnectée de la réflexion sur l'objet et du contenu des questionnaires. En matière de travail sur la mémoire, Marie-Claire Lavabre rappelle que le chercheur doit répondre à un certain nombre de questions pour définir son objet au rang desquelles figure le « qui ? », qui est le sujet de la mémoire et quelle est l'échelle pertinente pour l'étudier[420]. L'entrée que propose cette étude se situe au niveau du territoire de la commune et par conséquent de l'ensemble de ses habitants, aucun groupe n'est ciblé en particulier[421].

[420] M.-C. Lavabre, « Paradigmes de la mémoire », art cit.

[421] D'autres études qui n'utilisent pas la même méthode ciblent un groupe d'individus en particulier, voir par exemple Robert Michael Ahearne, *Understanding Contemporary*

L'échantillon de cette enquête est défini comme le sous-ensemble de la population composé des adultes de plus de 18 ans. Il est probabiliste, c'est-à-dire que tous les individus de plus de 18 ans ont la même chance d'être interrogés. Bien qu'il soit plus complexe à réaliser, l'échantillon probabiliste est aussi celui qui permet la généralisation, les tests statistiques, voire la modélisation car la représentativité de l'échantillon est assurée par la probabilité et les lois statistiques. La robustesse des résultats dépend du degré de représentativité et donc du nombre d'individus choisis selon des critères mathématiques et de la capacité à caractériser la population mère des zones dans lesquelles l'enquête a lieu. En somme, il faut donc à la fois que l'échantillon soit composé d'un nombre suffisant d'individus pour extrapoler et que ces derniers aient des profils semblables à la population mère.

Encadré 7: Formule de l'échantillonnage

N : population d'étude
t : marge d'erreur fixée à 99% (t = 2,57)
e : niveau de confiance 5% (e = 0,05)

$$\frac{N \times t^2}{t^2 + 2e^2 \times (N-1)}$$

Ainsi, avec une marge d'erreur de 99% et un niveau de confiance de 5%, nous avons 1% de risques de nous tromper de plus ou moins 5%.

Dans la mesure où seuls les adultes de plus de 18 ans sont enquêtés, il faut déterminer de manière fiable la structure de la population par âge. En fonction de la disponibilité des données statistiques, des monographies communales, les statistiques à l'échelle régionale ou nationale sont utilisées pour calculer le nombre de personnes de plus et de moins de 18 ans. Ensuite,

Development: Tanzanian Life Narratives of Intervention, Thèse de doctorat de la faculté des humanités (International Development), University of Manchester, 2010, 302 p.

la taille de l'échantillon est calculée (voir la formule dans l'encadré 7) en fonction de différents critères qui assurent sa représentativité : la taille de la population d'étude, la marge d'erreur[422], le niveau de confiance[423] et le taux de variabilité[424].

Une fois la taille de l'échantillon obtenue[425], il est divisé en sous-groupes homogènes selon des variables d'intérêt pour l'étude : le genre, le lieu d'habitation etc[426]. Cette étape de stratification est essentielle dans les enquêtes par questionnaire qui sont représentatives dans la mesure où elle permet d'enquêter les individus en fonction de leur poids réel. Il s'agit alors de définir des objectifs pour la mise en œuvre de l'enquête.

A Madagascar, grâce aux données issues des monographies communales, la stratification a été réalisée à l'échelle infra-communale c'est-à-dire par *fokontany*. La stratification par sexe et par tranche d'âge n'a pas été possible à Madagascar en raison du manque de données. Au contraire, au Maroc, la disponibilité de données à l'échelle infra communale grâce aux monographies et au RGPH de 2014 a permis de stratifier l'échantillon de manière plus précise. Cette stratification demeure cependant théorique dans la mesure où la présence physique des personnes « au village » n'est pas

---

[422] La marge d'erreur mesure le risque que notre résultat d'enquête soit dû au hasard et ne soit pas représentatif de la population d'étude. Son estimation se base sur la loi normale de la distribution d'une population, selon laquelle 95% des valeurs obtenues sont situés à moins de deux écart-types de la moyenne. En augmentant la taille de l'échantillon et en estimant cette taille à l'aide de la loi de Student, nous pouvons réduire encore davantage ce risque.

[423] Le niveau de confiance estime l'intervalle de confiance de notre résultat par rapport à la réalité.

[424] Le taux de variabilité permet de fixer le degré d'hétérogénéité de la population d'étude afin que l'échantillon ait une taille suffisante pour prendre en compte cette hétérogénéité. Moins les individus d'une population se ressemblent, plus l'échantillon doit être grand pour atteindre un même degré de précision. Il est rarement possible d'estimer les caractéristiques structurelles de la population d'étude. Il est donc d'usage d'utiliser un taux de variabilité maximal de 50%.

[425] L'échantillon obtenu est multiplié par 1,1 (+10%) pour avoir un nombre plus important de questionnaires pour faire face aux aléas de l'enquête sur le terrain (perte de questionnaires, questionnaires détruits, non exploitables etc.).

[426] Cette étape de stratification dépend de la disponibilité des données statistiques qui varient d'un pays à l'autre.

toujours garantie. Les itinéraires de migration et les déplacements liés au travail ou aux études peuvent en effet modifier la conduite d'une enquête par questionnaire dont l'échantillon est stratifié *a priori*. Il en est ainsi du Maroc où il existe des écarts entre la stratification théorique et la situation réelle puisque des sous-groupes sont sur-représentés (les hommes et surtout les femmes âgées de plus de 50 ans) et d'autres sous-représentés (les individus de 18 à 29 ans). Les enquêteurs disposaient sur leur zone d'enquête d'objectifs quotidiens ce qui a permis de suivre l'évolution des personnes enquêtées et au besoin de redresser l'échantillon en ciblant un sous-groupe en particulier. L'encadré 8 présente le déroulement des enquêtes au Maroc et à Madagascar.

La localisation géographique des individus en fonction des sous-groupes n'est pas connue, on ignore donc où habitent les femmes, les hommes, les plus de 50 ans etc. Cela signifie que les maisons dans lesquelles une personne est sélectionnée pour répondre aux questions des enquêteurs est choisie de manière aléatoire. Le pas de sondage, c'est-à-dire l'écart prédéterminé entre les foyers à enquêter, est calculé à partir du nombre et de la taille des foyers. Il varie entre une maison sur trois et une maison sur quatre au Maroc et à Madagascar. A l'intérieur des foyers, les individus sont sélectionnés de manière aléatoire afin de limiter la subjectivité de l'enquêteur et les biais qui le conduisent à choisir une personne du même sexe que lui ou ayant plus ou moins son âge[427].

[427] Deux méthodes de tirage aléatoire différentes sont utilisées. À Madagascar c'est celle dite des « petits papiers », chaque personne de plus de 18 ans présente dans la maison tire un papier numéroté de 1 à 5, le questionnaire sera soumis à celui ou celle dont le chiffre est le plus grand. Au Maroc, la personne qui répondra au questionnaire est déterminée à l'aide d'un tableau imprimé sur le questionnaire (voir en annexe les exemples de questionnaires au Maroc).

Encadré 8: Déroulement des enquêtes au Maroc et à Madagascar

- **Dans les quatre communes de la région Itasy du 24 au 31 juillet 2016**

Après une dernière séance de formation à Miarinarivo, les étudiants sont répartis en deux groupes. Le premier part tôt le lendemain matin pour Manalalondo où il reste toute la semaine. Manon Fabre accompagne ce groupe les deux premiers jours. L'autre groupe que j'encadre reste pendant deux jours dans la commune urbaine de Miarinarivo pour réaliser les enquêtes. Puis ce même groupe est divisé en deux, l'un part avec Manon Fabre dans la commune d'Anosibe Ifanja et l'autre dans la commune d'Ampefy avec moi.

- **Dans les trois communes de la région Souss Massa Drâa du 4 au 11 mars 2017**

Le groupe d'étudiants marocains est, dès le début, partagé en trois groupes. Un part à Mezguita avec Manon Fabre et un doctorant marocain, l'autre à Tassousfi encadré par Najima Ali et deux doctorants marocains et le dernier à Arbâa Sahel avec un doctorant marocain et moi. Les enquêtes sont conduites simultanément dans les trois communes.

Les étudiants sont organisés par groupe de couleur en fonction des zones géographiques qu'ils enquêtent. Bien qu'en binôme ou trinôme ils procèdent à la passation des questionnaires seuls en se répartissant des sous-zones. Les questionnaires sont distribués et contrôlés tous les jours. Les étudiants connaissent leurs objectifs quotidiens. Sur le plan logistique, en fonction des distances à parcourir, ils sont logés dans le centre de la commune ou à l'intérieur de leur zone. Des déplacements quotidiens sont organisés le matin et le soir. A Madagascar, les enquêteurs remplissent leurs questionnaires en malgache et au Maroc en français ou en arabe.

Le tableau ci-après récapitule, en fonction des communes, la taille de la population mère, l'échantillon calculé ainsi que le nombre de questionnaires (1963 au Maroc et 2711 à Madagascar) que contient la base de données.

Tableau 4 : Échantillonnage par commune et nombre de questionnaires récoltés

	Population mère	Population de 18 ans et plus	Échantillon (+ 10% de marge)	Nombre de questionnaires dans la base de données	Sources utilisées
Arbâa Sahel	10 554	7 318	666	689	RGPH 2014
Mezguita	8 451	5 050	643	641	
Tassousfi	6 724	4 356	631	607	
Ampefy	21 957	12 023	689	658	Monographies communales
Anosibe Ifanja	20 171	11 013	685	630	
Manalalondo	23 543	12 076	689	732	
Miarinarivo I	18 195	9 161	678	691	

3.1.3.2. Saisie des données : un travail d'enquêteur

Au terme des enquêtes, les données des questionnaires sont saisies informatiquement. Des étudiants qui ont participé aux enquêtes prennent part aux opérations de saisie rendues délicates par l'usage du malgache et de l'arabe lors du remplissage des questionnaires. Au cours de cette opération, les réponses aux questions fermées (oui/non) sont codées (1/0). Pour la saisie des questions ouvertes, l'opération est plus complexe dans la mesure où les « agents de saisie » ne traitent pas automatiquement l'information en saisissant exactement ce qui est rempli dans les questionnaires. Les informations contenues dans les questions ouvertes passent un filtre de traitement qui n'est pas une phase d'interprétation mais

oblige parfois à synthétiser les réponses ou à en éliminer d'autres[428]. Considérant les contraintes de saisie, de langue, le questionnaire a été élaboré avec des questions ouvertes dont les réponses sont plus ou moins standardisées. Les étudiants enquêteurs ont reçu pour consigne de ne pas écrire de phrases dans les questionnaires mais seulement le ou les mots de la réponse donnée par la personne interrogée. Précisons d'ailleurs que des analyses textuelles des réponses aux questions ouvertes n'ont pas été réalisées dans le cadre de cette étude. Cette technique d'analyse a été, dès le départ, écartée considérant les enjeux de traduction et de qualification des enquêteurs. En outre, l'enquête par entretiens est conçue pour apporter d'autres sources d'informations complétant, validant ou invalidant les interprétations de l'enquête par questionnaire.

Nous avons personnellement participé à l'étape de saisie des questionnaires. La présence du chercheur est d'ailleurs essentielle pour conseiller les étudiants qui ne maîtrisent pas toujours l'ensemble des informations que peuvent contenir ces questionnaires. D'ailleurs, il a parfois fallu faire preuve d'ingéniosité pour décrypter les informations livrées par les enquêtés, en particulier s'agissant des organismes intervenant dans les différentes communes[429]. La saisie des réponses par le chercheur a permis d'anticiper le traitement et la création de catégories et de sous-catégories en vue de la constitution de la base de données. En effet, il a fallu harmoniser les réponses et les organiser en catégories en fonction du degré de précision et de généralisation souhaité. Par exemple, une catégorie « adduction d'eau » (potable) est créée à partir d'un grand ensemble de réponses comprenant notamment : « accès à l'eau » ; « borne fontaine » ; « installation de pompe à eau » ; « robinet » etc. ou encore la catégorie

[428] Les enquêtés ont parfois donné deux réponses à des questions qui n'en demandaient qu'une seule comme la question n°36 « Quelle interventions de développement manque-t-il près de chez vous ? » ; seule la première réponse est conservée.

[429] L'utilisation d'acronyme est très importante dans la configuration développementiste ce qui demande à l'agent de saisie ou au chercheur une certaine gymnastique intellectuelle.

« sport » qui rassemble les réponses : « développement du sport » ; « aménagement du terrain de football » ; « sensibilisation des jeunes au sport » etc. Bien qu'elle conduise à perdre des niveaux d'information intermédiaire et de la précision, cette étape est essentielle pour rendre la base de données exploitable et intelligible. Notons d'ailleurs que la plupart des informations référencées dans la base de données sont géo-localisées en fonction du niveau géographique et territorial d'enquête, à savoir le village à Madagascar et le *douar* au Maroc[430].

Les sections qui suivent présentent les résultats de ces enquêtes dans les différentes communes malgaches et marocaines. Des constats et des analyses sont proposés et croisés avec les entretiens et *focus groups* notamment pour discuter l'importance différenciée du flux du souvenir d'une commune à l'autre. Dans la section qui suit, il s'agit de répondre à la double question suivante : se souvient-on autant d'une commune à l'autre et, comment expliquer les différences du volume des souvenirs ?

3.2. Vivacité des souvenirs et densité des interventions : quel récit des territoires ?

> « Laissez-nous réfléchir un peu car vous savez, il y a eu beaucoup de projets ici au cours des dernières années. Il y a tellement de projets anciens qu'on ne sait pas par lequel commencer »[431].

Dans la littérature, notamment dans les travaux de Jean-Pierre Olivier de Sardan, la mémoire des opérations de développement que les « paysans

[430] Cette opération de cartographie a entièrement été réalisée par Manon Fabre qui a conduit des investigations sur le terrain et croisé les informations recueillies avec les cartes disponibles ainsi que les images satellites.

[431] Individu n°4 (homme, entre 40 et 60 ans, agriculteur, agent communautaire de santé pour le programme Pasmi), focus group à Ampefy, fokontany d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016. Il répond à la question : « quel est le plus ancien projet de développement que vous connaissez ? »**!**

gardent » est décrite comme riche et « vivace »[432]. L'objet de cette section est précisément de caractériser d'une commune à l'autre la densité des souvenirs. Pour ce faire, les données issues de la question 27 portant sur la participation à des interventions de développement sont mobilisées. Cette question, posée pour sept secteurs différents, est celle qui a suscité le plus grand nombre de réponses. Ce choix s'explique par le fait que pour retrouver des souvenirs il est plus facile pour les enquêtés de se référer, au moins concernant le questionnaire, à la trace laissée par une expérience individuelle et vécue. La participation à une intervention de développement renseigne un type de souvenir en particulier qui a trait à l'implication individuelle et non pas la connaissance d'un projet ou d'un programme. On peut avoir en effet entendu parler d'une intervention de développement et adopter une technique ou une innovation sans pour autant avoir été un bénéficiaire direct des opérations. Emma Crewe et Elizabeth Harrison sur un projet de la FAO en Zambie analysent justement la circulation des techniques (les étangs à poisson) en dehors du cercle des individus bénéficiant de l'intervention. Elles montrent comment la cousine de l'un d'entre eux a, sans le soutien de la FAO, adopté la technique en question[433].

L'objectif de cette section est d'expliquer les raisons pour lesquelles d'une commune à l'autre, le volume des souvenirs de la participation varie. Pour cela, une distinction analytique des contextes sociaux, politiques, historiques et géographiques est déterminée tout en inscrivant ces résultats dans la manière dont sont déployées sur le territoire les interventions de développement. Il s'agit d'analyser la diversité de ces contextes[434] et de les mettre en regard avec les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans une perspective interprétative. Les travaux en

---

[432] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 57.

[433] E. Crewe et E. Harrison, *Whose Development?*, *op. cit.*

[434] Didier Demazière et Olivia Samuel, « Inscrire les parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, 5 juillet 2010, nº 11.

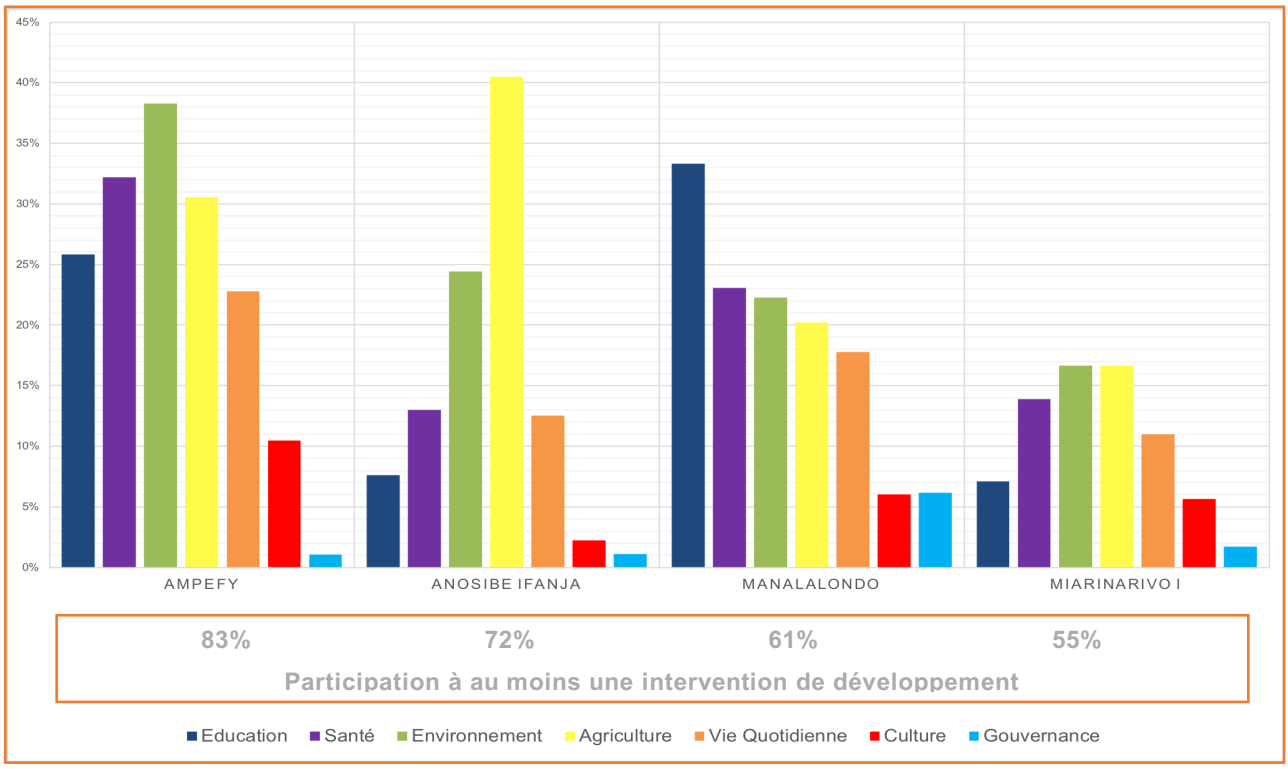
sociologie montrent que la notion de contexte est à la fois « l'une des plus floues et l'une des plus utiles »[435] pour comprendre un phénomène social. Dans cette étude, travailler le contexte comme une donnée déterminante du souvenir permet également, en miroir, de reconstituer la mémoire des espaces dans lesquels vivent les individus interrogés au prisme du développement. Nous interrogeons la densité des projets et des programmes et définissons ce qui, dans le contexte, peut jouer comme un facteur d'attraction ou de répulsion des interventions de développement.

La démonstration dans cette section se décline en deux séquences « territoires », (Itasy tout d'abord et Souss Massa Drâa ensuite) construites de manière identique. Sont tout d'abord présentées les données agrégées des souvenirs de la participation par secteurs d'intervention et par communes avant que ne soit élaborée une lecture analytique différenciée des contextes, après quoi, une spatialisation de la mémoire du développement est proposée. Cette dernière permet d'identifier les structures spatiales de la distribution des projets de développement par le prisme des souvenirs.

[435] Bernard Lahire, « La variation des contextes dans les sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales*, 1996, vol. 51, nº 2, p. 390.

3.2.1. Les grands écarts de la mémoire à Madagascar

Figure 3 : La mémoire de la participation aux interventions de développement par secteurs à Madagascar



La figure 3 présente la mémoire de la participation dans les quatre communes malgaches, dans chaque secteur prédéfini. Ce graphique est issu du traitement de la question 27 dans laquelle pour chaque secteur, l'interrogé est invité à renseigner un souvenir de sa participation à une intervention de développement. La figure montre donc le pourcentage d'individus qui se souviennent avoir participé au moins une fois à une intervention de développement dans chaque commune pour tous les secteurs. Par exemple, à Ampefy, 38,5 % des personnes interrogées se souviennent avoir participé à une intervention sectorielle « environnement ». C'est à Ampefy que les individus ont exprimé le plus de souvenirs de leur participation à des interventions de développement, tous secteurs confondus. Ils sont en effet

83 % à avoir participé au moins une fois à une intervention alors qu'ils sont 72 % à Anosibe Ifanja, 61 % à Manalalondo et 55 % à Miarinarivo.

3.2.1.1. Les souvenirs, miroirs de l'attraction de certaines communes ?

Si l'on s'intéresse à l'hypothèse selon laquelle les écarts de souvenirs démontrent une densité différente des interventions de développement, quels sont les éléments qui, dans les quatre communes de l'Itasy, placeraient Ampefy parmi les communes ayant attiré le plus d'interventions au cours du temps ?

Sans faire preuve de déterminisme géographique, Ampefy est la commune qui est la mieux desservie, à l'exception de Miarinarivo qui est le chef-lieu de la région. Son immédiate proximité avec « le goudron » est un facteur qui facilite l'implantation des interventions de développement. En outre, elle se situe à 10 km au sud d'Analavory qui est un carrefour commercial et logistique situé sur la RN1 entre la région Bongolava et la capitale malgache. Il y est relativement facile et moins coûteux que dans les autres communes de notre enquête de rejoindre le centre d'Analvory, de Soavinandriana ou de Miarinarivo pour participer à des formations ou des réunions publiques concernant notamment les programmes de développement. Les entretiens réalisés dans les autres communes ont souvent mis en exergue l'obstacle que représentent le mauvais état des pistes et des routes ainsi que le prix des taxis-brousse pour participer aux formations dans les plus grandes communes mais aussi pour s'approvisionner en semences, engrais et matériel agricole ou artisanal. Il faut dire que de nombreuses interventions de développement consistent en une aide matérielle pour lancer une production si bien qu'une fois ces aides épuisées, les bénéficiaires ne parviennent pas à pérenniser leurs activités. A cela s'ajoute que l'éloignement des communes de Manalalondo et d'Anosibe Ifanja qui ne sont accessibles que par des pistes et, pour le cas de Manalalondo très

difficilement en dehors de la saison sèche, contribue à leur isolement et à une moindre densité des interventions de développement.

En outre, historiquement, la commune d'Ampefy a toujours attiré les interventions extérieures, depuis la mise en valeur par la colonisation française jusqu'à l'intérêt des opérateurs économiques pour cette destination touristique très appréciée des vacanciers tananariviens ou étrangers. Le lac Itasy, qui borde la commune, est en effet très réputé pour son poisson ainsi que pour le patrimoine naturel et historique qui l'entoure[436]. C'est une zone importante de production agricole, les colons français y ont établi leurs exploitations agricoles avant de les quitter pour la plupart dans les années 1970, ce qui génère encore aujourd'hui de vives tensions et conflits fonciers[437]. En plus de la pêche dont une partie des produits est acheminée vers la capitale, les activités agricoles sont nombreuses dans toute la commune d'Ampefy, à la faveur de sols volcaniques et alluvionnaires aux aptitudes culturales élevées. La riziculture est une activité pratiquée sur les plaines et les bords du lac lorsque ce dernier rétrécit en saison sèche et laisse des zones de marécages très fertiles. Les cultures secondaires de contre-saison sont aussi importantes comme l'avocat, la pomme de terre, le maraîchage et les cultures de rente (haricots verts, tabac et café). La commune présente par conséquent des caractéristiques attrayantes pour les bailleurs et opérateurs d'aide au développement qui y mettent en œuvre une grande diversité de projets comme en attestent les résultats des enquêtes. Le lac Itasy a fait l'objet de beaucoup d'attention de la part de la communauté

---

[436] Sur l'une des deux péninsules du lac, une statue de la Vierge a d'ailleurs été érigée, dominant le lac, elle se trouverait sur le point central de l'île et fait l'objet de rituels et célébrations dans lesquels se mêlent les symboles religieux et politiques, voir à ce sujet les travaux de Didier Galibert *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 282.s

[437] Ce fut par exemple le cas dans un *fokontany* frontalier de la commune d'Ampefy (Ankorondrano) en août 2006 lorsque des paysans ont refusé malgré la pression des forces de l'ordre de quitter les terres qu'ils exploitaient. Des manifestations ont eu lieu et ont dégénéré. Trois personnes ont trouvé la mort (une habitante et deux membres des forces de l'ordre). En 2007, le jugement du tribunal de Miarinarivo a prononcé plusieurs condamnations à mort ainsi que des peines de prison à l'encontre des paysans.

de l'aide, comme par exemple la FAO qui y est intervenue avec des projets de développement de la pisciculture et de protection du bassin versant. Les opérateurs économiques présents à Ampefy soutiennent également le développement de la commune, *via* des associations locales comme 3Amis fondée par des hôteliers malgaches ou encore l'ONG Amadese. Les étrangers « tombés sous le charme d'Ampefy »[438] mettent en œuvre des interventions de développement, comme c'est le cas de l'association Tafita-Soledam (Solidarité avec les enfants démunis d'Ampefy à Madagascar) qui soutient une école privée de la commune après avoir contribué à l'installations de blocs sanitaires dans plusieurs *fokontany* de la commune.

Comparé à celui qui caractérise Ampefy, le contexte historique et développementiste à Anosibe Ifanja est très différent. Jusqu'au XIX^{e} siècle, le marais d'Ifanja est très peu peuplé. Tel un cirque, il est cerné par des hauteurs qui ont contribué à son isolement et aux récentes (pour l'Histoire de l'île) vagues de mise en valeur agricole. Le territoire est touché par une première migration qui y trouve refuge face aux conquêtes de la colonisation et des troupes du gouverneur Gallieni à partir de 1896, avant qu'une deuxième vague d'installation n'ait lieu à partir de 1920. A l'indépendance de l'île, ce territoire est une « terre neuve, faiblement peuplée et cultivée à ses marges »[439]. Le milieu naturel de l'Ifanja est pourtant favorable à l'agriculture étant donné les sols d'alluvions mais la géographie du marais demande pour l'exploiter une maîtrise de l'eau considérant le caractère aléatoire et parfois spectaculaire des pluies. La colonisation française puis l'administration malgache mettent en œuvre un plan de mise en valeur de l'Ifanja[440] pour y aménager des canaux, des digues afin d'y cultiver du riz. Les investissements consentis par l'État puis par certains bailleurs d'aide au

[438] Témoignage d'un français installé à Ampefy sur http://www.tafita-asso.org/ (consulté le 3 mars 2018)

[439] Michel Delenne, « Terroirs en gestation dans le moyen ouest malgache », *Etudes Rurales*, 1970, n^{o} 37-38-39, p. 414.

[440] Notamment par le biais de la création d'une « Aire de mise en valeur agricole » en 1962

développement comme la Banque africaine de développement dans les années 1970 vont attirer main d'œuvre et migrants.

Tableau 5 : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée à Madagascar par commune

	Ampefy	Anosibe Ifanja	Manalalondo	Miarinarivo
Nombre d'enquêtés	658, 54% de femmes	630, 49% de femmes	732, 53% de femmes	691, 51% de femmes
Moyenne d'âge	40,2 ans	38,3	43,4	38,7
Enfants par femme	3,1	3,6	4,3	2,6
Niveau scolaire de la population enquêtée	46 % a un niveau scolaire inférieur ou égal au primaire, 31% est allée au collège, 16% au lycée, 4,5% dans l'enseignement supérieur	9% a un niveau inférieur au primaire, 56% est allée au primaire, 21% au collège, 10% au lycée, 1% dans le supérieur.	4% a un niveau inférieur au primaire, 56,5% est allée au primaire, 21% au collège, 8,9% au lycée, 2% dans le supérieur	25 % a un niveau scolaire inférieur ou égal au primaire, 27% est allée au collège, 29% au lycée, 17,5% dans l'enseignement supérieur
Secteur d'activité principaux :	Agriculture/élevage/pêche : 77,5% ; commerce : 4,5% ; fonctionnaires : 2%	Agriculture/élevage/pêche : 79% ; commerce : 4% ; fonctionnaires : 2,5%	Agriculture/élevage/pêche : 81,5% ; artisanat : 4,5% ; commerce : 3,5% ; fonctionnaires : 3%	Agriculture/élevage/pêche: 27% ; commerce : 16% ; artisanat:5%; fonctionnaires : 12% ; 30% de l'échantillon a répondu « autre »
Durée de résidence de l'échantillon dans la commune	68,5% habite la commune depuis plus de 20 ans	58% habite la commune depuis plus de 20 ans, 21% depuis moins de dix ans	70% habite la commune depuis plus de 20 ans, 14,5% depuis moins de 10 ans	43% habite la commune depuis plus de 20 ans, 40% depuis moins de 10 ans
Accès à l'eau des ménages	50% grâce à un puits, 18,5 % utilisent une borne fontaine et 24,5% des sources	50% grâce à un puits, 22,5% utilisent une borne fontaine et 22,5% des sources	21% grâce à un puits ; 23,5% utilisent une borne fontaine et 50% une source	28,5% ont l'eau courante, 31% utilisent une borne fontaine, 21% un puits et 7,5% une source
Accès des ménages à l'électricité et aux sanitaires	60% n'ont pas l'électricité 90% des ménages utilisent un trou pour les toilettes	80% n'ont pas l'électricité 94,2% des ménages utilisent un trou pour les toilettes	74% n'ont pas l'électricité 85,5% des ménages utilisent un trou pour les toilettes, 11% des latrines en béton	75% ont l'électricité chez eux, 72% des ménages utilisent un trou pour les toilettes, 10,5% des latrines en béton, 7,5% des toilettes turques, 6,5% des toilettes avec siège
Accès des individus aux médias au moins une fois par semaine	32,5% écoutent la radio, 7,5% ont accès à la presse écrite et 5% à Internet	11% écoutent la radio, 2% ont accès à la presse écrite et 1,5% à Internet	13% écoutent la radio, 7% ont accès à la presse écrite et 0,5% à Internet	70,5% écoutent la radio, 57,5% ont accès à la télévision, 34% à la presse écrite et 18% à Internet

A partir des années 1980, les investissements publics pour la production agricole se tarissent et la zone est délaissée pendant plus de trente-cinq ans. Le marais entre temps s'est ensablé, les canaux se sont dégradés et la productivité ainsi que les superficies en culture ont reculé[441] jusqu'à ce que soient relancés le curage des canaux et le désensablement du marais notamment dans le cadre du projet Bassin versant-périmètres irrigués (BVPI) au début des années 2000.

Les soubresauts des programmes de développement publics ou internationaux décrits plus haut ont un effet sur la structure de la population de la commune. Comme l'indique le tableau 5, la population enquêtée à Anosibe Ifanja, comme à Miarinarivo, est la plus jeune (38,3 ans en moyenne), ce qui s'explique par les vagues de migrations qu'a connu la commune. En effet, à la différence d'Ampefy et Manalalondo, la commune d'Anosibe Ifanja est caractérisée par une mobilité des individus importante. Seule 58 % de la population vit dans la commune depuis plus de vingt ans et 21 % y vit depuis moins de dix ans. À Manalalondo, 70 % de la population enquêtée habite la commune depuis plus de 20 ans.

À Anosibe Ifanja, les spécificités économiques et l'historicité des interventions éclairent les résultats obtenus dans l'enquête sur la participation à des interventions de développement. L'importance de la riziculture dans le marais explique que plus de 40 % de la population se souvient avoir participé à une intervention du secteur agricole, ce qui est bien plus que dans les autres communes. Dans les autres secteurs, les souvenirs d'interventions sont faibles, à l'exception de l'environnement en raison des projets de reboisement et de lutte contre l'érosion. La santé et l'éducation sont deux secteurs importants d'intervention à Ampefy et Manalalondo mais demeurent faiblement représentés à Anosibe Ifanja. En raison des vagues de migrations dans la commune, il y a eu, jusque récemment, peu

[441] Nadia, « Développement rural : la population d'Ifanja s'implique à fond », *NewsMada*, 30 avr. 2016.

d'investissements dans ces secteurs, notamment sur le plan des infrastructures. Les individus qui migraient dans le marais venaient pour travailler et il n'y avait pas d'écoles ou de centres de santé pour les familles qui se sont installées ou qui se sont constituées. Ces individus n'ont donc pas pu partager de souvenirs en lien avec ces deux secteurs. Peu de projets portant sur la vie quotidienne ont été rapportés, ils concernent en grande partie l'accès à l'électricité permis par la présence de la Société de développement de l'Ifanja (SDI) et de ses turbines hydroélectriques qui ne sont plus utilisées depuis le milieu des années 1990.

Le contexte de la commune de Miarinarivo est paradoxal. Seuls 55% des individus interrogés ont déclaré avoir au moins une fois participé à une intervention de développement alors que c'est le territoire qui conserve le plus grand nombre de traces physiques et matérielles des interventions de développement. C'est en effet dans cette commune que se trouve la majeure partie des sièges et des bureaux des ONG ou des programmes de développement qui interviennent en Itasy comme PSDR, Seecaline-ONN, PASMI etc. La présence de ces programmes ou ONG dans la commune s'accompagne sur le territoire d'une importante signalétique des différents opérateurs, bailleurs et interventions. En arrivant par la RN1 jusque dans le centre-ville de la commune, le visiteur ne manquera pas les différents panneaux et stèles de Prosperer, du CCFD, d'OTIV, du PSDR, ou encore l'immeuble Pasmi etc. Dans le cadre du projet DeMeTer, la cartographie des traces matérielles du développement visibles dans la commune de Miarinarivo, réalisée par Manon Fabre[442], montre l'implantation et les multiples édifices, stèles, panneaux et inscriptions qui rappellent les interventions (voir l'image 4). L'installation des programmes et le marquage du territoire s'expliquent par le fait que la commune est aussi le chef-lieu de région et de district et qu'elle concentre sur son territoire - plus petit que les

[442] *Les interventions de développement à Miarinarivo I, relevé des traces matérielles du développement - uMap*, http://umap.openstreetmap.fr/fr/map/les-interventions-de-developpement-a-miarinarivo-i_109274#13/-18.9563/46.9162, (consulté le 15 mars 2018).

trois autres communes concernées par cette étude - les administrations régionales, les services de police, de gendarmerie, de justice, l'hôpital etc. Ces administrations sont les interlocuteurs essentiels des projets et programmes de développement.



Image 4 : Capture d'écran de l'application en ligne "les interventions de développement à Miarinarivo I : relevé des traces matérielles"

Cependant, les souvenirs récoltés par le biais de l'enquête par questionnaire à Miarinarivo sont quantitativement plus faibles que dans les autres communes. Ce constat concerne les questions relatives à la participation mais aussi toutes les autres questions du questionnaire. Cela peut tenir à plusieurs éléments dont le premier concerne les limites inhérentes à l'exercice du questionnaire « en ville » : les habitants sont plus pressés, moins réceptifs et attentifs à ce genre d'enquête que dans les zones rurales comme l'ont souligné les étudiants-enquêteurs dans leurs rapports. Ensuite, malgré l'installation des bureaux de programmes de développement ou d'ONG, moins de projets y ont été mis en œuvre sur la commune, ce qui est confirmé par les entretiens réalisés. Cela s'explique aussi, selon l'une de nos

interlocutrices[443], par le fait que les habitants de Miarinarivo ne sont pas des paysans et que beaucoup de projets en Itasy sont destinés à l'agriculture. Elle précise que la commune est « habitée par des fonctionnaires et que les gens vivent mieux que dans la campagne ». En effet, seulement 27 % de la population enquêtée travaille dans le secteur primaire à Miarinarivo contre 81,5 % à Manalalondo ou 77,5 % à Anosibe Ifanja. A Miarinarivo, 12 % de l'échantillon enquêté est fonctionnaire, ce qui est très élevé, en comparaison avec les autres communes puisque moins de 3 % des enquêtés y déclarent travailler dans le secteur public.

En outre, l'accès des habitants de Miarinarivo à l'assainissement et à l'eau potable est, toute proportion gardée, de meilleure qualité que dans les autres communes de notre échantillon, ce qui pousse naturellement les bailleurs d'aide au développement et les programmes vers d'autres territoires qui sont considérés comme plus en difficulté. Le tableau 5 illustre les différences de conditions de vie des habitants : ainsi à Miarinarivo 28,5 % des habitants ont l'eau courante alors que dans les autres communes les ménages utilisent des puits, des sources et parfois des bornes fontaines. 75 % des habitants de Miarinarivo disposent de l'électricité dans leur maison[444] alors qu'ils sont entre 60 et 80 % à ne pas y avoir accès dans les autres communes. Le niveau de vie plus élevé de la population à Miarinarivo que dans les autres communes de la région Itasy s'explique notamment par la présence de nombreux commerces, artisans et proto industries ainsi que par l'installation de fonctionnaires depuis 2005. Par ailleurs, ce qui peut aussi expliquer la moindre densité des souvenirs des interventions de développement peut aussi tenir au fait que les habitants sont plus mobiles et qu'une partie de la population vient habiter la commune pour quelques années seulement : les

[443] Entretien avec une responsable du *fokontany* d'Antanambao nord, Miarinarivo, le 4 octobre 2016.

[444] Notons cependant le caractère très aléatoire de la fourniture d'électricité, les coupures sont très nombreuses surtout en saison sèche ; le délestage fait partie du quotidien des habitants comme d'ailleurs les coupures d'eau. L'eau et l'électricité sont gérées par une société publique la Jirama qui peine à fournir ces services à la population.

résultats de l'enquête montrent que 40 % de l'échantillon habite Miarinarivo depuis moins de 10 ans. La mobilité et la composante migratoire qui caractérisent les communes de Miarinarivo et d'Anosibe Ifanja sont à prendre en compte lorsque l'on traite des temps longs comme c'est le cas dans notre étude. En effet, de telles caractéristiques peuvent remettre en cause un travail sur la mémoire, ou du moins en être des facteurs limitant, en particulier dans l'usage d'un questionnaire.

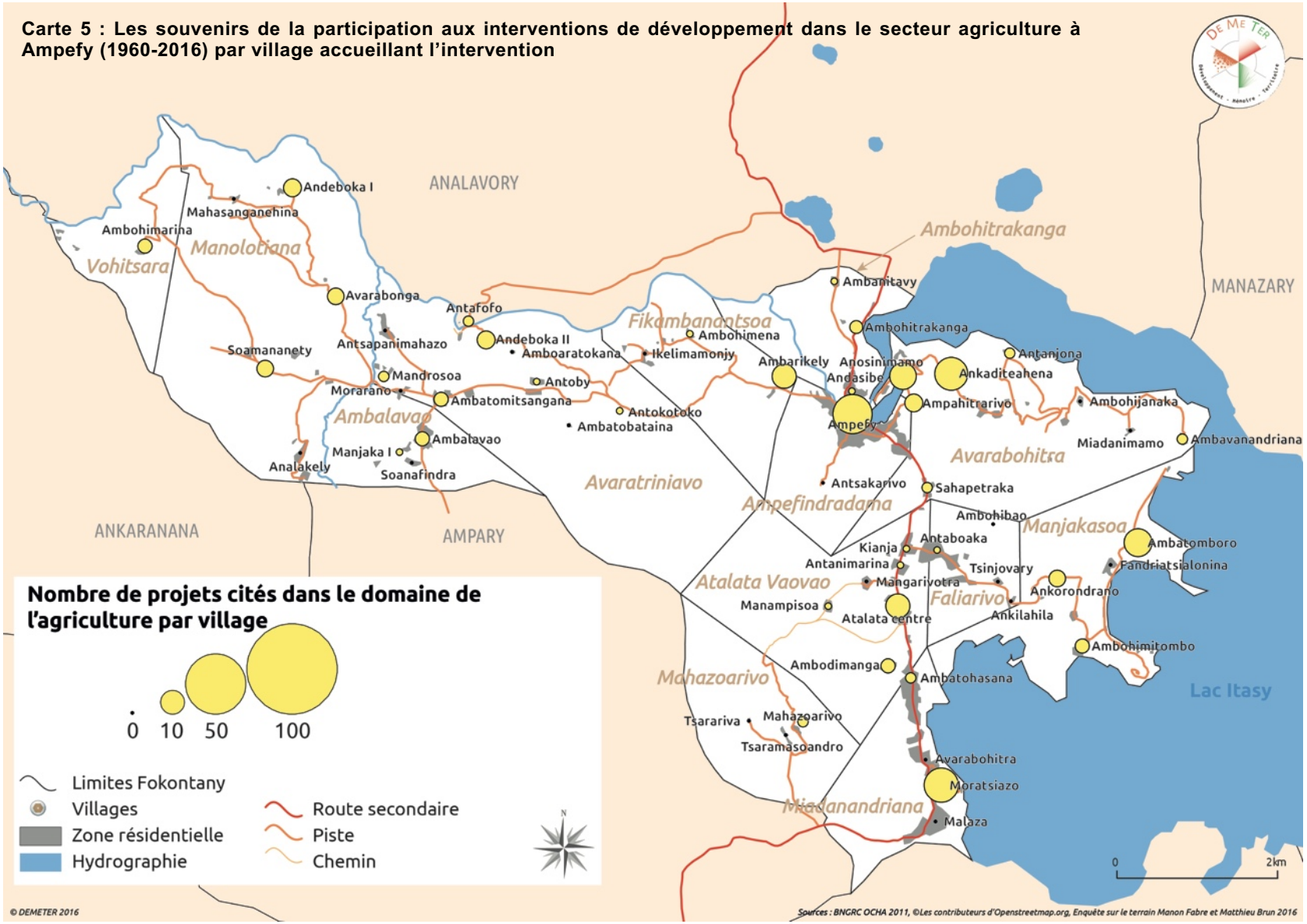
3.2.1.2. Madagascar : projections des différences spatiales de la mémoire du développement

La section précédente a mis en lumière les différences dans les souvenirs de la participation à des interventions de développement entre les communes malgaches. Or, un changement d'échelle au niveau de la commune et des villages montre que les souvenirs de la participation sont inégalement distribués sur le territoire. La spatialisation à l'aide de l'outil cartographique des réponses à la question 27 portant sur la participation à des interventions de développement dans sept secteurs est ainsi un moyen de représenter spatialement la densité des souvenirs. Plusieurs hypothèses conduisent à cartographier les résultats de cette question. Il s'agit tout d'abord de voir où ont eu lieu les interventions qui marquent le plus, positivement ou négativement, les enquêtés. En effet, la question ne donne pas la possibilité aux enquêtés de donner plusieurs réponses par secteur. Ils doivent spécifiquement (et la consigne leur est donnée si le besoin se fait sentir) renseigner la question avec l'intervention qui les a le plus marqués.

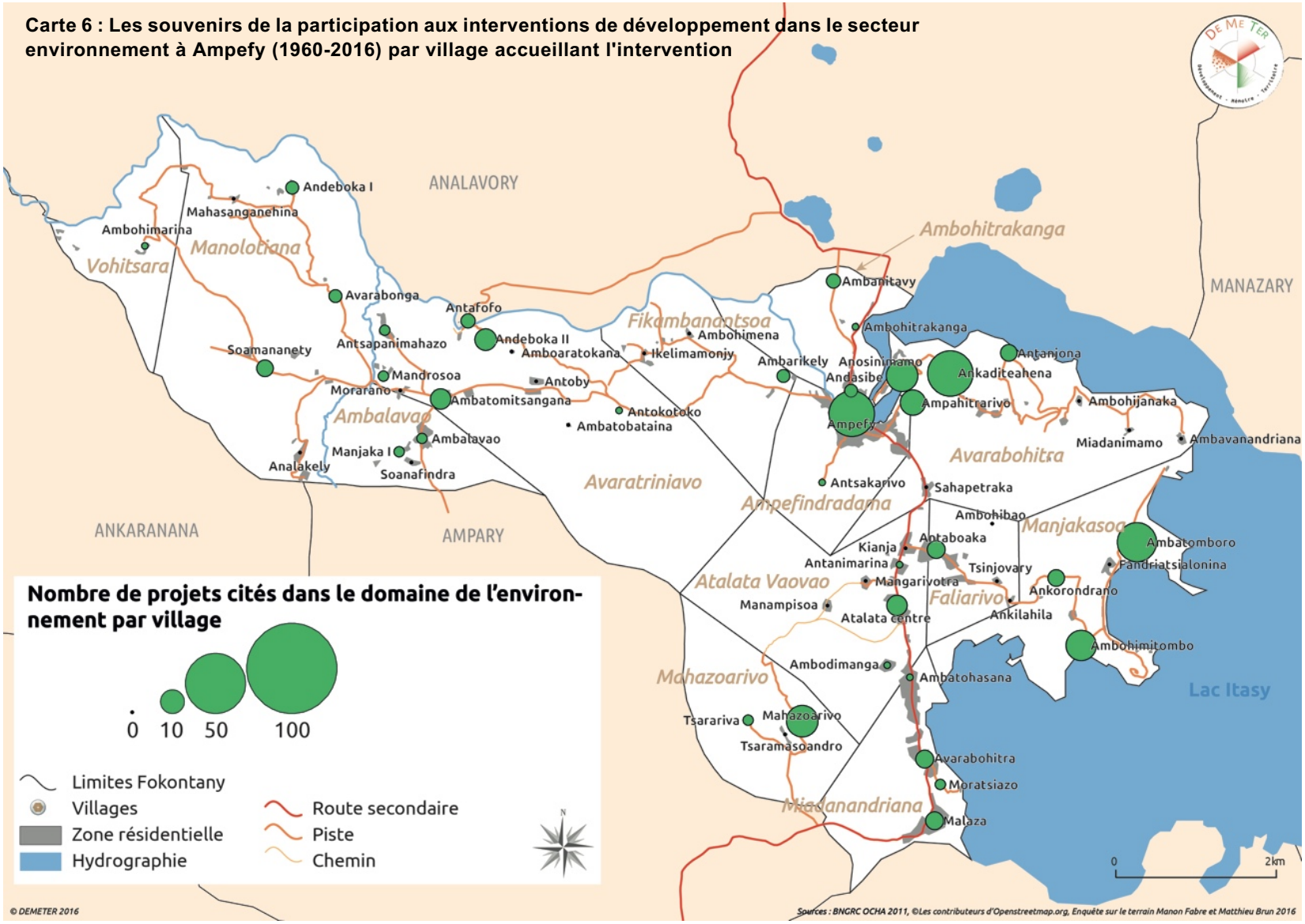
De là, l'hypothèse sous-jacente d'une inégale répartition des souvenirs est liée à l'inégale répartition des interventions dans les communes. En d'autres termes, certaines zones de la commune concentrent-elles plus que d'autres des souvenirs d'interventions ? Il est clair que la cartographie permet dès lors de renseigner et de définir des éléments qui caractérisent spatialement la distribution des interventions de développement par le prisme des

souvenirs. Pour illustrer et discuter ces hypothèses des cartes sectorielles (agriculture, environnement, santé) ont été réalisées. Elles ne représentent qu'une seule variable, c'est-à-dire la localisation des interventions par secteurs, sans prendre en considération le type de projet, la période historique, le bailleur ou opérateur. La géolocalisation des souvenirs ne se fait pas en fonction du lieu d'habitation mais du lieu où l'intervention a eu lieu selon les souvenirs de la personne enquêtée. Elle peut donc renseigner une intervention dans un autre *fokontany* que celui où elle habite lors de l'enquête. La taille des cercles de couleur renseigne le nombre de projets qui sont cités et non pas le nombre exact de projets qui ont effectivement été mis en œuvre.

Carte 5 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur agriculture à Ampefy (1960-2016) par village accueillant l'intervention



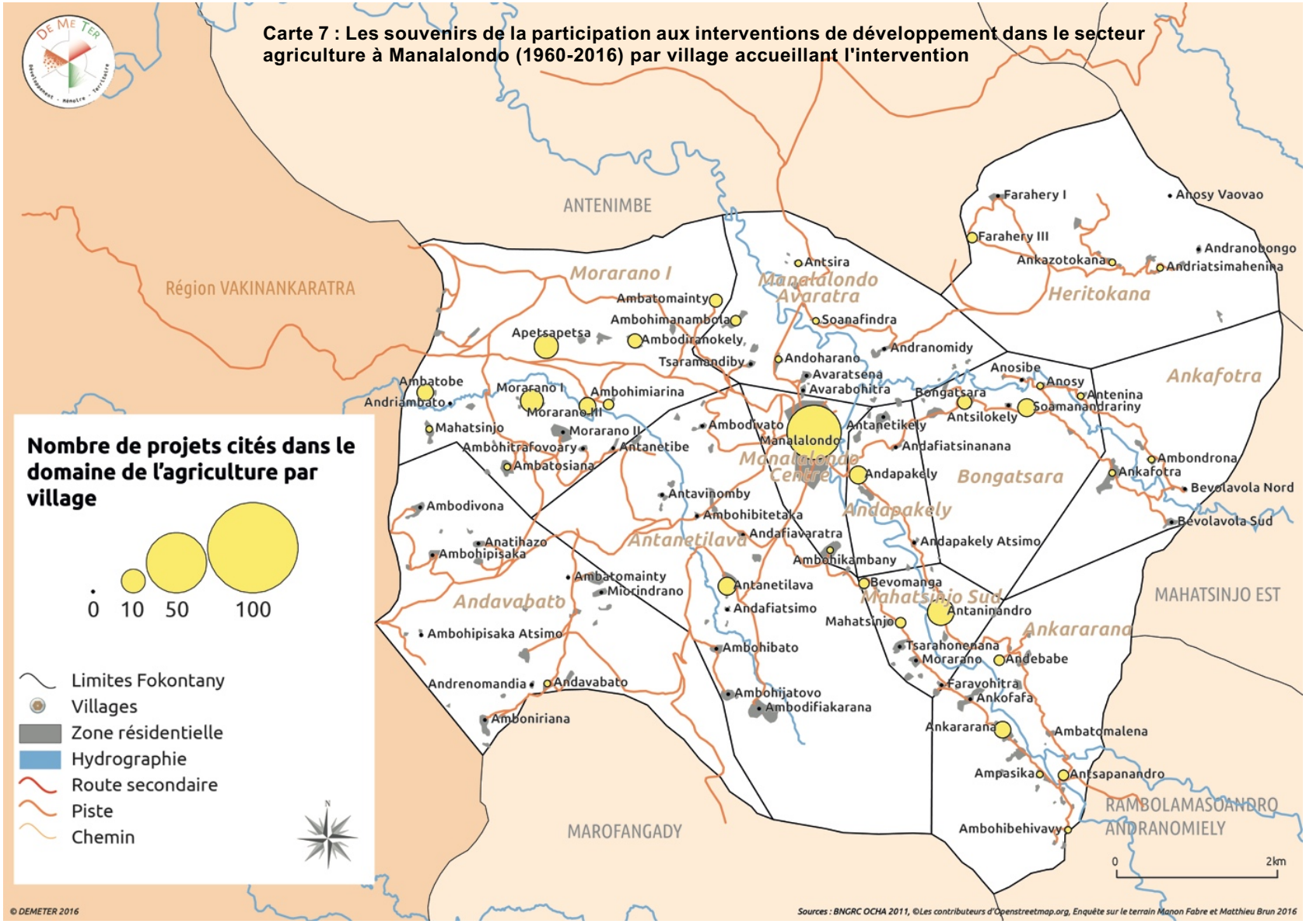
Carte 6 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur environnement à Ampefy (1960-2016) par village accueillant l'intervention



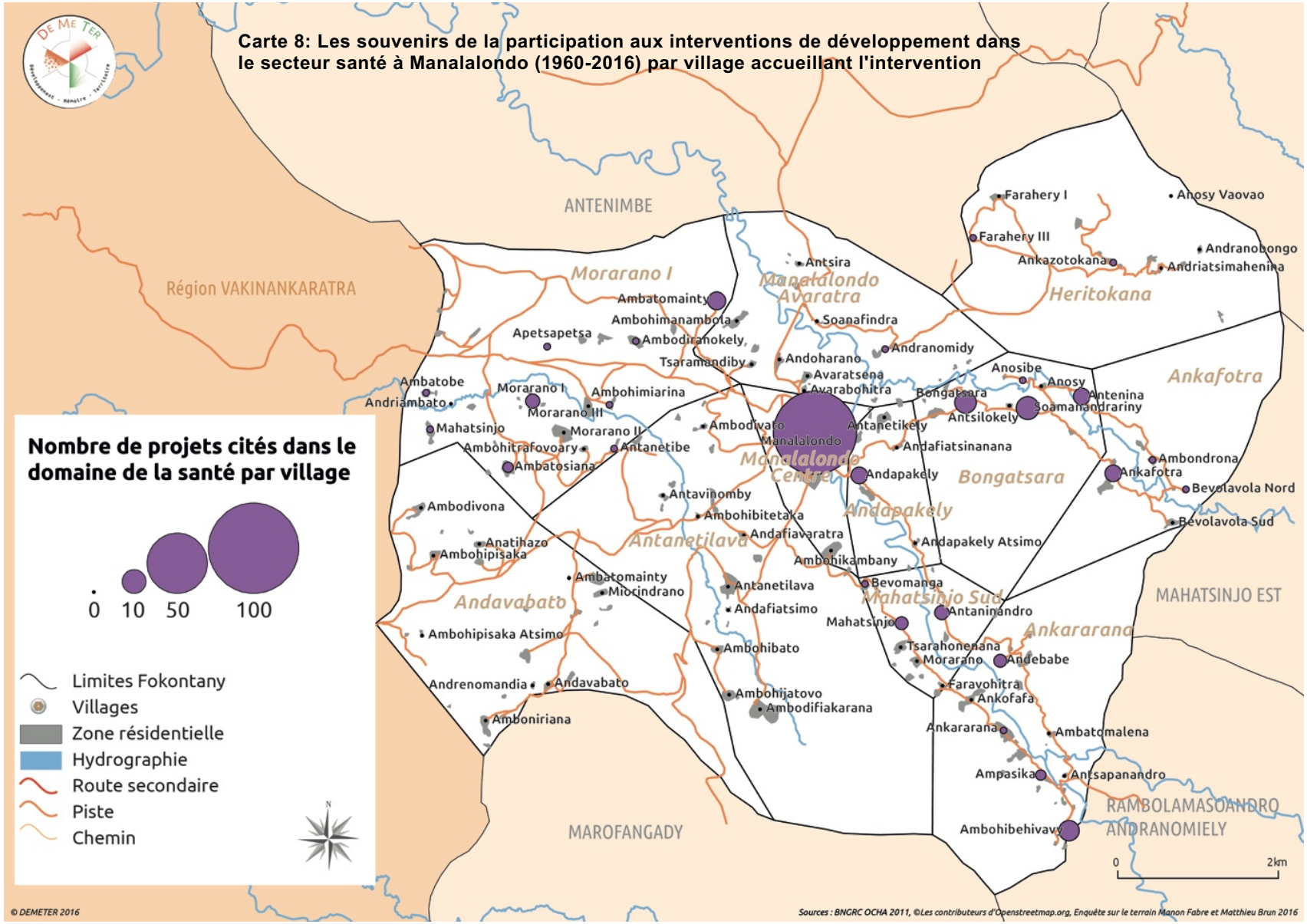
Dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, d'après la carte 5, les souvenirs sont répartis dans la quasi-totalité des villages, y compris à l'est de la commune, pourtant non desservie par les transports ou la route goudronnée et donc plus enclavée. Les interventions semblent toucher l'ensemble du territoire de la commune d'Ampefy. Si l'on compare la carte 5 avec la carte 6 qui représente les interventions citées dans le secteur de l'environnement, on observe un déplacement vers l'est de la commune et surtout une concentration des interventions autour du lac Itasy dont l'importance dans l'économie de la commune est rappelée plus haut dans cette section. De nombreux projets de gestion durable du lac, de reforestation pour lutter contre l'érosion et les phénomènes de « lavakisation »[445] sont mis en œuvre par différents bailleurs et opérateurs sur le pourtour du lac. En outre, on constate aussi que les souvenirs des interventions sont plus nombreux autour du village d'Ampefy. Cette concentration s'explique par le fait que, dans le centre de la commune, il y a beaucoup de projets visant l'amélioration de la gestion des déchets car les opérateurs du secteur touristique ont financé plusieurs campagnes de sensibilisation à ce sujet. De plus, des poubelles ont été installées dans le centre-ville d'Ampefy et sur le pourtour du lac, le long d'un sentier touristique (« les treize villages ») dont le balisage a été financé par le Conseil régional d'Aquitaine et l'Office de tourisme de la région Itasy. Les campagnes de reforestation ainsi que la présence dans le paysage d'objets comme les poubelles interrogent la relation entre immatérialité du souvenir et matérialité des interventions de développement. En d'autres termes, les souvenirs des interventions de développement peuvent s'ancrer dans des éléments matériels liés aux projets tels que les bâtiments, les panneaux, les outils (motopompes, machines etc). En conséquence on peut dire que ces éléments jouent un rôle d'indices de rappel dans le processus de remémoration, c'est-à-dire qu'ils participent à raviver les souvenirs voire à fixer la mémoire.

[445] Ce terme désigne le processus qui conduit à la création de *lavaka* (trou en malgache) ou à l'aggravation du creusement de ces ravines profondes aux parois très abruptes.

Le chapitre 4 (section 3) explore plus en détail le lien entre mémoire et matérialité du développement. D'ailleurs, Les cartes 7 et 8**,** qui représentent les interventions de développement dans le secteur de l'agriculture et de la santé à Manalalondo, montrent que, pour certains secteurs, les souvenirs des interventions sont concentrés sur certains villages ou certains lieux. Dans le cas de la carte sur la santé à Manalalondo, cela s'explique par la localisation du Centre de santé de base au cœur de la commune. Cependant, d'après les entretiens réalisés avec les habitants, d'autres souvenirs ont été partagés sur des interventions de développement dans le secteur de la santé, de l'hygiène ou de la sécurité alimentaire qui ont eu lieu dans d'autres villages. Cela tend à indiquer que des lieux concentrent et accrochent la mémoire du développement.

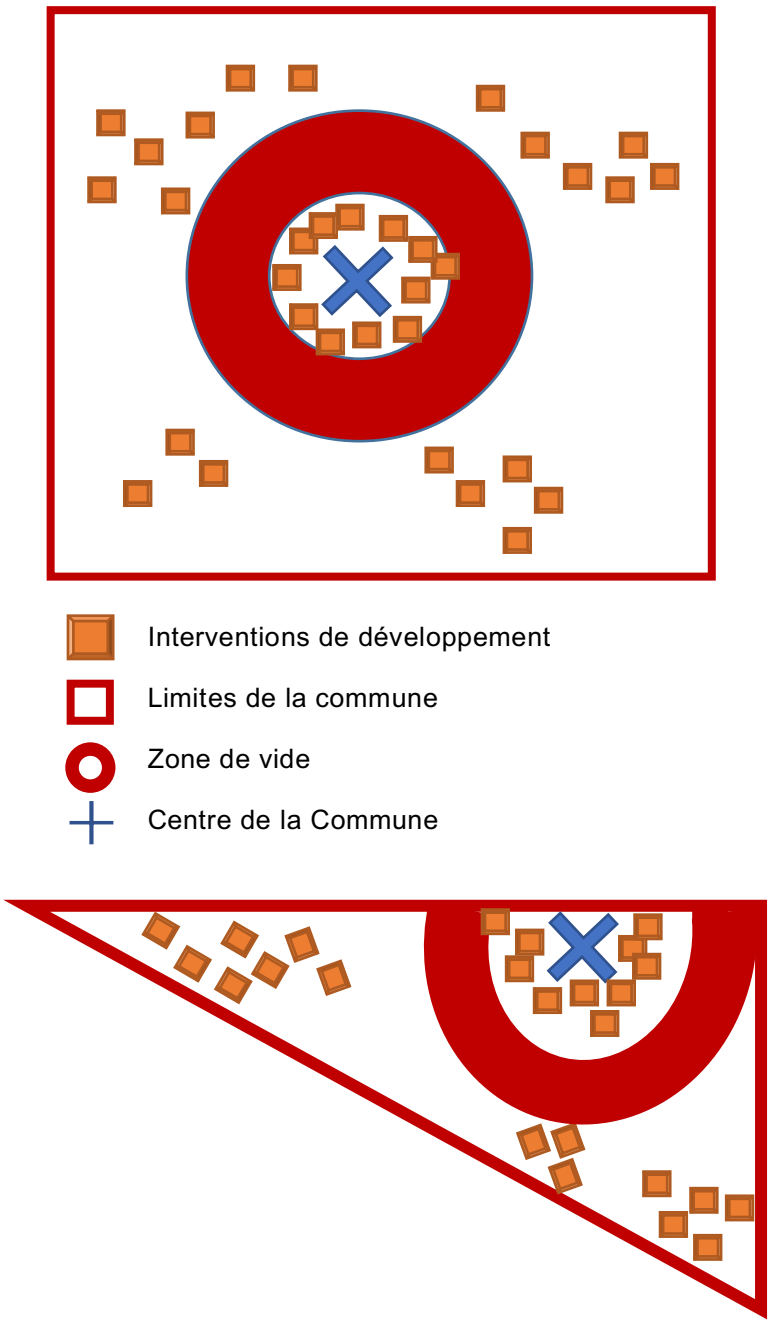

Carte 7 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur agriculture à Manalalondo (1960-2016) par village accueillant l'intervention
Nombre de projets cités dans le domaine de l'agriculture par village
0 10 50 100
Limites Fokontany
Villages
Zone résidentielle
Hydrographie
Route secondaire
Piste
Chemin
ANTENIMBE
Région VAKINANKARATRA
MAROFANGADY
MAHATSINJO EST
RAMBOLAMASOANDRO ANDRANOMIELY
Morarano I
Manalalondo Avaratra
Heritokana
Ankafotra
Manalalondo Centre
Bongatsara
Andapakely
Antanetilava
Andavabato
Mahatsinjo Sud
Ankararana
Farahery I
Anosy Vaovao
Farahery III
Andranobongo
Ankazotokana
Andriatsimahenina
Antsira
Ambatomainty
Ambohimanambola
Soanafindra
Apetsapetsa
Ambodiranokely
Andranomidy
Tsaramandiby
Andoharano
Anosibe
Anosy
Antenina
Avaratsena
Avarabohitra
Bongatsara
Soamanandrariny
Antsilokely
Ambatobe
Andriambato
Morarano I
Ambohimiarina
Morarano III
Morarano II
Mahatsinjo
Ambodivato
Antanetikely
Manalalondo
Andafiatsinanana
Ambohitrafovoary
Antanetibe
Ambatosiana
Ambondrona
Ankafotra
Bevolavola Nord
Bevolavola Sud
Antavinomby
Ambodivona
Ambohibitetaka
Andafiavaratra
Andapakely Atsimo
Anatihazo
Ambohipisaka
Ambohikambany
Ambatomainty
Miorindrano
Antanetilava
Bevomanga
Andafiatsimo
Antaninandro
Mahatsinjo
Ambohipisaka Atsimo
Ambohibato
Tsarahonenana
Morarano
Andebabe
Andrenomandia
Andavabato
Faravohitra
Ankofafa
Ambohijatovo
Ambodifiakarana
Ambonirana
Ankararana
Ambatomalena
Ampasika
Antsapanandro
Ambohibehivavy
0 2km
© DEMETER 2016
Sources : BNGRC OCHA 2011, ©Les contributeurs d'Openstreetmap.org, Enquête sur le terrain Manon Fabre et Matthieu Brun 2016

Carte 8: Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur santé à Manalalondo (1960-2016) par village accueillant l'intervention



Pour finir, de l'analyse de ces quatre cartes découle une question relative à l'organisation spatiale des interventions de développement et plus précisément au rôle des centres-villes dans la répartition et la diffusion territoriale des interventions de développement. La figure 4 représente schématiquement les communes de Manalalondo et d'Ampefy. Le cercle rouge intitulé « zone de vide » dans la légende correspond à un espace situé autour du centre des deux communes. Dans ce cercle, peu voire aucun projet ne sont rapportés lors des enquêtes. Cela ne veut pas pour autant dire que les individus qui vivent dans ces « zones de vide » pourtant desservies par les pistes ne participent pas à des interventions de développement. Ils participent aux projets et programmes mis en œuvre dans les centres villes ou plus en périphérie. De plus, leurs villages ne semblent pas concernés par les interventions car situés trop près du centre. A l'inverse plus on s'éloigne du centre plus la densité des souvenirs ré-augmente et on en déduit que celle des interventions augmente aussi. Il existe donc, dans les communes malgaches concernées par cette étude, un entre-deux « oublié » des interventions de développement, trop près ou pas assez éloigné du centre de la commune.

Figure 4 : Représentation schématique de la spatialisation des interventions de développement dans la commune de Manalalondo (1) et Ampefy (2)



3.2.2. Maroc : de la marginalité à l'auto-organisation

Les entretiens exploratoires, plus ou moins formels, réalisés au Maroc en 2015, conjugués à la recherche sur l'Histoire du développement dans la région Souss Massa Drâa ont contribué à formuler une intuition selon laquelle un nombre limité de projets et programmes de développement ont été mis en œuvre dans cette région du sud du pays. Le contraste semblait alors saisissant entre la région Itasy et la région Souss Massa Drâa, ce qui rend d'ailleurs pertinente la comparaison de cas contrastés[446]. C'est avec l'objectif de discuter cette intuition et ces contrastes que le dispositif d'enquête est conçu de façon symétrique[447] et adaptative. Nous nous sommes adaptés aux cas spécifiques (conditions d'accès aux terrains, choix des zones etc.) tout en appuyant la démonstration sur un dispositif de collecte de données symétrique. Cette section présente donc une analyse différenciée et contextualisée de la vivacité des souvenirs ainsi que de la densité des interventions de développement à Arbâa Sahel, Mezguita et Tassousfi à la lumière de l'évolution politique, économique, démographique et sociale du territoire. L'ambition de cette section est de montrer, à l'appui de nos enquêtes, que la configuration développementiste ainsi que les politiques publiques sont entrées tardivement ou à la marge dans ces communes, favorisant ainsi les pratiques auto-organisées de développement. Quelles conséquences ces éléments entraînent-ils alors sur les configurations spatiales de la mémoire du développement et en quoi cela nous permet-il d'établir des constats sur la répartition des interventions ?

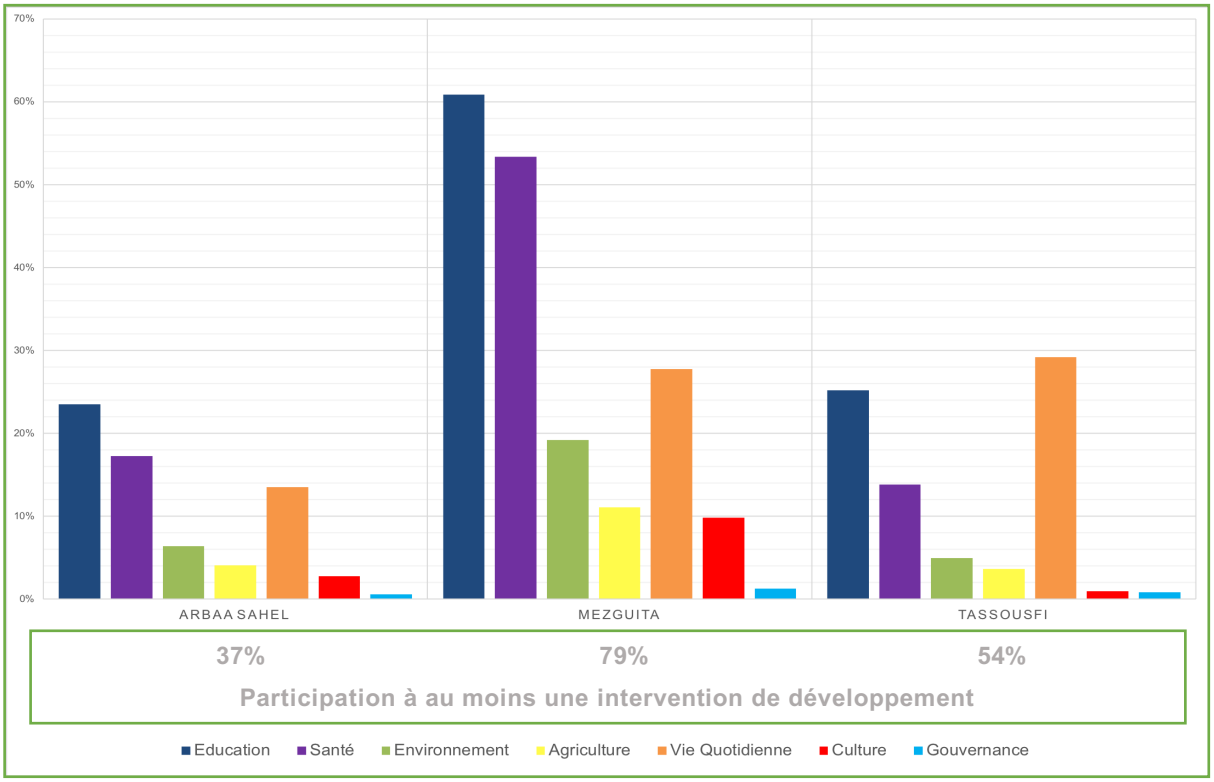
---

[446] Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable : oser expérimenter et construire*, Paris, Seuil, 2009.

[447] La question de la symétrie des protocoles d'enquête dans les études comparatives est discutée dans la littérature notamment dans un dossier spécial de la revue *terrains et travaux*, voir l'introduction thématique : Cécile Vigour, *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*, Paris, Découverte, 2005, 335 p.

Comme l'indique la figure 5, il y a, entre les trois communes marocaines, un contraste saisissant dans la densité des souvenirs exprimés. À Arbâa Sahel, seuls 37% des individus enquêtés ont répondu avoir participé à au moins une intervention de développement, ils sont 54 % à Tassousfi et 79 % à Mezguita.

Figure 5 : La mémoire de la participation aux interventions de développement par secteurs au Maroc



3.2.2.1. Une densité contrastée des souvenirs dans des communes mises à l'index du développement

> « Pour nous c'est plus le changement de la posture de l'État sur le développement que les instruments ou l'évolution des bailleurs de fonds qui structure l'histoire du développement au Maroc. L'État était très préoccupé par sa sécurité, par la sécurité publique, plus que par le développement et il était absent de certains secteurs ou de certaines zones géographiques. Ce vide a fait que les bailleurs se sont déployés là où il était absent. Dans ces endroits les fonds pour le développement venaient à 100% de l'extérieur. Puis l'État s'est repositionné et les bailleurs se sont calés sur cet agenda »[448].

Au Maroc, par comparaison avec Madagascar, l'historicité et la géographie des politiques de développement sont très différentes. Les quatre communes de la région Itasy se trouvent dans l'immédiate périphérie géographique et politique de la capitale sur des terres qui sont très tôt mises en valeur par la monarchie merina et les colons, et dont l'importance est stratégique pour l'alimentation des Hautes Terres. Le « sud marocain »[449] est au contraire une zone « aux confins du Maroc »[450], sur le plan géographique mais aussi politique. Bien que la région ait connu un net rattrapage depuis près d'une vingtaine d'années, force est de constater l'héritage du passé et de la géopolitique du royaume chérifien sur les structures économiques et sociales ainsi que sur la distribution spatiale des interventions de développement,

---

[448] Entretien avec un responsable de Targa Aide, septembre 2015 à Rabat

[449] Cette expression est chargée de représentations et a tout d'un abus de langage considérant la géographie actuelle et controversée du royaume marocain. En effet, après la Marche verte en 1975 et la revendication territoriale du Sahara occidental par le Maroc, la région Souss Massa Drâa est selon les cartes marocaines au centre du pays.

[450] T. Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, *op. cit.*, p. 28.

comme le montre l'extrait d'entretien rapporté plus haut. En effet, la zone concernée par cette étude en est un exemple emblématique puisqu'elle a longtemps été l'oubliée des politiques de développement avant que la libéralisation politique des années 1990 ne la transforme en profondeur.

La région est avant tout caractérisée par une identité forte, celle des berbères *chleuhs*, dont découle une organisation sociopolitique particulière. L'histoire de cette zone et de son peuple est en effet émaillée de conflits entre tribus et clans ainsi qu'entre les tribus et le *Makhzen*, l'autorité du sultan, que décrit Robert Montagne dans ses travaux[451]. La politique berbère du *Makhzen* au XVIII^{e} et au début du XIX^{e} siècle est celle de la méfiance et du maintien de cette zone de dissidence (*siba*) - plus spécifiquement les tribus et leurs chefs - dans un état de faiblesse et de fractionnement pour prélever l'impôt et stabiliser les routes commerciales[452]. Pierre Vermeren précise d'ailleurs que depuis l'Indépendance du Maroc, « les portes du *Makhzen* et de la politique nationale étaient fermées aux élites berbères »[453]. Du fait de cette « visibilité politique » longtemps limitée[454], la région est placée à la marge des plans d'investissements qui se concentrent, au moins jusque dans les années 1970 dans les secteurs et les territoires rentables de l'économie. Dans le premier chapitre de cette étude est décrit l'aménagement déséquilibré du territoire au détriment d'un « Maroc inutile » où se trouvent les trois communes choisies.

La marginalisation de la commune d'Arbâa Sahel tient tout d'abord à sa localisation géographique, au sud de la région et surtout entre deux villes moyennes, Tiznit (75 000 habitants en 2014) et Sidi Ifni (21 600 habitants en 2014). Au nord de la commune rurale, Tiznit est une cité commerciale très

---

[451] Robert Montagne, *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc, essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe chleuh)*, Thèse principale pour le doctorat ès-lettres, Faculté des lettres de l'Université de Paris, Paris, France, 1930.

[452] *Ibid.*, p. 365-391.

[453] Pierre Vermeren, *Le Maroc en transition*, Paris, La Découverte, 2004, p. 127.

[454] *Ibid.*, p. 130.

importante dans le sud, connue pour ses orfèvres et pour les fortifications de l'ancienne médina qui en ont fait une place forte sur le plan stratégique, sécuritaire et militaire aux portes du sud du pays. Cette ville est le réceptacle de nombreux investissements du gouvernement marocain, attirant d'autant plus les habitants des communes rurales aux alentours qui viennent massivement s'y installer, quand ces derniers ne partent pas pour les grandes villes du nord du pays ou pour l'Europe.

Au sud d'Arbâa Sahel, à 40 km environ, se trouve la commune urbaine de Sidi Ifni, qui était jusqu'en 1969 une enclave espagnole, cernée par la confédération berbère des Aït Ba'amran[455], connue au Maroc pour avoir résisté à la colonisation espagnole et française. La réintégration de l'enclave au Maroc n'est pas synonyme de continuation d'une certaine prospérité apparue sous le régime espagnol. Comme le démontre Karine Bennafla, depuis les années 1970, la stratégie politique marocaine est au contraire celle de « l'obstruction au développement et de l'encouragement au départ »[456]. Les investissements publics sont stoppés et la zone autour de la commune de Sidi Ifni est systématiquement contournée par les projets de l'Agence pour la promotion et le développement des Provinces du Sud créée en 2002[457]. Le sous-investissement et le développement déséquilibré de cette zone au profit de Tiznit ou de villes plus éloignées a contribué à ralentir le développement de la commune d'Arbâa Sahel ainsi que la mise en œuvre de projets et d'interventions.

De son côté, Tassousfi, comme Arbâa Sahel, est située dans ce que l'on peut qualifier de périphérie du développement. En effet, comme indiqué dans

---

[455] Romain Simenel, *L'origine est aux frontières : les Aït Ba'amran, un exil en terre d'arganiers (Sud Maroc)*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2010, 327 p.

[456] Karine Bennafla, « Mobilités et politique à Sidi Ifni, ville isolée du Sud marocain », *Espace populations sociétés*, décembre 2010, 2010/2-3, p. 254.

[457] Karine Bennafla et Montserrat Emperador Badimon, « Le « Maroc inutile » redécouvert par l'action publique : les cas de Sidi Ifni et Bouarfa », *Politique africaine*, 2010, n° 120, p. 67-86.

le premier chapitre, les investissements publics dans la région se concentrent sur la baie d'Agadir et sur les plaines du Souss et du Massa, loin des terres rocailleuses et peu fertiles de ces deux communes. Tassousfi est située sur le territoire de la tribu berbère des Souktana et du Pacha Thami El Mezouari El Glaoui qui participe en 1912 à la pacification du Maroc pour le Protectorat français. La commune est à 12 km de la commune urbaine de Taliouine sur l'axe Ouarzazate-Agadir. Comme Arbâa Sahel avec Tiznit, Tassousfi se trouve dans l'ombre de la commune de Taliouine qui concentre les administrations, les services publics y compris les établissements scolaires. A 45 km à l'ouest de la commune commencent les vastes périmètres irrigués de la plaine du Souss, après le barrage d'Aoulouz. Cette zone concentre une partie significative des investissements marocains en faveur du développement agricole. Les trajectoires historiques d'aménagement et de développement agricole des communes d'Arbâa Sahel et de Tassousfi sont similaires dans la mesure où elles sont toutes les deux situées non loin de zones de productions agricoles intensives tournées vers l'exportation (Plaine du Souss pour Tassousfi et plaine du Massa pour Arbâa Sahel avec le barrage Youssef Ibn Tachfin). La présence de grandes exploitations capitalistes dans les plaines entraîne d'importants mouvements de migration saisonnière depuis la montagne (Tassousfi) et la zone côtière (Arbâa Sahel), il y a donc moins de main-d'œuvre disponible pour la pêche ou les tâches agricoles dans un système très faiblement mécanisé et orienté vers les marchés locaux. Aussi, l'eau (il faut creuser toujours plus profond pour la trouver et parfois celle-ci est saumâtre) et la rareté du foncier sont autant d'éléments qui font pression sur les systèmes agro-pastoraux[458]. Thomas Lacroix précise à ce sujet que, derrière l'opposition des modes de production au niveau régional, « se profile une confrontation sociale autour

[458] Pascon, Paul et Mohammed Ennaji, *Les Paysans sans terre au Maroc*, Édition Toubkal., Casablanca, Maroc, 1986, 135 p.

de la captation des ressources en eau »[459] qui pousse les hommes à migrer toujours plus loin[460].

Les territoires de cette étude sont ainsi caractérisés par un exode rural massif qui se traduit par un faible dynamisme économique et social[461]. À la différence d'Anosibe Ifanja ou de Miarinarivo qui sont à la fois des communes d'immigration et d'émigration, les habitants de Tassousfi, d'Arbâa Sahel et de Mezguita quittent leur commune et peu, voire pas du tout, d'immigrés s'y installent. Les migrants y font parfois construire des maisons secondaires dans lesquelles ils viennent pour les fêtes religieuses ou les congés. Le tableau 6**,** synthétisant les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon enquêté dans les trois communes de la région Souss Massa Drâa, indique à ce titre qu'une grande partie des individus habite ces communes depuis plus de 20 ans (73,5 % à Arbâa Sahel, 82,5 % à Mezguita et 86 % à Tassousfi).

[459] T. Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, *op. cit.*, p. 32.

[460] Dans le chapitre 2 de la partie 1 nous avons mentionné la composante migratoire dans le contexte de la région Souss Massa Drâa, voir aussi les travaux de Thomas Lacroix mentionnés plus haut.

[461] Nous n'avons pas mentionné ici le savoir-faire commercial réputé des habitants du Souss, les Soussis, dont les grandes familles (les Akhanouch par exemple avec la figure d'Aziz Akhanouch homme d'affaire et ministre de l'Agriculture) contrôlent aujourd'hui une grande partie du commerce marocain.

Tableau 6 : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée au Maroc par commune

	Arbâa Sahel	Mezguita	Tassousfi
Nombre d'enquêtés	689, 53% de femmes	643, 53% de femmes	606, 40% de femmes
Moyenne d'âge	47,3 ans	42 ans	48,7 ans
Enfants par femme	3,1	3,7	-
Niveau scolaire de la population enquêtée	56% de l'échantillon a un niveau inférieur au primaire, 25% a un niveau primaire, 8% est allé au collège, 5% au lycée, 4,5% dans l'enseignement supérieur	45,5% de l'échantillon a un niveau inférieur au primaire, 26% a un niveau primaire, 13,5% est allé au collège, 8% au lycée, 5% dans l'enseignement supérieur.	49% de l'échantillon a un niveau inférieur au primaire, 36,5% a un niveau égal au primaire, 7% est allé au collège, 2% au lycée, 1,5% dans l'enseignement supérieur
Secteur d'activité principaux :	Agriculture/élevage/pêche : 39,5% ; commerce : 5% ; 16% de l'échantillon a répondu « autre » et 35% « inactifs »	Agriculture/élevage/pêche : 44% ; fonctionnaires : 3,5% ; 25% de l'échantillon a répondu « autre » et 23% « inactifs »	Agriculture/élevage/pêche : 55% ; Commerce : 4% ; fonctionnaires : 2% ; 17,5% de l'échantillon a répondu « autre » et 18% « inactifs »
Durée de résidence de l'échantillon dans la commune	73,5% de l'échantillon habite la commune depuis plus de 20 ans	82,5% de l'échantillon habite la commune depuis plus de 20 ans	86% de l'échantillon habite la commune depuis plus de 20 ans
Accès à l'eau des ménages	18% des ménages ont l'eau courante dans leur habitation, 50% utilisent une borne fontaine, 24% ont répondu « autre »	79% des ménages ont l'eau courante dans leur habitation, 19% se fournissent en eau grâce à un puits	60,5% des ménages ont l'eau courante dans leur habitation, 26,5% se fournissent en eau grâce à un puits et 11% vont à la source
Accès des ménages à l'électricité et aux sanitaires	98% des ménages ont l'électricité chez eux, 89% des ménages utilisent des latrines en béton	97,5% ont l'électricité chez eux, 59% des ménages utilisent des latrines en béton, 26% des toilettes avec siège	96% ont l'électricité chez eux, 44% des ménages utilisent des latrines en béton, 36% des toilettes turques
Accès des individus aux médias au moins une fois par semaine	92,5% ont accès à la télévision, 43% écoutent la radio ; 15% ont accès à Internet, 6,5% à la presse écrite	94% ont accès à la télévision, 5,5% écoutent la radio, 14% ont accès à Internet, 5,5% à la presse écrite	90% ont accès à la télévision, 5,5% à Internet, 2% à la presse écrite et 2% écoutent la radio

Mezguita se trouve d'ailleurs au cœur d'une vallée qui est une zone de transit et de passage depuis plusieurs siècles. Aux portes du Sahara, la vallée du fleuve Drâa porte les stigmates de la grandeur passée de cette route caravanière qui rejoignait le nord du royaume. Sa position géographique entre Ouarzazate et Zagora en amont d'un chapelet de palmeraies était stratégique et a longtemps attiré des populations venues du nord comme du sud du pays. Il en résulte un brassage ethnique considérable[462] qui génère, parfois, dans des conditions très conflictuelles, « une structure socio-ethnique très diversifiée et hiérarchisée (…) qui a marqué la mémoire collective »[463]. L'histoire économique, sociale et politique de cette zone, et en particulier de celle de l'oasis de Mezguita, détaillée dans les travaux d'Ouhajou Lekbir[464] est d'ailleurs écrite sous le sceau de l'aridité. La gestion des ressources naturelles (eau et foncier) constitue un élément moteur de la formation des systèmes d'organisation politique et lignager. Ces derniers évoluent au cours du temps sous l'effet de la sédentarisation des nomades, de l'extension de l'urbanisation et de la diversification des activités économiques (tourisme en particulier), ce qui accentue la pression sur les ressources naturelles[465] et pousse les hommes à migrer[466]. C'est d'ailleurs par la gestion de l'eau que se développe la structuration de la société civile en associations (d'usagers de l'eau puis de développement) à la fin des années 1980 et au début des années 1990 dans une partie du Maroc longtemps restée éloignée des politiques de développement. En effet, Mezguita se situe dans une zone militaire d'intérêt stratégique pour le *Makhzen*, proche du Sahara et d'une frontière longtemps disputée entre le

---

[462] Ainsi de la Kasbah Tamnougalt dans la commune de Mezguita peuplée par la communauté juive, berbère, par des communautés noires dont les origines sont encore controversées et qui sont connues sous le terme de draoua.

[463] Mohamed Aït Hamza et B. El Faskaoui, « Les oasis du Drâa au Maroc », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, mars 2010, nº 1284, p. 58.

[464] Lekbir Ouhajou, *Espace hydraulique et société au Maroc : cas des sytèmes d'irrigation dans la vallée du Dra*, Agadir, Maroc, Université Ibn Zohr, 1996, p. 54-60.

[465] M. Aït Hamza et B. El Faskaoui, « Les oasis du Drâa au Maroc », art cit, p. 62.

[466] Jean-Pierre Desmoulin, *Jeux identitaires, traces mémorielles et mutations sociales : une anthropologie des populations du Moyen-Drâa au Maroc*, Saint-Brice-sous-Forêt, J.-P. Desmoulin (auto-édition), 2009, p. 448.

Maroc et l'Algérie[467]. De plus, la commune de Mezguita est située à 10 km d'Agdz, commune urbaine de 10 600 habitants en 2014 connue pour sa Kasbah transformée en prison entre 1976 et 1981 pendant les « années de plomb » (1970-1999). La prison secrète d'Agdz a accueilli plus de quatre cents prisonniers politiques appartenant à différents groupes de la gauche marocaine, marxiste-léniniste et des militants proches du Front Polisario[468] et des Sahraouis[469]. Malgré les projets de transformer la prison en un lieu de mémoire et les travaux de l'Instance équité et réconciliation, la Kasbah d'Agdz est globalement laissée à l'abandon. L'époque des « années de plomb » coupe la zone du développement socio-économique qu'a connu le pays, pour des motifs politiques et sécuritaires, comme le confirment plusieurs acteurs associatifs de la Province de Zagora[470]. En témoignent les programmes de réparation communautaire (c'est-à-dire pour l'ensemble de la communauté et non plus uniquement pour les prisonniers politiques ou leurs ayants-droit) soutenus par des bailleurs comme l'Union européenne. Ces programmes sont destinés aux régions[471] qui ont souffert collectivement des séquelles des violations graves des droits humains dans la perspective d'un rattrapage politique et économique et sur la base d'une reconnaissance de la responsabilité de l'État.

Pour des raisons diverses liées notamment aux politiques d'aménagement territorial et à la politique de puissance du *Makhzen* projetée dans l'espace, les communes de Tassousfi, d'Arbâa Sahel et de Mezguita sont ciblées et bénéficient de projets de développement tardivement, lorsque l'on compare

---

[467] Entre 1963 et 1989 un conflit frontalier oppose les deux pays.

[468] Acronyme de *Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro* (Front populaire de Libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro) mouvement politique anticolonialiste créé en 1973 pour lutter contre l'occupation de l'Espagne au Sahara puis contre le Maroc après le départ de l'Espagne, voir LACOSTE Yves, « Chapitre 5 - Le conflit du Sahara occidental : Maroc contre Algérie ? » in *Les conflits dans le monde*, Armand Colin, 2011, p. 79-88.

[469] Nadia Lamlili, « Maroc : dans les prisons secrètes de Hassan II », *Jeune Afrique*, 8 juin 2016p. 3p.

[470] Entretien avec des acteurs associatifs, Zagora, le 16 mars 2016.

[471] Provinces de Figuig, Errachidia, Midelt, Ouarzazate, Tinghir, Zagora, Tan-Tan, Azilal, Khémisset, Hay Mohammadi-Ain Sbaa, Al Hoceima, Nador et Khénifa.

leurs trajectoires avec celles des quatre communes malgaches que nous avons présentées plus haut. En outre, le niveau scolaire des habitants enquêtés au Maroc illustre ce rattrapage tardif puisqu'en 2016, 56 % de l'échantillon enquêté à Arbâa Sahel, 45,5 % à Tassousfi et 49 % à Mezguita ont déclaré avoir un niveau inférieur au primaire. Seules les personnes les plus jeunes de l'échantillon bénéficient des programmes de scolarisation appliqués dans les campagnes marocaines. L'analphabétisme au Maroc reste d'ailleurs élevé dans la population et constitue un problème public contre lequel nombre de programmes d'alphabétisation tentent de lutter[472].

L'alphabétisation n'est pas le seul défi en termes de politiques de développement auquel le Maroc est confronté. L'accès à l'eau, à l'électricité et l'aménagement des pistes sont trois grands axes qui ont structuré l'intervention et le développement dans le sud du Maroc (et globalement dans les espaces ruraux) après les années 1990[473]. Si la quasi-totalité de l'échantillon enquêté a accès à l'électricité (voir le tableau 6) les taux d'équipement en eau potable dans les habitations connaissent des variations importantes. En effet, à Arbâa Sahel, seul 18 % de l'échantillon déclare avoir l'eau potable chez soi contre 60% à Tassousfi et 79% à Mezguita. Pour avoir accès à l'eau potable, les habitants des villages s'organisent en associations pour en assurer la gestion avec le soutien des autorités communales, du programme PAGER, de bailleurs non gouvernementaux et de l'ONEP. Au-delà des caractéristiques physiques des milieux naturels dans lesquels les villages des trois communes sont situés, les différences de taux d'accès à l'eau potable conduisent à interroger les modes de structuration et le rôle joué par deux types d'acteurs, les institutions communales et la population

[472] Selon le Haut-Commissariat au Plan, 47,7 % de la population rurale est analphabète en 2014, au lieu de 22,2% pour la population urbaine. Malgré une baisse de 28 points entre 1994 et 2014, ce taux reste très élevé en particulier chez les femmes et les personnes âgées (Données issues du RGPH de 2014)

[473] Il s'agit des programmes d'accès à l'eau et à l'électricité (PAGER et PERG) et de construction des routes et pistes rurales (PNR), voir le premier chapitre de cette étude.

regroupée en associations (ALD). En effet, à des degrés divers et selon des temporalités différentes, les communes et les ALD apparaissent au cours de nos recherches comme des acteurs qui exercent un rôle essentiel dans les processus de développement selon leurs ressources (financières, matérielles et discursives), selon l'évolution du jeu politique local (la frontière entre affiliation politique et militantisme développementiste est poreuse) et selon les besoins des habitants. Les différences de taux de souvenirs de la participation à des interventions de développement présentées plus haut s'expliquent par ces deux forces motrices du développement.

3.2.2.2. Projeter les différences spatiales des souvenirs de la participation au Maroc

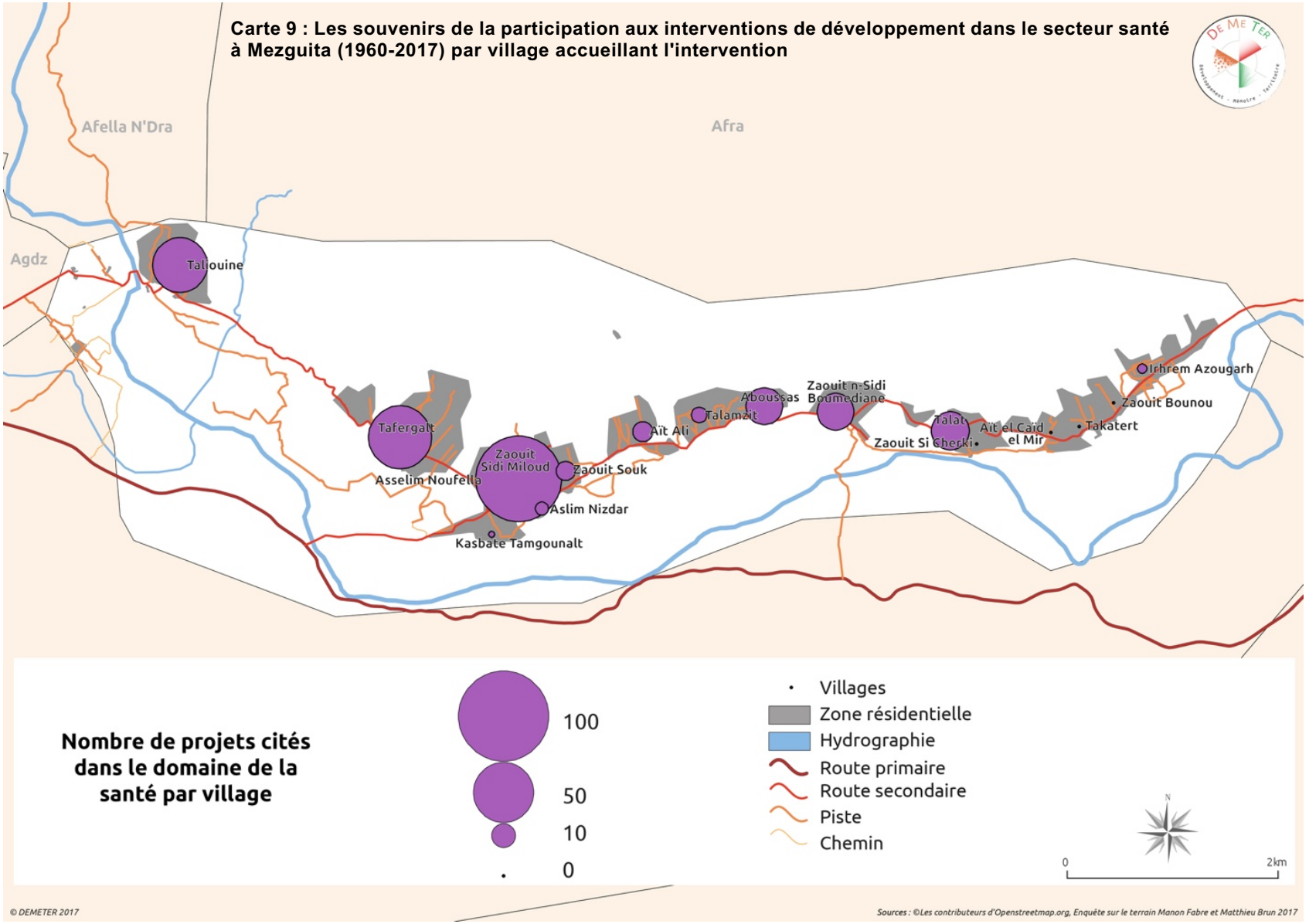
D'une commune à l'autre au Maroc, pour des raisons liées à l'histoire, à la géographie et aux choix politiques et économiques, l'analyse des souvenirs de la participation à des interventions de développement permet de montrer qu'elles sont réparties de manières différentes. Cette deuxième section contribue à préciser ces analyses en agrandissant l'échelle pour se situer au niveau des communes marocaines.

Mezguita est la plus petite des trois communes marocaines de cette étude. L'espace est structuré par la palmeraie ainsi que par la route secondaire goudronnée qui traverse la commune. Dans le *douar* de Zaouit Sidi Miloud se trouvent le siège de la commune, le collège, le lycée, le centre de santé ainsi que divers clubs et locaux d'associations. Les *douars* situés à l'ouest de ce quartier administratif abritent également plusieurs infrastructures comme le complexe sportif, les bureaux d'associations, un club pour les femmes etc. C'est d'ailleurs dans les *douars* de l'ouest de la commune que les ALD[474] sont les plus actives depuis près de vingt ans. A l'est de la commune, là où les ALD ont connu un déploiement plus tardif, les

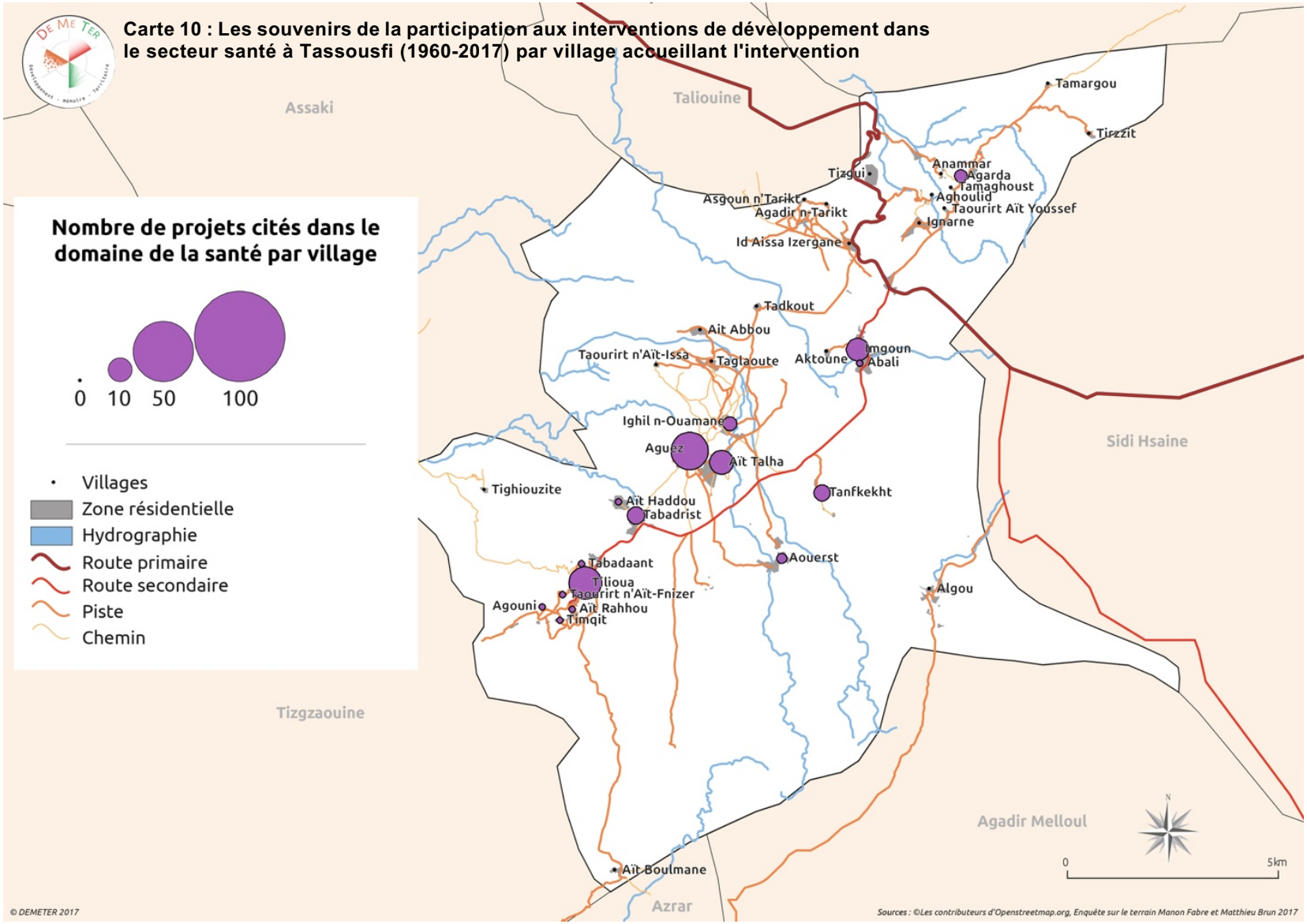
[474] Association Taliouine de Développement, Association Tafergalt pour le Développement

infrastructures (centres de santé, installations sportives, établissements scolaires, clubs pour les jeunes ou les femmes etc.) sont moins nombreuses. La carte 9, qui représente les souvenirs de la participation à des interventions de développement dans le domaine de la santé, illustre cette organisation spatiale de la commune et la répartition des interventions de développement.

Carte 9 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur santé à Mezguita (1960-2017) par village accueillant l'intervention



Carte 10 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur santé à Tassousfi (1960-2017) par village accueillant l'intervention



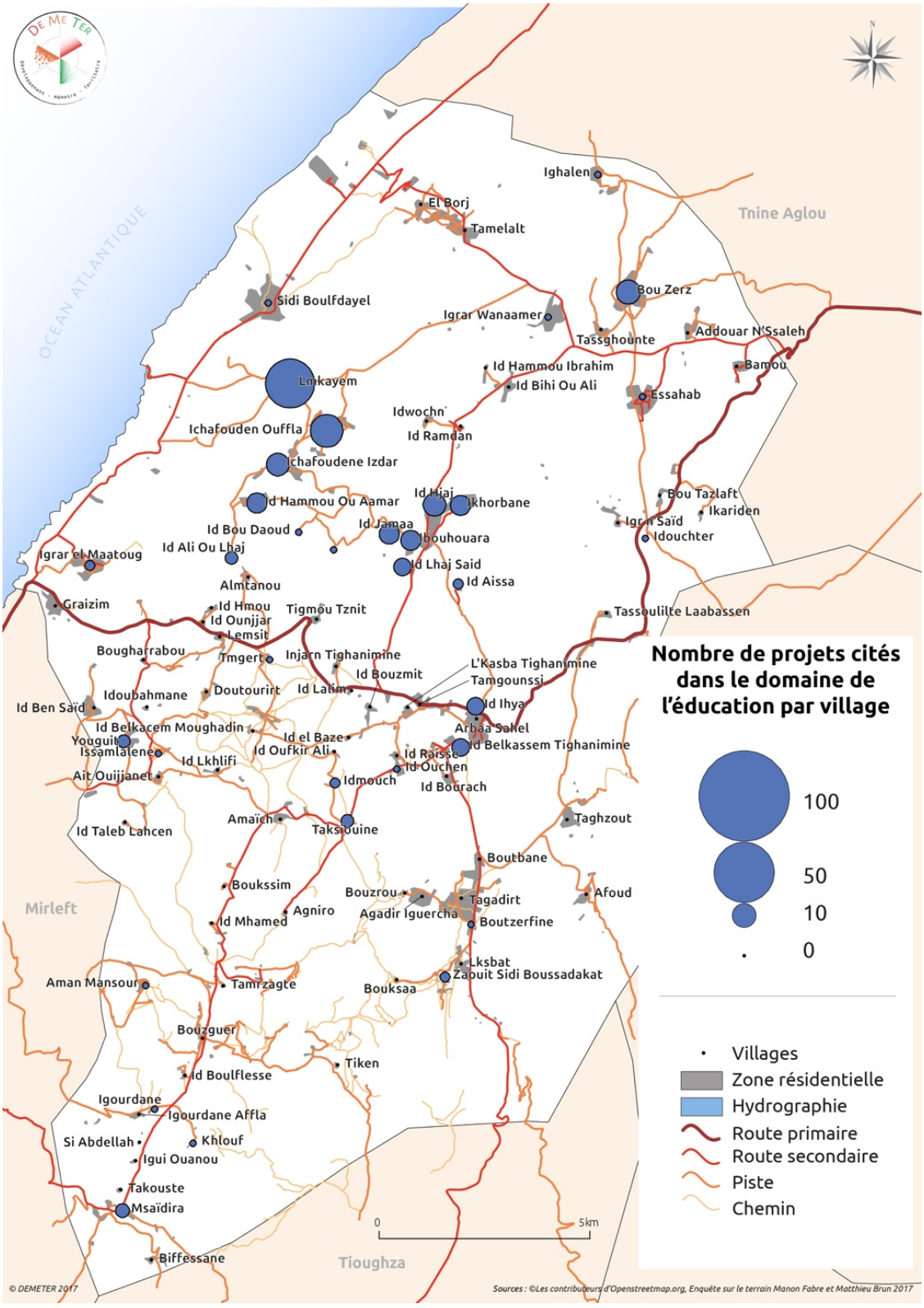
L'organisation du territoire à Tassousfi et à Arbâa Sahel est radicalement différente de celle de Mezguita. Les deux communes sont plus grandes en superficie mais aussi en nombre de *douars*. La population, comme les zones de résidence, sont beaucoup moins concentrées que dans l'oasis de Mezguita. Les routes goudronnées et pistes sont aussi plus nombreuses, surtout à Arbâa Sahel. Comme Mezguita, Arbâa Sahel concentre une partie des institutions administratives dans le centre de la commune : siège de la commune, du représentant de l'autorité locale, collège, lycée ainsi que l'internat, commerces, bibliothèque. C'est d'ailleurs dans ce *douar* central qu'a lieu le marché hebdomadaire, le mercredi, quatrième jour de la semaine (*el Arbâa*, d'où le nom de la commune). Les deux autres communes n'accueillent pas de marchés, les habitants de Tassousfi se rendent aux marchés de Sidi Hussain ou de Taliouine alors que ceux de Mezguita se rendent le jeudi à celui d'Agdz. Tassousfi est la seule des trois communes à ne pas avoir de « centre » qui rassemblent des infrastructures publiques ou des commerces. Le siège de la commune de Tassousfi se trouve au croisement de la RN10 et de la route secondaire qui mène au sud-ouest de la commune. Le siège de l'autorité locale se trouve proche de celui de la commune. Les infrastructures, très peu nombreuses à Tassousfi, se trouvent ensuite dans les *douars* : écoles primaires, centres de santé, bureaux d'association ou « clubs » (*Nadi* - النادي) destinés aux femmes (à Imgoun ou à Agarda par exemple). Il n'y a pas de collège ni de lycée et le réseau de transport scolaire est très limité, ce qui pousse nombre de parents à déménager vers les communes voisines ou à envoyer leurs enfants dans des internats à Taliouine. Il y a très peu d'aménagement routier et les *douars* sont desservis le plus souvent par des pistes, parfois en très mauvais état, à la différence d'Arbâa Sahel où une large majorité des routes est goudronnée.

La carte 10 qui représente les souvenirs de la participation à des interventions de développement dans le domaine de la santé permet

d'illustrer cet inégal développement territorial à Tassousfi. Le résultat est similaire pour d'autres secteurs comme l'éducation ou la vie quotidienne. L'analyse de ces cartes conduit ainsi à établir un constat similaire à celui dressé pour la commune de Mezguita, à savoir que les interventions de développement dont les individus se souviennent se situent principalement dans les *douars* (ou les groupes de douars) où des ALD sont actives (ou ont été actives entre 1990 et 2010). C'est par exemple le cas dans le *douar* d'Imgoun qui est le berceau historique de l'association Migration et Développement et le premier *douar* électrifié par l'association et les habitants en 1989 ou dans les *douars* du sud-ouest de la commune avec l'Association Aoudoust (du nom du groupe de *douar*) pour le développement et la coopération.

Les souvenirs des interventions de développement à Arbâa Sahel sont, par comparaison avec les autres communes, bien moins nombreux. Au regard du contexte qui est présenté plus haut, il est possible de conclure que la densité des interventions de développement est elle aussi plus faible à Arbâa Sahel. Un tel constat ne signifie pas pour autant qu'un travail sur la mémoire du développement des habitants ne soit pas envisageable. Cependant, le faible nombre de réponses dans le questionnaire limite la représentation et l'exploitation cartographique. Nous présentons malgré cela une carte des souvenirs de la participation à des interventions de développement dans le secteur de l'éducation (Carte 11). Les tendances qui se dégagent de cette carte se retrouvent presque à l'identique pour les autres secteurs d'intervention. Il y a un nombre plus important de souvenirs exprimés dans les *douars* situés au nord de la RN104 (Lmkayem, Ichafouden, Ikhorban, Bou Zerz notamment). Comme dans les autres communes marocaines, cela semble fortement lié à la présence d'ALD très actives.

Carte 11 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur éducation à Arbâa Sahel (1960-2017) par village accueillant l'intervention



Ainsi, cette section a été l'occasion de montrer, à l'aide des souvenirs de la participation à des interventions de développement, qu'il existe entre les communes où nous avons enquêté de fortes différences en termes d'épaisseur et de vivacité des souvenirs. Ces disparités sont liées à l'organisation spatiale des communes mais aussi et surtout aux configurations socio-politiques qui caractérisent les deux pays/régions. L'analyse de ces différences de densité et leur contextualisation sont un préalable nécessaire à l'exploration des souvenirs et exigent que notre travail d'enquête en soit d'autant adapté. On ne peut en effet pas travailler la mémoire et le rapport au passé de la même manière dans des territoires qui ont connu des périodes de marginalisation alors que d'autres ont toujours attiré les projets, ni dans des territoires qui connaissent une forte prédominance de la société civile et dans d'autres où l'État et les acteurs de l'aide sont plus actifs et depuis plus longtemps. Dessiner cette cartographie socio-politique et développementiste est par conséquent une clé de lecture et un passage obligé pour la reconstruction des mémoires et l'identification des éléments qui peuvent l'orienter, la structurer ou la limiter. La section suivante de ce chapitre explore justement le rapport aux temporalités dans l'exercice de reconstruction et de rappel des souvenirs.

3.3. Plongée dans la chronologie : des temporalités imbriquées entre présent et passé

> « La mémoire – chose étrange ! – n'enregistre pas la durée concrète, la durée au sens bergsonien. On ne peut revivre les années abolies. On ne peut que les penser sur la ligne d'un temps abstrait, privé de toute épaisseur »[475].

Travailler à partir d'un outil comme la mémoire invite *de facto* le chercheur à s'interroger sur le rapport qu'il entretient au temps et aux temporalités dans sa recherche mais aussi sur la manière dont les individus se positionnent ou manipulent le temps dans le processus de reconstruction du souvenir. Car les psychanalystes insistent sur le fait qu'une expérience, pour donner lieu à un souvenir, doit s'inscrire dans le temps ainsi que dans l'espace sans quoi elle tient du domaine du refoulé[476].

C'est précisément la dimension du temps qu'explore cette troisième section pour rentrer un peu plus dans le détail des souvenirs. À l'origine de cette réflexion sur les temporalités dans un contexte de travail sur la mémoire se trouvent deux questions : comment caractériser la distribution chronologique des souvenirs des interventions de développement ? et, comment la mémoire permet-elle de rendre compte de la manière dont les individus perçoivent les « temporalités »[477] du développement ? Ce dernier, qui est un processus dynamique, existe et s'inscrit sur le long terme, surtout dans le temps long (voir chapitre 2).

---

[475] Gaston Bachelard, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 1957, p. 28.

[476] Klaus Fink, « La mémoire et sa relation au temps et à l'espace », *Revue française de psychanalyse*, 2000, no 64, nº 1, p. 57-66.

[477] Le terme temporalité est défini par le dictionnaire Larousse comme « le caractère de ce qui existe dans le temps ».

Cette section vise donc à comprendre comment les individus mesurent l'avancement du développement, le divisent parfois en périodes et l'apprécient souvent à la lumière d'évènements personnels ou collectifs, de ruptures sociales, politiques ou économiques. Elle repose sur le croisement des données issues des questionnaires et des entretiens pour situer comparativement les souvenirs sur l'axe du temps.

Cette section est organisée en trois séquences. Nous montrons tout d'abord comment certains souvenirs sont télescopés vers le présent alors que d'autres coagulent autour de pics de souvenirs (3.3.1). Sont ensuite comparés les souvenirs des individus avec leur perception des évolutions de la mise en œuvre des projets et des programmes de développement sur leur territoire au cours du temps (3.3.2). La dernière séquence de cette section consacrée à l'exploration de la variable temporelle présente les moyens mis en place et les résultats obtenus pour dépasser la coagulation voire le blocage des souvenirs dans un passé immédiat, (3.3.3).

3.3.1. Une mémoire entre télescopage vers le présent et pics de souvenirs

Sur le plan théorique et empirique, il est particulièrement difficile de reconstituer la palette des souvenirs qui constituent la mémoire du développement (voir chapitre 2). Le caractère sériel des interventions, c'est-à-dire leur mise en œuvre par vagues successives et leur similarité au niveau du mode de fonctionnement et des objectifs (améliorer la production agricole, lutter contre la pauvreté et la précarité de certains publics etc.) orientent voire contraignent le processus de reconstruction et d'expression des souvenirs. Ce dernier est aussi conditionné par le risque de télescopage selon lequel des évènements lointains paraissent, à celui qui les a vécus, plus proches que dans la réalité. On constate aussi que les interventions les plus récentes formatent ce processus. Les dernières expériences vécues sont d'ailleurs

celles qui sont le plus facilement partageables. Selon les méthodes d'enquête et de recueil des souvenirs, il existe donc un risque de comprimer les mémoires vers le présent et donc de biaiser les analyses qui portent pourtant sur de longues temporalités, celles du développement des territoires au Maroc et à Madagascar. En d'autres termes quelle serait la valeur d'une démonstration basée sur une fraction limitée de mémoire ? L'utilisation du questionnaire auprès d'un grand échantillon composé de femmes et d'hommes d'âges différents, répond à ces difficultés en multipliant les relevés et les données. Ces dernières sont représentées dans les graphiques qui suivent et sont analysées pour les différentes communes. Il s'agit des données issues de la question portant sur les souvenirs de la participation à des interventions de développement tous secteurs confondus. Les réponses sont agrégées par commune et par année. Pour rappel, lors de la passation des enquêtes, il a été spécifié aux enquêtés de partager le souvenir de l'intervention qui les a le plus marqués et pas la plus récente ou la plus ancienne.

Avant d'énoncer des constats et des analyses à partir de ces graphiques, notons une précaution et un enseignement en matière de mémoire et de repère temporel des enquêtés. Tout d'abord compte tenu des différences en termes d'effectifs de réponses entre les communes, les échelles ne sont pas les mêmes sur les graphiques, c'est la raison pour laquelle les communes sont représentées de manière indépendante et non pas sur un seul graphique. Ensuite, comme le montrent avec acuité les graphiques des communes d'Arbâa Sahel et d'Ampefy, on constate une hausse du nombre d'interventions datées à certaines années par les personnes enquêtées. Il s'agit d'un phénomène bien connu dans les études démographiques et économiques qualifié d'« attraction des nombres ronds »[478]. Les effectifs pour certaines années sont ainsi plus élevés pour les années se terminant

[478] Jacques Durand, « L'attraction des nombres ronds et ses conséquences économiques », *Revue française de sociologie*, 1961, vol. 2, n° 3, p. 131-151.

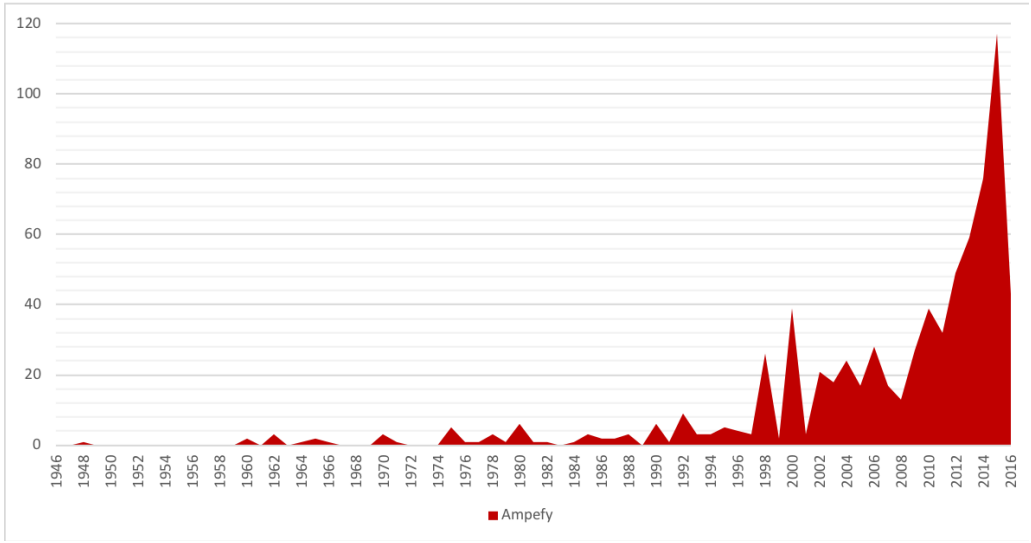
par 0 ou 5. Il ne faut donc pas tenir compte de ces anormalités et considérer une tendance générale.

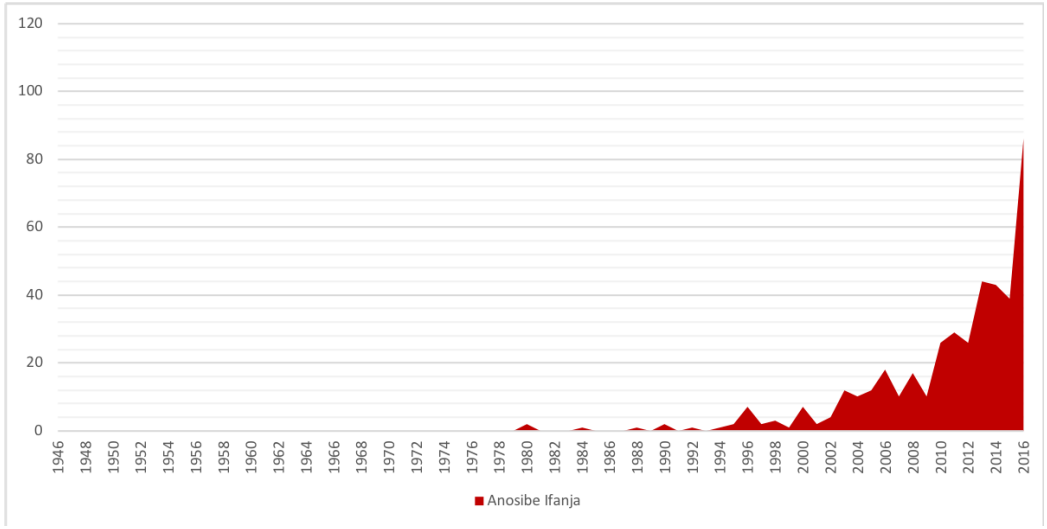
Voici quelques exemples de lecture des graphiques :

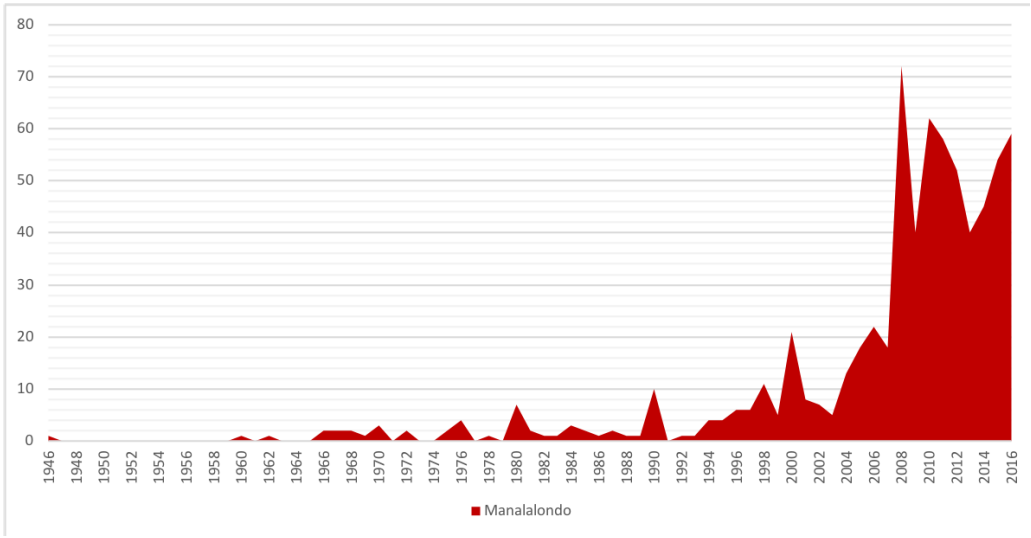
A Madagascar, 21 souvenirs de participation à des interventions de développement, tous secteurs confondus, sont datés en 2002 à Ampefy, 4 à Anosibe Ifanja, 7 à Manalalondo et 10 à Miarinarivo.

Au Maroc, 5 souvenirs de participation à des interventions de développement tous secteurs confondus sont datés en 1994 à Arbâa Sahel, 12 à Mezguita et 4 à Tassousfi

Figure 6: Répartition par année citée des interventions auxquelles se souviennent avoir participé les individus enquêtés, tous secteurs confondus, par commune, à Madagascar (effectifs)







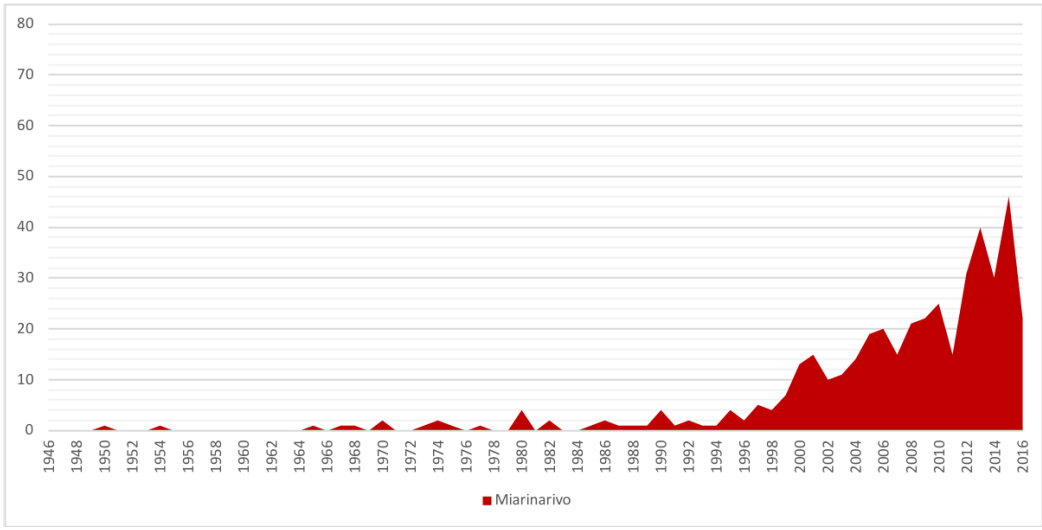
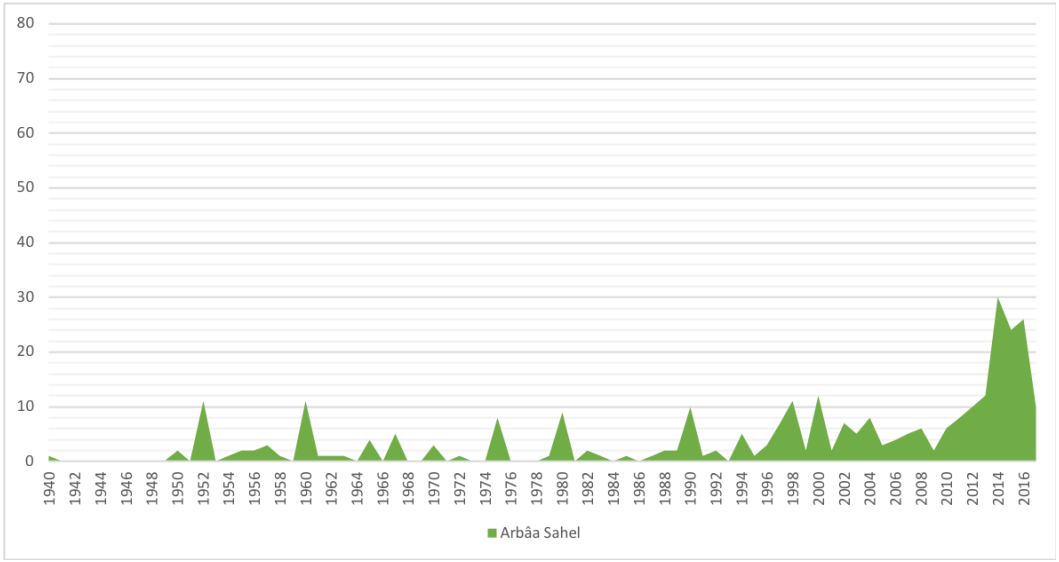
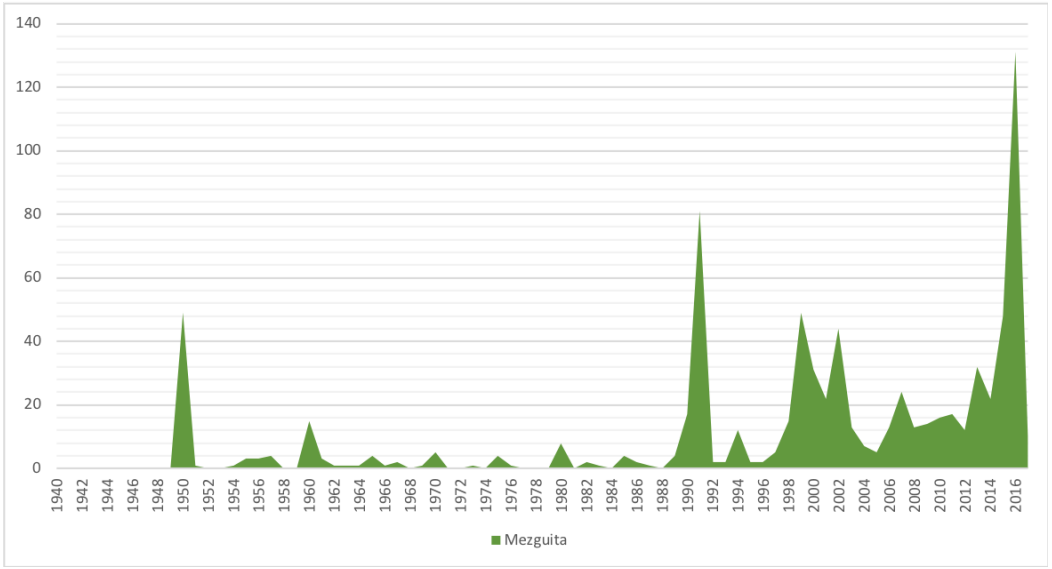
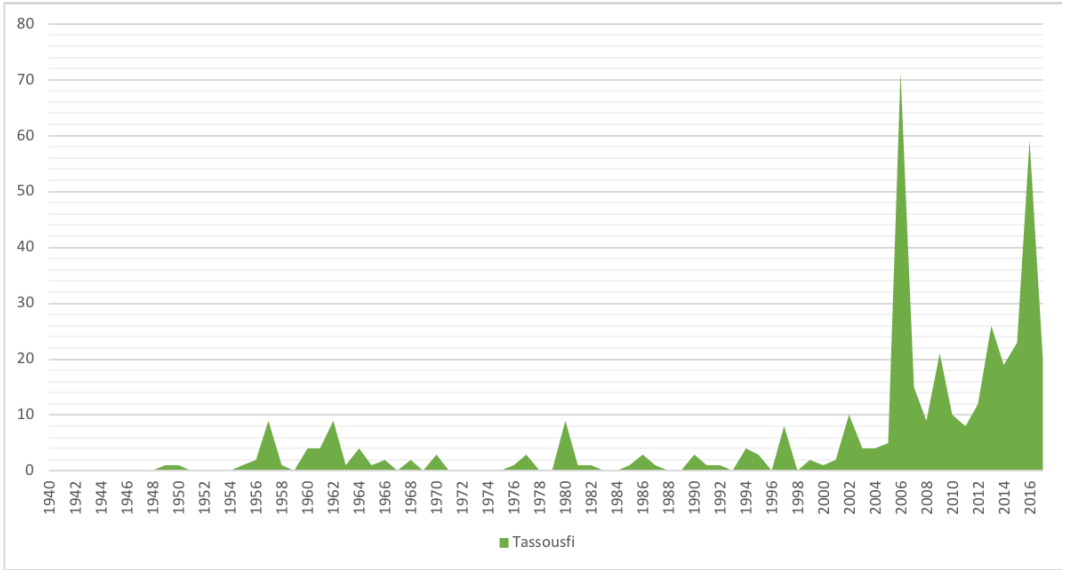


Figure 7: Répartition par année citée des interventions auxquelles se souviennent avoir participé les individus enquêtés, tous secteurs confondus, par commune au Maroc (effectifs)







3.3.1.1. Des souvenirs compressés depuis les années 2000 à Madagascar

A Madagascar dans les quatre communes où l'enquête a été menée, les personnes ayant répondu datent leurs souvenirs en grande majorité à partir de la deuxième moitié des années 1990. Les habitants de la commune d'Anosibe Ifanja situent par exemple presque exclusivement leurs souvenirs de la participation par rapport à des interventions de développement après les années 1990. À partir de cette date, pour les quatre communes, les effectifs ne cessent d'augmenter jusqu'à 2016. Cela ne veut pas dire qu'aucun souvenir n'est daté avant cette période mais qu'ils sont plus rares, du moins pour cette question. En effet, si l'on compare ces résultats avec ceux de la question : « quel est le plus ancien projet de développement que vous connaissez ? », on constate que la répartition est différente. 55% des projets « les plus anciens » cités sont datés par les enquêtés après les années 2000 et 23% entre 1980 et 2000. Ces deux résultats confortent l'idée d'une forme de primauté aux dernières interventions dans la mémoire, à moins de cibler spécifiquement des expériences anciennes. De plus, les questions portent sur deux éléments différents, la première concerne la participation alors que la deuxième traite de la connaissance.

Deux communes présentent des spécificités quant à la datation des souvenirs. Les graphiques montrent qu'à Anosibe Ifanja et à Miarinarivo il y a une croissance quasi exponentielle des souvenirs. Or, à Ampefy et à Manalalondo on observe des pics de souvenirs sur plusieurs années. Nous allons expliquer et contextualiser ces pics. Nous retenons pour ce faire l'année 2008 à Manalalondo et l'année 2015 à Ampefy.

À Manalalondo, 72 souvenirs ont été datés en 2008, il s'agit pour l'ensemble de la période du pic de souvenirs le plus haut. Or l'année 2008 n'est pas une année ronde (se terminant en 0 ou en 5) et n'attire donc pas des interventions qui auraient eu lieu avant ou après cette date. Les interventions citées ont

surtout lieu dans le *fokontany* de Morarano I qui se situe au nord-ouest de la commune. Trois principales interventions y sont citées. Il s'agit de la construction ou de la réhabilitation d'une école, de l'installation de bornes fontaines par l'association ADM et enfin de dons de semences et de plants aux producteurs du *fokontany*.

Détaillons la première intervention qui concerne une infrastructure scolaire. Les individus (trois sur cinq sont des femmes) qui partagent le souvenir lié à la construction ou à la réhabilitation de l'école n'habitent pas le *fokontany* en question mais plus loin dans la commune, dans des lieux où il n'y a pas d'école. Selon leur déclaration, ils ont entre 28 et 63 ans et ont tous sans exception des enfants qui, il y a dix ans, étaient en âge d'aller à l'école. Considérant d'une part l'insécurité dans cette zone reculée de la région dont les effets sur la scolarisation des plus jeunes sont souvent rappelés dans les entretiens et d'autre part l'absence d'internats ou de foyers pour accueillir les écoliers, cette intervention change les habitudes et allège le souci des parents qui envoient leurs enfants à l'école. En outre il est intéressant de noter que cette intervention ne concerne pas directement les enquêtés puisqu'ils sont déjà trop âgés pour en avoir directement bénéficié, ou pour avoir fréquenté cette école. Ils citent donc une intervention à laquelle ils ont indirectement participé puisque ce sont leurs enfants qui se sont rendus dans ces écoles. Cela permet de mieux comprendre la manière dont les individus se représentent la notion de participation à une intervention. Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, l'intervention n'engage pas une participation active ou individuelle, mais elle est importante pour les individus car elle concerne leurs enfants ou la communauté.

Notons enfin qu'il est possible que la vivacité des souvenirs de l'année 2008 soit liée à la crise politique qui verra s'opposer Andry Rajoelina et le président Marc Ravalomanana à partir de la fin de l'année 2008 et surtout en 2009. Cette crise a fortement paralysé l'île. Deux remarques peuvent être faites à ce sujet. La première tient aux mécanismes de la mémoire dans la mesure

où les souvenirs coagulent autour de dates marquantes qui sont comme des balises ou des points de repères auxquels se réfèrent les individus pour se souvenir. La deuxième remarque tient aux effets sur la configuration développementiste de la crise politique. Les bailleurs ont été nombreux à geler leurs interventions ainsi que leurs financements au cours de la crise. On peut donc voir un effet du départ et de la baisse des opérations de développement sur la mémoire des individus. Ces derniers se souviennent de l'intervention qui a eu lieu avant une période de rupture politique ou sociale ayant des conséquences sur les programmes de développement.

Concernant la commune d'Ampefy, le pic des souvenirs de la participation est atteint en 2015 avec 117 interventions citées. Plus de la moitié concerne le secteur de la santé et presque exclusivement des vaccinations : 44 personnes citent le projet d'appui à la santé maternelle et infantile (Pasmi). Il s'agit de personnes qui ont presque exclusivement moins de 45 ans et il y a autant d'hommes que de femmes. Les individus ayant répondu viennent de *fokontany* différents et se sont le plus souvent rendus dans le centre de la commune pour bénéficier de soins. Il faut noter que dans la commune d'Ampefy, Pasmi est cité à de nombreuses reprises par les enquêtés. Il y a massivement touché les habitants, y compris dans les zones éloignées du centre, par le biais des centres de santé de base et du travail des agents communautaires de santé au niveau local.

3.3.1.2. Maroc : des souvenirs dispersés

De la comparaison entre les graphiques établis pour les communes marocaines et pour les communes malgaches, il ressort une différence significative dans les tendances. Contrairement aux communes de Madagascar, au Maroc, il n'y a pas de croissance exponentielle des souvenirs à partir d'une période identique d'une commune à l'autre. Au contraire, au Maroc, les souvenirs sont beaucoup plus dispersés dans le temps bien qu'une tendance haussière se dessine à partir des années 2000.

Sur les trois communes, on constate que les personnes interrogées citent, plus qu'à Madagascar, des interventions anciennes. Les souvenirs du développement au Maroc semblent plus éparpillés et le graphique portant sur la commune d'Arbâa Sahel le montre bien.

Comme pour Madagascar, nous allons présenter et contextualiser un pic de souvenirs. Il s'agit de celui de 1991 dans la commune de Mezguita dans la mesure où cela permet de mettre en discussion la notion de participation individuelle et collective, à la manière de ce qui a été avancé dans le cas de Manalalondo plus haut. Le pic de souvenirs datés en 1991 par les enquêtés de la commune de Mezguita est de 81. Sur ces 81 mentions, 77 concernent la construction ou la réhabilitation d'une infrastructure de santé située dans le *douar* de Zaouït Sidi Miloud qui se trouve au centre géographique de la commune, dans ce qui est aujourd'hui son quartier administratif. Les individus qui partagent ce souvenir ne sont pas originaires de ce *douar* mais d'autres plus éloignés, principalement à l'est de la commune. Il y a légèrement plus de femmes qui citent cette infrastructure de santé et le plus intéressant tient au fait que 24 personnes parmi les 77 sont âgées de moins de 30 ans. Or elles étaient pour la plupart très jeunes en 1991, voire pas encore nées, ce qui signifierait que la construction et la date de cette construction leur a été rapportée par des membres de leur communauté. L'accès aux soins dans cette région du Maroc alors exposée à des fléaux sanitaires liés à l'eau comme le trachome[479], est en 1991 particulièrement limité et la plupart des habitants doivent se rendre dans la commune urbaine voisine d'Agdz. Or ce genre de déplacement ne peut se faire facilement, en particulier pour des mères et leurs enfants. C'est pourquoi l'installation de

[479] Selon l'OMS, le trachome est une maladie infectieuse des yeux qui peut provoquer une cécité après plusieurs infections, elle est causée par un organisme appelé chlamydia trachomatis. Hautement contagieux, il est transmis fréquemment d'un enfant à l'autre et d'un enfant à sa mère. Il s'agit d'une maladie « silencieuse » qui progresse au fil des années et la cécité n'intervient qu'à l'âge adulte. Le trachome est très répandu en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne dans des contextes où les gens vivent dans des conditions de surpeuplement avec un accès limité à l'eau et aux soins.

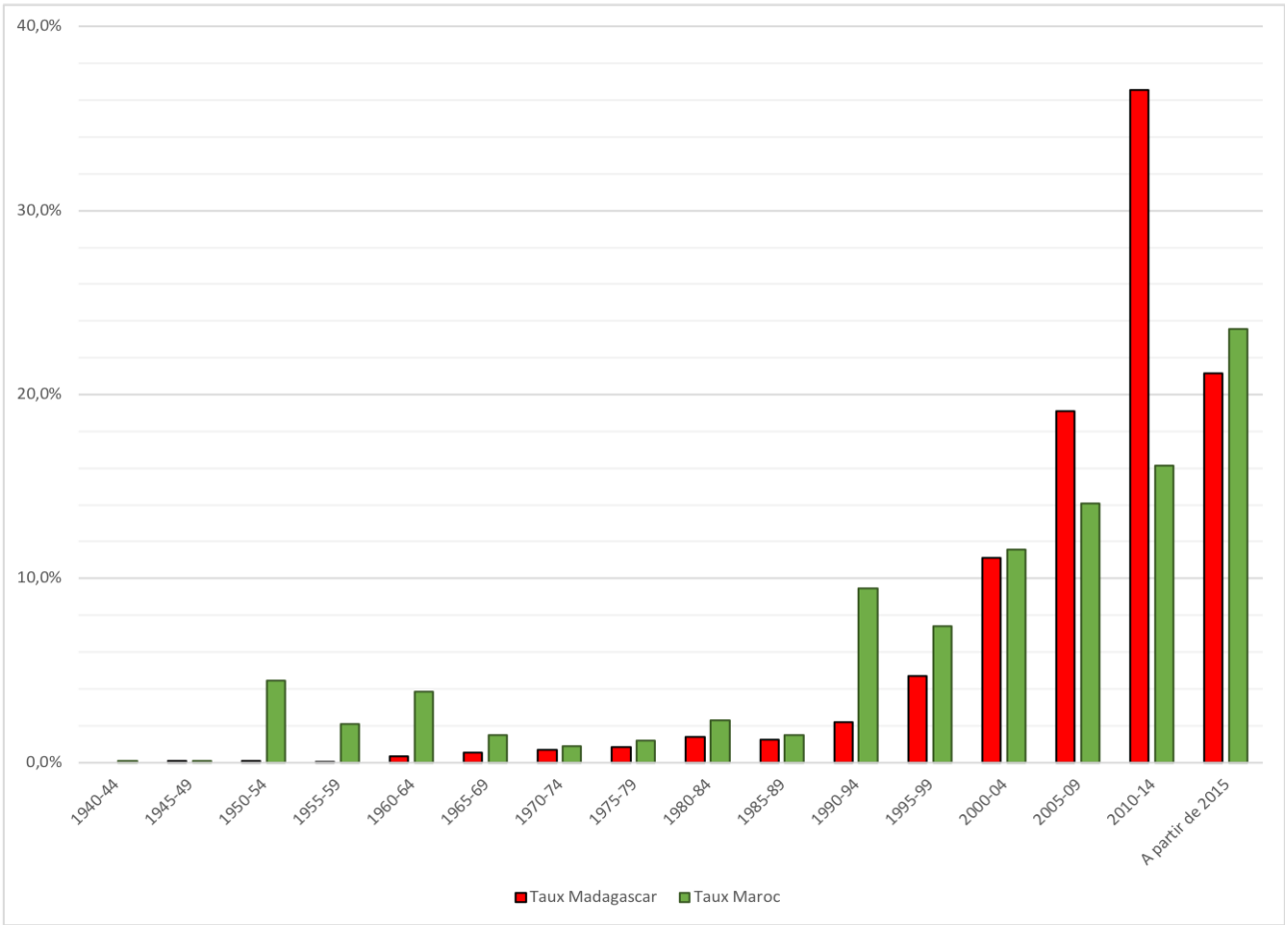
cette infrastructure de santé modifie en profondeur les conditions de vie des habitants, ce qui explique la trace laissée dans les souvenirs des individus. En outre, l'importance d'un contingent jeune pour ce pic de souvenirs rejoint la discussion entamée plus haut sur la notion de participation à une intervention de développement puisque les individus qui partagent ce souvenir n'y ont pas directement participé mais en ont bénéficié au cours du temps. Ils ont indiqué une date de construction partagée par un nombre important de gens interrogés. Il ne faut ainsi pas comprendre la participation *stricto sensu* mais plutôt de manière indirecte et collective car elle est porteuse d'une dimension plus large. Notre compréhension de la participation, lors de l'élaboration du questionnaire, était certainement prédéterminée par le fonctionnement même de la configuration développementiste et de ses indicateurs de participation, dans une perspective centrée sur l'individu et non le collectif. Il s'agit ici non seulement de faire un *mea culpa* quant à nos propres représentations du développement et du fait d'être ou non bénéficiaire d'une intervention mais aussi de reconnaître que, dans l'étude des détails de cette enquête, il est possible de percevoir un sens différent de la participation. Cette dernière est donc moins individuelle et plus collective et surtout elle dépasse l'horizon temporel propre à l'individu. Cela n'est pas sans rappeler le fait que le mode de sélection du souvenir est déterminé par une logique selon laquelle « les premiers souvenirs sont les souvenirs partagés »[480].

Le cas du Maroc présente des périodes de creux, c'est-à-dire des périodes au cours desquelles les individus enquêtés n'ont placé qu'un nombre limité de souvenirs. La figure 8 qui présente les données agrégées par pays et exprimées en pourcentage (par période de 5 ans) des souvenirs de la participation tous secteurs confondus illustre une différence majeure entre les deux pays, celle d'une tendance exponentielle pour Madagascar et au contraire au Maroc d'une période de creux allant de la fin des années 1960

[480] P. Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, *op. cit.*, p. 147.

au début des années 1980. On parle de creux dans la mesure où en tendance elle se situe après une période plus intense de souvenirs, entre l'Indépendance du royaume et le milieu des années 1960.

Figure 8 : Taux de participation tous secteurs confondus aux interventions de développement par date citée au Maroc et à Madagascar



Deux éléments expliquent ce phénomène. Le premier tient à la détérioration de la situation économique de la monarchie et au durcissement du régime politique (« années de plomb » et quasi-fermeture du sud aux organisations étrangères avec notamment le conflit au Sahara) limitant les interventions développementistes de la monarchie au profit d'actions sécuritaires. Cet élément comporte, comme le suivant, deux dimensions qui se conjuguent : il

peut tout d'abord y avoir moins d'interventions dont se souvenir et, dans le même temps, les habitants peuvent refouler les évènements qui se sont déroulés au cours de cette période que l'on peut qualifier de traumatique considérant les difficultés économiques et sociales ainsi que la répression politique.

Le deuxième élément explicatif qui comporte les mêmes dimensions que le précédent tient au contexte migratoire qui caractérise la région Souss Massa Drâa à cette période. Comme le rappelle Thomas Lacroix, à la suite de l'indépendance de l'Algérie, la France passe des accords sur la main-d'œuvre avec le Maroc pour le recrutement de travailleurs qui sont envoyés vers les usines françaises, ce qui va affecter durablement le sud du royaume[481]. En effet, à partir des années 1960 les flux migratoires en provenance du sud du pays s'intensifient. Une partie importante des personnes qui pourrait partager des souvenirs de cette époque est donc absente en raison de son parcours migratoire. Elles n'ont d'ailleurs pas pu partager avec des individus plus jeunes leurs souvenirs de l'époque. Il est aussi probable que les expériences relatives à la migration pèsent lourdement sur la mémoire socialement partagée des habitants du sud du pays. Certaines expériences prennent une place plus importante dans les mémoires et en refoulent d'autres ou les contraignent à l'oubli, comme le démontre l'extrait de la biographie de Jamal Lahoussaine, le fondateur de l'ONG Migration et Développement, qui est arrivé en France au début des années 1970 pour travailler à Largentière :

> « Très rapidement après l'accès à l'indépendance, des conventions furent signées entre la France et le Maroc et s'ensuivirent des missions de recrutement opérant dans le *bled*, en vue de sélectionner de la main d'œuvre. Pour le compte des charbonnages de France (…) un certain Mora ou Maura a parcouru le sud marocain et particulièrement le Souss

[481] T. Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, *op. cit.*, p. 39.

> à la recherche de *bras solides* qui se mettraient au service de la sidérurgie et de l'automobile. Au prix de l'exil, ce recruteur promettait à tous ces travailleurs un bel avenir et ces derniers le croyaient sur parole. Tous les villageois connaissent ce missionnaire ; les femmes chantaient des chansons ou récitaient des poèmes contradictoires, célébrant selon les cas : le bon type, sauveur des pauvres, qui enrichissait les familles ou le voleur qui kidnappait le meilleur de la jeunesse du pays. (…) Dans les années 1960, j'ai le souvenir d'une séance de recrutement de main d'œuvre. Avec d'autres copains, j'ai regardé sur la grande place de Taliouine, ces centaines d'hommes rassemblés en plein soleil et en public, comme du bétail. On ne se déshabille jamais, dans notre culture, et encore moins devant un étranger ; or on forçait les candidats à l'exil à se mettre torse nu. (…). Un Mora ou un autre, assisté de deux médecins, assis sur une petite estrade, examinait les prétendants puis les marquait à la poitrine. (…) Nous, les gosses, on regardait ce spectacle : on voyait le bonheur dans les yeux de ceux qui étaient choisis et criaient de joie parce qu'ils allaient quitter la misère pour s'enrichir, et la détresse dans le regard des autres, les non-sélectionnés, qui pleuraient parce qu'ils étaient refusés. Ceux-là allaient rentrer au village, les voisins les jugeraient « *vous n'avez pas été choisis, vous n'êtes pas bons* », leur femme se lamenterait « *comment va-t-on nourrir les enfants ?* » [482].

En outre, comme le mentionnent Abdellatif Bencherifa[483] ainsi que Thomas Lacroix, l'époque des vagues de migration n'est pas synonyme de développement pour les villages dont sont originaires les migrants. Bencherifa précise que « la migration vers les marchés étrangers de travail,

---

[482] Y. Bourron et J. Ould Aoudia, *Jamal, la revanche du territoire*, *op. cit.*, p. 28-30.

[483] Abdellatif Bencherifa, « Migration extérieure et développement agricole au Maroc : état de la connaissance, observations empiriques récentes et perspectives de recherches futures », *Revue de géographie du Maroc*, 1993, vol. 15, n° 1-2, p. 61 ; T. Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, *op. cit.*, p. 40.

contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre de prime abord, a contribué à maintenir les structures sociales et économiques traditionnelles » [484]. La mobilité des migrants chleuhs dans les années 1970 est une question de survie, il faut « partir pour rester » c'est-à-dire pour maintenir les structures traditionnelles dont parle Bencherifa. Ces dernières le sont, au moins dans un premier temps. La période des migrations n'est ainsi pas propice à un processus de changement social et ne correspond pas à une ère de développement pour les personnes enquêtées poussant hors de leur mémoire de potentiels projets ou programmes. Ces différents éléments expliquent les raisons pour lesquelles peu de souvenirs d'interventions de développement datant de la période allant de la fin des années 1960 au début des années 1980 ont été partagés.

Cette section permet d'analyser la compilation des souvenirs individuels liés à la participation à des interventions de développement pour caractériser le processus du souvenir et la répartition dans le temps des expériences. Les souvenirs partagés au cours des enquêtes sont quantitativement plus importants et augmentent en continu, dans des proportions différentes selon les communes, depuis le début des années 1990 comme l'évoque la figure 8. Cela montre que l'on se souvient plus facilement des expériences récentes. Par extrapolation on peut penser que la trace laissée par les interventions est plus vive lorsqu'il y a une plus grande proximité entre elles et le présent. À l'échelle des communes, on remarque cependant que les souvenirs sont plus éparpillés dans le temps au Maroc qu'à Madagascar. Un tel constat semble contre-intuitif considérant l'historicité différenciée des interventions de développement en Itasy et dans le Souss Massa Drâa. En effet, la région Itasy a bénéficié d'un nombre plus important d'interventions (voir les sections et chapitres précédents) et depuis plus longtemps que la région Souss Massa Drâa si bien qu'on aurait donc pu s'attendre à ce que la

[484] A. Bencherifa, « Migration extérieure et développement agricole au Maroc : état de la connaissance, observations empiriques récentes et perspectives de recherches futures », art cit, p. 60-61.

trace et la distribution des souvenirs soient plus dispersée à Madagascar. Cela semble par conséquent indiquer que, dans les contextes où il y a eu beaucoup d'interventions de développement, il est plus difficile pour les individus de restituer des souvenirs anciens. En d'autres termes, plus le nombre de souvenirs d'interventions qui s'accumulent dans la mémoire des individus est important plus il est difficile de dépasser un horizon temporel proche, en particulier dans la situation de l'enquête par questionnaire, c'est-à-dire de restitution immédiate du souvenir. C'est une information pertinente et utile pour la préparation et l'analyse d'entretiens individuels ou collectifs sur la mémoire. Il faut en effet réfléchir aux moyens de dépasser ces biais cognitifs ou contextuels. Dans le même temps, il est aussi probable que le risque de télescopage augmente dans les situations où le nombre d'interventions est plus important. Si le procédé du questionnaire peut sembler limité pour rendre compte de la dispersion des souvenirs, il ne faut pas exclure le facteur physiologique lié à la condition mnésique des personnes rencontrées et au fait que, pour tout un chacun, il est difficile de se souvenir au-delà d'un certain nombre d'années. La section suivante apporte un éclairage complémentaire à ce qui est présenté plus haut et met en regard cette agrégation des souvenirs individuels de la participation avec les représentations de la densité de ces interventions au cours du temps.

3.3.2. « Des projets ? C'est aujourd'hui qu'il n'y en a plus ! »[485] : comparer souvenirs et perceptions

Le matériau présenté dans la section précédente correspond aux souvenirs récoltés dans l'enquête par questionnaire quant à la participation au cours du temps. Nous avons aussi entrepris dans le cadre de cette enquête d'interroger les individus sur leur perception de la densité des projets et des

[485] Individu n°1 (femme, présidente d'association, 45 ans) *focus group* dans le *fokontany* d'Est-Hôpital, Miarinarivo, le 6 octobre 2016.

programmes au cours du temps afin de les comparer avec la tendance à la hausse des souvenirs. En d'autres termes il s'agit de savoir à quelles périodes historiques il y a, selon les habitants des différentes communes, le plus ou le moins d'interventions de développement. Notre objectif est de pouvoir analyser ces perceptions de l'évolution de la configuration développementiste en les mettant en regard avec l'histoire sociale, politique et économique du Maroc et de Madagascar.

La question suivante est posée aux individus enquêtés : « quelle est la période au cours de laquelle il y a eu le plus et le moins d'interventions de développement dans votre douar/ *fokontany* ? » Les enquêtés doivent répondre par une année ou une période de leur choix, les enquêteurs vont ensuite cocher dans un tableau la période à laquelle se rapporte la réponse. Les enquêteurs n'ont pas donné par avance la périodisation prédéfinie[486] par nos soins afin de ne pas orienter les réponses lors de la passation. Les figures 10 et 11 présentent pour Madagascar et pour le Maroc les résultats de ces questions par périodes et par commune. Ces périodes historiques sont définies en croisant les évolutions de la configuration développementiste au niveau national et international avec les contextes socio-économiques et politiques nationaux. Les périodes ne sont pas découpées en nombre d'années égal et sont différentes d'un pays à l'autre. La périodisation commence pour les deux pays aux dates d'indépendance et les enquêteurs spécifient aux personnes interrogées qu'elles doivent placer leur choix entre l'indépendance et nos jours. Le tableau 7 ci-dessous présente la périodisation retenue.

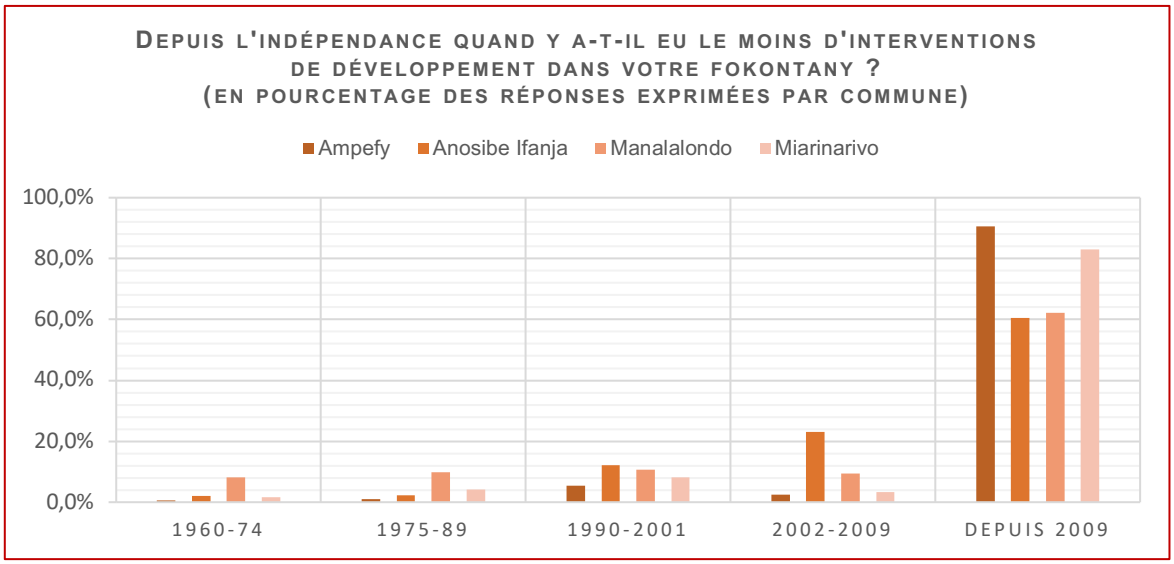
[486] Comme le montrent les questionnaires présentés dans cette étude, un découpage historique est défini pour faciliter le traitement, l'objectif n'est pas de connaître une année exacte mais de pouvoir situer dans le temps, en fonction d'évènements sociaux et politiques, les choix des personnes interrogées.

Tableau 7 : Périodisation socio-politique à Madagascar et au Maroc

Madagascar			Maroc	
1960 – 1974	Indépendance et I^{ère} République		**1956 - 1970**	De l'Indépendance au durcissement du régime d'Hassan II
1975 – 1989	Période socialiste (II^{ème} République) et ajustements structurels		**1970 - 1992**	Les « années de plomb » et l'ajustement structurel
1990 – 2001	Transition(s) politique(s) et période post-ajustement structurel		**1992 - 2000**	Libéralisation et réformes du régime, période post ajustement structurel
2002 – 2009	Présidence de Marc Ravalomanana, parenthèse de croissance		**2000 - 2011**	Mohamed VI « roi des pauvres » ; avènement du développement humain
Depuis 2009	IV^{ème} République et Instabilité politique, économique et sociale		**Depuis 2011**	Printemps arabe et réformes constitutionnelles

Contrairement à ce que l'on peut penser (voir la figure 8 sur le taux de participation tous secteurs confondus aux interventions de développement par date citée au Maroc et à Madagascar) on observe, à la lecture des figures 10 et 11, que la dernière période, depuis 2009 pour Madagascar et depuis 2011 pour le Maroc, n'est pas perçue par les habitants comme celle au cours de laquelle il y a eu le plus d'interventions de développement. On remarque en outre une différence notable entre le Maroc et Madagascar qui tient à la répartition des réponses. Ces dernières sont concentrées pour les communes malgaches à partir de 2001. Avant cette date les effectifs des périodes ne dépassent qu'à de rares exceptions les 10% des réponses exprimées

Figure 9 : Densité déclarative d'interventions de développement au cours du temps par commune à Madagascar



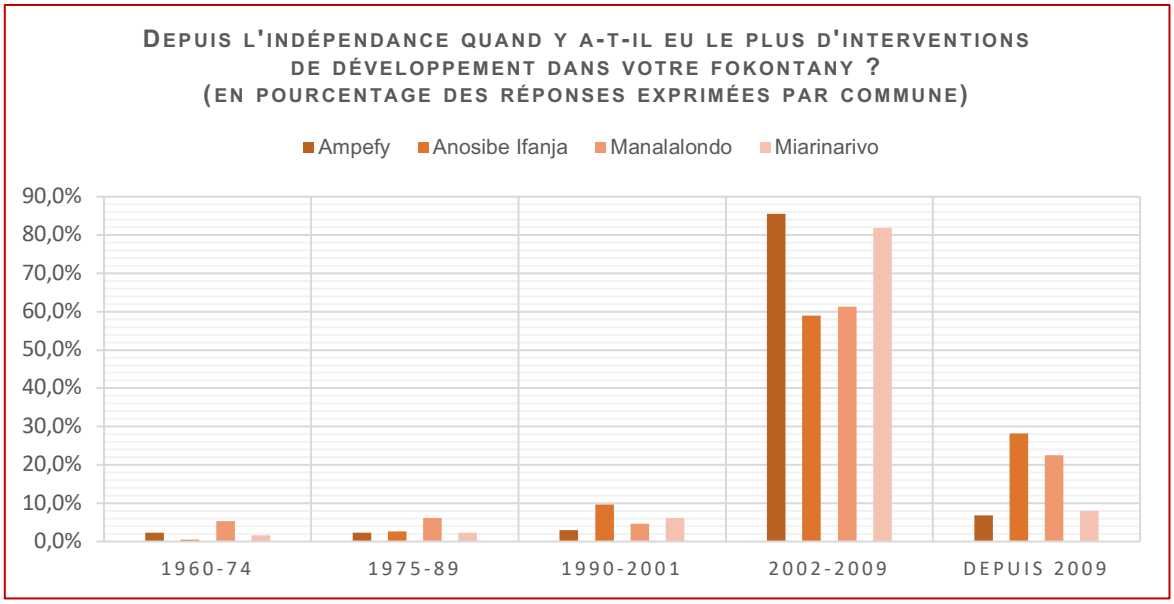
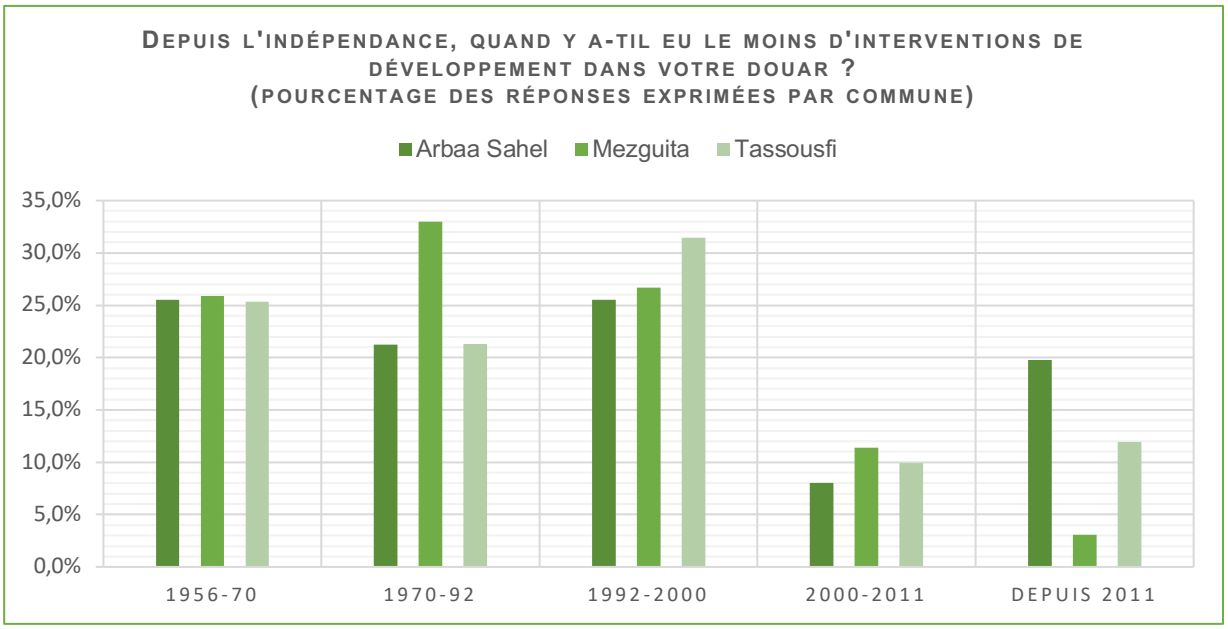
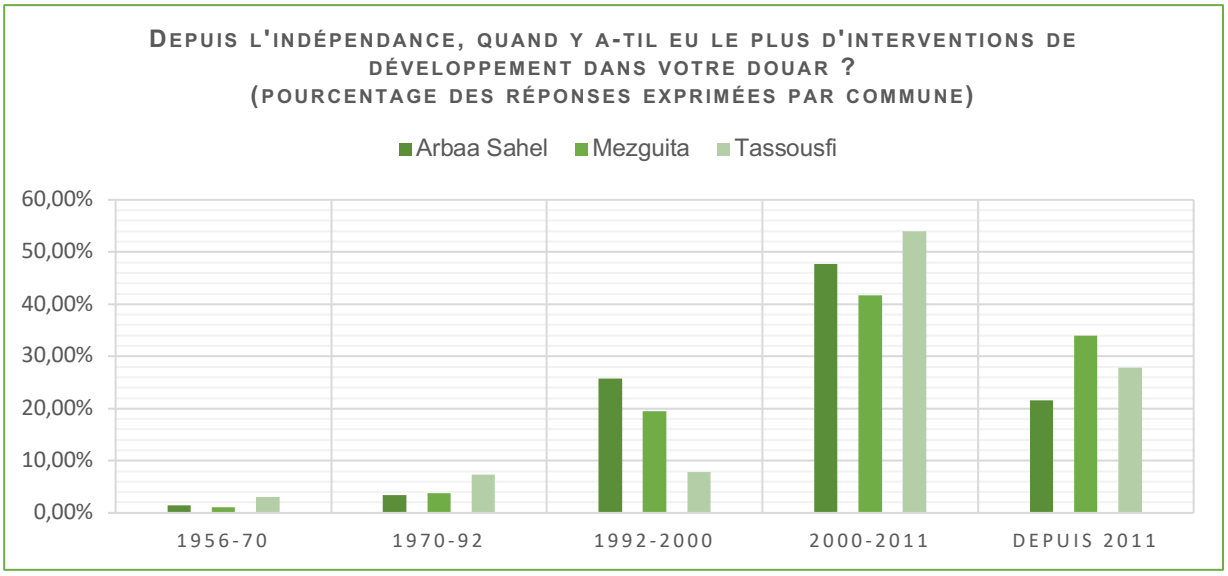


Figure 10 : Densité déclarative d'interventions de développement au cours du temps par commune au Maroc





3.3.2.1. Madagascar : les déterminants sociopolitiques de la reconstruction des souvenirs

À Madagascar, d'une commune à l'autre, les habitants semblent d'accord pour affirmer qu'il y a plus d'interventions entre 2002 et 2009 et moins depuis 2009. C'est à Ampefy et Miarinarivo que les taux sont les plus élevés, plus de 80% des personnes interrogées déclarent qu'il y a le plus d'interventions entre 2002 et 2009 et le moins depuis 2009. Les taux sont plus faibles à Manalalondo et Anosibe Ifanja et sont de l'ordre de 60% pour les mêmes périodes.

Comment peut-on expliquer le consensus des habitants de Madagascar au sujet de cette périodisation des interventions de développement et quels sont les enseignements sur la configuration développementiste que l'on peut en tirer ? L'attraction pour la période 2002-2009 de la part des habitants des communes malgaches est liée à l'histoire politique elle-même imbriquée avec l'évolution économique du pays. Il s'agit en effet d'une période au cours de laquelle le pays connaît un certain dynamisme économique au sortir d'une grave crise politique[487]. Au cours de cette dernière, Marc Ravalomanana s'est auto-proclamé président de la République en février 2002 à la suite de l'élection qui l'opposait à Didier Ratsiraka. Il s'agit d'une période de forts contrastes puisqu'elle débute par la crise mentionnée plus haut qui se traduit par un retrait relatif des bailleurs, ces derniers gelant leur aide ou la redirigeant vers de l'aide d'urgence ou à caractère humanitaire[488]. L'investissement public entre 2009 et 2010 recule ainsi de 30 % selon la Banque mondiale. L'économie malgache est alors en récession alors qu'un an avant la crise, en 2008, le taux de croissance du PIB est de 7 %, toujours selon la Banque mondiale. Après que l'élection de Marc Ravalomanana a été validée par la Haute cour constitutionnelle et reconnue par la communauté

[487] Consulter à ce sujet le numéro spécial de la revue *Politique africaine* « Madagascar, les urnes et la rue » et l'introduction thématique de Françoise Raison-Jourde et Jean-Pierre Raison, « Ravalomanana et la troisième indépendance ? », *Politique africaine*, 2002, n° 86, p. 5-17.

[488] IRIN news, « Madagascar : une année de crise », *IRIN*, 16 mars 2010.

internationale, il promeut d'importants chantiers économiques pour relancer la croissance du PIB malgache. Comme le mentionnent Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, les programmes mis en œuvre sous la présidence de Marc Ravalomanana insufflent une dynamique économique reconnue par nombre d'observateurs[489]. Ils précisent dans leur ouvrage que c'est dans cette période de croissance qu'advient une nouvelle crise politique qui ébranle le pays à partir de 2009. Ces auteurs parlent d'ailleurs d'un « paradoxe » à Madagascar selon lequel les périodes de crises politiques sur la Grande Île suivent des périodes de forte croissance économique[490]. Les perceptions de nos interlocuteurs de cette phase de croissance influencent largement leur choix de période. La région Itasy bénéficie, du fait de sa proximité directe avec la capitale, d'un nombre important d'investissements de la part de l'État, des bailleurs (Projet Prosperer par exemple) et d'entreprises privées[491]. De plus, le président Ravalomanana jouit d'une forte popularité dans la région, ce dont attestent les entretiens réalisés. Nos interlocuteurs insistent sur le fait que la région Itasy, et notamment la ville de Miarinarivo, est le « bastion de Ravalomanana et de son parti TIM »[492]. A Manalalondo, ils citent également la période 2002-2009 comme celle où il y a le plus d'interventions de développement, l'un d'entre eux déclare :

> « Quand Ravalomanana a pris le pouvoir, il y a eu beaucoup d'interventions. Même le FID a fait son apparition pendant cette période. Il y a aussi le PSDR et Seecaline (…). C'est pendant le régime Ravalomanana qu'il y a eu le plus de projets. Il y a des projets sur le barrage, sur l'école et il y a aussi beaucoup d'associations et d'aide au

---

[489] Mireille Razafindrakoto et al., *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Marseille : [Paris], IRD éditions ; AFD, Agence française de développement, 2017, p. 11.

[490] M. Razafindrakoto et al., *L'énigme et le paradoxe*, *op. cit.*

[491] Citons par exemple le cas de l'entreprise de Marc Ravalomanana TIKO, qui a été leader du secteur agroalimentaire.

[492] Individu n°1 (femme de 45 ans, présidente d'une association), *focus group* à Miarinarivo, *fokontany* d'Est-Hôpital, le 6 octobre 2016.

développement ici. Beaucoup de travail a été fait pendant cette période, celle de Ravalomanana. La commune a connu un développement, si on peut dire que c'est du développement. Mais après, il n'y a plus rien. Il n'y a plus aucune usine, aucune entreprise ici, tout a fermé »[493].

Les habitants gardent un souvenir très positif de cette période au cours de laquelle ils connaissent une forme de prospérité. Les souvenirs positifs partagés tiennent par exemple à la hausse de la productivité du riz qui marque les mémoires des individus. Notons d'ailleurs que cette forme de prospérité ne provient pas uniquement de l'action de la configuration développementiste mais des interventions d'un ensemble d'acteurs. Ils font leur choix de périodes en fonction de ce souvenir reconstruit, oubliant aussi les difficultés économiques et sociales causées par la crise de 2002. C'est en comparant la situation sociale et économique actuelle ainsi que les conditions dans lesquelles nos interlocuteurs vivent qu'ils définissent massivement la période la plus récente comme celle au cours de laquelle il y a le moins d'interventions de développement. La référence à la sphère politique est aussi utilisée pour expliquer le nombre faible d'interventions depuis la Transition (2009-2013) et la présidence de Hery Rajaonarimampianina : « c'est depuis la transition et ce régime HVM [Hery Vaovao hoan'î Madagasikara, nom du parti sous lequel s'est présenté le président Rajaonarimampianina élu en décembre 2013] qu'il n'y a plus eu de projets, il n'y a plus rien du tout ! »[494].

On peut s'attendre à ce que ce soient les périodes plus anciennes qui soient désignées comme celles au cours desquelles il y a eu moins de projets mais ce n'est pas le cas, du moins si on s'en tient aux données du questionnaire. Car dans les entretiens menés, la période des années 1980 est souvent décrite, notamment par les personnes les plus âgées qui ont à l'époque entre

[493] Individu n°2 (agriculteur de 52 ans), *focus group* à Manalalondo, *fokontany* de Manalalondo centre, le 14 octobre 2016.

[494] Individu n°1 (femme, agricultrice et président de *fokontany*, 52 ans), *focus group* à Manalalondo le 14 octobre 2016.

20 et 30 ans, comme celle au cours de laquelle il y a eu moins d'interventions de développement. L'extrait d'entretien suivant permet de présenter les déterminants politiques et sociaux qui participent au cadrage et à la reconstruction des souvenirs :

> « Dans les années 1985, on était vraiment pauvres et avec le choix politique des dirigeants, la nationalisation et la politique de l'autosuffisance, il y a eu moins d'interventions des agents de développement. Ce n'était pas une période facile je m'en souviens très bien »[495].

D'autres personnes ne font pas directement référence aux choix politiques de l'époque ni même aux décideurs. Leurs récits s'y rapportent pourtant mais ils sont reconstruits à partir de souvenirs qui peuvent sembler mineurs et qui ont pourtant acquis une signification décisive *a posteriori*[496] dans la trajectoire de vie des individus. L'extrait suivant montre comment certains évènements ont une incidence et travaillent les biographies individuelles en donnant au souvenir d'expériences quotidiennes un sens qui les dépasse :

> « Il n'y avait pas de développement dans les années 1980, oui car on a même fait la queue pour obtenir quelques *kapoaka*[497] de riz, c'était la crise. (…) Oui, il y a aussi ceux qui buvaient du café avec des bonbons[498], je me souviens de cette époque, c'était difficile, c'était la crise »[499].

---

[495] Individu n°6 (femme de 61 ans) *focus group* d'Antanambao nord, commune de Miarinarivo le 6 octobre 2016.

[496] Michèle Leclerc-Olive, « Entre mémoire et expérience, le passé qui insiste », *Revue Projet*, 2003, nº 273, p. 333.

[497] Un *Kapoaka* (se prononce kapok) est l'unité de mesure utilisée pour les achats du quotidien, il s'agit d'une boîte de conserve de lait concentrée de 300 ml qui permet notamment de mesurer des volumes de riz. Le prix est ainsi fixé par kapoaka en fonction de la qualité du riz.

[498] En remplacement du sucre.

[499] Individu n°6 (femme de 60 ans membre d'une association) et n°1 (femme de 45 ans présidente d'une association) *focus group* dans le *fokontany* d'Est-Hôpital, Miarinarivo le 6 octobre 2016.

En fonction des réponses données aux deux questions traitées ici, il est possible de rassembler les communes en deux groupes. D'une part il y a celui composé d'Ampefy et de Miarinarivo, deux communes qui sont situées le long des axes goudronnés de communication, facilement accessibles et particulièrement bien insérées dans les dynamiques de développement initiées par les projets et programmes relevant de l'aide ou des politiques publiques nationales. D'autre part, le deuxième groupe dont les réponses sont moins unanimes que le premier est composé des communes d'Anosibe Ifanja et de Manalalondo, plus enclavées que les deux précédentes. On peut ainsi faire l'hypothèse que, parce que ces deux communes plus éloignées ont été relativement moins ciblées par les programmes publics ou les projets de développement dans la période 2002-2009, leurs habitants ont été moins exposés aux effets de la crise politique et du changement de régime après 2009 qui, selon nos interlocuteurs, néglige la région Itasy. Par comparaison les habitants d'Ampefy ou de Miarinarivo résistent moins bien aux chocs et aux aléas liés aux évolutions politiques et à celles de la configuration développementiste.

3.3.2.2. Maroc : l'accès à l'eau et à l'électricité, des tournants de l'existence qui façonnent les souvenirs

A la différence des résultats obtenus dans les communes malgaches, au Maroc, le choix des périodes est plus diversifié. Il n'y a pas en effet de concentration des réponses, en particulier à la question « quand y-a-t-il eu le moins d'interventions de développement dans votre *douar* ? ». En analysant le deuxième graphique de la figure 10, on remarque que contrairement à Madagascar l'expression des perceptions dans les communes marocaines sur la densité des interventions de développement est moins paradoxale. En effet, comme l'indique la figure 7 (Répartition par année citée des interventions auxquelles se souviennent avoir participé les individus enquêtés, tous secteurs confondus, par commune au Maroc (effectifs) dans la section 3.3.1) les souvenirs sont plus vifs à partir du début

des années 2000 et moins nombreux auparavant, ce qui correspond à la tendance exprimée dans les deux graphiques de la figure 10**.**

Cependant, si l'on considère uniquement les deux périodes à savoir 2000-2011 et depuis 2011, plus de 40 % des enquêtés répondent que la période 2000 et 2011 est celle au cours de laquelle il y a le plus d'interventions de développement. Or les précédentes figures montrent que les souvenirs de la participation sont de plus en plus nombreux à partir de cette date. Il y a donc une situation qui comme à Madagascar semble contre-intuitive. Le cas malgache a été analysé plus haut à la lumière des évènements socio-politiques qui ont touché l'Île en 2009 et des effets conférés par les individus à la transition et au changement de régime sur le déploiement des projets. Concernant le Maroc une remarque similaire peut être faite liant le processus du souvenir avec des évènements socio-politiques. À plusieurs reprises dans cette étude est décrit le changement majeur intervenu lors de la succession de Mohammed VI, couronné le 23 juillet 1999, à son père Hassan II. Pierre Vermeren parle d'ailleurs à la fois d'une succession et d'une transition qui conduit le pays à poursuivre sa sortie des « années de plomb » et le roi à reformuler l'exercice du pouvoir dans le cadre d'une « monarchie exécutive et démocratique »[500]. Sans rien céder de son autorité, Mohammed VI, décrit comme « roi des pauvres », érige le développement humain en chantier de son règne et lance de grands programmes pour désamorcer la question sociale et les conflits politiques (diplômés-chômeurs, périphéries marginalisées etc.) qui découlent de sa politisation comme le démontre Myriam Catusse[501]. Cette période d'ouverture politique et de réaffirmation du rôle de l'État dans les politiques sociales se traduit par de nombreux programmes et projets financés ou non par les bailleurs d'aide au développement. C'est précisément cet activisme politique dans le secteur social et dans la lutte contre la pauvreté que nous considérons comme ayant

[500] P. Vermeren, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, *op. cit.*, p. 99.

[501] Myriam Catusse, « Le « social » : une affaire d'Etat dans le Maroc de Mohammed VI », *Confluences Méditerranée*, 30 septembre 2011, nº 78, p. 63-76.

façonné les mémoires individuelles et collectives. Il s'agit là d'un souvenir d'une période qui tranche avec la précédente au cours de laquelle les périphéries politiques et territoriales sont marginalisées sur le plan de l'action publique développementiste[502]. Dans les souvenirs que nos interlocuteurs partagent au cours des entretiens, il s'agit de la période au cours de laquelle leur territoire change profondément et leurs conditions de vie s'améliorent. Il s'agit de souvenirs heureux décrits comme une forme de sortie de la pauvreté. L'installation de l'électricité, tout d'abord par des générateurs ou des groupes électrogènes à la fin des années 1990 puis le raccordement au réseau national ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau potable au début des années 2000 sont les deux éléments qui sont massivement cités dans les questionnaires et les entretiens[503]. Ils changent en profondeur la vie des habitants comme en témoigne cet extrait d'entretien avec Mohamed :

> « Au début des années 1990, il n'y avait que les bougies au douar, je ne l'ai pas vraiment vécu car j'habitais avec mes parents près de Tiznit et là-bas il y avait de l'électricité. Mais quand je revenais au *douar* pour les fêtes ou quand nous sommes revenus nous installer, je me souviens, il n'y avait que des bougies, pas de télévision, que des radios que ma grand-mère mettait proche de son oreille pour pouvoir l'entendre, même si elle ne comprenait ni l'arabe ni le français, elle attendait juste pour pouvoir entendre les chansons de El Hajj Belaïd[504], pour les écouter. Et avec l'arrivée de l'électricité toute la vie change, il

[502] Nous avons insisté dans les sections précédentes sur la dimension sécuritaire et militaire de cette marginalisation à partir du cas de Mezguita et d'Arbâa Sagel.

[503] Les dates de l'installation de l'électricité et de l'accès à l'eau potable varient d'un *douar* à l'autre au Maroc. Il faut aussi noter que plusieurs vagues de projets successives améliorent les dispositifs techniques. Par exemple, concernant l'électricité il s'agit au début de générateurs alimentés par le pétrole, avec un accès limité dans la journée, puis les villages sont reliés au réseau national etc. Il en va de même pour l'eau potable, des pompes permettent d'alimenter des puits ou des robinets collectifs puis des travaux d'aménagement permettent aux habitants d'avoir des robinets individuels etc.

[504] El Hajj Belaïd est un poète marocain de culture berbère originaire de la région de Tiznit. Il est mort vers 1945 après avoir acquis un grand prestige avec sa troupe de troubadours, il fut aussi le premier poète chanteur chleuh à enregistrer un disque, chez Pathé Marconi à Paris, en 1937.

> y a des femmes et des filles qui regardent les séries égyptiennes marocaines et turques, ça a beaucoup changé le mode de vie, la société, les gens. Avant l'arrivée de l'électricité, il y a tout un programme défini, la femme se lève un peu tôt, elle fait son travail avec les bovins, les animaux ; le père va au souk, dans les champs ou reste à la maison… mais avec l'arrivée de l'électricité, les choses changent »[505].

Dans les mémoires individuelles et collectives, l'arrivée de l'électricité et de l'accès à l'eau potable ont un poids très important et sont un élément structurant dans les récits de vie. Ces aménagements constituent ce que Michèle Leclerc-Olive appelle des « tournants de l'existence »[506] c'est-à-dire des évènements marquants qui sont des « points nodaux de l'expérience biographique »[507].

Nous parlons bien ici d'expérience biographique dans la mesure où l'extrait présenté plus haut provient d'un entretien au cours duquel les questions de « développement » ne sont pas au cœur des discussions. Ajoutons que cet entretien ne se déroule pas dans des conditions habituelles. Il est organisé sous la forme d'un jeu de mémoire qui rassemble deux Marocains et deux chercheurs[508]. Les liens d'amitiés et de confiance qui nous lient permettent une liberté de parole assez inédite. Chacun notre tour, dans plusieurs séquences successives nous partageons plusieurs souvenirs : nos plus anciens souvenirs, ceux qui nous ont le plus marqués ou qui ont marqué nos familles etc. Il ne s'agit plus d'un cadre de « question-réponse » classique. Nous nous confions tous les uns aux autres en partageant nos souvenirs dans un cadre où la parole n'est plus descendante mais horizontale et la charge de l'intime répartie de manière égale entre les participants.

---

[505] Entretien avec un acteur associatif, âgé de moins de 30 ans à Taliouine le 23 février 2016.

[506] LECLERC-OLIVE Michèle, « Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques » in *Bifurcations*, La Découverte, 2009, p. 329-346.

[507] *Ibid.*, p. 334.

[508] J'ai participé ainsi qu'une doctorante française à ce jeu de mémoire.

Dans le partage de ces récits sur l'accès à l'eau et à l'électricité il faut aussi prendre en considération un autre niveau de lecture. Si les conditions de vie des habitants des villages sont profondément transformées par ces innovations techniques, elles comportent également des innovations organisationnelles dont les conséquences sont aussi importantes (voir la section 3 du chapitre 4 à ce sujet). En effet, la mise en œuvre de ces projets et programmes dépend de l'organisation en association locales et en collectif pour la gestion des services liés à l'eau et à l'électricité, transformant ainsi l'organisation communautaire traditionnelle de base autrement dit l'assemblée de notables ou d'anciens, la *jmâa* (ou *taqbilt*) qui représente l'ensemble de la tribu[509]. Aziz Chaker dans un article de 2004 décrit à partir d'enquêtes dans la vallée du Drâa les prémices de ces changements et l'implication des structures tribales dans le fait associatif[510]. Il revient d'ailleurs sur la présence accrue des organismes étrangers dans la vallée du Drâa à partir de la fin des années 1990. Cette présence marque la mémoire des habitants comme le révèle l'extrait d'entretien suivant :

> « Je me rappelle les années 2000, il y avait plein d'organisations internationales surtout Helen Keller, l'association du Luxembourg, plutôt le gouvernement du Luxembourg, l'Unicef, plusieurs ONG qui travaillaient surtout dans le domaine de l'hygiène, sur le trachome pour les yeux, l'eau potable, le développement intégré de la femme, la participation de la femme au développement. C'était dans les années

[509] R. Montagne, *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc, essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe chleuh)*, *op. cit.* ; Abdallah Hammoudi, *La vallée de l'Azzadan, contribution à la sociologie du Haut Atlas marocain*, Paris, France, 1977, 340 p ; Paul Pascon, *Le Haouz de Marrakech*, Rabat, Maroc, Tanger : Editions marocaines et internationales, 1983, vol. 2/, 693+165 p.

[510] Aziz Chaker, « Communautés de base traditionnelles et modernes dans la vallée du Draâ », *Bulletin économique et social du Maroc*, 2004, Rapport du social 2004, p. 23-30.

2000 jusqu'en 2007 ou 2008. Il y avait tellement de projets alors à Mezguita, c'était vraiment nouveau »[511].

Cet extrait ainsi que le précédent mettent en lumière le caractère inédit de certaines situations qui laissent une trace pérenne dans les souvenirs des individus. Ces éléments sont ainsi re-convoquées dans l'exercice du souvenir auquel nos interlocuteurs sont soumis et façonnent largement les mémoires individuelles et socialement partagées. Ainsi, nous avons décelé en particulier une forme de coagulation des souvenirs dans la période post-ajustement structurel qui correspond environ aux vingt dernières années (1995-2017). Toute recherche sur la mémoire doit donc être consciente du fait que la reconstruction des mémoires est largement influencée par ces changements, parfois brusques qui peuvent enfermer l'individu lors du processus de reconstruction des mémoires. Cela montre en outre que ce processus est caractérisé par une série de va-et-vient entre le passé et le présent dans une forme d'hybridation des mémoires.

[511] Entretien avec un instituteur et acteur associatif (28 ans) dans la commune de Mezguita, le 26 mars 2016.

3.3.3. Penser l'empreinte pérenne d'un souvenir

L'analyse des enquêtes par questionnaire montre qu'il est difficile de remonter loin dans le temps et ce, à la fois en raison de l'outil même qu'est le questionnaire mais aussi du processus même de reconstruction du souvenir. Cette dernière section entend justement interroger les obstacles à ce voyage dans le temps, notamment en raison de la structuration du temps en cycles de projets dans la configuration développementiste (3.3.3.1). À partir de l'exemple de la culture du tabac dans la commune d'Ampefy, nous mettrons en lumière la manière avec laquelle nous avons tenté de dépasser ces obstacles, ce qui nous permet de décrypter les processus d'hybridation des mémoires.

3.3.3.1. Temps longs et cycles courts : une mémoire coincée dans le cycle de projet ?

Deux types d'obstacles au voyage mental dans le passé sont définis ici. Le premier, que cette étude n'a pas pris suffisamment en compte ou exploré sur le plan empirique, tient aux capacités physiologiques et mémorielles des individus, c'est-à-dire à leur capacité à se souvenir. Que ce soit au cours des enquêtes par questionnaire ou dans les entretiens, le voyage dans le temps et la reconstruction des souvenirs sont limités par les capacités individuelles liées notamment à l'âge ainsi qu'au niveau d'instruction. Dans la première section de ce chapitre sont d'ailleurs mentionnés les travaux sur les biais cognitifs[512].

L'autre élément considéré comme facteur pouvant bloquer ou limiter l'exploration dans le temps tient aux questions posées et plus précisément

[512] C. Piau, « Quelques expériences sur la formulation des questions d'enquête », art cit.

au thème auquel elles se rapportent, autrement dit le développement. Le fait d'engager une discussion sur le développement et sur les projets peut ainsi exercer une contrainte sur l'expression des souvenirs chez les individus. Au lieu d'exprimer et de se remémorer le « temps vécu »[513], l'individu alors interrogé peut se sentir obligé, consciemment ou inconsciemment, de se conformer aux temporalités par cycle de projets propres au développement. La vision managériale et occidentale du développement – en particulier depuis que le cadre logique est devenu un outil privilégié de l'aide[514] - promeut en effet une approche séquentielle du temps par cycles (ceux des projets) avec un début et une fin. Le questionnaire d'enquête de cette étude fonctionne à partir de ce découpage du réel où l'on pousse les personnes enquêtées à se positionner et à exprimer la distance du temps en fonction d'années et de repères fixes. Nous reconnaissons être tombés dans le piège que constitue l'utilisation de nos propres catégories de lecture pour penser un réel qui parfois s'en affranchit. Il y a en effet un décalage entre la vision d'un temps déterminé par l'intervention de développement et celle qu'expriment les personnes rencontrées à Madagascar et au Maroc. En témoignent ainsi d'une part la facilité relative avec laquelle les personnes interrogées situent sur l'axe du temps le début d'une intervention et d'autre part l'absence de réponse quant à la fin de ces interventions. Ainsi, à la question 27 portant sur la participation à des interventions sectorielles, très peu de réponses sur leur date de fin sont disponibles. En raison de la technicisation des procédures de financements et de la promotion de l'approche projet, la vision d'une intervention dans la configuration développementiste est *a priori* un cycle avec un commencement et une fin. Or, les enquêtes montrent une conception différente du projet ou du programme qui a en effet une date de commencement mais qui ne semble pas avoir de fin dans les discours des habitants.

---

[513] Eugène Minkowski et Yves Pélicier, *Le temps vécu : études phénoménologiques et psychopathologiques*, Paris, PUF, 2013.

[514] F. Giovalucchi et J.-P. Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », art cit.

Dans le processus du souvenir, nous avons ainsi poussé nos interlocuteurs à se conformer à cet aspect du temps enfermant ainsi le mécanisme de reconstruction des expériences et des souvenirs dans un horizon temporel limité, celui du projet et de l'intervention. En outre, la notion de projet de développement comporte une dimension de projection vers l'avant et le futur. Travailler sur la mémoire du développement pose un problème dans la mesure où c'est une invitation à penser quelque chose qui devrait venir, qui n'est pas encore (l'amélioration des conditions de vie, de la santé, des infrastructures, d'une meilleure sécurité etc.) à l'aune d'évènements passés (voir à ce sujet les développements de la section 4 du chapitre 4).

3.3.3.2. Les processus d'hybridation des mémoires : le cas de la culture de tabac à Ampefy

Sur le terrain, des dispositifs d'enquête sont mis en place pour dépasser l'imposition par le chercheur d'un temps subi par la personne enquêtée, celui du projet de développement. Il s'agit de l'exploration de la mémoire des ancêtres et de la mémoire familiale au moyen d'une question (38) spécifique dans le questionnaire : « Dans votre mémoire familiale, quelle intervention a le plus marqué la vie de vos ancêtres ? ». L'objectif est de pouvoir connaître les souvenirs qui sont transmis d'une génération à l'autre et de voir s'ils sont communs à un grand ensemble d'individus tout en caractérisant le mode de sélection dans le passé de ces souvenirs[515].

C'est en répondant à cette question que les individus remontent le plus loin dans le temps, bien au-delà des bornes temporelles qui leur sont indiquées au début de l'enquête (l'indépendance du Maroc et de Madagascar). C'est ainsi ce qui conduit un nombre important d'individus au Maroc à partager des souvenirs d'interventions qui auraient eu lieu pendant la période coloniale. Il s'agit principalement de constructions de routes pour les habitants de

[515] François Dosse, « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison Présente*, septembre 1998, p. 9.

Mezguita et d'écoles à Arbâa Sahel. A Tassousfi par exemple, les plus anciens souvenirs d'interventions qui marquent la mémoire familiale sont datés de 1915 à 1917. Ils concernent les aménagements hydroagricoles dans les *douars* d'Anamman et d'Aghould. Les personnes qui rapportent ces souvenirs ont entre 19 et 72 ans, aucun n'a donc connu la construction de ces infrastructures. Les récits de cette époque ont alors dû circuler de génération en génération laissant des traces pérennes dans les mémoires individuelles et socialement partagées. Il n'est pas étonnant que les mémoires familiales soient organisées autour d'interventions liées à l'usage de l'eau : ressource rare dans cette partie du Maroc, elle est un facteur de conflit mais aussi et surtout de coopération. Faut-il rappeler que c'est dans la régulation de l'accès à ce bien si stratégique que les sociétés des oasis et des zones arides du Maroc se sont organisées en communautés, clans familles et plus récemment en associations d'usagers et de développement.

Sur le terrain, il n'est pas possible d'organiser des entretiens dans chaque commune sur les deux pays pour analyser en profondeur ces souvenirs pérennes. C'est la raison pour laquelle seul le cas de la commune d'Ampefy à Madagascar est détaillé ici.

À la question portant sur la mémoire familiale, les souvenirs à Ampefy datées après les années 2000 ne représentent que 22% des réponses. C'est d'ailleurs une spécificité pour la commune d'Ampefy de remonter loin dans le temps puisque les souvenirs partagés s'étalent de 1920 à 2016. Assez logiquement, les souvenirs du début du XX^{e} siècle ne sont livrés que par des personnes qui n'ont pas directement vécu cette période ou bien étaient alors très jeunes. Pour les interventions qui sont datées de 1920, 1930, 1935, 1940 etc, la personne la plus âgée a 82 ans et la plus jeune 28 ans, avec une répartition assez homogène des effectifs selon les classes d'âge. Plus de 80% des souvenirs partagés concernent des interventions liées à l'agriculture et surtout à la mise en valeur et au soutien à la production du tabac ainsi que du riz. Trois entreprises sont citées le Seita, l'Ofmata et la

Sinpa. Le Service d'Exploitation Industrielle de Tabacs et Allumettes (Seita) est une organisation française créée en 1926 qui a mis en place la culture du tabac à Madagascar. On trouve trace de son intervention dans les archives et les rapports depuis la fin des années 1920. L'Office malgache des tabacs (Ofmata) est l'opérateur qui est le plus cité (35% des réponses exprimées) sur une période longue qui s'étend de 1920 à 2002. L'Ofmata est créé par décret en 1969 afin d'assurer la règlementation, la culture, la fabrication et la circulation des tabacs à Madagascar. Avant la création de l'Ofmata, c'est le Seita qui gère la filière. La création de l'Ofmata a lieu un an avant que les cours mondiaux du tabac ne chutent et que cette culture ne décline à Madagascar[516]. En 1952 pourtant le tabac est le deuxième produit d'exportation de l'île, en valeur et, comme le souligne Jean-Pierre Raison :

> « Le tabac peut être une source très appréciable de revenus, et il a valu une certaine prospérité à la région du lac Itasy, dont les sols sont d'ailleurs particulièrement remarquables, mais sa culture est soumise à des contrôles très stricts, tant sur le plan sanitaire et technique qu'en matière de commercialisation : seules certaines communes sont autorisées à en produire et les planteurs, dument enregistrés, font l'objet d'une surveillance quasi policière, destinée (avec un très relatif succès) à éviter la fraude, mais qui décourage plus d'un cultivateur honnête »[517].

En effet la région Itasy était un important producteur de tabac brun. Il y avait de nombreuses exploitations autour du lac et pas uniquement à Ampefy[518]. Des manufactures étaient installées dans plusieurs communes de la région,

---

[516] En 1989, le groupe Bolloré entre au capital de l'Ofmata qui se trouve dans une mauvaise situation financière. En 2001 le groupe Bolloré cède ses parts au britannique Imperial Tobacco. Aujourd'hui, l'essentiel du tabac produit à Madagascar est destiné au marché local.

[517] RAISON Jean-Pierre, *Les hautes terres de Madagascar et leurs confins occidentaux : enracinement et mobilité des sociétés rurales (Tome 2)*, KARTHALA Editions, 1984, 638 p, p.354.

[518] Jean-Louis Guebourg, « Analyse de la filière tabac malgache : de l'étatisation pure à la société mixte », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 1997, vol. 50, n° 199, p. 248.

l'une d'entre elle se trouve encore dans le centre d'Ampefy. Que ce soit dans les enquêtes par questionnaire ou les entretiens, la mention de la culture du tabac et de l'Ofmata revient à de nombreuses reprises.

Les récits liés à ces expériences familiales de la culture du tabac sont homogénéisés et se cristallisent autour de l'Ofmata. On lui prête par exemple des interventions (dons de semences et autres aides matérielles) à des époques où l'organisme n'existe pas encore. Il ne faut pas analyser ces incohérences seulement comme des erreurs de mémoire car elles révèlent l'importance de la culture de tabac dans les trajectoires biographiques individuelles et surtout collectives. Ces souvenirs sont reconstruits et comme le décrit Georges Duby pour le cas d'une bataille du XII^{e} siècle, ils se propagent en « ondes successives, se déploient dans le temps et l'espace en perdant de leur amplitude et en se déformant »[519]. La trace encore présente de ce souvenir dans les mémoires individuelles et socialement partagées s'explique par plusieurs éléments. Cela tient tout d'abord à son inscription matérielle dans le paysage et à son caractère tangible comme le souligne cet extrait d'entretien collectif :

> « Pour la société [l'Ofmata], il y a encore la maison de stockage. Il y a encore des employés et la société fait encore des collectes. C'est la trace visible de ce projet »[520].

Ces traces visibles de l'expérience de l'Ofmata dans les mémoires individuelles mais aussi dans les mémoires socialement partagées entretiennent le souvenir d'une période de progrès et de prospérité économique et social. L'expérience passée de la culture du tabac est ainsi reconstruite à la lumière d'un présent marqué par les difficultés économiques. Les individus comparent dans leur récit la vie qu'ils mènent

---

[519] Georges Duby, *Le dimanche de Bouvines : 27 Juillet 1214*, Paris, Gallimard, 1986, p. 21.
[520] Individu n°4 (homme, entre 40 et 60 ans, agriculteur, agent communautaire de santé), *focus group* à Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

aujourd'hui et les récits du progrès en lien avec la culture du tabac qui leur ont été rapportés dans leur famille ou dans la communauté. Ces récits sont d'ailleurs eux aussi ancrés dans des éléments matériels du paysage. Il ne s'agit plus seulement du « vieux » centre de stockage de l'Ofmata mais aussi dans des maisons construites grâce à l'argent du tabac comme en témoigne l'extrait de *focus group* suivant :

> « C'était quand nous étions jeunes, quand nous étions encore enfants mais la société existe encore jusqu'à maintenant, vous avez vu ses locaux sur la route vers Analavory ? Le tabac est stocké dans ce vieux hangar qui porte un panneau « Ofmata ». La culture du tabac a connu un développement extraordinaire avant, à Ampefy. Tout le monde a fait la culture du tabac à cette époque. Il y avait des champs de tabac partout, vous voyez les belles maisons près du lac, ce sont des gens qui se sont enrichis avec la culture du tabac, ils ont fait fortune avec, mais ça c'était avant, maintenant on ne parvient plus à vivre de la terre. On faisait fortune avant mais aujourd'hui, c'est trop difficile »[521].

Cet extrait rappelle que le processus du souvenir est une forme de reconstruction et qu'il est ouvert à la dialectique du présent et du passé. Dans le même temps, lors de l'exercice de convocation et de reconstruction du souvenir, le passé est dans le présent et le présent dans le passé dans la mesure où il renseigne et caractérise la réinterprétation des évènements passés selon les règles de sélection et d'hybridation de la mémoire collective[522]. Il y a en effet sans cesse des allers-retours entre le présent et le passé. Plus encore, la reconstruction des récits est le fruit d'imbrications entre le passé et le futur, entre ce que l'historien allemand spécialiste de la modernité européenne du XIX^{e} siècle Reinhart Koselleck appelle le « champ d'expériences » qui correspond à ce qu'un individu ou un collectif a vécu et

---

[521] Individu n°1 (femme, agricultrice), *focus group* à Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

[522] M. Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.* ; D. Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 13.

aux « horizons d'attente » projetées vers l'avenir[523]. En d'autres termes, comme le montre Robert Ahearne dans ses travaux sur les récits du progrès en Tanzanie[524], les perceptions passées des expériences vécues sont transposées sur le temps présent et révèlent ainsi les aspirations politiques, sociales et économiques actuelles. Ces récits, comme le prouve l'extrait suivant, relient également les incertitudes du présent[525], ici les difficultés de cultiver la terre, avec les souvenirs de la culture du tabac[526] :

> « Les terres sont moins bonnes aujourd'hui, c'est la faute de la culture du tabac et des engrais chimiques qu'ils ont forcé nos parents à utiliser autrefois »[527].

Cet extrait révèle que le processus d'élaboration de la mémoire est un point de vue sur le passé qui est inscrit dans des préoccupations actuelles. Comme le soulignent Stéphane Laurens et Nicolas Roussiau, au cours de ces processus, la mémoire est imprégnée d'éléments sociaux devenus aujourd'hui pertinents[528].

A partir des différents éléments présentés plus haut et des observations de terrain, on peut conclure que le rapport d'un groupe à son passé est envisagé de deux manières différentes. Tout d'abord dans des dynamiques de changements lorsque les situations actuelles se heurtent au passé ; ensuite

---

[523] Reinhart Koselleck, « Temps et histoire », *Romantisme*, 1987, vol. 17, nº 56, p. 9.

[524] R.M. Ahearne, « « Le développement ? », art cit, p. 25.

[525] Voir à ce sujet les travaux de James Ferguson sur l'expérience sociale du déclin de l'industrie minière dans la *copperbelt* de l'actuelle Zambie :*Expectations of Modernity: Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, University of California Press, 1999, 356 p.

[526] Notons d'ailleurs que la culture du tabac, plante fragile s'il en est, nécessite l'utilisation de nombreux produits chimiques (fertilisants, herbicides et pesticides) comme le DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane) utilisé comme insecticide pour la culture du tabac mais aussi dans la lutte contre le paludisme. Voir sur le sujet WORLD HEALTH ORGANIZATION, *Tobacco and its environmental impact: an overview*, s.n., 2017.

[527] Individu n°4 (homme, plus de 60 ans, agriculteur), *focus group* à Ampefy, *fokontany* d'Ambohitrakanga, le 23 septembre 2016.

[528] Stéphane Laurens et Nicolas Roussiau, *La mémoire sociale : identités et représentations sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 13.

il peut être envisagé à partir de rémanences du passé dans le présent. Dans ce dernier cas, le souvenir se construit à partir d'un déjà existant, il est rattaché au présent par des points de repères, des « poteaux indicateurs ou des bornes kilométriques »[529]. En outre, pour beaucoup de personnes les souvenirs partagés sont rapportés et n'ont pas été directement vécus. Ils constituent cependant pour eux le souvenir d'une « expérience vécue » au sens de Maurice Bloch qui emploie ce terme pour faire référence aux récits de l'insurrection de 1947 que des enfants malgaches ont partagé avec lui[530]. Comme dans les travaux de l'anthropologue britannique sur l'est de Madagascar, les souvenirs racontés sont ré-imaginés et fondés sur des informations accumulées au cours du temps « comme peuvent l'être dans notre cerveau les traces du passé »[531]. Ainsi, les éléments constitutifs du souvenir se mêlent et les récits sont forcément différents d'une personne à l'autre. Leur reconstruction passe dans différents filtres qui tiennent à des univers cognitifs différents, mais pas forcément contradictoires.

Cette troisième section avait pour objectif d'analyser la dimension temporelle et de pouvoir caractériser la distribution chronologique des souvenirs des interventions de développement ainsi que la manière dont les individus perçoivent les temporalités du développement. Elle a permis de montrer qu'il y a une très forte imbrication des temporalités historiques, politiques, économiques et sociales et que la reconstruction de la mémoire du développement est orientée par des déterminants sociopolitiques. En d'autres termes, certains évènements comme des crises politiques ou économiques ont une incidence sur les récits biographiques et sur la manière dont sont reconstruites les mémoires du développement. Nous avons illustré cela notamment au Maroc avec des tournants de l'expérience individuelle (accès à l'eau ou à l'électricité) qui modifient en profondeur les conditions de

---

[529] Pierrette Piolino, Béatrice Desgranges et Francis Eustache, *La mémoire autobiographique : théorie et pratique*, Marseille, Solal, 2000, p. 20.

[530] M. Bloch, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », art cit, p. 7.

[531] *Ibid.*

vie et de ce fait structurent les processus de reconstruction des souvenirs. Ces derniers constituent alors un réel point de vue sur le passé qui s'inscrit dans des préoccupations actuelles, comme le décrit l'exemple de la culture du tabac à Madagascar. Cela rappelle enfin l'importance de considérer la mémoire comme un produit hybride, élaboré dans une forme de dialectique entre le passé et le présent.

Pour finir ce chapitre dont l'ambition est d'explorer plusieurs dimensions de la mémoire dans les différentes communes malgaches et marocaines concernées par cette étude, nous entendons explorer la manière dont les individus se souviennent des acteurs de la configuration développementiste.

3.4. De qui se souvient-on ? Opérateurs de la configuration développementiste et co-production de l'action publique

Répondre à la question « De qui se souvient-on ? » présente plusieurs intérêts. Le premier tient au fait de pouvoir mesurer la trace laissée dans les mémoires, au cours du temps, de différents opérateurs ou acteurs des mondes de l'aide ou plus généralement des politiques publiques dans une dimension comparative. La mémoire étant trace et évocation de la trace, il faut dépasser la mesure de la trace pour analyser la manière dont ces opérateurs sont évoqués et les représentations que les habitants en ont. En effet, les raisons pour lesquelles un opérateur de développement laisse une marque pérenne et durable sont complexes. Il serait d'ailleurs particulièrement erroné de mesurer la valeur positive ou négative d'un intervenant à la seule intensité de la trace qu'il laisse dans les mémoires. Dans les processus de reconstruction des souvenirs, les traumatismes côtoient en effet avec une force et une intensité semblables ce que l'on pourrait appeler les « bons souvenirs ».

L'intérêt de répondre à la question « de qui se souvient-on ? » réside également dans sa dimension comparative entre les territoires, ce qui nécessite la constitution de typologies. De plus, il faut réaliser une telle étude d'un point de vue diachronique, c'est-à-dire prenant en considération les évolutions au cours du temps. En effet, les dispositifs de développement prennent des formes très différentes depuis les indépendances du Maroc et de Madagascar et laissent des empreintes différenciées selon les contextes. La dimension comparative prend d'ailleurs tout son sens dans la mesure où nous procédons à une comparaison diachronique des configurations développementistes qui sont caractérisées par la présence d'acteurs (ONG, bailleurs, État, entreprises etc.) et de dispositifs similaires (processus

participatifs et organisation de la société civile, gestion par cycle de projet et technicisation des procédures etc).

Enfin, poser la question « de qui se souvient-on ? » conduit à discuter les différentes catégories d'acteurs qui laissent des traces dans les mémoires et qui ont ainsi un rôle dans la fabrique du développement sur les territoires. Il s'agit de le faire en partant des représentations et des perceptions « populaires »[532], ce qui reste encore assez méconnu dans la littérature scientifique. Le résultat de cette interrogation ne peut être que différent de celui obtenu si nous avions procédé à l'inverse, c'est-à-dire en partant des représentations des acteurs professionnels de la configuration développementiste. Dans l'évolution de notre questionnement, nous avons anticipé des réponses de la part des habitants des communes malgaches et marocaines. Ces anticipations sont déterminées par notre connaissance des configurations développementistes et des cartographies dynamiques et complexes d'acteurs. En d'autres termes, nous nous sommes attendus (et beaucoup pourraient s'y attendre) à collecter des noms d'acteurs qui appartiennent à ces configurations développementistes, c'est-à-dire des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, des ONG nationales et internationales. Or, comme nous le démontrons dans les développements qui suivent, analyser cette question sous l'angle des représentations populaires permet de mettre à jour les catégories d'opérateurs qui, selon les habitants, font le développement, nous donnant ainsi l'occasion de décloisonner nos propres catégories d'analyse.

[532] Notre utilisation de ce terme renvoie à l'usage qu'en fait Jean Pierre Olivier de Sardan par opposition aux perceptions des professionnels du développement, acteurs de la configuration (courtiers, présidents d'associations de développement, agent de développement, maires, fonctionnaires etc.). Voir J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 57.

3.4.1. Une production fragmentée du développement entre un grand nombre d'acteurs

Le questionnaire utilisé au Maroc et à Madagascar contient des informations complémentaires essentielles pour comprendre les interventions citées, comme celles concernant les opérateurs qui mettent en œuvre le projet ou programme. Ces informations permettent de renseigner la manière dont les habitants imputent[533] une intervention de développement et quels sont les différents acteurs dont ils se souviennent au cours du temps. La base de données constituée à partir des enquêtes par questionnaire contient un très grand nombre d'opérateurs différents. À Madagascar on en dénombre 459 différents cités par les personnes enquêtées contre 169 au Maroc. Le tableau 8 ci-dessous détaille pour chaque commune le nombre d'opérateurs cités sur l'ensemble du questionnaire à l'exception de 3 questions (numéro 29, 30 et 31)[534]. Pour Madagascar le plus grand nombre d'opérateurs différents est cité à Miarinarivo, une commune ayant pourtant moins bénéficié d'interventions de développement que les trois communes rurales malgaches. En effet, comme nous l'avons illustré dans la section 2 de ce chapitre, seul 55% de la population déclare avoir participé à au moins une intervention. Cela tient avant tout au fait que la commune accueille un grand nombre de sièges, bureaux et bâtiments mais aussi de panneaux et stèles des projets en cours et passés qui ne sont pas forcément mis en œuvre dans la commune. Comme le montre le cas de Miarinarivo, nous allons donc au-

[533] Nous n'utilisons pas ce terme dans le sens classique qui lui est conféré, c'est-à-dire celui d'attribuer à quelqu'un ou quelque chose la responsabilité d'un acte répréhensible, d'un fait blâmable ou fâcheux (Dictionnaire Larousse) ; il n'y a pas dans notre usage de connotation péjorative, notons d'ailleurs que le terme d'imputabilité est très utilisé dans l'aide au développement, plus particulièrement pour les évaluations.

[534] Ces questions portent sur les lieux ou les institutions que les individus identifient pour faire financer un projet, proposer de nouvelles idées et parler de leurs problèmes quotidiens. Les résultats de ces questions sont exclus dans ce tableau et dans les représentations graphiques dans la mesure où il s'agit d'une forme de mémoire prospective et que certains organismes, comme les banques en raison de la question sur le financement d'un projet, sont sur-représentés.

delà de la participation[535] à une intervention. Au contraire nous interrogeons la connaissance qu'ont les habitants des différents acteurs du développement. D'ailleurs, si l'on considère seulement la participation des enquêtés aux interventions de développement[536] et donc les réponses à la question 27, c'est à Ampefy et non à Miarinarivo que l'on trouve le plus grand nombre d'opérateurs différents (190).

Tableau 8: Nombre d'opérateurs différents cités par commune dans le questionnaire

Ampefy	Anosibe Ifanja	Manalalondo	Miarinarivo	Arbâa Sahel	Mezguita	Tassousfi
193	123	119	221	84	76	61

3.4.1.1. Superpositions et enchevêtrements d'acteurs dans l'action publique : le cas de l'adduction d'eau potable

Il y a incontestablement une grande variété d'acteurs qui interviennent dans le développement de ces territoires. Cela témoigne de la complexité de la configuration développementiste et plus encore d'une action publique fragmentée. La sociologie de l'action publique et les travaux portant sur des secteurs d'action publique en Afrique[537] montrent à ce sujet l'ampleur avec laquelle, comme le décrit Dominique Darbon, « une multitude d'acteurs et de catégories d'acteurs interviennent sur des espaces sectoriels, territoriaux et des temporalités éclatées »[538]. Car l'ensemble des opérateurs cités participent aux différentes étapes de la régulation de l'action publique et pas uniquement au stade de la mise en œuvre des politiques publiques. Certains

[535] Même si elle est beaucoup traitée dans cette étude, la « participation » n'est qu'une catégorie d'analyse parmi d'autres.

[536] Dans les sept secteurs que sont : éducation, santé, culture, agriculture, vie quotidienne, gouvernance, environnement.

[537] Voir par exemple F. Eboko, *Repenser l'action publique en Afrique*, *op. cit.* ; H. Valette et al. (eds.), *Une action publique éclatée?*, *op. cit.* ; S. Schlimmer, *Construire l'État par les politiques foncières*, *op. cit.*

[538] D. Darbon, « Peut-on relire le politique en Afrique via les politiques publiques », art cit, p. 178.

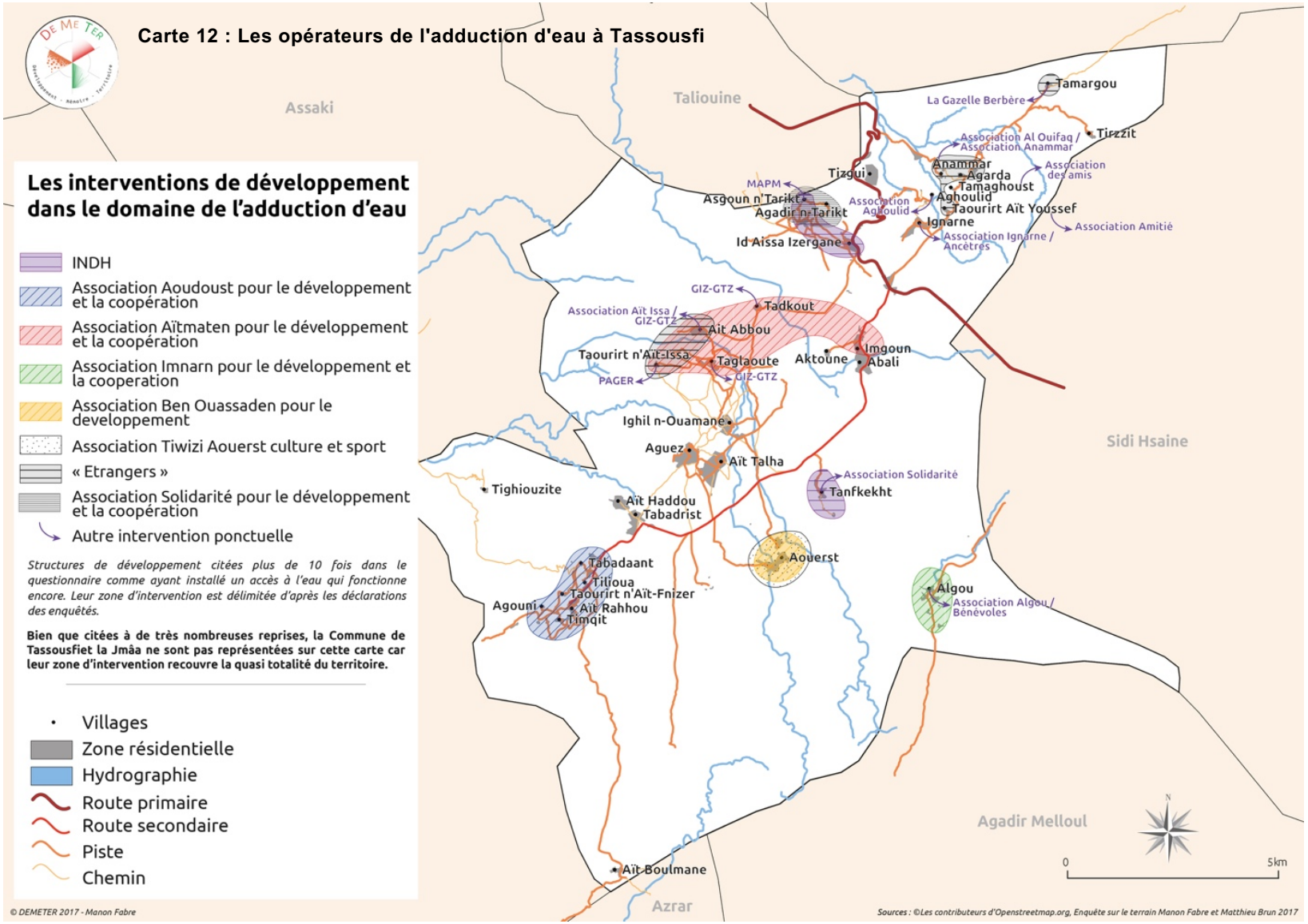
secteurs de l'action publique[539] dont la prise en charge est généralement attribuée à l'administration le sont aussi par des acteurs non gouvernementaux, nationaux et parfois internationaux. La multiplication des acteurs qui prennent part dans le financement et la mise en œuvre de l'aide au développement – donc de l'action publique – a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses recherches et se trouve largement discutée dans la littérature[540].

Les deux cartes suivantes montrent les superpositions et l'enchevêtrement entre la sphère publique et la sphère privée dans la mise en œuvre de l'accès à l'eau potable. Les cartes présentent, dans les communes de Tassousfi au Maroc et d'Anosibe Ifanja à Madagascar, les organisations qui ont, selon les personnes enquêtées, participé à l'installation d'un accès à l'eau qui fonctionne toujours lors de nos enquêtes. Elles sont réalisées à partir des perceptions et souvenirs que les individus enquêtés ont de la structure qui a réalisé l'intervention de développement. Les zones d'interventions de ces structures sont représentées par strates d'après les déclarations des enquêtés pour les structures citées au moins 10 fois. Le nom de celles qui le sont entre 0 et 9 est mentionné sur la carte avec une flèche.

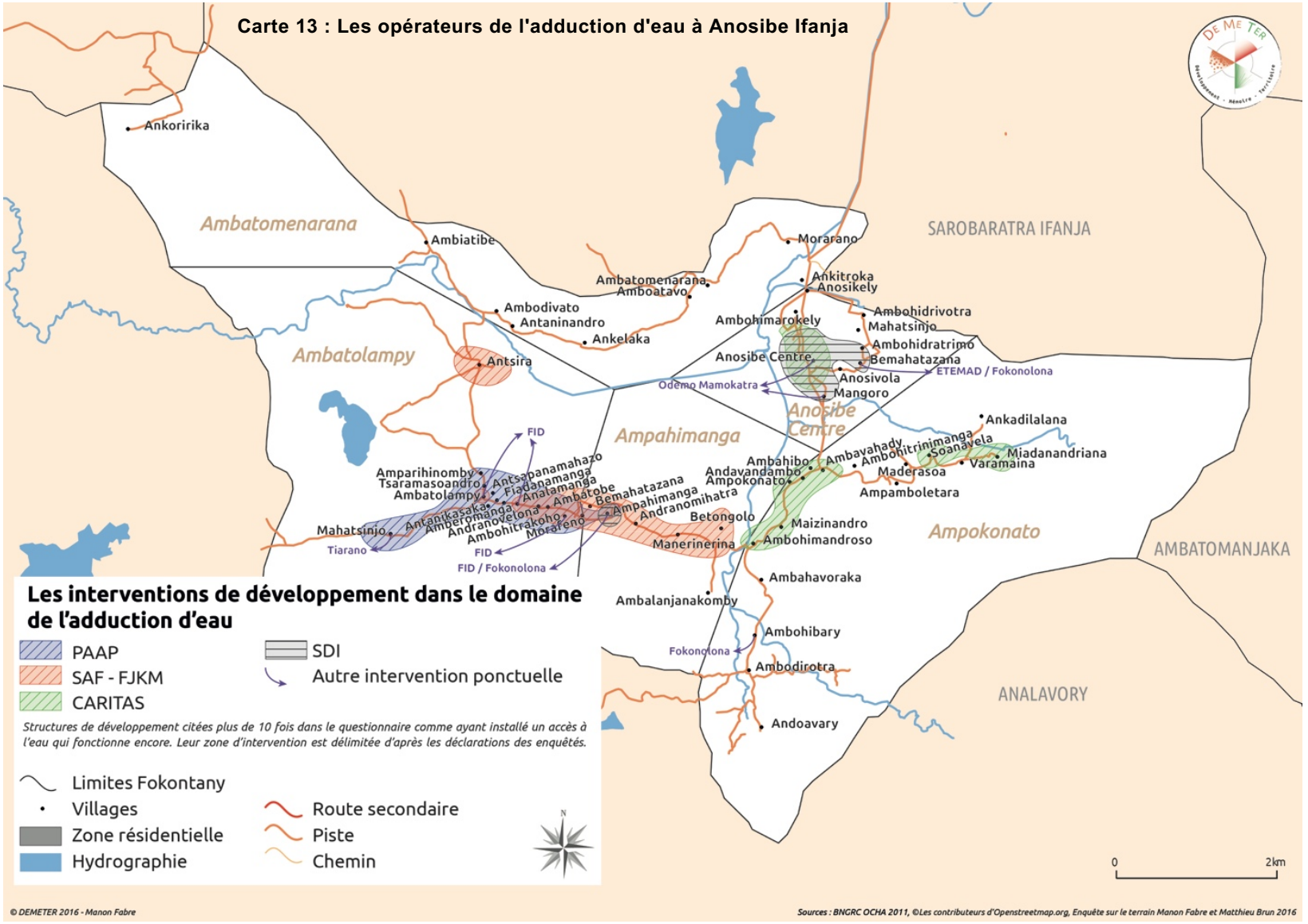
[539] Politiques économique et financière, agricole, culturelle, l'accès à l'électricité etc.)

[540] J.-M Severino et Olivier Ray, « Taking the Measure of Global Aid », *Current history (New York, N.Y.: 1941)*, janvier 2010, vol. 109, p. 35-39 ; P. Lavigne Delville, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, *op. cit.* ; Jean-Jacques Gabas et al., « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », *Mondes en développement*, 8 avril 2014, vol. 165, nº 1, p. 7-22.

Carte 12 : Les opérateurs de l'adduction d'eau à Tassousfi



Carte 13 : Les opérateurs de l'adduction d'eau à Anosibe Ifanja



Les cartes 12 et 13 permettent de représenter sur le plan spatial et thématique les porteurs de l'action publique tels que perçus par les usagers. Elles montrent le caractère co-produit de l'action publique à Madagascar et au Maroc à partir de l'exemple de l'adduction d'eau. Philippe Lavigne Delville et Alicia Tsitsikalos rappellent à ce sujet que, ce que nous décrivons comme du « développement » relève ailleurs, en dehors des pays sous régime d'aide, des politiques économiques et sociales[541]. Les auteurs insistent ainsi sur le fait que l'aide a une influence sur la manière dont sont mises en œuvre les politiques mais aussi et surtout dont elles sont conçues à la lumière de problèmes publics définis collectivement.

Comme le souligne Marc Blangy à partir d'une étude sur un dispositif départemental de prise en charge des toxicomanes en France, « l'action publique apparaît alors non plus comme l'action de l'acteur public, mais comme la résultante de l'interaction d'acteurs occupant des positions hétérogènes, porteurs d'intérêts multiples et qui poursuivent des buts plus ou moins clairs en manipulant des ressources variables en nature et en volume »[542]. Ainsi, les deux cartes montrent quels sont, selon les représentations populaires, les acteurs de cette interaction qui résulte en l'accès à l'eau. Elles permettent également de soulever la question de la superposition des niveaux d'interventions dans des configurations pluri-acteurs. Notons d'ailleurs que l'on peut comprendre cette notion de superposition au niveau scalaire, c'est-à-dire qu'à différents niveaux géographiques ou administratifs, des acteurs différents agissent dans les processus de décisions, de formulation et de mise en œuvre des politiques

---

[541] Philippe Lavigne Delville et Alicia Tsitsikalos, « Les dilemmes de l'action publique dans les pays sous régime d'aide » dans Héloïse Valette et al. (eds.), *Une action publique éclatée ? Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier (APPI)*, Actes du colloque, Toulouse du 2 au 4 décembre 2014., Paris, GRET, 2015, p. 95.

[542] Marc Blangy, « Construction de l'action publique : système et légitimité. Le cas d'un dispositif départemental de prise en charge des toxicomanes », *Politiques et Management Public*, 1996, vol. 14, n° 2, p. 2.

publiques. Or, les cartes présentées ici montrent également que cette superposition d'acteurs se fait à l'échelle même des villages et sur une même intervention.

Aussi, cela questionne d'autant plus le rôle que détient l'administration dans la régulation des politiques publiques. Les premières interventions, qui ont permis l'accès à l'eau potable dans les zones rurales du Maroc, sont le plus souvent, le fait d'organisations (comme Migration et Développement à Tassousfi, voir *infra*) qui agissent dans un espace d'action relativement réduit que les autorités publiques autorisent sans pour autant en être à l'origine. Les bailleurs sont aussi présents, la carte mentionnant ainsi la coopération allemande, la GIZ. Les infrastructures et une partie de la gestion du service de l'eau au Maroc sont aussi prises en charge par l'administration au travers de la compagnie nationale de l'eau potable (ONEP) et du projet PAGER mais aussi du ministère de l'Agriculture ou encore de l'INDH, sans pour autant effacer ou marginaliser l'action des organisations de la société civile. Cette multiplication d'acteurs et la superposition des niveaux d'interventions contribuent ainsi à rendre moins lisibles les engagements pris[543] et complexifient la nature des prises de décisions en matière de politiques publiques qui doivent intégrer cet ensemble d'acteurs[544].

[543] J.-J. Gabas et al., « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », art cit, p. 12.

[544] Dans un autre contexte du continent africain, l'Éthiopie et au sujet des politiques de sécurité alimentaire, nous avons mis en exergue la centralité du *politics* dans les interventions de développement et la manière dont les bailleurs négocient à partir de leurs marges de manœuvre et de leurs référentiels d'action publique des changements de politiques publiques, voir Pierre-Marie Aubert et al., « From aid negotiation to aid effectiveness: the case of food and nutrition security in Ethiopia », *Third World Quarterly*, 22 septembre 2017, vol. 39, nº 1, p. 104-121.

3.4.1.2. « Qui intervient ? » : une question complexe

Ces deux cartes conduisent également à apporter des éléments de réponse à la question qu'est-ce qu'un opérateur ? Les acteurs représentés sur la carte à partir des déclarations des individus sont en effet de natures très différentes. Comme c'est le cas pour les autres secteurs d'action publique, les opérateurs peuvent à la fois être des institutions formelles comme la Banque mondiale, l'ONG française Agrisud ou Caritas, il peut aussi s'agir d'individus, comme un agent communautaire de santé, ou encore de programmes (PSDR, Cresed sur l'éducation à Madagascar etc.) qui, sur le terrain, disposent ou non d'une équipe, de locaux etc.

En analysant les différentes entités nommées dans le cas de l'adduction d'eau et en utilisant une approche séquentielle des politiques publiques[545], on constate qu'elles interviennent à différentes phases du processus qui a conduit à l'installation (et à l'entretien) des infrastructures d'accès à l'eau potable. La notion de cycle dans l'analyse de politiques publiques est généralement utilisée pour analyser les différentes opérations[546] nécessaires au déroulement d'une politique publique afin d'en identifier les acteurs et les processus de manière ordonnée. Bien que cette grille de lecture ait fait l'objet de nombreuses discussions et critiques[547], elle semble bien adaptée à l'analyse de l'aide au développement dans la mesure où l'essentiel de la *praxis* des professionnels de l'aide est rythmé par la gestion en cycles de projets. Dans le cas de la commune de Tassousfi, une quinzaine

---

[545] Harold D Lasswell, *The decision process: seven categories of functional analysis*, College Park, Bureau of Governmental Research, College of Business and Public Administration, University of Maryland, 1956 ; Charles O. Jones, *An introduction to the study of public policy*, Belmont, Calif., Etats-Unis d'Amérique, Wadsworth Pub. Co., 1970, 170 p.

[546] Le cycle se décompose schématiquement chez Jones de la manière suivante : mise sur agenda, formulation, décision, mise en œuvre, évaluation, terminaison

[547] B. Jobert et P. Muller, *L'État en action*, *op. cit.* ; Peter Bridgman et Davis Glyn, « What Use is a Policy Cycle? Plenty, if the Aim is Clear », *Australian Journal of Public Administration*, septembre 2003, vol. 62, nº 3, p. 98-102.

d'opérateurs ou acteurs sont cités. Ils peuvent intervenir à différentes phases du cycle. La mise à l'agenda de la question de l'accès à l'eau potable peut venir à la fois des ALD, de la commune ou de la communauté organisée et représentée dans la collectivité ethnique qu'est la *jmâa*. Les agences de coopération et programmes de développement comme la GIZ, l'INDH ou PAGER peuvent intervenir dans la phase de formulation pour l'appui technique mais aussi dans le financement des différents projets ou leur réalisation. Il en va de même pour l'ALD qui participe en nature ou en co-financement aux travaux. Dans certaines communes, des étrangers (agents de l'entreprise française EDF par exemple) participent aux travaux, livrent des équipements. Les étrangers sont d'ailleurs aussi identifiés comme bénévoles. De plus, dans le cas marocain, une même intervention peut avoir nécessité l'intervention de différentes structures et individus dont la population se souvient de manière différenciée. Les individus peuvent ainsi imputer une intervention à différentes organisations ou acteurs en fonction de leur connaissance du projet et des configurations d'acteurs, de leur participation et de leurs représentations.

Le cas choisi ici permet d'entrevoir les différentes formes de superposition dans les représentations individuelles et offre la possibilité de démontrer la complexité de la question : qui intervient ? On pourrait cependant objecter que les indications des individus se réfèrent à des interventions différentes qui ne sont pas synchroniques. Cela a en effet pu être le cas. Mais, souvent, sur une même intervention des acteurs différents interviennent et laissent une trace différenciée dans la mémoire des individus. Prenons le cas, à Madagascar, du Programme d'appui à la santé maternelle et infantile (Pasmi). Pasmi est un programme mis en œuvre dans la région Itasy et Bongolava à Madagascar par un consortium d'ONG françaises (GRET, Action contre la faim, Mouvement français pour le planning familial, Handicap international, Santé sud et Médecins du monde) entre janvier 2014 et mars

2017. Il est financé par l'AFD et vise à réduire la morbidité et la mortalité[548] maternelles et infantiles par l'accès aux soins dans les Centres de santé de base (CSB) et les cabinets médicaux communautaires ainsi que par la formation et l'appui à des agents communautaires de santé. Les activités du programme Pasmi sont de plusieurs types : vaccinations, suivi des grossesses, pesée et mesure des nourrissons et enfants, formation communautaire sur l'alimentation, les risques sanitaires etc. Ce programme est cité dans l'ensemble des communes malgaches de cette étude. Comme nous l'avons observé au cours des entretiens, les habitants[549] des quatre communes se souviennent différemment de ce programme en fonction des activités auxquelles ils ont participé, des interlocuteurs qu'ils ont eus, du lieu dans lequel ils se sont rendus, de la connaissance des acteurs du programme etc. Ainsi, le GRET, le Mouvement français pour le planning familial sont par exemple cités à plusieurs reprises dans la commune de Miarinarivo. A d'autres endroits, en référence à Pasmi, ce sont les agents communautaires de santé qui sont nommés mais aussi les Centres de santé de base ou l'hôpital.

L'exemple du programme Pasmi révèle que pour un même programme (voire pour une même activité), les éléments qui composent le souvenir varient grandement d'une personne à l'autre. Cette plongée dans le monde du développement par la mémoire du développement permet donc de rendre compte de la complexité des configurations et de la trace qui en reste au cours du temps. Cet exemple montre aussi combien il est particulièrement biaisé de considérer la mémoire comme un outil de l'évaluation, au sens des professionnels de l'aide, c'est-à-dire une recherche de causalité et d'imputabilité entre un résultat et une action et donc un opérateur. La mémoire demeure en effet infidèle à l'Histoire et le souvenir instable dans le temps. Certains éléments sont ainsi recouverts par d'autres, comme c'est le

[548] La morbidité désigne l'état de maladie ou la fréquence d'une maladie et la mortalité désigne plus souvent une fréquence de décès.

[549] Bien que Pasmi ait particulièrement ciblé les femmes et les jeunes enfants, les hommes ont également fait mention de ce programme dans nos enquêtes.

cas d'opérateurs qui ont tellement marqué les individus que des interventions leur sont attribuées alors qu'elles ne sont pas de leur fait. De même des actions leur sont attribuées en dehors des périodes au cours desquelles elles ont été mises en œuvre. Nous revenons dans la section suivante sur cette dimension de l'instabilité du souvenir.

3.4.2. Des opérateurs qui en recouvrent d'autres : le cas du PSDR

En analysant les données issues des enquêtes par questionnaire et des entretiens sur le programme Pasmi, nous constatons effectivement que les individus y font référence à des périodes historiques éloignées de celle au cours de laquelle le projet est mis en œuvre. Ainsi plusieurs personnes, à Miarinarivo ou encore à Ampefy, partagent des souvenirs de Pasmi en 2000 mais aussi en 2010[550]. Dans cette section, nous proposons d'insister sur la manière dont, dans les souvenirs, certains opérateurs recouvrent les autres. En d'autres termes, des opérateurs (institutions, projets ou programmes) débordent du cadre dans lequel ils s'inscrivent. Pour ce faire, nous prenons le cas du Programme de soutien au développement rural (PSDR) qui est déployé à Madagascar entre 2001 et 2012. L'encadré ci-après présente brièvement ce programme et ses principales activités.

[550] Comme indiqué plus haut ce programme a été mis en œuvre entre 2014 et 2017.

Encadré 9 : Le Programme de soutien au développement rural (PSDR) en Itasy

Le Programme de soutien au développement rural (PSDR) est un programme financé par la Banque mondiale à partir de 2001 et mis en œuvre jusqu'en 2012 dans toutes les régions malgaches. Il s'inscrit, comme le souligne le rapport PID8404 de la Banque mondiale, dans un contexte de relance des financements multilatéraux sur la production agricole après plusieurs années de sous-investissement. Il fait suite au Programme national de vulgarisation agricole (PNVA) achevé en 1997 et vise le soutien aux activités directement liées à la production. Le PSDR est un produit du Plan national d'action pour le développement rural (PADR) élaboré en 1999 qui prévoit la mise en place de dispositifs de définition par les acteurs locaux des priorités de développement pour leur communauté. Les projets locaux doivent ainsi être portés par des groupements paysans composés de 15 personnes au minimum (dont au plus 1/3 des membres peuvent appartenir à la même famille). Ces groupements ne peuvent être financés normalement qu'une seule fois et leur demande doit être conforme aux Programmes communaux de développement. Dans chaque province des unités d'exécution s'assurent de cette conformité et suivent la mise en œuvre des projets. Dans les quatre communes d'enquêtes, de nombreux projets sont financés et ont concerné la construction d'infrastructures (barrages, décortiqueries de riz, greniers collectifs etc.), l'élevage de vaches laitières, de poulets *gasy*, la pisciculture, le maraîchage (haricots verts) etc. À la suite de l'installation de la Haute autorité de transition (HAT) dirigée par Andry Rajoelina le 17 mars 2009, la Banque mondiale suspend toutes ses aides au développement en faveur du gouvernement de transition à partir de l'été 2009. Les financements prévus pour le PSDR sont réactivés à partir de juillet 2010.

Le PSDR est l'un des « opérateurs » qui est le plus cité dans l'enquête par questionnaire dans l'ensemble des communes malgaches sur une période allant de 1965 à 2016, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'enquête est réalisée. Dans les entretiens effectués, nos interlocuteurs parlent du PSDR au présent comme un projet toujours actif. Il y a aussi de nombreuses citations du PSDR dans les années 1970, 1980 et 1990, bien avant son lancement par la Banque mondiale et l'administration malgache en 2001. Ce programme est donc cité par erreur par les personnes enquêtées. Il ne s'agit pas de s'arrêter à ce constat qui n'est certes pas étonnant si l'on considère la complexité du processus de reconstruction du souvenir. Nous expliquons ici les raisons pour lesquelles un souvenir générique imputé au PSDR domine le processus de reconstruction des souvenirs et la mémoire toute entière.

Le PSDR est un programme qui a duré longtemps, ce qui est suffisamment rare pour être souligné tant la durée des projets dans la sphère du développement a tendance à se réduire. Les activités mises en œuvre dans le cadre du PSDR sont également de nature différente, elles concernent la construction d'infrastructures, le don de matériel, l'appui à la production agricole etc. (voir encadré 9). De plus, l'empreinte physique du programme dans l'espace est très importante, les infrastructures construites dans le cadre du PSDR sont marquées comme telles et on trouve également le long de la route goudronnée des panneaux et stèles installées là où il y a des activités ou des groupements, comme l'illustre l'image 5.



Image 5 : Stèle du PSDR (RN1, Itasy, Matthieu Brun, 2015)

Compte tenu de la grande variété des activités entreprises, la trace laissée par le PSDR dans les mémoires ne se situe pas uniquement dans la sphère agricole ce dont témoigne l'extrait d'entretien ci-dessous :

> « (…) oui c'est vrai que l'agriculture et l'élevage se trouvent dans ce programme mais vous savez le PSDR s'occupe de tellement de choses. Il est sur l'agriculture mais ses bénéfices pour nous sont aussi dans la santé, grâce aux barrages par exemple »[551].

On prête ainsi au PSDR des effets dans de nombreux secteurs comme l'agriculture, l'environnement, la santé, la gouvernance, la vie quotidienne

[551] Individu n°4 (homme, entre 40 et 60 ans, agriculteur, agent communautaire de santé pour le programme Pasmi), *focus group* à Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

etc. ce qui contribue à créer une image floue ou brouillée du réel, c'est-à-dire de ce à quoi participent véritablement les individus. Ces derniers attribuent au PSDR un mode de fonctionnement des projets qui est très fréquent aujourd'hui en Itasy : le fonctionnement par groupements d'individus. Il s'agit d'un changement organisationnel notable pour les habitants qui voient certaines personnes et certains groupements capter des avantages liés au PSDR, souvent au détriment de ceux qui ne disposent pas de capacités d'organisation ou de mobilisation suffisantes (voir chapitres 4 et 5). Ce mode de gestion des projets par les bailleurs est au cœur du PSDR, pourtant le programme n'est pas le seul à baser son action sur ces principes. D'autres projets l'ont fait auparavant et après lui mais beaucoup d'individus attribuent la gestion par groupements uniquement au PSDR. En outre, il n'est pas surprenant non plus que le programme soit cité après 2012 dans la mesure où la Direction régionale de l'agriculture et du développement rural (DRDR – DRDA) reprend les missions et le suivi du programme. Les équipes du PSDR sont intégrées aux services déconcentrés, et effectuent le suivi des activités et financent de nouvelles opérations sur le même mode de fonctionnement. Enfin, dans les souvenirs des individus le PSDR est présenté comme un projet qui revient sans cesse :

> « Je voudrais dire aussi qu'il y a des projets qui reviennent et je pense au PSDR. Il a existé auparavant puis il revient. Par exemple, il y a une époque où le PSDR a financé des cages pour les pêcheurs du lac. Ils ont formé un groupement et c'est à partir de la création de ce groupement que les financements du PSDR arrivent. Moi, je n'étais pas membre de ces groupements. Après, bon… le projet s'est retiré parce qu'il y a eu des détournements de fonds. C'est le problème dans la gestion des groupements, tous les membres n'ont pas la même vision, il y a des divergences d'opinions, c'est difficile de diriger un groupement à cause de cela. Il y a ceux qui ne font que profiter et il y a ceux qui font leur possible pour le bien du groupement. C'est pour cette raison que le PSDR s'est retiré. Mais maintenant, comme nous pouvons le voir

autour de nous, le PSDR revient, il finance de nouveau. C'est pourquoi j'ai dit que le PSDR est un projet qui revient souvent »[552].

Le projet « cage » dont il est question dans cet extrait est, selon nos recherches, piloté par la FAO et non le PSDR, mais sur la base de la création de groupements. Cet extrait d'entretien illustre le fait que, comme le montre la littérature en sciences cognitives, les évènements qui se répètent à une fréquence relativement élevée et qui sont similaires, limitent la création d'un souvenir particulier et participent de la production d'un souvenir générique. Ce dernier est dominé par des expériences qui sont plus intenses que les autres ou dont la visibilité est plus importante. On retrouve une fois de plus l'idée avancée plus haut selon laquelle le souvenir est reconstruit dans un exercice, qui demeure incontrôlable par le chercheur, d'allers-retours dans le temps. On pourrait ainsi dire métaphoriquement que les souvenirs se contaminent les uns aux autres dans le processus de reconstruction de la mémoire, ce qui en fait un objet instable et un outil infidèle au réel.

Malgré cette limite inhérente à la mémoire, les habitants des différentes communes de cette étude se souviennent d'un grand nombre d'opérateurs. Il nous faut dès lors les classer et les catégoriser afin de pouvoir analyser plus finement les perceptions populaires de celles et ceux qui font le développement et pour pouvoir tirer des conclusions sur l'organisation des configurations développementistes et des processus de développement.

[552] Individu n°2 (femme, entre 40 et 60 ans, agricultrice, agent communautaire de santé pour le programme Pasmi), *focus group* à Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

3.4.3. Essai de typologie des « opérateurs » : le développement vu « d'en bas » ?

A partir des résultats des enquêtes par questionnaire et de la longue liste d'opérateurs différents récoltée, nous avons entrepris de les identifier et de les rassembler dans des catégories pour produire une méta-analyse. La réalisation de ces catégories est possible par le croisement de plusieurs critères en fonction des différents types d'interventions. Ces critères ont trait à la nationalité de la structure (est-elle marocaine, malgache, étrangère aux deux pays, multilatérale ?), de son statut (public ou privé ; gouvernemental ou non gouvernemental), de ses affiliations politiques ou religieuses, de son mode de gouvernance (associatif, coopératif). En fonction de ces éléments et des contextes marocain et malgache, plusieurs catégories d'opérateurs sont définies. Comme n'importe quel travail de généralisation, la constitution d'une typologie n'est pas sans biais ni limites y compris quand celle-ci est réalisée de manière manuelle sur 628 structures différentes[553]. Nous discutons ces biais plus loin car les problèmes posés par la réalisation de ces catégories renseignent également la manière d'analyser les perceptions des individus sur les opérateurs de développement.

3.4.3.1. Catégoriser pour déterminer le « poids » des différents opérateurs dans les mémoires

[553] De nombreuses étapes sont nécessaires à la réalisation de la base de données et donc du traitement des opérateurs, depuis la saisie des questionnaires jusqu'à l'exploration statistique des données. Nous avons en effet recoupé les informations, harmonisé les orthographes, et effectué des recherches sur les acteurs, programmes et projets de développement cités. Beaucoup d'opérateurs ne sont pas facilement identifiables à partir des archives, les entretiens ont d'ailleurs apporté des éléments décisifs d'identification.

Une première catégorisation permet de constituer quatre groupes qui sont ensuite partagés en sous-catégories permettant d'analyser plus finement les différents opérateurs cités au Maroc et à Madagascar. Toutes ces structures sont citées au cours des enquêtes par questionnaire. Dans notre analyse, l'ensemble des opérateurs cités dans le cadre d'une question portant sur des interventions de développement[554] est pris en compte.

Le premier groupe est celui composé des intervenants étrangers, c'est-à-dire les bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux, les entreprises étrangères, les ONG étrangères (ou internationales) ainsi que les projets ou programmes qu'ils ont mis en œuvre et qui sont cités en tant qu' « opérateur ».
Le deuxième est constitué des organismes publics qui relèvent de la gestion de l'administration centrale, décentralisée ou déconcentrée (ministères, directions régionales ou provinciales, communes, « État »).
Le troisième est formé par les structures de la société civile nationale (ONG, coopératives, syndicats, partis politiques, institutions religieuses nationales, entreprises, y compris les entreprises publiques[555]).
Enfin, le quatrième groupe est composé des « structures traditionnelles » par opposition aux organisations contemporaines que sont les ONG qui ont émergé depuis les années 1990. Le terme « traditionnel » ne revêt en aucun cas un sens péjoratif pour nous. Il s'agit au Maroc de la tribu et de son organe de concertation composée des représentants des différents lignages, la *jmâa* et à Madagascar du *fokonolona*[556]. Ces dernières sont différenciées dans les

[554] En plus d'avoir exclu les questions se référant aux institutions qui pourraient financer des projets ou recueillir des nouvelles idées, nous n'avons pas pris en compte les structures citées dans les questions qui concernent l'appartenance individuelle à des ONG, à des coopératives etc. (question 25)

[555] Les entreprises publiques auraient pu être intégrées à la catégorie des organismes du secteur public mais, comme ce travail est basé sur une profondeur historique importante il aurait été difficile de classer certaines d'entre elles dans la mesure où une partie a été privatisée et/ou nationalisée. En outre, à la lumière des entretiens menés, nos interlocuteurs ne lient pas automatiquement les entreprises publiques à l'administration ou au gouvernement. Il apparaît donc plus pertinent et moins biaisé de considérer les entreprises publiques et privées ensemble dans une catégorie à part de celle des organismes publics.

[556] Pour rappel, ce terme désigne une « communauté de terroir », ce fut aussi comme le précise Didier Galibert une circonscription territoriale de base entre 1973 et 1976,

catégories des organisations de la société civile tant leur nature, leur mode de fonctionnement et le degré de formalité des processus de fonctionnement ou de décision s'y référant sont différents des institutions qui composent la catégorie précédente.

À partir de cette catégorisation, deux types de traitement de données sont réalisés pour rendre compte non seulement du nombre d'opérateurs par sous-catégories mais aussi de leurs poids respectifs dans les souvenirs.

La première série de diagrammes (figure 11) permet de rendre compte des effectifs de chaque catégorie d'opérateurs. Plus la taille des plages de couleur dans le cercle est grande plus le nombre d'opérateurs cités par les enquêtés dans la catégorie est important. Les légendes listent par ordre décroissant les catégories.

Au Maroc, une catégorie spécifique est créée pour comptabiliser les Associations locales de développement (ALD). Elles sont en effet séparées des ONG nationales pour les différencier. Leur nombre est important puisque dans chaque village il existe le plus souvent au moins une, voire plusieurs ALD. À la différence des opérateurs contenus dans la catégorie ONG, leur échelle d'action est circonscrite à un *douar* ou à un groupe de douars. À la différence des ALD, des ONG marocaines peuvent intervenir dans plusieurs communes, provinces et régions, c'est par exemple le cas de Migration et Développement dont les actions sont ou ont été mises en œuvre dans les trois communes concernées par cette étude mais pas uniquement. Les ONG nationales représentent au Maroc, dans les souvenirs des individus, le contingent d'opérateurs de développement le plus important. Il faut aussi noter au Maroc et à Madagascar l'importance quantitative des structures nationales (ALD, ONG nationales, organismes publics, coopératives, entreprises nationales) comparées aux structures étrangères. Elles

---

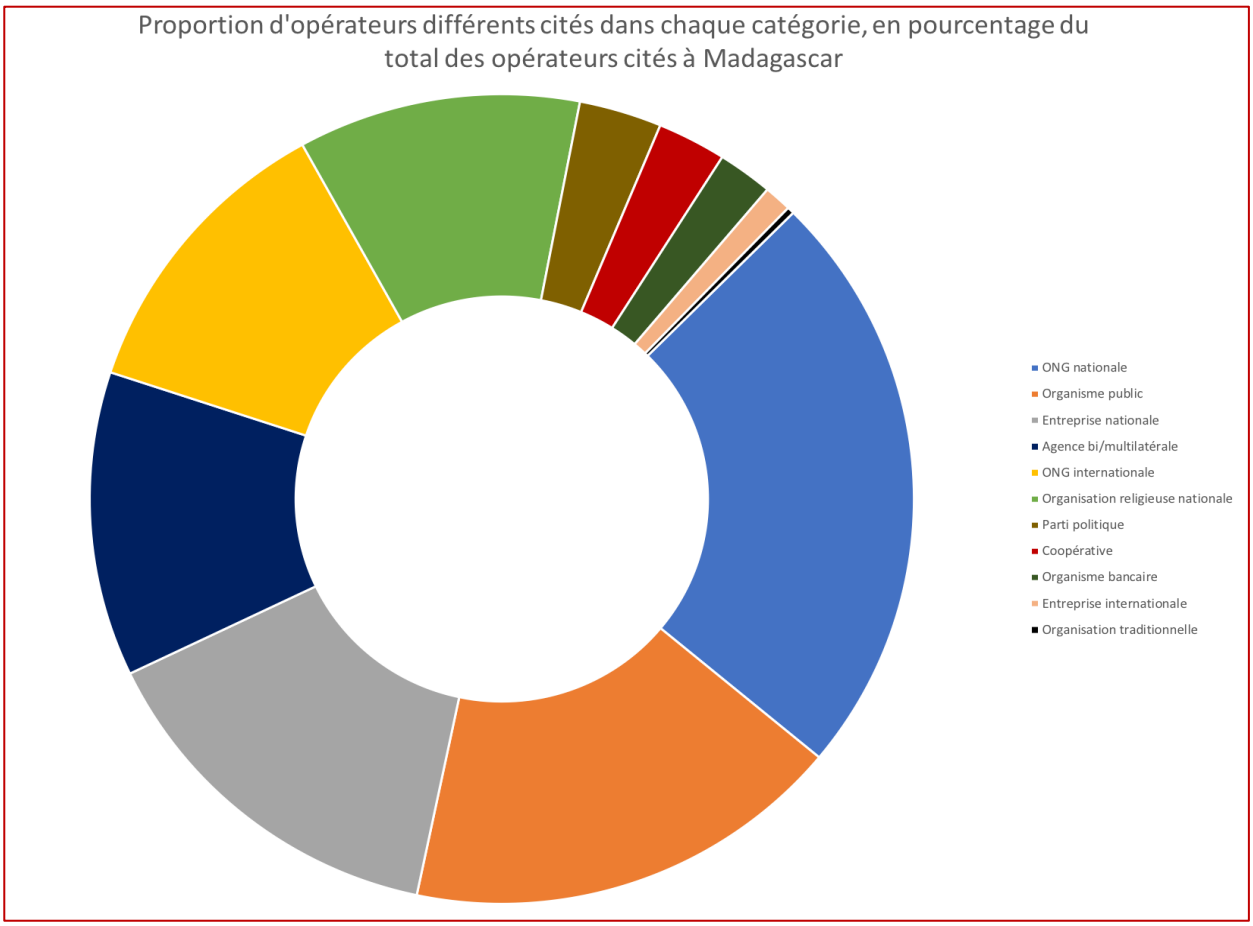
Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002), *op. cit.*, p. 557.

représentent plus de neuf dixième du cercle au Maroc et deux tiers de celui réalisé pour Madagascar.

Comme on pouvait s'y attendre, il y a des catégories dans lesquelles les opérateurs sont très nombreux et d'autres au contraire ou leur nombre est plus faible. À la lumière de ces différences, il faut introduire une autre variable quantitative dans l'analyse. Il s'agit en effet de comptabiliser le nombre de fois où des interventions de développement sont attribuées à ces différentes structures. Une fois agrégées, ces données permettent ainsi d'analyser le poids de chaque catégorie. Ces informations sont représentées dans la figure 12. Notons que les couleurs choisies pour distinguer les opérateurs sont les mêmes dans les deux séries de figures, au Maroc et à Madagascar, ce qui permet de comparer rapidement le nombre de structures par catégorie et la quantité de fois où elles sont citées dans l'enquête par questionnaire.

Ainsi à Madagascar le nombre d'agences bi et multilatérales cité est faible par rapport à l'ensemble des structures citées (4ème contingent dans le diagramme circulaire de la figure 11) mais leur poids est très important, c'est-à-dire qu'elles sont beaucoup citées. Au Maroc, les enquêtés ont mentionné un grand nombre d'ONG nationales différentes lors des enquêtes mais elles ont fait peu d'interventions sur les territoires. Le cas des organisations traditionnelles au Maroc est aussi un bon exemple. La *jmâa* est considérée comme un organisme unique bien qu'il soit différent dans chaque douar, c'est la raison pour laquelle dans le diagramme circulaire son effectif est faible, mais, en termes de poids relatif, les organismes traditionnels tiennent une place très importante dans les souvenirs des individus qui leur ont attribué un grand nombre d'interventions.

Figure 11 : Les opérateurs du développement au Maroc et à Madagascar (proportion d'opérateurs différents dans chaque catégorie en %)



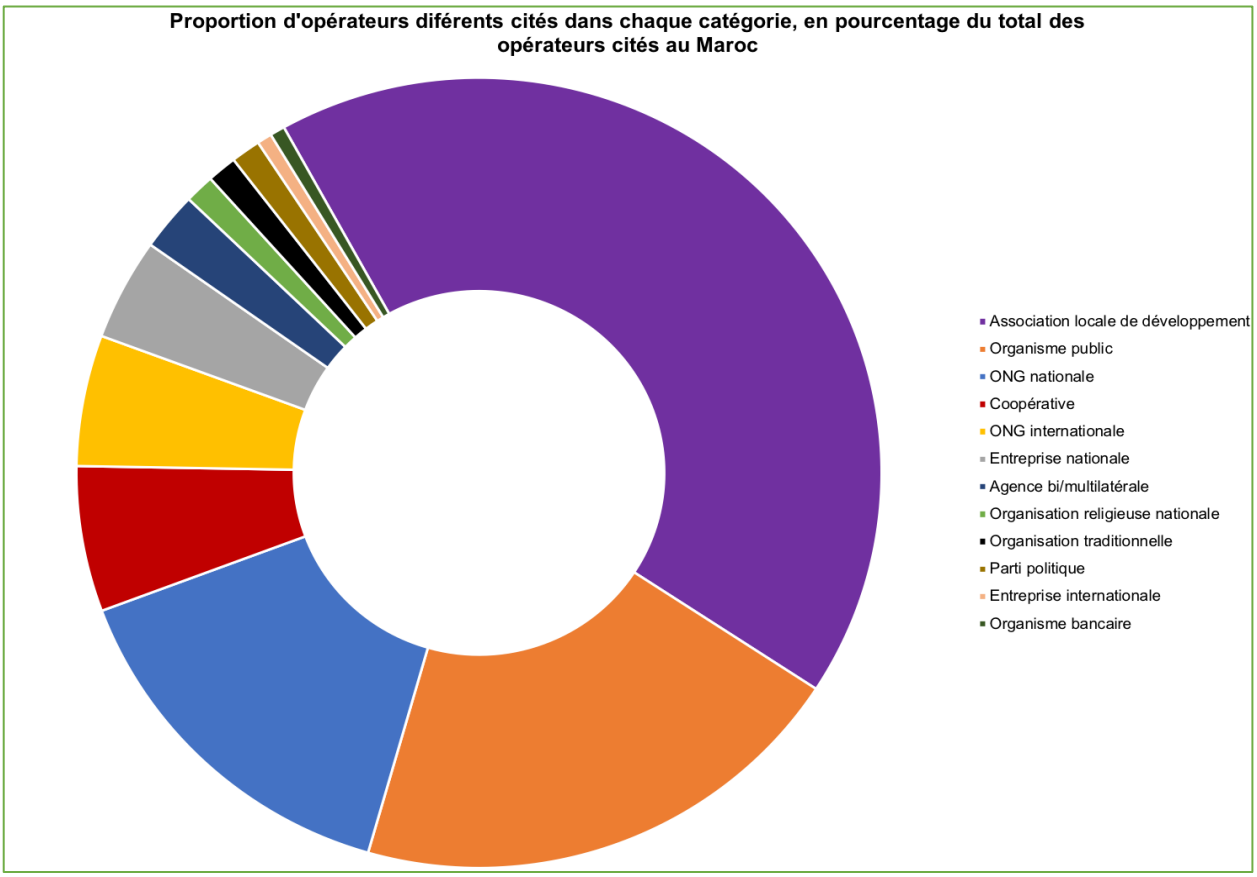
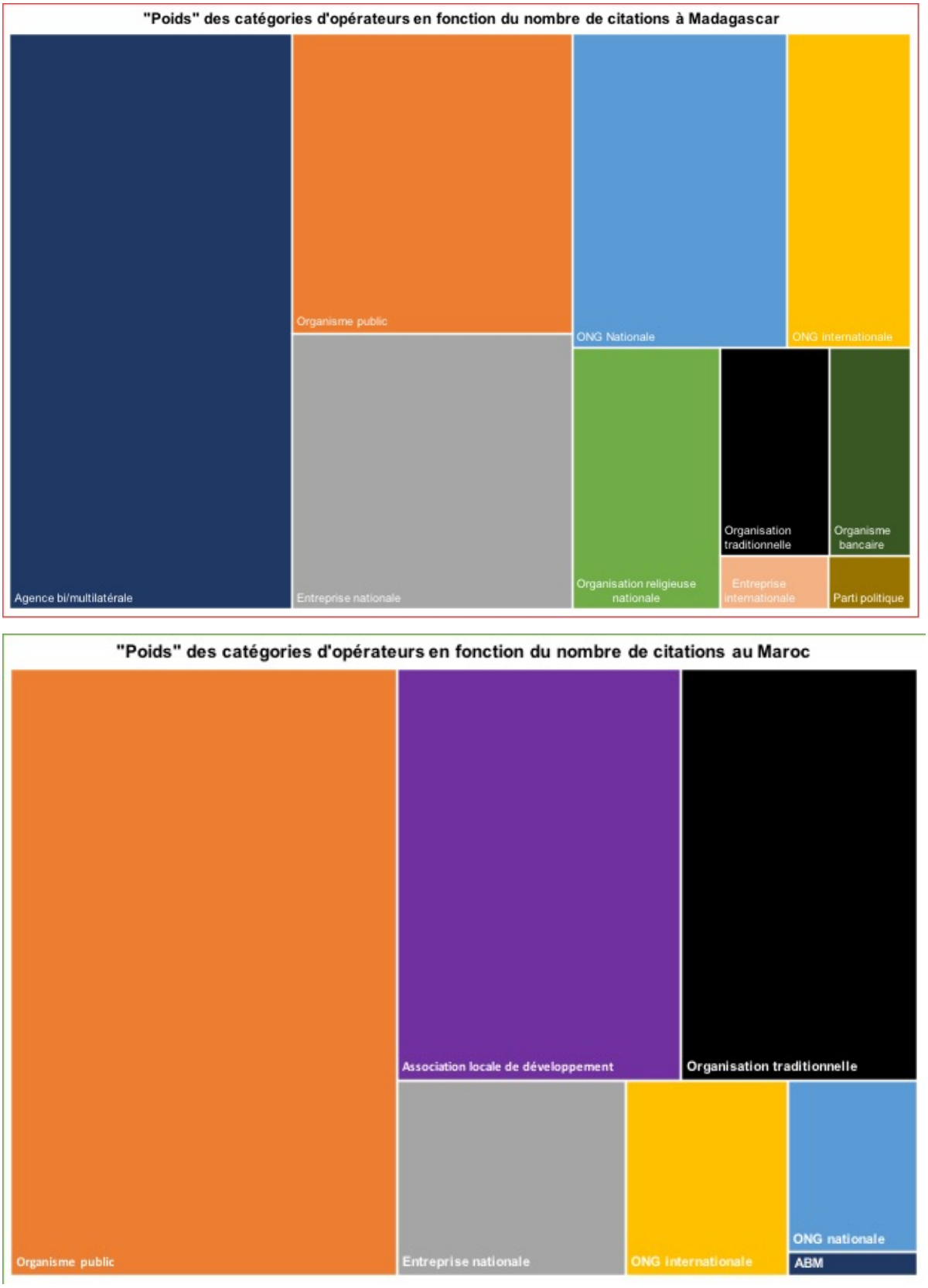


Figure 12 : "Poids" des catégories d'opérateurs en fonction du nombre de citations à Madagascar et au Maroc



Explorer le poids de ces structures dans les réponses des personnes enquêtées offre la possibilité de définir et d'analyser la trace laissée par les opérateurs de développement. Ces données montrent ainsi la configuration développementiste du point de vue de la population et non pas de celui des professionnels de l'aide si bien que cette inversion de regard offre la possibilité de travailler sur les perceptions populaires du développement « par le bas ». Nous insistons à dessein sur le terme de « perceptions » car les éléments présentés sont éloignés d'une vérité historique. Ils correspondent à ce dont se souviennent les habitants à un moment précis sans que nous y ayons introduit un quelconque travail de vérification des faits rapportés. Il faut aussi insister sur le fait que ces groupes et ces catégories sont particulièrement poreuses, pour reprendre la métaphore de la géologie. En effet, on constate à la lecture des figures qui suivent, que certains opérateurs sont classés dans une catégorie mais peuvent parfois se situer à l'intersection de plusieurs.

En outre, ces figures présentent un état des opérateurs de développement qui ne prend pas en compte la dimension temporelle. On relève en effet une évolution au cours du temps des catégories d'opérateurs, ce qui traduit le mouvement de complexification progressive des configurations développementistes à différentes échelles. Dans le cas de Madagascar, on observe que, de la fin des années 1920 jusqu'à la fin de la période interventionniste de l'État malgache au début des années 1980, les opérateurs sont principalement des entreprises publiques ou coloniales comme le Seita (Service d'exploitation industrielle de tabacs et allumettes) l'Ofmata (office malgache des tabacs) créé en 1969 et la Sinpa (Société d'intérêt national des produits agricoles), de grands bailleurs de fonds comme la FAO mais aussi la structure traditionnelle qu'est le *fokonolona*. Après la période des ajustements structurels, de grands programmes comme Seecaline ou Cresed sont cités. Cela correspond d'ailleurs à une période où les programmes « sociaux » (santé, éducation) sont cités en plus grand nombre. Alors que, comme indiqué dans le chapitre premier, la période de

l'ajustement structurel au cours de la décennie 1980 et 1990 a fortement affaibli les capacités de l'État à mettre en œuvre les politiques publiques, il faut attendre le début des années 2000 pour que les souvenirs des interventions opérées par les ministères (santé, éducation nationale etc.) puis des administrations régionales et des communes à partir de 2010, deviennent de plus en plus nombreux. La baisse voire la disparition des interventions que l'on pourrait rapidement qualifier comme relevant de l'État dans cette période d'ajustement structurel est particulièrement visible dans la commune d'Ampefy. Ce n'est qu'après les années 2000 que les organismes publics recommencent à être plus cités. C'est d'ailleurs à cette même période que les ONG malgaches (Fikrifama, Amadese, le département pour le développement crée au sein de l'Église de Jésus Christ à Madagascar (SAF-FJKM) etc.) et étrangères (WWF, Cicafe, Agrisud, Change Onlus etc.) apparaissent dans les réponses aux enquêtes. Cette diversité d'acteurs renforce l'idée avancée dans la littérature qui traite de l'analyse des politiques publiques dans les pays du Nord d'une action publique éclatée et fragmentée.

3.4.3.2. De l'importance des structures d'intermédiation entre l'habitant et la configuration développementiste

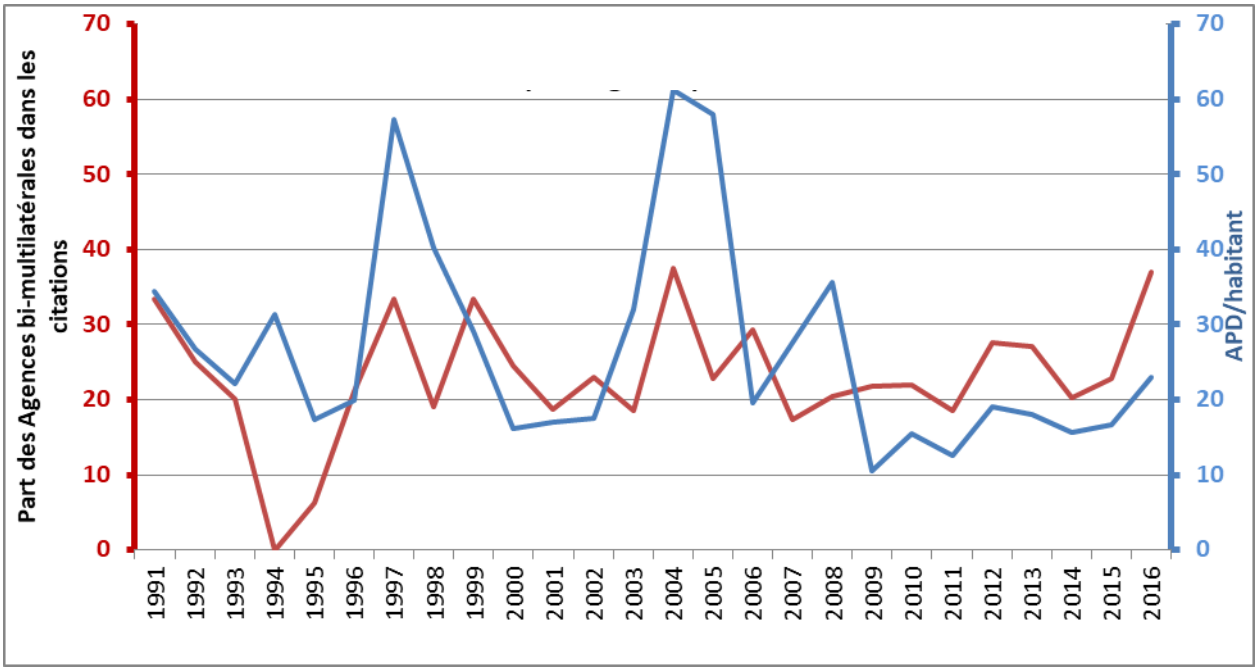
Que ce soit à Madagascar ou au Maroc, on constate que le poids des structures identifiées comme nationales est très important. En d'autres termes, les interventions dont se souviennent les habitants enquêtés sont attribuées par ces derniers à des organisations malgaches ou marocaines. Il s'agit des ALD et autres ONG nationales, mais aussi des entreprises, des organismes publics, des organisations religieuses et des organisations traditionnelles. En plus d'être nombreux sur le plan de l'effectif, comme l'indique la figure 11, un grand nombre d'interventions est attribué aux opérateurs nationaux.

Bien qu'à Madagascar la catégorie qui a le plus grand poids dans les souvenirs soit celle des bailleurs bilatéraux et multilatéraux (31 % des citations), il faut noter qu'une fois agrégée, la part des opérateurs malgaches représente 56 % des interventions rapportées mentionnant un opérateur. La figure 12 montre aussi très bien le poids des structures marocaines dans l'ensemble des souvenirs.

Ces constats contredisent l'intuition ou l'hypothèse qu'un opérateur ou un chercheur pourrait formuler, selon laquelle en matière de souvenirs des interventions de développement les attributaires ou habitants des localités sous régime d'aide se souviendraient et citeraient des opérateurs classiques des mondes de l'aide. Plus encore, alors que les acteurs internationaux du développement mettent en avant l'absence ou la faiblesse des institutions publiques pour justifier leurs actions, force est de constater que l'empreinte qu'ils laissent est moindre et que ce postulat n'est pas ressenti comme tel par la population.

Notons d'ailleurs que dans les travaux que nous avons conduits au sein du projet DEMETER en vue de la publication d'un numéro spécial de la revue *Afrique Contemporaine*, une corrélation entre les variations du nombre de citations des acteurs de l'aide et les variations de l'aide publique au développement a été identifiée ce qu'illustre le graphique suivant réalisé par Ghislain Brégeot.

Figure 13 : Évolution APD/hab et part de citations des agences bi et multilatérales à Madagascar



Source : Ghislain Brégeot, à paraître dans *Afrique Contemporaine*.

Sources des données : Nombre de citations, *Demeter* ; APD, *OCDE* ; Nombre d'habitants, *FAO* ;

Ghislain Brégeot note d'ailleurs que si le montant par habitant de l'APD est sensiblement le même au Maroc (26,7$) et à Madagascar (25,59$) la réalité perçue par les habitants est très différente dans la mesure où il y a très peu de citations de bailleurs bi et multi latéraux au Maroc comme indiqué plus haut.

Ces différences de perception nous invitent à reconfigurer les visions de ce qu'est le développement et plus précisément de « qui » le fait. Une distinction est souvent opérée entre ce qui relève de la configuration développementiste internationale et ce qui tient des politiques publiques nationales. Or nous avons montré dans les sections précédentes, à l'appui de la littérature issue des travaux de sociologie de l'action publique dans les pays africains, qu'il y a une internationalisation des politiques publiques et un éclatement de l'action publique entre différents types d'acteurs. Force est de constater, à la lumière de nos enquêtes, que dans la mémoire des individus il n'est que

difficilement possible de distinguer ce qui relève des politiques gouvernementales de ce qui a trait à l'aide.

Cette difficile distinction est due au moins en partie au fait que les habitants ont une connaissance différenciée et fragmentaire des processus, des acteurs et des différentes configurations de l'aide au développement. Ensuite, à la manière de ce qui est décrit comme une forme d'imposition de problématique, on peut se demander dans quelle mesure les habitants eux-mêmes s'interrogent sur ce « qui » dont nous discutons les contours. Il est probable que les habitants des communes concernées par cette étude ne se posent pas (ou du moins pas dans ces termes) la question de « qui intervient ? ».

Ainsi, la mémoire se fixe et les représentations des habitants se construisent autour d'éléments récurrents, qui demeurent au cours du temps au détriment d'autres qui passent. Ces acteurs (institutions et organisations) qui demeurent peuvent être qualifiés de « structures d'intermédiation » entre la population et les configurations développementistes. Les souvenirs des habitants sont ainsi plus marqués par des acteurs et structures locaux qui restent au cours du temps, à la différence des bailleurs qui « ne font que passer »[557]. Pour reprendre la métaphore géologique déjà avancée à plusieurs reprises, si l'on considère les multiples couches ou strates d'interventions réalisées par différents bailleurs ou opérateurs, c'est l'élément commun que les habitants retrouvent à chaque série qui laisse une trace dans les mémoires. Pour le dire autrement, face au caractère sériel de cette mémoire du développement, les porteurs de cette dernière semblent retenir surtout les similitudes, les points communs d'une intervention à l'autre. Ce peut être la présence de l'administration de la commune, d'un

[557] Cette expression (traduite) a été utilisée lors de plusieurs entretiens à Madagascar et au Maroc : Individu n°2 (homme, entre 40 et 60 ans, agriculteur et président de *fokontany*) *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* de Manalalondo centre, le 12 octobre 2016 ; *focus group* d'Algou dans la commune de Tassousfi le 9 mai 2017.

service déconcentré, d'un responsable technique, du représentant de l'autorité (Président de *fokontany* ou *moqqadem*), d'associations locales de développement ou bien encore des organisations traditionnelles de base comme le *fokonolona* ou la *jmâa*. En y ajoutant une dimension dynamique dans le temps et mnémonique, cela rejoint le constat dressé dans la littérature en socio-anthropologie du développement. Jean-Pierre Olivier de Sardan écrit ainsi que « les processus de changement social et de développement mobilisent des structures « intermédiaires », « informelles », transversales : des réseaux, des affinités, des clientèles, des sociabilités locales, professionnelles, familiales… »[558].

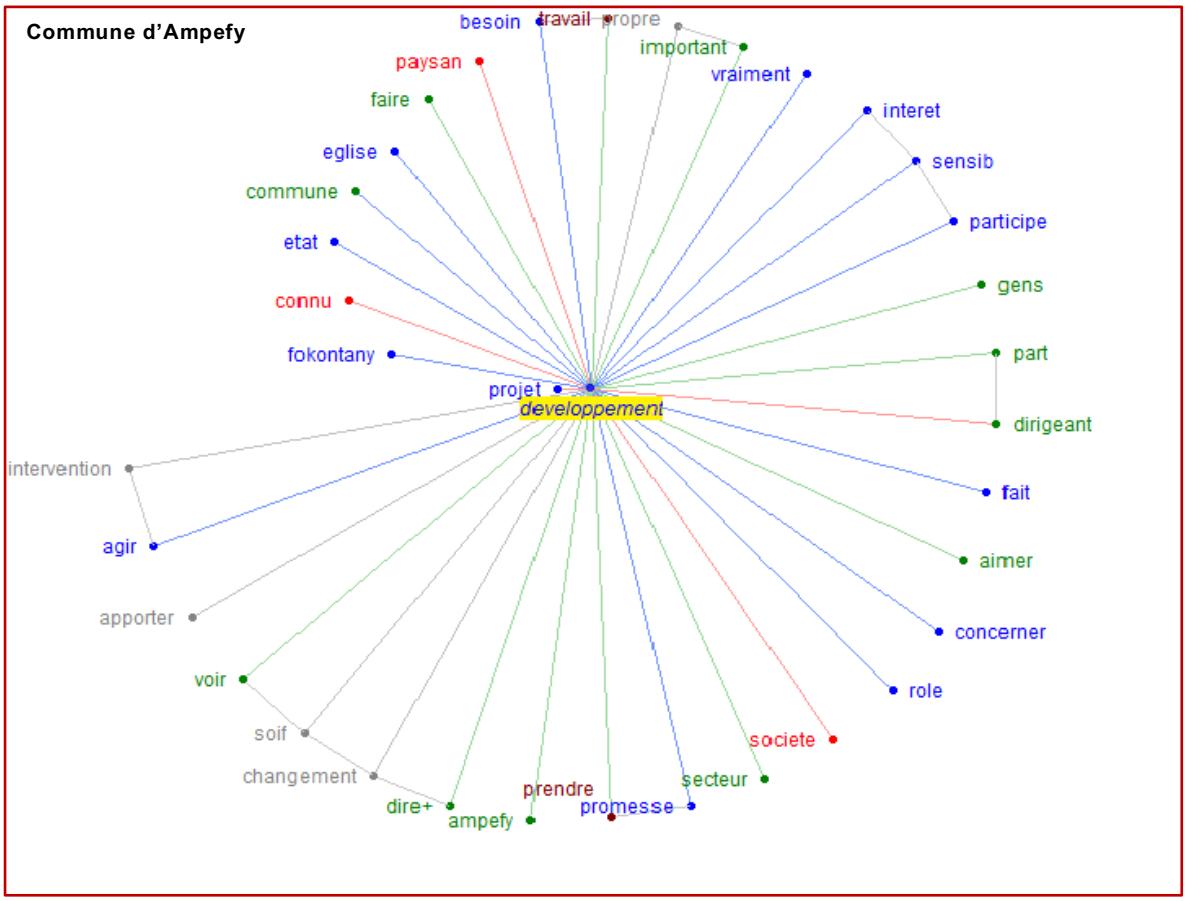
Pour illustrer cette idée, nous présentons deux figures réalisées à partir d'une analyse textuelle[559] des entretiens menés dans les communes d'Ampefy à Madagascar et de Mezguita au Maroc. Ces figures représentent les connexions lexicales dans les récits des personnes enquêtées autour du mot « développement ». Cet outil permet de visualiser les connexions sémantiques dans les discours des personnes interrogées et donc dans le récit de leurs souvenirs des interventions de développement. On constate ainsi une grande proximité entre le terme « développement » et les mots utilisés par les habitants de ces deux communes pour désigner les opérateurs mentionnés plus haut, d'une part « association », « commune », « État » dans le cas du Maroc et d'autre part « *fokontany* », « État », « commune », « Église » à Madagascar. Dans les deux figures présentées, aucune mention d'opérateurs ou de bailleurs étrangers n'est d'ailleurs faite. Lorsque ce même graphique est réalisé pour le terme « projet », dans le cas de la commune d'Ampefy, en plus des termes indiqués plus haut on retrouve ceux de « PSDR », « FAO » et, plus loin dans le réseau de formes, « Seecaline ».

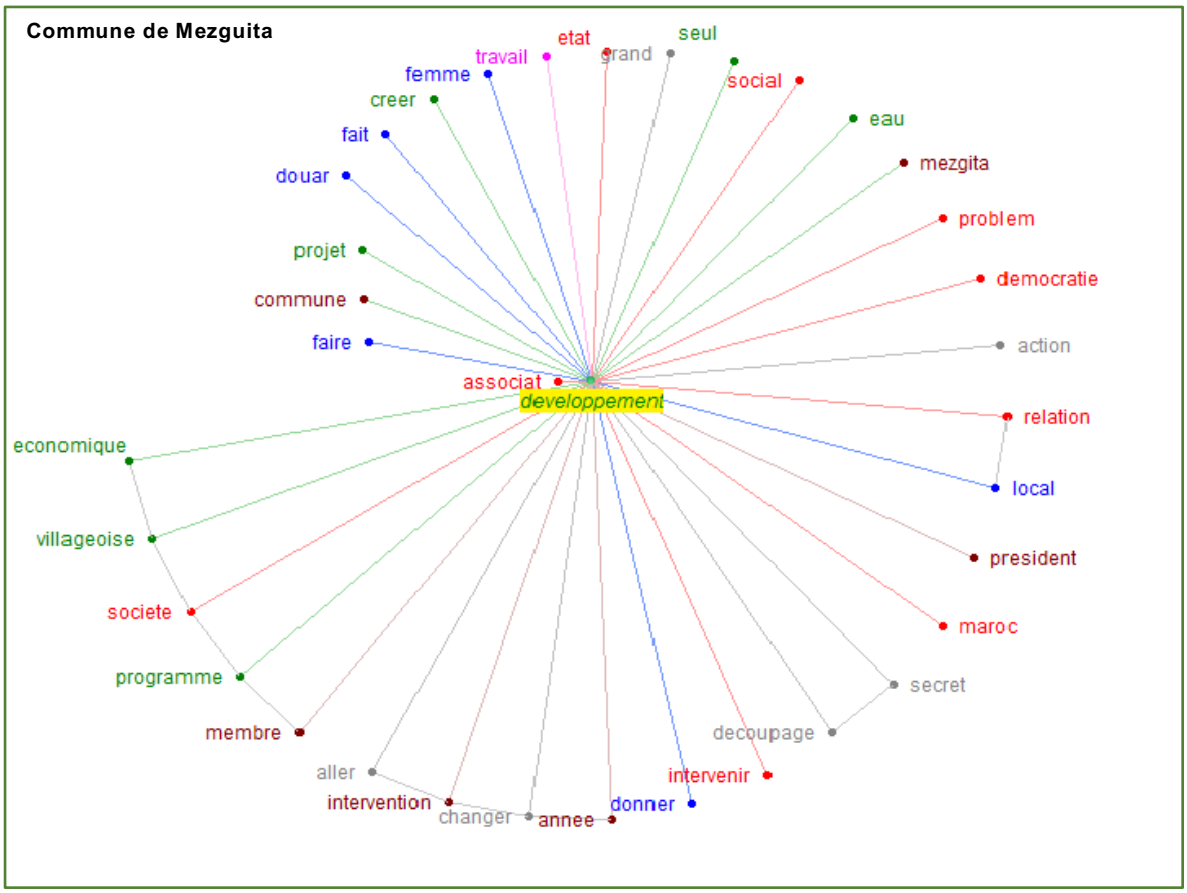
---

[558] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 47.

[559] La méthode utilisée ainsi que les traitements statistiques sont présentés dans le détail dans la première section du chapitre 4.

Figure 14 : Réseaux de formes du mot développement dans les entretiens à Ampefy et Mezguita





Parmi ces structures d'intermédiation entre l'individu et la configuration développementiste, les organisations traditionnelles jouent un rôle important. En témoigne le poids qu'elles représentent dans les souvenirs individuels (voir figure 12 « "Poids" des catégories d'opérateurs en fonction du nombre de citations à Madagascar et au Maroc »). Cette catégorie « organisation traditionnelle » ne contient d'ailleurs que trois opérateurs au total (tribu, *jmâa* et *fokonolona*). Ces structures sont cependant très peu présentes dans les deux réseaux de formes présentés plus haut. Cela peut s'expliquer par le fait que, dans les entretiens, la variable temporelle est moins facilement exploitable que dans les enquêtes au cours desquelles les questions très variées et l'effectif des répondants permettent de couvrir des périodes historiques plus longues.

La *jmâa* et le *fokonolona* sont des institutions de proximité dont l'historicité, très ancienne, s'inscrit dans des registres qui empruntent au religieux (musulman, catholique et protestant) et à l'ancestralité[560]. Mais, bien que ces deux institutions puissent sembler proches, il faut différencier la *jmâa* du *fokonolona* au niveau de leur organisation, du mode de décision et de représentativité de la population. D'une part, la *jmâa* est un organe de délibération, de gestion des conflits et d'organisation de la vie communautaire dans lequel la population ou plutôt les différents lignages sont représentés par des notables ou des personnes âgées (les « sages », les « anciens »). D'autre part, le *fokonolona* fait référence à un type d'organisation sociale en Imerina au XVIII[e] et renvoie à l'idée d'une « communauté villageoise » que l'on décrit souvent comme spontanée, délibérative et démocratique[561] mais qui relève plus d'un « mythe démocratique »[562]. Le droit à la parole y est extrêmement règlementé en

[560] Paul Ottino, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine*, Paris, Karthala : ORSTOM, 1998, 685 p.

[561] Voir à ce sujet la synthèse historique très complète de Françoise Raison-Jourde, « La constitution d'une utopie du *fokonolona* comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar », art cit.

[562] *Ibid.*, p. 704.

fonction de critères comme l'âge ou le genre[563]. Les décisions apparemment entérinées dans ces assemblées ne sont pas déterminées pas des débats ou des prises de parole mais relèvent plutôt de l'invisible, de processus inégalitaires à distance dans lesquels les « dominants (*olo maventy*) tirent les ficelles »[564]. Le *fokonolona* est associé dans la culture professionnelle de l'aide au développement, comme le souligne Camille Al Dabaghy dans ses travaux sur la gestion de l'eau à Diégo-Suarez (région Antsiranana), à la « catégorie politique « communautaire » »[565]. Au Maroc au contraire, la *jmâa* n'est pas aujourd'hui considérée comme un intermédiaire pour la configuration développementiste qui se tourne plutôt vers les ALD dont la composition a beaucoup évolué depuis la fin des années 2000. Au moment de leur création, selon les contextes, l'organigramme des associations au Maroc s'appuie le plus souvent sur la structuration de la tribu en *jmâa* et les membres qui doivent être élus sont plutôt désignés en raison de leur place dans l'institution sociale traditionnelle.

Le terme *fokonolona* évoque l'idée d'entraide villageoise comme le souligne Georges Condominas dans le cas de Madagascar :

> « On pense aux coutumes d'assistance mutuelle, de travail communautaire, les sentiments de forte cohésion qui soudent le monde rural et dont les citadins parlent toujours avec nostalgie. (…) cette entraide obéit en fait à un ensemble de règles de vie où l'aide apportée appelle toujours sa contrepartie. (…) l'entraide devient une question primordiale en matière agricole. Le travail de la rizière irriguée demande une importante main d'œuvre ; celle-ci doit être particulièrement

[563] Bien que ce ne soit pas en Imerina, Chantal Blanc-Pamard et Emmanuel Fauroux décrivent à partir d'exemples dans l'ouest de Madagascar le fonctionnement des assemblées délibérantes et la manière dont sont prises les décisions, « L'illusion participative », art cit.

[564] Camille Al Dabaghy, « Le prix de l'eau. Hiérarchies urbaines, voisinage hydrique et communalité à Diégo-Suarez (Madagascar) », *Études rurales*, 16 mars 2014, n° 194, p. 135.

[565] *Ibid.*

nombreuse dans des épisodes qui demandent un travail à la fois dur et mené rapidement »[566].

Cette description faite par Condominas des *fokonolona* en Imerina rejoint en fait celle que l'on a à l'esprit lorsque l'on évoque la *jmâa* dans le sud du Maroc, elle qui intervient par exemple pour la réalisation de barrages ou d'infrastructures religieuses comme une mosquée. La *jmâa* décide alors collectivement de la réalisation de ces infrastructures et leur réalisation est confiée aux membres de la communauté qui participent soit en nature soit en apportant une contribution financière.

À Madagascar, comme l'indique Georges Condominas, il s'agit des travaux agricoles mais, dans nos enquêtes, il s'agit beaucoup d'opérations de reboisement qui sont pratiquées à l'échelle de l'ensemble de la communauté. On trouve également, comme dans le cas du Maroc, de nombreux cas de construction de routes ou d'infrastructures communautaires dont la réalisation est régulée et assurée par ces organisations traditionnelles.

Dans le groupe des organismes nationaux, nos enquêtes ont montré le poids des institutions publiques révélant ainsi « l'État en action » et ses « structures médiatrices »[567], c'est-à-dire l'action administrative des institutions publiques, dans des proportions différentes au Maroc et à Madagascar. En effet à Madagascar, 16% des interventions sont attribuées à des opérateurs classés dans la catégorie « organisme public » relevant de ce que les habitants désignent eux-mêmes comme le « *fanjakana* »[568]. Le

---

[566] G. Condominas, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, *op. cit.*, p. 149-150.

[567] Bruno Jobert, « L'État en action. L'apport des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 1985, vol. 35, nº 4, p. 667.

[568] La définition donnée par Didier Galibert du *Fanjakana* est la suivante : « État. Désigne également les agents de l'État à tous les échelons du pouvoir », *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 556. Françoise Raison-Jourde insiste sur le fait que le terme *Fanjakana* renvoie à l'existence du pouvoir, à l'acte de gouverner et qu'il résume l'ensemble de l'appareil politique, voir *Les Souverains de Madagascar: l'histoire royale et ses résurgences contemporaines: études*, Paris, Editions Karthala, 1983, p. 156.

poids de ce dernier dans les souvenirs des individus est le même que celui des ONG nationales et des entreprises nationales, ce qui nous conduit à questionner le rôle de « l'État » comme instrument de mise en œuvre des politiques publiques, qu'elles soient ou non soutenues par des bailleurs étrangers. Ce questionnement doit être envisagé dans la comparaison avec le Maroc, où, à la différence de Madagascar, la catégorie « organisme public » est la plus évoquée par les habitants. 35% des interventions sont attribuées à des organismes publics le plus souvent désignés sous la dénomination « *Makhzen* ». Il ne s'agit pas ici de discuter les formes plus ou moins instituées de l'État et de l'action publique au Maroc[569] et à Madagascar[570] ni même de quantifier de manière exhaustive les interventions du *Makhzen* ou du *fanjakana* mais de renseigner les éléments qui expliquent la trace différenciée laissée par ces institutions dans les souvenirs des individus. Cette trace tient notamment à la manière dont nos interlocuteurs se positionnent vis à vis du *Makhzen* et du *fanjakana* en matière de développement. Nous différencions un positionnement de la population « face » à l'État à Madagascar et « aux côtés » de l'État au Maroc.

---

[569] Voir notamment à ce sujet Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, « De la friture sur la ligne des réformes : La libéralisation des télécommunications au Maroc », *Critique internationale*, 2002, no 14, nº 1, p. 91-118 ; M. Catusse, B. Destremau et É. Verdier (eds.), *L'Etat face aux débordements du social au Maghreb*, *op. cit.* ; Jean-Claude Santucci (ed.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition ?*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2013, XIII-438 p ; Abdallah Saaf, « Changement et continuité dans le système politique marocain » dans Assia Boutaleb et al. (eds.), *Le Maroc au présent : D'une époque à l'autre, une société en mutation*, Maroc, Centre Jacques-Berque, 2016, p. 535-568.

[570] Voir notamment les travaux suivants qui proposent des entrées sectorielles ou généralistes : Louis Bockel, *Politiques publiques et pauvreté à Madagascar: la filière riz, moteur de croissance ou facteur de crise?*, Paris, France, Harmattan, 2005, 304 p ; Christian Chaboud, Géraldine Froger et Philippe Méral (eds.), *Madagascar face aux enjeux du développement durable: des politiques environnementales à l'action collective locale*, Paris, Karthala, 2007, 308 p ; D. Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.* ; F. D. Muttenzer, « Analyse cognitive d'une politique publique : justice environnementale et « marchés ruraux » de bois-énergie », *Madagascar Conservation & Development*, 2012, vol. 7, nº 2S, p. 79-86 ; Marie Hrabanski et Cécile Bidaud, « Circulation d'une norme internationale d'action publique et recomposition de l'État : analyse comparée des « services écosystémiques » à Madagascar et en France », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 21, nº 3, p. 87-109.

Dans le royaume chérifien, il y a une forme de conscience collective d'exister par rapport et plus précisément aux côtés de l'État dans les opérations liées au développement. Cela tient notamment au rôle que la société civile y occupe, au moins depuis le début du règne de Mohamed VI. Il y a en effet, des formes plus ou moins institutionnalisées de coopération pour l'accès aux services de base comme l'eau ou l'électricité entre l'administration et la société civile organisée sous la forme d'ALD. Un tel rôle est promu par la monarchie : Hassan II exhorte tout d'abord les marocains à s'organiser en associations puis l'INDH reconnaît et fait la promotion du rôle de ce segment particulier de la société civile. A la manière de ce que décrit Myriam Catusse sur les politiques sociales[571], l'organisation de la société civile soutenue par la monarchie marocaine pousse la question du développement hors de l'arène politique (*politics*). D'ailleurs, comme le souligne Mohamed Tozy, « le dynamisme des militants associatifs dans la réalisation des équipements de base (eau potable, transport scolaire, cantines, alphabétisation…) contraste avec l'inefficacité, voire l'invisibilité, des élus locaux »[572]. Le constat dressé par le politologue en 2011 doit cependant être nuancé, du moins à la lumière de nos enquêtes de terrain. En effet, à Arbâa Sahel et à Mezguita, la question du développement semble avoir été re-politisée à la faveur de l'élection à la présidence des communes de militants associatifs en 2015. Nous reviendrons sur ce point dans la dernière partie de cette étude notamment en étudiant le leadership communal et la porosité entre les mondes associatif et politique au niveau local.

Au Maroc, ces structures d'intermédiation – les ALD – sont donc considérées par la population comme étant positionnées aux côtés du *Makhzen* dans les opérations de développement et non face à lui comme cela semble être le cas à Madagascar. Nous n'avons en effet pas relevé sur le terrain en Itasy de formes similaires de coopération entre la société et le pouvoir. Les

[571] M. Catusse, « La réinvention du social dans le Maroc ajusté », art cit.
[572] M. Tozy, « La société civile entre transition démocratique et consolidation autoritaire : le cas du Maroc », art cit.

obstacles à ce compromis durable pour le développement sont nombreux et complexes et relèvent à la fois des configurations dans lesquelles se trouvent lors de cette étude la société et le pouvoir mais aussi dans la relation qui les lie. La société mérina est en effet extrêmement stratifiée en « rangs »[573] ou en « castes » / « pseudo castes »[574] qui paralysent les formes de mobilisations collectives. D'un autre côté, comme le souligne Jean Fremigacci, l'oligarchie qui domine les constructions étatiques à Madagascar a été incapable, « de par l'oppression même qu'elle faisait peser sur la société, de promouvoir un développement normal du pays »[575]. Il en résulte, comme le précise l'historien, une méfiance hostile des populations à l'égard du *fanjakana*. Ce dernier est d'ailleurs considéré, selon nos entretiens, comme « absent du développement »[576] ou « ne remplissant pas les promesses du développement »[577].

Au cours de plusieurs entretiens à Madagascar, nos interlocuteurs utilisent ce vocable de « promesses » non tenues, nous poussant à interroger l'origine ainsi que la trajectoire de cette idée dans leurs souvenirs. Ces « promesses » s'inscrivent dans la mémoire collective des espoirs qu'a suscités la période de la sortie des tutelles coloniales dans les années 1960. L'État indépendant a alors un projet développementiste, c'est-à-dire d'amélioration des conditions de vie, des systèmes de santé, des infrastructures et de l'éducation (voir le chapitre 1). Or, comme le montre Frederick Cooper pour certains pays d'Afrique subsaharienne, les États indépendants n'atteignent que des réalisations modestes, sources de

---

[573] DELIEGE Antoine, *Pratiques économiques et transactions avec les ancêtres: Étude des cérémonies famadihana dans un village malgache*, Presses univ. de Louvain, 2012, 237 pP. Ottino, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, *op. cit.*

[574] G. Condominas, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, *op. cit.* ; Philippe Beaujard, *Mythe et société à Madagascar (Tañala de l'Ikongo)*, Paris, L'Harmattan, 1991, 611 p.

[575] Jean Fremigacci, « Madagascar ou l'éternel retour de la crise », *Afrique contemporaine*, 6 mars 2015, vol. 251, n° 3, p. 125-126.

[576] Individu n°2 (femme, 42 ans, agricultrice) *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Ampahimanga, le 30 septembre 2016.

[577] Entretien avec un agriculteur âgé d'une cinquantaine d'années dans le *fokontany* de Manalalondo Centre, commune de Manalalondo le 13 octobre 2016.

désillusion[578]. C'est aussi le cas à Madagascar et au Maroc avant que les deux pays ne s'enfoncent dans les crises de surendettement et ne mettent en œuvre les plans d'ajustement structurel.

Ces promesses de la modernité qui reviennent au cours de moments forts comme les élections ne sont toujours pas tenues à Madagascar. Au contraire, au Maroc, le développement, et plus précisément la lutte contre la pauvreté et le développement humain, sont des ressources politiques qui ont été mobilisées fortement par le roi Mohamed VI au début de son règne pour légitimer à la fois la transition mais aussi son autorité. À Madagascar, il semblerait que l'oligarchie au pouvoir ait conservé un fonctionnement digne des États « garde barrière » (*Gatekeeper State*[579]) vis-à-vis de l'aide, se limitant à un contrôle des flux d'aide et des relations avec l'extérieur. Au Maroc, la compétition pour le contrôle de la barrière étant plus neutralisée qu'à Madagascar, la monarchie s'est concentrée sur son rôle de régulateur dans la fabrique concertée (avec les bailleurs ainsi que la société civile) et la mise en œuvre des programmes et politiques de développement au travers des différents ministères, administrations, services et agents de l'État. C'est, selon nous, une des raisons qui explique que les organismes publics ont plus imprégné la mémoire des habitants des communes marocaines que des communes malgaches.

[578] Frederick Cooper, *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot & Rivages, 2012, p. 180-245.

[579] La notion de *Gatekepper State* est utilisée par Frederick Cooper pour caractériser les stratégies des puissances coloniales en Afrique subsaharienne dont le pouvoir et la prospérité économique reposaient précisément sur le contrôle des ports, des matières premières etc, de ce qui sortait. Les économies étaient tournées vers l'extérieur. Les pays africains indépendants ont à leur tour renforcé la dépendance de leur économie vis-à-vis de l'extérieur. F. Cooper, *L'Afrique depuis 1940*, *op. cit.*

3.4.3.3. Les entreprises : acteur du développement à Madagascar

Les enquêtes révèlent également un autre acteur du développement présent dans les souvenirs des individus : les entreprises (publiques ou privées, de nationalités malgache, marocaine ou étrangère). Une fois de plus, un net contraste apparaît entre le Maroc et Madagascar. Au Maroc, les enquêtés imputent rarement à des entreprises marocaines ou étrangères des opérations de développement comme l'illustrent les graphiques présentés plus haut. Les individus citent d'ailleurs presque exclusivement les entreprises nationales qui fournissent l'eau et l'électricité[580].

Au contraire à Madagascar, le « poids » des entreprises nationales en tant qu'opérateur de développement est aussi important que celui des organismes publics et le dépasse si on y ajoute les entreprises étrangères. Une grande diversité d'entreprises est ainsi citée à Madagascar, toutes n'étant pas publiques. En effet, certaines ont été privatisées, ce qui nous a conduit à les classer en dehors de la catégorie des organismes publics comme indiqué plus haut. On trouve des opérateurs qui interviennent dans la construction et la réhabilitation des routes (COLAS par exemple) qui emploient à la journée des habitants des villages, mais aussi des entreprises

[580] L'Office national de l'électricité (ONE) créé en 1962 et l'Office national de l'eau potable (ONEP) créé en 1972 sont deux établissements publics à caractère industriel et commercial qui ont été regroupés en 2012 au sein de l'Office nationale de l'eau et de l'électricité (ONEE). Les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité sont fortement ouverts à la concurrence au Maroc, l'ONEE qui reste en zone rurale le distributeur principal de ces services semble s'orienter vers un rôle de régulateur et non d'investisseur, en témoigne notamment la croissance des investissements privés marocains (de la *holding* royale SNI par exemple) et étrangers (français, saoudiens, émiratis etc.) dans le secteur de l'énergie et de l'eau. Le service d'eau potable en ville est, depuis le milieu des années 1990, largement délégué à des entreprises privées, voir à ce sujet les travaux de Claude de Miras et notamment cet article écrit avec Xavier Godard : « Les firmes concessionnaires de service public au Maroc : Eau potable, assainissement et transports collectifs », *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens*, janvier 2006, n° 106, p. 113-124.

du secteur agricole comme l'Ofmata ou Sinpa dont nous avons fait mention plus haut.

Il faut noter l'importance d'un opérateur à Madagascar qui est cité abondement dans les enquêtes par questionnaire comme au cours des entretiens. Il s'agit de l'entreprise Lecofruit, filiale agroalimentaire du groupe malgache Basan qui existe depuis 1989. L'entreprise contracte avec des producteurs en imposant un cahier des charges strict, en fournissant les intrants nécessaires, en assurant un encadrement technique selon un système pyramidal[581] et surtout en collectant les productions. L'entreprise est leader dans la transformation et l'export de haricots verts et produit également avec les agriculteurs sous contrat des cornichons et des oignons. Dans les récits des habitants, Lecofruit est cité comme opérateur de développement sans être différencié des acteurs classiques (ONG, bailleurs bilatéraux et multilatéraux) du monde de l'aide. D'ailleurs, nos interlocuteurs soulignent que les modes opératoires et les processus sont similaires. Une agricultrice de Miarinarivo précise à ce sujet que « comme Prosperer ou la FAO, Lecofruit fait des formations mais surtout il achète nos produits à un bon prix et il n'a pas disparu du jour au lendemain comme d'autres projets »[582]. Au cours des entretiens, nos interlocuteurs insistent sur la spécificité de Lecofruit vis à vis des autres « projets » comme en témoigne cet extrait de *focus group* où les participants s'expriment à partir d'une ancienne photographie (en noir et blanc) montrant un contremaître étranger et des agriculteurs malgaches dans une rizière :

---

[581] Sur chaque site il y a un chef de culture qui supervise plusieurs milliers de paysans, il a sous sa responsabilité des chefs de zone qui dirigent des chefs de secteurs, ces derniers sont appuyés par des assistants de culture qui encadrent les paysans sur un village. L'entreprise emploie une main d'œuvre expatriée importante (jeunes hommes agronomes francophones le plus souvent) qui vit au plus près des zones de culture.

[582] Individu n°2 (femme de 50 ans, agricultrice) *focus group* dans la commune de Miarinarivo, *fokontany* d'Antanambao Nord, le 6 octobre 2016.

> « (…) On n'a pas eu ça nous ici, vous savez, on voit rarement les *vazahas* ici, c'est Lecofruit qui est le seul à descendre sur le terrain, avec des *vazahas* souvent. Pour les autres projets ils agissent tout simplement par des théories, des discours, ça ne se traduit pas concrètement »[583].

À Madagascar, le poids et l'importance des « entreprises » comme Lecofruit dans la mémoire du développement révèlent toute la complexité et la diversité des acteurs impliqués dans les politiques de coopération ce que mettent en lumière les contributions du numéro 165 de la revue Monde en développement[584]. Certains articles[585] insistent sur le rôle des fondations philanthropiques (la fondation Bill et Melinda Gates) ou d'entreprises transnationales (Yara par exemple) dans le financement de l'aide, sa mise en œuvre ou sa conception. Si ces acteurs tentent de légitimer leur présence dans l'architecture de l'aide, d'autres au contraire existent en dehors ou à côté de « l'économie de l'aide »[586]. Ils sont identifiés par nos interlocuteurs comme participant au développement bien qu'ils ne soient pas impliqués dans les mécanismes classiques de l'aide ce qui nous pousse à déconstruire et réinterroger ces catégories, à la lumière d'un développement considéré « par le bas ».

---

[583] Individu n°1 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, agriculteur) *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Anosibe Centre le 30 septembre 2016.

[584] Voir l'introduction thématique du numéro : J.-J. Gabas et al., « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », art cit.

[585] Et notamment Nora Binet, « Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire », *Mondes en développement*, 2 avril 2014, n° 165, p. 23-36.

[586] Jean-Jacques Gabas, *L'aide contre le développement ? : L'exemple du Sahel*, Revue Tiers Monde., Paris, Economica, 1988, p. 129.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de pouvoir répondre à la double question : de quoi se souvient-on et pourquoi ? À partir de la reconstitution du stock de souvenirs issu de l'enquête par questionnaire nous avons pu explorer et caractériser la distribution spatiale et temporelle des souvenirs de la participation aux interventions de développement. Nous souhaitons pour clore ce chapitre insister en particulier sur trois éléments.

Tout d'abord, cette triple exploration des souvenirs (espace, temps, acteurs) offre l'opportunité d'analyser le déploiement des interventions de développement sur le territoire à partir d'un matériau qui, comme illustré plus haut, demeure subjectif. Ce chapitre donne à voir combien l'action publique au Maroc et à Madagascar est un processus fragmenté entre plusieurs types d'institutions et d'acteurs au cours du temps. Cela témoigne d'une très grande diversité d'intervenants, source à la fois d'opportunités pour les territoires et les acteurs locaux, mais également de confusions et d'actions potentiellement contradictoires. D'ailleurs, nos enquêtes ont montré dans les deux pays l'importance accordée par les habitants à l'action de la société civile et des acteurs publics, alors que ceux de l'aide ont une place relativement faible. Loin d'être absente, les institutions publiques sont très présentes dans les mémoires, ce qui nous a conduit à les décrire comme des structures d'intermédiation entre les habitants et les configurations développementistes.

Ce chapitre nous a ensuite permis de montrer le poids des déterminants socio-politiques (les pénuries ou les crises politiques à Madagascar par exemple) et la manière dont ils participent à la reconstruction des souvenirs et de la mémoire du développement. Ce chapitre démontre ainsi comment les mémoires dans leur reconstruction passent par un processus d'hybridation complexe qui fait appel aux représentations populaires du développement, aux souvenirs partagés des évènements politiques, sociaux

ou économiques ainsi qu'aux trajectoires individuelles et aux incidences biographiques pour reprendre le terme utilisé par Margot Delon dans ses travaux (tournant de l'eau et de l'électricité au Maroc par exemple).

En outre, la recollection du souvenir est fortement influencée par les conditions et le contexte dans lesquels elle se déroule. Nous démontrons ainsi dans ce chapitre que la reconstitution des souvenirs obéit à une logique de va et vient et de dialectique entre le passé et le présent. L'exemple de la culture du tabac illustre cette idée puisque le souvenir dans sa reconstruction est revisité à l'aune du présent et des conditions de vie actuelle des personnes interrogées. De plus, l'argumentaire de ce chapitre nous permet de tirer une conclusion sur la mémoire qui se révèle fondamentale dans le cadre de l'opérationnalisation de l'outil mémoire dans les sphères du développement. Il est en effet impossible de séparer et de compartimenter les souvenirs des individus et de ne capter que les informations propres aux mondes de l'aide. En d'autres termes, relire, voire évaluer, les effets de l'aide, des projets et des interventions au regard des souvenirs et de la mémoire des individus est une action qui appelle nécessairement à interroger les processus économiques, sociaux et politiques qui caractérisent l'aide et plus généralement les contextes locaux, nationaux et internationaux. Ces deux éléments sont liés et l'ignorer reviendrait à affirmer une vision dépolitisée de l'aide dont beaucoup d'auteurs avant nous ont démontré qu'elle était fausse.

De ce fait, la mémoire apparaît non seulement comme un discours sur le passé mais aussi et surtout sur le présent. L'objet du chapitre 4 est précisément d'analyser plus en profondeur les mémoires racontées, c'est-à-dire les récits que nous avons pu collecter et reconstruire auprès des habitants ainsi que des attributaires des interventions de développement.

Chapitre 4. Saisir la mémoire des expériences du développement par les récits et les perceptions « populaires »

Dans ce chapitre, nous proposons de discuter et d'analyser les récits récoltés sur le terrain qui constituent une partie importante de notre matériau empirique. Il s'agit non seulement d'identifier les éléments qui structurent les récits sur les expériences passées du développement mais aussi de montrer en quoi ils révèlent une lecture critique des processus de développement. Il nous faut d'ailleurs préciser le positionnement que nous adoptons ici. En effet, comme dans l'ensemble de ce travail, notre approche de la mémoire et des souvenirs des interventions de développement se fait « par le bas », c'est-à-dire par les individus et les représentations populaires. De fait, nous nous éloignons de l'histoire, comprise ici au sens de narration, que font les documents de projets et les archives des mondes de l'aide. L'objectif est justement de s'éloigner de ce qui pourrait apparaître comme des récits admis, voire plus légitimes que d'autres, et véhiculés par les professionnels de l'aide ainsi que les acteurs associatifs. Notre démarche vise, en utilisant l'entrée des souvenirs et de la mémoire à répondre à deux questions : comment se construisent les récits sur le développement ? et, que révèlent ces représentations populaires des configurations développementistes mais aussi plus largement des systèmes sociopolitiques dans lesquels sont mises en œuvre les interventions ? L'objectif de ce chapitre est ainsi d'analyser les récits de celles et ceux qui sont moins écoutés par la configuration développementiste et qui sont pourtant les témoins de son action sur les temps longs.

Pour ce faire, l'argumentaire est organisé en quatre temps.

La première section explore le point théorique énoncé dans le chapitre 2 selon lequel les souvenirs sont partagés et reconstruits dans l'intersubjectivité. Nous concentrons notre démonstration sur la dimension

collective de la reconstruction des souvenirs en présentant la méthode adoptée, les outils analytiques mobilisés (analyse textuelle) pour étudier le contenu discursif et représentationnel des entretiens (4.1). Cela nous conduira à examiner les significations socialement partagées sur le développement et ses traces dans les discours.

À partir de ces éléments (cartographie des discours, définition de mondes sémantiques) la deuxième section propose de mettre en lumière les éléments qui façonnent (à Madagascar uniquement, voir *infra*) la construction des récits sur le développement. En mobilisant les apports théoriques de Maurice Halbwachs, nous démontrons que la mémoire du développement est formée et déformée par des variables (les cadres sociaux de la mémoire) qui trouvent leurs dynamiques et leurs ressorts dans la vie du groupe (4.2).

Ensuite, nous questionnons sur les deux terrains d'étude le poids des éléments matériels et tangibles propres aux processus de développement (écoles, hôpitaux, signalétique, routes etc.) dans la structuration des récits sur le développement (4.3). Nous démontrons, à l'aide notamment du concept de lieu de mémoire de l'historien Pierre Nora, que les lieux et la matérialité constituent des supports aux mémoires et stabilisent les représentations tout en incarnant aux yeux des habitants les processus de changement social.

Enfin, la dernière section (4.4) de ce quatrième chapitre propose d'étudier d'autres formes de récits qui peuvent rentrer en contradiction avec l'histoire racontée par les configurations développementistes et l'imaginaire de la modernisation et du progrès qu'elle véhicule. Nous démontrons en analysant les registres utilisés par nos interlocuteurs que ces contre-récits constituent des moyens « détournés » de s'exprimer sur les promesses (et les fausses promesses) véhiculées par les acteurs de l'aide et de l'action publique et plus généralement sur le champ politique.

4.1. La co-construction du réel dans des situations « d'introspection rétrospective »

> "Les souvenirs arrivent progressivement, je m'excuse, c'est quand les autres racontent les leurs que mes souvenirs reviennent »[587].
>
> « Nos souvenirs demeurent collectifs, et ils nous sont rappelés par les autres, alors qu'il s'agit d'événements auxquels nous seuls avons été mêlés, et d'objets que nous seuls avons vus. C'est qu'en réalité nous ne sommes jamais seuls. Il n'est pas nécessaire que d'autres hommes soient là, qui se distinguent matériellement de nous : car nous portons toujours avec nous et en nous une quantité de personnes qui ne se confondent pas »[588].

Nous avons présenté dans les précédentes sections de cette étude plusieurs types de données, issues à la fois des enquêtes par questionnaire et des entretiens réalisés au Maroc et à Madagascar. L'enquête par questionnaire présentée plus haut a permis d'analyser par différentes variables la mémoire du développement, dans une perspective de restitution immédiate du souvenir. L'approche par le questionnaire d'enquête est cependant insuffisante pour renseigner de manière complète la fabrique des souvenirs et *in fine* analyser la mémoire des interventions de développement. Les résultats de cette enquête doivent en effet être croisés et analysés avec les récits et les narrations des individus, lesquels constituent également des productions de la mémoire. Par ailleurs, plusieurs types d'entretiens sont utilisés dans cette étude afin d'envisager les différentes phases de

---

[587] Individu n°4 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, agent communautaire de santé) *focus group* dans le *fokontany* d'Ampefindradama, commune d'Ampefy, le 22 septembre 2016.

[588] M. Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 52.

reconstruction de la mémoire (entretiens de contexte pour comprendre la configuration développementiste au Maroc et à Madagascar ; entretiens individuels et entretiens collectifs). Même si nous avons déjà utilisé des données issues des entretiens pour les croiser avec d'autres résultats, nous avons fait le choix, à ce stade, d'interroger la pratique des entretiens collectifs. Nous nous interrogeons sur l'apport de ceux-ci pour explorer la dimension socialement partagée de la mémoire des interventions de développement. Dans la première section, nous revenons sur les entretiens collectifs ciblés et la manière dont ils permettent d'explorer de façon innovante d'autres formes de création et de négociation de sens partagé dans lesquelles l'enquêteur est plus un médiateur qui laisse une place importante aux interactions (4.1.1). Ensuite, le dispositif d'enquête « au concret » et sa mise en œuvre différenciée sur les deux terrains est présenté (4.1.2) avant de revenir sur la méthode d'analyse textuelle utilisée dans cette étude pour définir les mondes sémantiques du développement au Maroc et à Madagascar (4.1.3).

4.1.1. Les entretiens collectifs ciblés pour la recherche sur la mémoire

Comme nous l'avons indiqué plus haut, les entretiens complètent et enrichissent la collecte d'informations contenues dans les questionnaires. Cette démarche de complémentarité est à l'origine du développement de la méthodologie des *focused interviews* dans la sociologie américaine. En effet, en 1941, Robert Merton, considéré comme le père fondateur des *focus groups*, propose à Paul Lazarsfled qui dirige alors l'Office of Radio Research à l'Université de Columbia, d'apporter une interprétation qualitative à des données quantitatives recueillies dans le cadre d'expériences de groupes[589].

[589] Robert Merton raconte sa rencontre avec Paul Lazarsfeld en novembre 1941 et comment ce dernier a accepté de soumettre un de ces groupes à des entretiens, voir ce qui constitue le récit des origines de la méthodologie des *focus groups* dans Robert K.

Aux auditeurs d'émissions radiophoniques qui traduisent leurs réactions à ces contenus en appuyant sur des boutons de couleur, Robert Merton demande au cours d'entretiens d'expliciter leurs réactions. Avec l'engagement des États-Unis dans la guerre, la méthode des entretiens collectifs spécialisés a connu un rapide et important déploiement dans une perspective de recherche-action. Sophie Duchesne et Florence Haegel précisent dans leur manuel sur l'entretien collectif que les *focus groups* se développent en marge de travaux portant sur les dynamiques de groupe en psychologie sociale[590]. Par la suite, ces dispositifs sont utilisés dans des cadres épistémologiques très différents et connaissent un développement important en recherche appliquée, dans le marketing, dans les études de marché ou d'audience. En langue française, la pratique des entretiens collectifs spécialisés est largement le fait de la psychologie sociale.

Il existe ainsi une grande variété d'usages de la méthode d'entretien collectif. Les termes employés sont d'ailleurs très variés, nous utilisons dans notre étude celui d'entretiens collectifs spécialisés ou ciblés ou *focus groups* pour les différencier d'entretiens individuels ou collectifs « par contingence »[591]. Ce qui les distingue tient avant tout à l'intentionnalité du chercheur de créer une situation de relation sociale « dépassant le traditionnel couple constitué par l'enquêteur et l'enquêté »[592]. Les *focus groups* sont en effet particuliers dans la mesure où ils permettent de produire « des paroles individuelles très fortement marquées par la situation collective dans laquelle elles prennent place »[593]. En d'autres termes, l'individu au cours du *focus group* interroge tout en livrant au chercheur à la fois ses propres représentations, les

---

Merton, « The Focussed Interview and Focus Groups: Continuities and Discontinuities », *Public Opinion Quarterly*, 1987, vol. 51, nº 4, p. 553.

590 Sophie Duchesne et Florence Haegel, *L'entretien collectif : enquête et ses méthodes*, Paris, Nathan, 2004, p. 13.

591 Certains entretiens qui devaient être individuels ont en fin de compte été collectifs puisque des personnes ont, de leur propre gré, rejoint nos conversations sans que le dispositif d'entretien collectif ciblé ne soit mis en œuvre.

592 S. Duchesne et F. Haegel, *L'entretien collectif*, *op. cit.*, p. 8.

593 Alain Blanchet (ed.), *L'Entretien dans les sciences sociales : l'écoute, la parole et le sens*, Paris, Dunod, 1985, p. 232.

réactions des autres par rapport à ses représentations et celles des autres participants. Ce dispositif constitue un outil ou plutôt un poste d'observation de la mémoire en train de se construire.

L'entretien collectif permet aussi la remémoration d'évènements et de faits qui conduit au partage d'expériences. David L. Morgan voit dans ce dispositif un processus de partage et de comparaison (« *sharing and comparing* »). Il précise ainsi :

> « When the participants are mutually interested in the discussion, their conversation often takes the form of sharing and comparing thoughts about the topic. That is, they share their experiences and thoughts, while also comparing their own contributions to what others have said. This process of sharing and comparing is especially useful for hearing and understanding a range of responses on a research topic. The best focus groups thus not only provide data on *what* the participants think but also explicit insights into why they think the way they do »[594].

Nikos Kalampalikis qui utilise les *focus groups* dans ses travaux sur « l'Affaire macédonienne »[595] remarque, à partir des travaux de Merton et Kendall, que l'entretien collectif spécialisé offre « le cadre nécessaire à une introspection rétrospective de la part des sujets »[596]. Dans cette étude il est

---

[594] David L. Morgan, « Focus groups » dans Victor Jupp (ed.), *The SAGE Dictionary of Social Research Methods*, 1 edition., Londres ; Thousand Oaks, Calif, SAGE Publications Ltd, 2006, p. 123.

[595] Kalamaplikis fait référence à l'indépendance de la République de Macédoine en 1991 après le déchirement de la fédération yougoslave donnant lieu à un conflit politique et diplomatique avec la Grèce qui refuse de la reconnaître au motif que le nom Macédoine appartient exclusivement à l'héritage de la culture hellénique. Ce conflit symbolique a donné lieu en Grèce à des réactions politiques, populaires et médiatiques via l'usage d'un argumentaire faisant appel à l'histoire ancienne de la région que Kalampalikis analyse dans ses travaux de thèse.

[596] Robert K. Merton et Patricia Kendall, « The focused interview » dans Paul Felix Lazarsfeld (ed.), *The language of social research: a reader in the methodology of social research*, Free Press, 1955, p. 482 ; Nikos Kalampalikis, *Le nom et ses mémoires : ancrages des représentations sociales face à une menace identitaire : l'affaire macédonienne*, Thèse de doctorat en psychologie sociale, Paris, EHESS,

donc possible de revisiter avec les enquêtés leurs représentations actuelles des interventions de développement à la lumière de leurs souvenirs individuels et collectifs. On utilise ainsi l'interaction de groupe pour générer des données[597]. Le chercheur a alors une place relativement extérieure. L'objectif du *focus group* est en effet de recréer le cadre et les conditions dans lesquels, naturellement, les interactions ont lieu. Bien entendu, ce dispositif demeure artificiel et il est difficile de neutraliser cette artificialité. Mais, le fait de favoriser la discussion entre les participants avec un modérateur chargé de cadrer et d'orienter les échanges apparaît adapté à l'objet de cette recherche. Dans les *focus groups,* un large éventail de points de vue, de discours, de représentations de nature mnémonique et subjective est recueilli. La mémoire est ainsi analysée en train de se fabriquer. La nature collective de la discussion favorise les interactions et par conséquent l'émergence et la négociation de sens partagés[598] (*shared meanings*[599]). Dans les *focus groups* il y a deux types de données dont la nature est différente : la substance du contenu (ce qui est dit) et la dynamique interactionnelle (la façon dont le contenu est dit). C'est précisément ce qui conduit David L. Morgan à différencier deux types d'analyse des *focus groups*, à savoir celles orientées vers le contenu (*content oriented*) et celles orientées vers les modèles de conversation (*conversation oriented*)[600]. Dans le premier cas, les dynamiques à l'échelle micro sont relativement ignorées et le chercheur se concentre sur ce qui est dit, c'est-à-dire sur les thèmes les plus importants, alors que dans le deuxième cas le sujet est plus

---

2001 ; Nikos Kalampalikis, « Les focus groups, lieux d'ancrages », *Bulletin de psychologie*, 2004, vol. 57, n° 471, p. 291-289.

[597] Jenny Kitzinger et Rosaline S. Barbour (eds.), *Developing focus group research: politics, theory, and practice*, Londres ; Thousand Oaks, SAGE Publications, 1999, p. 4.

[598] David L. Morgan, « Focus groups and social interaction » dans Jaber F. Gubrium (ed.), *The Sage handbook of interview research: the complexity of the craft*, 2nd ed., Thousand Oaks, SAGE, 2012, p. 161-176.

[599] Les interactions dans un *focus groups* sont basées sur un partage du sens et elles donnent à voir les dimensions individuelles et collectives dans une perspective d'interactionnisme symbolique où l'individu est un agent capable de créer sa propre vision du monde et de la société, voir à ce sujet George Herbert Mead et al., *Mind, self, and society*, The definitive edition., Chicago ; Londres, University of Chicago Press, 2015, 1154 p.

[600] D.L. Morgan, « Focus groups and social interaction », art cit, p. 162.

secondaire. Ce sont les modèles d'interactions entre les participants qui sont analysés. Ces deux éléments ne peuvent être étudiés séparément tant ils sont liés. Cependant, compte tenu des situations d'entretiens décrites dans la prochaine section, l'analyse de la dynamique interactionnelle n'a pas pu être réalisée en profondeur.

4.1.2. Le dispositif d'enquête au concret

Notre intérêt dans ce dispositif s'est centré sur les souvenirs des individus et sur leurs représentations individuelles ou collectives du développement avec une perspective historique. Compte tenu des conditions du terrain, il n'a pas pu être appliqué de la même manière au Maroc et à Madagascar.

4.1.2.1. Une application inégale sur les terrains de recherche

À l'origine il était prévu de mettre en œuvre le dispositif de manière identique sur les deux terrains en fonction d'une méthodologie et de questionnements communs. Si les conditions sont rassemblées pour le faire à Madagascar dans la région Itasy où 11 *focus groups* sont réalisés, au Maroc, les conditions suffisantes pour mettre en œuvre le dispositif ne sont pas rassemblées. Des entretiens collectifs sont malgré tout organisés au Maroc mais ils sont moins nombreux et prennent des formes différentes selon les contextes[601]. L'inconvénient des *focus groups* est qu'ils sont un dispositif pouvant se révéler coûteux pour l'organisation, la traduction et la retranscription. A Madagascar, du fait de notre collaboration avec deux doctorants de l'Université d'Antananarivo, nous sommes parvenus à organiser ces *focus groups* sur le plan matériel et financier, au contraire du

[601] En annexe de cette étude se trouve la liste des *focus groups* conduits à Madagascar et des entretiens collectifs au Maroc.

Maroc où nous n'avons pas les ressources financières suffisantes pour engager et rémunérer un traducteur professionnel. Nous n'avons pas non plus les ressources relationnelles suffisantes pour constituer des groupes de discussions, nos interlocuteurs, souvent des présidents d'associations locales de développement, affirmant que nous n'apprendrions rien de nouveau en rassemblant des individus[602]. Les tentatives d'organiser des *focus groups* sont souvent restés infructueuses. Il ne s'agit pas pour autant d'être enfermés dans des choix de méthodes, nous nous sommes adaptés aux contextes et avons malgré tout organisé des discussions collectives.

Le recrutement et la composition des groupes sont des processus complexes qui sont une donnée à part entière pour l'analyse[603]. Le groupe doit être composé de suffisamment d'individus pour recueillir des informations variées et permettre les échanges. Généralement il faut rassembler entre 5 et 12 individus qui doivent être à l'aise les uns avec les autres et donc potentiellement se connaître. Il faut aussi respecter « la règle d'or de l'homogénéité sociale » [604]. En effet, le rapport à la parole dépend en grande partie d'un sentiment de légitimité individuelle au sein d'un groupe. La propension à prendre la parole en public n'est pas la même pour tous et il faut essayer dans la constitution du groupe de conserver une homogénéité des statuts sociaux ou liés à l'âge. Des agents de recrutement peuvent être sollicités pour aider le chercheur à recruter les participants bien que se pose la question de la dépendance à ces agents. En zone rurale, des personnes « ressource » sont sollicitées, (agents communautaires de développement, acteurs associatifs, fonctionnaires de la commune ou présidents de *fokontany* etc.). Les *focus groups* sont alors organisés en fonction des découpages administratifs, c'est-à-dire les *fokontany* ou les douars, pour

[602] Dans certains villages, nous avons eu l'accord pour organiser ces *focus groups* mais les personnes invitées par le biais d'intermédiaires ne se sont pas présentées ou leur nombre était insuffisant pour conduire un travail de ce type.

[603] Nous avons manqué de temps, d'entregent et de moyens logistiques pour déterminer les participants des *focus groups* à partir des résultats de l'enquête par questionnaire.

[604] S. Duchesne et F. Haegel, *L'entretien collectif*, *op. cit.*, p. 47.

assurer une forme de familiarité entre les personnes présentes, facilitant ainsi les prises de parole. Le choix des *fokontany* et des *douars* dépend de critères logistiques et des réponses aux enquêtes par questionnaire. Des biais peuvent apparaître dans le recrutement des participants du fait de l'intermédiation de personnes « ressource » : certaines personnes peuvent se sentir obligées de participer au *focus groups*, à l'inverse d'autres peuvent être volontairement écartées du fait de leur position ou de leur vision des interventions de développement. Les personnes en charge de nous aider à constituer les groupes sont, le plus souvent, interrogées individuellement et connaissent donc le sujet de recherche et le type de questions posées. Pour autant, la participation individuelle à une intervention de développement n'est pas un critère discriminant de la participation aux entretiens. Certaines personnes participent aux discussions sans pour autant avoir été directement des bénéficiaires de projets ou de programmes. Notons également que tous les participants aux entretiens collectifs ciblés n'ont pas répondu au questionnaire d'enquête.

A plusieurs reprises, au Maroc et à Madagascar, des critères plus précis sont utilisés dans le recrutement des participants. Ainsi, des entretiens collectifs spécialisés sont organisés : uniquement avec des femmes, avec des bénéficiaires (femmes uniquement) du projet PASMI à Ampefy, avec les membres du comité local de développement d'un *fokontany* ou avec des membres d'une association locale de développement au Maroc. Un entretien collectif est aussi organisé avec des agents communautaires en charge de la mise en œuvre locale d'interventions de développement. Toutes les tentatives d'organisation d'entretiens collectifs n'ont pas abouti, notamment au Maroc mais aussi à Madagascar, d'autres entretiens collectifs au contraire ne sont pas traduits, retranscrits ou analysés[605].

[605] Il s'agit par exemple d'un entretien collectif organisé à Miarinarivo avec les membres d'une association du FJKM qui n'a pas été concluant sur le fond.

Les effectifs varient beaucoup selon les configurations, certaines personnes ne viennent pas malgré la prise de rendez-vous. Au contraire, dans certaines localités, quand le *focus group* est en plein air, des individus rejoignent la discussion sans y avoir été formellement invités. Dans le cas de Madagascar, les participants aux *focus groups* ne sont pas rémunérés financièrement (à l'exception d'un groupe d'individus à Miarinarivo qui en ont fait la demande lors de la négociation pour l'organisation de l'entretien) mais reçoivent un panier composé de produits de première nécessité (riz, savon, bougies etc.).

4.1.2.2. Organisation des discussions collectives

Sera présentée dans cette section l'organisation des entretiens collectifs ciblés en insistant sur ceux qui ont été réalisées à Madagascar. Au Maroc, compte tenu des difficultés rencontrées sur le terrain, l'organisation est beaucoup moins formelle et automatique.

Ainsi, à Madagascar, les participants sont tout d'abord invités à s'asseoir en cercle, selon les cas, je prononce quelques mots en malgache (au début ou à la fin) pour remercier les participants, ce qui constitue une étape essentielle sur nos terrains. Il s'agit d'un témoignage de respect pour les participants et un moyen de donner une importance à leur présence. Les animateurs des *focus groups* à Madagascar sont les deux doctorants en Histoire présentés plus haut[606]. Chacun son tour, ils sont modérateurs ou observateurs. Le modérateur ouvre la séance, prononce un discours introductif présentant le sujet de la recherche et il énonce les règles de fonctionnement de la discussion (anonymat, liberté de parole, respect de la parole des autres). Le déroulement est ensuite présenté aux participants qui sont par la suite partagés en deux groupes et discutent des interventions de développement autour de photographies utilisées comme indice de rappel pour convoquer

[606] Au Maroc l'animation est parfois assurée par des instituteurs ou des connaissances volontaires pour nous appuyer.

les souvenirs[607]. Il est assez commun d'utiliser des exercices de mémoire ou des stimuli pour faciliter les prises de parole dans les *focus groups*[608]. Après cela, dans un second temps, selon les configurations il y a un échange entre les groupes puis des questions larges sont ensuite posées selon plusieurs thèmes définis au préalable. Il s'agit de questions dont la compréhension est facile, centrées sur les souvenirs[609]. Le modérateur est en charge d'animer la discussion et veille à l'équilibre des prises de parole, il peut par exemple donner la parole spécifiquement à des personnes plus en retrait. Le modérateur peut aussi relancer, recadrer et faire préciser certaines positions. Deux observateurs sont en charge de noter les prises de parole pour faciliter la retranscription. Les entretiens collectifs spécialisés sont enregistrés par dictaphone et ne sont pas filmés. La teneur des échanges nous est traduite[610] et des questions sont parfois transmises au modérateur. A la fin des discussions, qui durent entre 1h et 1h30 en moyenne, les participants reçoivent une rétribution et partagent des rafraîchissements et une collation. Les *focus groups* sont ensuite intégralement traduits et retranscrits en vue de la constitution d'un corpus. Notre expérience des *focus groups* sur le terrain nous permet de dire aujourd'hui qu'ils présentent pour cette étude des avantages non négligeables. Le format ainsi que l'animation et la présence d'autres individus poussent les participants à intervenir. Le travail sur la mémoire est facilité par les réactions que les souvenirs des uns suscitent chez les autres participants comme l'illustre l'extrait d'entretien rapporté au début de la section 4.1. Le fait que le modérateur parle malgache et partage avec les participants le même système de codes sociaux et de valeurs facilite les prises de parole et les interactions. Le fait que le chercheur soit hors du

---

[607] Voir en annexe des exemples de photographies utilisées

[608] Sur cette question voir par exemple les techniques utilisées par Jenny Kitzinger dans ses recherches sur le traitement médiatique du SIDA « Audience understandings of AIDS media messages: a discussion of methods », *Sociology of Health & Illness*, septembre 1990, vol. 12, nº 3, p. 319-335.

[609] Voir en annexe la grille de questions.

[610] Il n'y avait pas de traduction mot à mot pour ne pas gêner les processus de prises de note et la fluidité des débats. Bien que la langue malgache nous soit étrangère, nous avons acquis quelques bases permettant de saisir la teneur des échanges simplifiant ainsi les traductions.

champ visuel, c'est-à-dire hors du cadre de l'entretien, facilite et libère aussi la parole. Cependant, les entretiens collectifs ciblés présentent des inconvénients. Selon les configurations d'entretiens, la parole peut être bridée et limitée en temps et en qualité par la présence d'autrui. Cela se traduit par la prépondérance de certains discours ou par des temps de parole déséquilibrés. Enfin, la méthode peut se révéler coûteuse sur le plan financier et du temps passé, surtout dans la phase de traduction et de retranscription.

4.1.3. Définir les mondes sémantiques de la mémoire du développement

Les récits et les narrations récoltés au cours des entretiens et des *focus groups* forment des produits de la mémoire constitués dans l'intersubjectivité. Afin d'analyser ce matériau qui est d'ordre discursif et représentationnel, un logiciel d'analyse textuelle (Alceste[611]) est utilisé. L'objectif est de pouvoir déterminer comment s'organisent les éléments qui constituent les discours sur la mémoire du développement. Alceste réalise des calculs statistiques et des analyses factorielles pour déterminer l'usage des mots et leur localisation dans les discours (en utilisant la lexicométrie).

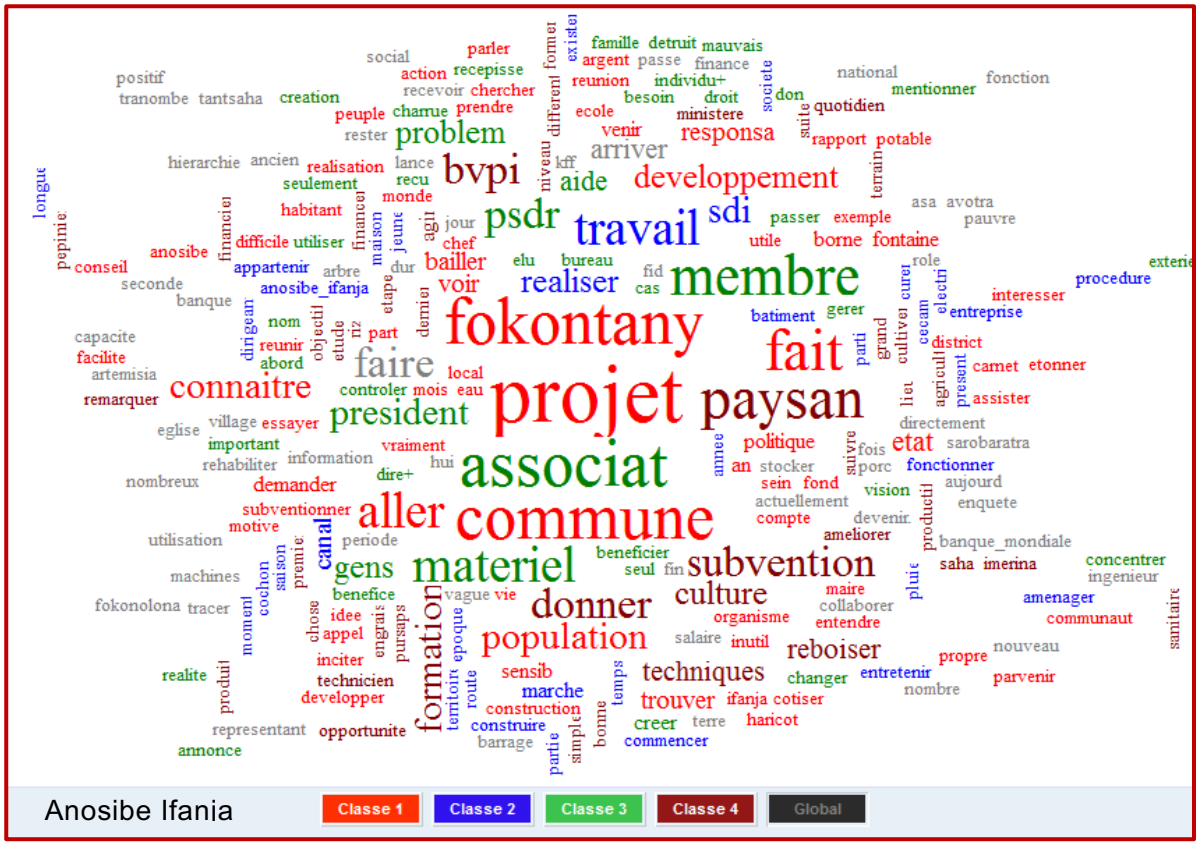
[611] Le logiciel Alceste (Analyse des lexèmes co-occurrents dans les énoncés simplifiés d'un texte) est un logiciel d'analyse textuelle (comme Lexico, IRaMuTeQ, Prospero etc.) conçu par Max Reinert en 1979, et diffusé aujourd'hui par la société IMAGE, grâce à la collaboration du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Agence nationale de la recherche (ANR). Il s'agit d'un logiciel qui utilise des méthodes statistiques pour analyser un corpus pouvant être de nature très diverse (entretiens, textes littéraires, revue de presse, recueil de condoléances etc.). Ce logiciel et plus généralement l'analyse de données textuelles sont largement utilisés en sociologie et en psychologie sociale. Le logiciel Alceste n'est pas un logiciel interprétatif, il ne donne pas d'interprétations *per se* mais il est un outil que le chercheur mobilise dans l'analyse d'un corpus. Il ne remplace pas le travail d'analyse en profondeur du corpus de textes et des situations d'énonciation

Une « topographie des discours »[612] sur le développement est ainsi reconstruite à partir de la fréquence des mots et de leur position dans les énoncés. La figure 15 permet de se représenter cette cartographie et le relief du corpus de la commune de Mezguita et d'Anosibe Ifanja au moyen d'un nuage de mots. Ces graphiques peuvent se lire comme des cartes topographiques avec des courbes de niveau. L'importance des mots dans le corpus est représentée par la taille de la police et la position plus ou moins centrale dans le graphique. Dans la figure, les mots sont rassemblés en classe (voir *infra*) sous la forme d'un code couleur. Ces classes représentent des thématiques autour desquelles s'organise le discours. Le logiciel est configuré pour repérer le vocabulaire dans différents énoncés qui sont ensuite mis en relation. Les contextes qui ont des mots en commun sont ainsi reliés[613].

[612] KALAMPALIKIS Nikos, « L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales » in *Méthodes d'étude des représentations sociales*, ERES, 2005, p. 147-163.

[613] Valérie Delavigne, « Alceste, un logiciel d'analyse textuelle », *Texto ! Textes et cultures, Équipe sémantique des textes*, 2003, p. 2.

Figure 15 : Nuage de mots topographique des corpus d'Anosibe Ifanja et de Mezguita



Notre intérêt pour ce logiciel réside dans l'apport que les résultats peuvent directement fournir dans la construction et l'analyse des traces laissées dans la mémoire par les interventions de développement. L'analyse de ces données permet en effet de mettre à jour les normes socioculturelles, les habitus de groupe ou professionnels ainsi que les représentations sociales qui participent et influencent la reconstruction des souvenirs. Comme le précise Nikos Kalampalikis « le vocabulaire d'un énoncé constitue une trace (…), une intention de sens du sujet-énonciateur »[614]. C'est précisément l'approche du discours par les « mondes lexicaux »[615] qui nous intéresse pour analyser et comparer les données qualitatives et quantitatives récoltées. Cette approche permet également d'étudier les « mondes de pensée du locuteur »[616] qu'il utilise lors du partage des souvenirs comme l'expliquent Hélène Rouré et Max Reinert :

> « Le locuteur au cours de son énonciation investit des mondes propres successifs et ces lieux, en imposant leurs objets, imposent du même coup leur type de vocabulaire. En conséquence, l'étude statistique de la distribution de ce vocabulaire devrait pouvoir permettre de retrouver la trace des "environnements mentaux" que le locuteur a successivement investis, trace perceptible sous forme de "mondes lexicaux" »[617].

Le logiciel Alceste est programmé pour rassembler le lexique utilisé dans des classes auxquelles correspond un « monde sémantique » ou un « monde lexical ». Les nuages de mots présentés plus haut représentent, par un code couleur, les différentes classes de mots qui sont ensuite analysés. L'analyse

---

[614] N. Kalampalikis, « L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales », art cit, p. 151.

[615] Max Reinert, « Alceste une méthodologie d'analyse des données textuelles et une application : Aurelia De Gerard De Nerval », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 1990, vol. 26, nº 1, p. 24-54.

[616] Daniel Bart, « L'analyse de données textuelles avec le logiciel ALCESTE », *Recherches en didactiques*, 2011, nº 12, p. 175.

[617] Hélène Rouré et Max Reinert, « Analyse d'un entretien à l'aide d'une méthode d'analyse lexicale », Paris, ENST, 1993.

se déroule en quatre phases sur lesquelles l'utilisateur a plus ou moins la main, en fonction de ses compétences techniques et de la version utilisée[618]. L'encadré 10[619] décrit les différentes phases du processus une fois que les corpus sont constitués.

Encadré 10: Les phases du traitement du logiciel Alceste : le plan d'analyse

- Avant la phase de traitement par le logiciel, le corpus fait l'objet d'une mise en forme selon des critères précis permettant de relier à la fois les discours et leurs locuteurs. A cette occasion un premier découpage en « unités de contexte initiale » (u.c.i) en fonction de variables déterminées est réalisé, dans notre cas les entretiens individuels ou collectifs.
- Étape de modélisation : Alceste découpe ensuite le corpus en « unités de contexte élémentaire » (u.c.e) et constitue un tableau de données avec en ligne les énoncés et en colonnes les lexèmes retenus.
- Étape de classification : Des classes sont ensuite identifiées et construites à partir de la présence et de l'absence des formes dans les unités de contexte.
- Étape de calculs complémentaires : tirs croisés, analyse factorielle de correspondance (croisement du vocabulaire et des classes et réalisation de représentations graphiques), classification ascendante hiérarchique montrant les liens de proximité ou d'éloignement des mots entre eux.

Plusieurs sous-corpus, par pays, puis par commune mais aussi par type d'entretiens sont constitués et pré-analysés. Finalement, pour cette étude, 7 corpus pour les 7 communes sont constitués et font l'objet d'une analyse. Quand cela s'avère nécessaire, certains entretiens longs et riches sont isolés dans la mesure où ils peuvent fausser et biaiser le traitement statistique opéré par le logiciel. L'utilisation d'un tel logiciel n'est recommandée (ou plutôt ne donne des résultats) qu'à deux conditions : le corpus doit être suffisamment volumineux et il doit être cohérent. En termes de volume, le

[618] Pour cette étude nous utilisons la version étudiante pour les systèmes d'exploitation fonctionnant sous Windows.

[619] Encadré réalisé à partir des travaux de Monique Dalud-Vincent, « Alceste comme outil de traitement d'entretiens semi-directifs : essai et critiques pour un usage en sociologie », *Langage et société*, 31 mars 2011, n° 135, p. 9-28 ; N. Kalampalikis, « L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales », art cit ; M. Reinert, « Alceste une méthodologie d'analyse des données textuelles et une application : Aurelia De Gerard De Nerval », art cit.

corpus constitué à partir des entretiens à Madagascar est composé de 114 000 mots et celui constitué à partir du terrain marocain de 86 000 mots[620]. Pour les deux terrains la condition de cohérence est respectée dans la mesure où les questions à Madagascar et au Maroc sont, à des degrés divers, sensiblement les mêmes d'un entretien à l'autre.

Comme toute forme d'outils, l'utilisation du logiciel Alceste présente des avantages ainsi que des limites. Nous avons présenté plus haut l'intérêt du logiciel dans notre étude. En termes de limites, le logiciel procède à un ensemble de traitements mathématiques et statistiques qui ne sont pas neutres. A chaque étape des choix sont opérés pouvant changer les résultats obtenus. Il faut en effet impérativement garder un regard critique sur les calculs et les données produites mais aussi sur le corpus en lui-même ainsi que sur le contexte de l'énonciation des discours. En effet, Alceste, bien que très performant, n'est pas capable de reconnaître l'humour et l'autodérision dont certains enquêtés peuvent faire preuve et pourra parfois classer des discours à l'inverse de ce que la personne a voulu exprimer. Comme le résument Ludovic Lebart et André Salem, Alceste considère les entretiens comme un « sac de mots »[621] et ignore donc la syntaxe et l'organisation du texte.

Notons ensuite, comme le rappelle Valérie Delavigne, qu'Alceste procède à un traitement qui est « sous tendu par l'hypothèse selon laquelle les structures sémantiques sont liées à la distribution des mots dans le texte et que cette distribution est pertinente »[622]. Les questions posées au cours des entretiens sont exclues dans l'analyse textuelle. Une telle démarche, qui n'est pas automatique chez les utilisateurs d'Alceste, nécessite une connaissance fine du corpus et des situations d'énonciation du discours. De plus, le corpus utilisé est basé sur des entretiens traduits ce qui génère

[620] Le corpus est plus important à Madagascar car les entretiens sont plus nombreux et réalisés dans quatre communes différentes.
[621] Ludovic Lebart et André Salem, *Statistique textuelle*, Paris, Dunod, 1994, p. 146.
[622] V. Delavigne, « Alceste, un logiciel d'analyse textuelle », art cit, p. 8.

inéluctablement des biais dans une recherche basée sur la structuration des discours[623]. Nous sommes donc confrontés à une perte progressive du sens avec la traduction, la lemmatisation et l'interprétation. N'oublions pas enfin, que la portée interprétative du logiciel est limitée et que la classification peut changer parfois substantiellement lorsque l'utilisateur change certains paramètres techniques.

Comme stipulé plus haut, Alceste n'est pas un logiciel interprétatif mais il offre aux chercheurs des outils pour analyser les représentations relatives à des faits sociaux comme le développement. C'est précisément dans cette perspective et pour poursuivre le croisement des différentes données que nous avons utilisé ce logiciel. Les tableaux 9 (Maroc) et 10 (Madagascar) présentent les classifications et thèmes dans les différentes communes grâce à l'utilisation du logiciel Alceste. Seul le traitement de la commune d'Arbâa Sahel n'est pas rapporté dans cette étude. En effet, le pourcentage d'unités de contexte élémentaire (UCE) classées pour cette commune est insuffisant (41 %). Les UCE sont des segments de taille réduite composés d'environ 200 caractères. Les classes sont constituées sur la base du contenu lexical de chaque UCE. Pour les autres communes, les tableaux suivants présentent plusieurs éléments : le pourcentage d'UCE classées, les différentes classes, leur représentativité en termes d'importance dans le corpus (% des UCE), l'intitulé que nous avons défini à partir de l'interprétation des résultats et du corpus dans son ensemble et enfin les mots qui sont significativement plus présents et donc représentatifs de la classe[624].

Ces intitulés et la topographie du discours qu'ils permettent de constituer sont les premiers pas de l'interprétation et de l'analyse des significations

[623] Les structures des discours sont reconstituées à partir de processus de lemmatisation qui regroupent sous une même catégorie différentes formes d'occurrences, par exemple sont classées sous la même catégorie des termes comme plantes, plante, plantation, planteur, planté.

[624] La significativité est déterminée en fonction de la valeur du chi2.

socialement partagées sur le développement. On constate d'ailleurs que d'une commune à l'autre certains intitulés et thématiques sont identiques ou similaires. Cela permet de comparer les résultats et les cadrages relatifs au développement dans la mémoire des individus d'une commune à l'autre. Les mondes sémantiques présentés plus bas à l'échelle des communes sont un premier résultat, intermédiaire, de cette étude. Le croisement de cette cartographie des discours avec les données issues des enquêtes par questionnaire et l'analyse faite des récits nous permet de définir les différentes variables de l'imprégnation mémorielle et les représentations qui président à la reconstruction des souvenirs. Les mondes sémantiques de la mémoire du développement sont ainsi explorés dans la suite de ce chapitre.

Tableau 9 : Les mondes sémantiques de la mémoire du développement au Maroc

		CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3	CLASSE 4	CLASSE 5
Tassousfi (58%)	Intitulé	**Eau, électricité, route**	**Émancipation féminine**	**Conflits générationnels et renouvellement politique**	**De la *jmâa* à l'association**	
	% des UCE	32 %	3 3%	11 %	24 %	
	Présences significatives	Eau, électricité, projet, puits, potable, État, construire, route, INDH, charge, cher, piste	Femme, formation, elles, filles, homme, féminin, je, santé, partir, apprendre, connaître, club	Électif, politique, changement, entendre, télévision, vieux, peur, vote, arriver, perdu, ensemble, développement, territoire, guerre	Jmâa, association, garde, créer, trésorier, organiser, solidarité, bureau, membre, création, papier	
Mezguita (59%)	Intitulé	**La politique et le développement**	**Fléaux sanitaires et sociaux**	**Eau, électricité, route**	**De l'association à la commune**	**Les enseignants dans le développement**
	% des UCE	24 %	30 %	13 %	19 %	14 %
	Présences significatives	Politique, mouvement, monde, société, caïd, pays, discours, intervenir, différent, jeune	Femme, alphabet, éducation, aide, santé, cours, convention, temps, groupe, chantier, hammam,	Potable, eau, permis, partenariat, ONG, programme, PNR, PAGER, aménager, national, bénéficier, Unicef, projet, INDH	Président, électif, commune, instituteur, assemblée générale, élu, vice-président, opposition, comité, membre	Étude, professeur, Ouarzazate, Agdz, sportif, enseigner, primaire, culture, licence, directeur, formation, élève

Tableau 10 : Les mondes sémantiques de la mémoire du développement à Madagascar

		CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3	CLASSE 4	CLASSE 5
Ampefy (81 %)	Intitulé	**Des projets pour les paysans**	**Constructions et matérialités (santé)**	**Action et concertation**	**Santé maternelle et infantile**	
	% des UCE	27%	40%	19%	14%	
	Présences significatives	Paysan, culture, tabac, Ofmata, PSDR, engrais, cultiver	Construction, projet, sanitaire, borne fontaine, agir, eau, WC, bailleur	Faire, aller, réunion, voir, gens, tourisme, aider, essayer, devoir, chose	Enfant, mère, Pasmi, Seecaline, femme, santé, accoucher, Unicef, planning familial	
Anosibe-Ifanja (75 %)	Intitulé	**L'administration du développement**	**Les échecs de la SDI**	**Un développement confisqué**	**Des projets pour les paysans**	
	% des UCE	45%	13%	24%	18%	
	Présences significatives	Projet, connaître, *fokontany,* population, maire, politique, développement	SDI, canal, curer, électricité, entreprise, cochon, pluie, époque, saison	Association, membre, président, PSDR, récépissé, matériel, famille, bénéficier, gérer, regrouper	Technique, productif, BVPI, objectif, subvention, étape, terrain, formation, étude, améliorer, riz, opportunité, former	

Manalalondo (57 %)	Intitulé	**Des projets pour les paysans**	**Constructions et matérialités (éducation)**	**L'administration du développement**	**Un développement confisqué**	
	% des UCE	25%	19%	34%	22%	
	Présences significatives	Leucofruit, paysan, saison, pluie, jour, problème, cher, engrais, terre, argent, acheter, insécurité, rembourser, riz	École, construire, Cresed, classe, salle, régime, éducation, lycée, Ravalomanana, FID	Maire, développement, Célestin / Célestine, élu, chercher, connaître, commune, chef, ADM, besoin, demander, politique, député, électif, dirigeant	PSDR, pisciculture, réponse, bénéficier, APDRA, barrage, association, motive, expliquer, créer, membre, projet	
Miarinarivo (71 %)	Intitulé	**Constructions et matérialités (éducation)**	**Santé maternelle et infantile**	**Traumatisme de la pénurie**	**L'administration du développement**	**Les transformations de la ville**
	% des UCE	12%	23%	23%	25%	17%
	Présences significatives	FRAM, école, éducation, maître, ministère, devoir, payer, EPP, parent, élève, cotiser, charge, étudier, débrouiller	Seecaline, formation, Pasmi, donner, santé, Prosperer, jeune, contre, drogue, lutter, poulet, maternelle, apprendre	Association, distribuer, année, époque, croix-rouge, natte, jouet, participe, souvenir, riz, aide, queue, vivres	Falloir, développement, niveau, argent, bailleur, politique, idée, chef, demander, fonds, aller, accepter, financer, intercommunalité	Construire, ville, route, marché, mangarivotra, commune, développer, Ravalomanana, régime, privé

4.2. Les variables de l'imprégnation mémorielle dans le cas malgache

> « La mémoire est à la vie mentale, telle que le corps à la vie physique : l'espace du vécu le plus subjectif, le plus intime, à la limite de l'ineffable. Et pourtant comme le corps où elle est inscrite aussi, elle vit des autres et son expérience est moulée dans les catégories du social »[625].

Dans le chapitre 3 nous avons exploré à l'aide de différentes variables (le temps, les acteurs, l'espace) le contenu des souvenirs exprimés par les habitants des sept communes d'enquête. Puis, à la lumière de la littérature et du corpus d'entretiens, nous avons montré comment les récits sur les souvenirs et la mémoire se construisent dans l'intersubjectivité pour mettre en lumière des mondes sémantiques partagés par les individus. Afin de poursuivre dans cette direction, nous entendons maintenant expliciter et analyser le contenu des souvenirs et ce qui les façonnent en mettant en lumière les variables de l'imprégnation mémorielle. L'objectif est ici d'ouvrir un peu plus grande la boîte noire des souvenirs individuels et de la mémoire socialement partagée du développement. Le processus de reconstruction des souvenirs s'inscrit, comme le suggèrent Denise Jodelet et Nikos Kalampalikis, dans des faits sociaux qui, dans une perspective durkheimienne, exercent sur les individus des contraintes externes. Ces variables forment et déforment les mémoires et trouvent leur dynamisme dans la vie du groupe comme le montre le théoricien de la mémoire, Maurice Halbawchs[626]. Notre démarche nous conduit d'ailleurs à mettre en relief ce que Halbwachs définit comme des cadres sociaux de la mémoire qui servent

---

[625] Denise Jodelet et Nikos Kalampalikis, *Représentations sociales et mondes de vie*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2015, p. 128.

[626] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.* ; M. Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.*

de « points d'appui à la mémoire individuelle »[627]. Il peut s'agir du langage, de l'écrit mais aussi d'institutions comme la famille, la religion ou plus généralement le sacré. Il ne faut cependant pas avoir une vision uniquement constructiviste de la mémoire. C'est là d'ailleurs l'une des principales critiques faites au travail de Maurice Halbwachs sur les cadres sociaux de la mémoire. En effet, ces derniers ne déterminent pas de manière entière la mémoire individuelle. Même si le fait de se souvenir est toujours lié à des processus sociopolitiques, c'est nécessairement plus qu'un effort de reconstruction qui partirait seulement du social.

Le tableau présentant les mondes sémantiques de la mémoire du développement à Madagascar (tableau 10) croisé avec les résultats des enquêtes par questionnaire et notre analyse des entretiens conduisent à mettre en avant trois variables autour desquelles se concentrent les souvenirs des expériences individuelles et collectives des interventions de développement. L'agriculture, l'environnement et la santé sont les trois « secteurs » qui sont structurants dans l'évocation des souvenirs relatifs au développement. Nous utilisons le terme « secteur » par commodité pour décrire des catégories construites et facilement identifiables par le développeur. Mais il faut dépasser ces catégories d'action publique « froide » afin d'en extraire le contenu propre à la mémoire du développement. En d'autres termes il faut aller plus loin que poser le constat selon lequel les souvenirs des interventions liées à l'agriculture, la santé et l'éducation sont plus vives car il y a eu plus d'interventions dans ces trois « secteurs ». Il faut en effet chercher d'autres raisons qui expliquent la vivacité de ces types d'interventions et leur poids dans les souvenirs. Les sections suivantes reviennent successivement sur ces trois éléments. Dans cette deuxième section, nous ne présentons que l'analyse du terrain malgache dans la mesure où nous ne disposons pas de données suffisantes dans le cas du Maroc. En effet, le faible nombre d'entretiens collectifs ciblés

[627] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*, p. 380.

au Maroc en comparaison de Madagascar et le fait que nous n'avons pas pu définir les mondes sémantiques de la mémoire du développement à Arbâa Sahel nous ont poussé à ne pas considérer pertinent de réaliser la même analyse pour les communes marocaines.

4.2.1. L'agriculture : le savoir et le faire

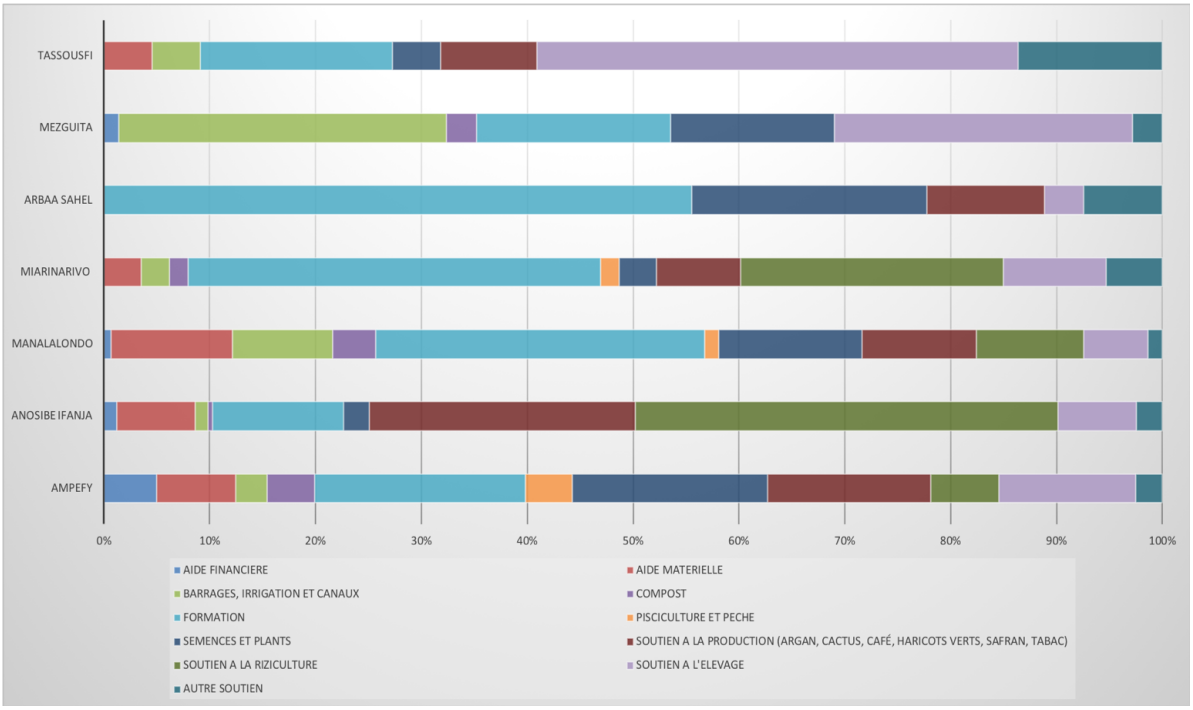
> « Il y a tellement de souvenirs que c'est difficile d'en choisir un. Mais le plus important ce sont les souvenirs concernant la vie paysanne parce que nous sommes des paysans. J'ai des souvenirs de la vie paysanne depuis la Première République. Si on fait une comparaison entre la vie pendant cette période et ce qui se passe aujourd'hui, il y a un écart considérable. Les raisons sont multiples. Par exemple, durant la Première République, les enfants qui n'avaient pas huit ans n'allaient pas à l'école, alors qu'aujourd'hui, il y a la maternelle et le préscolaire. Même dans les moyens de subsistance, la situation a changé, ça ne ressemble pas à ce qu'on vivait au cours de la Première République »[628].

Au cours des enquêtes à Madagascar, parmi les souvenirs d'interventions de développement qui sont rapportés, un grand nombre concerne le monde paysan. Ils sont d'ailleurs de nature très différente comme l'illustre la figure 16 qui présente les catégories d'interventions constituées à partir des réponses aux enquêtes par questionnaire. L'importance de chaque catégorie est représentée par un pourcentage calculé uniquement sur les réponses exprimées. Il s'agit uniquement des réponses concernant les souvenirs de la participation aux interventions dans le secteur de l'agriculture des personnes enquêtées. Cette figure permet de rendre compte des différentes formes que

[628] Individu n°2 (homme, âgé de plus de 60 ans, agriculteur et membre du Comité de développement du *fokontan*y) *focus group* à Ampefy, *fokontany* d'Atalata Vaovao, le 21 septembre 2016.

prend le soutien dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage selon les communes malgaches. Nous avons d'ailleurs aussi inséré les résultats pour les communes marocaines. Il est nécessaire cependant de rappeler une précaution que nous avons à plusieurs reprises énoncée et démontrée : cette figure doit être lue par le prisme de la mémoire, elle n'est pas le reflet objectivé de l'histoire des interventions de développement dans les différentes communes mais elle correspond à ce dont la population se souvient lors des enquêtes et aux souvenirs qu'ils reconstituent de ces mêmes interventions.

Figure 16 : Les différentes catégories de projets du secteur agricole auxquels les enquêtés se souviennent avoir participé (ensemble des communes)



Si dans les enquêtes par questionnaire les souvenirs liés à des interventions dans le secteur « agriculture » sont nombreux, les récits des habitants font aussi une part importante aux mondes agricoles. Ainsi, à Ampefy, Anosibe

Ifanja et Manalalondo un monde sémantique intitulé « des projets pour les paysans » concerne la vie paysanne. Nous allons proposer quatre niveaux d'analyse de ce premier monde sémantique.

Dans l'extrait de *focus group* présenté plus haut, notre interlocuteur affirme son appartenance au groupe des paysans et, par là même, la prégnance de ce groupe dans la commune d'Ampefy. Il fait ainsi référence à l'identité collective paysanne en inscrivant ses souvenirs dans les pratiques, les habitudes et les caractéristiques de ce groupe d'individus. Ce sentiment d'appartenance à la communauté paysanne, dont on peut caractériser l'intensité comme forte, est rappelé dans de nombreux entretiens à Ampefy, Manalalondo et Anosibe Ifanja. A Ampefy, 83% des personnes qui sont enquêtées travaillent dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche et les souvenirs sont largement ancrés dans l'évolution des techniques, dans les changements de culture au cours du temps et leurs effets sur la vie quotidienne des ménages. D'ailleurs, quand on s'intéresse aux interventions qui marquent le plus la mémoire familiale des enquêtés, on constate que 81,5 % des interventions citées concernent des projets agricoles (soutien à la riziculture, à la caféiculture, aides financières et matérielles, formations agricoles etc.). L'identité collective paysanne est ainsi un cadre structurant de la mémoire des enquêtés. Cela ne veut pas pour autant dire qu'il faut circonscrire la mémoire des paysans uniquement dans les projets liés à l'agriculture comme le suggère habilement un des participants à un *focus group* :

> « En général, nous sommes presque tous des paysans à Ampefy. Mais ça ne nous empêche pas de participer à autre chose que des projets liés à l'agriculture, nous avons d'autres expériences à vous raconter »[629].

[629] Individu n°4 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, agriculteur, agent communautaire de santé) *focus group* dans la commune d'Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

Le deuxième élément à souligner tient au fait que les activités agricoles font partie intégrante du quotidien des habitants des quatre communes malgaches. Le rythme des saisons, des récoltes mais aussi et surtout des achats et les collectes de riz, de légumes ou de viandes sont des points de repères, des moments qui marquent leur mémoire. Les interventions de développement s'inscrivent dans ces cadres temporels du calendrier cultural. L'agriculture représente par conséquent à la fois le « faire », l'activité quotidienne, mais aussi le « savoir ». Un savoir qui leur vient d'ailleurs, pour la plupart, de leurs parents, une mémoire héritée à laquelle se greffent des interventions de développement comme le PSDR ou la rizipisciculture. On peut également faire l'hypothèse que si les souvenirs concernant l'agriculture sont très vivaces c'est parce que les individus, très majoritairement agriculteurs, estiment avoir la compétence pour donner leur avis sur tels ou tels projets, plus que sur d'autres secteurs comme la gouvernance dont les projets s'y référant sont faiblement représentés dans les enquêtes. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'à la question portant sur les « projets dont il ne reste rien », à Ampefy, environ 60 % des réponses concernent l'agriculture. Cette compétence à juger ces projets renvoie à un constat posé dans la littérature en anthropologie du développement selon lequel une partie des raisons expliquant les échecs de certains projets est liée au fait que les savoirs locaux et les connaissances des paysans ne sont pas suffisamment pris en compte malgré les processus participatifs et le rôle donné à la société civile[630]. Nous aurons l'occasion de revenir dans la section 4.4 de ce chapitre sur ces éléments et sur le fait que le développement (et ses avatars, les projets) sont largement considérés comme exogènes et venant de « l'extérieur ».

Ensuite, un troisième niveau de lecture de cette thématique autour de laquelle s'organisent les souvenirs tient au fait que l'activité de production

[630] J. Ferguson, *The anti-politics machine*, *op. cit.* ; Jonathan Crush (ed.), *Power of development*, Londres ; New York, Routledge, 1995, 324 p ; E. Crewe et E. Harrison, *Whose Development?*, *op. cit.*

agricole représente l'acte de manger, de survie et d'accumulation de biens ou de richesses. Rappelons que la sous-alimentation figure à Madagascar parmi les premières causes de mortalité des enfants et, selon un rapport de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) en 2016, environ 35% des malgaches sont sous alimentés et exposés à une plus grande vulnérabilité aux maladies. La peur de la faim revient ainsi à plusieurs reprises dans nos entretiens, notamment dans la commune de Miarinarivo où nos interlocuteurs rappellent le traumatisme vécu sous la période socialiste (II^{e} République) lorsque des pénuries alimentaires touchèrent le pays. Il s'agit d'un des « mondes lexicaux » de la commune de Miarinarivo énoncé dans la section précédente « Traumatisme de la pénurie ». Il fallait alors « faire la queue » et surtout « on ne trouvait rien à manger ». Le développement représente donc un moyen pour les habitants d'éviter de revivre ces traumatismes comme en témoigne cet extrait d'entretien :

> « Avec les techniques modernes d'agriculture introduites par les projets, on peut produire suffisamment avec un hectare pour faire vivre une famille, comme ça on n'a plus faim »[631].

Les habitants de la région Itasy qui tirent l'immense majorité de leurs moyens de subsistance du travail de la terre voient également dans l'acte de produire un moyen d'accumuler des richesses. Or, en matière d'accumulation, la mémoire socialement partagée est particulièrement marquée par les situations dans lesquelles des paysans ne sont pas parvenus à rembourser les micro-crédits contractés, notamment auprès de la Banque des paysans malgaches (BTM, *Bankin' ny Tantsaha Malagasy*). Comme en témoigne l'extrait présenté ci-dessous, les souvenirs de personnes confrontées à l'impossibilité d'honorer leur dette reste un traumatisme largement répandu qui conduit beaucoup d'individus à ne pas vouloir utiliser ce moyen de

[631] Individu n°3 (femme de 64 ans, agricultrice) *focus group* dans le *fokontany* d'Antanambao nord à Miarinarivo le 6 octobre 2016.

financement pour leurs exploitations. Le traumatisme et le manque de confiance dans les institutions bancaires sont d'ailleurs renforcés par le fait que dans les représentations des agriculteurs, cette banque devait être au service du monde paysan, du fait même de son nom, la Banque des paysans malgaches. L'extrait d'entretien fait concrètement le lien entre l'insécurité foncière qui touche une grande partie des agriculteurs de la région Itasy et la peur de se voir confisquer ses terres en cas d'impayé. Ces souvenirs jouent dans la mémoire collective un rôle de garde-fou pour ne pas répéter ce qui est considéré comme des erreurs du passé et risquer de mettre en péril les moyens de subvenir à ses besoins.

> « La BTM a eu un projet dans notre *fokontany*, elle a prêté de l'argent aux habitants. Mais des problèmes sont survenus dans le remboursement des crédits, à cause des baisses de la production agricole liées aux catastrophes naturelles, les emprunteurs n'ont pas pu honorer leurs crédits ni leurs échéanciers. La banque les a sanctionnés, ils ont par exemple confisqué des terres … depuis, les habitants se méfient et ne veulent plus procéder à un emprunt bancaire, ils ne veulent surtout pas revivre ça »[632].

Comme l'a montré Jean-François Bayart[633], le fait de manger est directement lié au processus d'accumulation des richesses et du pouvoir mais, à Madagascar, cela renvoie également au monde de l'invisible, des ancêtres et du sacré. Le monde des ancêtres et de l'invisible constitue au sens de Maurice Halbwachs un cadre social de la mémoire qui est à vrai dire particulièrement difficile à saisir pour le chercheur. Aussi, faut-il chercher cette présence du sacré et de l'invisible dans les nombreuses références faites à la riziculture dans les différentes enquêtes menées. Au-delà du fait que le riz est l'aliment de base des malgaches qui le consomment à tous les

---

[632] Entretien avec le président de *fokontany* d'Atalata Vaovao dans la commune d'Ampefy le 21 septembre 2016.

[633] Jean-François Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, 439 p.

repas de la journée, la riziculture est aussi une activité agricole très ritualisée ponctuée d'interdits (*fady,* tabou) et de temps forts tout au long du calendrier agricole durant lesquels les esprits interviennent et se manifestent. Comme le rappellent Rakotomalala *et al.*, il y a une mythologie du riz dont la couleur blanche est associée au monde céleste. Le riz est attribué aux membres de la monarchie malgache qui ont d'ailleurs récupéré cette culture et les croyances y afférant pour renforcer leur pourvoir[634]. Ces auteurs rappellent ainsi que :

> « Chez les Merina, le riz est, par excellence, l'Aliment, celui des hommes et des ancêtres, mais aussi, selon un de leurs mythes qu'on retrouve chez les populations rizicoles de l'île, celui de Dieu, offert aux hommes ou volé par eux. D'ores et déjà apparaît ici l'association de ce principal produit de subsistance au religieux en Imerina »[635].

Le riz reste un marqueur culturel fort surtout en Imerina et même depuis la disparition de la monarchie. Ainsi, des mécontentements éclatent dans la capitale malgache lorsque le président Ratsiraka a proposé de remplacer le riz par d'autres produits lors des pénuries alimentaires des années 1980. Dans les premières années de l'indépendance de l'île, le premier président de la République malgache Philibert Tsiranana a lui-même fait marche arrière et accentué le soutien à la riziculture après avoir tenté de mettre au même niveau le riz et les autres cultures d'exportation comme le café.

---

[634] Malanjaona Rakotomalala, Sophie Blanchy et Françoise Raison-Jourde, *Usages sociaux du religieux sur les Hautes-Terres malgaches : les ancêtres au quotidien*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 269-270.

[635] *Ibid.*, p. 250.

4.2.2. Le sacré et le visible : la gestion de l'environnement

Prendre soin de la terre et de son environnement est, en Imerina, le moyen par lequel le vivant peut « entrer en bonne relation avec les esprits »[636]. Comme le détaille Sophie Goedefroit, un lien très fort existe entre un groupe d'individus et son environnement[637] puisque la terre n'est pas qu'un élément neutre mais un symbole autour duquel se décrivent les rapports sociaux. À la terre sont identifiés les ancêtres qui se confondent avec elle et, comme le souligne Paul Ottino, c'est « par la relation entre les morts et les vivants qu'est postulée et comprise la notion de territoire »[638]. Cette intimité particulière entre les habitants de la région Itasy et leur environnement participe également au cadrage des souvenirs et explique la raison pour laquelle les projets de reboisement impriment si intensément les souvenirs individuels et la mémoire partagée. L'aménagement de l'espace et le reboisement sont des activités qui entrent directement en prise avec l'univers du sacré et des ancêtres, dont les tombeaux sont construits sur ces terres. Ainsi à Ampefy, les personnes enquêtées partagent plus de souvenirs de projets de reboisement que de projets liés à la santé ou à l'agriculture. En matière d'environnement, plus de 90 % des souvenirs de projets concernent d'ailleurs le reboisement à Madagascar.

En plus de cette très forte dimension du sacré, il faut préciser que le reboisement est décrit par plusieurs individus au cours des enquêtes comme un moyen de tisser des liens entre les générations. Ainsi on nous rapporte des situations où ce sont les plus jeunes accompagnés des anciens qui plantent les arbres. En outre, le reboisement constitue une trace matérielle qui dure comme le rappelle une habitante de Miarinarivo : « le projet

---

[636] *Ibid.*, p. 248.

[637] Sophie Goedefroit, « Stratégies patrimoniales au paradis de la nature : conservation de la biodiversité, développement et revendications locales à Madagascar » dans Marie-Christine Cormier Salem et al. (eds.), *Patrimonialiser la nature tropicale : dynamiques locales, enjeux internationaux*, Paris, IRD, 2002, p. 149.

[638] P. Ottino, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, *op. cit.*, p. 23.

Ravintsara[639] a laissé quelque chose dont la génération future va hériter, c'est certain ! »[640].

On peut également signaler un dernier élément qui contribue à donner de l'importance à ces projets et à imprégner les mémoires individuelles et collectives. Il concerne le fait que les projets de reboisement sont des évènements ritualisés qui donnent lieu à des inaugurations et des rassemblements de la population. Les gens assistent alors à des spectacles et des discours traditionnels (*kabary*) au cours desquels les orateurs se prêtent à des joutes verbales très appréciées par la population.

4.2.3. Le corps, lieu de mémoire ?

Parmi les paradigmes dominants dans la littérature sur la mémoire, la problématique des lieux portée par Pierre Nora[641] envisage ces derniers dans leur capacité à agencer et à créer la mémoire. Malgré le terme choisi qui fait référence à l'espace et à la matérialité, Pierre Nora va au-delà de la dimension topographique. En témoignent les titres des trois volumes consacrés à l'étude des « lieux de mémoire » en France : *La République*, *La Nation*, *les France*. Nous entendons dans cette section montrer en quoi le corps peut lui aussi être dépositaire d'une mémoire individuelle incorporant la mémoire collective.

Cette interprétation du corps comme lieu de mémoire dans cette étude trouve son origine tout d'abord dans le fait que les interventions dans le secteur de la santé à Madagascar (mais aussi au Maroc) sont très représentées dans les souvenirs des individus. Quelques projets en particulier se détachent

[639] Le Ravintsara de Madagascar est un arbre de la famille des lauracées, il est connu sous le nom de camphrier de Madagascar. La distillation de ces feuilles fournit une huile essentielle aux propriétés antivirales et anti-infectieuses.

[640] Individu n°4 (femme au foyer de 50 ans), *focus group* d'Est-Hôpital, commune de Miarinarivo, le 6 octobre 2016.

[641] Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, *op. cit.*

comme ceux qui concernent la santé des enfants et des mères (Pasmi et Seecaline à Madagascar). Les interventions de type vaccination sont aussi très présentes dans les souvenirs des individus puisque plus de la moitié des souvenirs du secteur santé rapportés à Ampefy concernent la vaccination. Dans les communes malgaches, ce sont surtout des femmes qui partagent les souvenirs liés à la santé ; 75% des individus qui rapportent ces souvenirs à Ampefy sont des femmes. De plus, comme le suggère le tableau des mondes sémantiques présenté plus haut, dans deux des quatre communes malgaches, la problématique de la santé maternelle et infantile est au cœur des conversations et pas uniquement de la part des femmes qui participent à ces entretiens[642].

Nous faisons ainsi l'hypothèse que la raison pour laquelle les interventions dans le domaine de la santé impriment plus la mémoire des habitants des communes malgaches est liée au fait qu'elles concernent au premier plan l'intime, le rapport au corps mais aussi les émotions. Nous allons illustrer et discuter cette hypothèse à partir de l'extrait d'entretien suivant. Nous avons choisi de le rapporter dans sa globalité :

> « Vous avez dit que nous étions libres de parler de nos souvenirs, de n'importe quels souvenirs. Nous deux [il fait référence à un autre participant du *focus group,* lui aussi membre du Comité de développement du *fokontany*], nous avons presque le même âge. Quand j'étais encore enfant, on nous donnait gratuitement des soins, on soignait les gens sans besoin de payer. Il y a un lieu spécial pour cela où on nous soigne. C'est la Croix Rouge Malagasy. À l'époque, nous devions prendre de la nivaquine[643] une fois par semaine. Aujourd'hui, la nivaquine coute très cher et elle est très rare. Ce projet

[642] A Ampefy, un *focus group* est spécifiquement organisé avec des femmes qui bénéficient du programme PASMI sans pour autant que le programme ne constitue l'essentiel des discussions.

[643] La nivaquine est utilisée dans le traitement préventif du paludisme. La personne interviewée n'a cependant pas cité le nom de cette maladie au cours du *focus group*.

n'existe plus alors que c'était bien pour les gens. Maintenant, c'est au niveau du *fokontany* que les mères et les nouveaux nés doivent se rendre pour se faire soigner. Mon souvenir vous voyez il se situe sur la manière de faire, la manière de soigner les gens entre aujourd'hui et mon enfance, sur la différence entre les deux. Quand j'étais un enfant, à cette époque, c'était une femme qui était le président de notre *fokontany*. C'est elle qui a construit cette nouvelle école. Après il y a différentes ONG qui ont fait des projets ici. C'est mon souvenir, vous savez, je le partage et j'en suis sûr que les autres s'en souviennent aussi. Je me souviens très bien que j'ai avalé quelque chose d'amer pendant cette partie de ma vie. C'était vraiment amer, ça oui, et je me souviens très bien. Mais nous apportions toujours quelque chose de sucré à l'époque, comme une banane ou un bonbon. Les parents étaient obligés d'accompagner leurs enfants au poste de la Croix Rouge Malagasy chaque semaine pour prendre cette nivaquine. Ça durait longtemps puisque c'est seulement à l'âge de huit ans qu'un enfant arrête de prendre la nivaquine. C'était vers l'année 1967. J'avais huit ans cette année-là et j'ai arrêté de prendre la nivaquine. C'était à l'âge de huit ans que j'ai commencé l'école. A l'époque, il n'y a pas encore des écoles comme aujourd'hui à Ampefy, c'était bien différent »[644].

Notons pour commencer que cet extrait d'entretien illustre une fois de plus l'idée développée plus haut selon laquelle le processus de reconstruction du souvenir est un jeu d'aller-retours entre le présent et le passé et qu'il est inscrit dans des dynamiques individuelles et collectives. Notons aussi qu'il prend les autres membres du *focus group* à témoin, comme si son souvenir était forcément partagé par les autres. L'individu interviewé place d'ailleurs des points de repère dans sa mémoire qui correspondent à son passage en tant qu'individus entre deux institutions, la famille et l'école, que l'on peut

[644] Individu n°1 (homme, agriculteur âgé entre 50 et 60 ans, membre du Comité de développement du *fokontany*) *focus group* dans la commune d'Ampefy, *fokontany* d'Atalata Vaovao, le 21 septembre 2016.

caractériser de collective. Son expérience individuelle de prise d'un traitement préventif contre le paludisme s'inscrit dans un lieu, les centre de nivaquinisation, où tout le monde se rendait. Le souvenir de cette prise de médicament change lorsque lui-même change de repère social et temporel, passant de la famille à l'école. C'est un nouveau cadre de sa mémoire (au sens halbwachsien) qui s'impose à lui. L'accès à l'école et aux soins sont ainsi deux éléments particulièrement structurants de la mémoire collective malgache, surtout pour les individus de plus de 50 ans qui sont donc nés avec l'Indépendance de Madagascar. Comme le rappellent Françoise Raison-Jourde et Gérard Roy, l'accès à l'école en brousse mais aussi en Imerina était particulièrement inégalitaire et l'école constituait « une institution étrangère à l'univers villageois réputée détruire les rapports sociaux traditionnels en sapant l'autorité des anciens, des notables, des parents sur les enfants »[645].

Au cœur de ce souvenir se trouve un geste, un acte du corps, celui de la prise d'un médicament dont les conditions sont décrites avec une précision remarquable, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un souvenir d'enfance rapporté par un homme âgé de plus de 50 ans. Ce geste constitue un point de jonction entre la mémoire individuelle (celle de prendre la nivaquine) et collective (on se fait soigner à l'hôpital, la nivaquine coûte cher, elle est rare etc.). Ces deux dimensions sont liées et participent de la sorte à la construction du souvenir. Ce geste est en outre doté d'une forte composante émotionnelle, il est particulièrement vivace et si marquant que l'enquêté se souvient du contexte précis dans lequel il se trouvait. Il appartient au domaine de la mémoire autobiographique et se rapproche de souvenirs *flash* (*flashbub memories*) liés à des évènements publics, autobiographiques marquants mais aussi des sensations ou des émotions. Dans le cas de l'extrait d'entretien présenté plus haut, notons aussi le souvenir contrasté entre l'amertume des cachets de nivaquine et le caractère doux et sucré des

[645] F. Raison-Jourde et G. Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar*, *op. cit.*, p. 47-48.

bonbons que les enfants recevaient après. Même si Maurice Halbwachs posait la question du lien entre émotion et mémoire en 1939 dans un article où il mène la sociologie durkheimienne sur « la terre escarpée des phénomènes affectifs »[646], ces deux notions sont longtemps restées opposées dans la littérature académique[647]. La mémoire est du domaine de la raison alors que les émotions s'en trouvent exclues. Les recherches récentes en sciences cognitives montrent cependant le lien entre les deux. Les émotions sont en effet nécessaires au fonctionnement cognitif et en particulier à celui de la mémoire[648].

Dans le registre des émotions se trouve aussi la peur et la méfiance. Au cours des entretiens menés, plusieurs personnes, et surtout des femmes, insistent sur le fait que longtemps les habitants des communes malgaches se sont méfiés de la médecine non traditionnelle et des hôpitaux, comme en témoigne cet extrait :

> « Il y a beaucoup de différences entre avant et après mon retour[649], avant les gens avaient très peur de tout ça, de la médecine, quand ils étaient malades ils n'allaient pas au docteur, ils allaient chez des guérisseurs pour la médecine traditionnelle. Parce que quand ils vont chez le docteur ils ont des réactions aux piqures. Par exemple une fois une famille est allée chez le médecin traditionnel qui lui a donné des herbes, ça n'a pas marché alors ils sont allés chez le médecin mais le bébé était déjà déshydraté, il lui a fait une piqure mais c'était trop tard

---

[646] Maurice Halbwachs, « L'expression des émotions et la société », *Revue turque de morale et de sociologie*, 1939, nº 5, p. 42-59 ; Maurice Halbwachs et Christophe Granger, « L'expression des émotions et la société », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, août 2014, nº 123, p. 39-48.

[647] Dans la littérature classique, le lien entre mémoire et émotions a été abordé notamment par Marcel Proust et sa célèbre madeleine dans *À la recherche du temps perdu*.

[648] Francis Eustache et al. (eds.), *Mémoire et émotions*, Paris, Éditions Le Pommier, 2016, p. 7.

[649] Mme V est restée à Ampefy jusqu'à la fin du primaire après quoi elle est partie à Antananarivo puis dans le nord de l'île avec son mari et ses enfants avant de revenir à Ampefy près de 30 ans après son départ.

le bébé est parti. Et après les gens disent que c'est la faute du docteur… »[650].

C'est, selon les récits des personnes rencontrées, à la faveur de projet de développement comme Pasmi que les perceptions vis-à-vis de la médecine non traditionnelle et des hôpitaux changent :

« Après la mise en place de Pasmi, les gens n'ont plus peur d'aller à l'hôpital ou de consulter un médecin »[651].

Il faut bien entendu considérer non pas un projet comme Pasmi en tant que tel mais plutôt son mode de fonctionnement avec des intermédiaires locaux que sont les agents de nutrition ou de santé qui réunissent les femmes avec leurs enfants autour des soins, de la pesée ou de sensibilisation sur la nutrition. Cela rejoint ainsi l'idée, avancée dans le précédent chapitre, de l'importance et du poids des médiations endogènes entre le projet et les habitants.

Après avoir défini les cadres et les variables qui expliquent l'imprégnation mémorielle, la prochaine section de ce chapitre conduit à questionner et analyser sur les deux terrains d'étude une autre dimension de la structuration des mémoires et des processus de reconstruction des souvenir : les liens entre les dimensions matérielles et immatérielles du développement.

[650] Entretien avec Mme V engagée dans plusieurs associations locales de sensibilisation à Ampefy, le 22 septembre 2016.

[651] Individu n°3 (homme, entre 20 à 40 ans, agent communautaire de santé) *focus group* dans la commune d'Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

4.3. Les processus de développement entre visibilité physique et changements sociaux à long terme

La littérature en anthropologie et en étude du développement montre à partir de terrains en Afrique et en Asie combien la matérialité demeure un élément central dans les perceptions sur le développement[652]. Cette étude explore ainsi les liens qui existent entre mémoire matérielle et mémoire immatérielle du développement. La mémoire matérielle désigne celle qui est inscrite dans le paysage et laisse une trace tangible quand la mémoire immatérielle relève du récit et de la reconstruction des souvenirs. Nous allons montrer dans cette section que, sur le plan empirique, il est impossible de les séparer mais qu'il est surtout fondamental d'étudier ensemble ces deux dimensions. Pour ce faire nous proposons tout d'abord une lecture des lieux de mémoire qui est l'un des paradigmes majeurs des études sur la mémoire (4.3.1). Il s'agit de montrer comment certains lieux sont des éléments structurants essentiels de la mémoire du développement et qu'ils fixent ou stabilisent les représentations sociales sur le développement. La matérialité est ainsi considérée à la fois comme le moyen de parvenir au développement et le symbole d'une forme de modernité. Cela nous conduit à mettre en avant des institutions de la modernité (écoles, centres de santé mais aussi associations locales de développement etc.) qui par leur présence, leur absence ou les différences de densité d'un territoire à l'autre, rappellent l'accès ou le non-accès au développement.

L'infrastructure, le *hard* ou l'artefact du développement sont plus que des lieux, des contenants ou des objets. Ils participent à la production de sens et sont attachés à des pratiques sociales.

---

[652] Stacy Leigh Pigg, « Inventing Social Categories through Place: Social Representations and Development in Nepal », *Comparative Studies in Society and History*, 1992, vol. 34, nº 3, p. 491-513 ; Maia Green, « Participatory development and the appropriation of agency in southern Tanzania », *Critique of Anthropology*, mars 2000, vol. 20, nº 1, p. 67-89 ; R.M. Ahearne, *Understanding Contemporary Development*, *op. cit.*

La dimension matérielle du développement, c'est-à-dire la présence d'infrastructures, de *hard* ou d'artefacts, doit également être analysée dans la mesure où elle participe à la production de sens. Nous montrerons que la matérialité du développement, au-delà des objets, représente la concrétisation de dynamiques de changement social (4.3.2). Nous analysons ainsi la manière dont les lieux (matériels ou immatériels) concrétisent le changement social et nous insistons sur l'exemple des évolutions relatives aux hiérarchies traditionnelles au Maroc et à Madagascar. Enfin, cette section répond à la question : comment la dimension matérielle du développement est-elle vécue par les habitants ? Nous montrons ainsi comment les solutions de la configuration développementiste définissent et cadrent les attentes des habitants en matière de développement (4.3.3).

4.3.1. Les lieux comme soutien des mémoires

> « Les traces du développement, ce qu'il en reste, ça se lit dans les constructions, vous avez vu comme les maisons ont changé, c'est ça le signe du développement, bon ou mauvais, ça change »[653].

> « Vous savez par rapport au reste de la commune, nous sommes le seul *fokontany* à n'avoir aucune EPP [École primaire publique], allez voir les autres, ils en ont et pas nous, ça se voit que nous n'avons pas le développement »[654].

[653] Entretien avec un fonctionnaire des services provinciaux du ministère de l'éducation nationale et ancien acteur associatif, le 17 mars 2016 à Zagora (Maroc).

[654] Individu n°3 (agriculteur, 48 ans) *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

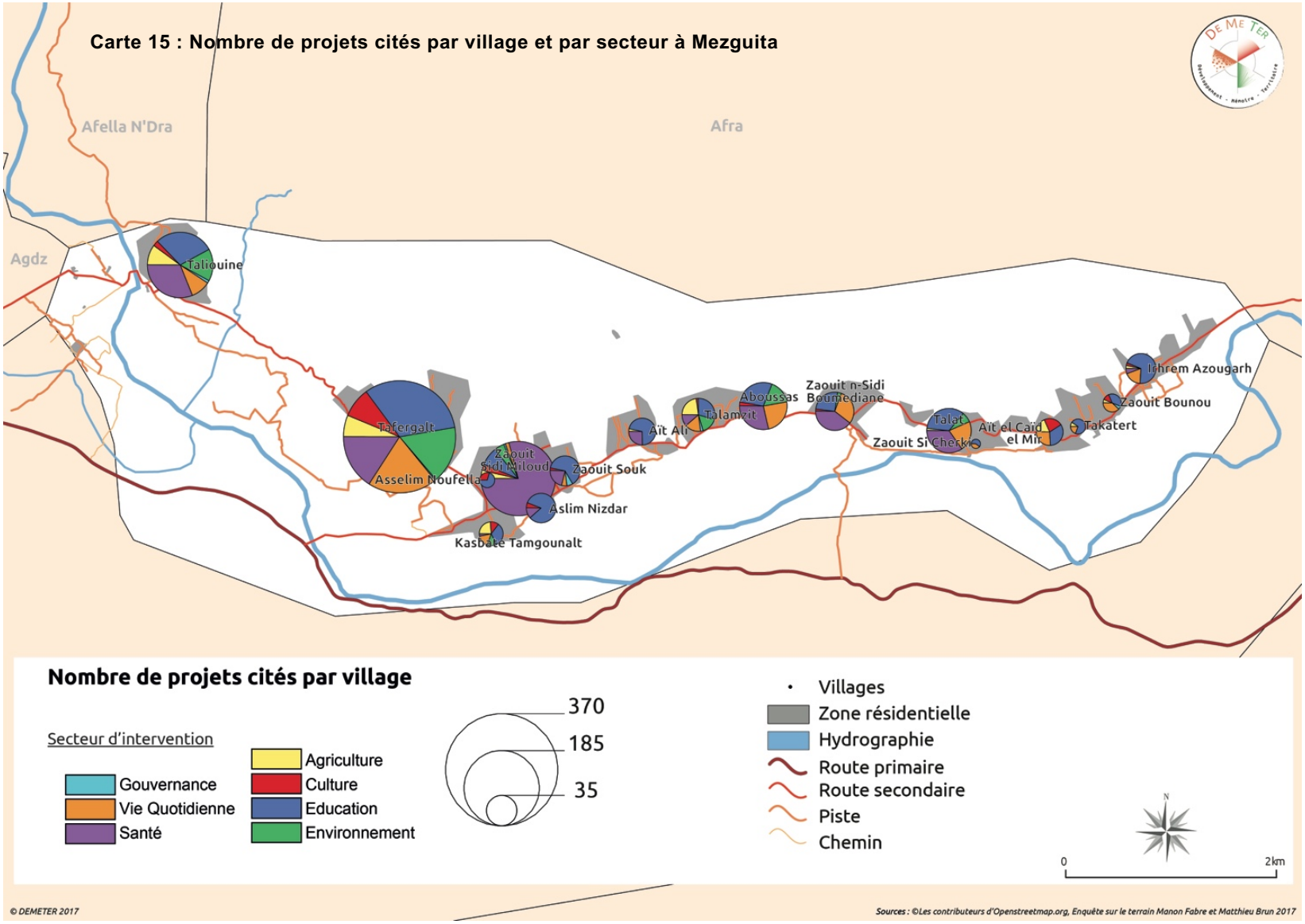
Nous avons, dans la section précédente, évoqué la problématique des lieux de mémoire que l'on doit à Pierre Nora et qui est l'un des grands paradigmes de la mémoire dans la littérature. Si l'historien ne limite pas son analyse aux lieux physiques et tangibles, force est de constater que dans le cadre de notre étude, la dimension matérielle est un facteur déterminant dans la structuration de la mémoire et dans la stabilisation des représentations sociales individuelles et collectives.

Les traces matérielles des interventions de développement sont de plusieurs ordres. Il peut s'agir de bâtiments privés ou publics comme les écoles, les centres de santé, les maisons de stockage, les routes mais aussi d'installations techniques comme des périmètres irrigués, des aménagements fonciers et hydrauliques. Les restes matériels du développement peuvent aussi se trouver dans la sphère privée, à l'intérieur du foyer ou dans un collectif comme les associations (archives papiers, machines etc.). Ces lieux multiples soutiennent la mémoire individuelle et les représentations socialement partagées du passé ainsi que celles développement, comme le soulignent les deux extraits d'entretiens présentés plus haut.

Dans le processus de reconstruction du souvenir, la mémoire est ainsi stabilisée et s'ancre dans ces lieux physiques et dans l'environnement proche des individus, comme le montre Jennifer Cole lorsqu'elle analyse les résurgences de la mémoire de la rébellion de 1947 à Madagascar[655]. Elle insiste d'ailleurs sur le fait que la manière dont les individus se souviennent de leurs expériences passées est, de près ou de loin, liée à la façon dont ils sont en interaction avec le monde matériel et les artefacts qui les entourent.

[655] J. Cole, « Quand la mémoire resurgit. La rébellion de 1947 et la représentation de l'État contemporain à Madagascar », art cit.

Carte 15 : Nombre de projets cités par village et par secteur à Mezguita



Afin d'illustrer ce constat, la carte ci-dessus représente le nombre de projets par secteurs auxquels les habitants de la commune de Mezguita se souviennent avoir participé dans chaque village. Chaque diagramme indique donc l'importance et le poids des différents secteurs. On constate ainsi que les souvenirs des interventions dans le domaine de la santé écrasent les autres secteurs dans le *douar* de Zaouït Sidi Miloud. Cette concentration de souvenirs s'explique par la présence du centre de santé communal principal qui y est installé depuis quelques années dans ce village. Cet édifice établit des formes de « correspondances spatiales » entre les représentations sur le développement dans le secteur de la santé qui s'y attachent. Ce centre de santé n'est d'ailleurs plus le lieu d'une intervention en particulier car il est sans cesse réinvesti par différents opérateurs (le ministère de la Santé au travers de la direction provinciale de la santé, la commune, les associations locales de développement qui y réalisent des actions de sensibilisation, les ONG nationales ou étrangères qui y installent des caravanes de santé, les fondations et organismes parapublics marocains etc.). Autour de ce lieu gravitent des histoires, des souvenirs et des récits individuels qui perpétuent la mémoire collective du développement.

À la manière de ce que théorise Maurice Halbwachs sur les lieux de mémoire à partir de sa topographie des évangiles en Terre Sainte[656], certains lieux perpétuent la mémoire du développement. Nous avons mentionné le centre de santé de Mezguita, mais, dans une même commune, on trouve plusieurs correspondances entre mémoire et espace comme les écoles publiques ou les greniers collectifs. Maurice Halbwachs insiste sur la création d'un itinéraire en Terre Sainte qui perpétue la mémoire collective du Christ et connue sous la forme des pèlerinages. Il n'y a pas sur les terrains d'enquête d'itinéraire collectif revendiqué ou institutionnalisé de la mémoire du développement, mais, on notera malgré tout que lorsque l'un de nos interlocuteurs, élu à la commune de Mezguita, instituteur et responsable dans l'association locale de développement, nous guide pour une découverte de la commune, il propose un itinéraire autour des lieux de sa propre

[656] M. Halbwachs, *La topographie légendaire des évangiles en terre sainte*, *op. cit.*

mémoire du développement. Cette dernière est entremêlée entre ses propres souvenirs et ceux du groupe auquel il appartient. Il nous conduit tout d'abord dans l'ancienne kasbah où se trouve la maison dans laquelle il a grandi et qui est aujourd'hui en ruine. C'est l'occasion pour lui d'expliquer les évolutions de la vie des habitants et les changements qu'occasionnent l'accès à l'eau et à l'électricité ainsi que le développement de l'habitat hors de la kasbah. Ensuite, il nous guide jusqu'au local de l'association de développement du *douar* où une classe de soutien scolaire se déroule. Ce lieu est pour lui l'une des traces du développement comme l'est aussi le « club » (nadi en arabe, نادي) des femmes installé non loin du local de l'ALD. Puis, il nous conduit à l'intérieur de la palmeraie pour nous raconter l'histoire des aménagements hydrauliques collectifs, celle des seguias, les canaux d'irrigation à ciel ouvert. Notre visite nous amène jusqu'à un barrage construit en amont et qui régule l'eau et le partage de cette ressource entre les communes en aval. L'aménagement et la gestion de l'eau constituent pour lui, comme évoqué plus haut dans cette étude, le signe des liens traditionnels qui unissent les communautés mais aussi les changements occasionnés par les avatars du développement tels qu'il les décrit : le progrès technique, la compétition sur le foncier du fait de la croissance démographique, l'abandon des habitats traditionnels vers les villes etc.

Cet itinéraire dessiné et suivi par notre interlocuteur oblige à s'interroger sur la manière de travailler les liens entre les traces physiques du développement et les récits qui les entourent. Au début de cette étude une définition de la mémoire est énoncée, elle est adaptée à nos travaux sur le développement. Il s'agit bien de comprendre la mémoire comme « la trace et l'évocation de la trace ». Les éléments présentés plus haut invite donc à conclure que, sur le plan analytique, il est impossible d'aborder la mémoire matérielle et la mémoire immatérielle de manière séparée. Nous allons montrer dans la section suivante que la mémoire du développement a un caractère global et que les lieux physiques et tangibles de cette mémoire produisent des pratiques sociales qui conduisent à l'inscrire dans des rapports de pouvoir.

4.3.2. Réification des dynamiques de changement social

L'infrastructure, le *hard* ou l'artefact du développement sont plus que des lieux, des contenants ou des objets. Ils participent à la production de sens et sont attachés à des pratiques sociales. Ces dernières évoluent au cours du temps et selon la manière dont les individus composent avec les infrastructures construites par les interventions de développement. Nous l'avons souligné à plusieurs reprises, les programmes de développement au Maroc et à Madagascar se traduisent très souvent par des infrastructures qui ne sont parfois souhaitées que par un nombre restreint de personnes. Si elles sont décrites comme les signes et les stigmates de ce que les individus conçoivent comme du développement, ces infrastructures évoquent aussi chez nos interlocuteurs les dimensions de pérennité ou de changement de certaines valeurs et variables sociales, comme les hiérarchies traditionnelles. Ces dynamiques de changement social, quel que soit leur degré, sont largement insérées et objectifiées[657] ou réifiées par les individus, c'est-à-dire qu'elles se concrétisent dans des formes matérielles. Le cas des infrastructures de gestion de l'eau à Madagascar et au Maroc est emblématique. L'irrigation et le tour d'eau au Maroc révèlent un ordre ancien qui se perpétue, comme le montrent Jacques Berque et Paul Pascon[658]. Il y a dans ces infrastructures une reproduction des hiérarchies sociales et, dans le cas de Madagascar des structures de la parenté. En effet, Ingrid Hall démontre à partir de travaux sur les réseaux d'irrigation en Imerina (à Morarano, une commune proche d'Antsirabé au sud de notre zone d'étude) que les canaux sont les supports des discours sur la parenté et sur les hiérarchies sociales traditionnelles[659]. Elle indique que le partage de l'eau

---

[657] Daniel Miller (ed.), *Material cultures: why some things matter*, Londres, Routledge, 1998, 243 p.

[658] Jacques Berque et Paul Pascon, *Structures sociales du Haut-Atlas*, 2. éd. rev. et augm., Paris, PUF, 1978, p. 157.

[659] Ingrid Hall, « Un canal comme support mnémotechnique pour la généalogie ?. Hautes Terres malgaches », *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, décembre 2008, nº 50, p. 256-281.

signifie le partage du patrimoine ancestral et notamment du tombeau familial[660].

Cependant, l'introduction du phénomène participatif dans les années 1990 au Maroc et à Madagascar, promu par les bailleurs et opérateurs de la configuration développementiste notamment dans le PNAE à Madagascar[661] ou dans la mise en œuvre des programmes d'accès à l'eau et à l'électricité au Maroc, bousculent les hiérarchies traditionnelles. Les innovations organisationnelles introduites dans la gestion de l'eau ou de certains projets modifient les pratiques et les rapports de pouvoir. Ces dynamiques de changement social sont à considérer sur les temps longs. Il en est ainsi du cas marocain où progressivement les *jmâa* voient leurs domaines d'action se réduire au profit des associations. Ces dernières, à leur création, reprennent les contours sociaux et territoriaux des organisations anciennes comme la *jmâa* et les instances de règlement des différends de la tribu. Progressivement s'opère donc un renversement des hiérarchies qui au Maroc se traduit par une place toujours plus importante accordée aux missions et aux prérogatives des associations locales et à leurs dirigeants, y compris dans la vie politique[662]. L'extrait d'entretien suivant avec un président de commune, élu en 2015, témoigne de ce renversement progressif des hiérarchies :

> « Avant l'association il y avait la *jmâa*, l'organisation traditionnelle qui s'occupe des terres et de l'eau, c'est elle qui décidait de la vie au village. L'association a pris le relais de la *jmâa,* c'est vrai presque partout aujourd'hui. La structuration de l'association s'est faite au début sur les mêmes critères que la jmâa, dans le bureau, les lignages des familles étaient représentés afin de ne pas négliger les gens qui influent sur les

[660] En Imerina, le tombeau est le point de départ de la constitution d'un groupe de descendance qui ne peut exister sans lui.

[661] S. Moreau, « Des associations des villes aux associations des champs en pays betsileo », art cit.

[662] Mohammed Benidir, « Leaders associatifs et élus locaux au Maroc : épreuves de face-à-face et controverses dans les arènes du développement », *Politique africaine*, 2010, vol. 120, nº 4, p. 87.

décisions. On a fait ça pour ne pas avoir de problème, pour minimiser les contraintes, on a fait ça pour suivre le développement, on ne peut pas réaliser de projet sans s'organiser, sans avoir un interlocuteur du village. La *jmâa* ne pouvait pas être cet interlocuteur. Petit à petit, nous les jeunes, on a réussi à s'introduire dans l'association, à être élus, enfin nommé par les anciens. On avait bien conscience que la *jmâa* ne pouvait pas monter de projets, il faut une administration d'association pour ça, des procédures formelles, suivre les règles pour décrocher des financements. Grâce à l'association on a eu un local pour se réunir, un club pour les femmes, on a amélioré l'école et la vie des gens, on est allé plus loin que la *jmâa* »[663].

Ce récit peut être caractérisé de triomphant tant il vante les catégories communément admises de l'aide au développement, comme la participation, la transparence ou encore la redevabilité. Ce type de discours est largement dominant chez les acteurs associatifs qui débutent une carrière politique lors des élections communales de 2015 au Maroc, après avoir été présidents d'associations pendant plusieurs années. Si ce récit triomphant, énoncé par des individus dominants dans le champ politique et social et dans l'arène développementiste est récurrent au Maroc, il n'est pas pour autant partagé par l'ensemble des habitants. Ces derniers au contraire mettent en accusation le développement dans les évolutions qui sapent les hiérarchies traditionnelles et cassent les modes de solidarité traditionnelle. Nous insisterons sur ce point dans la quatrième section de ce chapitre en interrogeant l'existence et la nature des récits du progrès au Maroc et à Madagascar à la lumière des discours nostalgiques.

[663] Entretien avec le président d'une commune du cercle de Taliouine, le 17 février 2016.

4.3.3. La matérialité comme signe et moyen du développement

« Les gens étaient très contents, les enfants et les parents, c'était incroyable pour eux d'avoir ça chez eux, l'électricité ! Ça a vraiment changé la façon dont on vivait, les gens ont commencé à ramener du matériel, des machines à laver, des télévisions, des fers à repasser, la vie a totalement changé chez les gens »[664].

« Ce que je veux dire c'est que oui on va faire les formations mais l'essentiel ce sont les finances, c'est le don à l'agriculteur du matériel, c'est ça l'important, du matériel, ce ne sont pas que les formations »[665].

« Le développement, c'est des techniciens qui nous aident qui nous donnent du matériel pour mieux cultiver. Oui c'est ça il nous faut des techniques. Nous ne sommes que de pauvres paysans qui travaillons la terre avec l'*angady* c'est notre outil qui nous permet de gagner quelques milliers d'ariary par kilogrammes de haricots verts qu'on vend à Lecofruit. Il nous faut des tracteurs, des bœufs, des charrues, des pompes, des pulvérisateurs. On est en manque de matériel pour se développer »[666].

« Ils ont changé notre vie ces projets, pour le PSDR, il nous a aidés en nous donnant du matériel comme des charrues, une maison de stockage, des remèdes aussi contre les maladies qui touchent les plantes. BVPI c'est pareil, c'est la même chose, il y a du matériel et ça nous aide, on peut cultiver le riz et nourrir notre famille »[667].

---

[664] Entretien avec un agriculteur retraité âgé de 64 ans à Tinfat, commune de Sidi Hussain à côté de Tassousfi, le 1er mars 2015. Notre interlocuteur a été impliqué dans l'association locale de développement de son *douar*, il a aussi passé une grande partie de sa vie à l'étranger en Arabie saoudite pour y travailler.

[665] Entretien avec un agriculteur dans le *douar* de Taourirt, commune de Tassousfi, le 7 mai 2017.

[666] Individu n°7 (agriculteur, âgé entre 20 et 40 ans) *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* de Manalalondo centre, le 12 octobre 2016.

[667] Individu n°3 (agriculteur âgé de 50 ans) *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Ampahimanga, le 30 septembre 2016.

Au cours de nos enquêtes le terme développement est défini de multiples manières qui s'entrecroisent et se chevauchent. Ces définitions correspondent à des constructions de la réalité en fonction de plusieurs variables et participent à un cadrage des expériences. Nous utilisons à dessein le terme de cadrage en référence au verbe « cadrer » qui est, depuis Erving Goffman[668], utilisé en sociologie comme en anthropologie pour conceptualiser et décrire ce travail de construction du sens. Ces cadres sont un ensemble de croyances et de significations dont la construction est dynamique au cours du temps et orienté vers l'action (*agency*)[669]. On constate que, dans les récits sur les interventions de développement, les préoccupations matérielles prennent une place centrale. Cette centralité est analysée sur un autre terrain par Robert Ahearne. À partir de ses travaux sur les personnes âgées en Tanzanie, il définit des « *readings of development in relation to things* »[670]. Ces lectures font référence à l'amélioration de la situation matérielle dans laquelle vivent les individus comme signe de l'accomplissement ou de la réalisation du développement.

Les extraits d'entretiens rapportés plus haut ainsi que ceux présentés dans cette troisième section permettent de définir la double dimension dans laquelle s'exprime la matérialité du développement : comme signe et comme moyen. L'amélioration matérielle est à la fois un moyen de parvenir à ce que les individus cadrent comme étant l'ère du développement et, dans le même temps l'amélioration matérielle des conditions de vie est le signe manifeste de ce qu'ils considèrent comme le développement. Les habitants vivent, ou non, dans le développement et cela se voit dans les techniques, l'état des maisons, les équipements, la présence d'une école etc.

---

668 Erving Goffman, *Frame analysis: an essay on the organization of experience*, Northeastern University Press ed., Boston, Northeastern University Press, 1986, 586 p.

669 Robert D. Benford, David A. Snow et Nathalie Miriam Plouchard, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 23 octobre 2012, nº 99, p. 217-255.

670 R.M. Ahearne, *Understanding Contemporary Development*, *op. cit.*, p. 140.

La notion de matérialité est comprise de manière finie et parfois même quantifiable. Nous avons insisté sur l'importance des activités agricoles dans la région Itasy et il n'est donc pas surprenant que les références à l'amélioration des techniques agricoles et rizicoles plus particulièrement soient si nombreuses. La mention de l'*angady*, l'outil utilisé traditionnellement dans les mondes ruraux malgache, en miroir d'outils et de technologies réputés modernes par les paysans, renvoie à l'idée que ces outils si on les procure aux paysans leur permettront d'améliorer leur niveau de vie et leur capacité à nourrir leur famille. Beaucoup de nos interlocuteurs dans les communes rurales de Madagascar (hormis Miarinarivo) et du Maroc font ainsi le lien entre leur situation, décrite comme une situation de pauvreté, et le manque d'accès à des outils et à des techniques. Pour eux, le développement est possible à condition d'avoir accès à ces biens matériels. De plus, le lien est souvent fait avec la nutrition, notamment en se référant au programme Seecaline, qui fournit aux mères les moyens matériels de prendre soin de leurs enfants et de se former à l'amélioration de la nutrition. Un autre aspect largement partagé par les enquêtés à Madagascar concerne l'accès à des financements (*via* les ONG ou les bailleurs de fonds) pour améliorer le niveau de production agricole et donc les conditions de vie, même si comme mentionné plus haut dans cette étude, l'accès aux financements bancaires et au micro-crédit est souvent considéré comme un obstacle au développement avec les risques de surendettement et de confiscation des terres. En revanche, la dimension agricole est moins présente au Maroc dans les références à la mémoire matérielle. Le cadrage exprimé sur la matérialité du développement tient plus au bien-être domestique, avec l'eau et l'électricité individuelle mais aussi la télévision ou la radio qui dominent les représentations.

Il faut alors s'interroger sur l'origine de cette attente de biens, d'outils et de choses matérielles des individus. Cela peut tout d'abord être lié au souvenir des privations, comme dans le cas malgache lors de la période socialiste (voir *supra*). Cependant, il semblerait que cette attente de biens soit plus directement liée aux souvenirs des précédentes interventions de développement. En effet, la configuration développementiste est longtemps

intervenue et le fait encore, sous la forme de construction, de transferts de matériels, de biens ou de techniques. Comme l'illustre Maia Green dans ses travaux sur la Tanzanie[671], les catégories de l'aide ou de l'assistance sont souvent limitées aux « *material items* » c'est-à-dire l'assistance médicale, l'accès au transport, les transferts financiers, les infrastructures etc. En outre, l'attente de biens et la recherche de matérialité est aussi à expliquer en miroir des conditions dans lesquelles vivent les habitants des villages où nous avons enquêté et surtout de la durabilité des infrastructures installées dans le cadre de précédents projets. Il s'agit là d'un élément qui a souvent été souligné dans les entretiens et *focus groups* :

> « Ce qui est triste pour ce projet d'adduction d'eau potable et pour la construction de la borne-fontaine, c'est que les infrastructures ne sont pas durables, il n'y a pas d'entretien, on est heureux au début et puis après on est triste et déçu. Mais à d'autres endroits elles fonctionnent, je ne sais pas pourquoi »[672].

Tout se passe comme si les habitants n'avaient pas complètement accès, ou alors de manière inégalitaire, à la modernité que leur promettent les interventions de développement. James Ferguson rappelle ainsi que le manque de modernité en Afrique n'est que trop palpable dans l'espace et l'environnement qui les entourent (mauvaises routes, soin de santé médiocres, bâtiments en ruine etc.)[673]. Ce « manque de modernité » que souligne James Ferguson ne doit pas être entendu comme une référence à un récit eurocentré du progrès (« *Eurocentric progress narrative »*) ou à des inégalités culturelles entre les pays sous régime d'aide et les autres. Ce manque de modernité rapporté dans les récits des habitants des communes malgaches et marocaines n'est pas un problème de culture ou de traditions.

---

[671] M. Green, « Participatory development and the appropriation of agency in southern Tanzania », art cit, p. 80.

[672] Individu n°2 (femme, âgée entre 20 et 40 ans, agent communautaire de santé) *focus group* dans la commune d'Ampefy, *fokontany* d'Ampefindradama, le 22 septembre 2016.

[673] FERGUSON James, *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*, Duke University Press, 2006, 269 p, p.33.

Il doit être analysé avec une lecture d'économie politique qui interroge la redistribution et l'usage des ressources (financières, symboliques, discursives, matérielles etc.). Cette modernité n'est pas à la portée de chacun et elle a une dimension inégalitaire qui se retrouve dans ce que nous allons analyser dans la section suivante : les récits et contre-récits du progrès.

4.4. Croyance dans le progrès et contre-récits du développement

> « Mon fils [lui dit sa grand-mère], nous sommes la génération de l'obscurité. Vous êtes la génération de la lumière ».
>
> Récit de vie de Mahjoub Aït Ali, ingénieur chômeur qui a électrifié son village dans le Haut Atlas, rapporté par Fatima Mernissi[674].

Les programmes et projets de développement, avec les cadres logiques y afférant et les documents laissés (fiche projet, évaluation, rapports notamment), racontent une histoire et véhiculent une forme de mémoire du développement. Ces éléments caractéristiques de la configuration développementiste pourraient constituer des récits organisés, des mémoires sociales pensées à l'aune de leurs expressions institutionnelles. Ces derniers sont caractérisés par des représentations liées à l'idée d'avancement, de progrès et d' « imaginaire de la modernisation » [675]. Dans cette section, nous nous interrogeons sur la manière dont les récits et la mémoire des attributaires sont imprégnés par cet imaginaire du progrès attaché au développement. Nous avançons ici l'idée que le registre de la

[674] Fatima Mernissi, *Les Aït-Débrouille du Haut-Atlas : reportage*, Maroc, Editions le Fennec, 1997, p. 91.

[675] Irene Bono et Béatrice Hibou, « Le développement comme champ de bataille », *Revue internationale de politique de développement*, septembre 2017, vol. 8, n° 8.

modernité est importé, qu'il renvoie à un ailleurs à partir duquel les individus situent et positionnent leur propre développement (4.4.1). Nous utilisons notamment la notion bourdieusienne de champ pour caractériser la configuration développementiste. Dans ce champ il y a des récits dominants sur le développement et d'autres qui constituent des formes de contre-récits du développement remettant en cause « l'indiscutabilité du développement » analysée par Bono et Hibou. L'analyse de ces contre-récits et des registres utilisés (4.4.2) nous conduira à démontrer qu'ils constituent des modes d'intervention populaire dans le champ politique. Ils sont en effet un moyen « détourné » de s'exprimer sur les promesses (et les fausses promesses) véhiculées par les acteurs de l'aide et de l'action publique. Dans la dernière section nous insistons d'ailleurs sur une dimension très présente dans les récits, à savoir le fait que le développement serait confisqué, déséquilibré et inégalitaire dans la mesure où il est considéré comme ne profitant pas à tous (4.4.3).

4.4.1. Un registre importé de la modernité ?

> « C'est ce que j'ai dit à la fille qui m'a enquêté. Les gens du *fokontany* veulent bien se développer, oui on est motivé c'est vrai, mais il n'y a pas de gens qui apportent le développement ici au *fokontany*. (…) Les paysans ont besoin d'assistance technique. Avant il y avait les vulgarisateurs ou bien les contremaîtres. Ce sont eux qui dirigeaient et enseignaient, ils nous disaient ce que nous devions faire, nous les paysans. Ils nous demandaient ce dont nous avions besoin et ils l'apportaient, comme les semences ou les engrais »[676].

> « Je vais vous raconter quelque chose à l'époque où on a fait venir l'électricité au *douar* on a dit aux femmes les plus âgées que des français allaient venir pour faire les travaux, elles ont répondu que ce

[676] Individu n°4 (agriculteur âgé de 70 ans), *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

n'était pas possible, que la colonisation était finie ! Elles n'en ont pas cru leurs yeux ! Elles disaient que le monde avait changé »[677].

La littérature académique et les études sur le développement insistent sur le fait que le développement est un discours historiquement construit, en particulier dans le contexte de l'après Seconde guerre mondiale et de la guerre froide[678]. Il s'agit d'un discours assorti de dispositifs, de stratégies et de pratiques qui ont des effets sur les individus et les institutions. L'usage que nous faisons du terme développement dans cette étude est d'ailleurs largement pétri du discours occidental dominant et ce sont précisément ces registres venus de l'extérieur et la manière dont ils imprègnent les mémoires et les récits des individus que cette section discute.

4.4.1.1. Les mots du progrès, des mots de l'ailleurs ?

« Il n'y a pas de longues vies de ces associations ou de ces projets sans aide extérieure, il n'y a pas de développement sans les techniciens, c'est ça dont on a besoin »[679].

Que ce soit en malgache, en arabe marocain ou standard ou encore en berbère, les termes propres au champ lexical du développement sont globalement assez difficiles à traduire. Pourtant, l'usage des mots par les habitants des communes malgaches et marocaines révèle les traces tout autant que les manières de cadrer le développement. Cette première section entend ainsi interroger à la lumière d'une rapide analyse étymologique le sens que nos interlocuteurs mettent derrière les mots « projets » et

[677] Entretien avec un agriculteur retraité âgé de 64 ans à Tinfat, commune de Sidi Hussain à côté de Tassousfi, le 1er mars 2015.

[678] Arturo Escobar, *Encountering Development – The Making and Unmaking of the Third World*, Revised edition., Princeton, NJ, Princeton University Press, 1995, p. 7 ; G. Rist, *Le développement*, *op. cit.*

[679] Individu n°5 (femme, 49 ans) *focus group* dans le *fokontany* d'Antanambao nord, commune de Miarinarivo, le 6 octobre 2016.

« développement »[680]. Cette analyse révèle deux éléments que nous allons par la suite détailler. Le premier concerne le fait que, au Maroc comme à Madagascar, l'étymologie des termes de la configuration développementiste montre un alignement entre les notions de progrès et de développement. Le deuxième élément tient au fait que ce registre de la modernité et du progrès est largement importé et qu'il vient de l'extérieur tout en étant fortement lié au poids de l'héritage colonial. Bien entendu, la pratique de la langue est par essence mouvante et dynamique et nous ne prétendons pas ici fixer de manière définitive les définitions de ces termes. Cette analyse du sens au regard des étymologies n'est réalisée que pour le malgache et l'arabe (dialectal et classique). Nous n'avons pas exploré de manière approfondie la langue berbère parlée dans le sud du Maroc. Globalement, on constate que dans les entretiens et le langage courant, y compris dans une conversation en berbère, les mots utilisés pour parler du développement comme projet, association ou développement sont les mots arabes (du classique ou du dialecte).

La racine du mot développement en arabe dialectal marocain (tənmiyya - تنمية) exprime l'idée d'un accroissement, d'une augmentation et ce nom verbal fait aussi directement référence au progrès dans sa racine (NMW). On utilise aussi en arabe marocain et standard un autre terme pour désigner le développement (taṭawīr - تطوير) dont la racine (TWR) renvoie au concept de progrès, de changement, de transformation et à l'action d'assurer la croissance. En malgache le terme utilisé pour traduire « développement » est *fampandrosoana* construit sur le mot *mandroso* et le radical *roso*. Ce dernier traduit l'idée d'avancer, de progrès et plus précisément de progresser vers quelque chose. Dans sa forme *fampandrosoana* il signifie le fait de faire avancer.

La traduction du terme « projet » en malgache est double. La première est le fruit d'un néologisme construit avec le mot *tetik* qui signifie plan et *asa* qui

[680] Nous remercions chaleureusement Alexandrine Barontini et Brigitte Rasoloniaina de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO-Paris) pour leur aide dans cette étude de l'étymologie des termes de la configuration développementiste.

veut dire travail. *Tetikasa* exprime ainsi l'idée d'un plan de travail. Quand ce dernier est lié à *fampandrosoana,* ce qui est très souvent le cas puisque les mots projets de développement sont souvent utilisés ensemble quand on traite de la configuration développementiste, il renvoie à la planification et à l'organisation du travail pour faire avancer vers quelque chose. En malgache, le terme français « projet » est aussi beaucoup utilisé, avec une prononciation malgachisée, ce qui ne le rend pas identifiable immédiatement [Prozzé]. En arabe marocain, le mot projet (məšrūɛ - مشروع) est construit sur un verbe qui signifie entamer un travail ou entreprendre quelque chose. Nous n'avons pas traduit ni analysé le terme que nous utilisons beaucoup dans cette étude, celui d'intervention dans la mesure où sa version malgache ou dialectale marocaine n'est pas utilisée. L'association des mots projet et développement est très commune au Maroc et à Madagascar, ce qui témoigne également de l'importance de l'approche projet, de la planification et donc, de la gestion par cycles de projets jusqu'au niveau territorial le plus resserré.

En malgache comme en arabe marocain, le développement est ainsi vu comme une marche pour aller quelque part, avec l'idée de l'avancement et du progrès. Cette compréhension du terme développement et l'usage qui en est fait dans les langues vernaculaires rejoint la définition économiciste, limitée et neutre qu'on lui prête dans la configuration développementiste[681]. Cela soulève une limite ou un biais à ce travail à savoir qu'il est difficile d'expliquer ou de questionner la « production autochtone et indigène de la modernité »[682]. Nous n'avons d'autres choix que de tomber dans le piège d'utiliser pour un travail sur la mémoire des catégories exogènes. C'est la raison pour laquelle il est d'autant plus important de rappeler l'historicité, l'usage et la compréhension de ces catégories par nos interlocuteurs.

A partir des enquêtes menées, on constate qu'il y a une tension très forte entre l'imaginaire que représentent les termes « projet » et

---

[681] I. Bono et B. Hibou, « Le développement comme champ de bataille », art cit.

[682] Jean Copans, *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Editions Karthala, 1990, p. 229 ; F. Cooper, « Writing the History of Development », art cit, p. 17.

« développement » et la pratique du développement telle qu'elle est vécue par les personnes interrogées. Il y a un décalage entre ce qu'est le développement et la façon dont il se pratique. Les individus, en particulier à Madagascar, ne vivent pas ce que les acteurs extérieurs et les projets ont projeté (le progrès, la modernité, le mieux) et qui est contenu de manière symbolique dans les mots utilisés par la configuration développementiste. Au contraire, et c'est particulièrement le cas à Madagascar, « le développement devient en fait des fausses promesses »[683], des promesses non tenues jusque dans l'utilisation des mots et dans la langue.

Les habitants des communes malgaches concernées par cette étude ne vivent en effet pas ce que les techniciens ont projeté dans le futur. Ces derniers sont ceux qui transmettent « les plans de travail vers le progrès » c'est-à-dire la modernité annoncée. Interroger l'histoire permet de se rendre compte à quel point les termes utilisés par la configuration développementiste (et le chercheur) expriment le fait que le développement n'est pas chez eux et qu'il provient de l'extérieur. En effet, le terme « projet » qu'il soit traduit ou non en malgache se rapporte, depuis les années 1960 et 1970 voire avant l'indépendance, au souvenir d'animateurs qui venaient dans les campagnes pour les moderniser. Ces animateurs (malgaches ou français pendant une période), jeunes et éduqués, sont envoyés dans les espaces ruraux et utilisent alors des termes très techniques, le plus souvent en français car ils ne parlent pas suffisamment bien le malgache pour communiquer. Cela explique notamment la raison pour laquelle le mot « projet » est encore très utilisé aujourd'hui et porteur d'un imaginaire technique. Après les années 1970, les termes administratifs sont malgachisés mais l'empreinte laissée par cette période dans les représentations socialement partagées demeurent, bien que les animateurs aient dû parler le langage des paysans. On retrouve encore dans les discours et les récits des individus cette extraversion du développement qui provient

[683] Individu n°4 (agriculteur âgé de 70 ans), *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

d'un ailleurs et qui est importé par des techniciens dont les paysans malgaches disent « avoir besoin » :

> « Nous on déclare le nombre d'hectares qu'on possède et combien de gens travaillent la terre, puis les techniciens font ensuite une descente pour confirmer ce qu'on a dit, ils vérifient et ils viennent pour étudier le terrain au niveau des production et de l'étude technique, ils regardent si c'est faisable pour le projet, après on attend les semences puis on suit ce qu'on nous a dit de faire »[684].

La notion de « besoin » dans la configuration développementiste est largement analysée, voire critiquée, notamment en anthropologie[685], au titre qu'elle est floue et imprécise. Comme le montrent Jean-Pierre Olivier de Sardan ou Jean-David Naudet[686], l'offre d'interventions crée sa propre demande et « les villageois interrogés par les « experts », cadres et autres consultants « venus enquêter sur le terrain » expriment des « besoins » ou des « demandes » qui sont largement déterminés par ce qu'ils pensent que lesdits experts sont prêts à leur offrir »[687]. Ces besoins sont déterminés par la mémoire que les villageois ont des interventions de développement dont on a repéré les traces dans les mots et les expressions utilisés.

Les extraits des *focus groups* réalisés à Manalalondo et à Anosibe Ifanja au cours desquels les interviewés rappellent leur « besoin d'assistance technique » soulèvent d'ailleurs la question de la mise à distance du paysan de son environnement et des effets de la médiation des experts, vulgarisateurs et assistants techniques sur les rapports de force et de

---

[684] Individu n°3 (agriculteur de 41 ans) *focus group* à Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Anosibe centre.

[685] Homer Garner Barnett, *Innovation: the basis of cultural change*, New York, Etats-Unis, McGraw-Hill Book Company, Inc., 1953, p. 98 ; J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 74.

[686] NAUDET Jean-David, *Trouver des problèmes aux solutions Vingt ans d'aide au Sahel*, OECD Publishing, 1999, 335 p.

[687] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 74.

domination. La modernisation, comprise comme un futur anticipé par les paysans à partir des plans et projets à mettre en œuvre reproduit ainsi des schémas de domination dans lesquels les agents techniques, ingénieurs et experts sont dépositaires de la connaissance et donc disposent d'un pouvoir considérable sur les villageois.

Le constat dressé pour Madagascar semble, du moins dans l'étymologie et l'utilisation de certains mots, ne pas être le même au Maroc. Si l'on retrouve l'idée de progrès, celle d'un développement qui viendrait de l'extérieur n'est pas si fortement exprimée. La section suivante va revenir sur ce constat différencié et présenter la manière dont l'ailleurs est aussi très présent dans les récits du développement au Maroc. Précisons cependant que sur le plan de l'usage des mots, l'univers lexical au Maroc fait une place très importante au collectif et associe le développement à des valeurs très positives dans la société et dans la pratique religieuse. Cela se retrouve dans le nom donné aux associations locales de développement qui sont des organisations centrales dans la régulation des interventions de développement. Elles sont surtout connues de tous dans leur dénomination. Le nom des ALD est souvent le même – ou très proche - d'un village à l'autre, il est construit sur la base « association pour la coopération et le développement » ou « association pour la coopération et la solidarité » suivi du nom du *douar* ou de la localité. Les mots arabes utilisés sont : coopération (tɛāwun - تعاون) qui renvoie à l'entraide, à l'aide mutuelle, à la solidarité et aux synergies et solidarité (taḍāmən - تضامن) qui exprime la dépendance mutuelle, l'union, la camaraderie, le soutien et la compréhension. Les noms des ALD sont aussi construits avec des adjectifs ou des substantifs ajoutés au titre de l'association comme l'espoir (al-ʔamal - الأمل), la beauté ou la splendeur (al-jmāl - الجمال) ou encore la bienveillance, la dignité, l'honorabilité, la générosité (al-karām - الكرام), la richesse, l'abondance (al-xīr - الخير)[688]. Ce sont tous des termes connotés sur le plan religieux et certains sont parfois utilisés dans leur traduction dialectale ou berbère.

[688] Le nom des associations devient alors : Association *Espoir* / *Générosité* pour la solidarité/la coopération et le développement.

4.4.1.2. De quel(s) ailleurs parle-t-on ? Situer son développement par rapport à l'autre

> « Mais vous les européens, vous connaissez tout ça, vous êtes passés par là, vous tirez les leçons et après vous venez nous montrer comment faire le développement »[689].

Les cadrages et définitions rapportés dans les sections précédentes s'inscrivent dans un espace déterminé que l'on pourrait définir comme un champ au sens de Pierre Bourdieu[690]. Pour le sociologue, le champ est un espace de jeu et de lutte caractérisé par une hiérarchie, des positions, un langage où les acteurs dotés de capitaux social, économique, symbolique sont en concurrence notamment pour définir des normes légitimes[691]. Si le développement est un champ, la question qu'il faut alors se poser est la suivante : quelles sont ses limites et quels « effets de champ »[692] s'exercent ? En d'autres termes, par rapport à quel « ailleurs » nos interlocuteurs situent-ils leur propre développement. Car, avoir une mémoire du développement (quel que soit le sens qu'on lui donne) c'est aussi, et surtout, avoir conscience de son propre développement par rapport à celui d'autrui. Cet « autre » est souvent l'étranger et surtout le français. Du fait de notre présence comme chercheur et français, nous occupons, comme nos interlocuteurs, une part de ce champ du développement. Ils positionnent ainsi leur propre développement par rapport à celui qu'ils imaginent ou connaissent en France ou en Europe par un jeu d'échelle et de va-et-vient spatial. Dans ce positionnement par rapport à l'autre, l'idée de rattraper un retard est omniprésente.

---

[689] I, (femme de, 22 ans, fille du sheikh) au cours d'un entretien collectif au *douar* Ighri, commune de Sidi Hussain (proche de Tassousfi).

[690] Jean-Pierre Olivier de Sardan propose également une lecture en termes de champ pour l'étude du développement : J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 178.

[691] Pierre Bourdieu, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, 267 p.

[692] *Ibid.*, p. 76.

C'est au Maroc que les démonstrations les plus manifestes de ces effets de champ du développement sont observées. La France du fait de l'histoire coloniale mais aussi de l'importance des migrations marocaines vers l'Europe[693] est vue comme proche et surtout connue. La compréhension du développement par nos interlocuteurs se fait donc à l'aune des caractéristiques économiques et sociales qu'ils considèrent comme propres à la France ou à l'Europe. C'est ce qui a conduit de nombreux individus à établir cette proximité culturelle et symbolique au moyen de récits sur leur connaissance réelle ou rapportée de la ville de Bordeaux, du métro de Paris etc. mais aussi des biens d'équipements que l'on trouve en Europe et que l'on retrouve dans les villages du Drâa ou du Souss, ramenés par les migrants. Les habitants des communes marocaines où cette étude est réalisée opèrent dans la construction de leur récit et de leur mémoire du développement un mouvement croisé, une forme d'ethnologie du village, de l'« ici » au Maroc qui ne peut se faire sans une ethnologie de l'« ailleurs », l'extérieur. Hormis quelques rares exceptions (la ville d'Agadir, de Casablanca) cet ailleurs est la France ou l'Europe, nous renvoyant ainsi à notre propre lecture de ce qu'est le développement.

Au cours d'une discussion avec des étudiants de l'université d'Agadir, encadrés lors des enquêtes de terrain, l'un d'entre eux m'a demandé de lui parler de Madagascar et si possible de lui montrer des images des lieux concernés par cette étude. Les étudiants ont été très surpris de la « pauvreté » et des « mauvaises conditions dans lesquelles vivaient les habitants » de Manalalondo, Ampefy, Anosibe Ifanja et Miarinarivo. Pour eux, Madagascar est « forcément plus développé » que le Maroc. Cette anecdote témoigne du fait que leur projection dans le monde et dans le champ du développement se fait en fonction de ce qu'ils connaissent apparemment le plus, la France ou l'Europe et non les autres pays du « Sud », qui ne rentrent que de manière marginale, dans leur lecture du champ du développement.

---

693 T. Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, *op. cit.*

4.4.2. Les contre-récits du développement : existe-t-il des formes locales de résistances au développement ?

> « L'état a promis de nous ravitailler en semences, c'est ce qu'on a entendu à la radio. Mais les semences arrivent toujours en retard. Les semences arrivent au moment où les paysans repiquent déjà. Ça ne marche pas, ce n'est pas possible de fonctionner comme cela. Le développement devient en fait des fausses promesses si on regarde bien, c'est d'ailleurs ce que l'État fait. De fausses promesses qu'il ne réalise pas, il y a toujours des enquêtes mais il n'y a aucune réalisation répondant aux besoins des paysans »[694].

> « Vous les français vous pensez qu'on a l'électricité et le gaz et que donc tout va bien, c'est ça qu'on doit raconter, je le sais c'est ça qu'il faut vous dire. Oui c'est vrai, moi je l'ai dit aux étrangers qui sont venus, c'est ça qu'ils voulaient entendre alors je leur ai dit. Oui avec l'eau et l'électricité on est à l'aise, on est mieux mais il y a beaucoup plus de charges, il n'y a pas de salaire qui rentre. Moi je travaille depuis les années 1960 mais je ne gagne rien, je dépense tout dans les charges pour payer les factures de cette eau et de cette électricité »[695].

Les propos de Lalla K (« c'est ça qu'on doit raconter ») illustrent le fait qu'il existerait des récits autorisés, des formes de mémoires dominantes qui s'imposent aux différents individus et qui pourraient être en conflit avec d'autres expériences et représentations du développement. La narration communément admise dont semble parler Lalla K constitue un récit et une

---

[694] Individu n°4 (agriculteur âgé de 70 ans), *focus group* dans la commune de Manalalondo, fokontany d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

[695] Entretien avec Lalla K (60 ans), présidente d'une coopérative féminine à Tassousfi, le 18 février 2016.

mémoire légitimes qui devraient être la version officielle que tout le monde partage, surtout avec des étrangers. Elle est élaborée au Maroc sur la base des anticipations que prêtent les habitants, les responsables d'associations, de communes ou les courtiers locaux du développement, aux professionnels de l'aide et aux bailleurs ou opérateurs de la configuration développementiste. On retrouve ces récits autorisés dans ce qui constitue les archives du développement, à savoir les rapports, les études etc. mais aussi dans les témoignages de responsables d'associations qui ne « discutent » pas le développement. C'est précisément cette hypothèse de l'indiscutabilité du développement que nous entendons questionner dans la suite de cette section pour explorer le contenu de ce qui ressemble à des contre-récits du développement. Nous employons le terme « contre-récit », non pas pour affirmer et reconnaître la légitimité de récits dominants mais plutôt pour les positionner « en contradiction » avec ces derniers.

4.4.2.1. Le développement, un objectif désirable ?

À plusieurs reprises au cours de notre recherche, nos interlocuteurs experts ou académiques ont souvent réagi avec étonnement à l'évocation du sujet « la mémoire du développement » au titre d'un anti-syllogisme : la mémoire est « forcément » de l'ordre du traumatique et de la souffrance, or le développement est un objectif désirable, facteur de paix, de progrès et de désamorçage des conflits, donc la mémoire du développement serait un objet inexistant. On doutera bien entendu de la véracité et de l'exactitude des deux propositions puisque la mémoire n'est pas uniquement et forcément traumatique (dit autrement les individus ont aussi des souvenirs heureux) et, c'est l'objet de la discussion de cette sous-section, il apparaît très important de remettre en cause l'idée selon laquelle le développement est forcément désirable. C'est un postulat que l'on retrouve souvent dans la configuration développementiste et que cette étude tente de dépasser.

Irène Bono et Béatrice Hibou[696] montrent avec de solides arguments comment s'est imposé le consensus de l'indiscutabilité du développement[697] notamment grâce au lien construit « entre développement et imaginaires de la modernisation, du progrès et de la rationalité »[698]. Elles mettent par exemple en avant le fait que l'aide est assortie d'une expertise ainsi que de solutions qui sont légitimées au niveau international. Le savoir économique sur le développement qui domine l'arène consacre d'ailleurs une fiction selon laquelle il s'agit d'un processus économique, dépolitisé et autonome de la sphère politique. Or, comme nous l'avons déjà rappelé à plusieurs reprises, le développement en tant que champ agit sur des problématiques qui ne sont pas neutres. Le développement est un lieu de régulation et de conflits pour la définition de normes légitimes et l'expression de multiples subjectivités qui parfois s'opposent.

Affirmer que la mémoire du développement ne peut pas être traumatique revient ainsi à ignorer la dimension conflictuelle des interventions de développement et de la configuration développementiste au profit d'une conception apolitique, sans conflit et aseptisée[699]. Au-delà de cette affirmation, une question, dont la formulation mériterait de plus amples réflexions, s'impose à notre travail empirique : a-t-on constaté, relevé ou assisté à des formes locales de résistance au développement ? La suite de cette sous-section apportera certainement des éléments de réponse à ce questionnement. Cependant, considérant les contraintes propres à notre recherche et compte tenu de notre identité (homme, jeune, blanc, européen, français) pas toujours clairement identifiée par nos interlocuteurs (est-il un universitaire ? un porteur de projet ? un expert ?) l'exploration de formes locales de résistance au développement « par le bas » nécessite une recherche ethnographique à part entière et plus longue.

---

[696] On retrouve également ce constat formulé autrement dans la littérature, notamment dans J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 57 ; F. Cooper, « Writing the History of Development », art cit ; G. Rist, *Le développement*, *op. cit.*

[697] I. Bono et B. Hibou, « Le développement comme champ de bataille », art cit, p. 12.

[698] *Ibid.*, p. 13.

[699] *Ibid.*, p. 2.

Ces contre-récits mobilisent, à des degrés différents sur les terrains concernés par cette étude, plusieurs registres (nostalgie, peur, rumeur) que nous nous proposons d'analyser dans les sections suivantes. Nous montrons en quoi ces registres sous-tendent un rapport différencié à l'espace social et symbolique du pouvoir et du politique.

4.4.2.2. De la nostalgie à la colère

> « Ce qu'il reste des projets de développement ? ce ne sont que des charges, des factures, voilà ce qu'il reste de tout ce qu'on a fait au village. Des factures et des charges, le gaz, l'électricité…mais on n'a pas de salaires, pas de ressources pour payer tout ça. On n'a pas la retraite, j'ai 60 ans mais je fais les mêmes travaux qu'avant, je fais l'arrosage, je travaille toute la journée, le développement ne m'aide pas, il n'aide pas la femme. Je travaille tout le temps sans rien gagner, ce qui rentre dans le ménage ressort aussitôt. (…) Tu sais, avant, toutes ces choses dont tu me parles, l'eau au robinet, la lumière, la télévision, le gaz, toutes ces choses-là avant on les voulait, on les attendait, quand ils sont venus au *douar* pour nous proposer l'électricité, l'eau, on a tous dit oui, on voulait cela. Maintenant tu sais, c'est pire qu'avant, avant il y avait tout chez toi, les légumes, la viande, il y avait beaucoup moins de charges, maintenant il n'y a que les charges, j'en ai tellement assez de ça. Je me souviens du temps où tout le monde se rejoignait après le soir, après la prière, on discutait, on racontait des histoires, maintenant c'est chacun chez soi, avec ses charges ! »[700].

> « Je suis nostalgique, je veux bien le développement oui, mais j'ai des regrets. Avant on était satisfaits de ce qu'on avait, même si ce n'est qu'un verre, aujourd'hui les gens veulent plus, ils ne sont plus satisfaits de ce qu'ils ont. Les gens, même s'ils ont suffisamment pour vivre, ils

[700] Entretien avec Lalla K (60 ans), présidente d'une coopérative féminine à Tassousfi, le 18 février 2016.

ne remercient pas le créateur. Avant tu sais, il y avait la solidarité, on aidait le pauvre, on pensait à demain, on avait toujours une part pour le pauvre ou le voisin, mais maintenant on a le frigo, on n'a plus besoin de la solidarité. On voudrait bien aussi connaître la vie d'avant, retrouver le goût de la vie mais on a perdu ce goût de la vie, il n'y a plus de sentiment, plus de chaleur »[701].

Ces deux extraits sont issus des entretiens menés au Maroc, ils permettent d'aborder dans ses différentes dimensions le registre de la nostalgie, des regrets voire de la colère dans les récits sur le développement. L'utilisation de ce registre dans les discours est manifeste au Maroc alors qu'à Madagascar il appartient davantage à la sphère de l'invisible et du non-dit, il est à chercher dans les silences, les réactions gênées et surtout dans le sous-texte ainsi que dans la manière dont certains propos doivent être détournés de leur sens premier par le chercheur.

Parler de nostalgie et de regrets dans une étude sur la mémoire n'étonnera pas dans la mesure où la nostalgie est une forme de pratique de la mémoire (« *form of memory practice »*[702]). L'expression de la nostalgie est en effet une forme concrète de la reconstruction des souvenirs, une forme active du passé dans le présent. Notons d'ailleurs que le concept de nostalgie est entendu dans les sciences médicales dès la fin du XVII^{e} siècle comme le mal du pays et la déploration de la perte. Le concept acquiert une dimension romantique au XIX^{e} siècle avec les récits de voyage et surtout la colonisation[703]. Ce concept a connu, dans les études africaines ainsi que dans les études sur le développement, une actualité récente avec la parution d'un numéro consacré aux « politiques de la nostalgie » par la revue *Politique Africaine* en 2014. L'introduction thématique de ce numéro, écrite

[701] Entretien avec le sheikh d'Ighri dans la commune de Sidi Hussain (proche de Tassousfi) le 18 février 2016.

[702] William Cunningham Bissell, « Engaging Colonial Nostalgia », *Cultural Anthropology*, 7 janvier 2008, vol. 20, n° 2, p. 215-248.

[703] Thomas Dodman, « Un pays pour la colonie. Mourir de nostalgie en Algérie française, 1830-1880 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 12 septembre 2011, 66e année, n° 3, p. 743-784.

par Guillaume Lachenal et Aïssatou Mbodj-Pouye, soulève des questions théoriques et épistémologiques ainsi que des pistes de recherche que cette étude explore[704]. Les auteurs montrent en effet comment la nostalgie peut être un outil de compréhension d'expériences sociales partagées. À partir des deux extraits présentés plus haut, il est possible de définir deux dimensions du registre de la nostalgie : l'idéalisation d'un passé et la nostalgie comme « pratique active du regret »[705].

Il ne peut y avoir d'étude de la nostalgie sans une pratique de la comparaison dans le temps. Les récits des enquêtés au Maroc et à Madagascar se prêtent à ces allers-retours. Les habitants reconstruisent à l'aune du présent le passé qu'ils ont connu ou, le plus souvent, qu'ils imaginent. Ce passé est présenté comme un âge d'or pour la communauté. Contrairement à une partie importante des travaux portant sur l'étude des représentations du développement dans une dimension historique[706] qui établit des relations entre le passé et les époques coloniales, dans les entretiens que nous avons menés sur nos terrains, l'âge d'or n'est pas directement celui de la phase coloniale. Il semblerait que, à Madagascar comme au Maroc, l'âge d'or soit plutôt situé dans la période postindépendance, surtout avant les plans d'ajustement structurel. Ce positionnement historique n'est pas directement le fait des enquêtés mais nous le définissons considérant les références historiques et les périodes décrites lors des discussions. Au Maroc les personnes enquêtées, qu'elles soient jeunes ou moins jeunes sont nombreuses à mettre en cause les évolutions du développement au titre que cela sape les hiérarchies traditionnelles et surtout les pratiques d'entraide pour les travaux agricoles ou collectifs, entre groupes familiaux, à l'intérieur des tribus (appelés *tiwizi*). En témoigne l'image prise par le Sheikh, dans l'extrait de citation présenté plus haut, selon laquelle le frigo qui incarne le développement remplace la solidarité et efface les valeurs cardinales de

---

[704] G. Lachenal et A. Mbodj-Pouye, « Restes du développement et traces de la modernité en Afrique », art cit.

[705] *Ibid.*, p. 17.

[706] W.C. Bissell, « Engaging Colonial Nostalgia », art cit ; R.M. Ahearne, *Understanding Contemporary Development*, *op. cit.* ; F. Cooper, « Writing the History of Development », art cit, p. 10.

coopération et d'entraide au profit d'une forme d'individualisme. Nous insistons plus haut dans cette étude sur l'affaiblissement de la *jmâa* au Maroc dans les missions de régulation au profit des ALD. De nombreuses personnes enquêtées, et pas uniquement les plus anciennes, regrettent la disparition de cette organisation de médiation des conflits, de gestion des ressources naturelles et de régulation sociale. Elles omettent cependant, comme c'est souvent le cas dans les récits nostalgiques, les rapports sociaux très codifiés et inégalitaires qui prévalaient à l'intérieur de la *jmâa*, en matière d'âge et de genre notamment. À Madagascar, ce n'est pas directement dans le discours des individus que l'on perçoit l'expression de la nostalgie. On retrouve néanmoins l'idée exprimée au Maroc de l'affaiblissement du lien social, du *fihavanana*, que Didier Galibert décrit comme « l'ethos traditionnel de la parenté et par extension, le contrat de citoyenneté dans le vocabulaire chrétien et en malgache commun »[707]. Comme le rappelle Pierre Vérin, à la suite des plans d'ajustement structurel et des réformes socio-économiques, l'organisation sociale traditionnelle malgache est « mise en danger »[708]. Il précise qu'avant ces changements, les chefs de clan ou de lignage autorisaient l'usage des terrains de pâture ou les défrichements pour les brûlis. Avec la promotion de l'organisation en association conjuguée à la pression démographique qui entraîne un affaiblissement des potentialités de l'exploitation agricole et de l'environnement, les autorités lignagères n'ont pour ainsi dire plus rien à partager. Cet affaiblissement du *fihavanana* et du *fokonolona*, de la communauté de terroir, fait l'objet d'une mise en récit au travers du constat du mauvais état des maisons communautaires (*Tranompokonolona*, maison du peuple, salle des fêtes) qui constituent pour les malgaches de l'Imerina rurale des hauts lieux de la société rurale. Ces lieux de mémoire sont *de facto* porteurs d'une histoire politique, celle du délitement des organisations traditionnelles. Le discours nostalgique s'incarne dans l'espace et dans le présent[709], et, plus, encore, il participe à

---

[707] D. Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 556.

[708] P. Vérin, *Madagascar*, *op. cit.*, p. 211.

[709] Clément Colin, « La nostalgie comme catégorie géographique : une proposition théorique », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 2018.

la production du territoire et des identités. À Madagascar comme au Maroc, le passé est ainsi idéalisé masquant les divisions sociales et les rapports de force qui existaient alors.

La deuxième dimension sur laquelle nous insisterons propose de considérer la nostalgie comme une pratique active du regret. Maurice Halbwachs précise à ce sujet que « le regret du passé repose (…) sur une illusion qui est l'œuvre de la mémoire, ou plus exactement de l'imagination »[710], ce qui donne d'ailleurs une dimension profondément affective au développement. Le regret exprimé par plusieurs individus au Maroc se traduit parfois par une forme de colère à l'encontre du développement comme en témoignent les différents extraits rapportés de l'entretien avec Lalla K à Tassousfi. Elle a d'ailleurs utilisé un dispositif narratif particulier : la quasi-totalité de ses prises de parole, en réponse à nos questions (et quels que soient les thèmes des questions), commence par une répétition à plusieurs reprises du terme arabe dialectal [maçarif] qui signifie les charges ou les factures. Cet exemple montre combien les entretiens sur la mémoire sont des moments de projection et d'anticipation qui réactivent les attentes et les promesses d'un développement qui ne se réalisent pas. On retrouve également cette notion de promesses non tenues à Madagascar. Là-bas, à la différence du Maroc, c'est « l'État », le *fanjakana*, qui ne remplit pas ses promesses et qui n'a pas engagé la « séquence du développement » après l'indépendance du pays[711]. La nostalgie s'articule ainsi à Madagascar avec une « demande d'État »[712], ce qui la rend politique. Elle renvoie en effet à l'appartenance à une ou des communautés et traite directement de liens d'inclusion et de mécanismes de régulation. Elle est revendication autant qu'elle est regret, ce qui en fait un objet politique, un moment d'expression populaire non conventionnel comme peut l'être la rumeur ou, sous certaines formes, la peur que nous détaillons dans la section suivante.

---

[710] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *op. cit.*, p. 105.

[711] Voir les travaux de James Ferguson qui analysent le développement en termes de séquence, J. Ferguson, *Global Shadows*, *op. cit.*

[712] G. Lachenal et A. Mbodj-Pouye, « Restes du développement et traces de la modernité en Afrique », art cit, p. 18.

4.4.2.3. Le registre de la peur et de la rumeur : des modes d'interventions populaires dans le champ politique

> « Ce ne sont que des rumeurs, oui les projets ne sont que des rumeurs, le projet, on l'entend au loin avant qu'il n'arrive puis on l'entend quand il est reparti, mais nous n'avons pas de bonnes informations, de bons moyens de connaître les informations. Les gens s'interrogent toujours après la tenue de ces réunions. Il paraît que le PSDR a organisé une réunion d'information, il paraît que le FID a organisé une réunion d'information… c'est toujours comme ça, c'est toujours après qu'on apprend les choses. Les projets ici sont des rumeurs comme la création d'un lycée ou d'une université par le ministère de l'Enseignement, on attend les projets de l'État, mais ce ne sont que des promesses électorales. De toute façon, on est mal informé, mal renseigné, ce ne sont que des rumeurs et parfois même on s'en méfie »[713].

> « Il a fallu du temps pour que les choses se lancent, pour que le développement se passe. Vraiment, ça a pris du temps pour que les gens adhèrent au développement, les habitants des *douars* ont vu les allemands [la GIZ] arriver et ont eu peur de ce qui pouvait se passer, peur que leurs terres soient prises, ils se méfient beaucoup des étrangers… surtout les grands éleveurs, ceux qui ont des troupeaux de chèvres, surtout eux, ils avaient peur de ce qui arrivait de l'étranger, peur pour leurs terres, leurs troupeaux »[714].

La « rumeur » constitue un objet d'étude récent pour les sciences sociales, en particulier pour la science politique comme le rappelle Philippe Aldrin[715]. Cette notion quitte en effet la sphère de la psychologie sociale et des sciences de la communication pour être analysée et décortiquée comme un

---

[713] Individu n°1 (agriculteur de 38 ans) *focus group* dans le *fokontany* de Manalalondo centre, commune de Manalalondo, le 12 octobre 2016.

[714] Entretien avec un fonctionnaire communal à El Faid (cercle de Taliouine), le 25 février 2016.

[715] Philippe Aldrin, « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Genèses*, 2003, vol. 50, nº 1, p. 126-141.

objet au service d'une analyse du politique « par le bas »[716], en Afrique notamment. La rumeur en tant que nouvelle dont le régime de vérité demeure encore incertain, prend des formes très diverses et variées dans les différents contextes sociaux et politiques où elle s'exprime. C'est à Madagascar que les enquêtes conduisent à mettre en lumière une forte utilisation du registre de la rumeur au sujet des projets et interventions de développement. Au Maroc, comme à Madagascar, la rumeur autour des interventions de développement se traduit par des peurs, celles de se voir confisquer sa terre ou son troupeau.

L'extrait d'entretien d'un *focus group* mené à Manalalondo présenté plus haut permet de structurer notre analyse en trois temps. Tout d'abord nous envisagerons la rumeur comme un moyen d'exprimer un avis, ensuite il s'agira de la considérer comme une forme de résistance passive et d'expression des mécontentements et, enfin, nous reviendrons sur la manière dont sont révélées, au travers des rumeurs, les perceptions et les représentations que la société a du pouvoir et des institutions, faisant de la rumeur un mode d'intervention populaire dans le champ politique.

La comparaison des projets avec des rumeurs ou le fait de rapporter les histoires qu'on raconte au sujet des interventions de développement constitue un mode d'expression et un procédé narratif qui permet aux individus d'exprimer un avis de manière indirecte. En effet, le fait de passer par le registre de la rumeur permet à la fois de dépersonnaliser l'expression de cet avis tout en procédant à un échange social souple et *a priori* léger puisque les informations partagées sont clandestines, elles n'ont pas d'émetteur identifié. On soulignera l'usage répété à Madagascar des formules suivantes : « on m'a dit », « quelqu'un que je connais m'a raconté que » ou encore « tout le monde sait que ». Dans le langage commun, la rumeur est associée à des commérages, des ragots et très souvent, connotée péjorativement. Or, il s'agit de ne pas considérer la diffusion de nouvelles, dont la véracité n'est pas fondée, comme le signe d'un

[716] J.-F. Bayart, *L'Etat en Afrique*, *op. cit.*, p. 258.

dérèglement social ou d'une maladie du groupe. La rumeur n'est pas anormale, elle est un mode de communication qui renseigne les rapports ordinaires à l'ordre social et politique. Qu'elles soient vraies ou fausses, les rumeurs laissent des traces dans les représentations individuelles et socialement partagées[717]. Comme la nostalgie, la rumeur est une pratique de production de la mémoire qui conduit à l'échange de représentations et à l'usage de discours. Dès lors, les représentations véhiculées par les rumeurs sont chargées en contenus symboliques qui font référence à des expériences traumatiques qui risquent de se reproduire. Des peurs séculaires (la confiscation des terres en est un exemple frappant) nourrissent ainsi la propagation de fausses informations, comme en témoignent ces deux extraits d'entretiens :

> « Mon père a toujours eu peur de se rendre dans un bureau pour apprendre des choses, il a peur de l'administration, de l'État, peur des projets qui pourraient lui voler ses terres, peur des *vazaha*s aussi »[718].

> « D'après ce que j'ai entendu à Andebabe, les agents de Lecofruit ont marqué en blanc les terrains de ceux qui font du Lecofruit et ils disent qu'après dix ans, ces terrains vont devenir les propriétés des *vazahas* »[719].

Comme le souligne Maurice Enguéléguélé dans ses travaux, la rumeur est aussi une « modalité d'expression de mécontentements sociaux »[720] en tant qu'elle participe à critiquer un état de fait, une situation sociale, indirectement ou de manière invisible. Les multiples usages de la rumeur et sa circulation

---

[717] Pascal Froissart, *La rumeur : histoire et fantasmes*, Paris, Belin, 2002, 279 p.

[718] Individu n°6 (agriculteur âgé de plus de 60 ans) *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* de Manalalondo centre, le 12 octobre 2016.

[719] Individu n°1 (femme, présidente de *fokontany* et agricultrice, âgée de 52 ans) *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

[720] ENGUELEGUELE Maurice, « La "disparition des sexes" au Cameroun » in *La Politique Ailleurs*, Eric Darras (éd.), Presses Universitaires de France, 1998, p. 355-370.

dans différents cercles en font une forme de « résistance passive »[721] aux projets, voire au développement. Cette modalité d'expression sous des formes multiples et plus ou moins invisibles aux yeux de l'extérieur (experts, techniciens nationaux ou étrangers, opérateurs, *vazahas* etc.) permet aux personnes les plus démunies ou les moins dotées de ressources d'exprimer des opinions divergentes et d'agir par des capacités de nuisance, cachées ou publiques, face aux effets anticipés de certaines opérations de développement. Par exemple, la propagation de rumeurs sur certains projets est un moyen, selon nos observations, de critiquer l'inégal accès aux bénéfices des projets et à la confiscation par certaines personnes ou certains groupes des opportunités qu'offrent les interventions de développement. Dans les interactions sociales, la diffusion des rumeurs créée alors, comme l'a montré Maurice Enguéléguélé, « un espace de jeu pour remettre en cause l'ordre dominant »[722]. La rumeur est en effet un moyen de socialiser un évènement traumatique, une situation sociale, tout en déplaçant l'attention du cœur du problème[723], c'est-à-dire en parlant d'autre chose. Prenons le cas de la propagation d'une rumeur dans la commune d'Anosibe Ifanja attachée à un projet de plantation d'« artemesia » ou armoise, une plante utilisée pour ses vertus dans la lutte contre le paludisme. Ce projet est, en 2016 lors des entretiens, au début de sa mise en œuvre :

> « L'artemisia, c'est un médicament, il y a des rumeurs comme quoi ce serait de la drogue et même que c'est plus fort que les drogues qu'on fume ici mais moi je pense que ce ne sont que des rumeurs. (…) On entend cela depuis un an. On est intéressé par l'artemesia, mais ce qu'on en sait c'est que c'est une drogue, le problème c'est qu'on n'a pas eu plus d'informations concernant ce projet et son utilité »[724].

---

[721] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 175.

[722] M. Enguéléguélé, « La "disparition des sexes" au Cameroun », art cit, p. 360.

[723] Pascale Molinier, « De la rumeur à la peur. Une enquête de psychodynamique du travail à la suite d'un suicide lié au travail », *Communication et organisation*, 1 décembre 2009, nº 36, p. 44-54.

[724] Individu n°4 (agricultrice âgée de 42 ans) *focus group* dans le *fokontany* d'Ampahimanga, commune d'Anosibe Ifanja, le 30 septembre 2016.

Dans cet extrait on perçoit que l'expression de la rumeur est un moyen de condamner le manque d'informations claires et sûres quant aux effets du projet « artemesia » dans la commune d'Anosibe Ifanja. Au-delà du problème d'information qui est soulevé à plusieurs reprises, cela traduit un problème de confiance et de défiance vis-à-vis des institutions qui « accréditent » les nouvelles, dans ce cas les équipes du projet, les techniciens, la commune etc. Il y a une forme de remise en cause, cachée, de l'ordre dominant du développement (voir la section 4.4.1.1) c'est-à-dire de la relation inégale entre le paysan et le technicien ou entre les habitants et leurs représentants (le président de *fokontany*, le président de la commune, le *fanjakana*). Cette demande sociale d'informations est un moyen d'exprimer le fait d'être délaissé et de ne jamais voir se traduire les promesses faites par différentes institutions comme l'équipe du projet, l'administration déconcentrée, l'État etc. L'expression de ce délaissement prend la forme d'une distinction spatiale entre la ville et la campagne (« nous les paysans nous ne savons rien des projets, tout est décidé à la ville ») et d'une distinction verticale entre « ceux d'en haut et ceux d'en bas ». Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'à Madagascar, c'est presque exclusivement à Manalalondo et Anosibe Ifanja que le registre de la rumeur est mobilisé dans les entretiens individuels et les *focus groups*. Ces deux communes sont éloignées des centres de décision et apparaissent aux yeux de leurs habitants comme délaissées. C'est notamment ce qui conduit les habitants à qualifier leur commune, dans plusieurs discussions, de « *tany laftra andriana »*, c'est-à-dire « une terre sans *andriana* », sans ce qui pourrait se rapprocher de l'élite et de figures protectrices qui descendent des souverains malgaches[725]. Les rumeurs peuvent alors être comprises comme des modes d'intervention populaires et spontanés dans le champ politique [726].

[725] Le terme *andriana* signifie en malgache « l'ordre social merina regroupant les descendants de souverains » D. Galibert, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, *op. cit.*, p. 555.

[726] Philippe Aldrin, *Sociologie politique des rumeurs*, 1re éd., Paris, PUF, 2005, p. 100.

La rumeur telle qu'elle est exprimée à Madagascar et dans une moindre mesure au Maroc sous-tend un rapport différencié à l'espace social et symbolique du pouvoir et du politique. Les individus qui partagent ces rumeurs sur les interventions de développement se sentent ainsi en « dehors » du jeu politique. Ils se disent manipulés lors des campagnes électorales par les promesses des candidats. Comme le souligne Philippe Aldrin, « le commerce des rumeurs offre à la population l'occasion d'échanger informations et opinions sur le pouvoir »[727]. La rumeur a ainsi une dimension de catharsis collective qui permet l'expression de critiques du politique, de la gouvernance et des élites décrites par la population à Madagascar comme corrompues, inefficaces et incompétentes. Stephen Ellis montre justement, à partir de l'analyse des rumeurs politiques au Togo en 1991 que les rumeurs échangées sont l'occasion d'entendre l'opinion populaire sur le gouvernement[728], ce qui fait de ces dernières ce que Denis-Constant Martin définit comme des objets politiques non identifiés[729]. Les travaux de Stephen Ellis invitent d'ailleurs, pour approfondir l'analyse, à identifier les échelles géographiques et sociales de politisation et d'institutionnalisation dans lesquelles s'échangent les rumeurs pour questionner la proximité des énonciateurs avec le champ politique. Nous n'avons pas pu réaliser des enquêtes suffisantes pour saisir la construction et les échanges des différentes rumeurs sur les projets de développement. Un tel travail d'observation mérite de plus amples recherches de terrain. Également, les éléments analysés au Maroc ne nous permettent pas de dresser un constat similaire ou d'explorer la mise en récit et les représentations communes sur l'univers politique.

Nous avons, au cours de cette section, exploré les formes de ce qui constitue des contre-récits du développement. Les registres de la nostalgie, des regrets, de la colère et de la peur expriment une forme de mécontentement

---

[727] *Ibid.*, p. 99.

[728] Stephen Ellis, « Rumour and Power in Togo », *Africa: Journal of the International African Institute*, 1993, vol. 63, nº 4, p. 462-476.

[729] Denis-Constant Martin, « À la quête des OPNI (objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, 1989, vol. 39, nº 6, p. 793-815.

vis-à-vis non seulement des interventions de développement mais aussi des institutions de proximité et des formes plus ou moins instituées que prend l'État sur le territoire. La très forte intensité de ces récits semble en grande partie liée au fait que les habitants des communes malgaches et marocaines ont l'impression que le développement ne concerne qu'une minorité et qu'il ne profite pas à tous. Nous allons pour finir étudier les récits d'intégration et d'exclusion exprimés par les personnes enquêtées pour approcher la dimension individuelle et collective du développement.

4.4.3. Des récits d'intégration et d'exclusion : « le développement ne profite pas à tous »

Au cours des différents entretiens menés au Maroc et à Madagascar, nous avons identifié une double vision du développement, à la fois comme progrès individuel et comme progrès collectif. En effet, les références sont nombreuses au fait qu'un progrès matériel serait disponible et accessible à tous. Il s'agit notamment des références aux services de base comme la construction de routes, d'écoles et l'accès aux soins ou aux infrastructures de santé. Cela constitue des symboles d'un développement collectif (« *overall development* »[730]). Cependant, comme l'indique Robert Ahearne dans son étude sur les récits du développement chez les personnes âgées en Tanzanie, le constat positif laisse rapidement la place à des perspectives concrètes plus déplaisantes quant au fait que les routes ne sont pas de bonne qualité, qu'elles sont détruites aux premières pluies ou que les centres de santé de proximité manquent de médecins ou que ces derniers sont présents de manière aléatoire. Au Maroc, ce constat est d'ailleurs partagé par plusieurs individus des communes de Tassousfi et d'Arbâa Sahel qui insistent sur le fait que les communes ou les associations ont facilement obtenu un local pour les centres de soin mais que ces derniers manquent de

[730] R.M. Ahearne, *Understanding Contemporary Development*, *op. cit.*, p. 161.

tout, de médicaments, d'infirmiers, de vaccins etc. À Madagascar, c'est dans le secteur éducatif qu'un constat similaire est établi dans l'ensemble des communes : les écoles ou les collèges sont construits et représentent le progrès pour les communautés mais le manque d'équipements, de cahiers[731], de stylos et surtout le faible salaire ainsi que la mauvaise formation des enseignants[732] constituent un élément très présent dans les récits des habitants.

Ces infrastructures deviennent alors dans les récits individuels les symboles d'un développement déséquilibré, « par alternance ». Ces interventions locales ne parviennent pas à traiter les maux du sous-développement qui nécessitent une réponse collective plutôt qu'individuelle. Plus encore, comme l'explique Maïa Green, les projets ne profitent qu'à une minorité perpétuant la dépendance et le sentiment d'inégalité : « *the result [of localised interventions] is (…) a selective material empowerment of the few rather than a genuine empowerment of the many* »[733].

En outre, les récits d'exclusion à Madagascar se concentrent largement sur les projets dits « participatifs » comme le PSDR (Programme de soutien au développement rural, voir le chapitre 3 dans la section 4.2). Les conditions pour bénéficier du soutien de ce grand programme résident dans l'existence d'un groupement (association, coopérative etc.) qui sera en charge de la gestion d'un équipement collectif (grenier, décortiquerie, matériel agricole, animaux etc.). Les griefs exprimés concernent le fait que le matériel transféré est accaparé par certaines personnes dans le groupement et que les élections du conseil d'administration du groupement sont « truquées » pour que les biens soient confisqués :

---

[731] Chaque année, les parents d'élèves espèrent qu'ils recevront de l'UNICEF ou de l'État les kits scolaires avec des fournitures nécessaires pour leurs enfants.

[732] Nos interlocuteurs se plaignent, à plusieurs reprises, du niveau de formation des maîtres qui, pour enseigner dans le primaire, doivent justifier d'un niveau collège sans avoir pour autant reçu une formation en pédagogie qui soit suffisante et qui puisse leur permettre d'exercer leur métier dans les meilleures conditions.

[733] M. Green, « Participatory development and the appropriation of agency in southern Tanzania », art cit, p. 55.

« Lorsque le PSDR n'est plus là, alors le président qui a les papiers à son nom et le récépissé annonce que le matériel lui revient, c'est quand le projet s'en va qu'on peut dire que les gagnants gagnent et les perdants perdent, les perdants n'ont plus rien »[734].

Le constat, généralement fait pour le PSDR à Madagascar, est le même pour d'autres projets si bien que les personnes enquêtées concluent sur une confiscation du développement par certaines personnes mieux dotées en ressources, en capital social, politique et économique. Notons à ce sujet que, dans la section 4.1.3, nous avons mis en exergue l'existence dans les communes d'Anosibe Ifanja et de Manalalondo d'un monde sémantique du développement intitulé « un développement confisqué ».

La littérature en anthropologie du développement décrit et analyse, au niveau micro, de nombreuses situations qui traitent du problème de l'appropriation dans les projets de développement. Il faut ici comprendre l'appropriation non pas au sens de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en 2005[735] mais dans le sens d'un accaparement, le fait de prendre pour soi. Jean-Pierre Olivier de Sardan précise ainsi que « les opérations de développement sont bien souvent « appropriées » autrement que le souhaiteraient leur maître d'œuvre, en ce sens que des groupes particuliers dans les populations cibles s'en servent à leur profit (= se les approprient), pour accroître leurs privilèges ou simplement en acquérir » [736]. Il existe en effet des exemples nombreux où des individus, des groupes d'acteurs ou encore des familles, utilisent les interventions de développement à leurs propres fins en s'accaparant les bénéfices qui doivent normalement être collectifs. Cela leur permet d'augmenter de fait leur réseau politique ou leur patrimoine, de s'enrichir économiquement en vendant par exemple des

[734] Individu n°3 (agriculteur de 41 ans), *focus group* dans le *fokontany* d'Anosibe centre, commune d'Anosibe Ifanja, le 30 septembre 2016.

[735] L'appropriation y est définie comme : « Partner countries exercise effective leadership over their development policies, and strategies and co-ordinate development actions »

[736] J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 137.

semences destinées gratuitement à la collectivité etc. Certains groupes sont alors mieux préparés que d'autres pour tirer profit des interventions de développement excluant les plus démunis. Ces situations sont en effet souvent générées sur la base des formes d'inégalités sociales et traditionnelles constitutives des sociétés comme l'âge, le lignage ou le rôle dans la tribu. Nous n'avons pas enquêté sur ces différentes situations comme peuvent le faire certains chercheurs avec des outils ethnographiques et une présence longue sur le terrain. Cependant, ces situations de confiscation des produits du développement dans lesquelles des individus ou groupes d'individus utilisent à leur avantage des connaissances acquises sur le long terme nous confortent dans le choix d'analyser les différences de mémoires et de considérer cette mémoire du développement comme un capital dans l'action, dans et au-delà des configurations développementistes.

Conclusion

Le quatrième chapitre de cette étude se concentre sur l'analyse des récits populaires ou « par le bas » des interventions de développement en Itasy et dans le Souss Massa Drâa. Son objectif est, à partir de l'étude de la construction des récits, de pouvoir révéler les représentations socialement partagées des mondes de l'aide et des configurations sociopolitiques sur les deux terrains d'enquête.

En utilisant différents outils (entretiens collectifs ciblés, analyse textuelle) nous avons exploré l'exercice collectif de reconstruction des mémoires et montré la manière dont ils s'élaborent dans l'intersubjectivité et dans la comparaison des expériences. En mobilisant le concept de cadres sociaux de la mémoire développé par Maurice Halbwachs nous démontrons que le processus de reconstruction de la mémoire s'inscrit dans des faits sociaux qui forment et déforment les mémoires et qui constituent des points d'appui pour les mémoires individuelles.

Ce chapitre a aussi été l'occasion d'intégrer dans les contenus discursifs, représentationnels et émotionnels la dimension matérielle du développement. Bien que l'association entre la mémoire et la matérialité puisse paraître paradoxale, notre étude participe à étayer le constat établi dans les études sur le développement selon lequel la matérialité demeure un élément central dans les perceptions sur le développement. En effet, nos enquêtes au Maroc et à Madagascar révèlent combien la dimension matérielle du développement est un facteur déterminant dans la structuration de la mémoire et dans la stabilisation des représentations sociales individuelles et collectives du passé du développement. La manière dont les individus se souviennent de leurs expériences passées est, de près ou de loin, liée à la façon dont ils sont en interaction avec le monde matériel et les artefacts qui les entourent. Autour des lieux qui incarnent le développement (centre de santé, école, équipements agricoles, greniers par exemple) gravitent des histoires, des souvenirs et des récits individuels qui perpétuent la mémoire collective et forment des itinéraires mémoriels. Nous démontrons d'ailleurs combien les lieux, les objets et les éléments tangibles du paysage participent à la production de sens et sont attachés à des pratiques sociales et politiques. Ces conclusions invitent alors les chercheurs ou les professionnels de l'aide à ne pas séparer les dimensions matérielles et immatérielles du développement dans l'étude de la mémoire et dans l'évaluation des projets et dans la capitalisation.

Enfin, nous démontrons dans ce chapitre qu'il existe une tension forte entre l'imaginaire que sous-tendent les termes propres au monde de l'aide et la pratique du développement telle qu'elle est vécue par les personnes interrogées. Selon les récits collectés, il semblerait qu'une partie des individus ne fassent pas l'expérience ni ne vivent ce que les acteurs de la configuration développementiste projettent (le progrès et la modernité). Travailler sur la mémoire du développement serait alors paradoxal dans la mesure où il s'agit de penser quelque chose qui devrait venir et qui n'est pas encore venu (l'amélioration des conditions de vie, de la santé, des infrastructures, d'une meilleure sécurité) à l'aune d'évènements passés et d'une longue histoire de projets et d'interventions. Nous mettons ainsi en

exergue que les mots du progrès et de la modernité véhiculés par les projets et les acteurs de l'aide traduisent les maux d'un développement promis mais qui n'est pas encore survenu. En outre, nous soulevons la question de la concurrence des mémoires et de l'existence de récits autorisés ou plus légitimes. Il s'agit dans ce chapitre de dépasser ces derniers pour identifier des formes de contre-récits nous permettant de caractériser les configurations locales de pouvoir dans lesquelles s'insèrent les projets et les opérations de développement. Nous avons ainsi analysé plusieurs registres utilisés dans les récits qui sous-tendent un rapport différencié à l'espace social et symbolique du pouvoir et du politique.

3ème Partie : Le capital mémoire

> « Our experiences of the present very largely depend upon our knowledge of the past. We experience our present world in a context which is causally connected with past events and objects, and hence with reference to events and objects which we are not experiencing when we are experiencing the present. And we will experience our present differently in accordance with the different pasts to which we are able to connect that present »[737].

Les chapitres précédents permettent d'analyser les diverses formes et aspects de la mémoire des interventions de développement chez les habitants de trois communes au Maroc et quatre à Madagascar. Cette partie complète les précédentes sections en proposant une analyse de la transformation de la mémoire en un capital de connaissances.

En tant que stock de connaissances et de processus moteurs (mémoire sémantique et mémoire procédurale), de souvenirs uniques (mémoire épisodique) la mémoire a ainsi des fonctions cognitives qui sont très largement sollicitées dans la plupart des actes du quotidien des individus[738]. Elle intervient en effet pour enregistrer et rappeler un grand nombre d'informations, que ce soient des connaissances sur l'identité des individus, des informations factuelles sur leur environnement ou encore le langage ainsi que des éléments de repères spatio-temporels. D'autres activités cognitives mobilisent la mémoire comme la lecture, le raisonnement, la planification etc. Les fonctions cognitives qui découlent de la mémoire sont donc mises à contribution en permanence, que ce soit de façon consciente et volontaire (faire l'acte de se souvenir) ou non (*via* des automatismes). La

[737] Paul Connerton, *How Societies Remember*, Cambridge University Press, 1989, p. 2.
[738] B. Croisile, *Tout sur la mémoire*, *op. cit.*

littérature en science cognitive s'est d'ailleurs beaucoup penchée sur les usages cognitifs de la mémoire.

Au cours de cette étude, nous avons utilisé la notion de mémoire telle qu'elle est définie dans les sciences sociales du politique et dans les sciences cognitives. Pour cette troisième partie, nous n'allons pas emprunter au courant de la mobilisation politique du passé qui utilise une conception métaphorique de la mémoire. En effet, le chapitre 2 de la première partie montre à ce sujet qu'il n'y a pas de mobilisation politique du passé du développement sur les terrains de cette étude. La mémoire est par conséquent envisagée comme un stock de connaissances qui constituent une forme de capital chez les individus. A la manière de la littérature en science de gestion dans le secteur des entreprises, nous comprenons ainsi la mémoire comme un « capital spécifique » qui peut être la source « d'avantages compétitifs »[739]. Cette littérature est en effet très riche concernant la gestion des savoirs et des connaissances dans les organisations. Un axe de recherche concerne la mémoire organisationnelle et le « capital intellectuel » d'une organisation dans une visée instrumentale de résolution et d'anticipation des problèmes[740]. Ces travaux trouvent leur origine, selon Afef Chouaieb, dans le concept de mémoire collective et dans les écrits de Maurice Halbwachs[741]. Cependant, à la différence des sciences de gestion, c'est moins la dimension collective de la mémoire dans des institutions comme les entreprises ou les associations que l'usage individuel de la mémoire au quotidien qui est analysé dans cette partie de l'étude. Avant d'aller plus en avant il nous faut définir et différencier les notions de savoir et de connaissance, introduites plus haut. Selon le dictionnaire Larousse, le savoir est un ensemble cohérent de connaissances acquises au contact de la réalité ou par l'étude. Le savoir relève d'une communauté d'individus qui a statué sur une connaissance (ou un ensemble de connaissances), et en

[739] Afef Chouaieb, « Pour une relecture du fonctionnement de la mémoire organisationnelle dans l'entreprise », *Humanisme et Entreprise*, novembre 2011, n° 302, p. 45.

[740] Mark N. Wexler, « Organizational memory and intellectual capital », *Journal of Intellectual Capital*, décembre 2002, vol. 3, n° 4, p. 393-414.

[741] M. Halbwachs, *La mémoire collective*, *op. cit.*

fait ainsi un savoir. La connaissance est singulière et propre à chaque individu.

En outre, nous examinons les mémoires et les connaissances individuelles en adoptant une conception non déterministe de l'individu, c'est-à-dire en le considérant dans des systèmes d'action concrets caractérisés par des relations de pouvoirs et des rapports de force (la négociation de nouveaux projets, d'actions, de programmes ou de politiques publiques à différentes échelles). Cette conception de l'individu et du système qu'est la configuration développementiste se rapproche de l'analyse stratégique et des travaux en sociologie des organisations dans lesquels l'individu, en dépit des règles et des normes, infléchit sa propre trajectoire afin de se trouver dans la situation qu'il juge la plus profitable possible[742]. L'entrée proposée dans la suite de cette étude est de considérer la mémoire comme une source de connaissances utilisables, c'est-à-dire un ensemble fortement composite d'informations techniques ou discursives qui, dans certains cas, devient connaissances.

Dans cette troisième partie nous allons explorer les processus de transformation de la mémoire en connaissances et les ressources dont disposent celles et ceux qui ont une mémoire plus épaisse des interventions de développement. Nous montrons ainsi dans le cinquième chapitre qu'il existe des mémoires différenciées et des connaissances inégalement réparties entre les individus à l'échelle du territoire. Le sixième chapitre conduira à s'interroger sur la manière de repérer ceux qui ont le plus de mémoire et donc potentiellement de connaissances des configurations développementistes. L'objectif est d'analyser leur trajectoire[743] ainsi que

[742] Les premiers travaux en France sont le fait de Michel Crozier et Erhard Friedberg ainsi que, depuis quarante ans, du Centre de sociologie des organisations (CSO) : Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Seuil., Paris, 1977.

[743] La notion de trajectoire, telle que nous l'utilisons, revêt un double sens. Elle s'entend d'une part comme « la série plus ou moins ordonnée, des positions successives occupées par un individu dans un espace social défini » permettant de décrire l'agent, ses actions, son capital, ses habitus ainsi que ces stratégies. Et, la trajectoire peut aussi avoir une dimension plus subjective, exprimée dans les expériences racontées par les acteurs eux-mêmes. Anne-Sophie Fournier-Plamondon et Jules

l'utilisation qu'ils font de cette mémoire-capital. Pour ce faire, nous discutons les littératures en sociologie des élites et en socio-anthropologie du développement (notamment sur les pratiques de courtage) pour présenter une méthode originale d'identification d'individus qui constituent des gardiens de la mémoire. Cette méthode est basée sur la réputation par le bas de certains individus qui auraient une mémoire des interventions de développement plus importante que les autres personnes. Il s'agira alors d'étudier la complexité des différentes catégories d'acteurs réputés comme en sachant le plus, afin de repérer leur implantation territoriale dans une perspective de sociologie des réseaux sur les terrains malgaches et marocains à partir de données quantitatives et qualitatives. Notre étude nous conduira à analyser une partie de ces individus. Nous démontrerons qu'ils constituent une forme d'élite locale du développement, disposant de pouvoirs et d'autorité, ce qui leur permet d'assoir leur leadership et de participer à l'action publique sur le territoire auquel ils appartiennent.

Racine-Saint-Jacques, « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire*, 10 mai 2014, nº 15.

Chapitre 5. Sédimentation des expériences : les caractéristiques d'une mémoire différenciée en action

> « En chacun de nous, suivant des proportions variables, il y a de l'homme d'hier ; c'est même l'homme d'hier qui, par la force des choses, est prédominant en nous, puisque le présent n'est que bien peu de chose comparé à ce long passé au cours duquel nous nous sommes formés et d'où nous résultons. Seulement, cet homme du passé, nous ne le sentons pas, parce qu'il est invétéré en nous ; il forme la partie inconsciente de nous-mêmes »[744].

Ce chapitre se concentre sur les formes capitalisées de la mémoire du développement ainsi que sur ses usages au quotidien. Au cours de nos recherches, en particulier dans les enquêtes par entretiens, nous avons cherché à savoir si, d'une personne à l'autre, l'épaisseur (c'est-à-dire la quantité de souvenirs), l'intensité (la qualité des souvenirs, leur clarté, leur précision etc.) et le contenu des mémoires étaient différents d'une part et si, d'autre part, les usages qui en étaient faits l'étaient eux aussi.

L'objectif de ce chapitre est triple. Il s'agit tout d'abord de caractériser et d'analyser le capital-mémoire constitué grâce à l'assimilation des souvenirs et à leur transformation en connaissances, d'analyser aussi comment les catégoriser et différencier leur densité entre les individus. Le deuxième objectif, intrinsèquement lié au premier, est de montrer que l'épaisseur des mémoires et donc des connaissances est différenciée : en d'autres termes tout le monde ne se souvient pas des mêmes choses et n'utilise pas de la même manière ce capital mémoire. Enfin, ce chapitre vise à proposer une

---

[744] Durkheim, Émile, *L'évolution pédagogique en France*, Paris, Alcan, 1938, p. 16. cité par Pierre Bourdieu dans *Esquisse d'une théorie de la pratique : précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Librairie DROZ, 1977, p. 179.

réflexion sur celles et ceux qui en savent plus (ou moins) que les autres, nous commencerons ainsi à affiner la description des profils de celles et ceux qui ont un capital mémoire plus dense.

Ce chapitre explore donc un élément débattu et analysé dans la littérature sur la mémoire, à savoir le fait que cette dernière fait intrinsèquement et de manière automatique référence au passé et à des expériences antérieures qui laissent nécessairement des traces chez le sujet. Tout porte à croire que, lors d'une action et à chaque fois que c'est nécessaire, l'individu fait appel à ses souvenirs et aux informations stockées. En l'état, cette conception est cependant insatisfaisante dans la mesure où elle semble séparer le présent du passé en ne situant l'action que dans le présent. Or, comme le montre la première partie de cette étude, le passé est dans le présent. Il n'y a pas de coupure entre les deux. Ils évoluent ensemble non pas parallèlement mais davantage dans une relation dialectique qui influence les actions présentes des individus à l'aune de leur passé. Il ne s'agit donc pas juste d'aller chercher une information dans le souvenir d'une expérience pour réagir à une situation donnée. La mémoire, qui guide une partie des actions des individus, n'est ainsi pas seulement constituée de souvenirs mais plutôt de souvenirs qui ont été capitalisés, retenus et transformés en connaissances. Comme le souligne Anthony Giddens, la mémoire est alors bien plus que l'expérience passée ou le souvenir, elle est une façon de décrire la compétence des agents humains (*knowledgeability of human agents*)[745].

Bien entendu, tous les éléments du passé n'ont pas le même poids et ne sont pas tous stockés. Comme le fait remarquer Tzvetan Todorov[746] la mémoire est sélective. On retrouve d'ailleurs ce même constat en science cognitive[747]. Cette sélection est essentielle à la constitution de la mémoire ainsi qu'à son bon fonctionnement. La mémoire est en effet une interaction entre l'oubli et la conservation. Il ne nous appartient pas ici d'explorer la

[745] A. Giddens, *The constitution of society*, *op. cit.*, p. 49.
[746] T. Todorov, *Les abus de la mémoire*, *op. cit.*
[747] Voir les travaux du neuropsychologue Francis Eustache et notamment Francis Eustache et al., *Mémoire et oubli*, Paris, Éd. le Pommier, 2014.

question du « comment » cette sélection s'opère sur le plan cognitif mais plutôt de s'interroger sur la manière et les processus par lesquels certaines expériences, ici des interventions de développement, sont incorporées aux ressources et aux stratégies des individus au quotidien. Certaines informations sont en effet conservées et capitalisées car cette conservation répond à des besoins individuels ou propres au groupe[748]. Comme l'écrit Norman Long, les interventions de développement qui constituent des facteurs externes « deviennent internalisés et prennent un sens complétement différent pour différents groupes, acteurs individuels, qu'ils soient "réalisateurs", "clients" ou "spectateurs" [des interventions] »[749]. Notons bien que la vision développée ici des interventions de développement est tout sauf celle d'un phénomène linéaire dont le déroulement s'exécute conformément à ce qui a été planifié. Au contraire, comme le fait la science politique dans l'analyse d'une politique publique[750], et plus récemment la socio-anthropologie du développement dans l'étude des projets et programmes[751], l'intervention ne correspond pas à l'exécution d'un plan mais davantage à un processus continu de négociations, de détournement,

---

[748] Notons ici que dans le secteur de l'aide au développement, depuis plusieurs années, les organisations ainsi que les individus se penchent sur les moyens, les outils et les stratégies pour capitaliser les expériences et constituer un « capital mémoire », voir à ce sujet les travaux de Franck Fortuné et de Pierre-Jean Roca « De l'utilité aux usages d'une mémoire collective ; retour sur la capitalisation », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation. et Sylvie Robert et Annik Ollitrault-Bernard, *Le capital mémoire: identifier, analyser et valoriser l'expérience dans les institutions : repères méthodologiques...*, Paris, C. L. Mayer, 2005.

[749] Norman Long, « Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs. », *Bulletin de l'APAD*, juillet 1994, nº 7, p. 14.

[750] La perspective analytique sur la mise en œuvre des politiques publiques et plus spécifiquement les décalages entre une décision et sa mise en œuvre ont été ouverts par Pressman et Wildawsky au début des années 1970, dans une dimension descendante (*top-down*) et prescriptive avant que des travaux ne renversent la perspective analytique (*bottom-up*) pour mettre en lumière le rôle des agents et des ressortissants d'une politique publique. Voir notamment à ce sujet : Vincent Dubois, *La vie au guichet: relation administrative et traitement de la misère*, Economica, 1999, 220 p ; Michael Lipsky, *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Service*, New York, Russell Sage Foundation, 1980, 275 p ; Jeffrey L. Pressman et Aaron Wildavsky, *Implementation: How Great Expectations in Washington Are Dashed in Oakland; Or, Why It's Amazing that Federal Programs Work at All, This Being a Saga of the Economic Development Administration as Told by Two Sympathetic Observers Who Seek to Build Morals on a Foundation*, Berkeley, Etats-Unis, University of California Press, 1973, 312 p.

[751] Philippe Lavigne Delville, « Un projet de développement qui n'aurait jamais dû réussir ? », *Anthropologie & développement*, 2015, n°42-43, p. 59-84.

d'hybridation en fonction d'automatismes, de l'intérêt des différents acteurs, de circonstances et de cadres qui évoluent dans le temps et l'espace[752]. Par conséquent, les décisions et réactions des acteurs qui participent aux interventions de développement doivent donc être analysées au prisme de l'ensemble des éléments qui constituent la mémoire (les souvenirs et les cadres sociaux). Il s'agit en effet de considérer la relation dialectique qu'entretiennent les décisions et les actions individuelles avec les expériences sédimentées (*sedimented experiences*) comme l'avance Christian Gudehus[753] : « action does not rest upon individual, decisions but needs to be understood as a positing of oneself in a relation to the historically evolving frames, i.e the sedimented experiences ». Ces expériences sédimentées constituent en effet un lien central entre, d'une part, les souvenirs (*remembrance*), qui ne sont pas limités, comme évoqué dans les différentes parties de cette étude, à la restitution d'une information, mais à sa reconstruction et, d'autre part, l'action.

Notre réflexion dans ce chapitre s'organise en deux temps. Il s'agira tout d'abord de caractériser les formes capitalisées de l'expérience et de la mémoire, de mettre en lumière les processus d'apprentissage et de réappropriation des savoirs issus des interventions de développement passées. Nous montrerons ainsi que la mémoire locale des projets et des programmes engendre des acquis empiriques composites qui génèrent des processus habilitants (qui rendent capable d'accomplir un acte) et contraignants et que, notamment, ils informent la réaction des individus face à de nouvelles interventions. Après avoir dressé et analysé cette typologie des formes actives de la mémoire, nous insisterons dans un deuxième temps sur les différences de capital mémoire d'un individu à l'autre. En effet, les informations dérivées des interventions de développement sont stockées et

[752] Norman Long et Jan Douwe Van Der Ploeg, « Demythologizing Planned Intervention: An Actor Perspective », *Sociologia Ruralis*, 1989, vol. 29, nº 3-4, p. 226-249.

[753] « On the significance of the past for present and future action » dans Gerd Sebald et Jatin Wagle (eds.), *Theorizing Social Memories: Concepts and Contexts*, New York, Etats-Unis, Routledge, 2015, p. 87.

surtout mobilisées de manière différentes selon les individus et les configurations relationnelles et de pouvoir.

5.1. Les formes capitalisées de l'expérience : quand la mémoire devient connaissances, anticipations et projections

> « Les représentations des évènements passés et futurs partagent les mêmes structures cérébrales. Cette activation de régions communes indique que la mémoire ne retrouve pas seulement les souvenirs du passé, mais qu'elle projette également dans le futur des scénarios élaborés à partir d'épisodes déjà vécus ou empruntant des détails à des évènements réels »[754].

À plusieurs reprises au cours de cette étude nous avons rappelé que les travaux sur la mémoire des interventions de développement dans les mondes de l'aide étaient un axe de recherche et d'analyse peu développé, en particulier s'agissant de la mémoire des populations attributaires[755]. Jean-François Baré rappelle à ce titre dans son ouvrage *L'évaluation des politiques de développement* que les réflexions sur l'évaluation ne s'intéressent pas à la mémoire orale, qu'il définit comme « l'ensemble d'acquis empiriques accumulé dans un cadre quotidien et concret »[756]. L'objectif de cette section est justement de caractériser ces « acquis empiriques » non pas chez les professionnels de l'aide mais chez les habitants des communes sur lesquelles sont mis en œuvre les projets et programmes de développement.

---

[754] B. Croisile, *Tout sur la mémoire*, *op. cit.*, p. 153.

[755] Nous avons mentionné par exemple des travaux qui portent sur la gestion des connaissances des professionnels de l'aide (bailleurs et opérateurs) à l'instar de l'étude de Benjamin Garnaud et Julien Rochette sur le littoral de Nador : « Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc) », art cit.

[756] J.-F. Baré, *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, *op. cit.*, p. 108.

Ces acquis empiriques sont un ensemble fortement composite d'informations et de savoirs techniques ou discursifs, qui est mobilisé au quotidien, de manière consciente ou inconsciente. Ces éléments proviennent des expériences passées des individus, ce qui suggère, comme nous l'avons souligné dans cette étude, que le passé n'est pas séparé du présent, ni le présent du passé. Cette conception de la mémoire est partagée par Anthony Giddens qui l'envisage comme une dimension du présent et comme une façon de décrire la compétence humaine[757]. Plusieurs éléments ont, pour Anthony Giddens, des fonctions de mécanismes de rappel des expériences passées et ils sont utilisés et mobilisés dans les contextes d'action : la conscience pratique et la conscience discursive. Dans la veine des travaux du sociologue britannique, nous proposons ainsi de nous baser sur les apports de la sociologie constructiviste et structuraliste pour analyser les formes de mémoires actives qui sont des « *memory traces of the mind* », que le chercheur peut repérer[758]. Il faut d'ailleurs mettre cette grille de lecture en miroir de la littérature (en neurosciences) sur la mémoire à long terme qui permet de conserver des informations pour une durée prolongée, parfois illimitée. Cette mémoire est constituée de plusieurs stocks implicites et explicites, et, dans notre analyse nous en utiliserons 3 des 4 (le dernier étant formé des mémoires perceptives des sons et des images). Nous considérerons en effet la mémoire procédurale (mémoire des gestes et au sens large des procédures), la mémoire épisodique des souvenirs et la mémoire sémantique des savoirs[759]. Ces différentes formes de mémoire sont difficilement dissociables puisqu'elles forment un tout et que les agents les utilisent de manière concomitante sans les différencier.

Plutôt que de proposer une comparaison systématique à partir de variables prédéterminées, nous mettons en avant dans cette première section les

---

[757] « Si le « présent » n'est pas coupé du flot de l'action, alors la « mémoire » n'est rien d'autre qu'une façon de décrire la compétence des agents humains » Anthony Giddens, *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, traduit par Michel Audet, Paris, France, PUF, 2012, p. 97.

[758] A. Giddens, *La constitution de la société*, *op. cit.*, voir en particulier le chapitre 2,

[759] B. Croisile, *Tout sur la mémoire*, *op. cit.*

formes de la connaissance issues des expériences de projets et de programmes de développement afin de montrer leur hétérogénéité. Pour ce faire nous utilisons une grille d'analyse fondée sur les apports de la sociologie constructiviste et structuraliste et plus spécifiquement une typologie définie par Anthony Giddens : la conscience pratique et la conscience discursive. Cette typologie est opératoire pour distinguer les formes de mémoire et de connaissances. Anthony Giddens différencie les deux formes de conscience à partir de la capacité des acteurs à « savoir ce qu'ils font »[760] ou, dit autrement, à exprimer ce qu'ils font de manière consciente, à « mettre en mots les choses » (« *being able to put things into words »)*[761]*.* La conscience discursive fait référence à ces formes de rappel que l'acteur est capable d'exprimer de façon verbale alors que la conscience pratique désigne les rappels qui sont accessibles à l'agent pendant la durée de l'action, mais qu'il est incapable d'exprimer verbalement[762].

Nous mettrons ainsi en exergue les différentes formes capitalisées de la mémoire et des souvenirs en insistant notamment sur le rôle de la routine développementiste dans l'incorporation des pratiques et la formation des connaissances. La routine désigne la répétition des interventions de développement avec des projets ou des configurations d'acteurs similaires au cours du temps. Après avoir décrit plus en détail la réappropriation de ces acquis empiriques et leurs implications, il s'agira de montrer que les souvenirs et la mémoire des interventions génèrent des capacités d'agir, des anticipations et des projections qui peuvent à la fois être habilitantes ou contraignantes. Nous montrons ainsi dans cette section que la mémoire peut orienter ou contraindre les pratiques des acteurs jusqu'à être source de domination politique.

---

[760] Judith Lazar, « La compétence des acteurs dans la "théorie de la structuration" de Giddens », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1992, vol. 93, p. 399-416.

[761] A. Giddens, *The constitution of society*, *op. cit.*, p. 45 ; A. Giddens, *La constitution de la société*, *op. cit.*, p. 95.

[762] A. Giddens, *La constitution de la société*, *op. cit.*, p. 97-98.

5.1.1. Une mémoire implicite difficile à repérer

La mémoire implicite, définie par les neurosciences comme une forme de mémoire dont on ne retient pas l'expérience qui en est à l'origine, est à rapprocher de la conscience pratique qui désigne chez Anthony Giddens tout ce que les individus savent sur le plan tacite sans pouvoir l'expliciter de façon discursive. En ce sens la conscience pratique est une forme de mémoire active ou plutôt activée au quotidien dans les gestes, les mouvements, les actions et les automatismes. Cette mémoire implicite (ou inconsciente mais pas au sens de *refoulée* de la psychanalyse) est notamment composée de la mémoire procédurale définie dans les neurosciences comme une mémoire des gestes répétés, des apprentissages de procédures dont on ne se souvient pas de leur acquisition. Elle n'est pas seulement motrice mais elle est aussi perceptive ou cognitive. La mémoire procédurale aboutit à la maîtrise d'habiletés, de savoir-faire comme des procédures techniques, langagières ou cognitives qui permettent progressivement d'améliorer les performances des individus ou des groupes. Ces savoir-faire s'apprennent lors de la répétition régulière d'une tâche et leur maîtrise s'exprime dans l'action au sens large. Les traces de ces apprentissages ne n'effacent pratiquement jamais et évoluent au cours du temps en fonction de l'apport de nouvelles techniques, procédures ou pratiques. La répétition de ces apprentissages contribue à développer des niveaux d'expertise individuelle qui échappent à une introspection consciente. La mémoire procédurale est donc une conscience pratique non déclarative. Dans la configuration développementiste, lorsque l'on analyse au plus près la répétition des projets et des interventions de développement, on constate comment différents bailleurs sans se concerter agissent sur les territoires et mettent en œuvre des interventions semblables en transférant des techniques et des procédures similaires, des greffes de manières de faire importées dans un milieu. Ces éléments concernent sur nos terrains de recherche : l'agriculture (riziculture dans le cas malgache, culture maraîchère ou fruitière au Maroc etc.), la nutrition et la sécurité alimentaire, les pratiques de soin et de santé (vaccination, lutte contre les maladies liées à l'eau etc.), mais aussi la

gestion des ressources naturelles ou encore la gestion des conflits et des groupes (le fonctionnement en association ou en groupement par exemple). Ils ont également trait à la façon dont, depuis plus de vingt ans, le cycle du projet pénètre globalement les façons de faire et d'agir des individus sans qu'ils ne s'en rendent compte[763]. Ces différents éléments « greffés », pour reprendre le vocabulaire de Jean-Pierre Olivier de Sardan, s'incorporent aux pratiques quotidiennes, dans les gestes mais aussi dans les pratiques du corps.

Repérer et analyser la conscience pratique et les savoirs implicites issus de la mémoire des interventions de développement requièrent une démarche empirique basée sur l'observation ethnographique longue. Elle nécessite également que le travail de recherche se focalise sur un nombre limité de procédures techniques ou cognitives, comme la culture de safran ou d'argan au Maroc, la riziculture à Madagascar. De plus, pour analyser le degré d'incorporation des éléments venant des interventions de développement dans les pratiques, il faut que ces dernières aient une historicité longue afin de saisir la manière dont la routine s'est installée. Notre approche non sectorisée, c'est-à-dire qui prend en compte l'ensemble des secteurs d'interventions, ne nous permet pas d'enquêter sur des pratiques en particulier comme le font d'autres travaux et notamment ceux de Christina Akré sur les pratiques de riziculture en Guinée[764] ou ceux de Philippe Geslin qui a étudié les pratiques de saliculture sur le littoral guinéen[765]. Il s'agit d'un tout autre travail qui, bien qu'il puisse être très instructif, n'a pas pu être réalisé dans le cadre de cette étude. En outre, il nous a semblé qu'un tel travail serait rendu particulièrement difficile car l'observation de la conscience pratique des agents ne doit pas se baser sur leur capacité à dire comment ils font l'acquisition de ces savoirs ou de ces techniques. Or,

---

[763] F. Giovalucchi et J.-P. Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », art cit ; P.-M. Aubert, « Projets de développement et changements dans l'action publique », art cit.

[764] Christina Akré, *Au fil de la plaine, la mémoire locale du développement et les pratiques rizicoles en pays Baga Sitem*, Neuchâtel, Suisse, Université de Neuchâtel, 2006.

[765] P. Geslin, « Les salins du Bénin et de Guinée ou comment l'ergonomie et l'ethnologie peuvent saisir le transfert de techniques et de sociétés », art cit.

comme le souligne Maurice Bloch c'est un problème pour le chercheur qui est « tenté de baser son compte rendu ethnographique sur ce que peuvent expliciter les gens qu'il étudie »[766]. En effet l'agent a un accès rapide et surtout très fluide à ce qui constitue la mémoire pratique, selon la terminologie employée par Anthony Giddens. Le savoir qui sert à produire des actions est organisé dans le cerveau d'une façon qui diffère complètement de la façon dont sont organisés les récits et la narration. Or, l'essentiel de notre travail a consisté, peut-être à tort, à rendre explicite cette acquisition de savoirs et à en connaître l'origine[767]. Or, avoir conscience de sa mémoire dans l'action est assez rare, surtout dans le cas d'activités routinières et codifiées.

5.1.2. Le rôle de la routine et de la répétition dans les processus d'apprentissage

La routine et les habitudes, c'est-à-dire la répétition des interventions de développement avec des projets similaires d'un bailleur/opérateur à l'autre au cours du temps, jouent un rôle important dans l'incorporation des pratiques et dans la formation de connaissances. La routinisation est en outre un concept fondamental de la théorie de la structuration chez Anthony Giddens : « la routine est à la fois intrinsèque au maintien de la personnalité de l'agent, qui se déplace le long des sentiers des activités quotidiennes, et aux institutions sociales dont le caractère institutionnel dépend entièrement de leur reproduction continue »[768]. La vie quotidienne est en effet faite d'éléments qui sont pris pour acquis et qui n'engagent pas les auteurs de ces actions dans un processus de réflexivité. Pierre Bourdieu souligne que

---

[766] M. Bloch, *L'anthropologie et le défi cognitif*, *op. cit.*, p. 221.

[767] Une telle démarche n'est pas sans rappeler la recherche d'imputabilité (en tant que fait de pouvoir attribuer à une intervention ou à l'action d'un opérateur/bailleur des effets observés) qui est au cœur des processus d'évaluation dans les sphères professionnelles de l'aide au développement.

[768] A. Giddens, *La constitution de la société*, *op. cit.*, p. 109.

ce constat ne se limite pas à des activités matérielles et pratiques[769]. Il y a en effet des automatismes et des formes de routines sur le plan cognitif dont il est particulièrement difficile, voire impossible, d'expliciter l'origine ou les fondements. Ces réactions et conditionnements émotionnels font partie intégrante de la mémoire implicite et non déclarative. On pensera par exemple sur nos terrains de recherche à la mémoire des procédures liées à l'univers professionnel de l'aide. Au cours des entretiens où nous interrogions les participants aux *focus group*, à plusieurs reprises, au Maroc comme à Madagascar, l'idée d'une routinisation des processus de projet est revenue. À Madagascar, des agriculteurs nous décrivaient la manière dont ils exprimaient leurs besoins aux présidents de *fokontany* afin d'en informer les agents de développement ou les ONG qui les consultaient, décrivant ces processus participatifs comme une norme « c'est comme ça qu'on fait, qu'on a toujours fait, on nous demande ce dont on a besoin, il y a des enquêtes, et ensuite les projets arrivent »[770].

Ces automatismes et ces formes de routines se rapprochent du concept d'habitus, développé par Pierre Bourdieu. Le sociologue le définit ainsi : « système de dispositions durables et transposables qui, intégrant toutes les expériences passées, fonctionne à chaque moment comme une matrice de perception, d'appréciations et d'actions, et rend possible l'accomplissement de tâches infiniment différenciées, grâce aux transferts analogiques de schèmes permettant de résoudre les problèmes de même forme et grâce aux corrections incessantes des résultats obtenus, dialectiquement produites par ces résultats »[771]. Ainsi, la superposition des interventions de développement au cours du temps et les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces interventions, internalisées par les individus, contribuent à créer une « matrice de perception »[772] et des schémas interprétatifs

[769] P. Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, *op. cit.*, p. 172.

[770] Individu n°3 (femme de 64 ans, sans activité professionnelle) *focus group* dans la commune de Miarinarivo, *fokontany* d'Antanambao Nord, le 6 octobre 2016.

[771] P. Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, *op. cit.*, p. 179.

[772] Cette matrice de perception n'est pas sans rappeler le concept de *figuration* développé par Norbert Elias qui constitue une forme de constellation sociale qui exécute (*perform*) les modes de perception et d'interprétation du monde, voir notamment

inconscients. Si l'on prend le cas malgache, à partir des entretiens réalisés, la matrice de perception des projets de développement peut être caractérisée de la manière suivante : les projets sont décidés « loin » du terrain, ils ignorent les réalités de ce même terrain ; les projets passent par des « sociétés privées » qui revendent les dons ou subventions comme les semences, il faudrait donc se méfier de ces sociétés et, par extension, s'investir plutôt dans des interventions (le PSDR est souvent cité) qui donnent directement aux agriculteurs les semences ou les machines ; la matrice de perception est à ce sujet marqué à Madagascar par la nécessité de s'organiser en groupements (« pour avoir un projet, il faut être un groupement et il faut être vigilant sur les personnes qui composeront le groupement pour éviter les détournements »). Notons enfin que, malgré les travers des projets dont témoigne cette matrice de perception, il ressort des *focus group* qu'« il faut participer aux projets car on y gagne des subventions, du matériel, des dons qu'on pourra utiliser pour autre chose »[773]. Une telle matrice de perception n'est pas sans générer des mécanismes de réponses face à de nouveaux projets. Comme nous l'envisagerons plus loin, ces schémas interprétatifs du fonctionnement de l'aide issus de la répétition des interventions participent à façonner les réactions aux futurs projets. Cela se perçoit dans l'extrait de citation rapporté plus haut, les individus interrogés savent qu'il faut « participer aux projets » car ils anticipent, à partir de leur habitude, les gains potentiels qui pourront d'ailleurs être détournés. On nous a par exemple cité à plusieurs reprises le cas d'un projet dans lequel les habitants de la commune d'Ampefy ont reçu des plants de ravintsara dont les sous-produits devaient dynamiser la filière artisanale locale (tissage) mais qui ont été utilisés à d'autres fins selon les enquêtés, pour stabiliser les sols et limiter l'érosion. Les littératures francophone et anglophone sont riches de ce type d'exemples. Elles présentent des analyses de ces « principes de détournement » qui conduisent les attributaires

Norbert Elias et John L. Scotson, *The Established and the Outsiders*, SAGE, 1994, 256 p.

[773] Entretien avec un artisan (entre 40 et 60 ans) le 22 septembre 2016 à Ampefy.

d'interventions de développement à utiliser les opportunités qui leur sont offertes différemment de ce qui était prévu par les professionnels de l'aide[774].

5.1.3. Incorporation et réappropriation des connaissances

> « Nous ne pratiquons pas beaucoup la riziculture en ligne ici, nous c'est la riziculture désordonnée (*saritaka*). Les autres font la riziculture en ligne que les agents ont montrée. Le PSDR [Programme de soutien au développement rural] dit que c'est bien, ce n'est pas le premier projet à essayer de nous apprendre cela, non ça fait plusieurs projets. Mais les formations sont trop théoriques et puis c'est très coûteux, il faut aussi beaucoup de main d'œuvre. Et puis il y a eu cette semence de riz de PAPriz[775] qui n'était pas bonne, ça on n'en veut plus. Mais j'ai vu plusieurs paysans qui font cette riziculture moderne, ça fait plusieurs années et ils ont de meilleurs rendements. On mange beaucoup de riz ici vous savez, et dans les périodes de soudure, c'est vraiment difficile. Il faut nous dire ce qu'on doit faire, si on voit les résultats alors on continuera. Si tu travailles avec beaucoup d'efforts alors ça peut fonctionner, ce qui marche dans d'autres *fokontany* peut aussi marcher chez nous, la terre est la même, nous pouvons demander la même semence au PSDR, à PAPriz ou au prochain projet qui viendra »[776].

L'impact des projets et les transferts techniques ont fait, au cours des entretiens, l'objet de nombreuses discussions autour notamment d'une photographie utilisée dans un *focus group* qui représente un agent de

---

[774] E. Crewe et E. Harrison, *Whose Development?*, *op. cit.* ; J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 120; 176.

[775] Le Projet d'amélioration de la productivité rizicole (PAPriz) est un projet de développement mis en œuvre sur les Hautes-Terres Centrales à Madagascar à partir de 2009 financé par la coopération technique japonaise (JICA). PAPriz a développé des paquets techniques de culture du riz irrigué comprenant notamment des techniques culturales, l'utilisation des semences de qualité et de petits matériels agricoles, le calcul économique de rendement, etc.

[776] Individu n°2 (homme, entre 40 et 60 ans, agriculteur), *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

développement, vraisemblablement étranger, et des agriculteurs autour d'une rizière. À Madagascar, la riziculture est un bon exemple d'apprentissage, de réappropriation et d'incorporation des pratiques, ce qu'indique l'extrait présenté plus haut. Les remarques du locuteur font ainsi explicitement référence à l'expérience vécue par les paysans, une expérience passée en matière de production de riz. Comme dans cet extrait, de nombreuses discussions concernent l'adoption de nouvelles techniques dans la riziculture promues par les agents de développement et les interventions au cours de la mise en œuvre des différents projets. Dans les échanges entre les individus, les références au passé en matière de production de riz sont nombreuses. Le passé et les méthodes anciennes constituent une référence, qui ne cesse d'évoluer au cours du temps. Les producteurs de riz n'ont pas toujours vécu ces expériences de développement (« j'ai vu plusieurs paysans qui font cette riziculture moderne »). Au contraire ils se souviennent des problèmes ou de ce qui constitue pour eux des réussites et apprennent à se souvenir des expériences des autres pour les incorporer à leur propre conception des techniques et des projets. Ainsi, circulent les innovations techniques introduites par les projets et les acteurs rencontrés se souviennent d'autres expériences, qui ont fonctionné ou non. Les dynamiques propres à différentes interventions sur la riziculture, conjuguées à l'histoire locale, contribuent alors à faire émerger des choix techniques spécifiques, fruits de l'interaction entre les souvenirs des projets et les pratiques locales[777]. En outre, ces choix transforment la manière dont les individus interagissent avec leur environnement comme l'illustre Christina Akré à partir de ses travaux sur la mémoire locale du développement en Guinée.

Au Maroc il y a également eu de nombreux transferts techniques *via* les interventions de développement, notamment sur trois productions stratégiques qui font l'objet de projets et de politiques publiques : l'argan, les dattes et le safran (en particulier des programmes sur l'irrigation et la gestion

[777] Voir à ce sujet les travaux de Christina Akre : « Les relations sociétés-natures à la lumière d'un sacrifice. Mémoire locale du développement et pratiques rizicoles en pays Baga Sitem (Guinée) », *Ethnographiques*, juin 2006, nº 10.

de l'eau pour les deux dernières). Sur le cas de l'arganier, arbre endémique dans la partie ouest de la région Souss Massa Drâa, les méthodes d'exploitation et de production d'huile d'argan se sont normalisées depuis 1995 afin de répondre aux exigences sanitaires internationales[778]. De nouvelles techniques de production, d'exploitation et de commercialisation sont ainsi transférées aux communautés locales, notamment par l'action de longue durée de la coopération technique allemande. Des travaux de recherche[779] s'intéressent à la gestion de cette ressource et au caractère patrimonial de son exploitation. Ainsi, les travaux d'une équipe de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) montrent comment sont incorporées par les habitants dans leurs pratiques les manières de gérer cet écosystème fragile sous la « domination politique, économique et symbolique du monde du développement »[780]. Selon la perspective critique des auteurs, ce dernier modernise la filière et requalifie les pratiques des individus dans le cadre d'une gestion environnementale qui ne correspond pas à leur propre pratique mais plutôt à l'agenda international du développement durable. Les chercheurs de cette équipe observent ainsi la mémoire procédurale des individus et la manière dont leurs gestes et leur manière d'interagir avec l'écosystème qui les entoure ont évolué au cours du temps. Dans notre étude, nous avons surtout mis l'accent sur la mémoire sémantique, c'est-à-dire celle des connaissances, en nous concentrant sur la capacité des individus à dire ce qu'ils savent et à analyser ce qu'ils font. Cette capacité des individus renvoie au concept de conscience discursive élaboré par Anthony Giddens et présentée plus haut. La conscience discursive est une forme de mémoire de long terme explicite grâce à

---

[778] Notons d'ailleurs qu'en 1998, l'UNESCO et le programme intitulé « Man and Biosphere » (MAB) attribue à la zone de l'arganeraie au Maroc le statut de réserve de biosphère.

[779] Hassan Faouzi et Julie Martin, « Soutenabilité de l'arganeraie marocaine. Entre valorisation de l'huile d'argane et non-régénération de l'arganier », *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie*, 7 mars 2014, nº 20 ; Nicolas Lacombe, « Genrification des activités dans l'Arganeraie : « L'éleveur » et la « concasseuse » comme figures sociales de déconstruction des agricultures familiales », *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, septembre 2015, vol. 92, nº 92-3, p. 364-384 ; Romain Simenel et al., « L'argan : l'huile qui cache la forêt domestique De la valorisation du produit à la naturalisation de l'écosystème, » *Autrepart*, 2009, nº 50, p. 51-73.

[780] R. Simenel et al., « L'argan : l'huile qui cache la forêt domestique De la valorisation du produit à la naturalisation de l'écosystème, » art cit, p. 72.

laquelle l'acteur peut se rappeler consciemment des faits et des choses qui ont conduit à l'apprentissage.

Cette conscience discursive se révèle dans la capacité qu'ont les attributaires, et plus généralement les habitants, à analyser différents projets ou bailleurs et à les comparer à partir de critères subjectifs permettant ainsi de créer des références en fonction des types de programmes ou de financeurs sur les temps longs. Dans les communes marocaines où nous avons enquêté c'est notamment le cas des réactions et des discours sur l'Initiative nationale de développement humain (INDH, voir la première partie de cette étude). L'INDH au Maroc est un exemple relativement rare de programme qui est à la fois connu par une grande majorité de la population (sous l'appellation « l'initiative » ou « al Mubadara » المبادرة) et qui a duré pendant un grand nombre d'années, ce qui permet aux acteurs de comparer les différentes phases de ce programme. Pour nos interlocuteurs, le fonctionnement de l'INDH a évolué au cours des différentes phases[781]. La première phase est souvent décrite comme n'ayant pas initié de réelles dynamiques de développement et elle s'est traduite par la construction d'infrastructures souvent abandonnées. Les interviewés ont souvent utilisé le terme d'« échecs » pour traiter de cette première phase[782]. La deuxième est au contraire décrite comme une phase de succès dans laquelle les ALD (Associations locales de développement), les coopératives ainsi que les communes sont « mieux organisées » pour « répondre aux exigences de l'INDH »[783]. Cette phase doit être considérée à l'aune des apprentissages

[781] La première phase de l'INDH a duré de 2005 à 2010, puis la deuxième de 2011 à 2015, la troisième phase vient d'être lancée en 2018 par le Roi Mohammed VI. Les différentes phases se sont articulées autour de différents programmes, cibles, et modes de fonctionnement.

[782] Ce fut notamment le cas lors d'un *focus group* conduit dans une association féminine du village d'Imgoun (commune de Tassousfi) le 8 mai 2017 : les participantes ont raconté que leur association a bénéficié d'un don de machines à coudre par l'INDH mais elles n'ont pas pu s'en servir immédiatement car les machines fonctionnaient à l'électricité or le local ne disposait pas d'électricité. Malgré les demandes à l'INDH de cette association, l'électricité n'a été installée que plus tard par le financement d'une ONG française.

[783] Les extraits rapportés proviennent de plusieurs entretiens réalisés dans les communes marocaines, principalement auprès de responsables associatifs (anciens ou actifs) ou de membres de coopératives.

des acteurs, des gains de connaissances et de compétences principalement liées à la gestion des associations et à la méthode projet. Or, ces éléments ont été acquis au cours de la première phase de l'INDH. En effet, comme le rappellent Catherine Baron et Wafae Belarbi, l'INDH a émergé pour conférer du pouvoir aux acteurs locaux (et notamment aux associations) et a surtout créé une « nouvelle forme de gouvernance à l'initiative de l'État, repos[ant] sur la mobilisation du potentiel local et la participation des habitants à la gestion de leurs territoires »[784]. La première phase de l'INDH est donc celle au cours de laquelle les individus, et en particulier les membres d'associations locales, se sont formés à cette nouvelle forme de gouvernance et au mode de gestion par projet. Ces connaissances ont ensuite été réinvesties dans les phases suivantes de l'INDH ainsi que dans d'autres programmes financés par divers bailleurs. En témoignent les nombreuses références aux formations auxquelles ont participé nos interlocuteurs. Ces dernières portaient notamment sur les processus de gestion des associations ainsi que sur la méthode projet (identification des problèmes, classifications des solutions, définition d'indicateurs, gestion financière etc.) comme l'illustre cet extrait de *focus group* conduit au Maroc dans une association locale composée uniquement de femmes :

> « En 2014 l'association des femmes a été créée parce que Migration et développement est venu au *douar* et a emmené deux femmes du *douar* pour les former à la couture et à la broderie à Taliouine pendant 2 ans. Une des deux a obtenu le diplôme, elle est revenue au *douar* et a dit qu'elle ne pouvait pas travailler avec nous, les autres femmes, sauf si on fondait une association pour qu'on ait un cadre de travail, quelque chose de sérieux. Au début c'était difficile, les gens du *douar* n'ont pas accepté que les femmes créent une association (…). On m'a demandé d'être la présidente de cette association mais je n'ai pas accepté au début car j'avais peur, je ne comprenais pas très bien ce qu'était une

[784] Catherine Baron et Wafae Belarbi, « Gouvernance participative et rôle des associations pour l'accès à l'eau dans la périphérie de Casablanca (Maroc) » dans Graciela Schneier-Madanes (ed.), *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*, La Découverte, 2010, p. 382.

association. Vraiment, au début je ne voulais pas être la présidente, en plus il y avait beaucoup d'obstacles, j'ai accepté ensuite d'être la vice-présidente, car il y avait une fille qui a accepté le poste de présidente mais cette fille, elle ne comprenait pas très bien le poste, elle pensait qu'on allait la payer. Après une année, en 2014, il y a eu une nouvelle élection et je suis devenue présidente. Au début, on a bien compris ce que ça voulait dire de travailler dans une association, on travaillait pour l'intérêt général, pour le bénéfice de tous. On faisait des formations gratuitement et après on formait les autres filles du *douar* et ainsi de suite. On s'est formé surtout sur la gouvernance, sur droits des femmes et sur la protection de l'environnement. C'est très important les formations, surtout de mieux apprendre le français et les mots importants pour ensuite dire ce dont on a besoin et faire nos projets à nous »[785].

La comparaison peut aussi se faire entre différentes interventions de développement financées et mises en œuvre par différents acteurs portant sur un même secteur ou sur des activités quotidiennes similaires. Les projets de riziculture à Madagascar illustrent cet exercice de comparaison comme en témoigne l'extrait de *focus group* présenté plus bas. On y saisit notamment les innovations socio-organisationnelles caractéristiques des projets (ici la participation financière) et la manière dont elles impriment les mémoires individuelles :

« Je vais tout de suite parler de BVPI[786], des agents font des descentes sur terrain, pour sensibiliser, former et préparer les dossiers. Ils demandent ton choix de culture, la capacité de ton terrain, le niveau de production et c'est après qu'ils donnent une subvention financière avec des instructions : telle somme sera pour les engrais, telle somme pour le matériel. (...). Pour le projet PSDR, ils donnent tout simplement des

[785] Présidente d'une association féminine (âgée de moins de 40 ans et ayant un niveau collège) au village d'Imgoun (Commune de Tassousfi) le 8 mai 2017.

[786] Projet Bassin versant et périmètre irrigué mis en œuvre à Madagascar entre 2004 et 2014 et financé par la Banque mondiale.

> subventions matérielles à tous les membres. Le problème de BVPI c'est qu'il fallait qu'on participe financièrement et nous les paysans on n'aime pas ça, on préfère les projets dans lesquels on ne doit pas participer avec de l'argent car c'est trop difficile pour les plus pauvres »[787].

La connaissance, acquise au cours du temps, du fonctionnement des projets et des programmes ainsi que des processus et des procédures participe alors à la création d'un étalonnage (*benchmarking*) des performances des intervenions de développement en fonction de différents critères comme le niveau d'implication (financière ou en nature) ; la nécessité de créer un groupement et donc les contraintes administratives, bureaucratiques voire politiques lorsqu'un individu doit passer par les auxiliaires des autorités pour créer ledit groupement ; le type d'activités conduites et donc le niveau de bénéfices etc. Dans l'exercice de partage et d'analyse des souvenirs lors des *focus groups*, les participants situent ainsi le résultat d'une intervention passée par rapport aux autres, ils comparent les bénéfices de l'un avec les contraintes de l'autre, créant ainsi des références ou des modèles (*pattern)* spécifiques. Nous avons montré jusqu'ici que les expériences de développement et les souvenirs qui forment la mémoire sont incorporés et réappropriés mais aussi qu'ils circulent d'un individu à l'autre et d'un groupe à l'autre. Ce constat doit être prolongé pour s'interroger sur la manière dont la mémoire produit au quotidien des effets de réutilisations et de mobilisation.

[787] Individu n°1 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, agriculteur), *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Ampahimanga, le 30 septembre 2016.

5.1.4. Anticipations et projections : des processus habilitants et contraignants

Cette dernière section a pour objectif d'apporter des éléments complémentaires à partir de notre étude à un élément débattu dans la littérature, à savoir le fait que la mémoire est à l'origine d'anticipations et de projections. En d'autres termes, et sur les objets que nous traitons ici, les expériences passées informeraient les réactions des individus dans le cadre d'un projet ou plus généralement dans leurs relations avec les acteurs de la configuration développementiste. Après les avoir définies, nous avançons que ces anticipations et projections sont à la fois habilitantes (qui rendent capable d'accomplir un acte) et contraignantes. Elles offrent des capacités d'agir en fonction de référentiels techniques ou sociaux issus des expériences passées et, dans le même temps, peuvent orienter ou contraindre les pratiques des acteurs jusqu'à être source de domination politique.

Dans la section précédente, nous rapportons les propos d'un agriculteur d'Anosibe Ifanja qui rappelle que le problème du projet BVPI était que les agriculteurs devaient participer financièrement : « nous les paysans, on n'aime pas ça, on préfère les projets dans lesquels on ne doit pas participer avec de l'argent »[788]. Dans cette situation, le souvenir personnel ou collectif lié aux difficultés économiques et à la précarité ressenties dans une précédente intervention refait surface dans la projection face à un nouveau projet. L'individu anticipe automatiquement les conséquences d'une action future, ici d'une nouvelle intervention de développement, en fonction des conditions passées dans lesquelles d'autres interventions, similaires ou non, se sont déroulées. Comme l'avancent Nassirou Bako-Arifari et Pierre-Yves

[788] Individu n°1 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, agriculteur), *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Ampahimanga, le 30 septembre 2016.

Le Meur, sans pour autant entrer dans les détails ou donner des exemples à partir de leur terrain de recherche, « la mémoire des interventions antérieures informe les réactions locales face à un nouveau projet, autant sinon plus que ce que le projet propose lui-même » [789]. Nous avons constaté que le chevauchement des différents programmes de développement qui se succèdent au Maroc et à Madagascar participe à la constitution de mémoires qui conditionnent les comportements des populations lorsqu'elles seront confrontées à de nouveaux programmes. Notre constat rejoint l'analyse que fait Philippe Geslin à partir des interventions de développement en lien avec les procédés d'extraction de sel sur le littoral de Guinée[790]. Il montre comment les souvenirs et les expériences des différents projets locaux se sont agrégés pour constituer une mémoire du développement, circonscrite à un secteur et à un type d'activité. Cette mémoire s'est progressivement inscrite dans « l'histoire locale, générant des formes spécifiques d'appropriation à des fins diverses qui dépendent elles-mêmes des représentations relatives à ce type de produit [le sel], mais aussi des intérêts de chacun à l'intérieur d'une même société »[791]. Il précise d'ailleurs que cette mémoire se fond dans le système de représentations locales au point d'influencer de manière inconsciente certains comportements sociaux et notamment les réactions face aux futurs projets. Nos enquêtes au Maroc et à Madagascar révèlent que ces processus ne sont pas qu'inconscients et que les anticipations sont aussi le fruit d'un processus réflexif que les agents sont capables d'expliquer et d'analyser.

> « On analyse les faits et les problèmes des paysans du village ou de la commune et ensuite on parvient à trouver le terme idéal pour séduire les bailleurs »[792].

---

[789] « Une anthropologie sociale des dispositifs du développement » dans *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 159.

[790] Voir à ce sujet O. Ruë, *L'aménagement du littoral de Guinée (1945-1995)*, *op. cit.*

[791] P. Geslin, « Sur "la mémoire locale du développement". Une approche anthropologique du rôle des ONG dans la mise en oeuvre de choix techniques », art cit, p. 235.

[792] Entretien avec un conseiller de développement rural, le 30 septembre 2016 à Anosibe Ifanja.

« On a toujours essayé de travailler avec des approches qu'on a apprises par les autres, comme l'approche participative ou l'approche genre »[793].

« Tu sais, il faut toujours un peu bricoler pour arriver à faire le développement, on connaît un peu les règles maintenant, ce qu'il faut faire, mais il faut toujours un peu tricher pour y arriver »[794].

« C'est facile d'avoir les financements pour les projets, à condition d'avoir l'association, c'est l'association qui nous permet d'accéder aux financements sans ça alors il faut se débrouiller seul, après on sait bien aujourd'hui ce que les ONG et les étrangers financent, ce n'est plus comme le temps de l'électricité ou de l'eau potable, aujourd'hui c'est différent, on fait des choses sur les mentalités, les droits et le climat, ça c'est important le climat pour nous avec les sècheresses et pour eux aussi »[795].

Comme nous l'avons illustré dans la première partie de cette étude, le monde de l'aide et du développement véhicule dans ses processus et ses logiques d'action (modes projets, programme etc.) des concepts et des normes qui circulent, « voyagent », entre différents espaces dans un contexte de production internationalisée et fragmentée de l'action publique[796]. Bien que les entretiens réalisés sur le terrain aient porté sur l'expression de souvenirs et la reconstruction de la mémoire avec un fort contenu de l'intime, le vocabulaire propre à l'aide était aussi très présent. Les termes et

---

[793] Entretien avec un fonctionnaire communal membre de l'association des diabétiques de Taliouine, le 25 février 2019 à Taliouine.

[794] Membre de l'association locale de développement d'un village de Tassousfi lors d'un *focus group*, le 9 mai 2017.

[795] Entretien avec le Sheikh (âgé de plus de 60 ans) de Timqit dans la commune de Tassousfi le 6 mai 2017.

[796] Andrea Behrends, « Travelling Models: Introducing an Analytical Concept to Globalisation Studies » dans Richard Rottenburg, Sung-Joon Park et Andrea Behrends (eds.), *Travelling Models in African Conflict Management: Translating Technologies of Social Ordering*, Brill., Leiden, p. 1-40 ; D. Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique*, *op. cit.* ; Philippe Lavigne Delville et Aghali Abdelkader, *« À cheval donné, on ne regarde pas les dents »: Les mécanismes et les impacts de l'aide vus par des praticiens nigériens*, Niamey, LASDEL, 2010, 113 p.

expressions relatifs à la gestion de projet, aux paradigmes de l'aide (bonne gouvernance, création d'opportunités, activités génératrices de revenus (AGR), droits humains, d'environnement etc.) ont ponctué les entretiens que nous avons eus et ceci, à plusieurs reprises comme l'illustrent les extraits rapportés plus haut. Nos interlocuteurs ont insisté sur leur capacité à maîtriser ces codes et donc à mieux répondre aux appels à projets ou à mieux orienter leur demande de financement. Certains d'entre eux, à partir de la sédimentation de leurs expériences de développement, disposent donc d'habiletés et sont en capacité de « séduire » les bailleurs ou d'anticiper leur réaction. Notons dès à présent, et nous le développerons dans la deuxième partie de ce chapitre, que la maîtrise de ces compétences varie beaucoup entre les individus et entre les deux terrains de recherche. Tous les individus ne sont en effet pas capables de redéfinir leur besoin ou leur vécu et de mettre en conformité leurs attentes avec celles des opérateurs ou bailleurs d'aide au développement.

Force est alors de constater qu'une forme d'asymétrie existe entre d'une part les professionnels de l'aide, extérieurs au milieu et à l'environnement du village ou de la commune, et d'autre part les habitants. Cette asymétrie se révèle dans la maîtrise de différents codes, ce terme étant compris ici comme un univers cognitif composé de vocabulaire mais aussi d'expériences, de représentations et de compréhensions des rapports sociaux. Les professionnels de l'aide, extérieurs au territoire, semblent ne maîtriser qu'un seul code, celui de l'aide, de ses mécanismes et de ses processus alors que les attributaires et habitants en maîtrisent deux, à des degrés divers bien entendu : celui qui tient au passé du développement et des interventions qui ont déjà touché le milieu et celui de l'aide. Pour rappel, la non-maîtrise du code « passé local du développement » par les professionnels de l'aide tient à une forme d'amnésie volontaire ou involontaire (ou de non-mémoire car l'amnésie suggère l'oubli donc le souvenir initial) des expériences. Comme l'a souligné une chargée mission travaillant pour la coopération technique allemande à Rabat en septembre 2015 lors d'un entretien : « chercher dans le passé ne fait pas partie de la méthode, on nous demande d'atteindre des objectifs ».

Or, les attributaires font sans cesse cet exercice de va et vient dans leur mémoire et leur souvenir. Ils adaptent ou mettent en conformité leur discours sur le développement en fonction de leurs interlocuteurs[797]. La maîtrise du code du « passé du développement » et donc de son actualité, offrent ainsi des capacités stratégiques aux acteurs et leur permet d'agir selon différentes modalités d'action. Ces dernières restent bien entendu discrètes. En se référant à la gestion par cycle de projet, qui est le mode de livraison classique de l'aide, il apparaît à partir des données empiriques que ces modalités d'action sont mises en œuvre face aux bailleurs, ou plus généralement aux personnes extérieures, à deux stades : primo au moment de la consultation des bénéficiaires / élaboration d'un projet et, secundo, lors de son évaluation. Lors de la première phase, certains acteurs décident de « jouer le jeu de la page vierge » et d'ignorer les interventions précédentes, même si cela veut dire parfois mettre en œuvre des activités déjà réalisées, comme l'illustrent les propos d'un responsable de l'association qui gère l'Indication géographique protégée (IGP) de l'argan au Maroc, rencontré en octobre 2015 à Agadir :

> « On joue le jeu de la page vierge. Même nous on a tendance à nier ce qui a été fait avant… même les bénéficiaires directs disent "on n'a rien" parce que si on dit j'ai déjà "ça", ils [les bailleurs] vont enlever la valeur du "ça" du total de ce qu'ils pensaient donner ».

En fin du cycle de projet, la phase d'évaluation est aussi celle au cours de laquelle ces modalités d'action générées par la mémoire sont perceptibles. Dans cette phase, les attributaires de projets de développement anticipent les conséquences futures de leur discours sur d'autres interventions à venir :

---

[797] Emma Crewe et Elizabeth Harrison ont décrit à partir de plusieurs cas d'étude la manière dont les « notions de développement » sont internalisées par les attributaires et plus généralement la façon avec laquelle ils adaptent leurs comportements en anticipant les potentiels bénéfices d'une intervention future, E. Crewe et E. Harrison, *Whose Development?*, *op. cit.*, p. 156-162.

« on dit ce qu'ils veulent entendre »[798]. L'ancienne présidente d'une association féminine à Tassousfi explique qu'elle fait cela pour ne pas froisser ses interlocuteurs et ne pas mettre en danger une relation qui, au moins à l'époque, était profitable à l'association qu'elle présidait à Tassousfi. Une autre raison qui n'a pas été directement partagée ou nommée comme telle est apparue au cours de l'échange : elle est liée à la domination exercée par les hommes de son entourage. En effet, bien que les organes de décision de l'association ne soient composés que de femmes et que seules des femmes puissent en être membres, nous avons saisi dans son discours que sa liberté de parole était fortement contrainte par les hommes. Son discours subit donc une double mise en conformité, au monde de l'aide (ce que les bailleurs attendent) d'une part et aux caractéristiques socioculturelles du groupe dans lequel sont mises en œuvre les interventions de développement d'autre part.

Le thème des anticipations, des projections et de la réutilisation d'un capital de connaissances accumulées par les attributaires dans la configuration développementiste a été abordé dans la littérature, notamment au travers de l'analyse du modèle de développement participatif[799]. Cette littérature, très riche, a permis de montrer que la participation était un concept et un mode de fonctionnement polysémique[800] qui s'est réinventé sans cesse depuis la colonisation[801] et demeure porteur de nombreux travers et limites[802]. Les promoteurs du modèle y voient en outre ce que Chauveau décrit comme « l'aboutissement d'un processus cumulatif des savoirs et des expériences (…) dont l'application permettrait d'atteindre raisonnablement de meilleurs

---

[798] Entretien avec une ancienne présidente d'association féminine dans le centre de la commune de Tassousfi, le 2 mars 2016.

[799] Défini notamment comme l'implication (*involvment*) d'un nombre significatif de personnes dans des situations ou actions qui améliorent leur bien-être » dans John M. Cohen et Norman T. Uphoff, « Participation's place in rural development: Seeking clarity through specificity », *World Development*, mars 1980, vol. 8, nº 3, p. 213-235.

[800] Andrea Cornwall, « Unpacking 'Participation': models, meanings and practices », *Community Development Journal*, 2008, vol. 43, nº 3, p. 269-283.

[801] J.-P. Chauveau, « Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif" ? », art cit ; André Rosanvallon et Bernard J. Lecomte, *La gestion des opérations d'aide au développement (OPAD): entre critiques et réalisme*, Paris, France, l'Harmattan, 2011, 2011, 351 p.

[802] C. Blanc-Pamard et E. Fauroux, « L'illusion participative », art cit.

résultats que ceux enregistrés jusqu'ici »[803]. La participation des individus aux processus de développement serait donc une manière de faire vivre, voire d'exploiter, les mémoires au cours du processus de participation et de consultation des attributaires d'un projet de développement. Le développement du modèle participatif se base sur un postulat, à savoir que les individus savent ce dont ils ont besoin et l'expriment dans les processus de consultation. Or, comme l'a montré la littérature, plus que la supposée expression d'un besoin, la participation est le plus souvent basée sur des anticipations et des projections relatives à ce qu'un projet peut offrir et aux solutions d'action publique disponibles[804]. La participation des individus ne peut donc être considérée comme la pure expression d'un besoin car ce processus s'inscrit dans une forme de continuité sociale et cognitive qui mêle les deux codes de souvenirs présentés plus haut, celui du passé du développement et celui du monde de l'aide. Ce calcul, plus ou moins rationnel et conscient, est le fruit des routines et des habitudes des attributaires que nous avons décrites plus haut. En d'autres termes, les représentations des acteurs locaux construites à partir de leurs souvenirs des projets et des interventions informent la manière dont ils vont participer aux processus de consultation et exprimer leur besoin. Leur capacité d'agir est donc fortement habilitée mais peut aussi se révéler hautement contrainte par la structure[805].

L'exemple de la participation révèle que la répétition des interventions de développement contribue fortement à configurer les pratiques et les habitudes des individus et transforme leur capacité d'agir. Si la mémoire procure des habiletés aux individus, il faut aussi souligner le fait qu'elle participe à la mise en forme, voire à la mise en ordre, des représentations

---

[803] J.-P. Chauveau, « Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif" ? », art cit, p. 2.

[804] P. Lavigne Delville, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, *op. cit.*

[805] La structure est définie par Anthony Giddens comme « des règles et ressources, ou un ensemble de relations de transformation, organisées en tant que propriétés des systèmes sociaux », A. Giddens, *The constitution of society*, *op. cit.*, p. 74.

sociales liées au développement, ce qui a des effets sur la fabrique locale du social et du politique.

Les strates de projets et les souvenirs qu'elles laissent dans la mémoire restreignent tout d'abord le champ des possibles en sélectionnant certaines pratiques ou modes d'action tout en excluant d'autres, qui peuvent ne pas apparaître légitimes, notamment car elles sont en dehors des habitudes et des routines. Plusieurs exemples peuvent être signalés à partir de nos entretiens, notamment sur les pratiques culturales (riz, élevage, safran, argan, irrigation etc.), la sécurité alimentaire et la santé, le micro-crédit et plus généralement la constitution de groupements (associations, coopératives, organisations de producteurs ou d'usagers etc.). Prenons justement le cas emblématique de la création d'associations au Maroc. Cette procédure s'est imposée dans les pratiques des habitants des différentes communes depuis le début des années 2000 (notamment en lien avec la mise en œuvre de l'INDH). Nos interlocuteurs nous ont rapporté que de nombreuses ALD ont été créées, souvent autour d'un secteur (l'eau potable, l'eau d'irrigation, l'agriculture, la culture, la santé, les jeunes, les femmes etc.) devenant ainsi un automatisme pour celles et ceux qui avaient un besoin et qui souhaitaient drainer des financements ou de l'appui technique dans leur village[806]. Il ne nous appartient pas d'émettre un jugement sur cette référence mais plutôt de considérer, en essayant de monter en généralité, les implications sociales et politiques que sous-tendent ces modèles. En effet, ce qui apparaît comme des évidences techniques (tels choix de semences ou de traitements, de vaccinations, d'organisation collective etc.) et comme des produits de la routine et de l'habitude sous-tend des formes de domination politique[807] et de reproduction sociale. Car la production des discours sur ce qu'il faut faire ou sur ce qui est plus légitime est le fait d'acteurs ou d'institutions qui accumulent un capital et des ressources et sont

[806] Précisons qu'un nombre important de ces associations n'existent plus aujourd'hui, nous l'avons constaté sur le terrain après avoir dressé à partir du registre national la liste des ALD créées sur les communes où nous avons enquêté.

[807] D. Darbon, « Modèles et transferts institutionnels vus des Afriques : les nouveaux villages Potemkine de la modernité », art cit, p. 262.

par la suite capables d'imposer dans la société leurs vues et leur propre compréhension des phénomènes liés au développement. Au cours du temps cela renforce des positions de monopoles et exclut une partie de la population qui n'aurait pas accès aux mêmes ressources. Si l'on reprend le cas de l'approche participative, on constate que certaines institutions ou acteurs sont *de facto* plus consultés que d'autres, que leur position de gardien de la mémoire (voir le chapitre 6) les conduit à exprimer des choix collectifs qui sont aussi parfois le produit d'un intérêt individuel. En effet, pour participer à ces processus de consultation, il faut déjà être en mesure de s'approprier un projet ou une proposition de projet à partir des dynamiques existantes. Force est de constater que tout le monde n'est pas égal face à ces procédures et que la participation, en tant qu'elle mobilise la mémoire, peut renforcer des situations inégalitaires préexistantes. Ceux qui disposent de moins de ressources - souvent les plus vulnérables - sont de fait exclus. Bien entendu, toutes ces situations ne conduisent pas à des formes de captation de la rente développementiste selon des intérêts individuels. On retrouve aussi dans les processus de concertation des porte-paroles qui agissent pour le bien commun. Mais force est de constater que, au Maroc notamment, les ALD et leurs représentants élus exercent un monopole de représentation des intérêts collectifs en raison de la très forte structuration sociale autour de ces institutions locales. Nous avons fortement ressenti cela dans nos enquêtes puisque nous étions automatiquement invités à parler de notre sujet et de nos recherches avec les membres des associations qui sont encore dans de nombreux cas (même si l'on voit beaucoup de changements à ce niveau) des hommes relativement âgés. L'accès aux autres individus était alors particulièrement difficile (mais pas impossible), d'autant plus qu'il nous fallait demander des autorisations auprès des auxiliaires de l'autorité (Sheikh ou Moqqadem). Ainsi, les ALD et leurs membres maîtrisent les discours, ont accumulé de l'expérience dans la gestion des associations et des projets et exercent de fait ce porte-parolat parfois au détriment du reste de la population, sans que pour autant celle-ci en ait exprimé directement une gêne. A Madagascar, ou du moins sur nos terrains de recherche en région Itasy, la structuration autour des groupements nous est apparue

moins avancée qu'au Maroc[808]. En effet, d'autres logiques organisent la structuration de la société autour d'institutions comme la famille, l'ethnie ou le *fokonolona*. En dehors d'un nombre limité d'associations qui émanent le plus souvent de cadres ou de citadins, il existe aussi des groupements mais qui sont créés, pour la plupart, dans le cadre d'un projet. C'est le cas du PSDR qui, dans son mode opératoire, a fortement poussé à la création d'associations décrites à de nombreuses reprises comme ayant capté et privatisé les bénéfices dans un cadre souvent familial au détriment des paysans :

> « Je vais vous dire ce que je pense, le comble dans ces associations du PSDR, c'est que les membres dans une association sont tous de la même famille, c'est le cas ici mais aussi dans la commune d'Ampefy je l'ai entendu dire à Analavory au marché. Ce projet se concentre sur les familles ; les avantages et les bénéfices restent dans la famille, les paysans n'ont pas vraiment d'opportunités à saisir ni même de chances pour améliorer leur quotidien à moins d'être dans une association mais c'est rare car on n'a pas eu l'information dès le début, on n'en a pas créées pour les autres projets, peut-être que la prochaine fois on essaiera de créer une association mais nous ne savons pas comment faire, certains le savent mais n'en parlent pas »[809].

Ces différents exemples montrent les dommages collatéraux en termes de domination ou de reproduction des inégalités occasionnés par les effets d'apprentissage et de mémoire. Beaucoup d'individus ne se sentent ainsi pas légitimes pour participer aux processus de consultation, préférant laisser parler les présidents ou membres d'association. La mémoire peut alors auto-générer des phénomènes de dépendance au sentier[810], c'est à dire des

---

[808] Voir à ce sujet les travaux de Sophie Moreau conduits sur les associations locales en pays betsileo, S. Moreau, « Des associations des villes aux associations des champs en pays betsileo », art cit.

[809] Individu n°7 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, agriculteur), *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Anosibe Centre, le 30 septembre 2016.

[810] Giuliano Bonoli et Bruno Palier, « Phénomènes de Path Dependence et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue française de science politique*, 1999, vol. 49, n° 3, p. 399-420 ; Paul Pierson, « Increasing Returns, Path Dependence and

automatismes qui vont par la suite s'auto-renforcer, par habitude, routine et conformité au modèle de domination défini plus haut. Revenir en arrière et inverser les habitudes apparaît dès lors très compliqué, d'autant plus que ces positions de pouvoir et cette hiérarchie sociale héritées de la configuration développementiste sont aussi liées à des ressources et des rapports de force qui la dépassent, en fonction des contextes sociaux ou des cultures politiques.

Au cours de cette section, nous avons mis en lumière les différentes formes d'acquis techniques et discursifs issus de la mémoire du développement. La première section de ce chapitre a permis de dresser une typologie des formes actives de la mémoire du développement, entre conscience pratique et conscience discursive. Cependant, nos observations sur les terrains malgache et marocain nous poussent à dresser le constat de l'existence de mémoires différenciées. En d'autres termes, les informations dérivées des interventions de développement sont stockées et surtout mobilisées de manière différente selon les individus et les configurations relationnelles et de pouvoir.

5.2. Épaisseur différenciée de la mémoire du développement

« Les pêcheurs pêchent le poisson, ils ne savent pas pêcher les projets »[811].

« Il est difficile de faire un projet. Les négociations demandent des savoir-faire et des compétences très avancées. C'est pourquoi les gens préfèrent s'abstenir de faire des projets »[812].

---

the Study of Politics », *The American Political Science Review*, juin 2000, vol. 94, nº 2, p. 251-267.

[811] Entretien avec un pêcheur, responsable d'une association de pêcheurs dans la commune d'Arbâa Sahel, Lmkayem, 20 mai 2017.

[812] Individu n°1 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, membre du comité de développement du *fokontany*), *focus group* dans la commune d'Ampefy, *fokontany* d'Atalata Vaovao, le 21 septembre 2016.

On peut généralement s'accorder sur le fait que, quel qu'en soit l'objet, la mémoire des individus est différente d'une personne à l'autre. Établir ce constat ne nécessite pas de démonstration théorique ou empirique tant dans la vie de tous les jours le contenu des informations stockées et le nombre ainsi que l'épaisseur des strates de souvenirs peuvent varier. Les travaux de Jennifer Cole[813] ou de Maurice Bloch[814] à Madagascar présentés plus haut dans cette étude montrent comment d'une personne à l'autre les souvenirs d'évènements identiques peuvent varier. Mais, dans cette section, il s'agit d'aller plus loin que d'établir le constat de mémoires différenciées puisque nous allons montrer que le capital mémoire, dérivé des souvenirs et analysé dans la section précédente, est lui aussi différent d'une personne à l'autre. En d'autres termes, certains en savent plus que d'autres. Cette section a pour objectif de mettre en lumière ces différences de compétences mais aussi de définir le profil des individus qui connaissent davantage la configuration développementiste à partir de notre entrée sur la mémoire. Il s'agit en fait de pouvoir caractériser les différences de mémoire et de commencer à identifier et décrire celles et ceux qui *en savent plus*. Pour ce faire nous analyserons tout d'abord la manière dont sont rapportées dans les entretiens et les échanges ces différences de mémoire et de connaissances des mondes de l'aide, puis nous utiliserons les données issues des enquêtes par questionnaire pour affiner la description des personnes qui connaissent mieux la configuration développementiste que les autres. Nous mettrons notamment en évidence des différences entre le Maroc et Madagascar. À partir de ces constats empiriques et des indices contenus dans les récits, cette section nous conduira à mettre en exergue des cercles et des périmètres de maîtrise des mondes de l'aide.

---

[813] J. Cole, « Quand la mémoire resurgit. La rébellion de 1947 et la représentation de l'État contemporain à Madagascar », art cit.

[814] M. Bloch, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », art cit.

5.2.1. « Ce qui nous manque, c'est l'intellectuel ! »

Notre grille d'entretien ne comportait pas de questions visant précisément à interroger nos interlocuteurs sur les différences de mémoire. C'est dans leurs récits et dans l'expression des souvenirs que nous sommes parvenus à identifier ces différences de mémoire et de compétences. L'extrait d'entretien rapporté au début de cette section avec un pêcheur dans la commune d'Arbâa Sahel au Maroc le montre assez bien : quand notre interlocuteur dit que les pêcheurs « ne savent pas pêcher les projets », il met ici en lumière une forme de division du travail entre les individus, ce qui n'est pas sans rappeler les fois où, à Madagascar, on nous a si souvent dit « nous ne sommes que des paysans », insistant ainsi sur l'apparent manque de compétences techniques, de savoir-faire ou de relations pour aller « chercher le développement et le ramener au village »[815]. Ainsi au cours des entretiens, le principal obstacle à ce qui est considéré comme le développement en action, c'est-à-dire le projet ou le programme, n'est pas l'absence de financements, du moins aujourd'hui, mais plutôt le manque de compétences et « l'intellectuel » pour parvenir à drainer ces financements. Les compétences « intellectuelles » que nous allons détailler plus bas ne sont pas, bien entendu, une fin en soi mais elles sont considérées comme l'élément qui permet d'accéder aux financements. Ce constat est dressé à la fois au Maroc et à Madagascar comme l'illustrent les extraits d'entretiens :

> « Parce que, ce qui nous manque ce n'est pas de l'argent maintenant parce qu'il y a l'INDH, il y a l'Union européenne, il y a pas mal de bailleurs de fonds, mais ce qui nous manque c'est l'intellectuel, ce sont les capacités, des gens formés, des gens qui nous encadrent, des gens qui sachent comment arriver à ces grands bailleurs de fonds là ; c'est ça qui nous manque et c'est ça notre objectif »[816].

---

[815] Individu n°2 (agricultrice âgée de 38 ans), *focus group* dans la commune d'Anosibe Ifanja, *fokontany* d'Ampahimanga, le 30 septembre 2016.

[816] Entretien avec un fonctionnaire communal à El Fad, près de Taliouine, le 25 février 2016.

> « Il est difficile de faire un projet. Les négociations demandent des savoir-faire et des compétences très avancées. C'est pourquoi les gens préfèrent s'abstenir de faire des projets ou alors laisser faire ceux qui savent »[817].

Ainsi, malgré les participations multiples à des projets de développement, tous les individus ne semblent pas avoir acquis les compétences nécessaires pour « arriver à ces grands bailleurs de fonds ». Dans les récits des personnes rencontrées, le terme de « compétences » renvoie le plus souvent à celui d' « expériences ». Comme le souligne un agriculteur de 41 ans à Tabadrist dans la commune de Tassousfi rencontré le 6 mai 2017, certaines personnes et certaines institutions, en particulier les ALD sont « en avance » par rapport à d'autres qui ne savent pas « vers qui se tourner ». Ces expériences accumulées et stockées dans la mémoire offrent donc un capital à celui ou celle qui les détient et sont dérivées de la participation à des interventions de développement. Ne pas maîtriser ces compétences pénalise les individus et les institutions dans leur capacité à réaliser des interventions de développement et crée donc des situations d'inégalités profondes.

Le constat des différences de compétences issues de l'expérience du développement permet aussi de montrer quels sont les éléments qui sont considérés comme essentiels par les attributaires des interventions pour attirer et mettre en œuvre des projets. Il faut ainsi avoir à la fois des compétences techniques et des compétences relationnelles. Les compétences techniques sont plurielles, elles renvoient tout d'abord à la maîtrise des langues, véritable obstacle pour bon nombre de nos interlocuteurs qui ne peuvent pas, ou de manière très limitée, s'exprimer en français ou en anglais. Les compétences techniques renvoient aussi à la manière « d'atteindre les bailleurs » pour qu'ils financent des projets. Lorsque nous demandons à nos interlocuteurs ce qui est nécessaire pour y

[817] Individu n°1 (homme, âgé entre 40 et 60 ans, membre du comité de développement du *fokontany*), *focus group* dans la commune d'Ampefy, *fokontany* d'Atalata Vaovao, le 21 septembre 2016.

arriver, en d'autres termes de caractériser quelles sont ces compétences, les réponses sont moins précises et demeurent le plus souvent assez floues. Ces compétences peuvent tenir à la capacité à rédiger des documents ou à comprendre les processus et mécanismes de financement. S'ils ne nomment pas directement ces compétences, elles ont été décrites dans la littérature sur l'aide et sur le fonctionnement du cycle de projet[818] (appels à projets, cadre logique, arbre à problème, définition des indicateurs de suivi, maîtrise des standards et des modes tels que le développement durable, le genre etc.). Ces compétences techniques révèlent également une série d'aptitudes relationnelles qui sont pour beaucoup essentielles à la recherche de nouveaux projets ou de financements et à la conduite du développement.

Le « réseau » et les « connaissances » sont des éléments jugés essentiels pour parvenir à « attirer » les interventions de développement. Tous les individus rencontrés ont des besoins et des idées de projets ou de programmes souvent issus des anciennes interventions mais la compétence technique et relationnelle qui forme un tout leur fait défaut. Nos interlocuteurs ont reconnu que certains individus en étaient mieux dotés. La question est donc de savoir qui sont les individus qui disposent le plus de ces compétences, comment les repérer et comment ils sont caractérisés ou considérés par les attributaires. Dans la région Souss Massa Drâa, ce sont souvent les présidents ou les membres des ALD ainsi que les élus (depuis les élections communales de 2015) qui sont cités en exemples ou vers lesquels nos interlocuteurs nous renvoient. Ils sont le plus souvent décrits comme les principaux détenteurs de ces compétences relationnelles, selon nos interlocuteurs. À Madagascar, du moins dans les communes où nous avons enquêté, il n'y a pas de structuration forte de la société civile autour d'associations locales de développement, du moins pas dans les mêmes termes ou la même intensité qu'au Maroc. Comme nous le verrons plus loin, ce sont souvent les présidents de *fokontany* qui sont cités, pour les raisons déjà évoquées précédemment. A Madagascar, la question de savoir qui incarne et possède ces compétences est moins cadrée en termes de

[818] D. Mosse, *Cultivating development*, *op. cit.*

positions ou de statuts qu'en termes de « confiance », une notion aux contours beaucoup plus difficilement mesurables et identifiables pour le chercheur. Pourtant ce sont des éléments très souvent cités dans les entretiens, l'important pour nos interlocuteurs étant d'avoir confiance dans la personne qui portera une idée ou un projet, de « trouver des personnes de confiance ». Beaucoup d'attributaires ont témoigné de forme de méfiance vis-à-vis des projets et ont exprimé leur ressenti quant aux interventions qui sont confisquées par et pour une partie de la population. Une telle conception de la configuration développementiste et des mondes de l'aide renforce l'idée selon laquelle demeurent des structures d'action collective et des systèmes de lutte et de pouvoir. Le pouvoir, à différentes échelles, est ainsi lié à la capacité inégalement distribuée de maîtriser des compétences et des aptitudes, dont une grande partie tient de l'expérience et de la capacité à les stocker et surtout à les réutiliser. Nous détaillerons dans la section suivante les périmètres ou cercles de la connaissance des mondes de l'aide.

5.2.1. Les trois périmètres socio-territoriaux de la connaissance des mondes de l'aide

> « Nous ne connaissons pas de bailleurs de fonds. Nous consultons d'abord le *fokontany*, puis la commune »[819].

> « J'irai au *fokontany* si j'ai des idées, c'est là que je peux donner mes idées. Mais si on ne connait pas les bailleurs, on passe au *fokontany* puis avec le président on ira à la commune et après ils iront voir les bailleurs »[820].

[819] Individu n°1 (femme, âgée de 45 ans, présidente d'une association locale), *focus group* dans la commune de Miarinarivo, *fokontany* Est Hopital, le 6 octobre 2016.

[820] Individu n°5 (femme, âgée de 49 ans, employée aux revenus moyens), *focus group* dans la commune de Miarinarivo, *fokontany* d'Antanambao nord, le 6 octobre 2016.

« (…) Effectivement nous avons fait des demandes, c'était pour le projet de construction de ce barrage, mais sans aucune réponse jusqu'à maintenant. Nous ne pouvons pas faire mieux. Peut-être que nous pouvons aller jusqu'au district mais au-delà, c'est impossible pour nous, ça doit être la hiérarchie qui le fait, nous ne pouvons pas, nous ne sommes que des paysans »[821].

« Safini[822] ? c'est lui qui sait, qui connaît les rouages et les ingrédients pour faire des projets et aller chercher des financements chez les bailleurs ; il voyage beaucoup, à Agadir bien sûr mais aussi à Rabat, il y connaît des ministres, en France, il voyage aussi, à Marseille avec Migration et Développement, en Belgique et même à Paris »[823].

Tous les individus que nous avons rencontrés n'ont pas la même épaisseur ni même le même niveau de mémoire et donc de connaissance de l'aide au développement, de ses mécanismes, de ses acteurs et de son vocabulaire. La mémoire est ainsi différenciée d'un individu à l'autre, et dans le même temps, les connaissances sont inégalement distribuées. Dans l'analyse des entretiens individuels et des *focus groups*, il ressort que la mémoire du développement se traduit par une forme de connaissances des mondes de l'aide s'inscrivant à différentes échelles territoriales. Ces échelles varient selon la position sociale, économique et symbolique des acteurs dans la commune. Elles forment des cercles concentriques, spatialement et socialement caractérisables. Nous en avons dénombré trois.

Le premier cercle est situé à l'échelle du village, du *fokontany* ou du *douar*. Les individus n'ont pas ou peu de connaissances des acteurs de l'aide au développement ou du fonctionnement de la configuration développementiste. Dans les entretiens ou les questionnaires, en matière

[821] Individu n°3 (homme, âgé de 48 ans, agriculteur) *focus group* dans la commune de Manalalondo, *fokontany* d'Andapakely, le 14 octobre 2016.

[822] Président de la commune d'Arbâa Sahel et de l'association de développement de la commune, Tamount Sahel.

[823] Entretien avec un instituteur et président d'une ALD, commune d'Arbâa Sahel.

d'acteurs, ils utilisent des termes génériques renvoyant au fait d'être extérieurs à la localité comme « étrangers », « bienfaiteurs », « *vazaha* » dans le cas de Madagascar et « Romains » pour parler des étrangers au Maroc.

Le deuxième cercle de mémoire est plus large, on y retrouve les présidents d'associations locales (ALD au Maroc), certains auxiliaires de l'autorité (Président ou Vice-président de *fokontany*, sheikh ou moqqadem). Ils ont une meilleure connaissance de la configuration développementiste qu'au premier niveau mais pas pour autant de perception claire des processus, des montages financiers ou du vocabulaire proche de cet univers. Ils connaissent certains bailleurs ou opérateurs mais dépendent d'intermédiaires ou de courtiers pour faire financer des projets ou voir se concrétiser des idées d'interventions de développement.

Le troisième cercle est celui dans lequel se trouvent les individus qui maîtrisent la complexité de l'arène développementiste, des rapports de force et de pouvoir entre les acteurs et les institutions (ONG, bailleurs, opérateurs, institutions publiques etc.). Leur statut social (élus, consultants ou responsables d'organisations de la société civile plus grandes que les ALD, entrepreneurs, agents de développement, courtiers, etc.). Ces individus agissent à des échelles territoriales multiples, depuis le *douar* (premier cercle), jusqu'à l'international en passant par la commune, le district ou la province. Ainsi, plus un individu a une position et un statut élevés dans la hiérarchie sociale, plus sa mémoire semble détaillée et ses connaissances du monde du développement précises. Cela se traduit par des formes de mobilité plus importante et des notabilités spatiales très fortes, comme nous l'envisagerons dans le chapitre suivant.

Les frontières de ces cercles concentriques ne sont que peu perméables. Les extraits de *focus groups* et d'entretiens présentés plus haut témoignent de l'existence de ces frontières qui sont posées comme telles par les individus. On voit ainsi s'opposer un « nous » d'une part qui peut aller auprès du *fokontany* proposer des idées et avec le président jusqu'à la commune

pour les porter et un « ils » d'autre part, correspondant aux élus de la commune ou à d'autres individus dont le statut social et la position permettent de démarcher les bailleurs ou les acteurs extérieurs à la commune. Ainsi lorsqu'ils déclarent « nous ne sommes que des paysans », on voit que cette frontière non matérialisée est intériorisée par les individus que nous avons rencontrés. Cette formule témoigne du fait que selon eux, ils n'ont pas le statut social suffisant. Des obstacles très forts et largement intériorisés se posent alors aux individus réservant les démarches à entreprendre au-delà de la commune à un groupe d'individus qui pourraient constituer une élite du développement (voir chapitre 6). Il semblerait alors que s'installent des périmètres dans lesquels les individus peuvent agir et au-delà desquels cette action est rendue compliquée ou doit être le fait d'autres individus aux capacités et aux statuts reconnus. Les individus agissent alors à l'intérieur des frontières qu'ils considèrent comme les leurs[824], ces dernières peuvent être celles du village, de la commune ou au contraire du pays voire de l'étranger. La capacité d'action est alors déterminée par un ensemble de ressources et de capitaux (économiques, sociaux, matériels) mais aussi d'habitus, en tant que systèmes de dispositions à la pensée et à l'action. On peut, de plus, considérer ces espaces sociaux multiples comme des champs, au sens de Pierre Bourdieu, où les acteurs sont en concurrence pour le contrôle des différentes formes de capital[825] et de pouvoir. Avant d'aller plus en détail dans la caractérisation de ces différentes ressources et dans l'analyse des logiques à l'œuvre dans la configuration développementiste (ce sera l'objet du chapitre 6), nous proposons d'affiner la description de celles et ceux qui ont plus ou moins de connaissances, à partir des données collectées pour cette étude.

[824] E. Crewe et E. Harrison, *Whose Development?*, *op. cit.*
[825] P. Bourdieu, *Réponses*, *op. cit.*, p. 73-75.

5.2.2. Qui sont les *sachants* ?

Tout l'enjeu et la difficulté pour pouvoir caractériser finement ces compétences et ces ressources issues de la mémoire du développement consistent à identifier les individus qui en sont les détenteurs. Dans le cadre de notre étude nous avons utilisé les données issues de l'enquête par questionnaire pour tenter de définir quelles personnes démontrent une connaissance plus fine et approfondie des mondes de l'aide. Les questionnaires contiennent en effet une série d'informations permettant de mesurer la connaissance qu'ont les individus des configurations développementistes. Il nous a donc semblé intéressant comme première exploration de ces détenteurs de capital d'analyser le vocabulaire et la fréquence d'utilisation de certains termes dans les réponses, et plus précisément ceux relatifs aux acteurs de la configuration développementiste. En effet les répondants devaient indiquer dans plusieurs questions les opérateurs de développement qui ont mis en œuvre un projet ou une intervention auxquels ils ont participé ou une action dont ils ont connaissance[826]. Nous avons ainsi cherché à analyser la connaissance de la configuration développementiste au-delà du village ou de la commune. Nous avons donc isolé les personnes qui à l'une de ces questions avaient renseigné une réponse dans la catégorie organisme, structure d'intervention qui correspond à un bailleur, un acteur précis et qui se trouve au-delà de la frontière du douar, du *fokontany* ou de la commune. Nous n'avons pas retenu les acteurs privés ou publics centralisés, déconcentrés ou décentralisés ou encore les organismes affiliés à l'État (entreprises publiques, offices etc. comme l'ONE, l'ONEP, la JIRAMA). Les occurrences comme *Jmâa*, *fokontany* ainsi que les ALD n'ont pas été retenues, de même que les termes « étrangers », « bienfaiteur » ou « ONG ». Une telle démarche n'est pas sans comporter des hypothèses sous-jacentes ainsi que des biais limitant la portée de l'analyse. En effet, nous avons lié la compétence et la connaissance avec le fait d'avoir au cours du questionnaire cité au moins

[826] Dans la base de données Maroc et Madagascar, nous avons analysé les questions 15, 17b, 19a, 26a, 27, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 38, 39 et les occurrences dans les catégories organismes et structures.

une fois un bailleur de fonds, un opérateur ou une structure de développement dépassant l'horizon immédiat du village ou de la commune. Or, il est tout à fait possible de connaître un acronyme ou le nom d'un bailleur sans pour autant comprendre ou maîtriser la configuration dans laquelle il s'inscrit. Cela donne cependant l'occasion de faire une première caractérisation, même impressionniste, des savoirs exprimés en fonction de caractéristiques socioéconomiques.

Nous avons analysé chaque question les unes après les autres, et, lorsqu'à l'une d'entre elles, l'individu a renseigné un type d'acteurs ou de structures correspondant au cahier des charges exposé plus haut, il a rejoint le panel des individus ayant une connaissance des mondes de l'aide au-delà de la commune (ligne « oui » du tableau)[827]. Le tableau suivant présente les résultats de cette extraction :

Tableau 11 : Connaissance des opérateurs d'aide au développement au-delà de la commune (Maroc-Madagascar)

	Arbaa Sahel	Mezguita	Tassousfi	Ampefy	Anosibe Ifanja	Miarinarivo	Manalalondo
Oui (effectif)	33	175	67	439	475	305	196
% du total	6,9 %	29 %	13,6 %	71,5 %	83,2 %	60,6 %	37,5 %
Non	445	422	426	175	96	198	327
Total	478	597	493	614	571	503	523
Population enquêtée	689	641	607	658	630	691	732

On constate alors que, en pourcentage du total des individus qui ont répondu aux questions analysées, les résultats sont très différents au Maroc et à Madagascar. Dans les communes du Maroc, le plus fort taux de personnes que nous avons considéré comme ayant des connaissances sur les acteurs et les programmes de développement est à Mezguita et ne dépasse pas 29% alors qu'à Madagascar le plus faible est à Manalalondo et le plus élevé atteint

[827] L'effectif du non n'est constitué que des personnes ayant répondu aux questions qui visaient directement à obtenir le nom d'un programme ou d'une structure ou d'un acteur relatif à une intervention de développement mais sans indiquer d'information répondant au cahier des charges exposé, ils auront par exemple répondu « commune » ou « étrangers » ou « makhzen » etc.

83% à Anosibe Ifanja. Il semblerait donc qu'à Madagascar, la population connaisse mieux les opérateurs de développement au-delà de la commune qu'au Maroc.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ces résultats. Il faut tout d'abord garder en tête qu'il y a eu plus d'interventions sur le plan quantitatif à Madagascar qu'au Maroc à l'échelle des communes concernées par cette étude. Les différences entre les communes à l'intérieur des deux pays peuvent notamment s'expliquer par les différentes densités d'interventions. En outre, au Maroc, le contrôle du *Makhzen*, c'est-à-dire de l'État sur les interventions de développement demeure très fort et une grande partie d'entre elles sont gérées par les services ou les agences de l'État. Ces dernières ne sont pas comptabilisées dans cette extraction. A l'inverse à Madagascar le faible degré d'institutionnalisation de l'État et des collectivités territoriales a laissé le champ libre aux organisations internationales, aux bailleurs bilatéraux et aux ONG pour intervenir[828]. Il faudrait alors poursuivre cette réflexion en analysant les interventions de développement au regard de la sociologie historique de l'État à Madagascar et au Maroc et envisager les liens entre l'évolution des régimes ou des systèmes politiques et la fabrique ainsi que la mémoire du développement. Par ailleurs, la plus forte présence de bailleurs et d'opérateurs et d'interventions à Madagascar a considérablement marqué le paysage qui porte une forme de mémoire matérielle beaucoup plus prononcée qu'au Maroc. On retrouve en effet plus de plaques et de panneaux qui indiquent les programmes ainsi que les logos des institutions partenaires. Il y a en effet une plus forte densité des traces matérielles sur lesquelles s'affichent les acteurs du monde de l'aide à Madagascar qu'au Maroc.

Ensuite, dans la lignée de ce que nous avons avancé précédemment, le rôle des ALD et de leurs membres, et plus généralement des organisations collectives au Maroc, peut expliquer ces différences. Ces organisations

[828] Voir à ce sujet, dans cette étude, l'analyse des acteurs de l'aide à partir des réponses apportées dans les questionnaires, dans la partie 2 chapitre 3.

collectives concentrent les connaissances sur les mondes de l'aide. Elles sont les interlocuteurs privilégiés des bailleurs et des opérateurs externes ainsi que des grands programmes gérés par l'administration (comme sur l'accès à l'eau potable ou à l'électricité par exemple[829]) et le reste de la population n'est pas en prise directe avec les acteurs des mondes de l'aide. On retrouve également au Maroc un plus grand nombre de courtiers du développement[830] et d'intermédiaires multi positionnés qui agissent dans l'arène locale pour drainer des ressources extérieures issues des mondes de l'aide[831]. Notre pratique du terrain dans les 4 communes de la région Itasy où nous avons enquêté ne nous a pas conduit à rencontrer un grand nombre de ces intermédiaires ou à constater empiriquement des pratiques de courtage telles que définies dans d'autres contextes africains, y compris au Maroc. De plus, à Madagascar, la faible structuration de la société civile ainsi que ce qui a été décrit par nos interlocuteurs comme des pratiques individualistes ou de captation des bénéfices des interventions de développement au profit de groupes restreints peuvent expliquer qu'une partie plus importante de la population semble avoir une meilleure connaissance des structures et acteurs des mondes de l'aide. Bien entendu, cette connaissance, relevée à partir des enquêtes par questionnaire – dont les biais ont été largement définis dans cette étude – ne signifie pas pour autant qu'elle est utilisée et réinjectée au quotidien de manière stratégique.

Parmi les questions utilisées pour cette analyse, deux d'entre elles (Q30 et Q31) nous permettent de mettre en lumière les fortes disparités entre les individus enquêtés au Maroc et à Madagascar en termes de projections de la mémoire et des expériences. Les résultats de l'analyse de ces questions montrent qu'à Madagascar, la capacité de projection et d'identification d'institutions de développement est significativement plus importante qu'au

---

[829] À ce sujet voir A. Chaker, « Communautés de base traditionnelles et modernes dans la vallée du Draâ », art cit.

[830] Mohammed Benidir, « Les courtiers associatifs en développement dans le Sud-Est du Maroc. Entre politisation et dépolitisation », *Anthropologie & développement*, septembre 2015, nº 42-43, p. 101-132.

[831] Jean-Pierre Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk, « Les courtiers locaux du développement », *Bulletin de l'APAD*, 1993, nº 5.

Maroc. Nous avons en effet cherché à savoir si les individus enquêtés étaient en capacité d'identifier des lieux pour faire financer un projet de développement (Q30) et proposer de nouvelles idées de développement (Q31). S'ils répondaient oui à l'une de ces deux questions, il leur était demandé de donner un exemple. Le tableau suivant présente les taux de réponse pour chaque pays.

Tableau 12 : Projection de la mémoire au Maroc et à Madagascar (personnes ayant répondu aux questions 30 et 31 en indiquant le nom d'une structure)

	Maroc	Madagascar
Nom d'une structure où faire financer un projet de développement	13 %	45 %
Nom d'une structure où proposer de nouvelles idées de développement	13 %	46 %

Pour la première question, concernant le financement d'un projet de développement à Madagascar, une grande partie des réponses concerne le secteur de la microfinance et donc des institutions de microfinance. La Banque mondiale (FID) et d'autres bailleurs plus marginalement (AFD, Conseil régional de Nouvelle Aquitaine, Agrisud) ainsi que certains programmes (PSDR, BVPI, HIMO) sont aussi cités. Au Maroc, ce sont principalement les ALD, la Jmâa, l'INDH, Migration et développement et HKI qui ont été indiqués dans les enquêtes. Pour la question sur les nouvelles idées de développement, sont cités les communes (dans les deux cas), les ALD au Maroc, le *fokontany* à Madagascar ou certaines ONG . L'information la plus importante à retenir dans l'analyse de ces questions tient dans la différence de la proportion d'individus qui ont cité des organismes entre les deux pays. Les points énoncés plus haut (nombre d'interventions, rôle des intermédiaires, courtiers et ALD, structuration de la société civile etc.) peuvent expliquer ces différences, de même que les biais et limites qui tiennent au questionnaire et à son mode de passation.

Une fois réalisée la constitution du panel des individus ayant une connaissance des mondes de l'aide au-delà de la commune, nous avons cherché à voir s'il existe un lien entre d'une part la distribution statistique de ces individus, et, d'autre part, des variables qualitatives dites indépendantes (âge, niveau d'instruction, genre, perception du niveau de richesse et satisfaction des besoins, professions). En d'autres termes, il s'agit de savoir si les individus plus âgés, mieux instruits ou qui occupent certaines professions connaissent mieux ou moins bien les acteurs de l'aide. Pour ce faire nous avons élaboré des tableaux de contingences (ou tableaux croisés) permettant de « déterminer l'existence et de caractériser la forme de relation entre des phénomènes, en comparant systématiquement les écarts entre la distribution réelle des observations et une distribution théorique qui serait celle obtenue s'il n'y avait pas de relation entre les deux variables »[832]. A partir de ces tableaux nous avons utilisé le test de khi 2 (x^2) pour évaluer le degré d'association entre les variables[833]. Avant de préciser les résultats de notre analyse, il faut noter comme le souligne Pierre Mercklé, que, bien qu'ils soient basés sur des lois des probabilités et de la statistique, l'objectivité de ces calculs est loin d'être parfaite. Nous avons en effet réalisé de nombreuses opérations de tri, de sélection, de classement. Un tableau croisé est donc toujours le résultat de la production de catégories sociales et de mesures empiriques opérées sur le réel dans le cadre d'enquêtes complexes non forcément exemptes de biais.

Nous allons analyser les résultats de cinq variables : l'âge, le genre, le niveau d'instruction, les niveaux de richesse et enfin la profession.

---

[832] Pierre Mercklé, « Tableau croisé » dans Serge Paugam (ed.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, PUF, 2010, p. 40.

[833] On calcule le cas théorique d'indépendance à partir d'un tableau de contingences où sont répertoriées les observations. Le modèle théorique de distribution est issu de la loi des probabilités dans lequel la répartition des observations est strictement équitable entre les cellules, pondérée au nombre d'observations précédemment enregistrées dans le tableau de contingences. Ensuite on calcule les écarts au modèle, la différence entre le cas théorique et le cas pratique puis on ramène cela aux mêmes échelles pour ne pas prendre en compte les chiffres absolus de l'écart.

Statistiquement, les personnes les plus âgées sont celles qui ont le moins de connaissances des acteurs de l'aide, il s'agit des plus de 70 ans au Maroc et des plus de 60 ans à Madagascar. On aurait pu penser qu'elles auraient plus de souvenirs et qu'elles seraient donc capables de plus facilement citer des structures mais il est probable que les capacités cognitives, les problèmes de mémoire expliquent en grande partie ces résultats. Il n'est pas non plus à exclure que la superposition d'interventions sur les temps longs a participé à créer un souvenir générique du développement rendant plus difficile l'exercice de mémoire. Au Maroc, pour les personnes les plus âgées, ce résultat peut s'expliquer par l'importance prise par la *Jmâa* pour régler les questions liées au développement de la collectivité, la *Jmâa* pouvant être considérée comme l'ancêtre de l'ALD. À Madagascar le *fokonolona* peut être considéré comme un acteur clé du développement pour les personnes les plus âgées. Dans les communes marocaines, les individus qui ont entre 18 et 20 ans au moment de l'enquête (nés entre 1988 et 1999) connaissent plus que les autres classes d'âge les intervenants au-delà de la commune. Plusieurs éléments peuvent expliquer ce phénomène, à savoir le fait que cette génération est plus mobile que les anciennes, elle a pu se déplacer pour les études dans de plus grandes villes où les opérateurs de développement sont plus présents. Elle est également un segment de la population qui est particulièrement visé pour les formations dispensées ou financées par les opérateurs de développement. Notons aussi que le développement, en tant que secteur professionnel, est attractif en termes d'emplois pour ces individus jeunes et de mieux en mieux formés. Cette génération compte également une partie importante d'individus qui sont engagés dans la société civile et dans les dynamiques associatives. Il s'agit enfin de ce que l'on pourrait caractériser comme la « génération Mohammed VI » : ils ont grandi à l'aire de la libéralisation politique à la fin des années 1990 et au début du règne du roi actuel. Il y avait alors significativement plus de projets et de programmes et une ouverture aux bailleurs étrangers plus importante. Notons enfin que cette classe d'âge est surreprésentée dans nos enquêtes comme ayant participé à des interventions de développement. À Madagascar au contraire, c'est la classe d'âge centrale qui a le plus participé à des projets et des programmes de développement. Le résultat de nos

calculs statistiques et des tableaux croisés n'est d'ailleurs pas statistiquement significatif à Madagascar, il n'y a pas de lien de dépendance entre le fait d'être plus jeune et d'avoir une meilleure connaissance des acteurs de l'aide.

En matière de genre, au Maroc et à Madagascar le test de khi 2 n'a révélé aucune relation de dépendance entre le genre et la connaissance. Être un homme ou une femme n'aurait donc pas d'influence sur la capacité à connaître la configuration développementiste au-delà du village ou de la commune. À Madagascar, il en va de même sur le plan du niveau d'instruction mais aussi de la profession : nos calculs n'ont pas révélé de lien entre les deux phénomènes à Madagascar. Ce dernier peut bien entendu exister mais, statistiquement, à partir de notre enquête et avec les biais qu'elle contient, nous n'avons pas pu déterminer de relation de dépendance ou de liens entre les deux phénomènes.

Au Maroc, on note cependant que, statistiquement, moins les individus sont instruits, plus faible est leur connaissance des acteurs de l'aide. Le fait d'être allé au collège voire au lycée contribue significativement de manière positive au fait d'avoir cité des acteurs de la configuration développementiste dans les enquêtes.

Concernant les catégories professionnelles, le fait d'être artisan, commerçant ou d'appartenir à la fonction publique contribue significativement au fait d'avoir cité dans les enquêtes davantages d' acteurs de l'aide.

Nous avons enfin analysé les liens qui existent entre la distribution statistique des individus qui ont cité des opérateurs de développement et la variable qualitative de la perception du niveau de richesse et de besoins des individus[834]. On pourrait émettre l'hypothèse que les personnes les plus

[834] Par rapport à la question 23 du questionnaire nous avons rassemblé les catégories « plus riche » et « riche » dans une seule classe car leurs effectifs respectifs étaient trop faibles, risquant de rendre impossible la réalisation d'un tableau de contingence.

pauvres ou les plus en difficultés seraient celles qui sont les plus visées par les opérations de développement. Elles devraient donc avoir une relativement bonne connaissance des acteurs des mondes de l'aide et devraient être en capacité de les citer dans les enquêtes. Mais, dans le même temps, comme l'ont suggéré les personnes que nous avons interrogées, participer à une intervention de développement peut avoir un coût et nécessiter un capital économique et social ou encore, peut occasionner des charges en cas de co-financement ou de participation des attributaires. Notre analyse statistique montre qu'à Madagascar les personnes qui considèrent leur ménage parmi les plus pauvres sont celles qui contribuent le plus au fait de ne pas avoir cité des acteurs de l'aide. Dans la commune de Manalalondo, le lien entre niveau de richesse et connaissance de ces acteurs est particulièrement fort. Les individus considérant leur ménage parmi les plus riches ou riches sont ceux qui ont le plus cité d'acteurs de l'aide. Il faut rappeler qu'à Manalalondo, la visibilité des interventions de développement – qui sont quantitativement moins nombreuses que dans les autres communes – est plus faible, le paysage est matériellement moins marqué par les traces des anciennes interventions, rendant de fait l'exercice de mémoire et de capitalisation plus difficile. De plus, la commune est très éloignée de la route goudronnée, il faut donc des moyens conséquents pour se déplacer dans les plus grandes villes où ont lieu les formations, où se trouvent les bureaux d'ONG ou de programmes comme le PSDR et où les professionnels de l'aide (agents de développement ou opérateurs) se rendent sur les marchés notamment. La question est donc de savoir qui sont ces « plus riches et riches » ? À Manalalondo ils sont significativement plus nombreux que dans les autres communes de la région Itasy. 4,7 % des individus ont déclaré appartenir à la catégorie « plus riche » contre 1,9 % à Miarinarivo, 0,8 à Ampefy ou 2,3 à Anosibe Ifanja. Ils sont 34 individus, 18 femmes et 16 hommes et plutôt bien répartis en termes d'âge, un tiers a un niveau scolaire supérieur ou égal au collège.

Au Maroc, à la différence de Madagascar, ce sont les individus considérant leur ménage comme « moyen » qui contribuent le plus au panel d'individus ayant cité des opérateurs de développement. Cela pourrait tenir au fait que

la catégorie moyenne est plus importante en termes d'effectifs, or les tests de khi 2 ne sont pas basés sur la distribution de l'effectif, les tableaux de contingence ne sont donc pas influencés par la forme de la distribution, même si celle-ci est très mal répartie entre les catégories. L'analyse des questionnaires et en particulier de la participation déclarée aux interventions de développement[835] a montré que, justement, les ménages « moyens » sont ceux qui sont les plus susceptibles de participer aux projets et programmes. Les riches et les plus riches semblent en effet moins visés par les projets et programmes de développement. Les personnes « en difficulté » ou « pauvres » sont aussi celles qui contribuent le moins à l'effectif des individus ayant cité des opérateurs de l'aide. Ceux sont aussi ceux qui ont le moins déclaré avoir participé aux projets de développement. Ces individus sont les plus nombreux à ne pas connaître les interventions de développement mises en œuvre par d'autres structures que les ALD, les organismes publics ou les communes. Notons bien qu'il s'agit ici de représentations, il est donc possible qu'une intervention soit conduite par un bailleur étranger mais que les individus l'attribuent à l'un des trois organismes cités plus haut.

À partir des données recueillies dans le cadre de l'enquête par questionnaire et des entretiens, nous avons montré que le nombre d'individus qui ont cité des acteurs de l'aide est faible au Maroc et relativement plus important à Madagascar, justifiant et étayant l'hypothèse d'une mémoire différenciée du développement. Nous avons mis en avant les raisons qui expliquent ces différences entre les deux pays avec au Maroc le rôle joué par la *Jmâa* et les ALD, la densité plus faible des projets, la présence de courtiers et la forte intermédiation des institutions publiques marocaines dans la mise en œuvre des interventions. L'analyse des données nous a également permis de décrire les individus qui ont cité des opérateurs et que nous avons considérés comme ayant plus de connaissances des configurations développementistes.

[835] Des tests de Khi 2 similaires à ceux décrits ici ont été réalisés par l'équipe du projet de recherche DeMeTer sur la participation et les variables qualitatives présentées ici.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons analysé les formes capitalisées de la mémoire du développement et la manière avec laquelle les acquis empiriques composites formés par la mémoire peuvent devenir des connaissances et être réutilisés au quotidien. À partir des données collectées sur les sept communes d'enquête de cette étude, nous avons caractérisé les formes de ces apprentissages en utilisant une grille de lecture qui articule plusieurs outils et concepts de la sociologie constructiviste et structuraliste (habitus, conscience pratique et discursive). Cette approche a permis de montrer que les modes et les référentiels de l'aide étaient non seulement incorporés aux pratiques et aux discours des habitants mais qu'ils étaient surtout projetés dans le futur. Cette projection peut se manifester sous plusieurs formes. La mémoire et les souvenirs ainsi capitalisés offrent tout d'abord aux attributaires de projets de développement des leviers d'action. Ensuite, la répétition des interventions de développement contribue fortement à configurer les pratiques et les habitudes des individus et transforme leur capacité d'agir. Cela témoigne du fait que l'analyse de la mémoire devrait être un prérequis lorsque de nouvelles interventions sont envisagées dans une localité. En effet, la mémoire locale des projets et des programmes renseigne les réactions futures des individus, bien au-delà du contenu même du projet. Le capital mémoire génère ainsi des processus qui sont, pour les individus, à la fois habilitants et contraignants. Il offre des capacités d'agir en fonction de référentiels techniques ou sociaux issus des expériences passées. Certaines pratiques des acteurs dans la configuration développementiste et en dehors peuvent aussi être orientées ou contraintes par les souvenirs. Si le capital formé par les souvenirs offre des capacités nouvelles à certains acteurs, il peut aussi mettre en ordre les représentations sur le développement ou restreindre l'expression de nouvelles façons de contribuer à la prospérité et au développement des habitants si elles ne correspondent pas à la routine développementiste.

Dans ce chapitre nous avons aussi mis en exergue le fait qu'il existait des différences de mémoire et que la capitalisation des expériences variait significativement d'un individu à l'autre. Nous avons pu faire cela en analysant le discours des individus ainsi que les données issues des enquêtes par questionnaire. Ces variations du capital mémoire peuvent offrir à *ceux qui en savent le plus* des positions de pouvoir ou des légitimités plus fortes dans l'espace social, en matière de développement et plus largement dans l'action publique au quotidien. En effet, les différents niveaux de compréhension des mondes de l'aide se traduisent par l'accès et la maîtrise de ressources, qu'elles soient financières, symboliques, matérielles ou relationnelles etc., et de dispositions à la pensée et à l'action. Les connaissances dans ces configurations locales deviennent alors des ressources tendues vers l'action et des éléments qui participent à la détermination du pouvoir renforçant ou créant de nouvelles formes de notabilités. L'objet du dernier chapitre de cette étude est précisément d'identifier celles et ceux qui *en savent le plus* et qui pourraient s'apparenter à des porteurs ou des gardiens de la mémoire du développement.

Chapitre 6. Les gardiens de la mémoire du développement : état des réticulations et construction de la réputation [836]

> « The control of a society's memory largely conditions the hierarchy of power, the question of the control and ownership of information being a crucial political issue"[837].

L'objectif général de ce chapitre est de savoir quels sont les individus qui détiennent le capital mémoire des interventions de développement le plus important et de pouvoir définir les ressources ainsi que le pouvoir qu'ils peuvent en dégager. En effet, le savoir, constitué d'un ensemble de connaissances acquises au cours du temps, étant une source de pouvoir, nous faisons l'hypothèse que les individus détenant un fort capital mémoire détiennent une position dominante dans les jeux d'acteurs et les configurations de pouvoir à différentes échelles, que ce soit dans la configuration développementiste ou au-delà, et notamment dans les espaces de production et de mise en œuvre des politiques publiques.

Il faut avant tout s'interroger sur la manière d'identifier ces individus porteurs de mémoire car, dans les configurations développementistes et dans les

---

[836] Ce chapitre est notamment issu de plusieurs travaux réalisés seuls ou en collaboration avec d'autres chercheurs qui ont donné lieu à des communications, des chapitres d'ouvrage et articles en cours d'évaluation et notamment "Des acteurs inédits de l'action publique au sud : Perspective méthodologique et théorique à partir d'une approche quanti / quali au Maroc" séminaire du CERI-Sciences Po Paris « L'Action publique ailleurs », 29 mai 2017, Paris ; "When development projects create new forms of transversal leadership for policy making: methodological and theoretical insights from a qualitative/quantitative approach in Morocco" International Conference on Public Policies (IPPA), panel "Methodological Challenges for Policy Elites Analysis" dirigé par Patrick Hassenteufel et William Genieys, Singapour, 28 juin 2017

[837] P. Connerton, *How Societies Remember*, *op. cit.*

pays « sous régime d'aide »[838], la mémoire du développement n'a pas fait l'objet d'un processus d'institutionnalisation et de mise en récit politique du passé du développement. Il n'y a donc pas de porteurs de mémoires pré-identifiés ou revendiqués, qu'ils soient des individus ou des groupes constitués. La question centrale qu'examine ce chapitre est alors de savoir quels sont les individus qui, aux yeux des habitants, incarnent la mémoire des expériences de développement, et plus précisément quelles sont les personnes identifiées et réputées comme telles ? Cette problématique sous-tend une interrogation liée à l'objectivation de cette réputation et à ses effets dans les relations sociales et les rapports de pouvoir.

L'origine de cette question provient d'un constat réalisé lors du premier terrain conduit au Maroc en septembre 2015, celui de l'existence de personnes reconnues comme porteuses de la mémoire des interventions de développement sur le territoire. En effet, depuis la capitale du Royaume, Rabat, jusque dans les communes et villages en passant par le chef-lieu de la région d'Agadir ou des Provinces, une liste très réduite de noms d'individus revenait dans de nombreux entretiens, auprès des acteurs marocains de la société civile, des administrations ainsi que dans nos échanges avec des bailleurs et opérateurs de développement. Souvent, sans que la question ne leur soit posée directement, nos interlocuteurs nous encourageaient à aller les interroger au titre de leurs connaissances et de leur expertise dans le champ du développement. Citons par exemple le cas d'Abdelatif Kacem, originaire d'une commune voisine de Mezguita dans la vallée du Drâa, connu à la fois pour son engagement politique comme opposant sous le règne d'Hassan II (il a été emprisonné et est aujourd'hui membre du Conseil national des droits de l'Homme) et à la fois pour son rôle dans l'organisation des agriculteurs qui utilisent les canaux d'irrigation ou encore pour son action dans la lutte contre les maladies liées à l'usage de l'eau et à l'assainissement.

[838] P. Lavigne Delville, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », art cit.

Bien qu'il n'y ait pas, à proprement parler, de porteurs de mémoire identifiables *a priori*[839], ce constat nous indique qu'il existe des profils d'individus qui ressemblent à des agents dépositaires de la mémoire orale. Nous les définissons comme des gardiens de la mémoire, c'est-à-dire des individus qui s'approprient, ou se réapproprient, les connaissances historiques ainsi que les représentations socialement partagées du passé du développement d'un groupe de personnes dans un contexte donné. Ils peuvent être des personnes disposant d'un statut ou d'une forme d'autorité historique, politique, sociale, économique ou au contraire être des témoins non-officiels d'évènements.

Toute la difficulté d'un travail rigoureux sur ces individus repose sur la manière de les identifier et de les caractériser. Une partie de la solution pourrait se trouver dans la littérature, très riche, sur les courtiers (*brokers*) du développement, définis comme des « médiateurs implantés dans différentes arènes et qui drainent des ressources extérieures et maîtrisent les discours relevant de l'aide au développement »[840]. Cependant, nous avons choisi de ne pas identifier ces individus à partir de leur caractéristique propre (statut social ou professionnel, implication dans la configuration développementiste etc.). Nous sommes au contraire partis de leur espace social, c'est-à-dire de leur réputation dans la communauté et de la forme que prend leur réseau social (de réputation) pour *in fine* les caractériser[841].

Ce chapitre présente une typologie des réseaux de réputation des gardiens de la mémoire du développement. Il explore la démarche théorique et méthodologique qui nous a permis de définir une telle typologie. La mesure

---

[839] Des travaux portant sur des évènements historiques ou des périodes de l'Histoire qui ont fait l'objet de mise en récit politique ont mis en exergue l'existence de porteurs de mémoire. Voir à ce sujet les travaux de Margot Delon (*Les incidences biographiques de la ségrégation : trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France*, *op. cit.* ; ou de Sarah Gensburger (*Les Justes de France*, *op. cit.*

[840] T. Bierschenk, J.-P. Chauveau et J.-P. Olivier de Sardan, *Courtiers en développement*, *op. cit.* ; J.-P. Olivier de Sardan et T. Bierschenk, « Les courtiers locaux du développement », art cit.

[841] Les différentes notions abordées ici seront définies et détaillées dans la suite de ce chapitre.

de la notoriété et de la réputation dans nos travaux se base sur le fait d'avoir été cité par au moins deux personnes différentes dans le cadre du questionnaire d'enquête (voir infra). L'objectif est de démontrer que les enseignements (quantitatifs et qualitatifs) sur la configuration du réseau de citations[842] permettent d'identifier et de caractériser différents profils d'individus dont la réputation populaire (ou « par le bas ») est moins analysée dans le champ des études sur le développement et plus généralement dans la science politique au sud. Cette configuration relationnelle permet aussi d'interroger les fondements sociopolitiques et/ou socioéconomiques (statut social, réussite économique etc.) de la réputation de ces gardiens de la mémoire et de mettre en lumière de nouvelles formes de leadership local.

Ce chapitre est organisé en quatre temps. La première section nous conduit à mettre en discussion les trois champs de la littérature qui ont nourri cette recherche et la définition de notre méthode d'identification : celle relative aux courtiers de l'aide (socio-anthropologie du développement), celle relative à la sociologie des élites et celle relative à la sociologie des réseaux. Dans la deuxième section, nous analysons un premier indicateur qui peut s'avérer pertinent pour l'identification de ces gardiens, à savoir la taille du réseau des individus. La troisième section présente les configurations et les types de réseaux identifiés et croise ces résultats avec les données recueillies lors des entretiens. Pour finir, nous analyserons des profils et trajectoires de gardiens de la mémoire qui ont les plus grandes tailles de réseaux et qui forment l'élite de la mémoire du développement. Cette dernière section entend identifier les ressources dont ces individus disposent et la manière dont ils les utilisent pour renforcer leur position de pouvoir et de leadership tout en participant aux processus de production et de mise en œuvre des politiques publiques. Nous interrogerons et mobiliserons la littérature en sociologie de l'action publique, définie dans des contextes de pays du Nord, à la lumière de nos enquêtes et de notre matériau empirique. L'objectif est

[842] Le réseau de citations se caractérise par le nombre de fois qu'un individu est cité (densité) et le niveau de concentration spatiale (est-il cité dans un village, dans plusieurs ou dans l'ensemble de la commune).

d'interroger les logiques de fonctionnement de l'action publique au Sud à partir de l'analyse de ces acteurs particuliers que sont les gardiens de la mémoire. Trois hypothèses ont guidé la réflexion sur ces gardiens à partir de trois notions clés de la sociologie de l'action publique : les secteurs, la territorialisation de l'action publique et enfin les élites. Il s'agit de pouvoir discuter tout d'abord la sectorisation des politiques publiques et le fait que la présence de ces gardiens semblerait affirmer une vision désectorisée de l'action publique. Ensuite nous interrogeons le rôle des gardiens de la mémoire du développement dans la territorialisation de l'action publique pour enfin questionner la notion d'élite du développement et l'existence d'un groupe structuré qui exerce un pouvoir dans l'action publique.

6.1. Une triple démarche théorique et méthodologique pour identifier les gardiens de la mémoire du développement

Dans une perspective de sociologie comparée d'acteurs détenteurs d'un stock de mémoire plus important, et aussi d'analyse de leurs trajectoires et de leurs capacités d'agir dans et hors de la configuration développementiste, il est apparu nécessaire d'objectiver et de rationaliser, autant que faire se peut, les critères qui conduisent à les sélectionner. Dans notre démarche, nous proposons d'associer la méthode réputationnelle à une analyse de la configuration du réseau de citations des gardiens dans une perspective de sociologie des réseaux. Cette première section pose les jalons théoriques et empiriques qui nous ont permis d'élaborer notre méthode d'identification. Nous avons souhaité isoler ce processus de la configuration développementiste pour dépasser les approches de courtage (6.1.1) et sommes partis de la réputation populaire des individus. Nous souhaitons en effet connaître quels sont les individus qui forment ce groupe de personnes reconnues pour avoir une plus grande mémoire des interventions de développement. Cette reconnaissance ou distinction populaire nous a conduit à utiliser les innovations méthodologiques de la sociologie des élites

(6.1.2) que nous avons croisées avec la sociologie des réseaux (6.1.3). La section se termine par la présentation des données et des indicateurs de réseaux utilisés pour l'analyse (6.1.4).

6.1.1. Isoler le processus d'identification de la configuration développementiste pour dépasser les approches de courtage

La socio anthropologie du développement représente un premier jalon théorique et empirique de l'analyse, sous plusieurs dimensions, d'individus qui disposent d'un stock de mémoire plus important et qui en font un usage collectif (pour le bien commun) ou privé (pour le renforcement de leur position et de leur pouvoir). Bien que l'approche par la mémoire pour caractériser le profil de ces individus n'ait pas été théorisée ou opérationnalisée dans la littérature en socio-anthropologie du développement, on peut considérer qu'elle demeure implicite ou consubstantielle. En effet, les expériences de développement accumulées et traduites en connaissances (projets, programmes, interventions et donc le lexique ainsi que les outils qui en découlent) sont au cœur de l'expertise mobilisée par les « courtiers » pour capter la « rente du développement » dans les arènes locales[843]. Depuis le milieu des années 1990, une série de travaux ont été développés autour des pratiques d'intermédiation et de courtage « au village » ou aux échelles rurales en lien avec les configurations développementistes. Les pratiques d'intermédiation et de courtage sont des thèmes anciens et récurrents dans la littérature en science politique et en sociologie de l'action publique. Cette littérature, notamment les travaux rassemblés par Olivier Nay et Andy Smith dans *Le gouvernement*

[843] J.-P. Olivier de Sardan et T. Bierschenk, « Les courtiers locaux du développement », art cit.

du compromis[844], a analysé de nombreux profils d'acteurs de la vie publique à plusieurs échelles et dans différents secteurs professionnels ou militants qui jouent un rôle et interviennent de manière transversale dans les relations nouées entre plusieurs univers institutionnels[845]. L'utilisation du corpus d'analyse des configurations d'acteurs sur les terrains africains a donné lieu à de nombreux travaux qui traitent de pays ou de localités mais aussi de thématiques très différentes. Olivier Provini, dans sa thèse[846], les structure en trois approches : l'analyse des réseaux d'acteurs et notamment des communautés épistémiques[847] qui influencent les choix et les décisions politiques[848], l'identification des coalitions d'acteurs[849] et enfin la recherche des « agents du changement »[850] dans une perspective de sociologie des élites[851]. Ces travaux ne se situent cependant pas au même niveau d'analyse que notre recherche sur les gardiens dans la mesure où nous nous situons à une échelle micro, dans les communes, ce qui tend à rapprocher notre démarche empirique et analytique des travaux sur les courtiers en développement. Ils ont été réalisés par l'équipe de chercheurs constituée notamment autour de l'Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD)[852] et la revue *Le Bulletin de l'APAD*. C'est à partir de 1993 que l'association a commencé ses travaux sur les courtiers du développement dans un contexte marqué par la mise en œuvre des Plans d'ajustement structurel et *de facto* de l'affaiblissement du rôle et de la représentativité de l'État[853]. Giorgio Blundo a le premier décrit

---

844 O. Nay et A. Smith (eds.), *Le gouvernement du compromis*, *op. cit.*

845 *Ibid.*, p. 11.

846 O. Provini, *La circulation des réformes universitaires en Afrique de l'est, les politiques de l'enseignement supérieur au regard de la sociologie de l'action publique et de l'Etat*, *op. cit.*, p. 91.

847 Peter M. Haas, « Epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, décembre 1992, vol. 46, nº 01, p. 1–35.

848 Elise Demange, *La controverse « Abstain, Be Faithful, Use a Condom » : transnationalisation de la politique de prévention du VIH/sida en Ouganda*, thesis, Bordeaux 4, 2010.

849 Paul A. Sabatier, « The advocacy coalition framework: revisions and relevance for Europe », *Journal of European Public Policy*, mars 1998, vol. 5, nº 1, p. 98-130.

850 R. Nakanabo Diallo, *Politiques de la nature et nature de l'Etat*, *op. cit.*

851 William Genieys, *Sociologie politique des élites*, Paris, A. Colin, 2011.

852 L'association a été fondée en mars 1991 et le premier numéro du Bulletin de l'APAD est sorti la même année.

853 J.-P. Olivier de Sardan et T. Bierschenk, « Les courtiers locaux du développement », art cit.

et analysé, à partir de ses terrains de recherche au Sénégal, l'émergence de courtiers du développement, médiateurs « entre les paysans et les institutions de développement »[854]. En 1996, deux numéros spéciaux du *Bulletin de l'APAD* seront consacrés au « développement négocié »[855] avec une insistance particulière sur les pratiques de courtage, avant qu'un ouvrage contenant une réflexion théorique particulièrement riche à partir de multiples cas empiriques ne soit publié en 2000[856]. Cet ouvrage a constitué à bien des égards un vivier à la fois théorique et empirique dans notre parcours de recherche. Nous ne nous sommes cependant pas limités à la littérature francophone puisque les travaux en anglais sont aussi développés sur le sujet des pratiques de *brokerage*[857]. Ces différentes littératures s'appuient sur trois courants plus anciens de l'anthropologie et de la science politique : l'anthropologie sociale africaine anglo-saxonne de l'école de Manchester et plus particulièrement les travaux sur les pratiques de clientélisme et de patronage[858] ; la sociologie rurale européenne avec notamment les travaux d'Henri Mendras sur les notables ruraux et enfin les travaux relatifs au *Big Man* chez l'anthropologue Marshall Sahlins[859] et dans la science politique francophone, ceux de Jean-François Médard[860]. Ce qui nous intéresse avec les travaux en socio-anthropologie du développement est avant tout la manière dont les courtiers sont identifiés.

---

[854] Georgio Blundo, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, 1995, vol. 35, nº 137, p. 73-99.

[855] Il s'agit des numéros 11 et 12. Le *Bulletin de l'APAD* est devenu en 2013 la revue *Anthropologie et Développement*.

[856] T. Bierschenk, J.-P. Chauveau et J.-P. Olivier de Sardan, *Courtiers en développement*, *op. cit.*

[857] Voir à ce sujet l'ouvrage qui fait référence : David Mosse et David Lewis, *Development Brokers and translators. The ethnography of aid and agencies*, Kumarian Press., Bloomfield, États-Unis, David Lewis, 2006, 251 p.

[858] Citons par exemple les travaux de Jeremy Boissevain sur les *broker* et les réseaux égo-centrés des individus *Friends of friends: networks, manipulators and coalitions*, Oxford, Blackwell, 1978, 285 p.

[859] Marshall D. Sahlins, « Poor Man, Rich Man, Big-man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, avril 1963, vol. 5, nº 3, p. 285-303.

[860] Jean-François Médard, « Le "Big Man" en Afrique: esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », *L'Année sociologique (1940/1948-)*, 1992, vol. 42, p. 167-192.

Il faut insister sur le fait que l'entrée choisie dans les études des pratiques de courtage repose sur la maîtrise d'un savoir-faire et d'une rhétorique permettant d'être intermédiaires entre les destinataires du projet et les institutions du développement. Le processus d'identification des courtiers n'est donc pas isolé de la configuration développementiste. Au contraire, et pour des raisons tout à fait légitimes de cohérence avec l'objet analysé, il part de ces espaces. À partir des différents travaux réalisés, et notamment l'ouvrage de Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan[861], nous avons identifié deux façons de déterminer les courtiers. Par le projet de développement tout d'abord, comme l'illustrent dans l'ouvrage les contributions d'Honorat Edja[862], qui travaille sur les projets du service allemand de développement au Nord Bénin, et de Didier Neubert[863] sur les projets d'autopromotion en Afrique de l'Est. Ensuite, par les positions d'acteurs au sein d'organisations spécifiques ; on citera par exemple les travaux de Nassirou Bako-Arifari[864] sur les cadres originaires d'un district rural du Bénin, de Giorgio Blundo au Sénégal qui a travaillé sur les leaders paysans[865] ou encore de Philippe Lavigne-Delville sur les responsables d'associations villageoises de développement au Mali et au Sénégal[866]. Dans les différents cas, l'approche par les institutions (projets, associations ou

---

[861] T. Bierschenk, J.-P. Chauveau et J.-P. Olivier de Sardan, *Courtiers en développement*, *op. cit.*

[862] Honorat Edja, « Médiateurs traditionnels à l'école du courtage en développement. Un exemple autour des projets du service allemand de développement (DED) à Kalalé au Nord-Bénin » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 125-144.

[863] Dieter Neubert, « Le rôle des courtiers locaux dans le système du développement. Quelques expériences de "projets d'autopromotion" en Afrique de l'Est » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 241-257.

[864] Nassirou Bako-Arifari, « Dans les interstices de l'État : des courtiers en col blanc. Cadres ressortissants et développement local à Kandi (Nord-Bénin) » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 43-70.

[865] G. Blundo, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », art cit.

[866] Philippe Lavigne Delville, « Courtiers en développement ou entrepreneurs politiques ? Les responsables d'associations villageoises de développement dans une région d'émigration internationale (Mali, Sénégal) » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 165-187.

autres groupes structurés) est privilégiée. Dans notre travail, nous inversons la démarche méthodologique, c'est-à-dire que nous ne partons pas des projets, des associations ou des institutions pour identifier les gardiens. L'inversion de la démarche a pour objectif d'isoler le processus d'identification des gardiens des configurations développementistes et dans le même temps d'adopter une approche par la réputation des individus, autrement dit par « le bas ». C'est dans la sociologie des élites que nous avons cherché les outils méthodologiques et empiriques pour rationaliser et objectiver les critères de sélection de ces individus.

6.1.2. Utiliser les innovations méthodologiques de la sociologie des élites pour rechercher les gardiens de la mémoire

Dans notre démarche d'identification des gardiens de la mémoire du développement, nous travaillons sur la représentation que la population se fait de ces acteurs. En d'autres termes, nous souhaitons connaître quels sont les individus qui forment ce groupe de personnes reconnues par la population pour avoir une plus grande mémoire des interventions de développement. On prête ainsi à ces individus une série de caractéristiques (âge, genre, niveau d'étude, statut et rôles sociaux etc.), voire de qualités, qui les placent, de fait, en haut d'une forme de hiérarchie sociale, politique, culturelle ou symbolique. Ils constituent donc une élite, au sens premier du terme, c'est à dire de « choisis » ou de « distingués »[867] ou, comme l'écrivait le père fondateur de la sociologie des élites, Vilfredo Pareto, de personnes qualifiées de « meilleures dans leur champ de compétence »[868].

[867] W. Genieys, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*

[868] Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, traduit par Pierre Boven, Lausanne ; Paris : Payot, 1917, 864 p.

La question qui se pose alors est de savoir quel serait le groupe d'individus qui déterminerait les personnes détenant plus de mémoire que les autres. Une possibilité aurait été de travailler à partir des représentations des professionnels de l'aide (bailleurs, opérateurs etc.) ou de celles des agents de l'administration au Maroc et à Madagascar. Cela aurait consisté à déterminer la composition de ce petit groupe d'individus « par le haut », ce que fait une grande partie des travaux existants sur les approches de courtage. Le choix s'est porté sur la réalisation de cette cartographie d'élite à partir des représentations de la population, ce qui constitue une approche innovante par rapport aux démarches utilisées dans les études sur le développement. De plus, parce que le positionnement retenu dans l'ensemble de cette étude est d'approcher la mémoire par le bas, il est apparu cohérent sur le plan empirique mais aussi théorique de prolonger cette perspective en identifiant les porteurs de mémoire à partir des représentations des habitants des communes où ont eu lieu les enquêtes.

C'est précisément à partir de la littérature sur les élites, introduite plus haut, que nous avons défini notre manière d'identifier les porteurs de mémoire, considérant plusieurs hypothèses selon lesquelles ils pouvaient former un groupe à part, qu'ils étaient réputés pour posséder une mémoire plus importante des interventions de développement et qu'ils pouvaient exercer grâce à cette ressource une forme d'autorité ou d'influence sur l'action publique. Bien que le concept d'élite fasse l'objet de nombreuses controverses dans la littérature quant à son utilisation comme catégorie d'analyse opératoire, il offre plusieurs avantages : il s'adapte à des configurations et des contextes empiriques très différents ; la littérature sur les élites est riche en innovations méthodologiques pour identifier et caractériser les membres d'une élite et, enfin, elle offre des outils d'analyse et d'interprétation sur l'influence et le pouvoir de ces acteurs dans une conception élargie du politique. C'est donc pour la richesse de ses innovations méthodologiques et de ses questionnements théoriques que nous avons décidé de nous inscrire dans la perspective d'une sociologie comparée des élites pour analyser les gardiens de la mémoire du développement dans les communes concernées par cette étude.

Une des questions qui a le plus animé la communauté de chercheurs sur les élites demeure celle de la manière de distinguer ceux qui font partie de cette élite de ceux qui n'en sont pas. Depuis les premières théories sur les élites, de nombreuses innovations méthodologiques ont enrichi la boîte à outils des chercheurs pour discuter l'hypothèse de l'unité ou de la pluralité des élites[869], en d'autres termes s'il faut écrire élite au pluriel ou au singulier. En effet, à la suite des travaux de Pareto, Gaetano Mosca[870] et Robert Michels[871] pour qui les critères primordiaux étaient ceux de positions identifiables et réellement occupées et de réputations ou d'influence, des dispositifs complexes d'enquêtes vont être mis en place pour répondre à la question « qui gouverne ? ». Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette question ne se limite pas à identifier des catégories d'acteurs mais comprend également l'interprétation du pouvoir et de l'influence détenus par ces acteurs. Les guerres de paradigmes entre monistes et pluralistes[872] ont conduit à l'invention de trois méthodes empiriques qui se sont développées dans des contextes principalement européens et nord-américains à la fin des années 1950 et au début de la décennie suivante[873]. Elles posent toutes les trois les bases d'une réflexion empirique et théorique sur les élites à partir de laquelle d'autres auteurs ont pu innover sur le plan de la méthode et de l'analyse. Floyd Hunter a ainsi élaboré la méthode réputationnelle pour repérer, à partir d'un panel de personnes enquêtées, les individus qui ont un pouvoir d'influence sur la prise de décision collective[874]. Il s'agit de la

---

[869] Sur la question de l'utilisation du terme d'élite au singulier ou au pluriel voir l'entrée « Élite(s) » chez Raymond Boudon et François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, 3. éd. mise à jour., Paris, PUF, 1990, p. 225-232.

[870] Gaetano Mosca, *Elementi discienza politica*, Rome, Italie, Bocca, 1896 ; Gaetano Mosca, *The ruling class*, Andesite Press., New York, 1980.

[871] Robert Michels, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, Hearst's International Library Company, 1915, 436 p.

[872] Voir à ce sujet les chapitres 5 et 6 de W. Genieys, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*

[873] Les précurseurs de ces innovations méthodologiques sont Robert et Helen Lynd qui ont travaillé sur une petite ville de l'Indiana (États-Unis) à partir d'enquêtes par questionnaires, de statistiques et d'entretiens, Robert S. Lynd et Helen Merrell Lynd, *Middletown: A Study in Modern American Culture*, 1re éd., San Diego, Mariner Books, 1959, 564 p.

[874] Floyd Hunter, *Community power structure: a study of decision makers*, Chapel Hill, Etats-Unis d'Amérique, University of North Carolina press, 1953, xvi+297 p.

méthode à partir de laquelle nous avons construit notre propre démarche empirique et sur laquelle nous revenons plus loin.

La deuxième méthode empirique est celle développée par Charles Wright Mills qui s'intéresse aux positions de pouvoir ainsi qu'aux logiques de carrière dans des secteurs particuliers de l'action publique[875]. Cette méthode positionnelle permet d'interroger la stratification du pouvoir à partir des positions occupées et des logiques de carrière dans les secteurs d'action publique[876]. Charles Wright Mills se focalise ainsi sur les positions clés occupées dans trois sphères de pouvoirs : économique, militaire et au sein du pouvoir exécutif. Les apports de Mills à la théorie des élites sont nombreux. Son intérêt pour le processus de formation des élites du pouvoir et pour leur tendance à la différenciation ou à l'homogénéisation constitue un point saillant de son analyse. Ses travaux ont cependant fait l'objet de nombreuses critiques d'horizons multiples sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici[877]. L'entrée par les positions et plus précisément par les données biographiques a été largement utilisée pour appréhender le phénomène élitaire à la suite de Mills. Il s'agit concrètement d'utiliser des banques de données, construites par des tiers, pour renseigner le parcours ou identifier des individus dans les cercles ou les types de groupes qui intéresseront le chercheur. On a ainsi recours au célèbre *Who's Who*, au *The Fortune Directory* pour identifier des dirigeants d'entreprises[878], aux bases Lexis et Nexis sur le droit et l'économie, aux annuaires d'avocats spécialistes[879] ou à ceux des anciens de grandes écoles ou de grandes universités etc. D'autres chercheurs ont aussi utilisé des listes de membres

---

875 C. Wright Mills, *The power elite*, New York, Oxford University Press, 1956, 442 p.

876 *Ibid.*

877 Voir à ce sujet le débat entre William Genieys et François Denord au moment de la réédition française de *The Power Elite*, William Genieys et François Denord, « Classiques, au sujet de Charles Wright Mills (2012), L'Élite au pouvoir, Marseille, Éd. Agone. Préface de François Denord. Traduit de l'anglais par André Chassigneux », *Gouvernement et action publique*, 10 février 2014, nº 4, p. 669-679.

878 Andrew Hacker, « The Elected and the Anointed: Two American Elites », *The American Political Science Review*, septembre 1961, vol. 55, nº 3, p. 539.

879 On citera par exemple les travaux de Dezalay et Garth ouvrant une perspective transnationale sur le phénomène élitaire *La mondialisation des guerres de palais: la restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et Chicago boys*, Paris, Seuil, 2002, 504 p.

de parlements nationaux[880] ou encore de cabinets ministériels[881]. Cependant, ce genre de base de données n'est pas adapté à notre objet de recherche et il n'existe pas, à notre connaissance, de bases qui s'en rapprochent. En effet, bien qu'il y ait une grande variété d'annuaires professionnels, la catégorie d'individus que nous recherchons n'est pas, *a priori*, constituée en corps professionnel identifiable et repérable. Néanmoins, des bases de données existent en Afrique et les notices biographiques sont utilisées comme matériau d'enquête. Mais comme le précise Jean-Pascal Daloz qui a utilisé le *Who's who* dans ses recherches sur les élites au Nigeria, elles « doivent être utilisées avec beaucoup de prudence car elles traduisent parfois plus les aspirations que les attributs des individus recensés »[882]. Une telle critique n'est pas seulement valable pour les terrains africains mais s'applique à tous les pays et les situations sociales où des données sont agrégées et pour ainsi dire « données » au chercheur sans qu'il puisse connaître ou contrôler leur fabrication. Genieys rappelle ainsi que travailler sur des données biographiques agrégées peut « conduire à confondre l'image sociale que l'élite veut bien produire d'elle-même et la réalité »[883].

Une partie des travaux présentés plus haut en socio-anthropologie du développement pour étudier les pratiques d'intermédiation et de courtage utilise la méthode positionnelle, c'est-à-dire les positions à l'intérieur de groupes constitués comme les associations de développement local, les organisations de producteurs ou de paysans, les ONG internationales, ou encore les configurations locales de pouvoir (chefferies, élus communaux ou villageois etc.). Mais notre démarche entend non seulement isoler le processus d'identification des gardiens de la configuration

---

[880] C'est le cas d'Hanna Herzog sur les femmes en politique en Israël *Gendering Politics: Women in Israel*, University of Michigan Press, 1999.

[881] Harold J. Laski, « The Personnel of the English Cabinet, 1801–1924 », *American Political Science Review*, février 1928, vol. 22, nº 01, p. 12-31.

[882] Jean-Pascal Daloz, *Élites et représentations politiques : la culture de l'échange inégal au Nigeria*, Pessac, PUF, 2002, p. 174.

[883] W. Genieys, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*, p. 28.

développementiste mais aussi et surtout dépasser l'identification par les positions occupées.

Dans le corpus de la sociologie des élites, Robert Dahl a tenté de dépasser les théories de Mills et Hunter en proposant la méthode décisionnelle dont la démarche et les objectifs s'opposent aux deux précédentes[884]. Dahl réfute en effet les théories de Mills et Hunter qui « lient la réalité du pouvoir à une réputation déterminée par la position occupée »[885]. Il observe concrètement les acteurs qui interviennent dans le processus de décision de politiques publiques dans trois secteurs différents. Il s'agit pour lui d'appréhender à partir d'entretiens la pluralité des élites et des groupes d'intérêts qui participent au processus de prise de décision. Dahl développe une approche sectorielle et comparée du pouvoir local à partir de l'étude d'une ville du Connecticut, New Haven. Il montre ainsi comment opère une pluralité d'élites qui est spécialisée dans une politique publique en particulier[886]. Bien qu'elle constitue une alternative empirique très intéressante, la méthode décisionnelle ainsi définie par Dahl n'est pas adaptée à notre cas d'étude. En effet, nous travaillons sur un ensemble de secteurs d'action publique et notre hypothèse est d'explorer le caractère trans-sectoriel des détenteurs de la mémoire du développement dans une perspective diachronique. En outre, en entrant par la mémoire du développement, nous ne pouvions pas restreindre le champ de notre étude ni à un secteur, ni à un type d'interventions ou à un bailleur spécifique pour qualifier le poids décisionnel de ces acteurs. Comme nous l'évoquerons plus loin, cette spécificité de ne pas opter pour un secteur ou une politique publique en particulier (ou un projet/programme de développement) peut à la fois constituer un apport conceptuel et méthodologique aux théories sur les élites et dans le même temps un biais pour l'analyse approfondie du pouvoir décisionnel des

---

[884] Robert Alan Dahl, *Who governs? democracy and power in an American city*, New Haven, Conn. Londres, Yale University Press, 1961, 355 p.

[885] W. Genieys, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*, p. 233.

[886] Le questionnement théorique de Dahl et surtout la mise en débat qu'il propose de l'approche moniste développée par Mills et Hunter sont riches d'enseignements sur nos terrains de recherche et dans la perspective de systèmes politiques complexes marqués par la fabrique transnationale des politiques publiques et par une gestion de plus en plus décentralisée ou territorialisée de l'action publique.

individus. En effet, nous ne pouvons étudier leur rôle ou leur influence sur une politique publique ou une intervention de développement en particulier.

Les élites peuvent donc être analysées de manière très différente (*via* leur position, leur trajectoire socio-professionnelle, leur pouvoir d'influence etc.). Dans notre démarche, nous proposons d'associer la méthode réputationnelle à une analyse de la configuration du réseau de citations des gardiens dans une perspective de sociologie des réseaux (cette dernière est détaillée dans la section suivante). L'intérêt de la méthode réputationnelle et du travail de Floyd Hunter réside dans l'utilisation d'une méthode qui dépasse l'approche positionnelle en considérant les relations de pouvoir par le prisme des liens et des réseaux entre les individus et dans les institutions. Floyd Hunter a travaillé dans le cadre de son doctorat de sociologie à l'Université de Chicago sur le pouvoir d'influence de l'élite économique sur la gestion des affaires d'une ville des États-Unis. Le positionnement de Hunter en termes méthodologiques et empiriques nous a paru instructif dans la mesure où il propose de saisir le pouvoir à partir de la perception réelle des acteurs. Ses travaux ont porté tout d'abord sur une commune de petite taille (7 000 habitants[887]) avant que sa méthodologie ne soit appliquée à Regional City, une ville de 500 000 habitants. Il a, à partir de la lecture de la presse, du repérage des leaders locaux au travers d'annuaires, constitué une liste de *leaders* qu'il a soumise à un panel de 14 « juges »[888] qui représentaient les différents courants religieux, ethniques, économiques et sociaux. Floyd Hunter précise ainsi sa méthode :

> « It will be recalled that the leaders selected for study were secured from lists of leading civic professional, and fraternal organizations, governmental personnel, business leaders, and « society » and « wealth » personnel suggested by various sources. These lists of more than 175 persons were rated by « judges » who selected by mutual

[887] Voir l'annexe de l'ouvrage sur la phase test de son enquête à Poplar Village F. Hunter, *Community power structure*, *op. cit.*, p. 262-271.

[888] *Ibid.*, p. 269.

choice the top forty persons in the total listings. These forty were the object of study and investigation in Regional City »[889]

Hunter a, de cette manière, identifié 40 personnes avec lesquelles il a ensuite conduit des entretiens pour mesurer les connexions des leaders sociopolitiques entre eux et déterminer les capacités d'influence. Il analyse ainsi la structure du pouvoir à Regional City et conclut que, comme c'est le cas dans d'autres villes aux États-Unis, les hommes d'affaires sont les « *community leaders* » de la ville[890]. Il précise d'ailleurs que la plupart des institutions et des associations qui sont des « forces puissantes » sont subordonnées aux intérêts des responsables politiques qui évoluent dans la sphère économique à Regional City.

Ces différentes méthodologies de recherche ont été définies dans des contextes européens ou nord-américains. Mais la sociologie des élites ne s'est pas limitée à ces contextes et connaît, depuis le début du XXI^{e} siècle, un certain renouveau en Afrique à une époque où l'on interrogeait le politique et la circulation des élites dans des contextes d'État patrimonialisé[891] et alors que de nouvelles générations de leaders émergeaient[892]. Notons à ce sujet que l'étude des élites en Afrique a émergé au début du XX^{e} siècle[893] mais s'est principalement développée dans les années 1940 et surtout après les indépendances. Elle se focalisait largement sur les leaders politiques nationalistes intégrés dans les structures syndicales ou politiques qui ont créé des partis de masse en Afrique[894].

---

[889] *Ibid.*, p. 61.

[890] *Ibid.*, p. 81.

[891] Au sens de Jean-François Médard, c'est à dire un usage privé des fonctions publiques et une extrême personnalisation du pouvoir.

[892] Voir à ce sujet l'ouvrage collectif dirigé par JP Daloz et édité par le CEAN qui pose, à l'appui de plusieurs études de cas nationales, la question du leadership, c'est à dire à la fois des détenteurs de pouvoirs mais aussi leurs interactions avec le reste de la société *Le (non-) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, *op. cit.*

[893] L'intérêt était surtout porté sur les élites autochtones et les ethnologues étaient mis à contribution pour mieux connaître les systèmes politiques indigènes.

[894] Pour une bibliographie sur les élites africaines au pouvoir (avant 1990) voir Tessy D. Bakary, *Les élites africaines au pouvoir: problématique, méthodologie, état des travaux*, Talence, France, Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux, 1990, 138 p.

Dans les études récentes sur les élites sur les terrains de recherche marocains et malgaches et en termes de méthode utilisée, celle de Floyd Hunter, décrite plus haut, se rapproche de la méthodologie adoptée dans le cadre de l'étude ELIMAD conduite par Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Waschberger de l'UMR DIAL et Désiré Razafindrazaka du cabinet de conseil malgache Coeff Ressources[895]. Cette étude a permis de dresser une sociographie fine des élites à Madagascar (économiques, politiques, religieuses, intellectuelles, militaires). L'étude entend interroger les trajectoires, les réseaux égocentrés ainsi que les représentations des élites économiques, politiques, religieuses, intellectuelles, militaires, etc. à Madagascar depuis 1960. L'enquête réalisée utilise d'ailleurs une combinaison des méthodes positionnelle et réputationnelle, dans une méthodologie ambitieuse et particulièrement innovante[896]. A la manière de Floyd Hunter, un panel d'une trentaine de « supers enquêteurs », car eux-mêmes membres de l'élite à Madagascar selon les porteurs du projet, a été recruté pour enquêter dans leurs propres réseaux d'élites. Ces derniers, lors d'entretiens par questionnaire, ont eu recours à la méthodologie de la « boule de neige » pour identifier 8 nouvelles personnes à interroger. Dans le même temps plusieurs sources (Journaux officiels, annuaires professionnels, organigrammes des ministères, registres des associations, des corps et de la fonction publique, etc.) ont été mobilisées pour réaliser une base de données d'individus occupant ou ayant occupé « un poste de responsabilité » dans les différentes sphères d'élite. Une enquête quantitative par entretiens menée dans des conditions « personnalisées » en fonction des interlocuteurs (homme/femme, étranger/malgache, junior/senior etc.), a finalement été conduite sur un échantillon de 1000 personnes représentatif des élites malgaches.

---

[895] M. Razafindrakoto, F. Roubaud et J.-M. Wachsberger, *Les Elites à Madagascar : un essai de sociographie Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*, *op. cit.*

[896] Les éléments présentés ci-dessous proviennent d'échanges et de discussions avec les chercheurs à Madagascar au cours de notre participation à l'Université d'Hiver austral en sciences sociales TAM DAO à Madagascar organisée du 15 au 23 juillet 2016 sur le thème « Gouvernance, Institutions et rôle des élites ». Nous citons également des extraits de la synthèse citée au-dessus.

Les travaux de l'équipe du projet ELIMAD apportent une contribution non négligeable à la sociologie de l'élite en Afrique en considérant les relations de pouvoir par le prisme des réseaux. Ils éclairent les stratégies d'accès et de maintien au pouvoir des élites en mettant notamment en évidence le poids de l'hérédité sociale et l'importance du *straddling* (cumul de positions dans différentes sphères d'influence). L'analyse du travail d'ELIMAD nous a cependant conduit à nous interroger – et à interroger notre propre démarche - quant aux limites empiriques et analytiques d'un tel exercice. Se pose en effet la question de la confiance et de la composition du panel de super enquêteurs, comme chez Floyd Hunter et ses « juges ». Il manque ensuite la dimension décisionnelle dans les travaux d'ELIMAD qui ont fait le choix, assumé, de se concentrer sur les représentations et les positions occupées. Mais ELIMAD, qui définit la notion d'élite à partir du fait d'occuper un poste de responsabilité, n'explore que de manière incomplète le pouvoir détenu ou non par ces élites et surtout le partage du pouvoir. A la manière de Boissevain[897], on pourrait penser que certains individus n'occupent pas de positions de pouvoir mais contrôlent, d'une manière ou d'une autre, les ressources ou ceux qui détiennent les ressources de pouvoir.

Au Maroc, et plus largement en Afrique du nord, la sociologie des élites connaît également un regain d'intérêt important qui s'est notamment manifesté par la tenue d'un colloque international en mai 2016 intitulé *L'élite des politiques au Maghreb, pour une autre sociologie de l'action publique* organisée par l'Association marocaine de science politique, l'École de gouvernance et d'Économie de Rabat et Sciences Po Rabat (Université internationale – UIR). Les questions « qui gouverne ? », « quelles sont les formes du leadership et leur circulation ? » renouvellent aujourd'hui la recherche en science politique au Maroc. Citons par exemple les travaux d'Aziz Chahir[898] qui analyse à partir de la méthode décisionnelle les conseillers municipaux à Casablanca. Il s'agit d'un long travail d'enquête

[897] J. Boissevain, *Friends of friends*, *op. cit.*
[898] A. Chahir, *Qui gouverne le Maroc?*, *op. cit.*

utilisant plusieurs protocoles de recherche et croisant données quantitatives et qualitatives. Nous soulignons ce travail dans la mesure où Chahir a conduit une série d'entretiens approfondis avec « une trentaine de conseillers [municipaux] qui ont pris part aux processus décisionnels »[899]. Les élus locaux interrogés ont été choisis sur des critères de représentativité sociologique et politique quant à la composition du conseil municipal. Mais, comme l'illustrent les travaux de Chahir, les études sur les élites au Maroc en lien avec la sociologie de l'action publique se concentrent soit sur les filières techno-bureaucratiques rattachées au pouvoir de l'administration, soit sur les filières politiques soumises aux logiques des mandats électoraux mais encore de manière marginale sur d'autres espaces de l'action publique. Comme c'est aussi le cas à Madagascar, les travaux se concentrent principalement en zone urbaine où les outils et méthodes de la sociologie des élites semblent plus adaptés.

Dans cette section, nous avons mis en discussion le deuxième champ de la littérature qui a nourri cette recherche et allons dans la section suivante revenir sur la dernière ressource théorique et empirique utilisée pour identifier et analyser les gardiens de la mémoire du développement : la sociologie des réseaux.

6.1.3. Les apports de l'analyse des réseaux pour caractériser les configurations relationnelles des gardiens de la mémoire.

La fécondité de l'analyse des réseaux sociaux pour la sociologie politique est reconnue, notamment pour l'étude des élites, du pouvoir, des organisations et des communautés. Ainsi, les premiers travaux mobilisant les notions de l'analyse des réseaux pour étudier les élites sont anciens et

[899] *Ibid.*, p. 51.

déjà présents chez des auteurs cités plus haut dans le cadre de travaux sur les élites locales[900]. L'analyse des réseaux sociaux s'inscrit dans la continuité des études sur les réseaux initiées par les psychologues américains dans les années 1930 et 1940. Ces derniers ont étudié la sociabilité collective en considérant des petits groupes comme la famille ou les associations, principalement autour des espaces de proximité ou domestiques. Progressivement, l'analyse des réseaux va s'étendre pour couvrir les espaces sociaux ainsi que le champ politique. Ce n'est toutefois qu'avec la structuration du champ de l'analyse des réseaux à l'Université d'Harvard, aux États-Unis dans les années 1970, qu'apparaît un usage plus systématique et formalisé de ces outils pour étudier les élites. Dans ce cadre, le réseau peut être défini comme l'ensemble des liens ou des relations qu'un individu donné entretient avec d'autres personnes. Le réseau social, quant à lui, se définit comme un ensemble d'acteurs (qui peuvent être des personnes, des organisations voire des pays) interconnectés par un ensemble de liens. L'objectif est alors d'en étudier les propriétés à la fois relationnelles et structurales, ainsi que l'influence de ces dernières sur les acteurs (comportement, action, performance).

Le corpus méthodologique de l'analyse des réseaux, qui entreprend de mesurer le pouvoir et la notoriété, a été mobilisé pour traiter différentes problématiques relatives à la sociologie des élites[901]. Notons cependant que l'application de cette littérature à des réseaux d'élites locales demeure assez rare. Ce corpus méthodologique a alors été utilisé pour traiter différentes problématiques relatives à la sociologie politique des élites et en particulier celle de la cohésion sociale des groupes « élitaires » (forment-ils un ensemble social cohésif ou fragmenté) et celle de l'accès au pouvoir et

---

[900] R.A. Dahl, *Who governs? democracy and power in an American city*, *op. cit.* ; F. Hunter, *Community power structure*, *op. cit.*

[901] Ronald L. Breiger, « Toward an operational theory of community elite structures », *Quality and Quantity*, février 1979, vol. 13, nº 1, p. 21-57 ; Edward O. Laumann, Peter V. Marsden et Joseph Galaskiewicz, « Community-Elite Influence Structures: Extension of a Network Approach », *American Journal of Sociology*, 1977, vol. 83, nº 3, p. 594-631 ; Edward O Laumann et Franz Urban Pappi, *Networks of collective action: a perspective on community influence systems*, New York; San Francisco; Londres, Academic Press, 1976.

de son exercice (quelles positions avantageuses dans le réseau ?). Différents mécanismes sont ainsi mis en évidence.

Tout d'abord, le pouvoir local, en termes de contrôle de ressources et d'influence dans les décisions, est souvent associé à la centralité d'un acteur dans le réseau. Cette centralité va aussi souvent de pair avec la notoriété et la réputation. Edward Laumann et Franz Papi ont exploré ces éléments dans le cadre de quatre enquêtes menées en Allemagne de l'Ouest, aux États-Unis dans lesquelles ils utilisent la sociologie des réseaux pour comprendre la structuration des pouvoirs locaux[902]. Dans leurs travaux sur l'Allemagne de l'Ouest, à Altneustadt, ils mettent en lumière un lien entre notoriété et capacité d'influence à partir d'une analyse des réseaux de leaders dans des organisations locales. Ces leaders sont identifiés à partir de leur réputation et de leur niveau de centralité dans les réseaux, mesurés notamment par le nombre de connexions d'un individu aux autres ou par sa capacité d'intermédiarité (proximité à l'ensemble des membres d'un réseau sans forcément avoir de lien direct avec l'ensemble des individus)[903]. Force est de constater que les individus qui occupent des positions centrales, à la différence de ceux à la périphérie d'un réseau, ont un rôle privilégié dans les échanges. Ce rôle de nœud de communication peut se traduire en termes de pouvoirs. Edward Laumann et Franz Papi montrent que la centralité des acteurs dans un réseau spécifique donne accès à un certain nombre de ressources (monétaires, politiques, valeurs culturelles etc.). Ces dernières sont utilisées pour influencer les décisions locales dans le sens des intérêts des acteurs centraux[904] qui, au gré des sujets, forment des coalitions.

Ronald Stuart Burt[905] apporte ensuite une contribution importante à l'analyse du pouvoir et de l'influence au travers de ce qu'il a énoncé comme la théorie

---

[902] E.O. Laumann et F.U. Pappi, *Networks of collective action*, *op. cit.*

[903] Linton C. Freeman, « Centrality in social networks conceptual clarification », *Social Networks*, janvier 1978, vol. 1, nº 3, p. 215-239.

[904] David Knoke, « Organization Sponsorship and Influence Reputation of Social Influence Associations », *Social Forces*, juin 1983, vol. 61, nº 4, p. 1065-1087.

[905] Ronald S. Burt, *Structural holes: the social structure of competition*, 1. Harvard Univ. Press paperback ed., Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1995, 313 p.

des trous structuraux. L'objectif de Burt est de donner un sens concret analytique à la métaphore du capital social[906, 907]. Cette théorie décrit la manière dont la structure des relations entre les individus d'un réseau offre des avantages compétitifs à certains acteurs. Le trou structural désigne une absence de relations entre des individus créant ainsi un espace vide qui appelle l'intermédiation d'un tiers. La théorie des trous structuraux (Burt, 1992) donne ainsi le pouvoir aux *brokers*, ces intermédiaires assurant le rôle de pont entre deux sous-groupes autrement déconnectés dans le réseau.

La littérature pose enfin la question de la cohésion et du partage de caractéristiques similaires dans les groupes élitaires. L'homophilie sociale (qui se ressemble, s'assemble) semble en effet être une caractéristique importante du réseau des élites. Pierre Bourdieu a ainsi souligné que le capital social n'est pas complètement indépendant des autres formes de capital (économique, culturel). Les individus entretiennent et contractent des relations avec ceux qui seraient plus proches d'eux dans l'espace social ou le champ auquel ils appartiennent[908]. Si Pierre Bourdieu n'a pas consacré de nombreux développements à cette question, d'autres études empiriques ont permis de montrer que le capital social dépend des autres formes de capital et que « la construction des liens est indissociable des attributs des agents et qu'elle est d'autant plus probable que les agents partagent des attributs communs »[909]. Cependant, Nan Lin reconnaît que la construction de la

---

[906] Ronald S. Burt, « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, 1995, vol. 36, nº 4, p. 599-628.

[907] Pierre Bourdieu définit le capital social comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissances et d'interreconnaissances ou, en d'autres termes, *à l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (…) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles » Pierre Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, vol. 31, nº 1, p. 2.

[908] Pierre Bourdieu, « The forms of capital » dans John. G Richardson (ed.), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, GreenWood Press., Westport, 1986, p. 241-258.

[909] Fabien Eloire, « Qui se ressemble s'assemble ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, N° 205, nº 5, p. 118.

réputation et la recherche de reconnaissance peuvent expliquer l'existence de liens hétérophiles et asymétriques dans le réseau des élites[910].

Les travaux de sociologie politique des Afriques reconnaissent également l'importance des mécanismes de réseaux dans la fabrique des élites, que ce soit à travers les pratiques de clientélisme, le rôle des solidarités ethniques, les clubs et réseaux d'affaires. Pour autant, ces travaux n'ont que très rarement fait usage des outils de la sociologie des réseaux. On relèvera le travail d'Axel Augé sur la production sociale des élites politiques au Gabon[911]. L'entrée par l'analyse des réseaux lui permet de montrer que la formation des élites dans l'administration publique de ce pays dépasse les seules solidarités ethniques et repose sur la pluralité et/ou la multiplicité des relations (lorsqu'une seule et même relation véhicule plusieurs rôles sociaux ou ressources). L'enquête ELIMAD conduite à Madagascar vise également à analyser les relations de pouvoir par le prisme des réseaux. Les auteurs montrent que la *« mobilisation du capital social constitué d'un réseau riche de par son ampleur, sa diversité et l'intensité des liens établis au sein du cercle élitaire, constitue une stratégie d'accès aux positions hiérarchiques les plus hautes »*[912]. Mais, restreinte à ce cercle élitaire, l'homophilie reste le mode principal de connexion entre les élites (Rua, 2018).

À la lumière des différents éléments présentés dans cette section, nous souhaitons, pour finir, insister sur le fait que dans notre démarche à triple détente, l'analyse du réseau de citations des personnes réputées détentrices de la mémoire du développement se présente comme un moyen d'identifier les gardiens de la mémoire (nombre de citations) et dans le même temps de caractériser leur réseau de réputation (quelles sont les caractéristiques de celles et ceux qui les citent ? Quelle est la configuration du réseau de

---

[910] Nan Lin, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, 1995, vol. 36, nº 4, p. 685-704.

[911] Axel Augé, « Les solidarités des élites politiques au Gabon : entre logique ethno-communautaire et réseaux sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2007, n° 123, nº 2, p. 245-268.

[912] M. Razafindrakoto, F. Roubaud et J.-M. Wachsberger, *Les Elites à Madagascar : un essai de sociographie Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*, *op. cit.*, p. 8.

citations des gardiens ?). Au regard des éléments vus précédemment, cette configuration du réseau de citations devrait nous permettre d'inférer quelques éléments d'interprétation quant aux profils de ces gardiens : ont-ils un profil de type « brokers » (courtiers du développement) avec un réseau peu dense (nombre de citations) et/ou peu concentré spatialement et hétérogène socialement, ou un réseau de types « élites locales » avec un réseau plutôt dense et cohésif, marqué par l'homogénéité sociale ? Quelle place tient l'expérience vécue des projets de développement par les populations dans la désignation de ces élites de la mémoire du développement ?

Avant d'explorer les configurations relationnelles des réseaux de citation, nous proposons de présenter brièvement la source des données et la construction des indicateurs de réseau.

6.1.4. Source des données et construction des indicateurs de réseau

Dans le cadre de l'analyse de l'espace social des gardiens de la mémoire du développement à partir de la méthode réputationnelle en sociologie des élites, la constitution du panel de personnes interrogées pour déterminer ces gardiens est fondamentale. Comme indiqué plus haut, nous aurions pu travailler à partir des représentations des professionnels de l'aide ou de celles des agents de l'administration au Maroc et à Madagascar. Cela aurait consisté à déterminer la composition de ce petit groupe d'individus « par le haut ». Le choix s'est porté sur la réalisation de cette cartographie d'élite à partir des représentations de la population en prolongeant notre perspective analytique sur la mémoire « par le bas ». Il s'agit identifier les porteurs de mémoire à partir des représentations des habitants des communes où ont eu lieu les enquêtes. Nous avons donc choisi de travailler sur la réputation à l'intérieur des 7 communes d'enquête du projet DeMeTer (Ampefy, Anosibé Ifanja, Manalalondo et Mianarivo I pour la région Itasy à Madagascar et

Arbâa Sahel, Mezguita et Tassousfi pour l'ex-région Souss Massa Drâa au Maroc). Le dispositif d'enquête tel que présenté dans la deuxième partie de cette étude a été utilisé, c'est-à-dire la combinaison d'une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population ainsi que des enquêtes par entretiens semi-directifs individuels. Pour rappel, l'enquête a été réalisée en 2016 à Madagascar (n=2130) et en 2017 au Maroc (n=1301). La dernière question du questionnaire (40 questions au total). « *Selon vous, dans votre commune, qui pourrait nous en dire le plus sur les interventions de développement ? »* permettait de générer une liste de noms susceptibles de faire partie des gardiens de la mémoire du développement. Les personnes enquêtées devaient ensuite renseigner l'occupation professionnelle de l'individu cité. Grâce aux autres questions du questionnaire nous disposons d'un ensemble de données quantitatives et qualitatives sur les personnes qui ont répondu (voir *infra*).

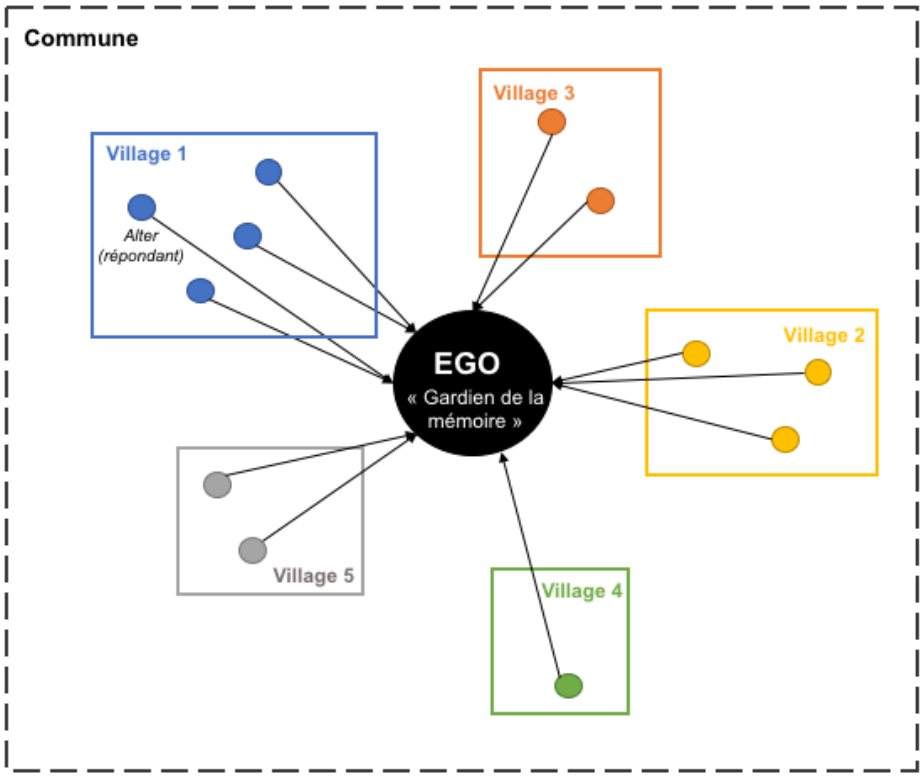
Notons que la question du découpage, de la taille et des limites du réseau dans ce type de travail - qui utilise les outils de la sociologie des réseaux - est très importante. Il s'agit en effet de savoir quelles frontières poser - ici artificiellement - au réseau qui est par définition infini. Nous avons choisi de borner géographiquement notre enquête sur l'espace de la commune au Maroc comme à Madagascar. Il nous semble pertinent de reconstruire les systèmes de relations dans ce périmètre pour au moins trois raisons. La première tient à la faisabilité technique et logistique de l'enquête. Il fallait en effet pouvoir se déplacer dans l'ensemble du territoire et interroger un échantillon représentatif de la population qui, à l'échelle du regroupement de communes, voire d'une province ou d'un district, aurait été beaucoup trop grand. A l'inverse, et c'est la deuxième raison, réaliser une telle enquête à l'échelle infra-communale, c'est-à-dire au niveau du village ou du regroupement de villages, n'aurait pas donné de résultats exploitables puisque l'échantillon aurait été trop petit. La troisième raison, liée aux deux précédentes, a trait à la pertinence de l'échelle communale pour notre objet, à savoir les interventions de développement dans un contexte d'action publique fragmentée. L'échelle communale est celle qui, à Madagascar comme au Maroc, est aujourd'hui présentée comme un échelon essentiel de

la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques et par là des interventions de développement. En témoigne l'élaboration de Plans communaux de développement sur les deux terrains qui sont accompagnés par des professionnels de l'aide et dont la mise en œuvre est également pensée en synergie avec les mondes de l'aide et les politiques publiques nationales.

L'enquête par questionnaire et l'utilisation de la dernière question comme générateur de noms nous permettent de constituer une base de données des noms des personnes citées comme « pouvant nous en dire le plus sur les interventions de développement ». Nous n'avons pas directement posé la question aux répondants de savoir qui était dépositaire ou gardien de la mémoire pour éviter de complexifier la question ou de tomber dans le biais de l'imposition de problématique (voir chapitre 3, section 1.2). Ceux qui en savent le plus sont ainsi considérés dans cette étude comme dépositaires de la mémoire du développement dans la commune concernée. Grâce à ce générateur de noms et à la connaissance détaillée des informations des répondants, il devient aisé de reconstituer le réseau de citations (réputation) des gardiens.

Les réseaux que nous avons reconstitués sont dit « égocentrés » ou personnels. Comme l'indique la figure ci-dessous (figure 17), le réseau contient en son centre *égo* c'est-à-dire la personne citée ou le « gardien de la mémoire » et tout autour l'ensemble des *alters* qui ont cité cette personne. Pour égo nous connaissons son statut socioprofessionnel renseigné par les alters, nous disposons pour ces derniers d'un grand nombre d'informations sociodémographiques et économiques grâce aux données des questionnaires. Le lien qui unit chaque égo aux alters est donc une citation, le fait que cet égo ait été cité par un alter.

Figure 17 : Réseau égocentré de citation d'un gardien de la mémoire



Notons que, à la différence de nombreux travaux en sociologie des réseaux, nous adoptons une démarche inversée qui consiste non pas à interroger un égo sur ses relations mais à l'inverse, à déterminer un égo à partir des alters qui le citent. Nous analysons ainsi les configurations relationnelles des gardiens. En d'autres termes, nous interrogeons les caractéristiques sociales des alters qui ont cité égo comme un gardien.

Nous disposons alors d'un premier indicateur important dans notre démarche à savoir celui du nombre de fois où chaque égo a été cité, c'est-à-dire le nombre de connections aux autres. Il s'agit de la taille du réseau ou de la centralité de degré.

Comme précisé dans la section précédente, la centralité de degré est généralement admise comme une bonne mesure de la notoriété ou de la réputation. Un individu est jugé central s'il est fortement connecté aux autres membres du réseau et périphérique si, au contraire, il dispose de moins de

connections, ou de citations dans notre étude. Pour autant, les caractéristiques de l'alter, qui est situé au bout du lien qui l'unit à l'égo, sont également importantes. En effet, les implications analytiques sont différentes selon qu'un gardien est cité par des personnes plus périphériques dans la structure sociale locale ou elles-mêmes plutôt centrales. Grâce aux informations comprises dans le questionnaire, nous pouvons alors préciser le profil de ces alters et construire des mesures de composition et de structure des réseaux égocentrés de citations.

Les données issues des enquêtes par questionnaires, des entretiens et de notre pratique du terrain, permettent de définir des indicateurs de compositions du réseau. Ces indicateurs sont liés à l'objet de cette recherche, c'est-à-dire le développement et recouvrent trois dimensions ; (i) les caractéristiques sociodémographiques des alters, (ii) les conditions de vie socioéconomiques des alters ; (iii) l'expérience projet/développement de ces alters. Concernant la structure du réseau, au-delà de la centralité de degré évoquée plus haut (taille du réseau), les informations disponibles sur la localisation spatiale des alters par village et *fokontany* nous permettent de construire des indicateurs de densité (nombre de citations par village) et de concentration spatiale des réseaux (nombre de villages différents dans lesquels sont cités les égos). Le tableau 13 présente l'ensemble des variables retenues pour mesurer ces différentes dimensions ainsi que leur définition. Les mesures de compositions sont d'abord construites au niveau des alters puis agrégées sur l'ensemble du réseau de l'ego (moyenne ou pourcentage). Les caractéristiques sociodémographiques, les conditions de vie socioéconomiques et l'expérience projet concerne uniquement les alters dont les informations ont été rassemblées dans les enquêtes. Ce niveau de détail et d'information n'est pas disponible pour l'ensemble des égos/gardiens.

Tableau 13 : Variables de description du réseau de citations des gardiens de la mémoire

VARIABLES PAR DIMENSIONS	DEFINITION
1.Caractéristiques sociodémographiques	
Age	Age moyen des alters
Taille du ménage (proxy)	Nombre moyen d'enfants dans le ménage des alters
Genre	Pourcentage de femmes dans le réseau
Éducation	Pourcentage d'alters avec un niveau d'éducation secondaire et plus
Ancienneté de résidence	Pourcentage d'alters résidant au village depuis plus de 20 ans.
2.Conditions de vie socioéconomiques	
Niveau de vie subjectif	Pourcentage d'alters se considérant comme classe moyenne ou riche
Confort matériel de vie	Score moyen de conditions matérielles de vie dans le réseau : compris entre 0 et 4 (aucun confort, accès eau courante chez soi, électricité à domicile, possession d'un portable, toilettes à domicile)
Secteur d'activité	Pourcentage d'alters qui travaillent dans le secteur agricole
3.Expérience projet	
Appartenance à une organisation collective (deux variables)	Pourcentage d'alters appartenant à une organisation collective (ONG, coopérative, syndicat, association…) Pourcentage d'alters membres influents d'une organisation (fondateur ou membre du bureau)
Connaissance des structures de développement	Score moyen dans le réseau : compris entre 0 et 3 (aucune connaissance, connait des structures pour parler des problèmes quotidiens, connait des structures pour le financement de projet, connait des structures pour proposer des nouvelles idées d'interventions de développement) des membres dans le réseau
Expérience passée des projets de développement	Score moyen dans le réseau : compris entre 0 et 7 en fonction du nombre de projets pour lesquels les alters ont été concernés.
4.Structure du réseau	
Taille - centralité de degré	Nombre de citations (nombre d'alters)
Densité	Rapport du nombre de villages au nombre de citations. Caractérise le nombre moyen de citations par village Exprimé sous la forme : 1-(nb de village/nb de citations). Indice compris entre 0 et 1, croissant avec la densité.
Concentration spatiale	Indice de concentration villageoise du réseau (Herfindhal Index) : compris entre 0 et 1 et croissant avec le degré de concentration. Caractérise le nombre de villages différents dans lesquels ego est cité

Nous avons aussi créé d'autres indicateurs pour caractériser les gardiens/ego grâce aux informations données par les alters dans les enquêtes et en particulier les professions. Dans de nombreux cas, pour un même égo/gardien cité, nous disposons de plusieurs informations permettant de mieux caractériser le statut socioéconomique de l'individu. Ce dernier peut être cité comme instituteur mais aussi président d'une association ou élu. Les enquêtes qualitatives et la présence sur le terrain nous ont aussi aidé à définir les différentes catégories. Nous avons commencé tout d'abord par définir des catégories socioprofessionnelles des égos avant d'utiliser ces éléments ainsi que les données de contexte et notre pratique de l'environnement social, économique et développementiste pour établir deux types de classification permettant de caractériser les gardiens : une première portant sur le capital économique des individus et une deuxième sur le capital social-développementiste.

A partir des données collectées, nous avons établi des catégories de professions. Les critères utilisés dans le choix de la classification sont les suivants :

- Indépendant ou salarié
- Secteur public ou privé
- Secteurs économiques (primaire, secondaire ou tertiaire)
- Niveau de responsabilité et de compétence (encadrement ou exécution)

Pour certains types d'activité spécifique nous avons créé des catégories *ad hoc*. Il s'agit de la catégorie « agent d'autorité », c'est-à-dire des représentants de l'autorité au niveau local, à savoir les présidents de *fokontany* (ou adjoints ou vice-présidents de *fokontany*) à Madagascar et les *Moqqadem* et *sheikh* au Maroc. Dans les deux cas il s'agit des représentants de l'État, ils dépendent du ministère de l'Intérieur et des autorités déconcentrées. Ils représentent l'autorité de l'État dans le règlement des conflits, dans l'obtention de permis ou de papiers administratifs soit au niveau des *fokontany* (groupe de village) à Madagascar soit dans les *douars* ou groupe de *douars* au Maroc. Le mode de désignation de ces

représentants varie d'un pays à l'autre mais aussi d'une localité à l'autre. Selon les contextes, plusieurs éléments non exclusifs entrent en jeu dans leur désignation : ils peuvent être choisis par les habitants ou par les assemblées communautaires, nommés par la hiérarchie (au niveau communal, provincial, du district etc.) ou encore hériter de ce titre de leurs parents (pour le cas du Maroc). Il y a dans la base de données un grand nombre de personnes qui exercent cette activité. C'est la raison pour laquelle nous avons créé une catégorie à part. En outre ils ne sont pas fonctionnaires à part entière, ils touchent en général une gratification la part de l'administration (et/ou jouissent d'autres privilèges). Le plus souvent, ils exercent une autre activité génératrice de revenus (artisans, agriculteur, commerçant etc.), en plus d'être représentants de l'autorité. À Madagascar, plusieurs présidents de *fokontany* que nous avons rencontrés se sont plaints auprès de nous de ne pas avoir touché depuis plusieurs mois leur gratification. Nous ne connaissons pas de manière certaine les autres activités exercées par ces individus puisque la population les a cités avant tout pour leur responsabilité en tant que représentants de l'autorité. Nous avons aussi créé une catégorie « Instituteurs » qui rassemble les différents métiers de l'enseignement. Nous les avons différenciés des autres employés ou professions intermédiaire dans la mesure où ils sont un contingent important dans les enquêtés et qu'ils constituent une catégorie socio-professionnelle à part, en particulier dans les zones rurales au Maroc. Le tableau 14 présente les différentes catégories professionnelles

Tableau 14: Liste détaillée des catégories professionnelles (Maroc-Madagascar)

CATÉGORIES	LISTE
Agent d'autorité	Sheikh, moqqadem, khalifa, président de *fokontany*, vice-président de *fokontany*
Agriculteur	Agriculteur, pisciculteur, éleveur
Indépendant et employé	Fonctionnaire sans responsabilité, du secteur privé et public, Agent de santé, agent communautaire, ouvrier, chauffeur, Commerçant, artisan, chef d'entreprise, vendeur, entrepreneur
Instituteur	Instituteur, enseignant, directeur d'école, instituteur retraité, CPE, surveillant
Profession intellectuelle intermédiaire et supérieure	Maire, adjoint au maire, président/vice-président de la commune, président d'une intercommunalité, technicien, Médecin, universitaire ou chercheur, président de région, consultant, directeur d'agence déconcentrée, services techniques, doctorant
Autre	Chômeur, étudiant, femme au foyer, retraité, non renseigné

Nous avons aussi pris en compte, lorsque nous disposions de l'information (par le biais des enquêtes par questionnaire et des entretiens), l'engagement politique des individus. Dans notre étude, il s'agit d'être (ou d'avoir été) élu (chef de village, maire / président de commune, député, sénateur, chef de région) ou d'avoir mené des campagnes électorales. Nous avons aussi renseigné quand nous disposions de l'information (par le biais des enquêtes par questionnaire et des entretiens) de l'engagement associatif des individus cités, il s'agit d'être ou d'avoir été membre d'une association. Le type d'engagement a été renseigné (membre ou président de l'association). Ce genre d'information est largement disponible pour le Maroc dans la mesure où il existe des listes consultables d'associations avec les membres élus. Il a été plus difficile d'accéder à ces listes et à ces informations à Madagascar. L'engagement est donc moins renseigné pour Madagascar ce qui ne veut pas pour autant dire que les individus cités à Madagascar n'ont pas d'engagement associatif.

La première catégorisation qui concerne le capital économique des individus partage la cohorte en 3 sous-groupes. Le tableau suivant indique les différents sous-groupes et des exemples de catégories professionnelles. Ces sous-groupes sont communs au Maroc et à Madagascar. Or, les niveaux de

vie moyens sont différents dans les deux pays et sur les 7 communes où nous avons travaillé. C'est pourquoi, en fonction des catégories professionnelles et des lieux de vie, certains profils ont été classés dans différents sous-groupes. Nous n'avons pas fait de classification automatique mais au cas par cas en fonction des contextes.

Tableau 15 : Liste des sous-groupes "capital économique" et exemples d'individus

SOUS-GROUPES	EXEMPLES DE CATEGORIES PROFESSIONNELLES
Capital économique faible	Agriculteur, chômeur, étudiant, femme au foyer, agent d'autorité
Capital économique moyen	Employé, instituteur, entrepreneur (commerçant), profession intermédiaire (technicien, maire)
Capital économique élevé	Profession intermédiaire (maire, adjoint sénateur), agronome, entrepreneur (commerçant, hôtelier) Profession intellectuelle supérieure (député, maire, sénateur) entrepreneur

Cette première catégorie circonscrit l'analyse des ressorts de la position sociale à un niveau individuel et économique. C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris de réaliser une deuxième classification des individus en fonction d'une nomenclature plus adaptée aux contextes dans lesquels les enquêtes ont eu lieu. La catégorisation précédente a été utilisée comme une variable parmi d'autres pour définir des niveaux de capital social et développementiste. Nous faisons référence ici à la connaissance et à la pratique de la configuration développementiste. Dans cette catégorisation, on prend ainsi en compte les interactions sociales, l'accumulation de différentes ressources, l'intégration dans des réseaux et les degrés de pouvoir.

Pour caractériser cette variable au niveau des individus nous avons pris en considération plusieurs éléments : leur niveau d'accès à la configuration développementiste, les connaissances de ces configurations (connaissance des opérateurs de développement au niveau des institutions ou des individus, des procédures, des paradigmes du développement etc.), l'étendue de leur réseau politique et social (dans et hors de la configuration développementiste), leur mobilité géographique et positionnelle dans les

hiérarchies sociales mais aussi les ressources matérielles, financières, sociales et positionnelles dont les individus sont supposés jouir. Il s'agit d'une catégorisation qui implique l'action des individus et donc leur niveau (supposé) d'analyse (micro/macro, multi scalaire) des configurations de développement et d'action publique. Cette classification ne s'est pas faite pour chaque individu mais au niveau des catégories socioprofessionnelles et des informations dont nous disposions. Nous avons établi des généralisations à partir de ces enquêtes et sommes donc conscients des biais et limites d'une telle opération. Comme la précédente, cette catégorie est divisée en trois sous-groupes détaillés dans le tableau suivant.

Tableau 16 : Liste des sous-groupes « capital social-développementiste » et leur définition

SOUS-GROUPES	DÉTAILS
Capital social-développementiste faible	Faible capital relationnel, accès limité à des ressources sociales et politiques, faibles revenus, connaissance de la configuration développementiste limitée au niveau du village et/ou circonscrite à certains projets ou un nombre limité de secteurs[913], faible mobilité géographique limitée à la commune
Capital social-développementiste moyen	Capital relationnel limité au niveau local, accès à des élus ou des agents de l'administration du fait d'une position de pouvoir locale (représentant de l'autorité), revenus faibles ou moyens, mobilité géographique limitée au niveau des communes voisines, de la province, du district
Capital social-développementiste élevé	Capital relationnel élevé à très élevé (accès à des agents de l'administration à des fonctions élevées, à des cercles politiques régionaux, nationaux voire internationaux), accès à des ressources matérielles et financières (revenus personnels ou structures intermédiaires comme des associations ou des partis politiques) connaissance d'une autre langue (français, anglais, espagnol) mobilité régionale, nationale voire internationale, connaissance approfondie de la configuration développementiste à plusieurs niveaux (local, régional, national, global), accès à d'importantes ressources financières et positionnelles (fonctions électives, représentations politiques ou associatives etc.)

[913] Dans les enquêtes par questionnaire, nous avons classé les interventions de développement dont se souvenaient les individus enquêtés en 7 catégories : santé, éducation, agriculture, culture, vie quotidienne, gouvernance, environnement)

6.2. La taille du réseau : premier indicateur pour l'identification des gardiens de la mémoire[914]

A partir des 3431 individus interrogés lors des enquêtes à Madagascar et au Maroc, 785 personnes différentes au total ont été citées dans le cadre de la dernière question du questionnaire (385 à Madagascar et 400 au Maroc). Dans notre démarche méthodologique, ces 785 personnes correspondent aux égos situés au centre de leur réseau de citations. La répartition de l'ensemble de ces gardiens de la mémoire par statuts socioprofessionnels et par pays est donnée dans le tableau 17. On note des différences structurelles significatives dans la répartition des gardiens entre les deux pays. Ainsi, compte-t-on significativement plus d'agriculteurs, d'agents d'autorité et de professions intermédiaires parmi les gardiens de Madagascar. Ces dernières catégories représentent respectivement 36 %, 21 % et 16 % de l'ensemble des gardiens identifiés. Au Maroc, on note en revanche significativement plus d'employés (14,5 %) et d'instituteurs (14 %).

[914] Les résultats présentés ici sont le fruit de notre collaboration avec Jean-Philippe Berrou, maître de conférence en sciences économiques et chercheur au LAM. Un article qui synthétise les éléments présentés dans cette section est, lors de la rédaction de cette thèse, en cours d'évaluation dans la revue *Afrique Contemporaine* : Jean-Philippe Berrou et Matthieu Brun, « Les « gardiens » de la mémoire du développement à Madagascar et au Maroc : réseaux de citations et construction de la réputation », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation.

Tableau 17 : Répartition des gardiens par statuts socioprofessionnels et pays (effectifs et pourcentage par pays)

	MADGASCAR	MAROC	Total
Agents d'autorité	**81***	22	103
% en colonne	**21.04**	5.50	13.12
Agriculteurs	**137**	67	204
% en colonne	**35.58**	16.75	25.99
Employés	16	**58**	74
% en colonne	4.16	**14.50**	9.43
Entrepreneurs	24	43	67
% en colonne	6.23	10.75	8.54
Instituteurs	13	**56**	69
% en colonne	3.38	**14.00**	8.79
Prof. intellectuelles supérieures	19	56	29
% en colonne	4.94	2.50	3.69
Prof. Intermédiaires	**62**	25	87
% en colonne	**16.10**	6.25	11.08
Sans activité prof.	16	**57**	79
% en colonne	4.16	**14.25**	9.30
Non renseigné	17	**62**	79
% en colonne	4.42	**15.50**	10.06
Total	385	400	785
	100.00	100.00	100.00

Note : (*) en gras figurent les cellules dont les valeurs sont significativement supérieures au regard des résidus ajustés du Khi2[915]

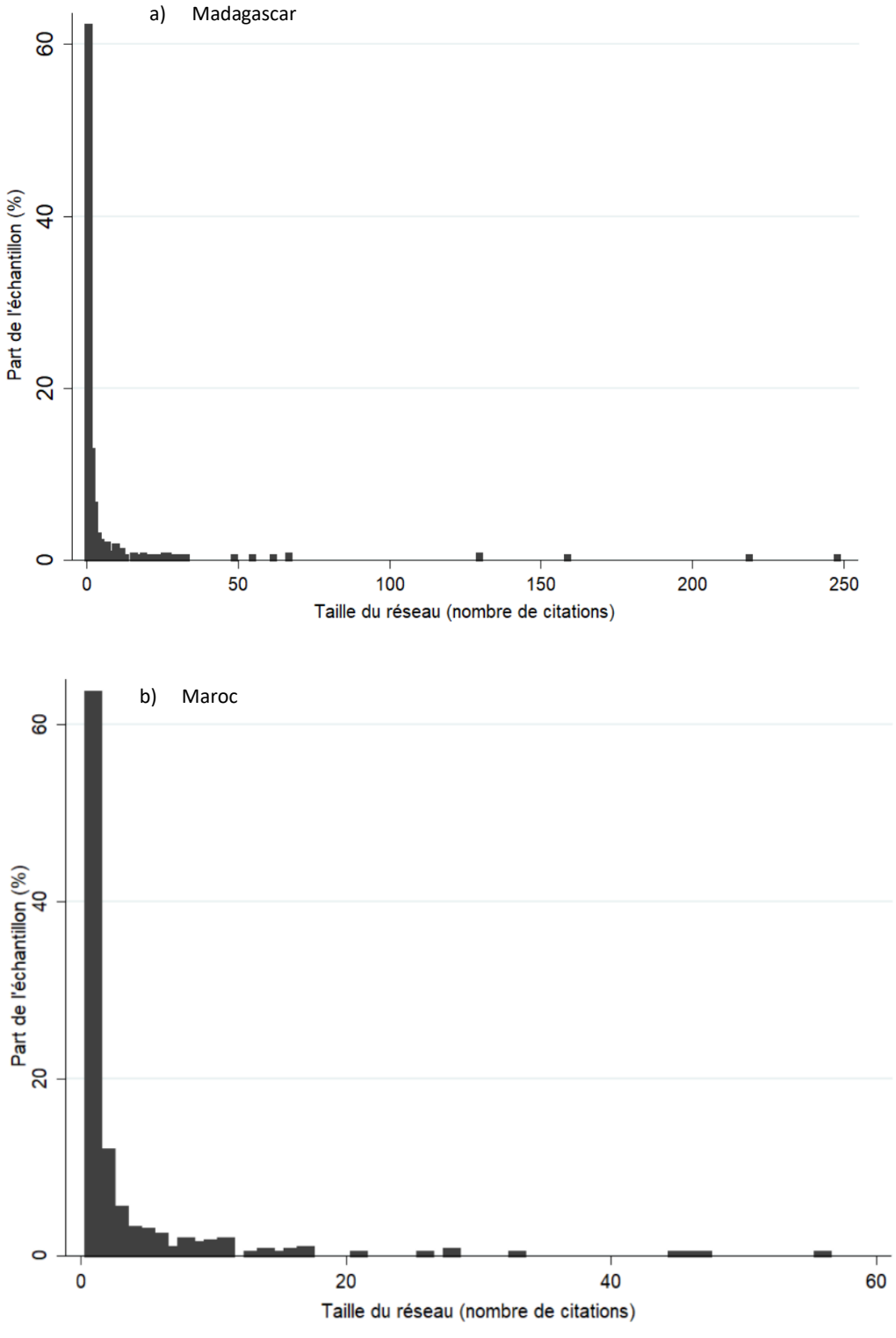
Chaque personne citée est ainsi susceptible d'être réputée comme gardien de la mémoire du développement dans la commune considérée. Nous avons cependant défini une condition nécessaire pour pouvoir commencer à parler de réputation. Il faut que ces personnes aient été citées par au moins deux répondants (*alters*) sur l'ensemble de la commune. Une première étape de l'analyse consiste donc à étudier la distribution de la taille du réseau de citations de ces 785 personnes. La figure 18 illustre cette distribution et

[915] Le Khi2 est un test statistique qui analyse la distribution des fréquences d'une variable ou d'un phénomène, il permet de comparer la distribution de variables.

permet de voir les différences entre le Maroc et Madagascar. Parmi les 785 egos recensés dans la base de données, le nombre moyen de citations est de 4,6 avec un écart-type[916] de 16 ce qui suggère une très grande dispersion de la taille du réseau (d'un minimum d'une citation par ego à un maximum de 248). La figure 18 illustre très bien cette situation de dispersion, on y observe une distribution extrêmement oblique à gauche et très étalée vers la droite. On note que la dispersion de la taille du réseau est plus prononcée à Madagascar. Ainsi, on retrouve dans ce pays 5 personnes disposant de plus de 100 citations, alors qu'au Maroc, le maximum de citations obtenu par une même personne est de 56. On note ainsi une différence forte entre Madagascar et le Maroc. Il y a, en effet, à Madagascar un nombre limité de ce que l'on pourrait appeler des « super gardiens de la mémoire » ou individus à très forte réputation mémorielle. Ces profils se retrouvent également au Maroc mais leur réseau est bien moins large qu'à Madagascar, le plus grand réseau compte 56 citations. Dans la suite de ce chapitre nous détaillerons les raisons qui expliquent la présence de ces super gardiens de la mémoire et pourquoi à Madagascar, certains ont des réseaux particulièrement grands.

[916] L'écart-type sert à mesurer la dispersion, ou l'étalement, d'un ensemble de valeurs autour de leur moyenne. Plus l'écart-type est faible, plus la population est homogène.

Figure 18 : Distribution de la taille des réseaux de citation par pays (Maroc et Madagascar)



Source : Berrou et Brun, 2019

Nous disposons également de données qui permettent de caractériser la taille des réseaux de citations des gardiens en fonction de leur catégorie socioprofessionnelle (voir tableau 18). Au Maroc comme à Madagascar, les réseaux de citations les plus grands sont ceux des egos qui appartiennent aux catégories « professions intellectuelles supérieures », « professions intermédiaires » et « agents d'autorité ». On notera par ailleurs que pour ces trois catégories, les gardiens de Madagascar se caractérisent par un nombre de citations sensiblement supérieur à ceux du Maroc. À l'inverse, au Maroc comme à Madagascar, les égos issus des catégories « agriculteurs » ou « sans profession » ont les plus petits réseaux de citations. En analysant les autres catégories créées, à savoir le niveau de capital économique ou social-développementiste (voir *supra*), les gardiens disposant des niveaux de capitaux les plus élevés disposent aussi des tailles de réseaux de citations les plus grandes. Ces résultats statistiques semblent donc indiquer un lien de causalité entre la forte réputation mémorielle et un statut professionnel, économique et développementiste qui donne accès à différentes formes de ressources ou capitaux (économiques, symboliques, sociaux, matériels). La typologie réalisée dans la section 3 de ce chapitre analyse dans le détail ces corrélations.

Enfin, la figure 18 montre qu'une proportion importante d'égos n'ont été cités qu'une seule fois dans les deux pays. En effet, près de 63 % des personnes citées, à Madagascar comme au Maroc, ne disposent que d'une citation. Nous savons désormais que seulement 288 personnes citées (37 %) l'ont été par au moins deux répondants. Ce sont ces personnes que nous considérons dorénavant réputées comme des « gardiens de la mémoire » dans la mesure où la réputation ne peut se faire que sur la base d'un lien entre deux personnes mais d'au moins un triptyque de relations (deux personnes différentes citant un gardien). L'analyse qui suit se focalise donc sur ces 288 personnes. Dans la section suivante nous proposons une typologie des configurations relationnelles de leur réseau de citations. C'est à partir de ces configurations type de réseau que nous analyserons la construction sociale de la réputation de ces gardiens de la mémoire.

Tableau 18 : Taille moyenne du réseau de citations par pays et catégorie socio-professionnelle

	MADGASCAR	MAROC	TOTAL
Agents d'autorité	**9,5**	**5,5**	**8,6**
Écart-type	**14,5**	**9,9**	**13,7**
Effectifs	**81**	**22**	**103**
Agriculteurs	*1,5*	2,6	*1,9*
ÉEcart-type	*1,5*	4,7	*3,0*
Effectifs	*137*	67	*204*
Employés	1,6	2,4	2,2
Écart-type	1,1	2,6	2,4
Effectifs	16	58	74
Entrepreneurs	1,1	3,6	2,7
Écart-type	0,3	5,1	4,2
Effectifs	24	43	67
Instituteurs	2,9	4,0	3,8
Écart-type	3,4	4,9	4,6
Effectifs	13	56	69
Prof. intellectuelles et supérieures	**18,3**	5,4	**13,8**
Écart-type	**56,3**	8,5	**45,8**
Effectifs	**19**	56	**29**
Prof. Intermédiaires	**14,0**	**10,4**	**13,0**
Écart-type	**40,4**	**15,7**	**35,0**
Effectifs	**62**	**25**	**87**
Sans activité prof.	1,5	*1,4*	*1,4*
Écart-type	0,7	*1,3*	*1,3*
Effectifs	16	*57*	*79*
Non renseigné	1,1	*1,5*	*1,4*
Écart-type	0,3	*1,5*	*1,3*
Effectifs	17	*62*	*79*
Total	6,0	3,2	4,6
Écart-type	22,0	6,1	16,1
Effectifs	385	400	785

6.3. Les configurations relationnelles des réseaux de citations des gardiens de la mémoire du développement

Cette section comporte à la fois une dimension descriptive des résultats obtenus par la classification des individus et une dimension analytique avec l'élaboration d'une typologie appuyée sur les données statistiques et les enquêtes de terrain. En effet, afin d'identifier des configurations type de réseau, une analyse en classification de groupe (*cluster analysis*) est menée sur chacun des deux pays à partir de la méthode *K-means*[917]. Les variables sur lesquelles portent l'analyse sont les variables décrivant les quatre dimensions du réseau de citations, c'est-à-dire les caractéristiques sociodémographiques des répondants (alters), leur condition de vie socioéconomique, leur expérience du développement (expérience-projet) et enfin la structure du réseau (taille du réseau, densité, concentration spatiale) comme l'indique le tableau 19[918]. L'analyse a été réalisée indépendamment pour chaque pays en rassemblant les communes d'enquête afin de pouvoir comparer les gardiens entre eux ainsi que les communes. Plusieurs classifications ont été réalisées et nous avons choisi celle qui paraissait la plus pertinente. La procédure de classification conduit à identifier trois groupes homogènes dans les deux pays. Lorsque cela a été possible, nous illustrons les types de réseaux avec des données socio biographiques des gardiens qui en font partie[919].

---

[917] La procédure de classification *K-Means* fait partie de la grande famille des méthodes de statistique exploratoire multidimensionnelle visant à produire des typologies. Moyennant un algorithme et une démarche spécifiques, cette procédure de classification vise à minimiser la variance intra-groupe et à maximiser la variance inter-groupes de sorte à produire des groupes homogènes et clairement distincts les uns des autres. La variance désigne la mesure de la dispersion des valeurs d'un échantillon ou d'une distribution de probabilité.

[918] Notons que les variables ont été pondérées de sorte que les trois premières dimensions représentent le même poids que la dernière dans la procédure de classification (50% pour chacune des deux dimensions : indicateurs de composition *vs* indicateurs de structure).

[919] Il faut en effet préciser que l'analyse statistique et la définition des différents types de réseaux ont été réalisées après la phase d'enquête par entretiens, c'est-à-dire entre juin et octobre 2018. Les données recueillies auprès de différents acteurs rencontrés ont été utilisées pour l'analyse, cependant nous ne disposons pas de données

Le tableau 19 présente la typologie obtenue avec les valeurs moyennes de chaque variable de classification par groupe et leurs écarts-types. Afin de décrire plus précisément les groupes identifiés, le tableau 20 propose également la distribution par groupes des variables caractérisant les catégories socioprofessionnelles des gardiens ainsi que leur localisation géographique. C'est le croisement de ces deux informations qui nous permet de dresser le profil réputationnel de ces gardiens de la mémoire.

biographiques pour l'ensemble des gardiens ou de cas représentatif de chaque groupe présenté dans cette section.

Tableau 19 : Distribution des variables de classification par groupe et par pays

Variables de classification	MADGASCAR				MAROC			
(moyenne, écart type)	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	**TOTAL**	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	**TOTAL**
Caractéristiques sociodémographiques								
Age moyen	41,16	39,41	41,77	41,04	**48,17**	45,55	*36,83*	45,08
	7,58	3,60	7,49	7,49	**8,07**	10,80	*8,48*	9,92
Taille moyenne du ménage (nb enfants)	**3,97**	*2,98*	3,60	3,58	**3,66**	2,83	*1,82*	3,05
	1,50	*0,96*	1,83	1,60	**1,21**	1,32	*1,06*	1,40
Genre (%de femmes)	**0,61**	0,50	*0,46*	0,52	*0,38*	0,40	**0,65**	0,44
	0,26	0,15	*0,29*	0,26	*0,31*	0,30	**0,38**	0,34
Education (% éducation secondaire et plus)	*0,38*	**0,60**	0,49	0,48	*0,16*	0,26	**0,33**	0,22
	0,31	**0,24**	0,36	0,33	*0,17*	0,27	**0,29**	0,24
Ancienneté de résidence (% de plus de 20 ans)	0,69	*0,56*	0,65	0,64	**0,88**	0,81	*0,46*	0,77
	0,28	*0,21*	0,34	0,30	**0,15**	0,28	*0,35*	0,29
Conditions de vie socioéconomiques								
Niveau de vie subjectif (% moyen ou riche)	*0,39*	**0,57**	**0,55**	0,50	*0,57*	0,61	**0,78**	0,62
	0,25	**0,19**	**0,32**	0,28	*0,29*	0,27	**0,28**	0,29
Confort matériel de vie (score moyen, 0-4)	0,96	**1,31**	1,06	1,09	3,22	3,33	3,34	3,27
	0,68	**0,87**	0,83	0,80	0,54	0,36	0,50	0,49
Secteur d'activité (% secteur agricole)	**0,78**	*0,55*	0,70	0,69	**0,50**	0,41	0,39	0,45
	0,26	*0,33*	0,34	0,32	**0,32**	0,28	0,38	0,32
Expérience projet								
Membre d'une organisation (%)	0,67	0,64	*0,58*	0,62	**0,25**	0,16	*0,09*	0,19
	0,27	0,16	*0,30*	0,27	**0,24**	0,26	*0,19*	0,24
Membre influent d'une organisation (%)	0,07	0,10	0,12	0,10	**0,09**	0,07	*0,03*	0,07
	0,18	0,14	0,19	0,18	**0,13**	0,19	*0,11*	0,15
Connaissance des structures de développement (score moyen, 0-3)	1,51	1,53	1,45	1,49	0,63	0,67	0,68	0,65
	0,73	0,46	0,70	0,67	0,54	0,63	0,59	0,57
Expérience passée des projets de développement (score moyen, 0-7)	**1,65**	*1,11*	1,42	1,43	1,16	1,04	1,30	1,16
	1,07	*0,53*	0,93	0,92	0,99	0,96	1,47	1,10
Structure du réseau								
Taille (nombre moyen de citations)	*5,26*	**49,87**	*3,70*	14,61	7,25	**10,40**	*2,87*	7,14
	4,27	**61,37**	*2,79*	34,67	8,05	**12,24**	*2,26*	8,95
Densité (1-(nb de villages/nb de citations); 0-1)	**0,62**	**0,76**	*0,19*	0,46	**0,73**	*0,52*	*0,56*	0,64
	0,13	**0,13**	*0,20*	0,29	**0,16**	*0,25*	*0,11*	0,20
Concentration spatiale (Herfindhal, 0-1)	**0,80**	*0,19*	*0,41*	0,49	**0,98**	*0,45*	**0,98**	0,84
	0,23	*0,16*	*0,13*	0,29	**0,07**	*0,13*	**0,07**	0,25
TOTAL	46	32	64	142	77	38	31	146
%	32%	23%	45%		53%	26%	21%	1,0

Note : Les cellules grisées indiquent les valeurs significativement différentes de la moyenne totale (gras=supérieures, italique=inférieures) au test *t* de comparaison des moyennes.

Tableau 20 : Distribution des catégories socioprofessionnelles par groupe et par pays

	MADAGASCAR			MAROC		
CSP	**G1**	**G2**	**G3**	**G1**	**G2**	**G3**
Agent d'autorité	19	**18**	*17*	*3*	**7**	2
% en colonne	41,30	**56,25**	*26,56*	*3,90*	**18,42**	6,45
Agriculteur	12	*0*	**19**	15	3	4
% en colonne	26,09	*0,00*	**29,70**	19,48	7,89	12,90
Indépendants et employés	2	0	**7**	21	12	8
% en colonne	4,35	0,00	**10,94**	27,27	31,58	25,81
Instituteurs	3	0	2	16	4	6
% en colonne	6,52	0,00	3,13	20,78	10,53	19,35
Prof. Interm., intellectuelles et sup.	*5*	**14**	16	10	10	6
% en colonne	*10,87*	**43,75**	25,00	12,99	26,32	19,35
Autres (sans activité, non renseigné)	5	0	3	12	2	5
% en colonne	10,87	0,00	4,69	15,58	5,26	16,13
Commune						
Ampefy	12	10	14			
% en colonne	26,09	31,25	21,88			
Anosibé Ifanja	7	6	15			
% en colonne	15,22	18,75	23,44			
Manalalondo	**22**	*3*	24			
% en colonne	**47,83**	*9,38*	37,5			
Mianarivo I	5	**13**	11			
% en colonne	10,87	**40,63**	17,19			
Arbaa Sahel				*15*	17	**16**
% en colonne				*19,48*	44,74	**51,61**
Mezguita				27	12	7
% en colonne				35,06	31,58	22,58
Tassousfi				**35**	9	8
% en colonne				**45,45**	23,68	25,81
	46	32	64	77	38	31
	100	100	100	100	100	100

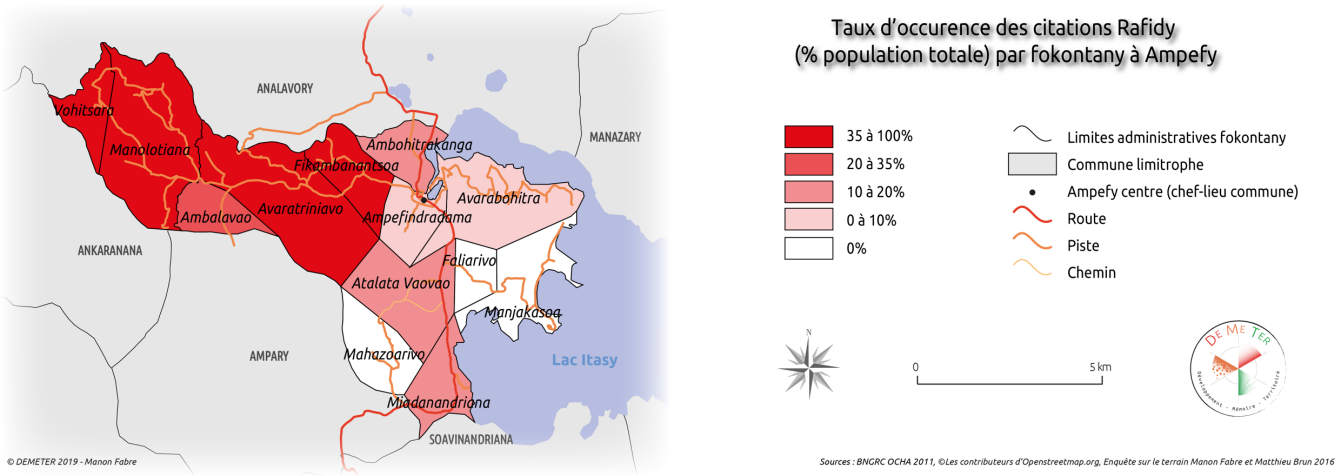
Note : Les cellules grisées indiquent les valeurs significativement supérieures (gras) ou inférieures (italique) au regard des résidus ajustés sur Khi2.

6.3.1. Les trois types de réseaux de citations des gardiens de la mémoire à Madagascar

6.3.1.1. L'élite socio-politique rurale malgache

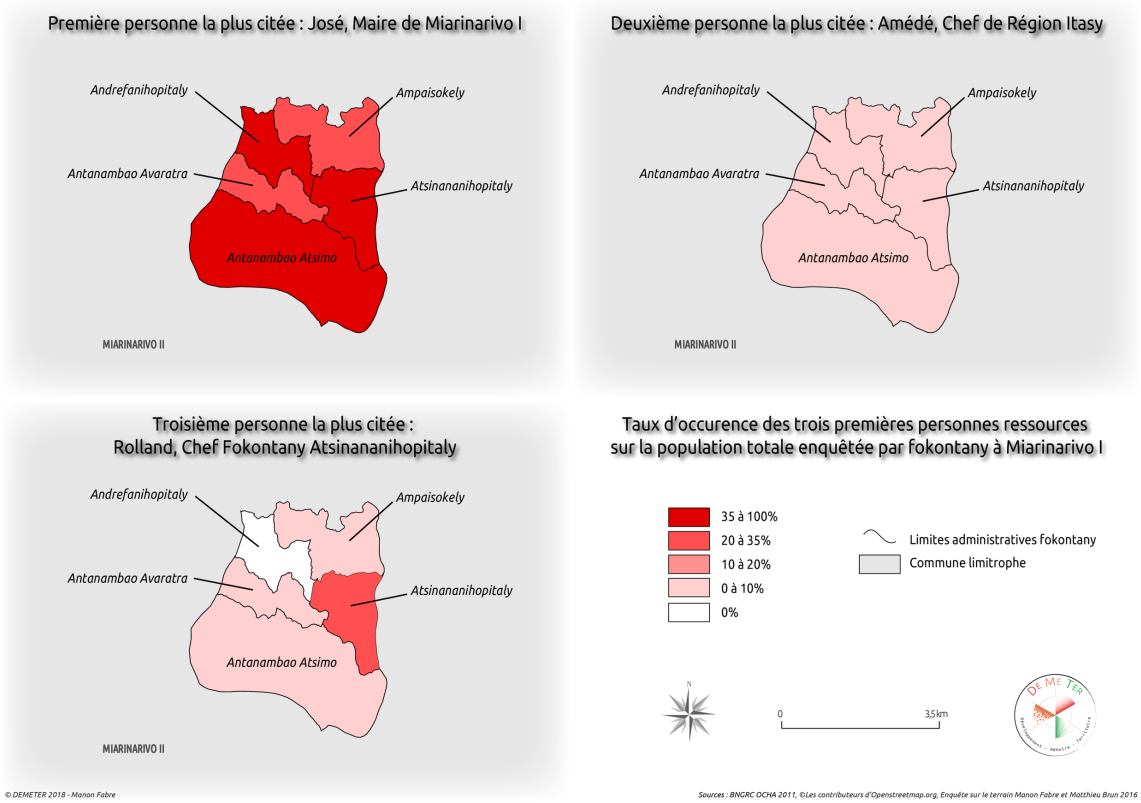
Le premier groupe que l'on peut distinguer est le **groupe 2**, il rassemble 32 gardiens soit 23% de l'ensemble des gardiens dans les 4 communes malgaches. Plusieurs aspects différencient très nettement ce groupe des deux autres. Le premier concerne la très forte centralité de degré de ces gardiens, c'est-à-dire la taille de leur réseau ou encore le nombre de fois où ils ont été cités. La moyenne pour ce groupe est à près de 50 citations (49,87). Ce chiffre traduit très clairement l'ampleur de la réputation ou de la notoriété de ces individus dans leur commune. Cette réputation s'inscrit d'ailleurs dans un réseau que l'on peut qualifier de plutôt cohésif : le réseau est caractérisé par une forte densité ainsi que par une forte dispersion spatiale. La forte densité renvoie à un nombre élevé de citations par village de la commune et la dispersion spatiale au fait que les égos sont cités dans un grand nombre de villages. Les réseaux des gardiens du groupe 2 sont donc très denses et ont un faible indice de concentration spatiale. Les cartes 16 et 17 illustrent dans les communes d'Ampefy et de Miarinarivo deux cas de répartition spatiale de ces réseaux cohésifs. Ces figures montrent les taux d'occurrence et de citation à l'échelle des *fokontany* dans les deux communes malgaches pour la personne la plus citée dans les deux communes. A Ampefy, il s'agit de la répartition spatiale du réseau de citations de Rafidy, qui était, lors de l'enquête, maire de la commune et commerçant. Il a été assassiné chez lui à Ampefy en 2016. Il est cité 130 fois dans 10 des 13 *fokontany* de la commune. À Ampefy, les deux autres personnes les plus citées après le maire sont des présidents de *fokontany* à Avarabohitra cités 69 fois et à Ampefindradama cité 54 fois.

Carte 16 : Taux de citation et répartition spatiale des réseaux de citations du maire d'Ampefy (Madagascar)



La carte suivante montre les mêmes éléments pour la commune de Miarinarivo, où le maire (lors de notre enquête en 2016), José, a été cité 248 fois sur l'ensemble des *fokontany* de la commune.

Carte 17 : Taux de citation et répartition spatiale des réseaux de citations à Miarinarivo (Madagascar)



La dimension cohésive du réseau de citations décrit plus haut se retrouve également dans les caractéristiques des personnes (alters) qui ont cité ces gardiens. En moyenne, ils se distinguent significativement des autres alters de la commune qui ont répondu avec des noms de gardiens appartenant à d'autres types de réseaux de citation. Ils sont caractérisés tout d'abord par un niveau de vie calculé avec le score de confort matériel (voir *supra*) plus élevé que ceux des individus qui ont cité des gardiens appartenant aux autres groupes. Les alters ont également un niveau d'éducation plus élevé et ils sont significativement moins présents dans le secteur agricole. Leurs ménages sont aussi de taille plus restreinte et ils ont une moindre ancienneté de résidence dans leur commune.

La configuration de ce réseau de citations nous pousse à qualifier ce groupe d'**« élite socio-politique rurale malgache »**. Rappelons d'ailleurs, comme évoqué plus haut, que le réseau des élites est souvent caractérisé par une forme d'homophilie (qui se ressemble, s'assemble) témoignant du fait que les individus, cités et qui citent, partagent des attributs communs les inscrivant dans une logique de reproduction sociale, comme avancé par Pierre Bourdieu[920]. La réputation de cette élite comme détentrice de la mémoire du développement tient probablement à deux éléments. Tout d'abord, cela tient au statut actuel des gardiens au sein de l'élite politico-administrative (ils sont présidents ou vice-présidents de *fokontany*, maires, anciens maires ou adjoints au maire, anciens députés ou assistants parlementaires etc.). Ensuite cette réputation peut tenir à la réalité d'une connaissance accumulée des expériences de développement à différentes échelles, villageoises, communales ou nationales. Ces gardiens appartiennent en effet plus significativement aux catégories socioprofessionnelles « d'agents d'autorité » (56.25 %) et de « professions intermédiaires, intellectuelles et supérieures » (43.75 %). Ces catégories socioprofessionnelles sont illustrées dans les différents encadrés qui

[920] P. Bourdieu, « The forms of capital », art cit, p. 21-24.

suivent. Ils présentent les notices biographiques de trois gardiens : deux d'entre eux sont à forte réputation mémorielle et sont représentés dans les figures précédentes (Rafidy, maire d'Ampefy et José lui aussi maire à Miarinarivo) ; le dernier a un réseau de citations moins grand mais présente une trajectoire socioprofessionnelle que l'on retrouve assez peu parmi l'ensemble des gardiens cités à Madagascar, contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer. Il s'agit de Charly, conseiller de développement rural à Madagascar (encadré 11). Les différentes fonctions professionnelles qu'ils exercent (ou qui sont rappelées plus haut) les placent à l'interstice entre des interventions de développement et le territoire, mais il a été l'un des rares agents de développement cité au cours de nos enquêtes.

Encadré 11 : Notice biographique de Joseph Rakotozananiriana dit "Charly"

Charly, conseiller de développement rural à Anosibe Ifanja (92 citations)
Joseph Rakotozananiriana dit « Charlie » a 45 ans, il est originaire de la commune d'Anosibe Ifanja et y travaille depuis 1999 comme conseiller de développement rural pour la Direction régionale de l'agriculture. De formation technique, il a arrêté ses études après l'obtention de son baccalauréat et a commencé immédiatement après cela à travailler dans le cadre d'un projet de développement « Petits Périmètres irrigués ». Il a bénéficié au cours de sa carrière de nombreuses formations sur la gestion de projet, la bonne gouvernance, l'évaluation etc. Selon ses déclarations, il n'est pas étonné d'avoir été cité par les habitants car il se consacre au développement de l'agriculture dans la commune ainsi qu'à la formation des agriculteurs. Il se décrit comme un intermédiaire entre l'administration ou les bailleurs de fonds et les paysans, qu'il forme et appuie dans la création des associations qui permettent d'avoir des financements. Il déclare savoir ce qui séduit les bailleurs de fonds et a, à plusieurs reprises, différencié son action de celle du maire (219 citations) qui exerce une fonction politique et politicienne l'empêchant d'agir dans la durée. L'entretien avec Charly a commencé, à sa demande, par un exposé de sa part sur l'histoire des projets de développement dans la commune.

L'analyse qualitative des trajectoires socioprofessionnelles de ces gardiens tend à confirmer leur rôle de gardiens de la mémoire du développement. Ils peuvent être partagés en deux groupes de gardiens en fonction de leur rôle dans la configuration développementiste, celui des gardes-barrière et celui des intermédiaires/courtiers.

Les premiers ont un rôle dans cette configuration de gardes-barrière (*gate-keepers*) ou de portiers[921] qui laisseraient passer les projets dans la commune ou, plus particulièrement, dans les *fokontany*. Les présidents de *fokontany* ou leurs vice-présidents sont des cas emblématiques d'individus pouvant être caractérisés comme des gardes-barrière. Ils disposent d'un important pouvoir à la fois au sein des configurations développementistes et dans la société traditionnelle. Selon les trois idéaux-type d'autorité définis par Max Weber[922], les présidents de *fokontany* incarnent une forme ancienne d'autorité, fondée sur la tradition, et, dans le même temps, une forme moderne, l'autorité légale-rationnelle. Cette dernière s'installe progressivement à Madagascar, avec, comme le souligne Weber, la bureaucratisation des relations personnelles dans les sociétés traditionnelles. Comme le montre Angéline Chartier dans ses travaux sur les stratégies d'acteurs (appropriation et détournement des mondes de l'aide), les présidents de *fokontany* ont un statut flou, ils sont à la fois un pouvoir officiel et en même temps, ce qui est caractéristique de Madagascar, un pouvoir officieux. Elle précise : « ils sont bien les représentants d'une circonscription administrative mais aussi « chefs » de *fokonolona*[923] aux yeux de la population, ces « semi-chefs » traditionnels peuvent être un frein aux projets de développement (monter une population contre un projet par exemple), aussi les partenaires étrangers doivent-ils jouer de diplomatie, entrer en communication et instaurer une mise en confiance »[924]. Ils sont en effet l'autorité auprès de laquelle un professionnel du développement doit se présenter en premier avant de lancer le cycle de projet. Les personnes extérieures au village ou au *fokontany* leur confèrent, selon les propos des

---

[921] Henri Mendras, *Les sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*., Paris, Gallimard, 1995, 368 p.

[922] Max Weber, *La domination*, Paris, Découverte, 2013, 426 p.

[923] Le *fokonolona* est une communauté villageoise à Madagascar réunissant les membres d'un ou de plusieurs clans, résidant sur un territoire délimité. Les *fokonolona* sont encore très importants aujourd'hui même s'ils ne sont pas directement des échelons administratifs. Le pouvoir est détenu par les aînés, les rai-amandreny (père et mère, littéralement) qui l'exercent sur le reste du *foko*.

[924] A. Chartier, *Transferts et appropriations de modèles de développement dans les pays du Sud : pour une analyse du (dys)fonctionnement de l'aide : l'exemple de la décentralisation en Haïti et à Madagascar*, *op. cit.*, p. 301.

présidents ou vice-présidents, un rôle d'identification des possibles attributaires des projets (quels sont les foyers les plus précaires, les agriculteurs nécessitant un accompagnement, les besoins en termes d'infrastructures ou d'équipements etc.). En outre, sur le plan administratif ils ont aussi en charge la délivrance de documents officiels ou de l'officialisation de documents nécessaires à la création d'associations locales ou de collectifs. Notons enfin que les présidents de *fokontany* sont soit nommés par l'administration soit désignés par les habitants et exercent souvent des responsabilités pendant plusieurs mandats, ce qui leur confère une connaissance approfondie des éventuelles interventions de développement. Si leur rôle de garde-barrière des projets et programmes de développement peut les conduire à connaître les besoins des habitants, ils ne sont que très peu familiers des procédures nécessaires pour demander des financements. Leur maîtrise du langage des bailleurs de fonds et de la configuration développementiste est limitée. En témoignent les propos collectés auprès de M. Roger, président de *fokontany* dans le centre de la commune d'Ampefy, l'encadré 12 présente succinctement sa biographie :

> « Je ne sais pas quelles procédures il faut suivre pour avoir des financements pour réaliser des projets de développement. (…) Ce que je sais aussi c'est qu'il faut tout d'abord identifier le secteur du projet, le secteur dans lequel on veut faire un projet de développement, si le projet concerne la commune, je devrai avoir l'avis du maire, si le projet est sanitaire, je devrai voir un docteur ou des organismes sanitaires ou de santé. Pour réaliser un projet, ce qu'il faut faire c'est être ensemble, sensibiliser la population à être d'accord, qu'ils soient d'accord pour tel ou tel projet, il faut toujours commencer par avoir l'accord et l'assentiment de la population. C'est seulement après qu'on va chercher des partenaires pour le financement avec la commune, le docteur, ou les ONG étrangères »[925].

[925] Entretien avec Mr Roger, président du *fokontany* dans la commune d'Ampefy le 21 septembre 2016.

Encadré 12 : Notice biographique de Roger Rakotomalala, président de *fokontany* dans la commune d'Ampefy (Madagascar)

Roger Rakotomalala, Président du *fokontany* d'Ampefindradama
Âgé de 68 ans, il est marié et père de 3 enfants. Originaire d'Antananarivo, il est allé au collège jusqu'en classe de troisième. Avant de s'installer à Ampefy, il a été militaire pendant 7 ans puis est devenu artisan-maçon. Depuis 2010, il est président du *fokontany* d'Ampefindradama (situé au centre de la commune d'Ampefy, traversée par la route goudronnée et où se trouve la plupart des activités économiques de la commune). Il était, entre 2006 et 2010, vice-président du même *fokontany*. Avant d'occuper ces fonctions, Roger Rakotomalala a été animateur et conseiller technique pour des projets de développement. Depuis 2012 il est aussi membre (en tant que conseiller) d'une coopérative de producteurs de café (KMKAFE). Son engagement associatif l'a aussi poussé à devenir président de l'association locale qui gère une école primaire installée à Ampefy (Tafita Solidum) destinée à la scolarisation des enfants dont les parents sont en situation de grande précarité. Cette association reçoit régulièrement des volontaires français et des dons matériels ou financiers.

Cette élite sociopolitique peut aussi exercer un rôle d'intermédiation ou de courtage, c'est le cas par exemple des maires des communes qui, par leur parcours politique, leur investissement dans la société, disposent d'une connaissance approfondie des bailleurs de fonds de leur commune et des interventions menées. Les profils de ces individus peuvent évoluer d'une pratique d'intermédiation à une pratique de courtage et donc de professionnalisation dans la sphère du développement. C'est le cas par exemple d'un ancien député, élu à trois reprises dans la circonscription de Miarinarivo entre 1993 et 2012, Bernard Ravelonjato. Il est originaire de Miarinarivo et issu d'une grande famille ancrée depuis des générations dans la région, son père ainsi que son frère ont par exemple été responsables politiques et élus dans le canton. Il a fait des études de sciences et a obtenu son doctorat en France avant de rentrer sur la Grande Île où il ne s'est intéressé au développement que tardivement, selon lui. Dans nos entretiens il définissait son rôle d'élu comme « député-développeur », en essayant de se tenir éloigné des partis, il s'est formé au cycle de gestion de projet, à l'élaboration de dossiers de demande de financement auprès notamment d'une fondation allemande. Il possède un capital social, économique et

social-développementiste très entretenu. Dans notre entretien il a montré une parfaite maîtrise des codes et du langage des bailleurs de fonds et des opérateurs de développement. Il dispose d'un réseau d'appuis et d'influence très étendu, du local (village, *fokontany*, commune) au global (Allemagne, France etc.). Il appartient à une élite qui peut faire le lien entre le rural et l'urbain et peut amener du développement grâce à son entregent. Sa carrière politique l'a ensuite conduit à devenir consultant pour plusieurs projets de développement dans la région Itasy et aussi dans d'autres régions notamment dans le cadre de la création des Programmes régionaux de développement. Les autres gardiens de ce sous-groupe d'élite ont plutôt des pratiques de courtage et ne se sont pas livrés à des activités de consultant ou plus généralement de professionnels du développement, au-delà du conseil technique comme le montre le cas de Charly dans la commune d'Anosibe Ifanja. Dans l'encadré qui suit, les trajectoires biographiques des maires de Miarinarivo et d'Ampefy illustrent les pratiques d'intermédiation entre le local et les mondes de l'aide pour attirer des projets de développement dans leur commune.

Encadré 13 : Notices biographiques de gardiens-courtiers/intermédiaires du groupe 2 (Madagascar)

Rafidy, maire d'Ampefy
Originaire de la capitale Antananarivo, Rafidy est arrivé en 1978 à Ampefy où il a travaillé depuis comme commerçant. Il a un magasin (l'un des rares de cette taille) dans le centre de la commune où il vend notamment des produits de base et de première nécessité (savon, riz, bougies, sel) ainsi que d'autres produits de la vie courante. Son engagement en politique, qu'il définit comme la manière de gérer les Hommes, a démarré lorsqu'il était étudiant à la capitale. Il a été élu maire en 2003 puis en 2008 et lors de notre enquête il était encore maire. Il a déclaré que c'était grâce à son commerce qu'il avait pu tisser des relations au sein de la commune et en dehors à la fois pour se faire élire et pour drainer des investissements ainsi que des projets de développement dans la commune. Il n'a pas été étonné de savoir qu'il était la personne la plus citée lors de notre enquête : « c'est normal je suis le premier responsable de la commune, je dispose de toutes les informations qui vous seront utiles » a -t-il déclaré lors de l'unique interview que nous avons difficilement réussi à organiser avec lui en septembre 2016.

José, maire de Miarinarivo
Élu depuis octobre 2015 sous la bannière HVM de l'ancien président Hery Rajaonarimampianina (2014-2018), Marie José Ignace Rakotovazaha a 54 ans et 4 enfants, il est commerçant et originaire de la commune de Miarinarivo. Ancien Président du *fokontany* d'Ampaisokely, le plus peuplé de la ville, il a été entre 2008 et 2015 premier adjoint de la commune et a occupé diverses fonctions dans des associations locales religieuses (catholiques) ou philanthropiques régionales. Il est également au Conseil d'administration de l'intercommunalité dont est membre Miarinarivo. Bien que Miarinarivo ait été une ville longtemps favorable au parti TIM du président Marc Ravalomanana (2002-2009), José a fait le choix de rallier un autre parti, qui occupait à l'époque l'exécutif, afin de pouvoir accéder aux financements et aux projets pour la commune. Dans notre échange, le maire a mis en avant ses relations dans et hors de la commune qui lui permettent d'attirer des projets dans la commune, il a aussi démontré une connaissance assez fine des bailleurs de fonds ainsi que des ONG qui interviennent à Madagascar (FAO, PAM, CIDR, Agrisud, BAD, Fonds européen pour le développement etc.).

Nous avons insisté dans ce premier type de réseau de citations sur deux communes, Ampefy et Miarinarivo. Nous retrouvons en effet l'élite socio-politique rurale malgache plus significativement dans les communes de Miarinarivo (41%) et dans une moindre mesure à Ampefy (31%). Les deux communes ont accueilli un nombre bien plus important de projets et programmes de développement qu'Anosibe, Ifanja et Manalalondo comme indiqué dans les chapitres 3 et 4 de cette étude. Leur situation géographique (facilement accessibles depuis la capitale et bien reliées au « goudron »),

leur attractivité liée au secteur du tourisme à Ampefy et à la présence de nombreuses administrations et sièges locaux de programmes ou d'ONG à Miarinarivo en font des lieux privilégiés de l'aide.

6.3.1.2. Les gardiens locaux de la mémoire villageoise

Le **groupe 1** de notre analyse statistique présente un profil « réputationnel » original. 46 gardiens de la mémoire à Madagascar (32 %) en font partie. La centralité de degré (le nombre de citations) dans ces réseaux de citations y est relativement faible (5.3 citations en moyenne par ego), surtout en comparaison avec les gardiens du groupe 2, précédemment présentés, qui ont de très grands réseaux de citations. Cependant, la densité, c'est-à-dire le nombre de citations moyen par village (indice de 0,62) et la concentration spatiale du réseau, c'est-à-dire le nombre de villages dans lesquels l'égo est cité (indice de 0,80) sont très fortes. Cela qui indique que les individus sont surtout cités dans un périmètre géographique limité. La composition sociologique des personnes ayant cité ces gardiens traduit une relative homogénéité sociale et une homophilie fortement marquée par l'activité agricole et une plus grande précarité. Les alters qui ont cité ces gardiens se sentent en moyenne plus pauvres, 60 % d'entre eux se considèrent en effet comme « pauvres » dans les enquêtes par questionnaire que nous avons réalisées. De plus, ils exercent leur activité professionnelle pour 80% d'entre eux dans le secteur agricole. En outre, ils ont un niveau d'éducation plus faible et on y retrouve également plus de femmes avec des ménages de plus grande taille.

A la différence du groupe 2 évoqué précédemment où les gardiens appartiennent significativement plus à une catégorie socioprofessionnelle en particulier (professions intermédiaires, intellectuelles et supérieures), le réseau de réputation du groupe 1 se distribue de manière assez équilibrée

au regard de ces différentes catégories. Il faut cependant noter, comme l'indique le tableau 18 (Taille moyenne du réseau de citations par pays et catégorie socio-professionnelle)**,** que, par comparaison statistique (test du Khi2) avec les autres groupes et réseaux de citations, il y a significativement moins de personnes citées par les alters qui appartiennent à la catégorie professions intermédiaires, intellectuelles et supérieures. En revanche, sur le plan territorial, près de la moitié des gardiens disposant de ce type de réseau de citations se trouvent dans la commune de Manalalondo, ce qui en fait un marqueur géographique statistiquement très significatif. Il est d'ailleurs cohérent avec les éléments énoncés pour le groupe 1 quant aux spécificités des communes d'Ampefy et de Miarinarivo. Comme évoqué dans la partie 2 de cette étude, Manalalondo, est, parmi les communes de notre échantillon, celle qui est la plus éloignée des axes de communication et des lieux économiques (marché, administration régionale, hôpitaux etc.). Elle n'est accessible qu'après plusieurs heures de 4x4 en saison sèche et demeure encore plus enclavée en saison des pluies. Les déplacements à l'intérieur de cette commune, tournée essentiellement vers l'agriculture, demeurent très difficiles sur le plan logistique et infrastructurel mais aussi sécuritaire.

Au regard de leurs caractéristiques et de la configuration de leur réseau de citations qui est rappelons-le, très cohésif et concentré spatialement, nous pouvons qualifier ces individus de **« gardiens locaux de la mémoire villageoise »**. Le terme local fait référence ici au fait que les réseaux sont assez peu étendus au-delà du village ou du groupe de villages. A cette concentration spatiale, il faut ajouter une donnée qualitative qui provient de nos enquêtes de terrain, ces individus sont souvent cités car ils ont une fonction symbolique de mémoire du groupe, du fait de leur âge avancé ou de leur rôle de « parents » dans la communauté. Il s'agit notamment des *Dada Bé* (grands-pères) que nous avons rencontrés et qui ont été cités en raison de leur mémoire des faits propres à la communauté. Ils ne l'ont cependant pas été en raison de leur connaissance des interventions de développement ;

en effet, les échanges que nous avons eus avec eux n'ont pas permis d'établir une forme de compréhension des configurations développementistes. Leur pratique du courtage et de l'intermédiation est donc très limitée voire nulle. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant de constater que, pour ce groupe de gardiens uniquement, l'expérience passée des projets de développement des personnes qui les ont cités est significativement plus marquée. Autrement dit, à la différence des autres groupes, les alters qui ont cité ces gardiens locaux de la mémoire villageoise ont une expérience des interventions de développement plus importante. Cela corrobore l'idée selon laquelle ces gardiens sont cités pour leur mémoire en général, et non celle spécifique du développement. Notons enfin que nous n'avons pas, à la différence des gardiens du groupe 2 évoqués précédemment, de données biographiques permettant de présenter ces gardiens. Il faut ainsi rappeler que la constitution des groupes et réseaux de réputation n'a été réalisée qu'après le terrain de recherche, il a en effet fallu du temps pour analyser les bases de données, construire des catégories et variables d'analyse et réaliser techniquement les manipulations statistiques. De telles opérations ne pouvaient être réalisées sur le terrain en parallèle des campagnes d'entretiens individuels et collectifs et nous ne disposions pas des conditions matérielles suffisantes pour effectuer un nouveau terrain de recherche à Madagascar. En sachant que cela serait forcément biaisé, nous avons privilégié les entretiens avec des personnes à fort capital mémoriel. Ce choix s'est fait aux dépens des personnes disposant de réseaux de citations plus petits et plus localisés spatialement. Néanmoins, il aurait été difficile de sélectionner un ou deux individus par commune avec qui conduire des entretiens longs sans avoir de critères précis permettant de justifier ces choix.

6.3.1.3. La figure entrepreneuriale rurale

Le dernier type de réseaux de citation des gardiens de la mémoire à Madagascar est le groupe 3, composé de 64 egos. Il présente une configuration relationnelle atypique pour ce groupe qui rassemble le plus grand nombre d'egos (45 %). En effet, le premier constat est celui de l'absence de marqueurs socioéconomiques ou démographiques parmi les personnes qui les ont cités (alters). Cela révèle la nature bien plus hétérogène socialement parlant de ce réseau de citations. La notoriété de ces gardiens est assez faible au regard de leur nombre moyen de citations (3,7). Les plus grands réseaux étant composés de 12 à 13 citations et ne sont pas nombreux. À cet égard, on aurait ainsi pu penser que ces réseaux de taille plus petite, s'inscriraient comme dans le cas du groupe précédent dans une logique très localisée, c'est-à-dire avec une forte concentration spatiale et une forte densité. Mais c'est tout l'inverse, car il s'agit du réseau le moins dense (avec le moins de citations par ego) et il dispose également d'une faible concentration spatiale. Les egos sont donc cités dans plusieurs villages et un nombre limité de fois dans chaque village.

La réputation relève ainsi selon nos analyses moins de leur statut social que de leur inscription ou de leur intermédiarité dans un espace social et spatial diversifié et hétérogène. Le fait que l'on y retrouve significativement plus d'entrepreneurs du secteur privé (agricole ou non) peut alors laisser penser que ces gardiens de la mémoire relèvent d'un profil de type **« Figure entrepreneuriale rurale »**.

Le profil de Célestine Rabemananjara (née Ramanandraisoa), citée 12 fois à Manalalondo, est un exemple de ce type de figure entrepreneuriale rurale. Bien qu'elle dise être issue d'une famille très modeste, tout indique par son parcours et sa trajectoire socioprofessionnelle que son milieu d'origine est plutôt favorisé, du moins dans le contexte de la commune reculée de Manalalondo où elle est née. Issue d'une famille de 12 enfants, elle est allée

à l'école publique puis au collège d'Arivonimamo, le chef-lieu de l'actuel district avant d'étudier à l'École normale à Antananarivo pour devenir enseignante. Après avoir enseigné dans un collège, elle a participé avec plusieurs autres malgaches, dont son futur mari et un religieux étranger, à la fondation de l'association Akamasoa en 1988, plus connue sous le nom d'association du Père Pédro[926]. Le Père Pédro Opeka est un religieux catholique lazariste originaire d'Argentine dont l'association œuvre auprès des familles de malgaches installées sur les décharges, aux alentours de la capitale. Célestine s'est mariée avec un des fondateurs de l'association, Raymond, ancien directeur commercial d'une société d'immobilier malgache. Ce dernier a notamment étudié l'économie dans la même promotion que l'ancien président de la République Hery Rajaonarimampianina. Célestine a travaillé près de 13 ans dans cette association avant de la quitter avec son mari pour fonder en 2001/2002 leur propre association « Association de développement de Manalalondo » (ADM). Ils ont, tous les deux, décidé de venir en aide aux habitants de leur commune afin de lutter contre l'exode rural auquel ils ont été confrontés dans les villages construits par l'association Akamasoa. Dès son origine, ADM a accompagné des familles d'agriculteurs de la commune en leur octroyant des aides directes à condition que les enfants de ces familles aillent à l'école. Ils soutiennent entre 30 et 80 familles d'agriculteurs par an, dans la commune et depuis plusieurs années, au-delà, dans d'autres communes du district d'Arivonimamo. ADM a évolué ensuite vers une association de projets, c'est-à-dire qu'elle a contribué à construire des classes ou à équiper des écoles mais aussi à construire des infrastructures d'irrigation, des pistes ou des ponts. Cette inflexion dans la trajectoire de l'association provient du constat partagé par Célestine et Raymond lors de nos entretiens, que les écoles n'étaient pas suffisamment équipées et que les conditions d'accueil des enfants étaient déficientes. De même, les infrastructures (pistes, ponts et irrigation)

[926] L'association a été fondée avec « Jean-Yves Boto, Raymond et Célestine que j'ai mariés, Fulgence, qui est mort, Monique qui est toujours là comme Claudine et madame Lalao » Pierre Lunel, *Père Pedro: Prophète des bidonvilles*, Editions du Rocher, 2013, 198 p.

financées par ADM avaient pour objectif de soulager les familles dans le travail agricole afin qu'elles puissent envoyer les enfants à l'école, sur des routes stables ou sécurisées. ADM bénéficie de plusieurs bienfaiteurs privés et partenaires comme des ONG françaises (Solidarités France-étranger par exemple), des ambassades (Japon) ou des fondations philanthropiques anglo-saxonnes. Le couple a insisté sur le fait que c'est à la fois leur expérience auprès du Père Pedro et le statut de député de Célestine qui leur ont permis de récolter des fonds pour ADM. Célestine n'habite plus dans la commune de Manalalondo depuis plusieurs années mais réside dans une ville proche d'Antananarivo (Imerintsiatosika) sur la route nationale qui mène vers la région Itasy[927]. Cette position géographique lui est très utile, surtout depuis qu'elle a été élue députée à l'Assemblée nationale pour la circonscription d'Arivonimamo en 2013, au sein du parti politique MAPAR de l'ex-président de la Haute Autorité de la transition (2009-2014) et actuel président de la République depuis 2019, Andry Rajoelina. Les habitants de Manalalondo n'attachent cependant pas une grande importance à son statut politique, elle est plutôt réputée pour avoir investi son argent personnel dans la construction d'écoles, de ponts ou dans le soutien financier qu'elle offre, avec son mari, à certaines familles de la commune. Considérant les actions réalisées, rapportées au cours de notre entretien avec le couple, il est étonnant de constater que Célestine ne soit que très peu citée dans notre enquête. Son mari ne l'est d'ailleurs pas une seule fois. Cela peut sûrement être lié au fait qu'ils n'habitent pas dans la commune depuis plusieurs années. En outre, les entretiens et *focus groups* réalisés à Manalalondo montrent un décalage entre le récit récolté auprès du couple et les représentations populaires d'ADM dans la commune. L'association est décrite comme ayant finalement fait peu de projets de développement dans la commune, dont une partie n'a pas été pérenne. De plus, depuis plusieurs années, l'association a élargi son rayon d'action pour toucher d'autres localités de la circonscription, un changement qui pourrait être lié à la volonté

[927] C'est dans sa maison qu'elle et son mari nous ont reçus pour réaliser un entretien en octobre 2016.

du couple de briguer le mandat de député. Cependant, nous ne disposons pas d'informations précises (dates, lieux etc.) permettant d'étayer cette hypothèse. Notons enfin que l'environnement familial de Célestine est important pour comprendre son parcours et le fait qu'elle ait été peu citée. Son frère Célestin a, quant à lui, été largement cité dans la commune (159 fois contre 12 pour Célestine). Il appartient à la catégorie de l'élite socio-politique rurale malgache, ancien premier adjoint (2004-2008) puis maire de la commune de 2008 à 2014, Célestin tient également un commerce dans la commune, à l'image de celui tenu par l'ex-maire d'Ampefy Rafidy. Il dispose d'un capital social-développementiste plus important, d'une mémoire des interventions de développement plus précise que sa sœur et, d'après nos enquêtes, s'apparente à un intermédiaire entre les habitants de la commune et les mondes de l'aide.

6.3.2. Les trois types de réseaux de citations des gardiens de la mémoire au Maroc.

Dans le cas du Maroc, la procédure de classification nous conduit également à identifier trois groupes homogènes et distincts les uns des autres (voir tableaux 17 et 18).

6.3.2.1. Les courtiers politiques ruraux

Comme le groupe « élite sociopolitique rurale malgache » détaillé plus haut, ici aussi, le **groupe 2** au Maroc se distingue des deux autres par une centralité de degré significativement plus importante. En moyenne, les membres de ce réseau, qui concerne 38 egos soit 26 % de l'ensemble des gardiens, ont été cités 10,4 fois. Comparativement à son homologue malgache, si ce grand réseau traduit lui aussi la forte réputation mémorielle

des gardiens cités, il s'en distingue cependant assez nettement sur deux aspects. Sur le plan de la structure globale tout d'abord, ce réseau est ici peu dense, le nombre de citations moyen par village est plus faible qu'à Madagascar, et peu concentré spatialement. Ensuite, sur le plan de la composition sociodémographique et socioéconomique des *alters* qui ont cité les gardiens, ce réseau ne témoigne d'aucune spécificité alors qu'à Madagascar le groupe 2 avait un score de confort matériel ainsi qu'un niveau d'étude plus élevé de même qu'une plus faible présence dans le secteur agricole. Le groupe 2 au Maroc est donc moyen sur l'ensemble des variables, ce qui traduit une certaine forme d'hétérogénéité. Comme à Madagascar, ce réseau est significativement plus représenté chez les gardiens de la catégorie « agents d'autorité », 54% d'entre eux disposant d'un tel réseau.

En revanche, sur le plan spatial, ce réseau n'est pas plus présent dans une commune que dans une autre. Cela suggère donc clairement que la construction de la réputation de cette élite politique rurale se construit sur des bases différentes que dans le cas de Madagascar. La configuration relationnelle de ce réseau de réputation les rapproche fortement du profil d'intermédiaire, de courtier (*broker*). A cet égard, nous suggérons de nommer ces gardiens les **« courtiers politiques ruraux »**. Grâce aux données biographiques et aux informations récoltées sur le terrain au Maroc, nous pouvons définir différents sous profils de gardien pour ce premier groupe, comme ce fut le cas dans le groupe 2 à Madagascar. Les trois profils sont les suivants : **le notable rural à statut prescrit**, **l'agent d'autorité au parcours associatif** et enfin **l'instituteur militant**. Ces profils sont décrits à partir d'exemples pris dans les trois communes. Les cartes 18, 19 et 20 illustrent la répartition spatiale des citations des différents gardiens dans les trois communes de notre échantillon, Arbâa Sahel, Mezguita et Tassousfi, et notamment ceux de ces trois profils.

Le premier profil est celui du **notable rural à statut prescrit**[928] soutenu par la population et les autorités dont le statut repose sur sa généalogie et son assise foncière. Il s'agit notamment de Moulay Hassan el Alaoui. Ce dernier est né en 1948 dans la Kasbah de Tamnougalt dans l'actuelle commune de Mezguita. Sa famille est décrite comme une « grande famille » de la région, conservatrice sur le plan social et noble. Son père est un résistant qui après avoir combattu aux côtés du roi Mohamed V a été nommé par ce dernier délégué du Chorfa[929] de Mezguita. Il s'agit d'un statut conféré à un homme qui, grâce à son ascendance composée d'ancêtres glorieux, peut prétendre à une situation prédominante. Après avoir servi quatre ans dans l'armée (1967 – 1971), Moulay Hassan el Alaoui reviendra assister son père dans les tâches de représentation et de résolution des conflits locaux mais aussi dans l'entretien des terres familiales. Il entre en politique en 1976 au cours des premières élections communales et occupera les fonctions de premier vice-président de la commune d'Agdz, qui englobait jusqu'en 1992 l'actuelle commune de Mezguita. Moulay Hassan el Alaoui a tenté d'obtenir, à plusieurs reprises l'investiture pour le Rassemblement national des Indépendants aux élections législatives, sans succès. Élu président de la commune de Mezguita suite au nouveau découpage administratif de 1992, il restera dans cette fonction jusqu'aux élections de 2015[930]. Il se décrit comme analphabète et inculte par opposition aux instituteurs de la commune. En matière de développement, il aurait été président d'une ALD, fondée, selon nos interlocuteurs, pour faire concurrence à l'autre association de son village d'origine. En termes de programmes d'action et de représentation cognitive de ce qu'est le développement, Moulay Hassan appartient à ce que nous appelons la première génération du développement, c'est à dire à une

---

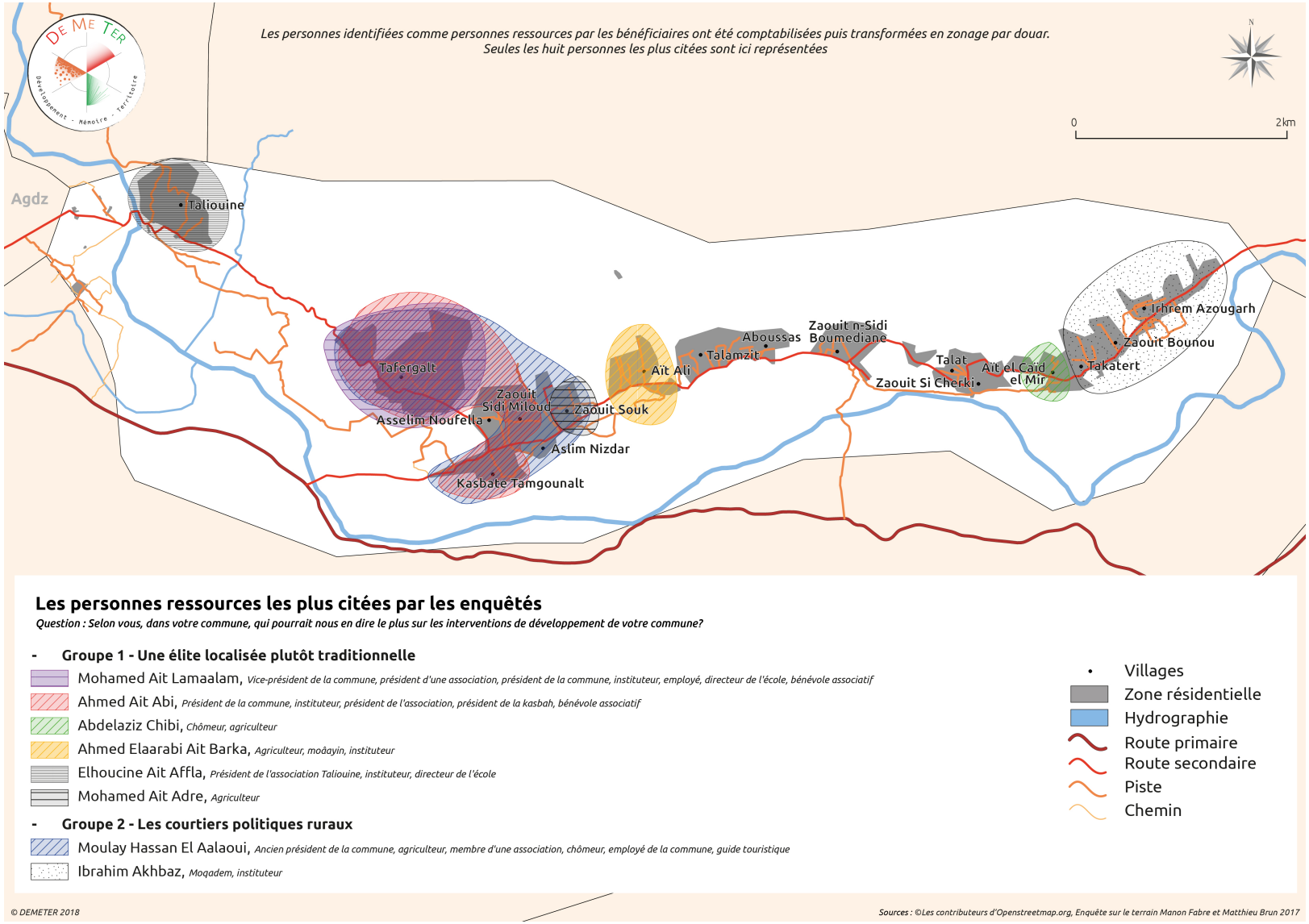
[928] Aziz El Maoula El Iraki, *Des notables du Makhzen à l'épreuve de la « gouvernance »: élites locales, territoires, gestion urbaine et développement au Maroc: cas de trois villes moyennes de la région nord-ouest*, Paris : Rabat, Harmattan ; Institut national d'aménagement et d'urbanisme, 2003, 432 p.

[929] La racine du mot "Charif" (plur. Chorfa) exprime l'idée de s'élever, de dépasser.

[930] Il n'a pas pu se présenter suite à une nouvelle disposition législative qui interdit aux personnes en charge de la gestion traditionnelle des terres de se présenter aux élections. Il a poussé son fils à se présenter et ce dernier est dans l'opposition au sein de la commune.

génération pour laquelle la réponse à donner aux problèmes liés au développement est une réponse en termes d'infrastructures (des clôtures autour de l'école, des canaux d'irrigation bétonnés, un centre de santé…).

Carte 18 : Distribution spatiale des gardiens de la mémoire dans la commune de Mezguita (Maroc)

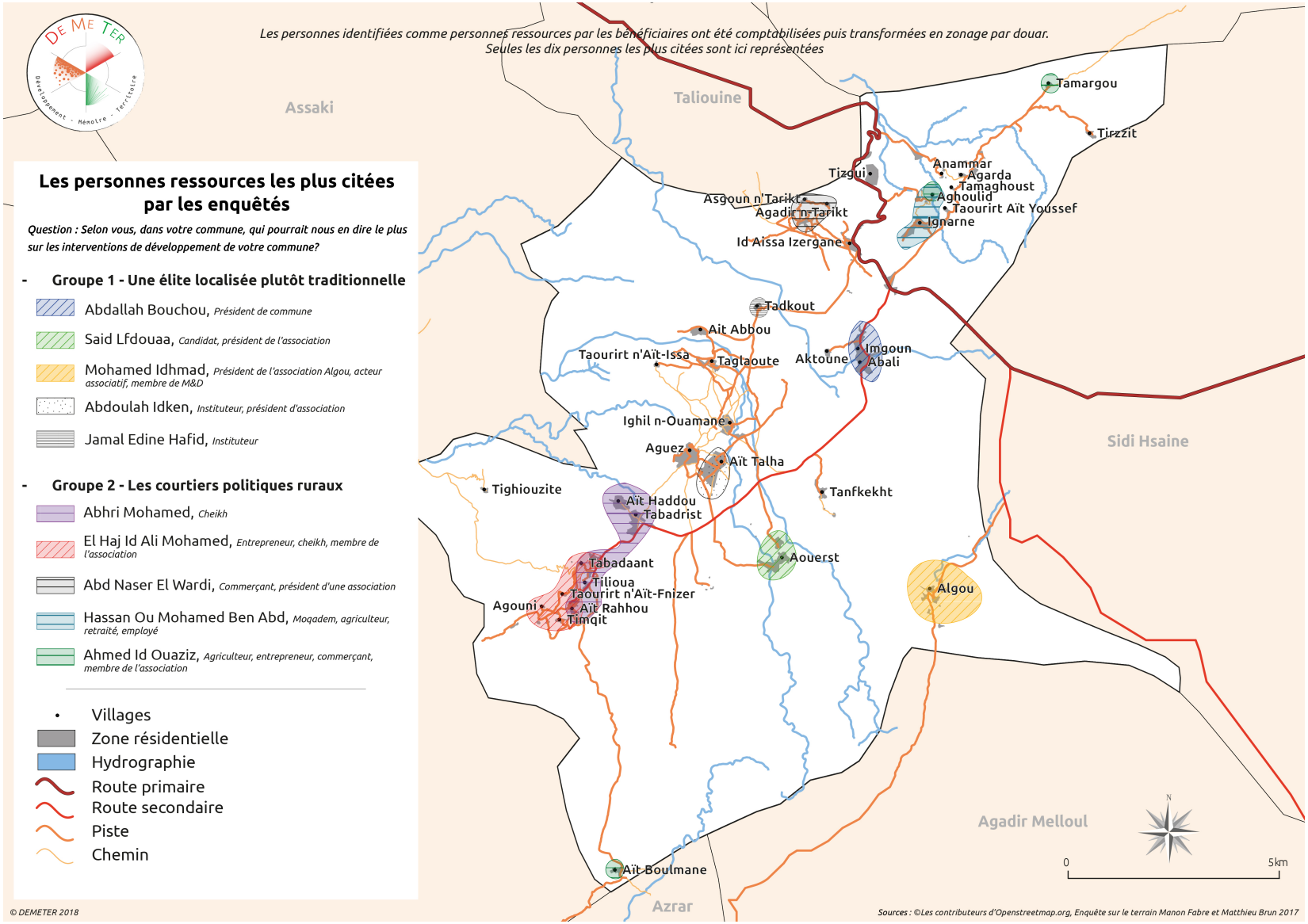


Le deuxième profil est celui de l'**agent d'autorité au parcours associatif**. Il s'agit de Mohamed Abhri, sheikh, c'est à dire auxiliaire d'autorité[931]. Ces derniers, bien qu'ils ne soient pas fonctionnaires, perçoivent une indemnité de fonction. Dans les zones rurales, les shioukh (pluriel de sheikh) sont généralement des agriculteurs ou des éleveurs et sont choisis par le Caïd (l'échelon supérieur au niveau des groupements de commune qui font le lien entre le système politico-administratif marocain et sa périphérie). Mohamed Abhri est né en 1948 au village de Timqit, c'est un agriculteur qui est allé à l'école pendant 5 ans, lorsqu'il avait 12 ans. Son travail l'a conduit jusqu'à Casablanca et Tanger pour y vendre des produits agricoles. Il a ensuite travaillé comme cuisinier de l'école du groupement de villages. Agent d'autorité locale depuis 2001, d'abord comme Moqqadem nommé par le Caïd il a, après 7 ans de service, été choisi par la population et le conseil des anciens pour être sheikh. Alors qu'il occupait des fonctions de représentation de l'autorité, il s'est engagé dans le secteur associatif[932], d'abord dans l'association des parents d'élèves de l'école puis, à partir de 2004, comme vice-président de l'ALD d'Aoudoust, le groupement de villages où il réside. Il a, au sein des différentes ALD dont il était membre, porté les dossiers d'infrastructures routières, d'accès à l'eau potable, de construction et d'équipement du centre de santé ainsi que de réparation des canaux d'irrigation.

[931] Sur le Makzen aujourd'hui voir Alain Claisse, « Le makhzen aujourd'hui » dans Jean-Claude Santucci (ed.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition ?*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2013, p. 285-310.

[932] Rien ne semble *a priori* interdire à un agent d'autorité d'occuper des postes de décision dans des associations de développement

Carte 19 : Distribution spatiale des gardiens de la mémoire dans la commune de Tassousfi (Maroc)



Enfin, le troisième et dernier profil des « courtiers politiques ruraux » est celui de l'**instituteur-militant associatif**. A Arbâa Sahel, il s'agit de Brahim Safini dont la répartition spatiale des citations est représentée par la carte 20**.** Né au tournant des années 1960, Brahim Safini est originaire d'un *douar* de la commune d'Arbâa Sahel et est aujourd'hui président de la commune et instituteur à la retraite. Comme beaucoup d'instituteurs dans les communes de notre échantillon, avant même de présider la commune, il a eu un engagement fort dans la politique et le syndicalisme puis dans le développement local. Il a, en effet, été membre de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), parti qui a incarné l'opposition au règne de Hassan II. Dès la fin des années 1980, Brahim Safini a commencé à mettre en œuvre avec d'autres fonctionnaires et instituteurs, des interventions de développement dans leur communauté d'origine, il s'agissait de soutien scolaire, d'achat de groupes électrogène ou d'aménagement de sources d'eau. Alors que cela n'était pas légal, Brahim Safini a participé à la formation d'un comité de développement au début des années 1990, à une époque où la création d'associations, bien que légale, n'était pas tolérée par les autorités locales. L'association « Tamount Sahel » (Tamount signifie « ensemble » en amazigh), présidée par Brahim Safini sera créée légalement en 1992, en accord avec les représentants locaux du ministère de l'intérieur et la commune, du moins à l'origine. L'association représentait l'ensemble des villages de la commune. Sa première action menée, qui selon les dires de l'édile devait être « choc », a consisté en l'organisation d'une cérémonie de circoncision collective de 120 garçons dont les parents étaient pauvres. Après quoi, elle a réalisé de nombreux projets de développement autour de l'accès à l'éducation – Brahim Safini est un instituteur – pour les jeunes éloignés du centre de la commune et en particulier pour les filles (construction d'écoles, de l'internat, transport scolaire pour les villages éloignés etc.). Les actions de l'association Tamount sont nombreuses et concernent tout un ensemble de secteurs au-delà de l'éducation. Il s'agit, par exemple, de la réalisation de pistes ou de routes goudronnées, de l'électrification des douars, des activités génératrices de revenus etc.

Longtemps resté président de l'association de développement de la commune, qui est à l'origine de ces projets, Brahim Safini préside également d'autres associations dans la commune et au-delà, notamment dans la grande ville voisine de Tiznit (Association Bani). De plus, il a été élu président de la commune d'Arbâa Sahel en septembre 2003 après quoi il a demandé sa retraite anticipée au ministère de l'éducation en 2004. Au moment de notre enquête, en 2017, il était encore président de la commune. Au cours de nos entretiens il se décrit comme quelqu'un qui ne voulait pas le pouvoir, qui ne voulait pas diriger une commune, mais, selon ses propres mots, ce sont les représentants du ministère de l'intérieur (les agents d'autorité) qui lui ont proposé leur soutien s'il se présentait aux élections. Avant qu'il ne soit élu, les activités de l'association rentraient en concurrence directe avec celles de la commune dont les dirigeants ne soutenaient pas l'action de l'équipe de Safini et faisaient barrage à certains projets. Cela témoigne de la forte imbrication entre la monarchie et les associations, qui se traduit parfois par la volonté d'un contrôle affirmé des autorités sur les associations. Ces dernières, à la fin des années 1990, ont émergé dans la région Souss Massa Drâa comme de véritables acteurs du développement[933]. Cela renvoie également à l'idée développée dans la première partie de cette étude sur les évolutions de la monarchie et le tournant développementiste qu'elle a connu au début des années 2000, sans toutefois abandonner sa fonction sécuritaire mais plutôt en organisant le développement du pays et en en faisant une affaire d'État sous le règne de Mohammed VI[934]. Brahim Safini est aussi très implanté dans les arènes politiques de la Province jusqu'au niveau central ainsi que dans les services administratifs déconcentrés et les ministères. Lors de nos entretiens, il nous a décrit la manière avec laquelle il était parvenu à mobiliser des ministères, comme celui de l'Enseignement, de la Culture ou de l'Équipement. Il passe le plus souvent par son propre réseau d'élites et d'acteurs économiques, qu'ils soient locaux ou de la diaspora. Il

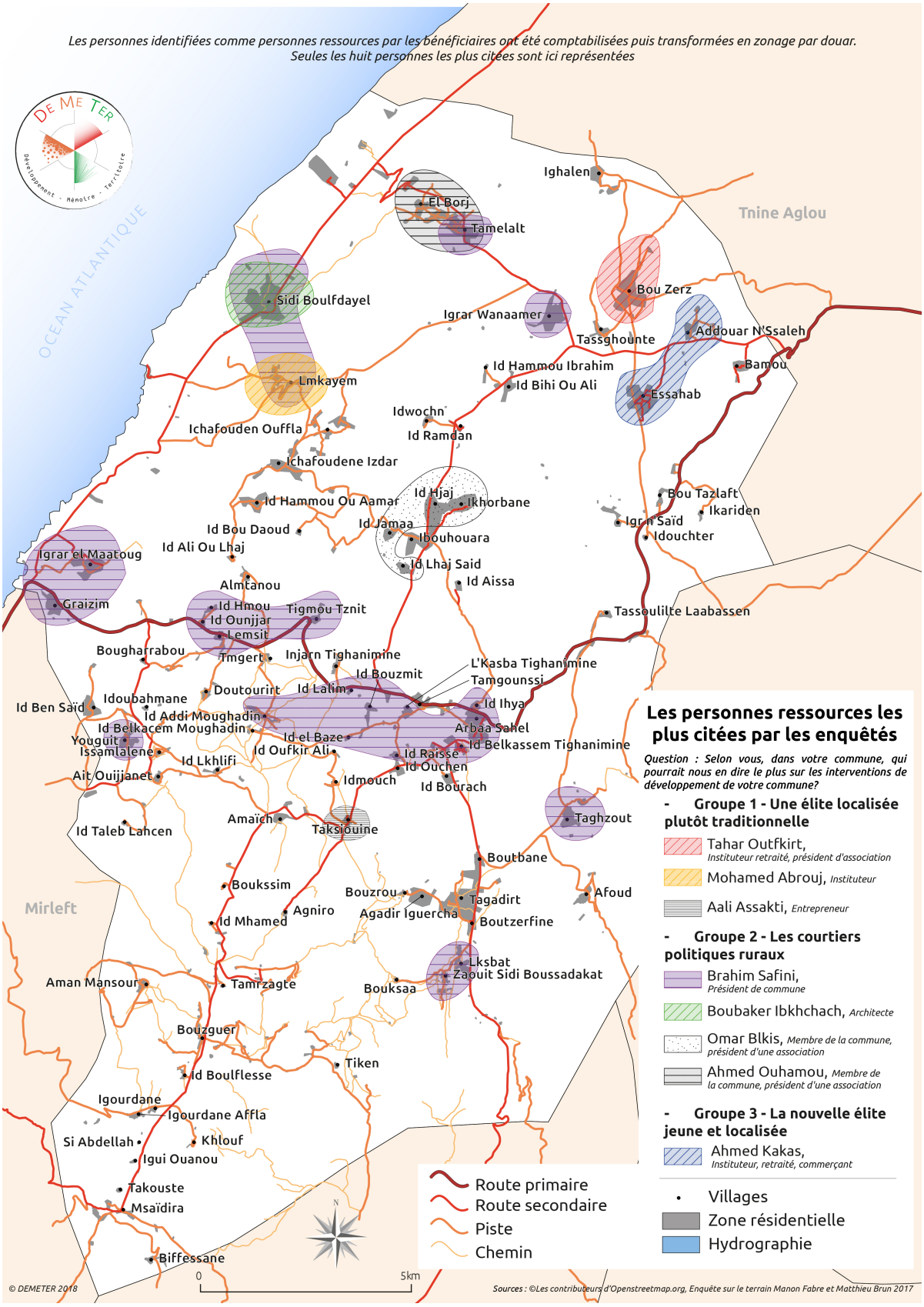
[933] T. Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, *op. cit.*

[934] M. Catusse, « Le « social » », art cit.

cite par exemple le cas d'un entrepreneur bien connu dans la Province, originaire de la commune et qui, étant proche du ministre de l'Éducation, lui a permis de l'approcher pour négocier la construction du collège dans la commune. Cette dernière devait alors fournir le terrain, à charge pour le ministère et la délégation provinciale de construire les bâtiments. Brahim Safini est aussi un intermédiaire privilégié des bailleurs de fonds et des opérateurs de développement comme les Rotary Clubs, l'association Migrations et Développement, la coopération technique belge au Maroc ou les agents de l'AFD ainsi que des fondations d'entreprises comme la RATP. Il maîtrise le langage et les codes de l'aide au développement, voyage souvent en Europe pour aller présenter des demandes de financement, ce qui en fait à la fois un courtier politique local et aussi un courtier du développement tel que défini dans la partie théorique de cette étude.

Dans leur commune d'origine, les profils similaires à celui de Brahim Safini constituent une forme d'opposition à la hiérarchie sociale héritée de la période pré-coloniale, du protectorat et de l'indépendance. Dans cette relative fragmentation de l'élite, des profils inédits de fonctionnaires-militants associatifs participent au développement de leur village tout en déruralisant l'élite locale.

Carte 20 : Distribution spatiale des gardiens de la mémoire dans la commune d'Arbâa Sahel (Maroc)



Les deux autres types de réseaux au Maroc (groupes 1 et 3) s'opposent assez directement sur un grand nombre de variables caractérisant le réseau de citations des autres gardiens de la mémoire.

6.3.2.2. Une élite localisée plutôt traditionnelle

Le **groupe 1** correspond à un réseau de réputation de taille intermédiaire avec en moyenne 7,25 citations. Il est cependant très dense et très concentré spatialement. Ce sont 77 gardiens (53 % de l'ensemble au Maroc) qui disposent de ce type de réseau. Les personnes qui ont cité ces gardiens présentent des caractéristiques sociologiques précises. Ils sont en moyenne plus âgés, moins éduqués et résident pour près de 90% d'entre eux depuis plus de 20 ans dans leur village. De plus, on y retrouve plus rarement des femmes. La taille de leur ménage est également significativement plus élevée. Les membres de ce réseau (alters) travaillent, plus souvent que les autres, dans l'agriculture et sont moins nombreux à se considérer comme appartenant à la classe moyenne ou riche. Ils sont enfin plus souvent membres (et même membres influents) d'une organisation (associations locales de développement, coopératives, *Jmâa*, associations de la mosquée, associations culturelles par exemple) que les autres. C'est un réseau de réputation qui est très représenté parmi les gardiens de la mémoire de Tassousfi. Les deux tiers des gardiens de cette commune disposent en effet de ce réseau. La description faite des alters qui composent le réseau des gardiens de ce groupe correspond à l'image que renvoient les enquêtes par questionnaire auprès de la population de Tassousfi : l'âge moyen de l'échantillon est le plus âgé (48,7 ans contre 47 et 42 ans à Mezguita et Arbâa Sahel), il y a plus d'individus dont le niveau scolaire est inférieur ou égal au primaire et les habitants ont une ancienneté de résidence plus importante. En outre, il faut rappeler, comme indiqué dans la partie 2 de cette étude, la commune de Tassousfi, bien qu'elle soit le lieu historique d'intervention de l'association Migration et Développement, a été moins réceptrice

d'interventions de développement selon nos enquêtes (qualitatives et quantitatives) et nos observations. L'action de l'association Migration et Développement s'est en effet déplacée de son berceau (situé dans le village d'Imgoun) vers d'autres zones du cercle administratif et de la Province[935]. À la différence des autres communes, elle ne compte pas de collège ou de lycée, n'a pas de centre de santé et très peu d'infrastructures sportives ou culturelles. Une partie importante de la population (sans que l'on puisse savoir exactement combien) a quitté les villages de la commune notamment pour aller s'installer à Taliouine, la commune urbaine voisine. Une des raisons qui a poussé les ménages à s'installer là-bas a trait au fait qu'il n'y a pas de lycée ou de transports scolaires efficaces pour que les élèves puissent rejoindre les infrastructures scolaires dans les communes voisines. En outre, il faut noter qu'à la différence de Mezguita ou d'Arbâa Sahel, les ALD n'ont ni le même poids dans le développement de la commune ni la même structuration. À Arbâa Sahel, les différentes ALD sont organisées au moins en partie autour de l'association Tamount Sahel qui joue le rôle de fédération des ALD et à Mezguita, il y a dans chaque *douar* plusieurs ALD avec à leur tête des instituteurs ou des professeurs (de collège ou de lycée) qui disposent de compétences et de contacts (politiques, diaspora etc.) leur permettant de mettre en œuvre des interventions de développement. La dimension touristique est aussi très importante à Mezguita. La commune, située dans la vallée du Drâa, sur la route reliant Ouarzazate et les oasis du désert, compte plusieurs Kasbahs (maison, fort ou citadelle d'architecture berbère) réaménagées et d'hôtels accueillant des touristes. Une partie des hôteliers et restaurateurs ont bénéficié de soutiens publics ou de projets de bailleurs d'aide au développement pour créer leur activité et se sont engagés à reverser une partie des bénéficies dans des projets locaux ou des ALD, développant ainsi le tourisme solidaire. On ne retrouve pas ces différents éléments à Tassousfi où même l'administration de la commune n'est pas considérée par la population comme participant au développement de la

[935] Voir à ce sujet Y. Bourron et J. Ould Aoudia, *Jamal, la revanche du territoire*, *op. cit.*

commune. Elle a d'ailleurs souvent été décrite, et en particulier son président, comme un frein ou un obstacle au travail associatif et à la mise en œuvre de projets (comme les infrastructures scolaires par exemple).

La configuration relationnelle décrite plus haut semble indiquer que ce réseau de réputation est assez représentatif d'une **« élite localisée plutôt traditionnelle »**. Derrière cette acception, on retrouve cependant, parmi les gardiens de ce groupe, des profils très hétérogènes en fonction des communes. C'est une différence notable entre Madagascar et le Maroc où, d'une commune à l'autre (alors qu'il y en a quatre) les gardiens ont des profils et des trajectoires socioéconomiques ainsi qu'un capital social-développementiste similaires. Il ne faut pas oublier, comme indiqué plus haut, que nous ne réalisons pas une typologie des egos/gardiens à partir de leurs caractéristiques socioéconomiques et développementistes mais à partir des représentations des individus et de leurs caractéristiques[936]. Il y aurait alors dans le cas marocain des marqueurs territoriaux plus prononcés que dans les zones d'enquête à Madagascar. En d'autres termes, les profils de gardiens seraient spécifiques aux communes et pourraient dépendre de leurs caractéristiques (niveau d'équipements, proximité avec les centres urbains, structuration de la société civile, activités économiques etc.).

L'encadré 14 présente plusieurs personnes citées (egos) dans ces communes. Notons avant cela une différence dans les profils socioéconomiques, entre d'un côté les égos de la commune de Tassousfi et, de l'autre, ceux de Mezguita et d'Arbâa Sahel. On trouve en effet, au sein de cette élite localisée un grand nombre d'instituteurs (ou d'instituteurs

[936] Une catégorisation différente des élites de la mémoire du développement est proposée dans un ouvrage collectif édité à la suite d'un symposium organisé par l'Université Goethe de Francfort les 9 et 10 novembre 2017 « "History in Oblivion and Overlooked Lifeworlds. Alternative, Perspectives on Non-Governmental Development Work in Africa ». L'ouvrage collectif est en cours de publication: Matthieu BRUN « The custodians of development memory in Morocco : when development projects create new forms of leadership for policy-making » *in NGOs and Lifeworlds* sous la direction de Kathrin Knodel et Melina Kalfelis, édité chez Berghahn.

retraités) à Mezguita (Mohammed Ait Lmaalem et Ahmed Ait Abi) et à Arbâa Sahel (Mohammed Abrouj et Ahmed Kakas) alors qu'à Tassousfi ils sont beaucoup moins nombreux et ce sont les profils d'entrepreneurs (chefs d'entreprise, artisans, hôteliers et restaurateurs) qui ressortent (Said Lfdouaa, Abdallah Bouchou).

Encadré 14 : Notice biographique de gardiens du groupe 1 au Maroc

Mohammed Ait Lmaalem, vice-président de la commune de Mezguita
Le parcours de Mohammed Ait Lmaalem est assez proche de celui de Brahim Safini, le président de la commune d'Arbâa Sahel énoncé plus haut. Mohammed Ait Lmaalem est né en 1958 dans la Kasbah de Tafergalt (aujourd'hui quasiment entièrement abandonnée). La distribution spatiale de sa réputation est d'ailleurs très concentrée dans la partie centre-ouest de la commune (Tamnougalt/Tafergalt) près de la palmeraie et de l'ancienne Kasbah comme l'indique la carte 18**.** Il est le premier habitant de son village à avoir obtenu son certificat d'études primaires, son certificat des études secondaires, son baccalauréat et le premier à avoir été professeur dans un village de la commune. Avant cela, il est parti à Rabat où il a étudié deux ans à l'université avant de revenir précipitamment dans son village au décès de ses parents. Il a vécu la quasi-totalité de sa vie dans la commune où il y possède des terres agricoles qu'il exploite. Sur le plan professionnel, il a aussi travaillé à la délégation provinciale pour l'éducation à Zagora et a été formateur pour les instituteurs de la région. Mohammed Ait Lmaalem a très tôt eu un engagement en faveur du développement de son *douar* et de l'actuelle commune. Avec d'autres instituteurs, avant que ce ne soit légalement possible, il a organisé des comités de développement pour équiper les *douar*s en groupes électrogène, en eau potable, pour construire des équipements hydroagricoles et faire du soutien scolaire. Après que le roi Hassan II, dans un discours royal en 1997, a exhorté les marocains à s'organiser en associations, il a fondé une association avec d'autres instituteurs. Une des premières actions a été de lutter contre le trachome, une maladie contagieuse qui peut conduire à la cécité et qui est très répandue dans le sud du Maroc. Avec l'aide de l'association Helen Keller International (dont il a accueilli la fille du représentant au Maroc en stage dans son *douar*), lui et son association ont mis en place une série de programmes et la distribution de kits qui ont contribué à éradiquer la maladie. Il tire une partie de sa notoriété de son action pour la communauté au sein de l'ALD. Il détient un important capital social-développementiste accumulé au cours de ses mandats de président d'association. Il est aussi engagé en politique dans les mouvements de gauche, depuis qu'il a été étudiant jusqu'à aujourd'hui puisqu'il est vice-président de la commune. Le président, Ahmed Ait Abi est d'ailleurs lui aussi un gardien cité dans le groupe 1.

Abdallah Bouchou, entrepreneur et président de la commune de Tassousfi
Nous disposons de peu d'informations biographiques sur A. Bouchou. Il a accepté de nous rencontrer après de nombreuses tentatives et échecs mais l'entretien a été très court. Il serait né à la fin des années 1930, dans une famille d'agriculteurs et n'aurait pas fait d'études. On le décrit également comme un entrepreneur qui aurait eu des commerces dans la commune et dans d'autres villes du Maroc. Nous ne disposons pas de beaucoup plus d'informations sur sa trajectoire professionnelle ; notons cependant que sa maison, dans laquelle il nous a reçus, témoigne d'un niveau de vie très confortable. Il a aussi fait plusieurs pèlerinages à la Mecque ce qui traduit un niveau de revenu bien supérieur aux autres habitants de la commune. Il est président de la commune depuis 1997, soit 5 ans après sa création par un nouveau découpage administratif. Avant cela (depuis 1963) il représentait Tassousfi auprès des autorités déconcentrées dans le cercle de Taliouine, ce qui lui a permis d'entretenir un réseau dense de relations avec les agents d'autorité. Son réseau de citations est concentré sur la zone d'Imgoun.

Mohammed Id Hamd, salarié de Migration et développement à Taliouine
Comme l'indique la carte 19, Mohammed Id Hamd est exclusivement cité dans le *douar* d'Algou à l'est de la commune, dans la partie la plus isolée de Tassousfi. Il n'y a en effet qu'une piste qui relie le *douar* à la route goudronnée et cette dernière n'est même pas dans la commune de Tassousfi. Mohammed Id Hamd est un des plus jeunes gardiens cités dans nos enquêtes. Il a environ 30 ans mais n'est pas originaire de Tassousfi, ses parents sont venus s'installer après sa naissance, dans le *douar* d'Algou. Bien qu'il vive et travaille à Taliouine, il a toujours sa maison familiale à Algou où il se rend souvent. Mohammed Id Hamd a étudié à l'Université d'Agadir, au moment des Printemps Arabes en 2011. Il était d'ailleurs membre de la section locale du Mouvement du 20 février qui militait pour des réformes constitutionnelles, politiques et sociales. Il luttait aussi au sein de ce mouvement pour la reconnaissance de la culture amazigh et des discriminations dont sont victimes les berbères. A la même époque, il a participé à un programme franco-marocain financé par l'AFD et accompagné par des ONG des deux pays, le Programme Concerté multi-acteurs Maroc (PCM - voir à ce sujet les travaux de Franck Fortuné). Dans nos entretiens, il décrit son engagement politique et sa participation au PCM comme des expériences capitales dans son parcours personnel, au cours desquelles il a beaucoup appris sur le monde de l'aide et du développement. Au cours de ses études, puis après, de manière plus conséquente, il a été bénévole pendant trois ans dans des associations locales à Taliouine, notamment au sein du FIJ (Forum des initiatives de la jeunesse basé à Taliouine et financé par l'AFD, il a exercé plusieurs fonctions au sein du conseil d'administration de l'association dont celle de président) mais aussi dans un réseau d'ONG (le REMAJEC, Réseau Marocain de la Jeunesse et de la Concertation, né à la fin du PCM) et à Migration et Développement. Il est salarié de cette dernière depuis 2015 et occupe le poste d'animateur de projets. Aux dernières élections communales au Maroc il a tenté de présenter sa candidature pour le *douar* d'Algou dans une liste contre l'actuel Président. Il en a été empêché par l'administration qui a considéré que sa résidence principale ne se trouvait pas dans le village.

6.3.2.3. La nouvelle élite jeune et localisée

A partir de l'étude des alters qui composent **le groupe 3**, il semblerait que ce dernier corresponde au réseau de réputation d'une **« nouvelle élite jeune et localisée ».** Cette situation concerne 31 personnes citées comme en sachant le plus sur les interventions de développement, soit 21 % de l'ensemble des gardiens cités. Ils se répartissent sur l'ensemble des catégories professionnelles et on les retrouve de manière très significative dans la commune d'Arbâa Sahel. Cette dernière est située à proximité du chef-lieu de province, Tiznit, une ville de taille moyenne qui bénéficie de sa proximité avec la capitale de région Agadir et où les opportunités économiques sont plus nombreuses, attirant à la fois des personnes de l'extérieur de la province mais générant aussi des emplois pour les jeunes

diplômés dans l'administration, l'industrie ou le tertiaire. Nous avons rencontré un nombre plus important de jeunes diplômés ayant fait des études et qui travaillent dans les environs de la commune qu'à Mezguita ou Tassousfi. La réputation des gardiens est généralement concentrée autour de leur village d'origine mais guère au-delà, ils ont souvent pris part dans l'association locale de développement, gèrent par exemple le service d'eau potable ou des centres culturels pour les jeunes et des clubs pour les femmes ou encore des coopératives. Cela explique le fait qu'ils jouissent d'une réputation réduite à un cercle restreint de 2,9 personnes en moyenne. Cette très faible taille du réseau de réputation est associée à une faible densité et une très grande concentration spatiale. Ces gardiens ont été cités par des personnes disposant d'un profil socioéconomique opposé au groupe précédent. Ce sont plutôt des jeunes (36,8 ans en moyenne), des femmes (65 %), avec moins d'enfants et résidant depuis moins longtemps dans leur village. Ils sont plus nombreux (38 %) à disposer d'un niveau d'éducation de niveau secondaire et plus. Près de 80% d'entre eux se considèrent enfin comme appartenant à la classe moyenne ou supérieure.

Comme pour le groupe 1 à Madagascar (*les gardiens locaux de la mémoire villageoise*), nous n'avons pas pu recueillir de données biographiques de ces gardiens. En raison de la faible taille de leur réseau, ils n'ont pas constitué une priorité pour l'enquête sur le terrain puisque nous avons fait le choix de nous concentrer sur les individus disposant des réseaux les plus grands. Un nouveau terrain serait donc nécessaire pour n'enquêter que les profils moins cités dans une optique plus localisée de la réputation.

6.3.3. Discussion et mise en perspective comparative

La méthode mise en œuvre au Maroc et à Madagascar a été définie pour repérer les personnes identifiées et réputées comme en sachant le plus sur les interventions de développement dans leur commune, c'est-à-dire celles et ceux qui incarnent, à partir de la réputation populaire, la mémoire des expériences de développement. L'analyse des réseaux égocentrés, les gardiens de la mémoire, nous permet ainsi d'examiner et de caractériser la construction de leur réputation et, par là, de définir différents groupes ou élites du développement. Ces observations offrent également la possibilité de comparer les mécanismes de structuration de l'espace social[937] à l'œuvre dans les communes enquêtées. L'espace social que nous traitons ici, du fait même des questions et de notre démarche théorique, est spécifique. Nous proposons en effet une forme de « topologie sociale »[938] et de distribution des places dans le monde social à partir d'une entrée précise et limitée, relative au développement. Cet espace social du développement n'est cependant pas uniquement l'espace développementiste tel que défini par JP Olivier de Sardan[939] puisqu'il ne s'y cantonne pas, il « déborde »[940] de cette configuration.

Il est ainsi possible de saisir la construction locale de la réputation selon des logiques très différentes en fonction des communes d'enquête en dépassant

---

[937] Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984, vol. 52, nº 1, p. 3-14.

[938] *Ibid.*, p. 3.

[939] Défini comme « Cet univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables » J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, *op. cit.*, p. 14..

[940] C. Soriat, *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, *op. cit.*

la seule taille du réseau de citations (le nombre de citations) pour identifier une diversité de profils réputationnels. Ces derniers se différencient à partir de critères multiples que nous avons mis en avant dans les sections précédentes. Nous proposons dans la section qui suit de faire une analyse comparative entre les deux pays et les différentes communes. Nous mettrons en avant les fondements de la réputation et la manière dont, d'un pays à l'autre, les dimensions sociale et socioprofessionnelle peuvent ou non être une variable significative dans la réputation, puis nous interrogerons la place et le rôle des expériences de développement avant d'analyser le poids de la dimension territoriale dans la définition des gardiens de la mémoire.

6.3.3.1. Les marqueurs de la réputation

La comparaison des réseaux de réputation et des espaces sociaux des gardiens de la mémoire entre les deux pays montre tout d'abord une différence significative quant aux marqueurs de la réputation entre les différents groupes cités plus haut.

À Madagascar, les réseaux de réputation des trois groupes sont fondés de manière bien plus significative sur des bases sociales et socioprofessionnelles. Au Maroc, au contraire, la catégorie socioprofessionnelle des individus qui ont répondu aux enquêtes (les *alters*) n'est pas une variable explicative ou discriminante. Ainsi, dans les communes malgaches, ce sont plutôt les individus des classes moyennes et supérieures qui citent dans leur commune les gardiens de types agents d'autorité ou profession intellectuelle. Il y a donc une forme prononcée d'homophilie à Madagascar que l'on ne retrouve pas au Maroc. Au sein de l'espace social ou du champ auquel ils appartiennent, les individus entretiennent ainsi des relations avec ceux dont ils se sentent les plus proches, ceux qui leur ressemblent[941]. Cette différence entre les deux

[941] F. Eloire, « Qui se ressemble s'assemble ? », art cit, p. 104.

territoires peut s'expliquer par les caractéristiques et l'évolution du système élitaire au Maroc et à Madagascar. On notera ainsi, à la suite des travaux d'ELIMAD[942], que les élites à Madagascar sont certes très densément interconnectées et hermétiques mais aussi qu'elles évoluent dans un monde très fort de l'entre-soi activant à dessein leur réseau. L'importance des groupes statutaires et le système de classement symbolique, qui perdurent bien qu'ils soient abolis, expliquent, au moins en partie, le poids des bases sociales des réseaux de gardiens. En outre, pour définir quelqu'un comme porteur de la mémoire du développement, encore faut-il s'en sentir proche et la déconnexion ainsi que l'éloignement symbolique entre l'élite et le reste de la société peuvent être une raison expliquant cette forme d'homophilie dans certains réseaux de gardiens à Madagascar.

Au Maroc, c'est la structure même du réseau qui différencie les groupes décrits plus haut, c'est-à-dire la taille du réseau, sa densité (le nombre de citations par village) et sa concentration (nombre de villages différents où sont cités les individus). Les marqueurs spatiaux et territoriaux sont, en outre, bien plus forts qu'à Madagascar et différencient les groupes de gardiens. L'analyse des différences entre les trois groupes de gardiens révèle, à la différence de la situation d'homophilie à Madagascar, un fonctionnement moins figé et clos de l'élite ainsi que son évolution depuis le milieu des années 1990. En effet, l'élite localisée, plutôt traditionnelle, héritée de la période post-coloniale s'est vue contestée par les courtiers politiques ruraux qui ont acquis une forte notoriété, notamment en raison de l'ouverture et de la libéralisation du pays depuis le début du règne de Mohamed VI, en 1999. Enfin, en particulier depuis le Printemps arabe au Maroc, la nouvelle élite jeune et localisée émerge en contestant les prébendes des élites traditionnelles (groupe 1 et 2 décrits plus haut) et en reconfigurant ainsi l'espace politique à l'échelle locale. Le développement et

[942] M. Razafindrakoto, F. Roubaud et J.-M. Wachsberger, *Les Elites à Madagascar : un essai de sociographie Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*, *op. cit.*

ses avatars ne sont, bien entendu, pas les seuls facteurs à l'origine de la recomposition des élites. Il faut en effet ajouter à cela l'ouverture politique citée plus haut mais aussi les changements démographiques, l'accès à l'éducation et le phénomène migratoire. Cependant, force est de constater que l'aide contribue à recomposer la structuration des sociétés, du pouvoir et de l'élite et participe à la création de « nouveaux itinéraires d'accumulation » comme l'illustrent Richard Banégas et Jean-Paul Warnier dans le cas du Bénin[943] (Voir section suivante de ce chapitre). Le pouvoir dans les contextes malgaches ou marocains demeure fragmenté entre de multiples institutions politiques, religieuses, sociales, issues d'époques différentes – la *Jmâa*, l'association de développement et la commune[944] au Maroc, le *fokontany*, la commune, l'Église, l'ethnie à Madagascar - mais les mondes de l'aide participent à la reconfiguration du pouvoir ainsi qu'à la fabrique de nouvelles sources de légitimité ou de différentes règles. On notera cependant que le degré de reconfiguration du pouvoir à Madagascar est d'intensité plus faible qu'au Maroc. Cela se perçoit notamment dans les groupes et les réseaux identifiés dont les alters et les egos sont plus homogènes à Madagascar qu'au Maroc.

6.3.3.2. Critères de différenciation des trajectoires et parcours socio-professionnels

En croisant les données présentées plus haut avec les informations recueillies lors des entretiens et des *focus groups*[945], nous pouvons définir quatre éléments qui différencient et rapprochent les egos. Ces critères

---

[943] Richard Banégas et Jean-Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, 2001, N° 82, nº 2, p. 6. Voir aussi Peter Geschiere et Piet Konings (eds.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, France : Leiden, Pays-Bas, Karthala ; Afrika-Studiecentrum, 1993, 393 p.

[944] A. Chaker, « Communautés de base traditionnelles et modernes dans la vallée du Draâ », art cit.

[945] Nous avons en effet demandé à nos interlocuteurs les raisons qui selon eux avaient conduit les habitants à citer telle ou telle personne. Il n'a bien entendu pas été possible de le faire pour tous et nous avons sélectionné les egos qui disposaient des réseaux les plus grands.

expliquent également pourquoi ces derniers ont été cités. Le premier des critères correspond à leur statut dans la société et plus précisément la manière dont ils l'ont acquis. Ce critère différencie les individus dont le statut est prescrit, c'est-à-dire assigné par la naissance (Moulay Hassan el Alaoui au Maroc et Bernard Ravelonjato à Madagascar par exemple) et ceux dont le statut est acquis par le mérite ou l'exploitation de dispositions naturelles (Brahim Safini, Mohamed Aït Lmaalem au Maroc et Roger Rakotomalala à Madagascar par exemple). Le deuxième critère de différenciation tient à la forme d'autorité qu'exercent les egos. Si on reprend les critères élaborés par Guy Rocher à partir des travaux de Max Weber[946], les egos peuvent incarner une forme ancienne d'autorité basée sur la tradition ou le charisme (caractère sacré, magique ou héroïque d'un individu) ou une forme moderne d'autorité, dite rationnelle-légale, qui tient moins aux personnes qu'aux fonctions qu'elles exercent (agent d'autorité, maire, enseignant, docteur etc.). En outre, comme le précisent Frédérique Leferme-Falguières et Vanessa Van Renterghem[947], une élite se construit à la fois par le haut et par le bas. Les individus (le bas) peuvent attribuer une forme d'autorité à cette élite mais, dans le même temps, celle-ci trouve sa légitimation dans sa reconnaissance par les autorités en place, qu'elles soient politiques, religieuses ou intellectuelles (le haut). Si le degré a pu varier au cours du temps, force est de constater que les élites citées (au moins celles qui disposent de plus grand nombre de citations) sont reconnues et adoubées par les autorités. Cette légitimation suppose d'ailleurs une collaboration, plus ou moins étroite, avec l'instance qui l'a établie et qui maintient ses prérogatives. Vient ensuite le critère de la maîtrise du savoir propre à l'arène développementiste. La question que nous avons posée portant sur la mémoire des interventions de développement, il est alors normal que cela soit un marqueur de la réputation. Cependant tous les egos n'ont pas la même connaissance ou le même degré d'habileté vis-à-vis de la

[946] Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale 3. Le changement social*, Points., Paris, 1970, p. 135.

[947] Frédérique Leferme-Falguières et Vanessa Van Renterghem, « Le concept d'élites. Approches historiographiques et méthodologiques », *Hypothèses*, 2001, p. 63.

configuration développementiste. Les travaux de Frédérique Leferme-Falguières et Vanessa Van Renterghem nous permettent d'utiliser un dernier critère de différenciation, celui de « la fortune et de la culture »[948]. Elles décrivent ce critère comme étant particulièrement important et surtout dynamique dans les pays qui connaissent des transitions ou des mutations d'une société inégalitaire et fermée dans laquelle la naissance et la tradition sont des éléments fondamentaux vers une société ouverte fondée sur le mérite et la réussite. Ce mouvement de mutation semble particulièrement important au Maroc, bien plus qu'à Madagascar où le poids des héritages de la monarchie demeure très prégnant et où la mobilité sociale reste très difficile[949]. La réputation des egos est ainsi basée sur leur fortune qui est un critère en soi révélateur du talent ou du mérite. Il s'agit du capital économique, qui comprend notamment la possession de foncier ou de biens (par exemple d'un magasin à Madagascar). L'acquisition du savoir et l'éducation sont d'autres marqueurs de la réputation et un important critère de différenciation : plus les individus ont été cités un grand nombre de fois, plus on observe que leur niveau scolaire, voire leur capital culturel, est élevé.

6.3.3.3. Quelle place pour les expériences passées de développement des alters ?

Se pose ensuite la question de la place des expériences passées dans les interventions de développement des alters, en d'autres termes, la participation à des interventions a-t-elle une influence sur le choix des gardiens/egos ? A l'exception du groupe des gardiens locaux de la mémoire à Madagascar (groupe 1) comme l'indique le tableau 19 (distribution des variables de classification par groupe et par pays), l'expérience des projets

---

[948] F. Leferme-Falguières et V.V. Renterghem, « Le concept d'élites. Approches historiographiques et méthodologiques », art cit.

[949] GALIBERT Didier, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, Karthala., Paris, s.n., 2011, 591 p ; M. Razafindrakoto, F. Roubaud et J.-M. Wachsberger, *Les Elites à Madagascar : un essai de sociographie Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*, *op. cit.*

passés par les personnes qui citent les gardiens n'est pas un marqueur significatif. Cela ne veut pas dire que les individus n'ont pas d'expérience de développement ou de mémoire mais que, statistiquement, cela ne constitue pas une variable discriminante dans le choix des gardiens. Il semblerait donc qu'à l'exception du groupe 1 de Madagascar, le fait d'avoir une expérience faible, moyenne ou élevée des interventions de développement n'ait pas d'influence dans le choix des gardiens. Pour le cas de Madagascar, cela semble lié, comme nous le développerons plus bas à la fragmentation du territoire et à la densité des interventions de développement.

Si l'on analyse le poids des expériences passées dans les interventions de développement au Maroc, on constate que c'est une variable qui n'est pas statistiquement déterminante pour le choix des gardiens, dans l'ensemble des communes. Au contraire, l'engagement actuel des individus qui ont répondu (alters) dans une organisation (ALD, association qui gère la mosquée, coopérative, *Jmâa* etc.) a une influence dans le choix des gardiens. Ces résultats peuvent ainsi suggérer que la réputation des gardiens de la mémoire résulte plus de leur statut socioéconomique et symbolique actuel au sein de l'espace social, c'est-à-dire de leur position dans des organisations, que de la réalité ou non de leur implication dans des projets de développement passés. Une autre interprétation de ce résultat pourrait être liée à une forme de biais de mémoire de la part des répondants dans l'enquête : ils utiliseraient une forme immédiate de mémoire, un souvenir récent et quasi-instantanément disponible pour citer des individus. Cette mémoire immédiate serait liée à la participation actuelle à des organisations, c'est-à-dire qu'ils citeraient plus des individus en fonction de leur rôle dans une organisation plutôt qu'en raison de leur mémoire de long terme liée à l'ensemble des projets de développement connus. Cependant, il faut noter que, au regard des entretiens qualitatifs réalisés à Madagascar et au Maroc, l'expérience des interventions de développement des gardiens les plus cités (ceux qui ont les plus grands réseaux, dans le groupe 2 plus spécifiquement) est réelle même si ce n'est pas celle-ci qui la différencie des

autres individus en termes réputationnels. Cette conclusion peut nous permettre d'interroger le lien que nous avons construit entre le fait d'être réputé comme en sachant le plus sur les interventions de développement et la position de gardien ou de porteur de la mémoire. Il semblerait en effet que tous les individus définis dans le cadre de cette recherche ne soient pas des gardiens de la mémoire du développement. Leur notoriété ou leur position dans l'espace social en font des personnes réputées comme telles mais, à l'épreuve des faits, tous ne disposent pas d'un capital mémoire important ni ne l'investissent dans la configuration développementiste et plus généralement dans l'espace public. Les données biographiques de certains représentants des groupes décrits plus haut illustrent bien des différences en termes de connaissances et donc de mémoire.

6.3.3.4. Des territoires (plus ou moins) producteurs de gardiens ?

L'analyse comparative entre les communes marocaines et malgaches montre enfin qu'il est important de prendre en considération la structuration du territoire et la distribution des interventions de développement dans l'analyse des réseaux des gardiens. Nous avons souligné le cas de la commune de Tassousfi au Maroc où il y a une densité plus faible de projets et d'interventions que dans les communes de Mezguita et d'Arbâa Sahel. À Madagascar, il s'agit des communes de Manalalondo et d'Anosibe Ifanja. L'analyse des trajectoires socioprofessionnelles des gardiens de la mémoire dans les autres communes (où il y a eu plus de projets et programmes) montre bien que la dimension territoriale et la structuration de l'espace social sont deux éléments liés. La situation géographique d'Ampefy et de Miarinarivo sur des axes goudronnés et faciles d'accès en font des lieux attractifs pour les professionnels de l'aide. Les gardiens de la mémoire du développement cités bénéficient donc d'une forme de rente stratégique et géographique. Ils sont alors moins dans une position où ils doivent « attirer » dans leur commune les interventions de développement. La fragmentation

spatiale du territoire en Itasy et l'isolement d'une commune comme Manalalondo, accessible après plusieurs heures de 4x4 en saison sèche et très enclavée en saison des pluies, génère des inégalités dans l'accès au développement révélant ainsi des stratégies distinctes et donc des profils de gardiens différents. Le poids de la fragmentation du territoire est moins directement perceptible au Maroc. Les trois communes sont situées sur des axes routiers, même si Tassousfi apparaît comme plus éloignée des axes importants de circulation. Cela peut rendre les deux autres communes plus attractives mais il faut plutôt analyser sur les temps longs les transformations qu'ont connues ces communes et les trajectoires des acteurs qui y sont cités. La présence d'un large réseau associatif à Mezguita et à Arbâa Sahel avec plusieurs ALD et des élus, dans la commune, insérés dans les mondes de l'aide explique la densité des projets et donc la structuration de l'espace social autour de ces figures du développement qui sont beaucoup moins présentes à Tassousfi.

Les configurations de réseaux de citations analysées ici permettent de mettre à jour une diversité de profils d'individus qui sont reconnus par les habitants des communes comme étant les personnes qui en savent le plus sur les interventions de développement. Comme nous l'avons signalé plus haut, tous ne constituent pas une élite du développement. Les sections précédentes nous ont en effet permis de mettre en lumière les différents gardiens de la mémoire qui sont plus ou moins cités par la population. Nous avons considéré que les membres de cette élite du développement étaient ceux qui disposaient des réseaux les plus larges, c'est-à-dire ceux qui ont été les plus cités et nous avons travaillé sur leurs trajectoires afin d'identifier les ressources dont ils disposent, dans l'objectif de s'interroger sur l'émergence (ou le renforcement) des leaderships locaux et le rôle de ces derniers dans l'action publique.

6.4. De nouvelles formes de *leadership*, des acteurs inédits de l'action publique

Sur le terrain, nous avons enquêté de manière plus approfondie sur un nombre limité d'égos dont les réseaux de citations sont les plus grands[950]. Cet échantillon d'individus n'a pas vocation à être statistiquement représentatif. Reconnus par un plus grand nombre de personnes, nous explorons dans cette section l'hypothèse selon laquelle ils constituent une forme d'élite locale du développement, disposant de pouvoirs et d'autorité, ce qui leur permet d'asseoir leur leadership et de participer à l'action publique sur le territoire auquel ils appartiennent. Pour rappel, nous utilisons une conception souple du terme élite, s'agissant de ceux qui sont « choisis » ou « distingués »[951] ou qualifiés « de meilleurs dans leur champ de compétences » [952]. Il faut aussi préciser que nous ne considérons pas le pouvoir dans une perspective substantialiste mais plutôt dans une acception relationnelle ou interactionniste. Le pouvoir n'est pas une *chose* qu'un individu possède ou gagne, il naît une relation, réciproque et déséquilibrée[953]. Cela explique notamment pourquoi notre travail ne participera pas à la définition, bien trop normative, des qualités d'un *bon leader*. Les individus que nous avons identifiés comme membres de cette élite peuvent alors s'inscrire, à d'autres échelles par exemples, dans des relations où ils ne sont pas en position de domination. Le pouvoir de cette élite peut donc varier, en termes d'intensité mais aussi sur le plan diachronique et synchronique, c'est-à-dire en fonction des configurations et du temps.

---

[950] Il s'agit au Maroc de Brahim Safini, Moulay Hassan el Alaoui, Mohamed Abhri, Abdallah Bouchou, Mohammed id Hamd Mohamed Ait Lmaalem, Ahmed Ait Abi et à Madagascar de Joseph Rakotozananiriana, Roger Rakotomalala, Rafidy, José Rakotovazaha, Bernard Ravelonjato et Célestine Rabemananjara.

[951] W. Genieys, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*

[952] V. Pareto, *Traité de sociologie générale*, *op. cit.*

[953] Michel Foucault, *Dits et écrits : 1954 - 1988*, Paris, Gallimard, 1999, p. 794.

Cette section a pour objectif d'analyser les trajectoires de ces individus, les attributs de leur autorité et de s'interroger sur les éléments qui créent de nouveaux types de leadership, fondés, au moins en partie, sur l'expertise dégagée de la mémoire des interventions de développement. L'idée développée est que, si les ressources décrites plus bas contribuent à renforcer leur autorité, cette dernière l'est aussi par leur rôle de représentation et d'intermédiation mais surtout par leur implication dans l'action publique. Celle-ci passe par un usage clientélaire des ressources mais cela se ferait, au moins pour le cas du Maroc, dans des contextes de synergie entre demande sociale et clientélisme. À partir de l'analyse des caractéristiques et des trajectoires de ces gardiens, nous interrogerons également les logiques de fonctionnement de l'action publique au Sud. Trois questionnements ont guidé notre travail autour des notions de secteurs[954], de territoires et d'élite : quel rôle ces gardiens occupent-ils dans la sectorisation des politiques publiques et n'affirment-ils pas une vision désectorisée de l'État considérant leur multipositionnalité et leur expertise trans-sectorielle ? En quoi sont-ils des acteurs dominants de la territorialisation de l'action publique ? Forment-ils une élite du développement, c'est-à-dire un groupe structuré exerçant un pouvoir sur l'action publique dans la durée[955] ?

Il nous faut cependant préciser que l'accès à ces individus ainsi que le travail de reconstruction de leur trajectoire socio-professionnelle a été plus facile au Maroc qu'à Madagascar. Cela s'explique à la fois par la disponibilité des individus ainsi que par notre propre capacité à saisir les réalités sociales, politiques, symboliques et culturelles dans lesquelles s'inscrivent leurs

---

[954] La notion est comprise ici dans une perspective d'analyse cognitive des politiques publiques, c'est-à-dire comme « une structuration verticale des rôles sociaux qui définit les règles de fonctionnement, de sélection des élites, d'élaboration de normes et de valeurs spécifiques, de fixation de ses frontières, etc » P. Muller, *Les politiques publiques*, *op. cit.*

[955] William Genieys et Patrick Hassenteufel, « Entre les politiques publiques et la politique : l'émergence d'une « élite du Welfare » ? », *Revue française des affaires sociales*, décembre 2001, n° 4, p. 41-50.

trajectoires. Madagascar, à bien des égards, reste une société qui ne se laisse que difficilement pénétrer tandis que notre pratique du terrain marocain (ainsi que de la langue) a certainement facilité nos enquêtes dans ce pays. Le niveau et la densité des informations sur les différents individus présentés ici peuvent donc largement varier. Nous opérerons donc des points de comparaison entre les deux pays bien que cette section fasse apparaître un traitement plus complet du cas marocain. De plus amples investigations et de nouveaux terrains de recherche seraient nécessaires à Madagascar, ce qu'il n'a pas été possible de faire dans le cadre de cette recherche.

Cette dernière section est organisée en quatre temps. Après avoir dressé une liste des ressources sur lesquelles prennent appui les membres de cette élite permettant ainsi d'éclairer les mécanismes de conquête et de stabilisation des positions de pouvoirs (6.4.1) nous mettrons en avant que ces gardiens de la mémoire ont des appartenances territoriales, institutionnelles, sociales et politiques multiples et qu'ils exercent un monopole de représentation (6.4.2). Ces différents éléments nous conduiront ensuite à caractériser leur leadership sur l'action publique et l'utilisation des ressources faite par les gardiens dans une logique clientélaire. Nous discuterons enfin ces résultats à la lumière de la sociologie de l'action publique autour des notions de sectorisation, de territorialisation des politiques publiques et d'élites.

6.4.1. Les ressources utilisées : acquérir et renforcer des positions de pouvoir

Cette première section revient sur la reconnaissance dont disposent les acteurs qui sont perçus comme détenteurs du savoir relatif au développement. Elle nous conduira à interroger à la fois les fondements de leur réputation et les ressources qu'ils mobilisent pour renforcer leur position

et capter des positions de pouvoir au sein des configurations développementistes locales et plus largement. Nous avons, en effet, choisi d'analyser ces acteurs non seulement au regard de leur mémoire du développement et surtout des ressources dont ils disposent à partir de leur connaissance mais aussi de leur pratique des interventions et des configurations de développement au cours du temps. Ces ressources qui sont interdépendantes sont d'ordre multiple (sociales et positionnelles ; matérielles et financières ; de connaissances). Elles expliquent les raisons pour lesquelles ils ont été choisis par les enquêtés et permettent ainsi de définir les attributs (cumulables) de l'élite du développement. Ces ressources peuvent être d'ordre symbolique, c'est-à-dire tenir à des représentations, ou d'ordre matériel, c'est-à-dire tangible.

Ressources sociales et positionnelles

En raison de leur implication dans la vie associative, comme présidents ou membres d'association, comme agents d'autorité ou comme élus, les acteurs que nous avons identifiés disposent d'un capital social important et reconnu par la population. Ils sont ainsi des interlocuteurs privilégiés des bailleurs de fonds et des opérateurs, étrangers notamment. L'intensité de cette relation varie en fonction de la position sociale des acteurs : les agents d'autorité, au Maroc comme à Madagascar, sont des interlocuteurs pour accéder aux populations, ils occupent un rôle de garde-barrière mais ne sont pas, à la différence de présidents de communes, d'élus ou de responsables associatifs, en capacité de discuter le fond des interventions. Leur pouvoir de nuisance est cependant important, comme nous l'avons évoqué précédemment, dans la mesure où ils sont souvent consultés pour identifier qui, dans la population, a besoin d'être ciblé par une intervention (comme dans le cas des programmes travail contre salaire – HIMO où les présidents de *fokontany* à Madagascar participent à la sélection des ménages les plus pauvres). Les maires, présidents de commune et responsables associatifs peuvent également, à des degrés divers, avoir accès aux délégations

provinciales ou régionales, aux fonctionnaires des services techniques, aux membres des parlements, aux ministères et plus généralement à une série d'acteurs situés à des positions dominantes dans l'espace politique, économique et social. De par ces implications, ils augmentent leur capital social puisque la mise en œuvre des interventions de développement ou des politiques publiques leur offre la possibilité de nouer des contacts avec de nombreux individus. Une partie d'entre eux (Brahim Safini, Mohammed Ait Lmaalem, Bernard Ravelonjato ou Célestine Rabemananjara) sont régulièrement en déplacement dans leur pays, voire à l'étranger, pouvant ainsi établir des contacts dans des réseaux très variés. Ces multiples déplacements et appartenances sont souvent source d'admiration dans les villages, renforçant ainsi le prestige et le capital symbolique. Au cours des entretiens avec ces acteurs, ils ont insisté sur leur proximité et la reconnaissance notamment des étrangers, nous montrant des photographies ou citant les occasions au cours desquelles ils ont accueilli, dans leur commune ou village des représentants d'autres pays (visite d'une délégation d'une ambassade à Manalalondo par exemple ou d'une ONG internationale et de bailleurs de fonds à Mezguita). Certains acteurs, comme Brahim Safini ou Bernard Ravelonjato et Célestine Rabemananjara ont de multiples appartenances, associatives (élus dans plusieurs associations), développementistes (experts pour des opérateurs, consultants ou consultés par les bailleurs dans la réalisation de plans de développement), administratives (fonctionnaires, membres de groupes de travail sectoriels), politiques (appartenance à des partis politiques), économiques et religieuses. Ils assimilent ainsi une série de normes, de codes et de règles qui sont propres à des espaces socio-politiques parfois cloisonnés.

Ressources matérielles et financières

A la différence des profils décrits par les études sur le courtage associatif, à l'exception de Bernard Ravelonjato quand il a travaillé comme consultant et expert ou de Célestine Rabemananjara quand elle travaillait pour l'ONG du

Père Pédro (voir *infra*), les acteurs étudiés ici ne dégagent pas de revenus de la configuration développementiste. Pour la plupart, ils ne sont pas salariés d'associations et n'ont pas d'activités rémunérées de courtage. À l'exception des agents d'autorité[956], les acteurs identifiés ont néanmoins des revenus plus élevés que le reste de la population et vivent dans de meilleures conditions matérielles. Ce constat est particulièrement frappant à Madagascar où l'on observe un écart très important entre les acteurs cités et le reste de la population de la commune. Ils disposent par exemple d'une maison avec l'électricité, l'eau et le confort moderne, de voitures et souvent avec chauffeurs. Notons d'ailleurs qu'une partie d'entre eux (les deux députés cités plus haut par exemple) ont une résidence en dehors de la commune. Au Maroc, l'écart est réel mais n'est pas aussi important qu'à Madagascar. Au cours des entretiens, les acteurs marocains ont, à plusieurs reprises, insisté sur le fait qu'ils ne cherchaient pas d'enrichissement, qu'ils ne possédaient qu'une modeste maison au village et parfois une autre dans une ville proche, une voiture pour se déplacer et qu'ils n'avaient que des salaires d'enseignants ou de retraités. Comme signalé plus haut, la « fortune » demeure cependant un critère important de prestige et de pouvoir. Le fait de posséder un véhicule 4x4 à Madagascar est par exemple un signe extérieur de richesse valorisé par la population qui ne voit la plupart du temps que des *vazahas*[957] au volant de ces véhicules. Il faut aussi et surtout considérer les ressources matérielles et les moyens opérationnels dont disposent les élus et membres d'associations : ils ont en effet accès à des locaux, des moyens budgétaires, du capital physique. De plus, les interventions et projets de développement sont souvent l'occasion de dons de matériel aux associations. Les ALD au Maroc ou l'association ADM à

[956] Les revenus que leur confère leur fonction sont faibles, dans le cas de Madagascar ils n'ont d'ailleurs souvent pas été rémunérés depuis plusieurs mois (au moment de notre enquête), ils ont donc d'autres occupations ou métiers, ils peuvent être agriculteurs, commerçants ou artisan.

[957] Voir dans le chapitre premier la définition de ce terme qui signifie une exclusion symbolique de la collectivité et sert le plus souvent à désigner les étrangers blancs européens (mais pas uniquement). Lire à ce sujet C. Papinot, « « VAZAHA - L'étranger » », art cit.

Manalalondo ont ainsi reçu des bancs, des tables, des machines à coudre, des ordinateurs, des semences etc. Les dons sont faits parfois en nature mais peuvent aussi être financiers pour le fonctionnement de l'association. Comme le montre Clément Soriat dans l'analyse des courtiers associatifs de la lutte contre le sida au Bénin, ces ressources matérielles et financières alimentent une « économie de la redistribution »[958] qui offre aux responsables associatifs la possibilité de mettre en scène leur générosité et leur réussite et d'obtenir ainsi le prestige, la notoriété et la reconnaissance publique qui constituent une forme de capital symbolique. Les dons de matériels aux habitants sont d'ailleurs très souvent mis en scène, que ce soit au Maroc et à Madagascar et sont l'occasion d'une fête à laquelle participent les acteurs cités ici. A plusieurs reprises, des photographies de ces cérémonies nous ont été montrées au Maroc et à Madagascar.

Ressources de connaissances

Comme nous l'avons signalé plus haut dans cette étude (chapitre 5 et début du chapitre 6), les acteurs ont un capital de savoir développementiste plus élevé que le reste de la population. C'est d'ailleurs cet élément qui nous a conduit à les identifier puisqu'ils sont réputés, au moins en partie, pour cela. Cette mémoire est un élément essentiel de leur autorité, ils savent quand ont eu lieu les interventions, qui a pu les mettre en œuvre ce qui leur donne un avantage conséquent vis-à-vis du reste de la population dont la mémoire est fluctuante mais surtout vis-à-vis des acteurs externes au village qui n'ont pas ce capital mémoire[959]. Le degré de connaissance varie bien entendu parmi les acteurs que nous avons identifiés. Les agents d'autorité ont ainsi des connaissances limitées à un périmètre socio-territorial restreint (voir section 5.2.1) alors que les élus, enseignants ou présidents d'association détiennent des savoirs et un capital culturel plus détaillé. La force des notabilités

[958] C. Soriat, *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, *op. cit.*, p. 222.

[959] Voir les chapitres précédents et notamment le chapitre 4 de cette étude.

spatiales diffère donc en fonction de l'épaisseur de ce capital. Leurs engagements développementistes et associatifs, voire dans certains cas leur pratique professionnelle, leur permettent d'acquérir des compétences et des savoir-faire variés. Ils peuvent notamment participer à des formations au cours desquelles ils captent des savoirs sectoriels (santé, agriculture, éducation etc.) ainsi que des connaissances propres aux mondes de l'aide comme les concepts et modes (développement durable, genre, modèles participatifs), à la vie associative (administration, comptabilité, prise de parole, animation) ou des aspects liés au Nouveau management public (*New Public Management*) comme la gestion de projet, le suivi évaluation ou le marketing. Une partie de ces acteurs (Brahim Safini ou Ait Lmaalem au Maroc et Rafidy, Bernard Ravelonjato ou Célestine Rabemananjara à Madagascar) sont d'ailleurs capables de dresser une cartographie précise des bailleurs de fonds et de leur mode d'action ainsi que des grands programmes de l'État et des politiques publiques mises en œuvre. La connaissance des échelles du développement, depuis le village jusqu'au niveau international, leur permet d'articuler les niveaux de décisions et de mise en œuvre des projets allant jusqu'à jouer avec les contraintes propres à chaque échelle[960]. On peut enfin tirer un enseignement des trajectoires de ces élites qui ont un parcours associatif et sont (ou ont été) élus dans les communes ou à la députation. Il semblerait en effet que le pouvoir local soit exercé par celui ou celle qui a une perception claire de la configuration développementiste. Il faudrait alors se demander si c'est une condition nécessaire (et obligatoire ?) pour l'exercice du pouvoir local dans les pays sous régime d'aide : le leadership local peut-il se passer de ces connaissances et de la maîtrise d'un capital développementiste dans des contextes qui sont déjà largement extravertis au Maroc et le sont de plus en

[960] À ce sujet, on citera les travaux d'Angéline Chartier qui portent sur la région Itasy et qui analysent les multi positionnements des acteurs malgaches ainsi que les jeux d'alliances à plusieurs échelles dans la mise en œuvre des réformes de décentralisation : A. Chartier, *Transferts et appropriations de modèles de développement dans les pays du Sud : pour une analyse du (dys)fonctionnelment de l'aide : l'exemple de la décentralisation en Haïti et à Madagascar*, *op. cit.*

plus à Madagascar et qui sont aussi perméables aux transferts et aux greffes de ressources issus des mondes de l'aide ?

6.4.2. Des acteurs multipositionnés exerçant un monopole de représentation

La présentation des trajectoires socio-professionnelles des acteurs que nous étudions dans ce chapitre révèle des appartenances territoriales, institutionnelles, sociales et politiques multiples. Le cas de Bernard Ravelonjato à Madagascar l'illustre : il est à la fois inséré dans les milieux partisans et parlementaires du fait de son ancien mandat, aux échelles locales, à Miarinarivo ainsi que dans la capitale où il a une maison, en plus de celles qu'il possède à Miarinarivo. Ensuite, il est également familier de l'administration centrale et déconcentrée ainsi que des configurations développementistes locales (au-delà de son rôle comme consultant dans plusieurs projets, il possède aussi à Miarinarivo l'immeuble dans lequel est installé Pasmi), régionales et internationales, sans oublier le monde académique malgache et français, en raison de son doctorat en sciences obtenu en France. Enfin, il est aussi familier du monde de l'entreprenariat. Il en va de même pour Mohammed Aït Lmaalem, dans le Drâa qui circule entre les sphères politiques, administratives, culturelles et associatives et ce, à plusieurs échelles. Les deux acteurs développent ainsi leur multipositionnalité, définie par Luc Boltanski comme l' « aptitude socialement conditionnée à occuper simultanément plusieurs positions sociales dans un ou plusieurs champs[961] »[962]. Ce chevauchement de positions[963] dans les

[961] Comme indiqué dans le chapitre 5 (section 5.2.1) le champ désigne un espace dans lequel les acteurs sont en concurrence pour le contrôle des différentes formes de capital et de pouvoir.

[962] Luc Boltanski, « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 1973, vol. 14, n° 1, p. 12.

[963] Voir à ce sujet les travaux sur le *straddling* (chevauchement en anglais), Jean-Pascal Daloz, « Au-delà de l'État néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche

sphères publiques et privées et ces appartenances à différents champs constituent des ressources et des marqueurs de pouvoir. Ce dernier étant éclaté dans de multiples environnements, les acteurs décrits ici jouissent également de légitimité dans ces arènes et pas uniquement au niveau local. L'accumulation de pouvoir à plusieurs échelles permet alors à ces acteurs d'accroître leurs ressources. De plus, cette légitimité externe ou croisée, renforce d'autant leur position dans la commune où ils habitent et où nous analysons leur réputation. En intériorisant les registres, les règles, le vocabulaire et les normes de ces différents espaces aux échelles multiples de l'action publique, ces acteurs remplissent le rôle d'intermédiaire et de porte-parole. À l'image de ce que démontre Clément Soriat dans les arènes de lutte contre le sida au Bénin, ces acteurs sont au « carrefour des univers à mettre en relation »[964] et font de la traduction entre des univers séparés[965]. Dans le cas des projets de développement et de la production de l'action publique, les gardiens de la mémoire qui occupent des positions de pouvoir et de décision sont au niveau local les intermédiaires privilégiés des bailleurs de fonds et des opérateurs pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement. Ces positions interrogent alors leur rôle dans la formulation des problèmes publics et des solutions. Plus encore cette multipositionnalité à plusieurs échelles questionne les échelles et le rôle de ces acteurs dans la territorialisation de l'action publique (voir *infra*). Cependant, il faut noter que ces individus ne sont pas pour autant, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, des courtiers (*brokers*) professionnels du développement (voir section 6.3). Ils cultivent cette relation de manière informelle, dans des réseaux d'interconnaissances, lors de réunions entre les acteurs du territoire et les bailleurs ou d'évènements

élitaire », *Revue internationale de politique comparée*, mars 2007, Vol. 13, nº 4, p. 621.

[964] C. Soriat, *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, *op. cit.*, p. 237.

[965] Voir aussi à ce sujet les travaux d'Henri Mendras sur les médiateurs entre sociétés paysannes et sociétés englobantes, H. Mendras, *Les sociétés paysannes*, *op. cit.*

(inaugurations, conférences, visites de terrain etc.) confirmant ainsi ce que souligne Olivier Nay et Andy Smith :

> « Les liens transversaux dans l'espace public sont loin d'être toujours le résultat de procédures publiques encadrées par le droit et mises en œuvre par des agents professionnels. Ils se constituent le plus souvent de façon informelle dans la succession des rencontres organisées entre représentants, chargés d'agir pour le compte d'institutions formelles »[966].

De plus, il faut analyser cette position dans une perspective diachronique et ne pas considérer que c'est leur actuelle position d'élus qui fait d'eux des intermédiaires, mais que c'est cette capacité d'intermédiation ainsi que les caractéristiques de gardiens de la mémoire développées plus haut qui leur ont permis d'être élus. Les cas de Brahim Safini, de Mohammed Ait Lmaalem ou encore de Célestine Rabemananjara l'illustrent puisqu'avant d'être élus ils occupaient déjà des fonctions de porte-parole entre la population et les mondes de l'aide. Ces deux univers ne peuvent en effet que difficilement communiquer ensemble et c'est la raison pour laquelle le porte-parolat doit être compris à double-sens : ces acteurs représentent les individus auprès des bailleurs et opérateurs et dans le même temps ils traduisent et représentent les institutions développementistes auprès de la population. Ceci est permis par les légitimités croisées mentionnées plus haut. Cette aptitude à parler au nom des populations et au nom des financeurs ou des acteurs publics les rend ainsi indispensables, faisant d'eux des « points de passage obligés »[967] dans l'espace de production de l'action publique et plus précisément dans les opérations de traduction entre les différents univers qui

---

[966] Olivier Nay et Andy Smith, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions » dans *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Economica., Paris, 2002, p. 18.

[967] Michel Callon, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, 1986, nº 36.

y participent. Le concept de traduction, développé par Michel Callon et Bruno Latour, prend tout son sens dans les contextes que nous avons étudiés où la production de l'action publique est fortement fragmentée et internationalisée. Il renvoie aux processus par lesquels « un acteur ou une force se permet ou se fait attribuer l'autorité de parler ou d'agir au nom d'un autre acteur ou d'une autre force »[968]. Ainsi, à plusieurs reprises au cours des entretiens a-t-on pu nous dire que Brahim Safini sait ce dont la population a besoin, qu'il connaît les attentes des habitants de la commune et qu'il était le mieux placé pour demander aux bailleurs de fonds des équipements ou élaborer des programmes. De l'autre côté, les bailleurs ainsi que l'administration marocaine nous ont plusieurs fois répété qu'il est leur interlocuteur privilégié. Ces acteurs exercent donc un monopole de représentation, qu'il faut aussi comprendre au-delà du fait de porter la parole et de traduire des éléments entre des mondes séparés[969]. Ils disposent en effet d'un monopole de représentations cognitives. En d'autres termes, ils participent (voire en maîtrisent les étapes) à la construction d'un sens commun[970] à partir d'une pluralité de rationalités, celles du projet, du territoire, de l'aide etc[971]. Il faut à ce titre noter une différence significative entre les visions que les acteurs marocains et malgaches se font du développement. Au Maroc, les discours des gardiens sont marqués par la récurrence du vocabulaire des besoins de la population dans une perspective très ascendante ou *Bottom*-Up : le développement et les interventions devant répondre aux besoins de la population et s'y adapter. À Madagascar, l'analyse du discours des gardiens est au contraire très marquée par les pratiques descendantes ou *Top-Down*. Dans les discours de Célestine

---

[968] Michel Callon et Bruno Latour, « Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il ? » dans Madeleine Akrich (ed.), *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines, 2013, p. 11.

[969] Sophie Jacquot et Charlotte Halpern, « Aux frontières de l'action publique : L'instrumentation comme logique de (dé)sectorisation » dans *Une French touch dans l'analyse des politiques publiques ?*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 64.

[970] O. Nay et A. Smith (eds.), *Le gouvernement du compromis*, *op. cit.*

[971] *Cf.* chapitre 5, section 1.4 de cette étude dans laquelle sont analysées les différences de mémoire et les conséquences qu'elles occasionnent en termes de domination politique et de création de représentations collectives.

Rabemananjara et de Bernard Ravelonjato, on observe une forte prégnance des relations verticales : le développement demeurerait une affaire de notables, d'*andriana*, dans laquelle la population n'a pas son mot à dire. On retrouve d'ailleurs une forte présence du vocabulaire propre à l'imaginaire royal malgache d'avant la colonisation dans les discours de ces acteurs, avec notamment le rôle et les obligations (bienfaisance économique, entretien des tombeaux, dons aux obsèques et aux communautés religieuses etc.) des nobles et des notables dans ces territoires « éloignés du souverain » (*tany lavitra andriana*).

Ainsi, les gardiens de la mémoire à Madagascar mentionnés plus haut sont-ils plus proches du monde du développement, de celui des bailleurs et de l'élite urbaine que ceux identifiés au Maroc. Les intermédiaires décrits dans le cas du Maroc sont placés plus près des populations qu'ils représentent dans le cadre de leurs différentes fonctions. Les gardiens malgaches accumulent ainsi plus de ressources relevant de l'échelle internationale. En cela, ils se rapprochent des individus décrits dans la littérature sur les transferts internationaux de politiques publiques comme les « généralistes/courtiers, généralistes de l'interface »[972], « acteurs intermédiaires importateurs »[973], « transfer brokers »[974], « policy entrepreneurs »[975].

---

[972] O. Nay et A. Smith, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », art cit.

[973] Aurélie Latoures et Christian Coulon, *Saisir l'État en action en Afrique subsaharienne : action publique et appropriation de la cause des mutilations génitales féminines au Mali et au Kenya*, France, Atelier national de reproduction des thèses, 2009.

[974] Diane Stone, « Transfer agents and global networks in the 'transnationalization' of policy », *Journal of European Public Policy*, janvier 2004, vol. 11, nº 3, p. 545-566.

[975] John W. Kingdon, *Agendas, Alternatives, and Public Policies, Update Edition, with an Epilogue on Health Care*, 2 edition., Boston, Pearson, 2010, 304 p.

6.4.3. Un leadership sur l'action publique locale s'exerçant dans des contextes de clientélisme exigeant

Les acteurs que nous avons décrits ici jouent un rôle important dans la vie et la transformation des communautés. Leur fonction d'intermédiaire leur confère un important leadership local, renforcé par leur multipositionnalité et leurs appartenances multiples. Bien que dans le cas marocain, le leadership des figures que nous avons décrites plus haut ne soit que peu remis en question, il faut conserver à l'esprit dans une optique wébérienne et relationnelle du pouvoir, que, comme le souligne Frédéric Sawicki[976], le leadership demeure une position temporaire et conjoncturelle qu'il ne faut pas sacraliser. Un acteur peut se trouver en position favorable à un moment donné ou dans un contexte particulier et peut se retrouver dans une position toute différente à un autre moment.

Jamais figé, le leadership est fondé sur une asymétrie de pouvoir entre le leader et les individus sur lesquels il s'exerce. Le but du leader est de conserver la stabilité de sa position comme l'explique Frédérick George Bailey[977], ce qui sous-tend un système d'échange dans des logiques informelles pouvant s'apparenter à du clientélisme. Jean-François Médard définit cette notion comme « un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client qui contrôlent des ressources inégales »[978]. Dans notre cas d'étude, il y a donc de nouvelles ressources économiques,

---

[976] Frédéric Sawicki, « Leadership politique : un concept à remettre sur le métier ? » dans Andy Smith et Claude Sorbets (eds.), *Le leadership politique et le territoire: les cadres d'analyse en débat*, Rennes, Presses Univ. de Rennes, 2003, p. 71-88.

[977] Frederick George Bailey, *Les Règles du jeu politique : étude anthropologique*, Presses Universitaires de France, 1971, 276 p.

[978] Jean-François Médard, « Clientélisme politique et corruption », *Revue Tiers Monde*, 2000, vol. 41, n° 161, p. 177.

matérielles et symboliques qui découlent du développement et qui sont à redistribuer. Or, tout le monde n'est pas à même de les exploiter et d'en effectuer la redistribution. On constate ainsi, dans le cas du Maroc[979], une synergie entre la demande sociale de développement et le clientélisme. Prenons le cas de la commune d'Arbâa Sahel pour illustrer cette idée. Les entretiens nous conduisent à dire que la population s'accorde et consent à un fonctionnement de la société basé sur un mode de régulation néo-patrimonial lui-même fondé sur le patronage. Cependant ce consentement n'est acquis qu'à la condition que les allégeances au patron créent des bénéfices en termes de développement. En d'autres termes, la population accepte le système de clientélisme dans la mesure où elle a un meilleur accès aux services, à des infrastructures (eau, route, électricité, écoles etc.) et où elle perçoit les effets des interventions de développement sur son quotidien. Bien que le clientélisme échappe à tout encadrement juridique, entre des individus disposant de ressources inégales (le « patron » et ses « clients »)[980], il ne doit surtout pas être limité à une instrumentalisation utilitariste[981] ou apparenté de manière automatique à de la corruption. Au contraire, dans le cas de la commune d'Arbâa Sahel au Maroc, les « clients » ont des exigences et des attentes fortes vis-à-vis du « patron » (Brahim Safini). Ils les ont d'ailleurs clairement exposées au cours des entretiens. Dans la commune, le commerce des attentes de la population et des liens avec les mondes de l'aide est géré par plusieurs institutions au centre desquelles se trouve toujours Brahim Safini. Il est l'actuel président de la commune et, bien qu'il n'en soit plus le président officiel, il dirige encore l'association de développement de la commune, Tamount Sahel, après l'avoir créée et longtemps dirigée. Tamount Sahel est une « super-ALD communale » qui capte de multiples financements et soutient les ALD

[979] Notre pratique du terrain à Madagascar n'a pas été suffisante pour pouvoir comparer ou analyser les pratiques clientélistes attachées aux mondes de l'aide.

[980] Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, France, Presses Universitaires de France, 1998, p. 2.

[981] Jean-François Médard, « Postface » dans Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki (eds.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, France, Presses Universitaires de France, 1998, p. 307-316.

des différents villages ou douars. Le président actuel de Tamount Sahel le reconnaît en disant que Brahim Safini tire les ficelles, bien qu'il ne soit pas Président de l'association. Selon lui, c'est la meilleure chose à faire pour l'efficacité du développement car Brahim Safini dispose du carnet d'adresses et sait comment répondre aux appels à projets et où demander des financements. Ces fonctions ainsi que celles de responsable d'autres associations (il est actif dans l'association Bani basée à Tiznit dont le périmètre d'action porte sur le social, l'éducation et le handicap) ou encore de l'internat (*Dar Talib-Taliba*) lui permettent de mobiliser des financements (et surtout des co-financements, de plus en plus demandés par les bailleurs), de contourner certaines procédures administratives et de multiplier les partenaires dans les projets, pour satisfaire les attentes des professionnels de l'aide. Ce qui pourrait sembler de l'extérieur être un fonctionnement démocratique et équilibré apparaît plutôt comme une façade et un mode d'organisation jugé efficace par la population pour financer des projets et attirer des bailleurs. Selon les personnes avec qui nous nous sommes entretenus, il s'agirait d'une « arme efficace » pour le développement de la commune, comme l'illustrent ces extraits d'entretiens :

> « C'est toujours en coordination avec Tamount qu'on fait des projets dans notre association locale, la piste par exemple a été réformée en 1998 en coordination avec Tamount parce que Brahim Safini avec ses amis c'est un exemple pour nous, il est un exemple, il est notre exemple dans l'action associative au niveau de Tamount et de toute la commune. Vous savez ici on ne distingue pas le président de la commune et le président de Tamount, en même temps il est président à la commune et président de l'association Tamount. Il a les deux casquettes, commune et association. C'était très utile d'avoir ces deux casquettes (…). Je répète et je note bien qu'avec cette politique-là, d'avoir deux casquettes, on a bien gagné. J'ajoute que Safini préside aussi une autre association, c'est l'association de la maison de l'étudiant et de l'étudiante son objectif de cette association, c'est un internat une

auberge pour les étudiants et étudiantes, Dar Talib-Taliba. Donc, par exemple, quand la commune veut réaliser un projet sur le terrain, ils doivent avoir des partenaires, donc le plus souvent c'est Tamount et parfois c'est Dar Talib et les autres conseils et élus. Quand le président a trois casquettes, il ne rencontre pas de difficultés, il prend les décisions et les autres applaudissent, c'est pour ça que je dis qu'on a bien gagné. Parce qu'il y a tellement de difficultés avec la démocratie des établissements et des associations, on se demande toujours qui va prendre la décision, et ça prend du temps alors que lui Safini, il n'a pas ces difficultés, il est parvenu à réaliser tellement de projets, pour l'eau, l'éducation, l'agriculture, même l'industrie et le tourisme, c'est grâce à cela ».[982]

Bien que ce clientélisme soit exigeant et qu'il parvienne à initier de réelles dynamiques de développement dans la commune, il demeure cependant un système de patronage dans lequel les ressources sont concentrées et non partagées. Rappelons d'ailleurs que ces ressources sont issues de la mémoire des interventions de développement et du stock de connaissances que les gardiens ont accumulé et qu'ils mobilisent. Ainsi, à plusieurs reprises, des habitants, et plus particulièrement ceux âgés d'une trentaine d'années[983], titulaires de diplômes universitaires et responsables d'ALD villageoises ou d'autres ONG, nous ont expliqué que les connaissances étaient trop centralisées générant dès lors des situations de dépendance dans un système verrouillé qui ne « laissait pas de places aux jeunes ». D'ailleurs, dans le contexte d'Arbâa Sahel – mais il en va de même à Mezguita - une question majeure se pose quant à la relève de l'édile puisque les individus à la tête des autres institutions de la commune ne semblent pas aspirer à succéder à Brahim Safini, alors que d'autres plus jeunes voudraient prendre des responsabilités sans que, pour l'instant, ils aient l'impression de

[982] Entretien avec un instituteur et président d'une ALD dans la commune d'Arbâa Sahel, le 20 mai 2017.

[983] Leur profil se rapproche du type de réseau de citations « nouvelle élite jeune et localisée » au Maroc, voir dans ce chapitre la section 3.2

pouvoir le faire. Bien que cela ne soit pour l'instant que des signaux faibles, il semblerait que le leadership local de certains gardiens de la mémoire soit de plus en plus contesté.

Par conséquent, de par leur pratique d'intermédiation et leurs fonctions concomitantes ou successives de militants associatifs, de fonctionnaires ou d'élus, ces acteurs parviennent à maintenir un ordre politique local qui leur est favorable. L'usage qu'ils font des ressources privées, publiques, issues ou non des mondes de l'aide, leur permet surtout de rendre des domaines de politiques publiques gouvernables. Leur capacité à produire de l'action publique, à décrocher des subventions, à coordonner des interventions dans le cadre d'une action publique fragmentée et d'un clientélisme exigeant est devenue localement un élément souvent déterminant de leur légitimité. La population a d'ailleurs valorisé les compétences de ces acteurs (relationnelles, rhétoriques de l'aide, organisationnelles, scénographiques pour la mise en valeur de la commune et de ses besoins etc.).

Notre terrain de recherche au Maroc montre ainsi que le clientélisme et l'informel ne représentent pas un dysfonctionnement mais font partie intégrale du système politique local et sont surtout un élément clé de la conduite de l'action publique. Les individus identifiés comme gardiens de la mémoire, multipositionnés et qui disposent de ressources variées exercent un leadership dans un contexte de clientélisme exigeant qui produit de l'action publique et du développement.

Or, comme le laisse entendre Frédéric Sawicki[984] mais aussi Genieys et *al.*[985], les travaux de sociologie politique ont négligé l'implication concrète des élus et des leaders dans l'action publique. Notre étude montre que les différents acteurs que nous avons décrits ici participent à rendre des

[984] F. Sawicki, « Leadership politique : un concept à remettre sur le métier ? », art cit, p. 71.
[985] Genieys, William et al., « Le pouvoir local en débats. Pour une sociologie du rapport entre leadership et territoire », *Pôle Sud*, 2000, nº 13, p. 103-120.

domaines de politiques publiques gouvernables, en particulier dans des contextes post-ajustement structurel avec des moyens limités pour les communes. La population reconnaît d'ailleurs cette capacité. Dans le cas du Maroc, ils le faisaient déjà sans être élus lorsqu'ils étaient présidents ou membres d'ALD. Le cas des communes marocaines de la région Souss Massa Drâa est en effet emblématique du mouvement d'occupation, voire d'accaparement, par la société civile des espaces politiques et de politiques publiques laissés vacants par l'État et son administration, notamment à la suite des Plans d'ajustement structurel, renforçant ainsi les interactions entre le champ associatif et les champ politique (*politics*) et celui de l'action publique (*policies*, dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de l'éducation etc.). On retrouve alors ce que Magalie Quintal et Catherine Trudelle décrivent dans leur analyse des associations locales de la vallée du Ziz au Maroc. Elles insistent sur le fait que le retrait progressif de l'État en tant qu'agent de régulation est à la base de l'élargissement du fait associatif et que l'émergence de ces nouveaux acteurs multipositionnés est « symptomatique des transformations survenant dans la structure de l'État marocain »[986]. La multipositionnalité et la transversalité des connaissances des gardiens interrogent également le fonctionnement de l'action publique et notamment les modes de coordination et de gouvernance des secteurs (voir *infra*).

Aujourd'hui, les dirigeants des communes marocaines mais aussi malgaches - bien que la société civile soit bien moins au cœur de ces dynamiques – doivent avoir recours à des financements extérieurs pour améliorer la qualité de leurs infrastructures, les services publics ou les opportunités de développement économique, comme dans beaucoup d'autres pays dits en développement, ou dans des États à faibles capacités financières. La comparaison entre les communes d'Arbâa Sahel et Mezguita d'une part et

[986] Magalie Quintal et Catherine Trudelle, « Maroc : Les associations locales dans la vallée du Ziz. Une nouvelle gouvernance territoriale », *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, 15 mars 2013, nº 334, p. 39-53.

de Tassousfi d'autre part témoigne de la différence d'équipements et de développement dans une situation (Tassousfi) où la commune n'a que très peu recours à ce mode de (co)-financements. Les maires et présidents de commune sont donc des acteurs essentiels de ce développement largement extraverti. Si l'on prend le cas de la commune de Mezguita et de l'action de Mohammed Ait Lmaalem, ainsi que d'Ahmed Ait Abi, l'actuel président de la commune, ils ont impulsé des changements dans des domaines de politiques publiques comme l'éducation (introduction de classes préscolaires gérées au niveau local par les associations[987]), la santé (construction et entretien de centres de santé), l'agriculture (infrastructure d'irrigation, gouvernance des eaux du Drâa etc.), mais aussi la vie quotidienne comme l'accès à l'eau ou à l'électricité. Ces deux éléments sont fondamentaux car ils constituent des services de base. Les ALD, à Arbaa Sahel et Mezguita ont endossé des missions d'intérêt général en négociant directement avec les services techniques déconcentrés, la compagnie nationale de l'eau ou de l'électricité mais aussi avec les ministères de tutelle à la capitale. Dans un village de la commune de Mezguita, l'ALD présidée par Mohammed Ait Lmaalem est ainsi en charge de la gestion de l'eau potable, les habitants cotisent auprès de l'association en fonction de leur consommation et du prix fixé par l'association[988]. Cette dernière paye ensuite pour l'ensemble du village les factures de consommation d'eau. Nous avons également cité plus haut les actions mises en place par Mohammed Ait Lmaalem au sein de son village Tafergalt pour lutter contre le trachome, une maladie qui provoque des cécités précoces[989]. Les mesures de lutte contre cette maladie ont nécessité

[987] Le préscolaire au Maroc correspond aux classes maternelles mais ces dernières ne sont pas instituées et gérées par le ministère de l'Éducation, dans les agglomérations de tailles moyenne et grande c'est un service privé mais dans les zones rurales, le plus souvent, l'organisation de ce service essentiel est pris en charge soit par les autorités communales soit le plus souvent par les ADL. Ces dernières assurent ce service car les communes n'ont pas les moyens matériels pour installer dans chaque village ou chaque groupement de villages des structures d'accueil préscolaire.

[988] Ce prix n'est pas le même que celui payé à l'Office national de l'eau potable (ONEP), plus élevé, il comprend les frais de gestion, d'entretien du réseau mais aussi une cotisation pour les autres projets de l'association comme le centre culturel, les cours de soutien, le don de produits de première nécessité pendant le mois sacré de Ramadan etc.

[989] Il a lui-même été touché par le trachome et souffre d'une cécité partielle

un programme profond de changement (traitement des eaux de consommation, construction de bains-douches communautaires en priorité pour les femmes et les enfants, séparation des espaces dévolus aux animaux et à l'habitation dans les maisons traditionnelles, enfouissement des déjections animales afin d'éviter la multiplication de mouches, vecteurs de transmission de la maladie etc.). La plupart de ces actions ont été rendues possibles par le financement et l'appui de bailleurs externes comme HKI ou l'UNICEF. L'usage des kits de lutte contre le trachome et les mesures de lutte contre les mouches ont d'ailleurs été insérés dans les politiques publiques régionales par le biais de la formation d'un réseau d'acteurs militants rassemblés en fédération et de leurs activités de plaidoyer auprès de la délégation provinciale de la santé – Mohammed Ait Lmaalem travaillait à la délégation provinciale de l'éducation en 1998. Mohammed Ait Lmaalem a d'ailleurs représenté l'association locale de développement lors du 3ème congrès mondial de l'Organisation mondiale de la santé qui s'est tenu en 1998 à Ouarzazate où il a présenté les mesures adoptées dans la lutte contre la maladie. Accompagné de professeurs et de médecins, il est allé jusqu'au ministère de la santé à Rabat pour présenter le travail de l'association et les procédures mises en place pour éradiquer cette maladie… une rencontre au cours de laquelle il s'est lié avec des bailleurs bilatéraux, multilatéraux et non gouvernementaux d'aide au développement.

Au cours de ces différentes sections, nous avons avancé plusieurs éléments d'analyse à partir de nos données empiriques qui nous permettront dans la section suivante de discuter la littérature en sociologie de l'action publique. Nous avons ainsi montré que les gardiens de la mémoire utilisent un ensemble de ressources pour acquérir et renforcer des positions de pouvoir, il s'agit à la fois de ressources symboliques (sociales et positionnelles, connaissances) et tangibles (matérielles et financières). En outre, ces acteurs sont multipositionnés au carrefour de plusieurs univers de sens et exercent un monopole de représentation, compris à la fois comme une fonction de porte-parole et d'intermédiation mais aussi de monopole de

représentation cognitive. Ils sont des agents qui participent à la circulation et surtout à la construction d'un sens commun autour des enjeux de développement et des modes d'action publique. Le monopole et la multipositionnalité participent à remettre en question les frontières et la sectorisation de l'action publique telle que définie dans la littérature dite du Nord. Enfin, l'analyse des profils et des trajectoires de ces gardiens a été l'occasion de montrer qu'ils exercent une forme de leadership local dans des contextes de clientélisme exigeant.

6.4.4. Une élite entre secteurs et territoires[990]

A la lumière des données empiriques présentées dans les sections précédentes ainsi que des analyses développées dans cette étude, nous souhaitons terminer cette section par une discussion de la littérature sur l'action publique conçue pour l'Europe ou l'Amérique du Nord en proposant des résultats et des pistes de réflexion à partir d'un terrain dit « sud ».

Nous avons montré qu'un nombre limité d'individus était reconnu et réputé pour en savoir le plus sur les interventions de développement, qu'ils avaient pu dégager des ressources et des compétences multiples de leur connaissance des mondes de l'aide. Or, ces ressources apparaissent comme essentielles pour l'exercice de fonctions de décision dans les communes. L'analyse des trajectoires de ces individus a aussi montré qu'ils étaient multipositionnés[991], dans plusieurs arènes ainsi qu'à plusieurs

---

[990] Référence est faite ici aux travaux de Pierre Muller et à son article publié en 1990 dans *Politique et management public* dans lequel il revient sur le système politico-administratif français et la production de politiques publiques par les collectivités locales françaises : Pierre Muller, « Les politiques publiques entre secteurs et territoires », *Politiques et management public*, 1990, vol. 8, n° 3, p. 19-33.

[991] Sur les acteurs multipositionnés, des travaux ont été conduits sur des terrains africains, voir notamment : O. Provini, *La circulation des réformes universitaires en Afrique de l'est, les politiques de l'enseignement supérieur au regard de la sociologie de l'action publique et de l'Etat*, *op. cit.* ; R. Nakanabo Diallo, *Politiques de la nature et nature de l'Etat*, *op. cit.* ; A. Latoures et C. Coulon, *Saisir l'État en action en Afrique*

échelles et qu'ils occupaient des fonctions d'intermédiation, de porte-parole et de traduction entre différents univers. Ces éléments, comme les ressources issues de la connaissance des mondes de l'aide, renforcent leur leadership local et leur permettent de maintenir un ordre local qui leur est favorable tout en étant des acteurs essentiels de la coordination et du développement de leur territoire, dans des secteurs multiples (éducation, infrastructure, gouvernance, agriculture, environnement etc). L'existence de ces individus multipositionnés, détenteurs de l'expertise et de la mémoire du développement qui se revendiquent, selon les contextes, d'une légitimité politique, administrative ou professionnelle nous invite donc à interroger les logiques de fonctionnement de l'action publique au sud autour de trois notions clé : les secteurs, la territorialisation et les élites. Notre thèse entend ainsi apporter une contribution à la littérature sur la sociologie de l'action publique au Sud, en particulier celle portant sur les acteurs hybrides, à partir de l'élaboration d'une catégorie de nouveaux acteurs : les gardiens de la mémoire du développement.

6.4.4.1. Affirmer une vision désectorisée de l'action publique

La notion de secteurs a fait l'objet de nombreuses discussions, voire de controverses, dans la littérature dite du Nord avant de circuler sur les terrains africains. Clothilde Hugon dans ses travaux sur l'éducation arabo-islamique au Sénégal analyse cette circulation et démontre en analysant la mise en forme et la formation du secteur de l'éducation qu'il est pertinent d'utiliser cette notion sur des terrains africains[992]. La définition qu'en donne l'approche

subsaharienne, *op. cit.* ; C. Soriat, *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, *op. cit.* ; A. Chartier, *Transferts et appropriations de modèles de développement dans les pays du Sud : pour une analyse du (dys)fonctionnelment de l'aide : l'exemple de la décentralisation en Haïti et à Madagascar*, *op. cit.*

[992] Clothilde Hugon, *(Re)penser Dieu à l'école au Sénégal : les politiques publiques face à l'éducation « arabo-islamique »*, Thèse de doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux, Bordeaux, 2016, p. 385-490.

cognitive des politiques publiques est adaptée à notre cas d'étude dans la mesure où elle fait le lien entre la sélection des élites et l'action publique. La notion de secteur y est pensée comme « une structuration verticale des rôles sociaux qui définit les règles de fonctionnement, de sélection des élites, d'élaboration de normes et de valeurs spécifiques, de fixation de ses frontières, etc. »[993]. Le recours à la notion de secteur est opératoire dans la recherche sur l'action publique au Nord afin d'identifier les frontières, les acteurs et les caractéristiques des politiques publiques. Or comme c'est le cas au Maroc et à Madagascar et dans de nombreux pays sous régime d'aide, dans un contexte de gouvernance à niveaux multiples et de monopole d'une expertise trans-sectorielle, il apparaît utile de repenser l'analyse des modes de coordination et de gouvernance de ces secteurs dans une optique transversale. Le cas du trachome illustré plus haut rappelle en effet que les gardiens de la mémoire ont des approches plus larges de l'action publique. Pour lutter contre un fléau de santé publique, ils mettent en œuvre à la fois des programmes de développement de l'élevage hors du domicile (éviter la stabulation), d'aménagement urbain, d'eau et d'assainissement mais aussi d'éducation avec les kits pédagogiques. Nous faisons alors l'hypothèse que l'existence de cette élite du développement affirme une vision désectorisée de l'action publique. On peut donc questionner les effets de ces acteurs-experts sur la structuration de l'action publique, c'est à dire sur la détermination des frontières des secteurs d'action publique, la définition des problèmes, la recherche de solution, l'échelle pertinente d'action et la légitimation des acteurs pour les traiter.

[993] P. Muller, *Les politiques publiques*, *op. cit.*

6.4.4.2. Des acteurs dominants de la territorialisation de l'action publique

Dans ce questionnement, les notions de territoire et de territorialisation de l'action publique doivent aussi être interrogées, au regard du rôle des acteurs étudiés ici. Dans la littérature sur l'action publique, et plus précisément dans l'analyse de la transformation des principes et des modalités de traitement des problèmes publics, ces deux notions occupent en effet une place croissante[994]. Pour Jean-Claude Thoenig et Patrice Duran, le territoire constitue désormais « le lieu de définition des problèmes publics »[995]. Dans cette littérature, l'accent est mis sur la capacité des acteurs territoriaux (administration décentralisées, élus locaux, groupes d'intérêts, société civile, experts) à produire de l'action publique à l'échelle locale. Cependant, comme le souligne Anne-Cécile Douillet, le rôle, les ressources et les contraintes des élus dans la production des politiques publiques demeurent moins étudiés dans la littérature[996]. Or, dans le cas du Maroc - mais aussi dans celui de Madagascar - les gardiens de la mémoire sont (ou ont été) le plus souvent des élus, ce qui nous invite à questionner leur rôle et leur place dans l'action publique au moment où, au Maroc, on assiste à un mouvement de localisation de la définition des problèmes publics et de leurs solutions. Il faut en effet rappeler que la notion de territorialisation recouvre deux acceptions : le lieu de définition des politiques publiques et les modalités de traitement des problèmes publics. Le Maroc a, en effet, connu une longue période où la définition des enjeux collectifs et des modalités de leur traitement était faite au niveau central. Ces programmes définis par différentes instances politiques en lien avec les bailleurs de fonds - comme le Programme

---

994 Anne-Cécile Douillet, « Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique », *Revue francaise de science politique*, 2003, Vol. 53, nº 4, p. 583-606 ; Alain Faure, « Territoires/Territorialisation » dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2010, p.

995 Jean-Claude Thoenig et Patrice Duran, « L'État et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, 1996, vol. 46, nº 4, p. 580-623.

996 Voir à ce sujet : Olivier Borraz, « Pour une sociologie des dynamiques de l'action publique locale » dans Richard Balme, Alain Faure et Albert Mabileau (eds.), *Les nouvelles politiques locales : dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1999, p. 70-110.

d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales (PAGER) lancé en 1995 et le Programme d'électrification rurale globale (PERG) en 1996 – étaient ensuite appréhendés et traduits localement par l'univers administratif déconcentré. Une évolution s'est opérée dès la fin des années 1990 et surtout au début des années 2000 face aux limites de la prise en compte verticale des problèmes publics. Cette évolution s'est traduite par l'apparition de nouveaux modes de coordination entre les acteurs des scènes locale, régionale et nationale. Nous postulons, à partir de nos recherches empiriques, que les acteurs étudiés dans cette thèse, dépositaires de la mémoire du développement, sont des acteurs dominants de la territorialisation de l'action publique, comprise dans son double sens. Par exemple, Brahim Safini, comme Mohammed Ait Lmaalem et Ahmed Ait Abi se trouvent au cœur de la territorialisation de l'action publique dans la mesure où, ayant un monopole de porte-parole, ils sont non seulement les intermédiaires incontournables des bailleurs de fonds mais aussi de l'administration marocaine (ministères et administration déconcentrée). Ils ont donc à la fois gagné des marges de manœuvre dans la gouvernance et dans la gestion des problèmes locaux et il semble aussi qu'ils soient les acteurs principaux de cette territorialisation de l'action publique.

Ce résultat mérite cependant de plus amples enquêtes et en particulier sur les processus de formulation des problèmes publics et d'élaboration des politiques ainsi que spécifiquement sur le rôle des gardiens de la mémoire. Car ces processus ont souvent lieu au niveau du gouvernement central dans les pays sous régime d'aide et la territorialisation s'opère au moment de la mise en œuvre, occasionnant une reformulation des enjeux à traiter, comme l'ont notamment montré les travaux de Sina Schlimmer sur les politiques foncières en Tanzanie[997]. Il faudrait également analyser les pratiques gestionnaires des élus locaux[998] ainsi que les nouvelles facettes du métier

[997] S. Schlimmer, *Construire l'État par les politiques foncières*, *op. cit.*

[998] Alain Faure, *Le village et la politique : essai sur les maires ruraux en action*, Paris, Harmattan, 1992, 224 p.

politique de ces élus dont la médiation dans la mise en œuvre de projets de développement est aujourd'hui indispensable[999]. Un tel travail permettrait de poursuivre le questionnement sur ces nouveaux leaderships locaux et d'articuler les analyses relatives à la compétition politique locale (*politics*) et celles sur l'action publique (*policies*)[1000].

6.4.4.3. Une élite du développement ?

Au cours de cette étude, nous avons mobilisé les outils de la sociologie des élites pour identifier les gardiens de la mémoire du développement. En croisant les résultats et cette littérature avec la sociologie de l'action publique nous avons démontré que ces acteurs jouent un rôle prépondérant dans la structuration de l'action publique locale, entre logiques territoriales et sectorielles. Il convient dès lors de répondre à l'une des hypothèses de travail énoncées au début de ce chapitre et qui a trait à l'existence ou à l'émergence d'une élite du développement au regard de la définition élaborée par William Genieys et Patrick Hassenteufel. Pour ces chercheurs, « seule la mise au jour d'un groupe fortement structuré exerçant un pouvoir sur l'action publique dans la durée peut autoriser le recours à la notion d'élite »[1001]. Deux éléments permettent de définir un groupe de personnes comme formant une élite, à savoir le pouvoir de ces groupes et la cohérence de ce groupe à partir d'éléments structurants. L'étude réalisée au Maroc[1002] a révélé l'existence d'éléments biographiques récurrents chez une partie des gardiens qui vivent dans différentes communes, à savoir l'engagement partisan à gauche de l'échiquier politique marocain, des trajectoires professionnelles similaires dans le secteur éducatif ou encore le militantisme

---

[999] Marie-Carmen Garcia et William Genieys, *L'invention du pays cathare : essai sur la constitution d'un territoire imaginé*, Paris, Harmattan, 2005, p. 77.

[1000] A.-C. Douillet, « Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique », art cit.

[1001] W. Genieys et P. Hassenteufel, « Entre les politiques publiques et la politique », art cit.

[1002] Il est difficile d'établir un constat similaire ou spécifique à la situation malgache dans la mesure où nous n'avons pas suffisamment accumulé de données et de présence sur le terrain pour analyser les dynamiques du système élitaire de la Grande Île et ses spécificités en lien avec l'aide au développement.

associatif. Lors des entretiens avec ces différentes personnes nous avons cherché à savoir si elles se connaissaient et si elles fréquentaient des lieux de socialisation communs. Les gardiens de Mezguita et d'Arbâa Sahel[1003], tous enseignants et militants à gauche ont déclaré qu'ils ne s'étaient rencontrés qu'à de très rares occasions dans des conférences ou des réunions avec des bailleurs de fonds notamment et qu'ils avaient connaissance de leur action réciproque, en particulier la structuration des ALD. Si les membres de cette élite ne se rencontrent pas ou très peu, cela peut bien entendu tenir au fait que plusieurs centaines de kilomètres les séparent et qu'ils dépendent de Provinces, et donc d'administrations, distinctes (Zagora et Tiznit dans notre cas). Jusqu'au dernier découpage administratif de 2015, les deux communes appartenaient à la même région mais les compétences et les moyens des régions demeurent faibles et il n'existe pas de forum ou d'espace de rencontres entre les présidents d'association ou de commune à l'échelle régionale. Une autre interprétation de cette faible structuration, qui questionne directement la sociologie de l'action publique et la sociologie des élites, pourrait tenir au fait qu'il s'agit d'une élite transversale et non spécialisée dans un secteur en particulier, comme démontré plus haut. Or, dans les pays d'Europe ou d'Amérique du nord, la littérature souligne que la structuration des élites est permise par la sectorisation des politiques publiques et par l'existence de forums ou de communautés d'experts dans lesquels ils se rencontrent et structurent ainsi leur réseau autour d'un secteur (agriculture, défense, environnement, affaires sociales etc.). Dans notre cas, le caractère trans-sectoriel de ces acteurs du développement limite la structuration et l'organisation du groupe ou, du moins, passe par d'autres mécanismes et processus. Cela contredirait ainsi l'intuition de Pareto citée par William Genieys selon laquelle « on ne peut parler d'élite « qu'à l'intérieur d'une branche d'activité » »[1004]. Le

[1003] Voir à ce sujet l'ouvrage coordonné par François Sarrazin : *Les élites agricoles et rurales: concurrences et complémentarités des projets*, Rennes, PUR, 2014. Voir aussi les études de cas de William Genieys sur les secteurs de la défense et du *welfare* dans William Genieys, *L'élite des politiques de l'État*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2008.
[1004] W. Genieys, *L'élite des politiques de l'État*, *op. cit.*, p. 249.

prolongement de cette étude sur les élites politique / les élites du politique au Maroc en particulier mais aussi à Madagascar serait l'occasion de discuter à partir d'un terrain Sud les différences et les possibles passerelles entre élites programmatiques (celles qui ont vocation à élaborer les politiques publiques) et élites représentatives (celles qui sont élues et qui cherchent donc la légitimité démocratique).

Notons pour finir qu'il semblerait que le choix des communes, éloignées de plusieurs centaines de kilomètres soit un réel obstacle à l'analyse en matière de structuration des élites dans le cas marocain. En effet, en raisonnant à l'échelle de la Province de Zagora, voire de la nouvelle région Drâa-Tafilalet, il existe une structuration de cette élite du développement. Nos observations de terrain et les enquêtes conduites dans cette Province permettent d'étayer ce résultat. Bien que nous n'ayons travaillé que sur une seule commune, lors des entretiens que nous avons menés, nous avons observé que le groupe des « instituteurs – militants associatifs » nés avant les années 1980 était relativement bien structuré à l'échelle de la Province et qu'il était très actif dans de multiples secteurs d'action publique (agriculture, eau et assainissement, environnement etc.). Bien que nous n'ayons pas réalisé d'enquêtes formelles pour connaître avec certitude le nom des élites du développement dans d'autres communes, les recoupements d'informations font émerger des profils identiques à ceux de Mohamed Ait Lmaalem et de Ahmed Ait Abi. Ce groupe partage des origines sociales, des trajectoires professionnelles et militantes similaires. De plus, il existe des lieux de socialisation de cette élite, ils ont été ensemble lors de formation sur l'éducation au sein de la délégation provinciale mais aussi sur les droits humains avec l'Union européenne, dès le début des années 2000. Nous avons rencontré six personnes différentes qui partagent ces critères. Elles se connaissent personnellement, se rencontrent souvent et elles ont structuré leur groupe autour de réseaux d'associations et de fédérations (comme au sein de l'UDRAA, l'Union des associations de développement du Drâa fondée en 2004 à Agdz près de Mezguita par Ait Lmaalem, Ahmed Ait

Abi, Abdelatif Kassem dont nous avons parlé en introduction, Lhassan Khalouki directeur d'école et président d'une ALD). Ces réseaux et fédérations ont été rassemblés dans le RAZDED (Réseau Associatif pour le Développement et la Démocratie de Zagora) créé en 2007. La structuration de leur collectif tient aussi à la volonté d'inclure les droits humains et la notion de réparation communautaire suite aux années de répression policière (décennies 1970, 1980 et 1990) dans les politiques publiques marocaines au niveau national. Un terrain spécifique sur ces réseaux des élites locales de la vallée du Drâa serait nécessaire pour appréhender les modes d'accès à la représentation politique, les lieux de socialisation et l'implication de ces acteurs dans l'action publique.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de définir une méthode permettant d'identifier celles et ceux qui peuvent être considérés comme les porteurs de la mémoire du développement dans des situations où il n'y a pas *a priori* de récit politique organisé de la mémoire du développement et donc de porteurs reconnus. Ce chapitre répond donc à la question comment identifier et comment caractériser ces porteurs de mémoire. Nous avons élaboré une grille d'identification et d'analyse qui articule les outils de la sociologie des élites et de la sociologie des réseaux dans une perspective de dépassement des approches de courtage afin d'isoler notre méthode des configurations développementistes. Il nous est alors apparu pertinent de repérer ces individus à partir de leur réputation dans les espaces sociaux. L'utilisation des données issues du questionnaire d'enquête couplées aux informations recueillies dans le cadre des entretiens et du travail ethnographique nous ont ensuite permis de définir différents groupes d'individus. Notre contribution et la dimension innovante de notre démarche tiennent dans le fait que nous définissons ces porteurs de mémoire non pas en fonction de leur position dans l'espace social, ou en fonction de leurs capitaux économique, social ou culturel, ni de leur rôle dans les configurations développementistes mais à partir des caractéristiques de celles et ceux qui les citent. Cette approche par le bas nous est apparue pertinente dans la mesure où elle prolonge l'ensemble de cette étude qui analyse la mémoire par le bas, c'est-à-dire par les représentations populaires du développement. En outre, notre contribution aux études sur les acteurs du développement est originale et innovante car elle définit une méthode objectivée de sélection de ces individus, grâce au questionnaire d'enquête réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population qui détermine les noms des gardiens. Comme stipulé dans ce chapitre, la méthode est isolée des configurations développementistes en ne passant pas par les documents de projets ou de programmes ou par les associations existantes. Elle permet ainsi de

dépasser ces configurations en les insérant plus largement dans les dynamiques de pouvoir et de leadership au niveau local.

Ainsi, les configurations de réseaux de citations analysées dans cette étude permettent de mettre à jour une diversité de profils, de groupes sociaux et élitaires. Ces individus sont reconnus par les habitants des communes comme étant des gardiens de la mémoire, c'est-à-dire les personnes qui en savent le plus sur les interventions de développement. Les configurations étudiées ici permettent notamment d'identifier des profils d'individus dont la réputation dans la configuration développementiste est moins étudiée dans la littérature scientifique et professionnelle. Il s'agit de personnes dont la notoriété est *a priori* plus faible (centralité de degré moins importante), moins liée aux mondes de l'aide mais aussi moins rapidement et plus difficilement identifiable par le chercheur tant ces figures sont localisées et réputées auprès des personnes plus âgées et plus vulnérables (Groupe 1 à Madagascar et au Maroc). Ces individus, qui ne répondent pas aux critères d'identification relatifs aux pratiques de courtage et d'intermédiation, ne doivent pas être laissés de côté et leur profil ainsi que leur espace social doivent faire l'objet d'un examen spécifique pour mieux caractériser la structuration locale de la mémoire locale des projets de développement et l'organisation du pouvoir. En mettant en lumière ces profils d'individus et leurs réseaux de réputation, nous avons pu analyser comparativement l'incarnation de la mémoire du développement et sa structuration autour de groupes d'individus, à partir des formes de notoriétés locales dans les deux pays de cette étude. Une fois ces réseaux identifiés et caractérisés à partir des représentations des habitants, nous avons posé la question de la réalité et de l'effectivité de ce statut réputationnel. Parmi les personnes citées, toutes n'ont pas une mémoire des expériences de développement aussi épaisse, c'est-à-dire avec autant de strates de souvenirs, dans des secteurs et à des époques différentes.

Nous avons ensuite poussé l'analyse en étudiant plus spécifiquement les trajectoires et profils des gardiens de la mémoire du développement qui disposent des réseaux de citations les plus grands. Nous avons montré qu'ils influencent la fabrique de l'agenda politique et la prise de décision à partir de positions qu'ils occupent au sein du système politico-administratif et surtout par leur connaissance et leur savoir relatifs aux interventions de développement. Ils maîtrisent les codes, les usages et la complexité des institutions politico-administratives nationales et de l'arène développementiste. Multipositionnés et disposant de ressources de pouvoir, ils ont la capacité de passer d'un univers cognitif à l'autre tout en construisant des représentations du développement admises au niveau local. Ainsi, la maîtrise des connaissances liées aux configurations développementistes est, dans les arènes locales, un enjeu de pouvoir et une condition nécessaire à l'accès à des fonctions électives. Cette sociologie du leadership au prisme de la mémoire du développement nous permet ainsi de questionner les mutations des sociétés du Sud dans des configurations où anciennes et nouvelles élites interagissent alors que les systèmes de gouvernance font l'objet d'arrangements négociés et sont marqués par la décentralisation et la territorialisation de l'action publique, mais aussi par les conséquences durables des plans d'ajustement structurel.

Conclusion générale

Les interventions de développement mises en œuvre par différents acteurs de la configuration développementiste (l'administration locale ou nationale, la société civile, les opérateurs bilatéraux ou multilatéraux etc.) laissent, une fois qu'elles sont achevées, des traces multiples dans le quotidien des individus et plus encore dans les représentations individuelles et socialement partagées qu'ils ont à propos du développement. Ces traces forment une mémoire du développement que cette étude s'est attachée à analyser.

Dans cette perspective, l'objet de recherche construit pour cette thèse en science politique consistait à analyser les récits des habitants de sept communes, relatifs aux traces matérielles et immatérielles que laissent les interventions de développement. Cette thèse proposait donc de questionner la mémoire du développement par le bas, c'est-à-dire auprès des attributaires des interventions et, plus généralement, auprès de la population des communes sur lesquelles sont mis en œuvre les projets et les programmes. Le positionnement de cette thèse était d'étudier la vivacité de la mémoire des « paysans » [1005], mentionnée dans la littérature sur le développement mais jamais réellement explorée, par opposition à celle des professionnels de l'aide que l'on peut caractériser comme fragmentaire et qui a fait l'objet d'analyses. Notre démarche nous a conduit à relier le monde de l'aide et de ses paradigmes qui circulent au cours du temps et marquent durablement la vie des attributaires aux contextes sociopolitiques à Madagascar et au Maroc dans lesquels sont mis en œuvre les projets et les programmes.

[1005] Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995, p. 57.

Il faut rappeler que le point de départ de notre questionnement tient dans le double constat d'un manque de compréhension des effets de l'aide sur les temps longs d'une part et d'une faible conscience historique dans l'ensemble de la configuration développementiste d'autre part. Pire : chercher dans le passé du développement, et de ses avatars les projets et programmes, demeure globalement un impensé méthodologique et conceptuel dans les mondes de l'aide ainsi que dans la recherche sur le développement. Cela tient notamment au fait que le développement est envisagé comme une projection et comme l'anticipation d'un avenir meilleur, ce qui, *a priori*, n'oblige pas à opérer une remémoration de ce qui a été fait. Or les résultats de cette étude, détaillés dans la suite de cette conclusion, démontrent l'intérêt d'une recherche à partir des représentations populaires du passé pour améliorer la compréhension des effets et des impacts de l'aide aujourd'hui ainsi que la réception par les attributaires des futurs projets et programmes. Cette thèse entend donc apporter une contribution à la fois épistémologique, théorique et opérationnelle.

Ainsi, nous défendons la thèse selon laquelle les habitants gardent une mémoire différenciée de ces interventions et intériorisent des pratiques, des codes, des langages ainsi que des outils techniques ou socio-organisationnels. En plus d'offrir une perspective sur les représentations socialement construites du développement, cette étude permet d'analyser la manière dont la mémoire façonne plus ou moins les capacités d'action d'individus qui, pour la plupart, ne sont pas des professionnels de l'aide. En effet, ces derniers apprennent de la succession des projets et en tirent des ressources multiples ainsi qu'un capital qu'ils réinvestissent, que ce soit dans le cycle de projet ou plus généralement hors de la configuration développementiste. Ces résultats apportent une nouvelle contribution aux études sur les politiques de développement et la manière dont elles façonnent les jeux d'acteurs et les relations de pouvoir sur les territoires, en introduisant de nouvelles ressources et de nouvelles formes de compétitions.

Notre travail consistait alors à revisiter les processus de développement et à nous positionner par rapport à plusieurs champs de la littérature, sur le développement, sur la mémoire et sur l'action publique dans les pays sous régime d'aide. L'ambition de cette thèse et sa singularité tiennent au fait d'approfondir les problématiques liées à l'utilisation d'un outil, la mémoire, dans une étude sur le développement et, plus encore, à analyser la manière dont cette mémoire se reconstruit par le bas et comment elle contribue en retour aux dynamiques de pouvoir.

Nous avons, de la sorte, opéré, par rapport à la littérature existante sur le développement, un triple dépassement : conceptuel en mettant en discussion l'usage du concept de mémoire dans la configuration développementiste ; thématique en considérant l'ensemble des interventions et des secteurs d'action publique ; comparatif car les enquêtes et le travail de terrain ont été menés dans plusieurs communes de deux pays. L'approche comparative nous est apparue comme nécessaire pour renforcer notre démonstration dans la mesure où, du Maroc à Madagascar, les configurations développementistes et les paradigmes qui président à la conception et à la réalisation d'interventions sont similaires. Elles sont néanmoins mises en œuvre dans des contextes extrêmement éloignés sur les plans politique, économique et social et laissent donc une trace nécessairement différente.

Pour étayer notre thèse et répondre à sa problématique centrale, la démonstration a conduit à analyser d'une part les processus de reconstruction de la mémoire du développement et les méthodes utilisées pour ce faire. D'autre part, nous nous sommes intéressés au contenu des mémoires et à l'évocation des souvenirs des interventions de développement ; ceux-ci conduisent à l'expression de récits pouvant entrer en contradiction avec l'imaginaire de la modernisation et du progrès véhiculé par les configurations développementistes. Enfin, nous avons regardé comment l'usage de la mémoire se transforme en un capital qui potentialise

et offre des ressources aux individus. Avant de revenir sur ces différents points et de tirer de cette recherche des enseignements opérationnels, il nous faut revenir sur l'un des produits de cette thèse, à savoir la réflexion méthodologique qu'elle propose.

Innovations méthodologiques et croisement des données : rendre la mémoire saisissable

En abordant un objet aussi complexe que la mémoire, cette thèse faisait face à un défi de taille. Il s'agissait de définir une méthode d'enquête permettant de rendre compte du contenu des souvenirs individuels et de la mémoire socialement partagée du développement. Nous avons par conséquent choisi de construire une méthode qui permettrait d'explorer cette mémoire à partir de plusieurs points d'entrée : la restitution immédiate du souvenir *via* le questionnaire d'enquête et la reconstruction collective et individuelle des mémoires par le récit *via* les entretiens, sans oublier la recherche d'archives. Nous avons considéré les méthodes quantitatives et qualitatives comme complémentaires et le produit de l'analyse se trouve être supérieur à celui obtenu avec une mono-méthode. En utilisant plusieurs types d'enquêtes, ce travail a conjugué les forces mais aussi les faiblesses des différents outils. La collecte standardisée de données *via* les questionnaires offre la possibilité d'opérer des montées en généralité en croisant des variables socioéconomiques et démographiques avec les souvenirs des interventions de développement. La représentativité statistique est aussi un atout en termes de crédibilité auprès des professionnels de l'aide lorsqu'il s'est agi de transmettre des résultats et d'effectuer des recommandations, notamment auprès du financeur des travaux du projet DeMeTer. Mais, comme nous l'avons indiqué, le questionnaire présente aussi des biais et des limites en matière de compréhension fine d'un phénomène aussi complexe, dynamique et multifactoriel que la mémoire. L'analyse des représentations et des visions du monde à partir des récits permet ainsi d'apporter des éléments d'analyse

supplémentaires (ou complémentaires). Les deux méthodes offrent des entrées différentes sur la mémoire et les représentations : la spontanéité et l'immédiateté des réponses au questionnaire et donc des associations mentales d'une part et la reconstruction souvent socialisée et progressive des souvenirs dans les récits d'autre part.

De plus, l'analyse du croisement des méthodes offre l'opportunité de faire une introspection de la posture et de l'implication du chercheur. Le questionnaire et l'entretien sont en effet deux méthodes qui placent l'enquêté mais aussi le chercheur dans des rôles différents. Dans l'entretien, le chercheur co-construit le sens alors que dans le questionnaire, l'individu interrogé peut, dans une certaine mesure, définir lui-même ce qui est important ou ce qui mérite d'être consigné. Néanmoins, il ne s'agit pas pour autant d'une expression totalement libre dans la mesure où des intermédiaires (les enquêteurs) sont présents. La richesse des informations contenues dans les enquêtes par questionnaire n'est donc ni meilleure ni moins bonne : elle offre une perspective différente de celle utilisée pour les entretiens. Notons enfin que, dans le questionnaire comme dans les entretiens, le matériau empirique récolté est avant tout une construction personnelle et intérieure. Il faut en effet accepter que la mémoire en tant que représentation construite du passé demeure au final un élément en soi inaccessible au chercheur. Elle est rapportée par le biais du langage et des récits et elle passe par un filtre, celui de l'interaction et de la reconstruction, et donc de la sélection des informations à partager.

Le recours à plusieurs types d'enquête (questionnaires et entretiens) autorise, au moins en partie, le dépassement des risques et des biais inhérents à la complexité du processus de reconstruction et à l'enchevêtrement des souvenirs. Pour rappel, contrairement à ce que l'on pense généralement, la mémoire n'est pas un contenu organisé mais bien un désordre dans lequel les souvenirs s'ajoutent les uns aux autres et ne ressurgissent que de manière chaotique. Cette étude a mis en lumière les

biais et les limites de l'exercice de reconstruction des mémoires, justifiant par conséquent le recours à une méthode mixte pour tenter de les surmonter. En multipliant les questions posées aux enquêtés nous avons ainsi pu dépasser (ou du moins analyser la complexité) de phénomènes tels que le risque de télescopage, c'est-à-dire qu'un évènement soit vu plus près dans le temps que ce qu'il n'est dans la réalité. En poussant les individus à aller chercher plus loin dans le passé au moyen de questions sectorielles ou thématiques (le plus ancien, le plus récent, celui qui a marqué les ancêtres etc.), nous avons aussi dépassé le risque de prime à la dernière intervention qui a parfois tendance à masquer les autres ou du moins à marquer plus intensément les mémoires au détriment de souvenirs qui se seraient estompés au fil du temps. Sans apporter cette complexité dans les questions et dans les allers-retours dans le temps, nous nous serions exposés à la création d'un souvenir générique sur le développement, moins consistant et largement imprécis.

La reconstruction du souvenir : entre variables sociopolitiques et imbrication des temporalités

Le premier chapitre de cette étude a proposé une analyse sur le plan historique et thématique de la fabrique de l'aide et des évolutions des configurations développementistes à plusieurs échelles, depuis les arènes internationales jusqu'à celles de la mise en œuvre des interventions au Maroc et à Madagascar. Il s'agissait d'une étape essentielle permettant de comprendre les contextes, les acteurs et les grands programmes qui ont marqué les deux territoires. La reconstruction de cette histoire objective a ainsi permis de mieux appréhender les écarts entre la mémoire forcément subjective et le cours de l'histoire du développement. S'il s'agit d'une étape nécessaire à notre démonstration et à la connaissance du passé des processus de développement, cette histoire ne constitue pas ce qui est au cœur de notre travail, c'est-à-dire une mémoire de l'aide. Cette étude va au-

delà d'une histoire objective et fidèle du développement. Encore une fois, en utilisant l'outil mémoire, notre thèse s'est surtout astreinte d'une part à comprendre les traces que laissent les interventions dans les perceptions populaires du développement et d'autre part à montrer le présent ou le caractère actuel et réinvesti de ces traces. Un travail sur la mémoire ne vise donc pas la vérité et l'objectivité. Il se base sur un matériau empirique subjectif, les souvenirs, reconstruits dans l'altérité et dans une forme de dialectique entre le passé et le présent, comme l'illustre le chapitre 3 de cette étude. Les infidélités à cette histoire des processus de développement, que l'on pourrait caractériser d'officielle, révèlent alors des mécanismes sociopolitiques, des rapports de force ainsi que des perceptions sur le développement et plus largement sur les environnements sociopolitiques des individus.

Cette étude révèle ensuite que la reconstruction des mémoires du développement passe par un processus d'hybridation et d'imbrication complexe de plusieurs éléments : des représentations individuelles et socialement partagées liées à l'aide ; des souvenirs d'évènements économiques et sociopolitiques « macro » comme des élections ou des moments de crises (pénuries alimentaires sous la Présidence de Didier Ratsiraka à Madagascar par exemple) ; et enfin des trajectoires et des incidences biographiques individuelles (l'accès à l'eau ou à l'électricité dans le cas du Maroc, la vaccination à Madagascar etc.). La conjugaison de ces différents éléments participe à la production du souvenir et oriente la mise en récit du passé du développement.

En outre, ces processus de reconstruction sont fortement influencés par les conditions et le contexte dans lesquels ils se déroulent. Il ne s'agit pas seulement de l'interaction entre le chercheur et l'enquêté sur laquelle nous revenons dans les parties méthodologies des chapitres 3 et 4, mais plus largement de la situation sociale, économique et politique dans laquelle vivent les individus lors du processus de souvenir. En d'autres termes, la

reconstruction obéit à une dialectique entre le passé et le présent et à une logique de va-et-vient entre l'actuel et l'écoulé. Le souvenir est ainsi revisité à l'aune du présent et des conditions de vie actuelle des personnes interrogées. Cette revisite transforme le souvenir comme nous l'avons illustré dans le cas de la mémoire de la culture du tabac à Ampefy. Notre étude a aussi démontré que ce va-et-vient entre le passé et le présent est organisé autour de variables, les cadres sociaux de la mémoire[1006], qui façonnent les mémoires et trouvent leurs dynamiques et leurs ressorts dans la vie du groupe. Le chapitre 4 a illustré cela à partir du cas malgache et mis en lumière les trois variables de l'imprégnation mémorielle autour desquelles se concentrent les souvenirs des expériences individuelles et collectives. L'agriculture, l'environnement et la santé sont les trois éléments qui sont structurants dans l'évocation des souvenirs relatifs au développement. Leur importance n'est pas liée au fait qu'il s'agisse de domaines prioritaires de l'aide. Le poids de ces variables est déterminant dans la reconstruction des souvenirs car ils constituent des dimensions essentielles de l'expérience et de la vie humaine : le rapport au corps, l'inscription dans l'espace et la capacité à se nourrir (soi et sa famille).

Avant d'énoncer les conclusions sur le contenu des mémoires, il faut s'arrêter sur un dernier enseignement de notre étude concernant la reconstruction de la mémoire du développement. Les enquêtes au Maroc et à Madagascar révèlent combien la dimension matérielle du développement est un facteur déterminant dans la structuration de la mémoire et dans la stabilisation des représentations sociales individuelles et collectives du passé du développement. La manière dont les individus se souviennent de leurs expériences passées est, de près ou de loin, liée à la façon dont ils sont en interaction avec le monde matériel et les artefacts qui les entourent. Autour des lieux qui incarnent le développement (centres de santé, écoles, équipements agricoles, greniers etc.) gravitent des histoires, des souvenirs

[1006] Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, France, Albin Michel, 1925, 367 p.

et des récits individuels qui perpétuent et fixent la mémoire collective. Ces lieux vont jusqu'à former des itinéraires mémoriels qui témoignent des changements qu'ont connus les sociétés malgaches et marocaines sous l'effet des politiques de développement. Cette étude démontre donc la nécessité de ne pas séparer l'individu de son environnement et de considérer la manière dont la matérialité influence la reconstruction des souvenirs.

La mémoire entre présent et passé : un discours qui révèle les décalages entre un développement projeté et le vécu des habitants

Les programmes et projets de développement, avec les cadres logiques y afférant et les documents qu'ils laissent derrière eux, constituent une forme de récits ou d'histoires du développement. Ces derniers sont fortement empreints des idées de modernisation et d'avancement. Notre étude visait à questionner l'imprégnation dans les mémoires individuelles et socialement partagées de cet « imaginaire de la modernisation » dont parlent Irene Bono et Béatrice Hibou[1007]. Nous avons ainsi montré qu'il y a une tension très forte entre l'imaginaire du progrès véhiculé par les termes comme « projet » et « développement » et la pratique de ce développement telle qu'elle est vécue par les personnes interrogées. Les individus ne vivent pas ce que la configuration a projeté pour eux *via* les projets c'est-à-dire le progrès et la modernité, ce qui suscite parfois de la colère à l'encontre de ce qui est décrit comme de fausses promesses et de la nostalgie à l'endroit d'un passé exalté.

Notre étude révèle alors un paradoxe, voire une limite, qui constitue également une entrée stimulante pour analyser les perceptions relatives au développement et à ces effets. Travailler sur la mémoire est ainsi paradoxal

[1007] Irene Bono et Béatrice Hibou, « Le développement comme champ de bataille », *Revue internationale de politique de développement*, septembre 2017, vol. 8, nº 8.

car s'il s'agit d'une réflexion rétrospective sur des éléments (l'amélioration des conditions de vie, de la santé, des infrastructures, d'une meilleure sécurité) qui auraient dû venir et qui ne sont pas, dans la plupart des cas, encore complètement advenus. En d'autres termes, le travail de reconstruction des souvenirs et de la mémoire invite à penser à partir du présent une projection dans le futur qui se situe dans le passé.

Notre étude démontre également à partir de la pluralité des récits que tous les individus n'ont pas eu accès à ce qu'ils qualifient comme du développement. Pour une grande partie d'entre eux, le développement n'est pas survenu et est décrit comme de fausses promesses. Cette inégalité d'accès au développement peut notamment s'analyser au travers des références à la matérialité. Cette dernière demeure en effet un élément central dans les perceptions sur le développement et incarne les décalages entre les projections des configurations développementistes et la réalité vécue (ou non) par les habitants. Nous avons ainsi montré que la matérialité s'exprime sous une double dimension : comme signe et comme moyen. Il faut, selon les récits récoltés, avoir accès à des objets ou que l'environnement des individus compte certains éléments tangibles (matériel agricole, cahiers, écoles etc.) pour améliorer leurs conditions de vie (c'est le moyen pour parvenir au développement), et, tout le monde n'y a pas accès. Dans le même temps, les habitants vivent dans le développement et cela se voit, ou non, dans les techniques, l'état des maisons, les équipements, la présence d'une école par exemple (c'est le signe du développement ou de son absence).

La dimension matérielle de la mémoire du développement ne doit cependant pas être pensée uniquement à l'aune du souvenir de transferts de biens matériels ou de techniques, sur le court terme. Les mentions faites dans les récits à cette dimension s'analysent aussi comme la concrétisation de dynamiques de changement social, comme c'est le cas dans les évolutions de la gestion de l'eau à Madagascar et au Maroc (Chapitre 4, section 3).

L'introduction du phénomène participatif dans les années 1990 et son application dans la gestion de l'eau dans les deux pays ont en effet transformé en profondeur le fonctionnement des sociétés et bousculé l'ordre ancien, pour reprendre les termes utilisés par Jacques Berque et Paul Pascon dans le cas du Maroc[1008]. Au travers du cas de la gestion de l'eau au Maroc, on voit dans les récits s'opérer un renversement des hiérarchies et un transfert des missions de l'organisation tribale de base (la *jmâa*) vers les Associations locales de développement. Ces différents éléments, comme ceux rappelés dans la section précédente sur l'importance de la matérialité dans les processus de reconstruction des souvenirs, nous permettent de conclure que sur le plan analytique il ne faut pas séparer les dimensions matérielles et immatérielles du développement.

De plus, cette étude nous a conduit à mettre en lumière le fait que l'évocation des souvenirs des interventions de développement passées conduit à l'expression de récits qui peuvent entrer en contradictions avec l'histoire racontée par les configurations développementistes et l'imaginaire de la modernisation et du progrès qu'elles véhiculent. Des formes de contre-récits ont ainsi été analysées dans la deuxième partie de cette thèse. Nous appelons ces derniers des contre-récits du développement, non pas pour affirmer et reconnaître la légitimité de récits dominants (issus des documents de projets ou véhiculés par les professionnels de l'aide) mais plutôt pour les positionner en contradiction avec ces derniers. Ces contre-récits mobilisent dans leur expression, à des degrés différents sur les terrains concernés par cette étude, plusieurs registres (nostalgie, colère, peur). Nous avons montré que l'utilisation de ces registres permet aux individus d'exprimer, par des moyens détournés et sans s'exposer directement, un avis critique sur les configurations développementistes et plus généralement sur le fonctionnement politique des sociétés, sur l'accès à l'information et aux positions de pouvoir. Le travail sur la mémoire offre alors une perspective

[1008] Jacques Berque et Paul Pascon, *Structures sociales du Haut-Atlas*, 2. éd. rev. et augm., Paris, PUF, 1978, p. 157.

sur la manière dont évoluent les rapports de force au niveau local et la compétition politique. Dans registre complémentaire au précédent, ce travail rappelle que les politiques de développement participent à transformer les rapports de pouvoir en introduisant de nouvelles ressources (matérielles et immatérielles comme le capital de connaissances, de relations etc.) et de nouveaux enjeux, notamment pour la conquête de ces ressources. En re-politisant ainsi le développement, cette thèse est par conséquent une illustration du caractère non neutre de l'aide et de sa dimension politique.

La mémoire comme acquis empiriques contraignants et habilitants : pour une sociologie du leadership au prisme de la mémoire du développement

Le troisième axe de cette recherche concerne l'utilisation qui est faite de la mémoire du développement par les habitants des communes auprès desquels nous avons enquêté. Le point de départ de cette réflexion avait trait au fait que la mémoire n'a pas pour seule fonction de situer les expériences dans le temps, notamment par rapport au passé. Aux individus, elle offre aussi des capacités et elle génère des apprentissages qui sont ensuite réutilisés. La partie 3 (chapitres 5 et 6) de cette étude montre que la mémoire est transformée en capital et génère des processus habilitants, c'est-à-dire qui offrent des capacités aux individus, et contraignants parce qu'ils limitent leur capacité d'action. Ce capital offre de la sorte aux individus des ressources, voire des pouvoirs, pour agir dans et hors de la configuration développementiste.

Les formes que prennent les acquis empiriques issus de l'expérience et de la répétition des interventions de développement ont ainsi été caractérisées en articulant plusieurs outils et concepts de la sociologie constructiviste et structuraliste (habitus, conscience pratique et discursive).

Cette grille d'analyse nous a permis de mettre en avant le fait que les traces immatérielles (codes, langages, référentiels etc.) laissées au fil du temps par les programmes et les projets étaient, consciemment ou non, projetées dans le futur en plus d'être incorporées aux pratiques et aux discours des habitants. Il s'agit alors de considérer la mémoire non pas dans son rapport au passé, comme c'est le cas dans d'autres parties de l'étude, mais bien dans les anticipations et les projections qu'elle engendre. Nous rejoignons et appuyons avec des données empiriques le constat établi dans la littérature selon lequel la mémoire locale des projets et des programmes renseigne les réactions futures des individus, bien au-delà du contenu même du projet[1009]. La connaissance acquise au cours du temps participe alors à la création d'un étalonnage des performances des interventions de développement qui permet aux individus de comparer les projets entre eux (BVPI/PSDR à Madagascar et INDH au Maroc par exemple), et aussi avec ceux à venir. Grâce à leurs souvenirs capitalisés, les attributaires de projets de développement peuvent adapter consciemment leur réponse et leur stratégie vis-à-vis des nouvelles interventions ou des opérateurs. Ils mettent alors en conformité leur discours sur le développement en fonction de leurs interlocuteurs et de leurs propres intérêts.

Si la mémoire offre des leviers d'action aux individus, cette étude démontre que la routine du développement peut, dans certains cas, mettre en ordre leurs représentations et contraindre leurs capacités d'action. En d'autres termes, la répétition de projets similaires peut restreindre le champ d'action de l'individu en créant des modèles et des routines excluant certaines pratiques qui n'apparaissent pas légitimes, notamment car elles sont en dehors des habitudes. Citons par exemple l'introduction de nouvelles pratiques culturales sur le riz à Madagascar ou sur le fonctionnement des ALD au Maroc. Le poids de la routine n'est cependant pas la seule explication du changement (ou du non-changement), puisque les innovations en matière

[1009] Nassirou Bako-Arifari et Pierre-Yves Le Meur, « Une anthropologie sociale des dispositifs du développement » dans *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 121-175.

de développement s'insèrent dans un ensemble de pratiques sociales, économiques ou politiques héritées du passé. Il ne s'agit donc pas de surdéterminer la mémoire du développement et d'isoler le fonctionnement de l'aide de celui des sociétés qu'elle entend transformer.

En outre, nous montrons d'ailleurs que la mémoire peut orienter ou contraindre les pratiques des acteurs jusqu'à être ce qu'ils se retrouvent dans des situations de domination politique. Nous avons en particulier illustré cette idée avec deux cas, celui des processus consultatifs dans lesquels un grand nombre d'individus ne se sentent pas légitimes à participer ainsi que celui de la constitution des associations dans le cadre du PSDR à Madagascar. Dans le premier cas, certains individus mieux informés participent au nom des autres et restreignent ainsi la capacité du plus grand nombre à faire entendre leur voix et à faire remonter leur problème. Dans le cas de la constitution des associations, certains individus, grâce à leur connaissance du fonctionnement des projets parviennent à capter et à privatiser les bénéfices collectifs des projets.

Ces deux exemples étayent le fait qu'il existe des mémoires différenciées et des connaissances inégalement réparties. En effet, en étudiant la superposition et les traces des projets et programmes de développement, nous avons établi le constat selon lequel, d'une personne à l'autre, le contenu, l'intensité, l'épaisseur historique et les détails de ces mémoires sont très différents. Au travers d'une sociologie de la réputation, nous avons ainsi montré qu'un nombre limité d'individus a été identifié comme étant des personnes ressources avec une mémoire plus épaisse et donc capables de donner plus d'informations sur les interventions passées. Les connaissances, inégalement distribuées dans ces configurations locales, deviennent par conséquent un élément qui participe à la détermination du pouvoir. Elles renforcent ou créent de nouvelles formes de notabilité et de leadership. En effet, les différents niveaux de compréhension des mondes

de l'aide se traduisent par l'accès et la maîtrise de ressources, qu'elles soient financières, symboliques, matérielles ou relationnelles.

L'enjeu de notre étude était de définir une méthodologie d'identification rationnelle de celles et ceux qui *en savent le plus* afin de définir les profils de ceux que nous avons appelés des gardiens de la mémoire du développement. Nous avons ainsi élaboré une grille d'identification et d'analyse qui articule les outils de la sociologie des élites et de la sociologie des réseaux dans une perspective de dépassement des approches de courtage, c'est-à-dire pour ne pas que notre investigation sur les gardiens soit dépendante des configurations développementistes. L'objectif était de s'émanciper des processus liés à cette configuration. En d'autres termes, nous n'avons pas cherché les gardiens dans les documents des projets ou dans les structures associatives. Il s'agissait au contraire de partir des représentations des habitants afin d'interroger les conditions sociopolitiques de l'exercice de ce que nous considérons être un pouvoir, issu de la mémoire du développement. C'est donc à partir de leur réputation de *personnes en sachant plus que les autres* que nous avons identifié les gardiens de la mémoire du développement. La dimension innovante de notre démarche tient de la sorte dans une forme d'inversion de la recherche. Nous ne définissons pas *a priori* les gardiens de la mémoire à partir de leur statut professionnel, de leur niveau d'étude ou de vie mais à partir des caractéristiques de celles et ceux qui les citent. Nous reconstruisons et analysons ainsi des espaces sociaux de la réputation, permettant de mettre en lumière des profils qui sont généralement moins étudiés dans les études sur le développement.

Une partie d'entre eux (ceux dont les réseaux de citations sont les plus grands) a fait l'objet d'une analyse plus détaillée dans le dernier chapitre de cette étude (chapitre 6). Nous avons montré qu'ils constituent une forme d'élite locale du développement, multi-positionnée et capable de passer d'un univers cognitif à l'autre. En analysant les multiples positions de ces individus

(représentants des intérêts locaux, contacts des bailleurs et opérateurs, intermédiaires des administrations etc.), cette thèse a ainsi rappelé la porosité et les circulations qui existent entre les arènes du développement et les espaces politiques locaux. Grâce à leurs appartenances multiples, ces individus disposent de pouvoirs et d'autorité leur permettant d'assoir leur leadership et de participer à l'action publique sur le territoire auquel ils appartiennent. Ce leadership est fondé sur une asymétrie de pouvoir qui conduit à une forme de clientélisme.

Cependant, le système d'échanges informels dont dépend le leadership n'est pas figé, il évolue au cours du temps. Il s'agit en outre d'un clientélisme exigeant puisque la population s'accorde et consent à un fonctionnement de la société basé sur un mode de régulation patrimonial lui-même fondé sur le patronage. L'acceptation de ce système par la population est en effet corrélée à son accès aux services et aux bénéfices du développement. La sociologie du leadership au prisme de la mémoire du développement que nous avons élaborée dans cette étude permet alors de montrer l'importance de la maîtrise des savoirs liés au développement pour l'exercice de positions de pouvoir dans les arènes locales.

En reconstruisant les profils et les trajectoires socioprofessionnelles de ces individus et en élaborant une catégorie de nouveaux acteurs hybrides qui forment une élite du développement, les gardiens de la mémoire, notre thèse avait pour objectif d'apporter une contribution à la sociologie de l'action publique au Sud. Nos données empiriques, et en particulier le caractère trans-sectoriel de l'expertise des gardiens et leur multipositionnalité, invitent à repenser l'analyse des modes de coordination et de gouvernance de l'action publique. Notre étude conclut que cette élite du développement qui déteint une expertise en termes de politiques publiques dans plusieurs secteurs (agriculture, éducation, santé, aménagement du territoire etc.) affirmerait une vision désectorisée de l'action publique. En effet, cette élite remet en question la manière dont sont déterminées les frontières des

secteurs d'action publique puisqu'ils ont des approches systémiques, comme l'illustre le cas de la lutte contre le trachome au sud du Maroc. Si l'objectif demeure la santé publique, la méthode de lutte passe par des politiques en matière d'agriculture et d'élevage, d'aménagement des services urbains (eau et assainissement) et d'éducation (avec les kits pédagogiques de lutte contre le trachome).

Les gardiens de la mémoire du développement auraient également un rôle déterminant dans le mouvement de territorialisation des politiques publiques actuellement à l'œuvre dans les deux pays parce qu'ils interviennent à la fois par le haut (dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques) et par le bas (*via* la mobilisation d'intérêts spécifiques, de groupes ou d'autres acteurs). Il semblerait, par conséquent, que nous assistions à l'émergence d'une élite à la fois politique (élue) et technocratique. Il s'agit là d'une entrée stimulante pour poursuivre l'analyse de cette élite. De plus amples recherches permettraient de caractériser la force ou la fragilité de leurs positions de pouvoir ainsi que les règles du jeu qui régissent leur participation à la vie politique locale (*politics*) et à la fabrique des politiques publiques (*policies*).

Pistes de recherche

Avant de conclure sur les enseignements opérationnels qui peuvent être dégagés de cette étude, nous souhaitons évoquer deux pistes de recherche qui nous paraissent pertinentes pour prolonger les constats et résultats énoncés précédemment.

Sur la mémoire du développement tout d'abord, il serait intéressant d'imaginer de nouvelles recherches qui articuleraient l'analyse de la trajectoire socio-historique de l'État et l'exploration des processus liés à la reconstruction de la mémoire. Nous n'avons en effet pas abordé au cours de

cette étude les différences de régimes politiques (monarchie et république), la construction postcoloniale des États ou encore l'évolution des référentiels de gouvernement et d'économie politique (marxiste, socialiste, libéral etc.). Une telle entrée sur la mémoire du développement s'avèrerait judicieuse dans la mesure où les politiques de développement sont largement agencées par l'État à partir de transferts internationaux de politiques publiques. Cela permettrait donc de changer d'échelle d'analyse pour réaliser une macro-sociologie de la mémoire du développement au regard de la trajectoire sociohistorique de l'État. Cette perspective serait aussi l'occasion de travailler sur l'historicité de l'État, forcément accompagnée de son impératif d'objectivité, pour proposer une réflexion analysant le rôle joué par l'aide au développement dans la formation (continue) de l'État.

Ensuite, le deuxième axe de recherche qui pourrait prolonger cette thèse a trait à la sociologie de l'action publique au Sud et aux résultats énoncés dans le sixième chapitre. Pour consolider ces derniers, il serait approprié de travailler sur une ou plusieurs réformes ou politiques publiques spécifiquement, auxquelles aurait participé un gardien de la mémoire du développement. Pour rappel, nous considérons ces individus comme des acteurs à fortes capacités, du niveau local au niveau international, compte tenu de leurs multiples positions, de leurs connaissances des mondes de l'aide et de leur inscription dans la compétition politique partisane. L'objectif serait alors de pouvoir déterminer avec précision en premier lieu la mobilisation de ces acteurs dans des contextes de faible institutionnalisation de l'État, en second lieu leur participation au processus des politiques publiques, depuis l'identification des problèmes jusqu'à la mise en œuvre et la définition des solutions. De la sorte, avec ce changement d'échelle, nous pourrions poursuivre la discussion sur le mouvement de territorialisation de l'action publique en analysant, à partir d'une approche comparative, les nouvelles géographies de l'action publique au Sud. En outre, cette réflexion participerait à la dynamique de recherche initiée notamment au sein du laboratoire Les Afriques dans le monde à Bordeaux et qui vise à dépasser

deux formes de cloisonnement dans la recherche en science politique aujourd'hui : celui qui sépare les études sur les politiques publiques au Nord et au Sud et celui qui empêche, en Afrique, de « conceptualiser l'État en nous appuyant sur les résultats accumulés par l'analyse des politiques publiques »[1010].

Quels enseignements opérationnels ? La mémoire pour dépasser l'évaluation et comme préalable à l'action des professionnels de l'aide

A la différence de l'histoire du développement[1011] qui délimite un savoir constitutif et durable à vocation universelle, la mémoire est nécessairement plurielle et donc forcément subjective, ce qui la rend potentiellement difficile à utiliser ou à opérationnaliser dans les sphères du développement. Cependant, bien qu'elle puisse paraître imparfaite à de nombreux égards, une relecture des expériences passées des processus de développement, de leur mise en œuvre, de leur succès ou de leur échec par le prisme des mémoires individuelles et socialement partagées, apporte un complément utile aux outils classiques de l'évaluation employés dans les sphères professionnelles de l'aide.

A travers les différents exemples détaillés dans cette étude, notre approche confirme en particulier que la prise en compte de l'expérience historique des

---

[1010] Dominique Darbon et Olivier Provini, « « Penser l'action publique » en contextes africains », *Gouvernement et action publique*, 12 juillet 2018, N° 2, nº 2, p. 29.

[1011] Voir à ce sujet les travaux et monographies institutionnelles réalisés au sein de la Banque mondiale Devesh Kapur, John P. Lewis et Richard C. Webb, *The World Bank: Its First Half Century*, Brookings Institution Press, 2010, 800 p. ou de l'Agence française de développement Agence française de développement, *75 ans au service du développement, L'Agence française de développement, des origines à nos jours*, Paris, Éditions de l'AFD, 2017, 266 p ; François Pacquement, *Histoire de l'Agence française de développement en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions Karthala, 2015, 253 p ; François Pacquement, « Belles histoires de l'aide: Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, 2010, vol. 236, nº 4, p. 41.

populations ne peut pas être éludée dans les pratiques de développement. Les professionnels de l'aide doivent en effet être conscients que la mémoire est un élément important dans les réactions des individus aux propositions de projets et plus généralement dans leur positionnement vis-à-vis des configurations développementistes. Les opérateurs de développement ont ainsi intérêt à analyser les points d'appui puisés dans les expériences passées qui fondent l'action, les réactions et les perceptions relatives aux interventions de développement à venir. On en conclut donc que la mémoire, transformée en capital et réinvestie, re-fabrique du développement et qu'il faut la prendre en compte comme un préalable à de nouvelles interventions.

Se pose alors la question de savoir comment reconstruire cette mémoire et *in fine* la prendre en compte ? Notre démarche méthodologique et empirique a tenté d'opérationnaliser cette mémoire orale au travers de l'utilisation d'une méthode mixte de recherche. Cette mémoire orale demeure cependant un horizon complexe pour les professionnels de l'aide, en particulier s'ils ne parviennent pas à dépasser la logique de redevabilité qui caractérise légitimement leur mode de fonctionnement et s'ils enferment ce type de travail dans une démarche seulement évaluative. Cette thèse illustre le fait qu'un travail sur la mémoire suppose en effet de se décentrer du logiciel d'imputabilité. Les professionnels de l'aide fonctionnent selon une logique qui permet d'imputer, c'est-à-dire de retracer les liens de causalité entre une intervention et ses effets, afin de justifier les activités mises en œuvre et les dépenses effectuées. Il s'agit alors de pouvoir rendre des comptes vis-à-vis des tutelles, des gouvernements, des contribuables, des financeurs etc. La recherche d'imputabilité se concentre alors sur les actions d'un opérateur en particulier et n'a pas vocation à reconstituer le réseau complexe des causes, des conséquences et des impacts en dehors des activités qu'il conduit. Or, comme l'illustre la deuxième partie de cette étude, il est impossible d'appliquer cette démarche d'imputabilité au travail de mémoire. A l'inverse, il faudrait aussi s'interroger sur l'impact de la fluctuation des souvenirs et de l'imperfection des mémoires dans les travaux d'évaluation qualitative, en

particulier dans le contexte où se développent des « évaluations approfondies »[1012] sur un ensemble de projets, un territoire ou une période plus longue de temps. Ces études devraient cependant être encouragées dans la mesure où elles permettent de rendre compte du continuum de connaissances[1013] et de capitaux issus de la participation ou plus généralement de la mise en œuvre de projets et de programmes.

Comme indiqué dans cette étude, notre travail de thèse ainsi que le projet de recherche DeMeTer avaient un objectif opérationnel. Grâce à la diversité des acteurs qui ont composé ce projet de recherche (LAM, IFAID et So Coopération), nous avons pu socialiser notre démarche théorique et empirique auprès de professionnels de l'aide. Si ces acteurs ont reconnu qu'il n'était pas possible de reproduire notre protocole de recherche dans l'ensemble des territoires d'interventions, du fait de son coût notamment, certains se sont saisis de la question et ont mis en œuvre des dispositifs d'enquête pour recueillir dans leurs études et leurs diagnostics les récits des projets précédents. L'objectif est non seulement de mieux connaître le territoire et les individus qu'ils accompagnent mais aussi de caractériser les succès ou les échecs des anciens projets et d'améliorer l'efficacité de l'aide. C'est notamment le cas de l'ONG Agrisud avec qui DeMeTer a réfléchi à introduire des questions sur la mémoire dans les enquêtes qui précèdent la mise en œuvre de nouveaux projets. C'est également le cas du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine qui, en partenariat avec les membres du projet DeMeTer, a non seulement expérimenté notre méthodologie dans d'autres communes de l'Itasy mais aussi créé un module de formation à

[1012] Terme utilisé par l'Agence française de développement sur son site Internet : les évaluations approfondies « portent sur des grappes de projets, un secteur, un instrument, un cadre d'intervention sectoriel ou encore un pays. L'objectif principal est alors de produire des connaissances sur les effets des projets, en mettant en lumière les mécanismes qui ont mené aux résultats observés », https://www.afd.fr/fr/les-evaluations, consulté le 1er octobre 2019.

[1013] Les processus de capitalisation (dont l'objectif est toujours l'efficacité de l'aide) qui se développent dans la configuration développementiste tentent de révéler des continuums de connaissances en s'intéressant au capital acquis par les acteurs dans le cadre de programmes ou de projets : voir à ce sujet les travaux de Franck Fortuné, *op. cit* ainsi que de Pierre de Zutter, *Des histoires, des savoirs et des hommes : l'expérience est un capital, réflexion sur la capitalisation d'expérience*, Paris, FPH, 1994.

destination des étudiants de licence de l'Université de Soavinandriana intitulé « Méthode de Collecte de Données du Développement » dans lequel nous avons proposé une réflexion sur la mémoire issue de nos travaux. De plus, la coopération décentralisée de la région Nouvelle Aquitaine en Itasy, à la suite de nos travaux, a engagé des réflexions sur la gestion des connaissances et sur l'archivage des informations issues des projets. Des missions en matière de conservation et de récolte des données (où et quand ont eu lieu les projets et programmes) ont été confiées à l'équipe locale. Un poste a aussi été créé au sein de la Cellule d'appui technique et a été occupé par Anja Rakotoarimanana, doctorante en Histoire à l'Université d'Antananarivo qui nous a accompagné sur le terrain et a participé à notre étude. Elle a notamment travaillé sur l'Histoire de la coopération technique aquitaine à Madagascar avec une forte composante évaluative tout en utilisant les méthodes et la réflexion théorique développées pour cette thèse.

Par ailleurs, nous avons recommandé que le bailleur du projet de recherche DeMeTer, le Conseil régional de Nouvelle Aquitaine, puisse inclure dans les termes de référence des futurs appels à projet destinés aux acteurs aquitains de la coopération et de l'aide au développement qu'une réflexion sur les interventions de développement passées soit conduite. Nous considérons en effet que les bailleurs de fonds jouent un rôle capital pour enclencher une réflexion qui mène à une meilleure prise en compte de la perception du passé et des effets des projets précédents. Ils peuvent d'autant plus impulser une dynamique rétrospective auprès de l'ensemble de la configuration développementiste s'ils financent ce type de recherche. En effet, réfléchir sur le passé et mettre en place des méthodes d'investigation et de diagnostic pré-intervention demeurent des démarches coûteuses pour des structures dont les financements sont liés aux cycles de projets. S'engager dans une telle démarche qui est absolument nécessaire pour comprendre les effets et les impacts des opérations de développement exige par conséquent un engagement fort de la part des bailleurs de fonds afin qu'ils accompagnent l'ensemble des acteurs de la configuration développementiste.

Bibliographie

Études du développement et des mondes de l'aide

ABU-SADA Caroline et CHALLAND Benoît, *Le développement, une affaire d'ONG ? Associations, États et bailleurs dans le monde arabe*, Paris, 2011, 240 p.

AHEARNE Robert Michael, « « Le développement ? C'est du passé ». Une lecture historique des récits du progrès dans la Tanzanie du Sud », *Politique africaine*, 2014, vol. 135, nº 3, p. 23-46.

AHEARNE Robert Michael, *Understanding Contemporary Development : Tanzanian Life Narratives of Intervention*, Thèse de doctorat de la faculté des humanités (International Development), University of Manchester, 2010, 302 p.

AMIN Samir, *Le Développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit, 1973, 365 p.

AUBERT Pierre-Marie, « Projets de développement et changements dans l'action publique », *Revue Tiers Monde*, décembre 2014, vol. 4, nº 4, p. 221-237.

AUBERT Pierre-Marie, BRUN Matthieu, AGAMILE Peter et TREYER Sébastien, « From aid negotiation to aid effectiveness: the case of food and nutrition security in Ethiopia », *Third World Quarterly*, 22 septembre 2017, vol. 39, nº 1, p. 104-121.

BAKO-ARIFARI Nassirou, « Dans les interstices de l'État : des courtiers en col blanc. Cadres ressortissants et développement local à Kandi (Nord-Bénin) » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 43-70.

BAKO-ARIFARI Nassirou et LE MEUR Pierre-Yves, « Une anthropologie sociale des dispositifs du développement » dans *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan (coll. « Logiques politiques »), 2001, p. 121-175.

BARE Jean-François, *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan (coll. « Logiques politiques »), 2001, 356 p.

BARE Jean-François, « L'anthropologie et les politiques de développement », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, mars 1997, nº 28, p. 139-152.

BARNETT Homer Garner, *Innovation: the basis of cultural change*, New York, Etats-Unis, McGraw-Hill Book Company, Inc., 1953, 462 p.

BEN NEFISSA Sarah, ABD AL-FATTAH Nabil, HANAFI Sari et MINANI Carlos (eds.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Le Caire : Paris, CEDEJ ; Karthala (coll. « Collection Kalam »), 2004, 421 p.

BESSIS Sophie, « Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux dans les années 90 », *Revue Tiers Monde*, 1997, vol. 38, nº 151, p. 659-675.

BIERSCHENK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, 345 p.

BINET Nora, « Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire », *Mondes en développement*, avril 2014, nº 165, p. 23-36.

BLANC-PAMARD Chantal et FAUROUX Emmanuel, « L'illusion participative », *Autrepart*, janvier 2011, nº 31, p. 3-19.

BLUNDO Georgio, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, 1995, vol. 35, nº 137, p. 73-99.

BONO Irene et HIBOU Béatrice, « Le développement comme champ de bataille », *Revue internationale de politique de développement*, septembre 2017, vol. 8, nº 8.

BRIDIER Manuel, *Caisse centrale 1941-1991*, Éditions de la Caisse centrale de coopération économique, 1991, 155 p.

CALVES Anne-Emmanuèle, « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, 2009, nº 200, p. 735-749.

CHAUVEAU Jean-Pierre, « Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif" ?. Éléments pour une anthropologie de la culture des "développeurs" », *Bulletin de l'APAD*, 15 mars 1992, nº 3.

CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, « Processus participatifs et lutte contre la pauvreté : vers de nouvelles

relations entre les acteurs ? », *L'Économie politique*, 2002, no 16, nº 4, p. 32-54.

CLING Jean-Pierre et ROUBAUD François, *La Banque mondiale*, Paris, La Découverte, 2008.

COHEN John M. et UPHOFF Norman T., « Participation's place in rural development: Seeking clarity through specificity », *World Development*, mars 1980, vol. 8, nº 3, p. 213-235.

COOPER Frederick, « Writing the History of Development », *Journal of Modern European History*, 2010, vol. 8, nº 1, p. 5-38.

COOPER Frederick et PACKARD Randall M., *International Development and the Social Sciences : Essays on the History and Politics of Knowledge*, California, USA, University of California Press, 1997, 380 p.

COPANS Jean, « Usages du développement : mémoires, politiques et sciences sociales », *Cahiers d'études africaines*, 2011, vol. 2, N° 202-203, p. 659-694.

COPANS Jean, *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Editions Karthala (coll. « Les Afriques »), 1990, 406 p.

CORNIA Giovanni Andrea, JOLLY Richard et STEWART Frances (eds.), *Adjustment with a human face*, Oxford ; New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 1987, 2 p.

CORNWALL Andrea, « Unpacking 'Participation': models, meanings and practices », *Community Development Journal*, 2008, vol. 43, nº 3, p. 269-283.

CREHAN Kate et OPPEN Achim Von, « Understandings of 'development': an arena of struggle: the story of a development project in Zambia », *Sociologia Ruralis*, 1988, vol. 28, nº 2-3, p. 113-145.

CREWE Emma et HARRISON Elizabeth, *Whose Development ? An Ethnography of Aid*, Londres ; New York, Zed Books, 1998, 224 p.

CRUSH Jonathan (ed.), *Power of development*, Londres ; New York, Routledge, 1995, 324 p.

DE VILLERS Gauthier, « L'État en Afrique et les lignes de force de l'évolution, des politiques de coopération internationale, » dans Marc Totté, Tarik Dahou, R. Billaz, Collectif d'échanges pour la technologie appropriée (Belgium) et Enda Graf Sahel (Group) (eds.), *La décentralisation en Afrique de l'ouest : entre politique et développement*, Paris : Grand-Yoff, Dakar, Karthala : COTA ; ENDA GRAF (coll. « Hommes et sociétés »), 2003.

DEBERRE Jean-Christophe, « Décentralisation et développement local », *Afrique contemporaine*, juin 2007, nº 221, p. 45-54.

DEUSE Jacques, « La fatigue de l'aide internationale ? Quelles conséquences pour la recherche agronomique des pays du Sud ? », *Tropicultura*, 1994, vol. 12, nº 3, p. 85-86.

DROY Isabelle, « Un panorama national : la multiplication des ONG à Madagascar » dans Jean Paul Deler, Pierre-Jean Roca, Yves Fauré et Alain Piveteau (eds.), *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Editions Karthala (coll. « Collection "Hommes et sociétés" »), 1998, p. 167-179.

EGIL François, « Les Objectifs de développement durable, nouveau « palais de cristal » ? », *Politique africaine*, 2015, nº 140, p. 99-120.

EGIL François, « Les éléphants de papier », *Politique africaine*, 2005, nº 99, p. 97-115.

ESCOBAR Arturo, *Encountering Development – The Making and Unmaking of the Third World*, Revised edition., Princeton, NJ, Princeton University Press, 1995, 312 p.

FAUROUX Emmanuel, « De l'optimisme technologique à l'optimisme "participatif". Les métamorphoses du discours des spécialistes du développement à travers des exemples malgaches » dans Jean François Baré (ed.), *Paroles d'experts: études sur la pensée institutionnelle du développement*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2006, p. 317-364.

FERGUSON James, *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*, Duke University Press, 2006, 269 p.

FERGUSON James, « Decomposing modernity: history and hierarchy after development » dans Ania Loomba (ed.), *Postcolonial studies and beyond*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 162-187.

FERGUSON James, *Expectations of Modernity: Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, University of California Press, 1999, 356 p.

FERGUSON James, *The anti-politics machine: « development, » depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*, Cambridge [England] ; New York, Cambridge University Press, 1990, 320 p.

GABAS Jean-Jacques, *L'aide contre le développement ? : L'exemple du Sahel*, Revue Tiers Monde., Paris, Economica, 1988, 169 p.

GABAS Jean-Jacques, PESCHE Denis, RIBIER Vincent et CAMPBELL Bonnie, « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses

transformations », *Mondes en développement*, avril 2014, vol. 165, nº 1, p. 7-22.

GALLET Bertrand, « La coopération décentralisée », *Confluences Méditerranée*, 2007, nº 63, p. 85-91.

GARNAUD Benjamin et ROCHETTE Julien, « Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc) », *Revue Tiers Monde*, septembre 2012, n°211, nº 3, p. 169-188.

GIOVALUCCHI François et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, juillet 2009, vol. 198, nº 2, p. 383-406.

GRANZOW Sandra, *L'espoir d'un monde sans pauvreté (Our hope : a world free of poverty)*, Banque mondiale, 2002.

GREEN Maia, « Participatory development and the appropriation of agency in southern Tanzania », *Critique of Anthropology*, mars 2000, vol. 20, nº 1, p. 67-89.

HIBOU Béatrice, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne. Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les études du CERI, SciencesPo Paris*, 1998, vol. 39.

HIRSCHMAN Albert O., *Development projects observed*, Washington, DC, Brookings Institution, 1967, 197 p.

HOBART Mark, *An Anthropological Critique of Development: The Growth of Ignorance*, Londres, Royaume Uni, Routledge, 1993, 248 p.

JACOB Jean-Pierre et LAVIGNE DELVILLE Philippe (eds.), *Les associations paysannes en Afrique: organisation et dynamiques*, Marseille : Paris : Genève, APAD ; Karthala ; IUED (coll. « Collection "Hommes et sociétés" »), 1994, 307 p.

JOLLY Richard, « Adjustment with a human face: A UNICEF record and perspective on the 1980s », *World Development*, 1991, vol. 19, nº 12, p. 1807-1821.

LAPEYRE Frédéric, « Le rêve d'un développement sans conflit » dans Gilbert Rist (ed.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Genève, Graduate Institute Publications (coll. « Cahiers de l'IUED »), 2002, p. 101-118.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », *Anthropologie & développement*, 2017, nº 45, p. 33-64.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Un projet de développement qui n'aurait jamais dû réussir ? », *Anthropologie & développement*, 2015, n°42-43, p. 59-84.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Affronter l'incertitude ? », *Revue Tiers Monde*, 2012, vol. 211, nº 3, p. 153-168.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, Mémoire pour l'Habilitation à Diriger des Recherches, CREA, Lyon II, Lyon, 2011, 243 p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Courtiers en développement ou entrepreneurs politiques ? Les responsables d'associations villageoises de développement dans une région d'émigration internationale (Mali, Sénégal) » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 165-187.

LAVIGNE DELVILLE Philippe et ABDELKADER Aghali, *« À cheval donné, on ne regarde pas les dents »: Les mécanismes et les impacts de l'aide vus par des praticiens nigériens*, Niamey, LASDEL (coll. « Études et Travaux »), 2010, 113 p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe et TSITSIKALOS Alicia, « Les dilemmes de l'action publique dans les pays sous régime d'aide » dans Héloïse Valette, Catherine Baron, François Enten, P. Lavigne Delville et Alicia Tsitsikalos (eds.), *Une action publique éclatée ? Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier (APPI)*, Actes du colloque, Toulouse du 2 au 4 décembre 2014., Paris, GRET, 2015, p. 93-97.

LEWIS David, « Anthropology, Development and the 'Perpetual Present' : Knowledge, Power and Practice » dans Sten Hagberg et Charlotta Widmark (eds.), *Ethnographic practice and public aid: methods and meanings in development cooperation*, Uppsala, Uppsala Universitet (coll. « Acta Universitatis Upsaliensis. Uppsala studies in cultural anthropology »), 2009, p. 53-72.

LIPTON Michael, MAXWELL Simon et EDSTRÖM Jerker, *The new poverty agenda: an overview*, Brighton, University of Sussex - Institute of Development Studies (coll. « Discussion paper »), 1992, 42 p.

LONG Norman, « Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs. », *Bulletin de l'APAD*, juillet 1994, nº 7.

LONG Norman et VAN DER PLOEG Jan Douwe, « Demythologizing Planned Intervention: An Actor Perspective », *Sociologia Ruralis*, 1989, vol. 29, nº 3-4, p. 226-249.

MADAULE Stéphane, *L'aide publique au développement : l'abécédaire de la réforme*, Paris, L'Harmattan (coll. « Collection "L'esprit économique." »), 2008, 308 p.

MAXWELL Simon, « WDR 2000: Is There a New 'New Poverty Agenda'? », *Development Policy Review*, mars 2001, vol. 19, nº 1, p. 143-149.

MAZEAUD Alice, NONJON Magali et PARIZET Raphaëlle, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, juin 2016, nº 14, p. 5-35.

MEIMON Julien, « L'invention de l'aide française au développement : Discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique », *Question de recherche*, septembre 2007, nº 21, (coll. « Centre d'études et de recherches internationales Sciences Po »), p. 44.

MILLER Daniel (ed.), *Material cultures: why some things matter*, Londres, Routledge (coll. « Consumption and space »), 1998, 243 p.

MOSSE David, *Cultivating development: an ethnography of aid policy and practice*, Londres, Royaume Uni, Pluto Press, 2005, 342 p.

MOSSE David et LEWIS David, *Development Brokers and translators. The ethnography of aid and agencies*, Kumarian Press., Bloomfield, États-Unis, David Lewis, 2006, 251 p.

NELSON Nici, *Power & Participatory Development: Theory & Practice*, Londres, ITDG Publishing, 1995, 240 p.

NEUBERT Dieter, « Le rôle des courtiers locaux dans le système du développement. Quelques experiences de "projets d'autopromotion" en Afrique de l'Est » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 241-257.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant (coll. « Anthropologie prospective »), 2008, 365 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 2000, vol. 41, nº 3, p. 417-445.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et Sociétés »), 1995, 221 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre et BIERSCHENK Thomas, « Les courtiers locaux du développement », *Bulletin de l'APAD*, 1993, nº 5.

OTAYEK René, « Démocratie et société civile. Une vue du sud », *Revue internationale de politique comparée*, 2002, vol. 9, nº 2, p. 167-170.

PACQUEMENT François, *Histoire de l'Agence française de développement en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2015, 253 p.

PACQUEMENT François, « Belles histoires de l'aide: Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, 2010, vol. 236, nº 4, p. 41.

PEIXOTO Antonio, « La théorie de la dépendance : bilan critique », *Revue française de science politique*, 1977, vol. 27, nº 4, p. 601-629.

PETITEVILLE Franck, « Trois figures mythiques de l'Etat dans la théorie du développement », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 1998, p. 86-99.

PIGG Stacy Leigh, « Inventing Social Categories through Place: Social Representations and Development in Nepal », *Comparative Studies in Society and History*, 1992, vol. 34, nº 3, p. 491-513.

RIST Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2012, 511 p.

ROCA Pierre-Jean, « À la fois "dedans" et" dehors" : les ONG dans les relations internationales » dans Sarah Benn Néfīssa, Nabil Abd al-Fattah, Sari Hanafi et Carlos Minani (eds.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Le Caire : Paris, CEDEJ ; Karthala (coll. « Collection Kalam »), 2004, p. 49-64.

ROSANVALLON André et LECOMTE Bernard J., *La gestion des opérations d'aide au développement (OPAD): entre critiques et réalisme*, Paris, France, l'Harmattan, 2011, 2011, 351 p.

SEVERINO J.-M et RAY Olivier, « Taking the Measure of Global Aid », *Current history (New York, N.Y.: 1941)*, janvier 2010, vol. 109, p. 35-39.

TOTTE Marc, DAHOU Tarik, BILLAZ R., COLLECTIF D'ECHANGES POUR LA TECHNOLOGIE APPROPRIEE et ENDA GRAF SAHEL (eds.), *La décentralisation en Afrique de l'ouest : entre politique et développement*, Paris : Grand-Yoff, Dakar, Karthala : COTA ; ENDA GRAF (coll. « Hommes et sociétés »), 2003, 403 p.

WHITE Howard, « Politicising Development? » dans Ken Gupta (ed.), *Foreign Aid: New Perspectives*, Springer US (coll. « Recent Economic Thought »), 1999, p. 109-125.

WINTER Gérard, *A la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, Paris, Karthala, 2010, 285 p.

Littérature sur la mémoire

AKRE Christina, « Les relations sociétés-natures à la lumière d'un sacrifice. Mémoire locale du développement et pratiques rizicoles en pays Baga Sitem (Guinée) », *Ethnographiques*, juin 2006, nº 10.

AKRE Christina, *Au fil de la plaine, la mémoire locale du développement et les pratiques rizicoles en pays Baga Sitem*, Neuchâtel, Suisse, Université de Neuchâtel, 2006.

AURIAT Nadia, *Les défaillances de la mémoire humaine: aspects cognitifs des enquêtes rétrospectives*, Paris, PUF (coll. « Travaux et documents / Institut National d'Études Démographiques »), 1996, 203 p.

BARTLETT Frederic C., *Remembering: A Study in Experimental and Social Psychology*, Cambridge University Press, 1932, 327 p.

BERGSON Henri, *Matière et mémoire. Essai sur la relation du corps à l'esprit*, PUF., Paris, (coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine »), 1965, 282 p.

BISSELL William Cunningham, « Engaging Colonial Nostalgia », *Cultural Anthropology*, janvier 2008, vol. 20, nº 2, p. 215-248.

BLOCH Marc, « Mémoire collective, tradition et coutume. A propos d'un livre récent. », *Revue de synthèse historique*, 1925, nº 118-120, p. 73-83.

BLOCH Maurice, *L'anthropologie et le défi cognitif*, Traduit de l'anglais par Olivier Morin., Paris, O. Jacob, 2013.

BLOCH Maurice, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, traduit par Françoise Lacotte et traduit par Claude Lacotte, décembre 1995, nº 2, p. 59-76.

CHOUAIEB Afef, « Pour une relecture du fonctionnement de la mémoire organisationnelle dans l'entreprise », *Humanisme et Entreprise*, novembre 2011, nº 302, p. 45-60.

COLIN Clément, « La nostalgie comme catégorie géographique : une proposition théorique », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 2018.

CONNERTON Paul, *How Societies Remember*, Cambridge University Press, 1989, 132 p.

CROISILE Bernard, *Tout sur la mémoire*, Paris, O. Jacob, 2008, 510 p.

DELON Margot, *Les incidences biographiques de la ségrégation : trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France*, Thèse de doctorat en sociologie, Institut d'études politiques de Paris, Paris, 2017, 636 p.

DEMAZIERE Didier et DUBAR Claude, « Dire les situations d'emploi. Confrontation des catégorisations statistiques et des catégorisations indigènes », *Sociétés contemporaines*, 1997, vol. 26, nº 1, p. 93-107.

DEMAZIERE Didier et SAMUEL Olivia, « Inscrire les parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, juillet 2010, nº 11.

DIALLO Hamidou, GUENARD Charlotte, OJEDA TRUJILLO Maria-Belén et ROBILLIARD Anne-Sophie, « Traces, mémoires et archives des interventions de développement dans l'observatoire de population de Niakhar (Sénégal) », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation, p. 15.

DODMAN Thomas, « Un pays pour la colonie. Mourir de nostalgie en Algérie française, 1830-1880 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, septembre 2011, 66e année, nº 3, p. 743-784.

DOSSE François, « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison Présente*, septembre 1998, p. 5-24.

DUBY Georges, *Le dimanche de Bouvines : 27 Juillet 1214*, Paris, Gallimard (coll. « Collection folio Histoire »), 1986, 373 p.

EUSTACHE Francis, AMIEVA Hélène, THOMAS-ANTERION C., GANASCIA Jean-Gabriel, JAFFARD Robert, PESCHANSKI Denis, STIEGLER Bernard et OBSERVATOIRE B2V DES MEMOIRES (eds.), *Mémoire et émotions*, Paris, Éditions Le Pommier (coll. « Essais Le Pommier! »), 2016, 171 p.

EUSTACHE Francis, GANASCIA Jean-Gabriel, JAFFARD Robert, PESCHANSKI Denis, STIEGLER Bernard et SINEUX Pierre, *Mémoire et oubli*, Paris, Éd. le Pommier, 2014.

EVANS-PRITCHARD Edward, *Les Nuers*, Paris, Gallimard, 1937.

FINK Klaus, « La mémoire et sa relation au temps et à l'espace », *Revue française de psychanalyse*, 2000, no 64, nº 1, p. 57-66.

FORTUNE Franck et ROCA Pierre-Jean, « De l'utilité aux usages d'une mémoire collective ; retour sur la capitalisation », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation.

FOUERE Marie-Aude, « La mémoire au prisme du politique », *Cahiers d'études africaines*, janvier 2010, nº 197, p. 5-24.

FOURNIER-PLAMONDON Anne-Sophie et RACINE-SAINT-JACQUES Jules, « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire*, mai 2014, nº 15.

GENSBURGER Sarah, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Gouvernances »), 2010, 239 p.

GENSBURGER Sarah, *Essai de sociologie de la mémoire : l'expression des souvenirs à travers le titre de « Juste parmi les Nations » dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*, Paris, EHESS, 2006.

GESLIN Philippe, « Sur "la mémoire locale du développement". Une approche anthropologique du rôle des ONG dans la mise en oeuvre de choix techniques » dans Jean Paul Deler, Fauré Yves, Alain Piveteau et Pierre-Jean Roca (eds.), *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Editions Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 1998, p. 227-236.

GESLIN Philippe, « Les salins du Bénin et de Guinée ou comment l'ergonomie et l'ethnologie peuvent saisir le transfert de techniques et de sociétés » dans Bruno Latour et Pierre Lemonier (eds.), *De la préhistoire aux missiles balistiques : l'intelligence sociale des techniques*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 1994, p. 290-309.

GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, traduit par Isaac Joseph, Paris, de Minuit (coll. « Le sens commun »), 2009, 573 p.

GOFFMAN Erving, *Frame analysis: an essay on the organization of experience*, Northeastern University Press ed., Boston, Northeastern University Press, 1986, 586 p.

GUDEHUS Christian, « On the significance of the past for present and future action » dans Gerd Sebald et Jatin Wagle (eds.), *Theorizing Social Memories: Concepts and Contexts*, New York, Etats-Unis, Routledge, 2015, p. 84-97.

HAHN Hans Peter, « Amnesia in development practices », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation, p. 5.

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, France, PUF, 1950, 170 p.

HALBWACHS Maurice, *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte : étude de mémoire collective*, Paris, PUF, 1941, 206 p.

HALBWACHS Maurice, « L'expression des émotions et la société », *Revue turque de morale et de sociologie*, 1939, nº 5, p. 42-59.

HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, France, Albin Michel, 1925, 367 p.

HALBWACHS Maurice et GRANGER Christophe, « L'expression des émotions et la société », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, août 2014, nº 123, p. 39-48.

HALL Ingrid, « Un canal comme support mnémotechnique pour la généalogie ?. Hautes Terres malgaches », *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, décembre 2008, nº 50, p. 256-281.

HENRI Victor et HENRI C., « Enquête sur les premiers souvenirs de l'enfance », *L'Année psychologique*, 1896, vol. 3, nº 1, p. 184-198.

JOSSE-DURAND Chloé, *Bâtir les mémoires locales, « pluraliser » le récit national : le musée communautaire au prisme des usages politiques de la mémoire et du patrimoine au Kenya et en Éthiopie*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, Bordeaux, 2016.

KALAMPALIKIS Nikos, « L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales » dans *Méthodes d'étude des représentations sociales*, ERES, 2005, p. 147-163.

KALAMPALIKIS Nikos, « Les focus groups, lieux d'ancrages », *Bulletin de psychologie*, 2004, vol. 57, nº 471, p. 291-289.

KALAMPALIKIS Nikos, *Le nom et ses mémoires : ancrages des représentations sociales face à une menace identitaire : l'affaire macédonienne*, Thèse de doctorat en psychologie sociale, Paris, EHESS, 2001.

KORMAN Rémi, « La politique de mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda : enjeux et évolutions », *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, décembre 2013, nº 66, p. 87-101.

KOSELLECK Reinhart, « Temps et histoire », *Romantisme*, 1987, vol. 17, nº 56, p. 7-12.

LACHENAL Guillaume et MBODJ-POUYE Aïssatou, « Restes du développement et traces de la modernité en Afrique », *Politique africaine*, 2014, vol. 135, nº 3, p. 5-21.

LAURENS Stéphane et ROUSSIAU Nicolas, *La mémoire sociale : identités et représentations sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

LAVABRE, MARIE-CLAIRE, « La Commémoration : mémoire de la mémoire ? », *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 2014, nº 3, p. 26-37.

LAVABRE Marie-Claire, « Paradigmes de la mémoire », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, décembre 2007, nº 5, p. 139-147.

LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 2000, vol. 7, nº 1, p. 48-57.

LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, 319 p.

LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard (coll. « Collection Folio / Histoire »), 1988, 409 p.

LECLERC-OLIVE Michèle, « Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques » dans *Bifurcations*, La Découverte, 2009, p. 329-346.

LECLERC-OLIVE Michèle, « Entre mémoire et expérience, le passé qui insiste », *Revue Projet*, 2003, nº 273, p. 96-104.

MINKOWSKI Eugène et PELICIER Yves, *Le temps vécu : études phénoménologiques et psychopathologiques*, Paris, PUF, 2013.

NEISSER Ulric, « Memory : What are the Important Questions ? » dans M. M. Gruneberg, P. E. Morris et R. N. Sykes (eds.), *Practical Aspects of Memory: Current Research and Issues*, Chichester ; New York, Wiley, 1988, vol.1, Memory of Everyday Life.

NORA Pierre, « Entre Mémoires et Histoire » dans Pierre Nora (ed.), *Les lieux de mémoire :I a République, la Nation, les France*, Paris, Gallimard (coll. « Quarto »), 2004, p. 23-43.

NORA, PIERRE, *Les lieux de mémoire*, Paris, France, Gallimard, 1993, vol. 3 volumes/I – La République, 1984 ; II – La Nation, 1986 ; III – Les France, 1993, 4751 p.

PIOLINO Pierrette, DESGRANGES Béatrice et EUSTACHE Francis, *La mémoire autobiographique : théorie et pratique*, Marseille, Solal, 2000.

RIBOT Théodule, *Les maladies de la mémoire*, Baillère., Paris, 1881.

RICŒUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, France, Seuil, 2000, 675 p.

RICŒUR Paul, « L'écriture de l'histoire et la représentation du passé », *Annales*, 2000, nº 55, p. 731-747.

RICŒUR Paul, *Temps et récit*, Paris, Seuil (coll. « L'Ordre philosophique »), 1983, 3 p.

ROBERT Sylvie et OLLITRAULT-BERNARD Annik, *Le capital mémoire: identifier, analyser et valoriser l'expérience dans les institutions : repères méthodologiques...*, Paris, C. L. Mayer, 2005.

ROSSI Jean-Pierre, *Psychologie de la mémoire: de la mémoire épisodique à la mémoire sémantique*, Bruxelles, De Boeck, 2005.

ROUSSIAU Nicolas et RENARD Elise, « Des représentations sociales à l'institutionnalisation de la mémoire sociale », *Connexions*, 2003, vol. no80, nº 2, p. 31-41.

ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy: de 1944 à nos jours*, 2. éd. revue et mise À jour., Paris, Éd. du Seuil (coll. « Collection Points Série Histoire »), 1990, 414 p.

RUBIN David C. et BADDELEY Alan D., « Telescoping is not time compression: A model of the dating of autobiographical memory », *Memory & Cognition*, novembre 1989, vol. 17, nº 6, p. 653-661.

RUË Olivier, *L'aménagement du littoral de Guinée (1945-1995) : mémoires de mangroves. Des mémoires de développement pour de nouvelles initiatives*, Paris, l'Harmattan, 1998.

THOMPSON Charles P., SKOWRONSKI John J. et LEE D. John, « Telescoping in dating naturally occurring events », *Memory & Cognition*, septembre 1988, vol. 16, nº 5, p. 461-468.

TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, France, Arléa, 1995, 60 p.

TULVING, ENDEL, « How Many Memory Systems Are There ? », *American Psychologist*, 1985, vol. 40, nº 4, p. 14.

TULVING Endel et DONALDSON Wayne (eds.), *Organization of memory*, New York, Etats-Unis d'Amérique, Academic Press, 1972, xiii+423 p.

VALENSI Lucette, *Fables de la mémoire: la glorieuse bataille des trois rois*, Paris, Seuil (coll. « L'Univers historique »), 1992, 311 p.

WEXLER Mark N., « Organizational memory and intellectual capital », *Journal of Intellectual Capital*, décembre 2002, vol. 3, nº 4, p. 393-414.

Sociologie de l'action publique

BLANGY Marc, « Construction de l'action publique : système et légitimité. Le cas d'un dispositif départemental de prise en charge des toxicomanes », *Politiques et Management Public*, 1996, vol. 14, nº 2, p. 1-31.

BONOLI Giuliano et PALIER Bruno, « Phénomènes de Path Dependence et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue française de science politique*, 1999, vol. 49, nº 3, p. 399-420.

BORRAZ Olivier, « Pour une sociologie des dynamiques de l'action publique locale » dans Richard Balme, Alain Faure et Albert Mabileau (eds.), *Les nouvelles politiques locales : dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1999, p. 70-110.

BRIDGMAN Peter et GLYN Davis, « What Use is a Policy Cycle? Plenty, if the Aim is Clear », *Australian Journal of Public Administration*, septembre 2003, vol. 62, nº 3, p. 98-102.

CALLON Michel, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, 1986, nº 36.

CALLON Michel et LATOUR Bruno, « Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il ? » dans Madeleine Akrich (ed.), *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines (coll. « Sciences sociales »), 2013, p. 11-32.

DARBON Dominique et PROVINI Olivier, « « Penser l'action publique » en contextes africains », *Gouvernement et action publique*, juillet 2018, N° 2, nº 2, p. 9-29.

DEMANGE Elise, *La controverse « Abstain, Be Faithful, Use a Condom » : transnationalisation de la politique de prévention du VIH/sida en Ouganda*, thesis, Bordeaux 4, 2010.

DEZALAY Yves et GARTH Bryant G., *La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et Chicago boys*, Paris, Seuil (coll. « Collection liber »), 2002, 504 p.

DOGAN Mattei et PELASSY Dominique, *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, Paris, Economica (coll. « Collection Politique comparée »), 1982, 218 p.

DOUILLET Anne-Cécile, « Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique », *Revue francaise de science politique*, 2003, Vol. 53, nº 4, p. 583-606.

DUBOIS Vincent, *La vie au guichet: relation administrative et traitement de la misère*, Economica, 1999, 220 p.

EBOKO Fred, *Repenser l'action publique en Afrique: du SIDA à l'analyse de la globalisation des politiques publiques*, Paris, Éditions Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2015, 262 p.

ENGUELEGUELE Maurice, « L'analyse des politiques publiques dans les pays d'Afrique subsaharienne » dans Dominique Darbon, Christian Coulon et Centre d'étude d'Afrique noire (eds.), *L'Afrique politique*, Paris, Karthala (coll. « L'Afrique politique »), 2002, p. 233-254.

ENGUELEGUELE Maurice, « La "disparition des sexes" au Cameroun » dans Eric Darras (ed.), *La Politique Ailleurs*, PUF, 1998, p. 355-370.

FAURE Alain, « Territoires/Territorialisation » dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2010.

FAURE Alain, *Le village et la politique : essai sur les maires ruraux en action*, Paris, Harmattan (coll. « Collection Logiques politiques »), 1992, 224 p.

HAAS Peter M., « Epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, décembre 1992, vol. 46, nº 01, p. 1–35.

HALPERN Charlotte, LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick (eds.), *L'instrumentation de l'action publique : controverses, résistances, effets*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Domaine Gouvernances »), 2014, 520 p.

HASSENTEUFEL Patrick, *Sociologie politique : l'action publique*, 2e édition., Paris, Armand Colin (coll. « U. Sociologie »), 2011, 1 p.

HASSENTEUFEL Patrick, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale », *Revue française de science politique*, mars 2005, Vol. 55, nº 1, p. 113-132.

HRABANSKI Marie et BIDAUD Cécile, « Circulation d'une norme internationale d'action publique et recomposition de l'État : analyse comparée des « services écosystémiques » à Madagascar et en France », *Revue internationale de politique comparée*, 2014, vol. 21, nº 3, p. 87-109.

HUGON Clothilde, *(Re)penser Dieu à l'école au Sénégal : les politiques publiques face à l'éducation « arabo-islamique »*, Thèse de doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux, Bordeaux, 2016, 692 p.

JACQUOT Sophie et HALPERN Charlotte, « Aux frontières de l'action publique : L'instrumentation comme logique de (dé)sectorisation » dans *Une French touch dans l'analyse des politiques publiques ?*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 57-84.

JOBERT Bruno, « Le mythe de la gouvernance dépolitisée » dans *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2003, p. 273-285.

JOBERT Bruno (ed.), *Le tournant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, Harmattan (coll. « Collection "Logiques politiques »), 1994, 328 p.

JOBERT Bruno, « L'État en action. L'apport des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 1985, vol. 35, nº 4, p. 654-682.

JOBERT Bruno et MULLER Pierre, *L'État en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF (coll. « Recherches politiques »), 1987, 242 p.

JONES Charles O., *An introduction to the study of public policy*, Belmont, Calif., Etats-Unis d'Amérique, Wadsworth Pub. Co., 1970, 170 p.

KINGDON John W., *Agendas, Alternatives, and Public Policies, Update Edition, with an Epilogue on Health Care*, 2 edition., Boston, Pearson, 2010, 304 p.

LABORIER Pascale et TROM Danny (eds.), *Historicités de l'action publique*, Paris, France, PUF, 2003, 540 p.

LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick (eds.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Gouvernances »), 2004, 370 p.

LASSWELL Harold D, *The decision process: seven categories of functional analysis*, College Park, Bureau of Governmental Research, College of Business and Public Administration, University of Maryland, 1956.

LATOURES Aurélie et COULON Christian, *Saisir l'État en action en Afrique subsaharienne : action publique et appropriation de la cause des mutilations génitales féminines au Mali et au Kenya*, France, Atelier national de reproduction des thèses, 2009.

MENY Yves, « Introduction : la greffe et le rejet » dans Yves Mény (ed.), *Les politiques du mimétisme institutionnel : la greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan (coll. « Collection "Logiques politiques" »), 1993.

MENY Yves (ed.), *Les politiques du mimétisme institutionnel : la greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan (coll. « Collection "Logiques politiques" »), 1993, 285 p.

MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, 2013.

MULLER Pierre, « Référentiel » dans *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2010, vol.3e éd., p. 555-562.

MULLER Pierre, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, 2000, vol. 50, nº 50, p. 189-208.

MULLER Pierre, « Les politiques publiques entre secteurs et territoires », *Politiques et management public*, 1990, vol. 8, nº 3, p. 19-33.

MUTTENZER F. D., « Analyse cognitive d'une politique publique : justice environnementale et « marchés ruraux » de bois-énergie », *Madagascar Conservation & Development*, 2012, vol. 7, nº 2S, p. 79-86.

NAKANABO DIALLO Rozenn, *Politiques de la nature et nature de l'Etat : (re)déploiement de la souveraineté de l'Etat et action publique transnationale au Mozambique.*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, 2013.

NAKANABO DIALLO Rozenn, « Élites administratives, aide internationale et fabrique de l'action publique de la conservation au Mozambique », *Politique africaine*, juillet 2012, N° 126, nº 2, p. 143-161.

NAY Olivier et SMITH Andy (eds.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, France, Economica, 2002, 237 p.

NAY Olivier et SMITH Andy, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions » dans *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Economica., Paris, 2002, p. 47-86.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre et RIDDE Valéry (eds.), *Une politique publique de santé et ses contradictions : la gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, Paris, Éditions Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2014, 472 p.

PINSON Gilles, « Le projet urbain comme instrument d'action publique » dans Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (eds.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Gouvernances »), 2004, p. 199-233.

PRESSMAN Jeffrey L. et WILDAVSKY Aaron, *Implementation: How Great Expectations in Washington Are Dashed in Oakland; Or, Why It's*

Amazing that Federal Programs Work at All, This Being a Saga of the Economic Development Administration as Told by Two Sympathetic Observers Who Seek to Build Morals on a Foundation, Berkeley, Etats-Unis, University of California Press, 1973, 312 p.

PROVINI Olivier, *La circulation des réformes universitaires en Afrique de l'est, les politiques de l'enseignement supérieur au regard de la sociologie de l'action publique et de l'Etat*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Pau, Pau, France, 2015.

SABATIER Paul A., « The advocacy coalition framework: revisions and relevance for Europe », *Journal of European Public Policy*, mars 1998, vol. 5, nº 1, p. 98-130.

SCHLIMMER Sina, *Construire l'État par les politiques foncières : La négociation des transactions foncières en Tanzanie*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, 2017.

SORIAT Clément, « L'implication des acteurs associatifs béninois dans l'action publique de lutte contre le sida : entre domestication et prise de pouvoir », Aix en Provence, 2015.

SORIAT Clément, *Les acteurs associatifs et la lutte contre le sida au Bénin : de la professionnalisation au gouvernement des corps*, Thèse de doctorat en science politique, Lille 2, Lille, 2014, 464 p.

STONE Diane, « Transfer agents and global networks in the 'transnationalization' of policy », *Journal of European Public Policy*, janvier 2004, vol. 11, nº 3, p. 545-566.

VALETTE Héloïse, BARON Catherine, ENTEN François, LAVIGNE DELVILLE Philippe et TSITSIKALOS Alicia (eds.), *Une action publique éclatée ? Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier (APPI)*, Actes du colloque, Toulouse du 2 au 4 décembre 2014., Paris, GRET, 2015.

WOLMAN Harold et PAGE Ed, « Policy Transfer among Local Governments: An Information–Theory Approach », *Governance*, octobre 2002, vol. 15, nº 4, p. 577-501.

Sociologie des élites

AUGE Axel, « Les solidarités des élites politiques au Gabon : entre logique ethno-communautaire et réseaux sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2007, n° 123, nº 2, p. 245-268.

BAKARY Tessy D., *Les élites africaines au pouvoir: problématique, méthodologie, état des travaux*, Talence, France, Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux (coll. « Bibliographies du Centre d'étude d'Afrique noire »), 1990, 138 p.

BANEGAS Richard et WARNIER Jean-Pierre, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, 2001, N° 82, nº 2, p. 5-23.

BOISSEVAIN Jeremy, *Friends of friends: networks, manipulators and coalitions*, Oxford, Blackwell (coll. « Pavillon Series »), 1978, 285 p.

BREIGER Ronald L., « Toward an operational theory of community elite structures », *Quality and Quantity*, 1979, vol. 13, nº 1, p. 21-57.

DAHL Robert Alan, *Who governs? democracy and power in an American city*, New Haven, Conn. Londres, Yale University Press, 1961, 355 p.

DALOZ Jean-Pascal, « Au-delà de l'État néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitaire », *Revue internationale de politique comparée*, mars 2007, Vol. 13, nº 4, p. 617-623.

DALOZ Jean-Pascal, *Élites et représentations politiques : la culture de l'échange inégal au Nigeria*, Pessac, PUF (coll. « Le territoire du politique »), 2002, 174 p.

DALOZ Jean-Pascal (ed.), *Le (non-) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Talence, France, Centre d'étude d'Afrique noire, 1999, 230 p.

EDJA Honorat, « Médiateurs traditionnels à l'école du courtage en développement. Un exemple autour des projets du service allemand de développement (DED) à Kalalé au Nord-Bénin » dans Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala - APAD, 2000, p. 125-144.

EL MAOULA EL IRAKI Aziz, *Des notables du Makhzen à l'épreuve de la « gouvernance »: élites locales, territoires, gestion urbaine et développement au Maroc: cas de trois villes moyennes de la région nord-ouest*, Paris : Rabat, Harmattan ; Institut national d'aménagement et d'urbanisme, 2003, 432 p.

ELIAS Norbert et SCOTSON John L., *The Established and the Outsiders*, SAGE, 1994, 256 p.

ELOIRE Fabien, « Qui se ressemble s'assemble ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, N° 205, nº 5, p. 104-119.

GARCIA Marie-Carmen et GENIEYS William, *L'invention du pays cathare : essai sur la constitution d'un territoire imaginé*, Paris, Harmattan (coll. « Questions contemporaines »), 2005, 140 p.

GENIEYS William, *Sociologie politique des élites*, Paris, A. Colin, 2011.

GENIEYS William, *L'élite des politiques de l'État*, Paris, France, Presses de Sciences Po, 2008.

GENIEYS William et DENORD François, « Classiques, au sujet de Charles Wright Mills (2012), L'Élite au pouvoir, Marseille, Éd. Agone. Préface de François Denord. Traduit de l'anglais par André Chassigneux », *Gouvernement et action publique*, février 2014, nº 4, p. 669-679.

GENIEYS William et HASSENTEUFEL Patrick, « Entre les politiques publiques et la politique : l'émergence d'une « élite du Welfare » ? », *Revue française des affaires sociales*, décembre 2001, nº 4, p. 41-50.

GENIEYS, WILLIAM, SMITH Andy, BARAIZE François, FAURE Alain et NEGRIER Emmanuel, « Le pouvoir local en débats. Pour une sociologie du rapport entre leadership et territoire », *Pôle Sud*, 2000, nº 13, p. 103-120.

HACKER Andrew, « The Elected and the Anointed: Two American Elites », *The American Political Science Review*, septembre 1961, vol. 55, nº 3, p. 539.

HERZOG Hanna, *Gendering Politics: Women in Israel*, University of Michigan Press, 1999.

HUNTER Floyd, *Community power structure: a study of decision makers*, Chapel Hill, Etats-Unis d'Amérique, University of North Carolina press, 1953, xvi+297 p.

LASKI Harold J., « The Personnel of the English Cabinet, 1801–1924 », *American Political Science Review*, février 1928, vol. 22, nº 01, p. 12-31.

LEFERME-FALGUIERES Frédérique et RENTERGHEM Vanessa Van, « Le concept d'élites. Approches historiographiques et méthodologiques », *Hypothèses*, 2001, p. 57-67.

LYND Robert S. et LYND Helen Merrell, *Middletown: A Study in Modern American Culture*, 1re éd., San Diego, Mariner Books, 1959, 564 p.

MENDRAS Henri, *Les sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Gallimard (coll. « Collection folio Histoire »), 1995, 368 p.

MICHELS Robert, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, Hearst's International Library Company, 1915, 436 p.

MILLS C. Wright, *The power elite*, New York, Oxford University Press, 1956, 442 p.

MOSCA Gaetano, *The ruling class*, Andesite Press., New York, 1980.

MOSCA Gaetano, *Elementi discienza politica*, Rome, Italie, Bocca, 1896.

PARETO Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, traduit par Pierre Boven, Lausanne ; Paris : Payot, 1917, 864 p.

SAHLINS Marshall D., « Poor Man, Rich Man, Big-man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, avril 1963, vol. 5, nº 3, p. 285-303.

SARRAZIN François (ed.), *Les élites agricoles et rurales : concurrences et complémentarités des projets*, Rennes, PUR, 2014.

Sociologie des réseaux

BERROU Jean-Philippe et BRUN Matthieu, « Les « gardiens » de la mémoire du développement à Madagascar et au Maroc : réseaux de citations et construction de la réputation », *Afrique Contemporaine*, 2019, En cours d'évaluation.

BURT Ronald S., *Structural holes: the social structure of competition*, 1. Harvard Univ. Press paperback ed., Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1995, 313 p.

BURT Ronald S., « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, 1995, vol. 36, nº 4, p. 599-628.

FREEMAN Linton C., « Centrality in social networks conceptual clarification », *Social Networks*, janvier 1978, vol. 1, nº 3, p. 215-239.

KNOKE David, « Organization Sponsorship and Influence Reputation of Social Influence Associations », *Social Forces*, juin 1983, vol. 61, nº 4, p. 1065-1087.

LAUMANN Edward O., MARSDEN Peter V. et GALASKIEWICZ Joseph, « Community-Elite Influence Structures: Extension of a Network Approach », *American Journal of Sociology*, 1977, vol. 83, nº 3, p. 594-631.

LAUMANN Edward O et PAPPI Franz Urban, *Networks of collective action: a perspective on community influence systems*, New York; San Francisco; Londres, Academic Press, 1976.

LIN Nan, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, 1995, vol. 36, nº 4, p. 685-704.

État, politique et société à Madagascar

AL DABAGHY Camille, « Le prix de l'eau. Hiérarchies urbaines, voisinage hydrique et communalité à Diégo-Suarez (Madagascar) », *Études rurales*, 16 mars 2014, nº 194, p. 123-143.

ALTHABE Gérard, « Les luttes sociales à Tananarive en 1972. », *Cahiers d'Études africaines*, 1980, vol. 20, nº 80, p. 407-447.

BEAUJARD Philippe, *Mythe et société à Madagascar (Tañala de l'Ikongo)*, Paris, L'Harmattan (coll. « Repères pour Madagascar et l'océan Indien »), 1991, 611 p.

BOCKEL Louis, *Politiques publiques et pauvreté à Madagascar : la filière riz, moteur de croissance ou facteur de crise?*, Paris, France, Harmattan, 2005, 304 p.

CHABOUD Christian, FROGER Géraldine et MERAL Philippe (eds.), *Madagascar face aux enjeux du développement durable : des politiques environnementales à l'action collective locale*, Paris, Karthala (coll. « Economie et développement »), 2007, 308 p.

CHALVON Solène, « Madagascar : églises, mosquées… Dieu est partout », *Libération.fr*, 17 nov. 2017 p.

CHARTIER Angeline, *Transferts et appropriations de modèles de développement dans les pays du Sud : pour une analyse du (dys)fonctionnement de l'aide : l'exemple de la décentralisation en Haïti et à Madagascar*, thèse de doctorat en géographie, Bordeaux 3, 2016.

COLE Jennifer, *Forget colonialism? sacrifice and the art of memory in Madagascar*, Berkeley, University of California Press (coll. « Ethnographic studies in subjectivity »), 2001, 361 p.

COLE Jennifer, « Quand la mémoire resurgit. La rébellion de 1947 et la représentation de l'État contemporain à Madagascar », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, mars 1997, nº 28, p. 9-28.

CONAC Gérard et FEUER Guy, « Les accords franco-malgaches », *Annuaire Français de Droit International*, 1960, vol. 6, nº 1, p. 859-880.

CONDOMINAS Georges, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Paris, France, Berger-Levrault, 1961, 234 p.

CONKLIN Alice L., *A mission to civilize: the republican idea of empire in France and West Africa, 1895-1930*, California, USA, Stanford University Press, 1997, 367 p.

DELENNE Michel, « Terroirs en gestation dans le moyen ouest malgache », *Etudes Rurales*, 1970, nº 37-38-39, p. 410-448.

DELIEGE Antoine, *Pratiques économiques et transactions avec les ancêtres: Étude des cérémonies famadihana dans un village malgache*, Presses universitaire de Louvain, 2012, 237 p.

DESJEUX Dominique, *La question agraire à Madagascar : administration et paysannat de 1895 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1979, 195 p.

ELLIS Stephen, « Rumour and Power in Togo », *Africa: Journal of the International African Institute*, 1993, vol. 63, nº 4, p. 462-476.

FREMIGACCI Jean, « Madagascar ou l'éternel retour de la crise », *Afrique contemporaine*, 6 mars 2015, vol. 251, nº 3, p. 125-142.

GALIBERT Didier, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, Karthala., Paris, 2011, 591 p.

GALIBERT Didier, « Mai 1972 : la deuxième indépendance malgache » dans Yves Combeau (ed.), *La Réunion-Madagascar, 1942-1972 : départementalisation et indépendance*, La Réunion, Sedes/université de la Réunion, 2002, p. 189-203.

GASTINEAU Bénédicte, GUBERT Flore, ROBILLIARD Anne-Sophie et ROUBAUD François, *Madagascar face au défi des objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Institut de recherche pour le développement, 2010.

GOEDEFROIT Sophie, « Stratégies patrimoniales au paradis de la nature : conservation de la biodiversité, développement et revendications locales à Madagascar » dans Marie-Christine Cormier Salem, D. Juhé-Beaulaton, Jean Boutrais et B. Roussel (eds.), *Patrimonialiser la nature tropicale : dynamiques locales, enjeux internationaux*, Paris, IRD (coll. « Colloques et Séminaires »), 2002, p. 125-166.

GOEDEFROIT Sophie et RAZAFINDRALAMBO Prisca, « ONG, associations et syndicats. Nouveaux acteurs et nouvelles stratégies dans le domaine de la pêche traditionnelle malgache » dans Sophie Goedefroit, Christian Chaboud et Yvan Breton (eds.), *La ruée vers l'or rose : regards croisés sur la pêche crevettière traditionnelle à Madagascar*, Paris, Éditions de l'Institut de recherche pour le développement, 2002, p. 189-205.

GOEDEFROIT Sophie et REVERET Jean-Pierre, « Introduction : Quel développement à Madagascar », *Études rurales*, 15 décembre 2006, nº 178, p. 9-22.

GUEBOURG Jean-Louis, « Analyse de la filière tabac malgache : de l'étatisation pure à la société mixte », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 1997, vol. 50, nº 199, p. 245-270.

LUNEL Pierre, *Père Pedro : Prophète des bidonvilles*, Editions du Rocher, 2013, 198 p.

LYAUTEY Hubert, *Lettres du Tonkin et de Madagascar (1894-1899). Tome 1 / Hubert Lyautey*, Paris, A. Colin, 1920.

MOREAU Sophie, « Des associations des villes aux associations des champs en pays betsileo », *Études rurales*, décembre 2006, nº 178, p. 89-112.

MOUCHET Jean, LAVENTURE S., BLANCHY S., FIORAMONTI R., RAKOTONJANABELO A., RABARISON P., SIRCOULON Jacques et ROUX J., « La reconquête des Hautes Terres de Madagascar par le paludisme », *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique*, 1997, vol. 90, nº 3, p. 162-168.

OTTINO Paul, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine*, Paris, Karthala : ORSTOM (coll. « Collection "Hommes et sociétés" »), 1998, 685 p.

PAPINOT Christian, « « VAZAHA - L'étranger » : de l'origine extra-territoriale à l'exclusion symbolique », *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, janvier 1998, nº 72-73, p. 107-117.

RAISON Jean-Pierre, *Les hautes terres de Madagascar et leurs confins occidentaux : enracinement et mobilité des sociétés rurales (Tome 2)*, KARTHALA Editions, 1984, 638 p.

RAISON Jean-Pierre, « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne » dans *Etudes de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Paris, Mouton, 1972, p. 407-425.

RAISON-JOURDE Françoise, « La constitution d'une utopie du fokonolona comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar », *Omaly sy Anio. Pouvoirs et États dans l'histoire*

de Madagascar et du Sud-Ouest de l'océan Indien, 1994, nº 33-36, p. 675-712.

RAISON-JOURDE Françoise, « Une transition achevée ou amorcée ? », *Afrique contemporaine*, 1993, nº 52, p. 6-18.

RAISON-JOURDE Françoise (ed.), *Les Souverains de Madagascar : l'histoire royale et ses résurgences contemporaines: études*, Paris, Editions Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 1983, 476 p.

RAISON-JOURDE Françoise et RAISON Jean-Pierre, « Ravalomanana et la troisième indépendance ? », *Politique africaine*, 2002, nº 86, p. 5-17.

RAISON-JOURDE Françoise et ROY Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, (1960 - 1975)*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2010, 490 p.

RAKOTOARISOA Jean-Éric, « 1991·2002 : le difficile apprentissage de la démocratie », *Afrique contemporaine*, 2002, nº 202-203, p. 15-25.

RAKOTOMALALA Malanjaona, BLANCHY Sophie et RAISON-JOURDE Françoise, *Usages sociaux du religieux sur les Hautes-Terres malgaches : les ancêtres au quotidien*, Paris, L'Harmattan, 2001, 529 p.

RAVALOSON Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan (coll. « Collection "Repères pour Madagascar et l'océan Indien" »), 1994, 175 p.

RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 », *Politique africaine*, 2002, nº 86, p. 18-44.

RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, ROUBAUD François et WACHSBERGER Jean-Michel, *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Marseille : [Paris], IRD éditions ; AFD, Agence française de développement (coll. « Collection Synthèses »), 2017, 279 p.

RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François et WACHSBERGER Jean-Michel, *Les Elites à Madagascar : un essai de sociographie Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*, Antananarivo, Madagascar, UMR 225 IRD - DIAL, 2015, 8 p.

REGNARD Corinne, *Crise économique, santé et mortalité à Madagascar*, Paris, Harmattan (coll. « Collection "Populations" »), 2003, 297 p.

ROUBAUD François, *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Paris, France, Harmattan, 2000, 254 p.

VERIN Pierre, *Madagascar*, Paris, Karthala, 2000.

État, politique et société au Maroc

AÏT HAMZA Mohamed et EL FASKAOUI B., « Les oasis du Drâa au Maroc », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, mars 2010, nº 1284, p. 56-69.

AKESBI Najib, « Qui fait la politique agricole au Maroc ? ou quand l'expert se substitue au chercheur », *Annales de l'Inrat*, janvier 2015, vol. 389, nº 3563, p. 1-23.

AKESBI Najib, « Évolution et perspectives de l'agriculture marocaine : Rapport, groupe thématique « Croissance économique et développement humain » » dans Royaume du Maroc (ed.), *Cinquante ans de développement humain et perspectives 2025*, Rabat, Maroc, Royaume du Maroc, 2005, p. 198.

ALLAL Amin, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des policy tranfers à portée limitée », *Critique internationale*, 2010, vol. 48, nº 3, p. 97–116.

ALLAL Amin, « « Développement international » et « promotion de la démocratie » : à propos de la « gouvernance locale » au Maroc », *L'Année du Maghreb*, novembre 2007, III, p. 275-296.

BARON Catherine et BELARBI Wafae, « Gouvernance participative et rôle des associations pour l'accès à l'eau dans la périphérie de Casablanca (Maroc) » dans Graciela Schneier-Madanes (ed.), *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*, La Découverte (coll. « Recherches »), 2010, p. 381-401.

BENCHERIFA Abdellatif, « Migration extérieure et développement agricole au Maroc : état de la connaissance, observations empiriques récentes et perspectives de recherches futures », *Revue de géographie du Maroc*, 1993, vol. 15, nº 1-2, p. 51-92.

BENIDIR Mohammed, « Les courtiers associatifs en développement dans le Sud-Est du Maroc. Entre politisation et dépolitisation », *Anthropologie & développement*, septembre 2015, nº 42-43, p. 101-132.

BENIDIR Mohammed, « Leaders associatifs et élus locaux au Maroc : épreuves de face-à-face et controverses dans les arènes du développement », *Politique africaine*, 2010, vol. 120, nº 4, p. 87.

BENNAFLA Karine, « Mobilités et politique à Sidi Ifni, ville isolée du Sud marocain », *Espace populations sociétés*, décembre 2010, 2010/2-3, p. 251-265.

BENNAFLA Karine et EMPERADOR BADIMON Montserrat, « Le « Maroc inutile » redécouvert par l'action publique : les cas de Sidi Ifni et Bouarfa », *Politique africaine*, 2010, nº 120, p. 67-86.

BERQUE Jacques et PASCON Paul, *Structures sociales du Haut-Atlas*, 2. éd. rev. et augm., Paris, PUF (coll. « Sociologie d'aujourd'hui »), 1978, 513 p.

BONO Irène, « Le « phénomène participatif » au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes », *Les études du CERI, SciencesPo Paris*, juin 2010, nº 166.

BOUJROUF Saïd, « Innovation et recomposition territoriale au Maroc. Une mise en perspective géo-historique » dans Benoît Antheaume et Frédéric Giraut (eds.), *Le territoire est mort, vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, Paris, IRD, 2005, p. 133-158.

BOURRON Yves et OULD AOUDIA Jacques, *Jamal, la revanche du territoire : un migrant acteur du développement*, Paris, France, Ed. Publisud, 2011, 268 p.

CATUSSE Myriam, « Le « social » : une affaire d'Etat dans le Maroc de Mohammed VI », *Confluences Méditerranée*, septembre 2011, nº 78, p. 63-76.

CATUSSE Myriam, « Maroc : un fragile État social dans la réforme libérale » dans Myriam Catusse, Blandine Destremau et Éric Verdier (eds.), *L'État face aux débordements du social au Maghreb : formation, travail et protection sociale*, Paris, France, Karthala, 2010, p. 187-228.

CATUSSE Myriam, « La réinvention du social dans le Maroc ajusté », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2005, nº 105-106, p. 221-246.

CATUSSE Myriam, DESTREMAU Blandine et VERDIER Éric (eds.), *L'État face aux débordements du social au Maghreb : formation, travail et protection sociale*, Paris, France, Karthala, 2010, 458 p.

CHAHIR Aziz, *Qui gouverne le Maroc ? étude sociologique du leadership politique*, Paris, Harmattan, 2015, 735 p.

CHAKER Aziz, « Communautés de base traditionnelles et modernes dans la vallée du Draâ », *Bulletin économique et social du Maroc*, 2004, Rapport du social 2004, p. 23-30.

CHEYNIS Éric, « Les pionniers de la participation au Maroc. Espace de reclassement et constitution d'un savoir autonome », *Participations*, juin 2016, nº 14, p. 37-59.

CLAISSE Alain, « Le makhzen aujourd'hui » dans Jean-Claude Santucci (ed.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition ?*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (coll. « Connaissance du monde arabe »), 2013, p. 285-310.

DESMOULIN Jean-Pierre, *Jeux identitaires, traces mémorielles et mutations sociales : une anthropologie des populations du Moyen-Drâa au Maroc*, Saint-Brice-sous-Forêt, J.-P. Desmoulin (auto-édition), 2009, 580 p.

EL MAJHAD Sarah, « Maroc : Explosion associative », *Aujourd'hui le Maroc*, 29 déc. 2014 p.

FAOUZI Hassan et MARTIN Julie, « Soutenabilité de l'arganeraie marocaine. Entre valorisation de l'huile d'argane et non-régénération de l'arganier », *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie*, 7 mars 2014, nº 20.

HAMMOUDI Abdallah, *La vallée de l'Azzadan, contribution à la sociologie du Haut Atlas marocain*, Paris, France, 1977, 340 p.

HIBOU Béatrice et TOZY Mohamed, « De la friture sur la ligne des réformes : La libéralisation des télécommunications au Maroc », *Critique internationale*, 2002, no 14, nº 1, p. 91-118.

KHROUZ Driss, « La politique agricole du Maroc indépendant » dans Jean-Claude Santucci (ed.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition ?*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (coll. « Connaissance du monde arabe »), 2013, p. 119-150.

LACOMBE Nicolas, « Genrification des activités dans l'Arganeraie : « L'éleveur » et la « concasseuse » comme figures sociales de déconstruction des agricultures familiales », *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, septembre 2015, vol. 92, nº 92-3, p. 364-384.

LACOSTE Yves, « Chapitre 5 - Le conflit du Sahara occidental : Maroc contre Algérie ? » dans *Les conflits dans le monde*, Armand Colin, 2011, p. 79-88.

LACROIX Thomas, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

LEVEAU Rémy, *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Références »), 1976, 318 p.

LOUARGANT Sophie, MATTEUDI Emmanuel et ROUX Emmanuel, « L'action aménagiste au Maroc entre héritages, permanences et bifurcations », *L'Information géographique*, 2011, vol. 75, nº 4, p. 15-38.

MARTHELOT Pierre, « Histoire et réalité de la modernisation du monde rural au Maroc », *Tiers-Monde*, 1961, vol. 2, nº 6, p. 137-168.

MERNISSI Fatima, *Les Aït-Débrouille du Haut-Atlas : reportage*, Maroc, Editions le Fennec, 1997, 153 p.

MIRAS Claude de et GODARD Xavier, « Les firmes concessionnaires de service public au Maroc : Eau potable, assainissement et transports collectifs », *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens*, janvier 2006, nº 106, p. 113-124.

MONTAGNE Robert, *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc, essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe chleuh)*, Thèse principale pour le doctorat ès-lettres, Faculté des lettres de l'Université de Paris, Paris, France, 1930.

OUHAJOU Lekbir, *Espace hydraulique et société au Maroc : cas des sytèmes d'irrigation dans la vallée du Dra*, Agadir, Maroc, Université Ibn Zohr, 1996.

PASCON Paul, *Le Haouz de Marrakech*, Rabat, Maroc, Tanger : Editions marocaines et internationales, 1983, vol. 2/, 693+165 p.

PASCON, PAUL et ENNAJI Mohammed, *Les Paysans sans terre au Maroc*, Édition Toubkal., Casablanca, Maroc, 1986, 135 p.

QUINTAL Magalie et TRUDELLE Catherine, « Maroc : Les associations locales dans la vallée du Ziz. Une nouvelle gouvernance territoriale », *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, 15 mars 2013, nº 334, p. 39-53.

ROMAGNY Bruno, AUCLAIR Laurent et ELGUEROUA Abdelaziz, « La gestion des ressources naturelles dans la vallée des Aït Bouguemez (Haut Atlas) : la montagne marocaine à la recherche d'innovations institutionnelles », *Mondes en développement*, avril 2008, nº 141, p. 63-80.

SAAF Abdallah, « Changement et continuité dans le système politique marocain » dans Assia Boutaleb, Baudouin Dupret, Jean-Noël Ferrié et Zakaria Rhani (eds.), *Le Maroc au présent : D'une époque à l'autre, une société en mutation*, Maroc, Centre Jacques-Berque (coll. « Description du Maghreb »), 2016, p. 535-568.

SANTUCCI Jean-Claude (ed.), *Le Maroc actuel : Une modernisation au miroir de la tradition ?*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur

le monde arabe et musulman (coll. « Connaissance du monde arabe »), 2013, XIII-438 p.

SIMENEL Romain, *L'origine est aux frontières : les Aït Ba'amran, un exil en terre d'arganiers (Sud Maroc)*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme (coll. « Chemins de l'ethnologie »), 2010, 327 p.

SIMENEL Romain, MICHON Geneviève, AUCLAIR Laurent, THOMAS Yildiz, ROMAGNY Bruno et GUYON Marion, « L'argan : l'huile qui cache la forêt domestique De la valorisation du produit à la naturalisation de l'écosystème, » *Autrepart*, 2009, nº 50, p. 51-73.

TOZY Mohamed, « La société civile entre transition démocratique et consolidation autoritaire : le cas du Maroc » dans Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard (eds.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, Découverte (coll. « Textes à l'appui. Islam et société »), 2011, p. 249-271.

VAIREL Frédéric, *Politique et mouvements sociaux au Maroc : la révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Sociétés en mouvement »), 2014, 361 p.

VERMEREN Pierre, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, La Découverte., Paris, 2016, 128 p.

VERMEREN Pierre, *Le Maroc en transition*, Paris, La Découverte, 2004.

Science politique générale et africaniste

ALDRIN Philippe, *Sociologie politique des rumeurs*, 1re éd., Paris, PUF (coll. « Sociologie d'aujourd'hui »), 2005, 289 p.

ALDRIN Philippe, « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Genèses*, 2003, vol. 50, nº 1, p. 126-141.

BACHELARD Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 1957, 216 p.

BACQUE Marie-Hélène et SINTOMER Yves (eds.), *La démocratie participative : histoire et généalogie*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2011, 288 p.

BADIE Bertrand, *L'Etat importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard (coll. « L'espace du politique »), 1992, 334 p.

BAILEY Frederick George, *Les Règles du jeu politique : étude anthropologique*, Presses Universitaires de France, 1971, 276 p.

BANEGAS Richard, « Etudes africaines : l'exotisme est-il devenu banal ? Décentrement du regard, comparatisme et doxa disciplinaire », *Les dossiers du CERI*, mai 2015.

BAYART Jean-François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 1999, vol. 5, nº 1, p. 97-120.

BAYART Jean-François, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard (coll. « L'Espace du politique »), 1989, 439 p.

BAYART Jean-François, MBEMBE Achille et TOULABOR Comi M. (eds.), *Le Politique par le bas en Afrique noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala (coll. « Les Afriques »), 1992, 268 p.

BEHRENDS Andrea, « Travelling Models: Introducing an Analytical Concept to Globalisation Studies » dans Richard Rottenburg, Sung-Joon Park et Andrea Behrends (eds.), *Travelling Models in African Conflict Management: Translating Technologies of Social Ordering*, Brill., Leiden, p. 1-40.

BENFORD Robert D., SNOW David A. et PLOUCHARD Nathalie Miriam, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 23 octobre 2012, nº 99, p. 217-255.

BOLTANSKI Luc, « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 1973, vol. 14, nº 1, p. 3-26.

BOUDON Raymond et BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, 3. éd. mise à jour., Paris, PUF, 1990, 714 p.

BOURDIEU Pierre, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil (coll. « Libre examen Politique »), 1992, 267 p.

BOURDIEU Pierre, « The forms of capital » dans John. G Richardson (ed.), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, GreenWood Press., Westport, 1986, p. 241-258.

BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, 1984, p. 222-235.

BOURDIEU Pierre, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984, vol. 52, nº 1, p. 3-14.

BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éd. de minuit (coll. « Reprise »), 1981, 277 p.

BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, vol. 31, nº 1, p. 2-3.

BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique : précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Librairie DROZ, 1977, 267 p.

BOURDIEU Pierre, CHAMBOREDON Jean-Claude et PASSERON Jean-Claude (eds.), *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, 5. éd., Berlin, Mouton de Gruyter, 2005, 357 p.

BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, France, Presses Universitaires de France (coll. « Politique d'aujourd'hui »), 1998, 336 p.

CHABAL Patrick, « La politique comparée et les études en termes d'aires culturelles » dans Céline Thiriot, Marianne Marty et Emmanuel Nadal (eds.), *Penser la politique comparée : un état des savoirs théoriques et méthodologiques*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2004, p. 75-80.

COOPER Frederick, *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot & Rivages, 2012, 411 p.

CORM Georges, *Pour une lecture profane des conflits : Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2015.

CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Seuil., Paris, (coll. « Points Politiques »), 1977.

DARBON Dominique (ed.), *La politique des modèles en Afrique : simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, France, Karthala, 2009, 286 p.

DARBON Dominique, « Modèles et transferts institutionnels vus des Afriques : les nouveaux villages Potemkine de la modernité » dans Dominique Darbon (ed.), *La politique des modèles en Afrique : simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, France, Karthala, 2009, p. 245-283.

DARBON Dominique, « État, pouvoir et société dans la gouvernance des sociétés projetées » dans Séverine Bellina, Hervé Magro et Violaine de Villemeur (eds.), *La gouvernance démocratique : un nouveau paradigme pour le développement*, Paris, Karthala, 2008, p. 135-168.

DARBON Dominique, « Peut-on relire le politique en Afrique via les politiques publiques » dans Alessandro Triulzi et Maria Cristina Ercolessi (eds.), *State power and new political actors in postcolonial Africa*, Milano, Italie, Feltrinelli, 2004.

DELCOURT Laurent, *Retour de l'État : pour quelles politiques sociales ?*, Éditions Syllepses., Louvain la neuve, Centre tricontinental, 2009, 183 p.

DETIENNE Marcel, *Comparer l'incomparable : oser expérimenter et construire*, Paris, Seuil, 2009.

DEZE Alexandre, « L'image fixe en questions : retour sur une enquête de réception du discours graphique du Front National » dans Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard (eds.), *L'atelier du politiste : théories, actions, représentations*, Paris, Découverte (coll. « Collection "Recherches." Série "Territoires du politique" »), 2007, p. 313-330.

DODILLE Norbert, *Introduction aux discours coloniaux*, Paris, France, Presses Paris Sorbonne, 2011, 248 p.

DURKHEIM, ÉMILE, *L'évolution pédagogique en France*, Paris, Alcan, 1938, 226 p.

DURKHEIM Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, F. Alcan, 1895.

FOUCAULT Michel, *Dits et écrits : 1954 - 1988*, Paris, Gallimard (coll. « Bibliothèque des sciences humaines »), 1999, 895 p.

FROISSART Pascal, *La rumeur : histoire et fantasmes*, Paris, Belin (coll. « Collection Débats »), 2002, 279 p.

GESCHIERE Peter et KONINGS Piet (eds.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, France : Leiden, Pays-Bas, Karthala ; Afrika-Studiecentrum (coll. « Collection "Hommes et sociétés" »), 1993, 393 p.

GIDDENS Anthony, *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, traduit par Michel Audet, Paris, France, PUF, 2012, 474 p.

GIDDENS Anthony, *The constitution of society: outline of the theory of structuration*, Cambridge, England, Polity Press, 1984, 402 p.

HIBOU Béatrice (ed.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala (coll. « Recherches internationales »), 1999, 398 p.

HIBOU Béatrice, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, 1998, vol. 1, nº 1, p. 151-168.

JODELET Denise et KALAMPALIKIS Nikos, *Représentations sociales et mondes de vie*, Paris, Éditions des Archives contemporaines (coll. « Collection Psychologie du social »), 2015, 372 p.

JOSEPH Isaac, *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, France, PUF, 2002, 95 p.

KITZINGER Jenny, « Audience understandings of AIDS media messages: a discussion of methods », *Sociology of Health & Illness*, septembre 1990, vol. 12, nº 3, p. 319-335.

LAHIRE Bernard, « La variation des contextes dans les sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales*, 1996, vol. 51, nº 2, p. 381-407.

LATOUR Bruno, « Les “vues” de l’esprit, une introduction à l’anthropologie des sciences et des techniques », *Culture et technique*, juin 1985, nº 14, p. 79-96.

LAZAR Judith, « La compétence des acteurs dans la “théorie de la structuration” de Giddens », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1992, vol. 93, p. 399-416.

LIPSKY Michael, *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Service*, New York, Russell Sage Foundation, 1980, 275 p.

MARTIN Denis-Constant, « À la quête des OPNI (objets politiques non identifiés). Comment traiter l’invention du politique ? », *Revue française de science politique*, 1989, vol. 39, nº 6, p. 793-815.

MEAD George Herbert, MORRIS Charles W., HUEBNER Daniel R. et JOAS Hans, *Mind, self, and society*, The definitive edition., Chicago ; Londres, University of Chicago Press, 2015, 1154 p.

MEDARD Jean-François, « Clientélisme politique et corruption », *Revue Tiers Monde*, 2000, vol. 41, nº 161, p. 75-87.

MEDARD Jean-François, « Postface » dans Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki (eds.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, France, Presses Universitaires de France (coll. « Politique d’aujourd’hui »), 1998, p. 307-316.

MEDARD Jean-François, « Le “Big Man” en Afrique: esquisse d’analyse du politicien entrepreneur », *L’Année sociologique (1940/1948-)*, 1992, vol. 42, p. 167-192.

MOLINIER Pascale, « De la rumeur à la peur. Une enquête de psychodynamique du travail à la suite d’un suicide lié au travail », *Communication et organisation*, décembre 2009, nº 36, p. 44-54.

PIERSON Paul, « Increasing Returns, Path Dependence and the Study of Politics », *The American Political Science Review*, juin 2000, vol. 94, nº 2, p. 251-267.

ROCHER Guy, *Introduction à la sociologie générale 3. Le changement social*, Points., Paris, 1970, 318 p.

SARTORI Giovanni, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, 1994, vol. 1, nº 1, p. 10-36.

SAWICKI Frédéric, « Leadership politique : un concept à remettre sur le métier ? » dans Andy Smith et Claude Sorbets (eds.), *Le leadership politique et le territoire : les cadres d'analyse en débat*, Rennes, Presses Univ. de Rennes (coll. « Res publica »), 2003, p. 71-88.

SUREL Yves, *La science politique et ses méthodes*, Paris, Colin, 2015.

THIRIOT Céline, « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali », *Revue internationale de politique comparée*, 2002, vol. 9, nº 2, p. 277-295.

THOENIG Jean-Claude et DURAN Patrice, « L'État et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, 1996, vol. 46, nº 4, p. 580-623.

VIGOUR Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*, Paris, Découverte (coll. « Guides Repères »), 2005, 335 p.

WEBER Max, *La domination*, Paris, Découverte (coll. « Politique et sociétés »), 2013, 426 p.

Méthodologie

BART Daniel, « L'analyse de données textuelles avec le logiciel ALCESTE », *Recherches en didactiques*, 2011, nº 12, p. 173-184.

BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, 1996, vol. 9, nº 35, p. 226-257.

BLANCHET Alain (ed.), *L'Entretien dans les sciences sociales : l'écoute, la parole et le sens*, Paris, Dunod, 1985, 289 p.

BURNHAM Peter (ed.), *Research methods in politics*, 2. ed., Basingstoke, Palgrave Macmillan (coll. « Political analysis »), 2008, 370 p.

COMELIAU Christian, « Thèses interdisciplinaires : amateurisme ou exigence fondamentale ? » dans Hunsmann Moritz et Sébastien Kapp (eds.), *Devenir chercheur: écrire une thèse en sciences sociales*, Paris, Éd. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (coll. « Cas de figure »), 2013, p. 81-87.

CRESWELL John W. et CLARK Vicki L. Plano, *Designing and Conducting Mixed Methods Research*, Thousand Oaks, CA, États-Unis, SAGE, 2011, 489 p.

DALUD-VINCENT Monique, « Alceste comme outil de traitement d'entretiens semi-directifs : essai et critiques pour un usage en sociologie », *Langage et société*, mars 2011, nº 135, p. 9-28.

DE MEUR Gisèle et RIHOUX Benoît, « L'analyse quali-quantitative comparée, une "troisième voie" au service de la politique comparée » dans Céline Thiriot, Marianne Marty et Emmanuel Nadal (eds.), *Penser la politique comparée : un état des savoirs théoriques et méthodologiques*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 2004, p. 279-290.

DELAVIGNE Valérie, « Alceste, un logiciel d'analyse textuelle », *Texto ! Textes et cultures, Équipe sémantique des textes*, 2003, p. 7.

DIEU François, *Introduction à la méthode de la science politique*, Paris; Bagneux, L'Harmattan ; Numilog, 2008.

DUCHESNE Sophie et HAEGEL Florence, *L'entretien collectif : enquête et ses méthodes*, Paris, Nathan, 2004.

DURAND Jacques, « L'attraction des nombres ronds et ses conséquences économiques », *Revue française de sociologie*, 1961, vol. 2, nº 3, p. 131-151.

FENNETEAU Hervé, *Enquête: entretien et questionnaire*, Paris, Dunod, 2002.

FIRDION Jean-Marie et LAURENT Raphaël, « Effets du sexe de l'enquêteur. Une enquête sur la sexualité et le sida » dans Nathalie Bajos et Groupe ACSF (eds.), *La sexualité aux temps du SIDA*, France, PUF, 1998, p. 117-149.

GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1996, 919 p.

GREENE Jennifer C., « The generative potential of mixed methods inquiry », *International Journal of Research & Method in Education*, octobre 2005, vol. 28, nº 2, p. 207-211.

GREENE Jennifer C., CARACELLI Valerie J. et GRAHAM Wendy F., « Toward a Conceptual Framework for Mixed-Method Evaluation Designs », *Educational Evaluation and Policy Analysis*, 1989, vol. 11, nº 3, p. 255-274.

HOWE Kenneth R., « Against the Quantitative-Qualitative Incompatibility Thesis or Dogmas Die Hard », *Educational Researcher*, 1988, vol. 17, nº 8, p. 10-16.

JOHNSON R. Burke et ONWUEGBUZIE Anthony J., « Mixed Methods Research: A Research Paradigm Whose Time Has Come », *Educational Researcher*, 2004, vol. 33, nº 7, p. 14-26.

KITZINGER Jenny et BARBOUR Rosaline S. (eds.), *Developing focus group research: politics, theory, and practice*, Londres ; Thousand Oaks, SAGE Publications, 1999, 225 p.

LEBART Ludovic et SALEM André, *Statistique textuelle*, Paris, Dunod, 1994.

LEMERCIER Claire, OLLIVIER Carine et ZALC Claire, « Articuler les approches qualitatives et quantitatives. Plaidoyer pour un bricolage raisonné » dans Hunsmann Moritz et Sébastien Kapp (eds.), *Devenir chercheur : écrire une thèse en sciences sociales*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales (coll. « Cas de figure »), 2013, p. 81-87.

MERCKLE Pierre, « Tableau croisé » dans Serge Paugam (ed.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, PUF, 2010, p. 39-41.

MERCKLE Pierre et OCTOBRE Sylvie, « Les enquêtés mentent-ils ? Incohérences de réponse et illusion biographique dans une enquête longitudinale sur les loisirs des adolescents », *Revue française de sociologie*, septembre 2015, vol. 56, nº 3, p. 561-591.

MERTON Robert K., « The Focussed Interview and Focus Groups: Continuities and Discontinuities », *Public Opinion Quarterly*, 1987, vol. 51, nº 4, p. 550.

MERTON Robert K. et KENDALL Patricia, « The focused interview » dans Paul Felix Lazarsfeld (ed.), *The language of social research: a reader in the methodology of social research*, Free Press, 1955, p. 476-491.

MORGAN David L., « Focus groups and social interaction » dans Jaber F. Gubrium (ed.), *The Sage handbook of interview research: the complexity of the craft*, 2nd ed., Thousand Oaks, SAGE, 2012, p. 161-176.

MORGAN David L., « Focus groups » dans Victor Jupp (ed.), *The SAGE Dictionary of Social Research Methods*, 1 edition., Londres ; Thousand Oaks, Calif, SAGE Publications Ltd, 2006, p. 121-123.

PARIZOT Isabelle, « L'enquête par questionnaire » dans Serge Paugam (ed.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2016, p. 93-113.

PIAU Claire, « Quelques expériences sur la formulation des questions d'enquête », *Cahier de recherche*, 2004, nº 206, p. 65.

REINERT Max, « Alceste une méthodologie d'analyse des données textuelles et une application : Aurelia De Gerard De Nerval », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 1990, vol. 26, nº 1, p. 24-54.

RIHOUX Benoît, « Six applications d'analyse quali-quantitative comparée (aqqc) et des ensembles flous (ef) : mode d'emploi et originalités », *Revue internationale de politique comparée*, 2004, vol. 11, nº 1, p. 11-16.

ROURE Hélène et REINERT Max, « Analyse d'un entretien à l'aide d'une méthode d'analyse lexicale », Paris, ENST, 1993.

SCHUMAN Howard et PRESSER Stanley, *Questions and Answers in Attitude Surveys: Experiments on Question Form, Wording, and Context*, SAGE, 1996, 392 p.

SINGLY François de, *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Armand Colin, 2012.

TASHAKKORI Abbas et TEDDLIE Charles (eds.), *Sage handbook of mixed methods in social & behavioral research*, 2nd ed., Los Angeles, SAGE Publications, 2010, 893 p.

Autres documents, rapports et littérature grise

ACHEBE Chinua, *Tout s'effrondre*, traduit par Pierre Girard, Arles, Actes Sud (coll. « Lettres africaines »), 2013, 230 p.

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, *75 ans au service du développement, L'Agence française de développement, des origines à nos jours*, Paris, Éditions de l'AFD, 2017, 266 p.

BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001. Combattre la pauvreté*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 2000.

BANQUE MONDIALE, *Governance and development*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 1992, 61 p.

BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 1991 : Le défi du développement*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 1991, 323 p.

BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 1990 : la pauvreté*, Washington, D.C, États-Unis, Banque mondiale, 1990, 304 p.

CREAM, *Monographie de la région Itasy*, Antananarivo, Madagascar, CREAM, 2013.

D'ESPAGNAT BERNARD, *Le réel voilé*, Paris, Éditions Fayard ,1994, 506 p.

DIRECTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE GENERALE, *Les politiques sociales au Maroc : état des lieux*, Rabat, Maroc, Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme, 2002.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION (DCC), *Suisse-Madagascar, Histoire d'une coopération*, Berne, Suisse, Département fédéral des affaires étrangères DFAE, 2012, 58 p.

DROY Isabelle, *Rapport d'enquête communautaire de l'observatoire rural de l'Itasy*, Antananarivo, Madagascar, Réseau des observatoires ruraux de Madagascar, 2008.

F3E, *Repères sur les théories du changement*, Paris, France, F3E, 2012.

GENTIL Dominque et DUFUMIER Marc, « Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques », *AMIRA*, 1984, nº 44, p. 7-80.

IRIN NEWS, « Madagascar : une année de crise », *IRIN*, 16 mars 2010.

KAPUR Devesh, LEWIS John P. et WEBB Richard C., *The World Bank: Its First Half Century*, Brookings Institution Press, 2010, 800 p.

KLUGMAN Jeni (ed.), *A sourcebook for poverty reduction strategies*, Washington, D.C, World Bank, 2002, 2 p.

LAMLILI Nadia, « Maroc : dans les prisons secrètes de Hassan II », *Jeune Afrique*, 8 juin 2016 p. 3.

LËTZEBUERGER JONGBAUEREN A JONGWËNZER, *L'âne « premier fils du paysan », regards sur l'introduction de la traction asine au Burkina Faso par les jeunes agriculteurs et viticulteurs luxembourgeois*, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Service Tiers-Monde a.s.b.l., 2004.

MASON Edward S. et ASHER Robert E., *The World Bank since Bretton Woods*, Brookings Institution Press, 2010, 956 p.

MIDI MADAGASIKARA Rédaction, « Accords de siège : Suspension de délivrance à partir de demain », *Midi Madagasikara*, 8 sept. 2016.

MISSION RESIDENTE DE LA BANQUE MONDIALE A MADAGASCAR, *Le partenariat Madagascar - Banque mondiale*, Antananarivo, Madagascar, Banque mondiale, 1997.

MORRA-IMAS Linda G. et RIST Ray C., *The road to results: designing and conducting effective development evaluations*, Washington, DC, World Bank, 2009, 582 p.

NADIA, « Développement rural : la population d'Ifanja s'implique à fond », *NewsMada*, 30 avr. 2016.

NAUDET Jean-David, *Trouver des problèmes aux solutions Vingt ans d'aide au Sahel*, Paris, France, OECD Publishing, 1999, 335 p.

OCDE, *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats*, Paris, OECD Publishing, 2002.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*, Paris, France, OCDE, 2005.

OTAYEK René, « La décentralisation comme mode de redéfinition de la domination autoritaire ? Quelques réflexions à partir de situations africaines », Lyon, 2005.

PEYRONNET Jean-Claude et DELEGATION AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES, *La solidarité internationale à l'échelle des territoires : état des lieux et perspectives*, Paris, Sénat (coll. « Rapport d'information »), 2012.

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, New York - Paris (édtions ECONOMICA), 1990.

PROJET DE RECHERCHE DEMETER, *Les interventions de développement à Miarinarivo I, relevé des traces matérielles du développement - uMap*, http://umap.openstreetmap.fr/fr/map/les-interventions-de-developpement-a-miarinarivo-i_109274#13/-18.9563/46.9162, consulté le 15 mars 2018.

ROLAND-BILLECART Yves, *Une vie vouée au développement*, Paris, France, Agence française de développement, 2018, 185 p.

WORLD HEALTH ORGANIZATION, *Tobacco and its environmental impact: an overview*, 2017.

ZUTTER Pierre DE, *Des histoires, des savoirs et des hommes : l'expérience est un capital, réflexion sur la capitalisation d'expérience*, Paris, FPH (coll. « Dossier pour un débat »), 1994.

Table des cartes

Carte 1 : Localisation de Madagascar et de la région Itasy 20
Carte 2 : Localisation du Maroc et de la région Souss Massa Drâa.....21
Carte 3 : Localisation des communes enquêtées dans la région Souss Massa Drâa 55
Carte 4 : Localisation des communes enquêtées dans la région Itasy.....55
Carte 5 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur agriculture à Ampefy (1960-2016) par village accueillant l'intervention 238
Carte 6 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur environnement à Ampefy (1960-2016) par village accueillant l'intervention 239
Carte 7 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur agriculture à Manalalondo (1960-2016) par village accueillant l'intervention 242
Carte 8: Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur santé à Manalalondo (1960-2016) par village accueillant l'intervention 243
Carte 9 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur santé à Mezguita (1960-2017) par village accueillant l'intervention 259
Carte 10 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur santé à Tassousfi (1960-2017) par village accueillant l'intervention 260
Carte 11 : Les souvenirs de la participation aux interventions de développement dans le secteur éducation à Arbâa Sahel (1960-2017) par village accueillant l'intervention 263
Carte 12 : Les opérateurs de l'adduction d'eau à Tassousfi 310
Carte 13 : Les opérateurs de l'adduction d'eau à Anosibe Ifanja.....311

Carte 14 : Les opérateurs de l'adduction d'eau à Anosibe Ifanja 312
Carte 15 : Nombre de projets cités par village et par secteur à Mezguita 389
Carte 16 : Taux de citation et répartition spatiale des réseaux de citations du maire d'Ampefy (Madagascar) 529
Carte 17 : Taux de citation et répartition spatiale des réseaux de citations à Miarinarivo (Madagascar) 529
Carte 18 : Distribution spatiale des gardiens de la mémoire dans la commune de Mezguita (Maroc) 547
Carte 19 : Distribution spatiale des gardiens de la mémoire dans la commune de Tassousfi (Maroc) 549
Carte 20 : Distribution spatiale des gardiens de la mémoire dans la commune d'Arbâa Sahel (Maroc) 553
Carte 21 : Activités économiques et spécificités de la région Souss Massa Drâa 691
Carte 22 : Activités économiques et spécificités de la région Itasy 692

Table des encadrés

Encadré 1 : La coopération décentralisée CRNA - Itasy.....116
Encadré 2 : Les Objectifs du millénaire pour le développement (ONU) ...122
Encadré 3 : L'Entraide nationale et la Promotion nationale au Maroc.....126
Encadré 4 : De la lutte contre la pauvreté à l'Initiative nationale de développement humain au Maroc 129
Encadré 5 : Les 3 générations d'associations au Maroc (typologie de Mohamed Tozy).....139
Encadré 6 : La formation des enquêteurs à l'enquête par questionnaire .213
Encadré 7: Formule de l'échantillonnage 217
Encadré 8: Déroulement des enquêtes au Maroc et à Madagascar.....220
Encadré 9 : Le Programme de soutien au développement rural (PSDR) en Itasy 318
Encadré 10: Les phases du traitement du logiciel Alceste : le plan d'analyse 363
Encadré 11 : Notice biographique de Joseph Rakotozananiriana dit "Charly" 531
Encadré 12 : Notice biographique de Roger Rakotomalala, président de *fokontany* dans la commune d'Ampefy (Madagascar) 534
Encadré 13 : Notices biographiques de gardiens-courtiers/intermédiaires du groupe 2 (Madagascar) 536
Encadré 14 : Notice biographique de gardiens du groupe 1 au Maroc.....558

Table des figures

Figure 1 : Processus d'élaboration et de déclinaison de la politique de développement rural à Madagascar (1999-2015) 148
Figure 2 : Frise chronologique : développement et politique au Maroc et à Madagascar..... 157
Figure 3 : La mémoire de la participation aux interventions de développement par secteurs à Madagascar 226
Figure 4 : Représentation schématique de la spatialisation des interventions de développement dans la commune de Manalalondo (1) et Ampefy (2) 245
Figure 5 : La mémoire de la participation aux interventions de développement par secteurs au Maroc 247
Figure 6: Répartition par année citée des interventions auxquelles se souviennent avoir participé les individus enquêtés, tous secteurs confondus, par commune, à Madagascar (effectifs) 269
Figure 7: Répartition par année citée des interventions auxquelles se souviennent avoir participé les individus enquêtés, tous secteurs confondus, par commune au Maroc (effectifs)..... 270
Figure 8 : Taux de participation tous secteurs confondus aux interventions de développement par date citée au Maroc et à Madagascar..... 276
Figure 9 : Densité déclarative d'interventions de développement au cours du temps par commune à Madagascar 283
Figure 10 : Densité déclarative d'interventions de développement au cours du temps par commune au Maroc..... 284
Figure 11 : Les opérateurs du développement au Maroc et à Madagascar (proportion d'opérateurs différents dans chaque catégorie en %).... 326
Figure 12 : "Poids" des catégories d'opérateurs en fonction du nombre de citations à Madagascar et au Maroc 327
Figure 13 : Évolution APD/hab et part de citations des agences bi et multilatérales à Madagascar 331

Figure 14 : Réseaux de formes du mot développement dans les entretiens à Ampefy et Mezguita 334
Figure 15 : Nuage de mots topographique des corpus d'Anosibe Ifanja et de Mezguita 361
Figure 16 : Les différentes catégories de projets du secteur agricole auxquels les enquêtés se souviennent avoir participé (ensemble des communes) 373
Figure 17 : Réseau égocentré de citation d'un gardien de la mémoire 510
Figure 18 : Distribution de la taille des réseaux de citation par pays (Maroc et Madagascar) 521

Table des images

Image 1 : Dessin de Aimé Razafy (source : Le Partenariat Madagascar - Banque mondiale, op. cit p 25) 95
Image 2 : Extrait du Madagascar Action Plan, 2007 p8 124
Image 3 : Four à pain et hamam construits avec le soutien de l'INDH à l'abandon dans la commune de Sidi Hussain, cercle de Taliouine (Matthieu Brun, 2016) 130
Image 4 : Capture d'écran de l'application en ligne "les interventions de développement à Miarinarivo I : relevé des traces matérielles" 234
Image 5 : Stèle du PSDR (RN1, Itasy, Matthieu Brun, 2015) 319

Table des tableaux

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques, sociaux et politiques de comparaison 22
Tableau 2 : Projets réalisés dans la région Souss Massa Drâa dans le cadre de la coopération décentralisée de 1992 à 2015 (agrégation de l'auteur) 112
Tableau 3 : Exemple de mémoire épisodique et sémantique (source Croisile, 2009) 174
Tableau 4 : Échantillonnage par commune et nombre de questionnaires récoltés 221
Tableau 5 : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée à Madagascar par commune 231
Tableau 6 : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée au Maroc par commune 253
Tableau 7 : Périodisation socio-politique à Madagascar et au Maroc 282
Tableau 8: Nombre d'opérateurs différents cités par commune dans le questionnaire 308
Tableau 9 : Les mondes sémantiques de la mémoire du développement au Maroc 367
Tableau 10 : Les mondes sémantiques de la mémoire du développement à Madagascar 368
Tableau 11 : Connaissance des opérateurs d'aide au développement au-delà de la commune (Maroc-Madagascar) 472
Tableau 12 : Projection de la mémoire au Maroc et à Madagascar (personnes ayant répondu aux questions 30 et 31 en indiquant le nom d'une structure) 475
Tableau 13 : Variables de description du réseau de citations des gardiens de la mémoire 512
Tableau 14: Liste détaillée des catégories professionnelles (Maroc-Madagascar) 515

Tableau 15 : Liste des sous-groupes "capital économique" et exemples d'individus 516
Tableau 16 : Liste des sous-groupes « capital social-développementiste » et leur définition 517
Tableau 17 : Répartition des gardiens par statuts socioprofessionnels et pays (effectifs et pourcentage par pays) 519
Tableau 18 : Taille moyenne du réseau de citations par pays et catégorie socio-professionnelle 523
Tableau 19 : Distribution des variables de classification par groupe et par pays 526
Tableau 20 : Distribution des catégories socioprofessionnelles par groupe et par pays 527

Table des annexes

ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS REALISES.....675

ANNEXE 2 : CRITERES ET JUSTIFICATION DU CHOIX DES COMMUNES D'ENQUETE.....690

ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRES D'ENQUETE.....697

ANNEXE 3 : L'ENQUETE PAR QUESTIONNAIRE « AU CONCRET » 714

ANNEXE 5 : GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL A MADAGASCAR.....717

ANNEXE 6 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES FOCUS GROUPS A MADAGASCAR 720

ANNEXE 7 : EXEMPLES DE PHOTOGRAPHIES UTILISEES DANS LES FOCUS GROUPS A MADAGASCAR 723

Annexe 1 : Liste des entretiens individuels et collectifs réalisés

France

Guillaume Debrie	Chargé des programmes de coopération décentralisée (Madagascar), ancien assistant technique de la coopération décentralisée du CRNA auprès de la région Itasy	25 mars 2015 ; 18 mai 2016 à Bordeaux
Pascale Maitreau	Chargée de mission coopération internationale (Maroc)	30 juin 2015 à Bordeaux
Jacques Ould Aoudia	Président de MD	7 septembre 2015 par téléphone
Sandra Barré	Chargée de mission coopération internationale, Conseil départemental de l'Hérault	18 septembre 2015 par téléphone

Madagascar (63)

Terrains à Madagascar (Antananarivo et région Itasy) en mai-juin 2015 puis juin-novembre 2016

Laure Quentin de Gromard	Chargée de mission secteur agriculture-pêche, AFD	11 mai 2015 à Antananarivo
Ophélie Conrad	Volontaire de solidarité internationale, IFAID	26 mai 2015 à Miarinarivo
Jean-François Bélières	Chercheur, CIRAD	28 mai 2015 à Antananarivo
Laurent Lapeyre	Attaché de coopération, Ambassade de France à Madagascar	28 mai 2015 à Antananarivo
Nicolas Bonnand	Chargé de projet, Agrisud International	28 mai 2015 à Antananarivo
Émilie Pellerin	Assistante technique, ministère malgache de l'équipement et de la décentralisation	29 mai 2015 à Antananarivo
Perrine Burnod	Chercheure au CIRAD et à l'Observatoire du foncier	29 mai 2015 à Antananarivo
Aymeric Gnimassou	Chargé de mission Coopération Décentralisée CRNA-Itasy	Nombreuses discussions au cours des deux missions
Jean-David Naudet	Directeur de l'agence d'Antananarivo, AFD	1er juin 2015 à Antananarivo
Claire Brassart	Chargée de mission secteur privé, AFD	1er juin 2015 à Antananarivo
Laurent Liagre	Représentant Océan Indien – Afrique Australe de l'Institut de recherche et d'applications des méthodes de développement (IRAM)	1er juin 2015 à Antananarivo
Lionel Ransinangue	Chargé de projet, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF)	1er juin 2015 à Antananarivo

Haingonirina Randrianarivony	Directrice du Centre d'Information Technique et Économique (CITE)	2 juin 2015 à Antananarivo
David-Pierre Giudicelli	Chargé de mission Coopération Décentralisée CRNA-Itasy	Nombreuses discussions au cours des deux missions
Voahangy Ravaonorolala Iharisoa	Cellule d'Appui Technique (CAT) Coopération décentralisée CRNA-Itasy	Nombreuses discussions au cours des deux missions
Philippe Martin	Chef de projet, APDRA pisciculture paysanne	5 juin 2015 à Antananarivo
Denis Legeay	Coordinateur du projet ASA, Union européenne	5 juin 2015 à Antananarivo
Lionel Dabbadie	Chercheur, CIRAD	5 juin 2015 à Antananarivo
Yvon Rakotonarivo	Consultant, Centre International de Développement et de Recherche (CIDR)	6 juin 2015, 25 juin 2016 à Antananarivo
Léa Rasolofoson-Rajaonah	Responsable Animation de réseaux, CITE	7 juin 2016 à Antananarivo
Pierre Ducy	Chargé de mission coopération décentralisée et décentralisation, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation de Madagascar	22 juin 2016 à Antananarivo
Jean-Jacques Helluin	Conseiller du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation de Madagascar	22 juin 2016 à Antananarivo
Amédée Mamiharisolo	Chef de région, région Itasy	29 juin 2016 à Miarinarivo
NyHasinambinintsoa Masezamana	CAT, Coopération décentralisée CRNA-Itasy	29 juin 2016 à Miarinarivo

Andy Rakotoarison	Directeur exécutif de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Itasy (CCI)	29 juin 2016 à Miarinarivo
Bertine Razafimalala	Membre du comité local de développement	19 septembre 2016 à Ampefy
Dada be Rajaoka et sa femme	Agriculteur	20 septembre 2016 à Ampefy
Rakotoarisoa Faly Heritiana	Président de *fokontany* à Avarabohitra	20 septembre 2016 à Ampefy
Fanja Harizaka Razananjanahary	Agent communautaire pour le Programme National de Nutrition Communautaire	21 septembre 2016 à Ampefy
Roger Rakotomalala	Président de *fokontany* à Ampefindradama, Ampefy	21 septembre 2016 à Ampefy
Vololoniaina Rakotondrasoa	Membre de la coopérative de café Arabica d'Itasy	21 septembre 2016 à Ampefy
Felicitin Rakotoarimanana	Président de *fokontany* à Atalata Vaovao, Ampefy	21 septembre 2016 à Ampefy
Bernardin Rakotoarisoa	Inspecteur pour le respect des sacrements de Jésus Christ, Église catholique (EKAR)	22 septembre 2016 à Ampefy
Rafidy Rabearivony	Maire d'Ampefy	22 septembre 2016 à Ampefy
Mme Virginie	Responsable locale de l'intercommunalité 3A	22 septembre 2016 à Ampefy
Jacky Ramarlah	Ancien consultant, restaurateur à Ampefy, ancien membre du Groupe de travail de développement rural régional (GTDR)	23 septembre 2016 à Ampefy
Herilalaina Manuel Falimanana	Adjoint du président de *fokontany* à Anosibe Ifanja centre, Anosibe Ifanja	28 septembre 2016 à Anosibe Ifanja
Martin Rakotomandimby	Président de *fokontany* à Ampahimanga, Anosibe Ifanja	29 septembre 2016 à Anosibe Ifanja
Daniel Randrihamahefa	Président de *fokontany* à Anosibe Ifanja centre, Anosibe Ifanja	29 septembre 2016 à Anosibe Ifanja

Mr Roland	Président de *fokontany* à Ampokonato, Anosibe Ifanja	30 septembre à Anosibe Ifanja
Joseph Rakotozananiriana dit « Charly »	Conseiller de développement rural rattaché à la Direction régional de l'aménagement et de l'équipement de la région Itasy	30 septembre 2016 à Anosibe Ifanja
Josoa Maminiafiana	Maire d'Anosibe Ifanja	30 septembre 2016 à Analavory
Rivolalao Tolojanahary	Directeur de l'intercommunalité 3A	30 septembre 2016 à Analavory
Berlègue Andrianasolo	Président de *fokontany* à Ampaisokely, Miarinarivo	4 octobre 2016 à Miarinarivo
Voahangy Claudette Rafarasoa	Président de *fokontany* à Atanambao Nord, Miarinarivo	4 octobre 2016 à Miarinarivo
Mr Rolland	Président de *fokontany* à Est Hopital, Miarinarivo	4 octobre 2016 à Miarinarivo
Davidson Robert Ranarison	Président de l'association des parents d'élèves (FRAM) à Miarinarivo	5 octobre 2016 à Miarinarivo
Marie José Ignace Rakotovazaha	Maire de Miarinarivo	6 octobre 2016
Saholy Rasolohaza	Consultante pour le projet PROSPERER, membre du Groupe de travail de développement rural régional (GTDR)	6 octobre 2016 à Miarinarivo
Paul Deniri Rasolomanan	Président de *fokontany* de Manalalondo centre, Manalalondo	11 octobre 2016 à Manalalondo
Charles Ranaivo	Maire de Manalalondo	11 octobre 2016 à Manalalondo
--	1er adjoint au maire de Manalalondo	12 octobre 2016 à Manalalaondo
Zoé Rakotozanany	Président de *fokontany* Bongatsara, Manalalondo	12 octobre 2016 à Manalalondo
Mr Martin	Professeur de français à Manalalondo	13 octobre 2016 à Manalalondo
Dadah Randrianarijaona	Agriculteur	13 octobre 2016 à Manalalondo

Mme Rasoa	Président de *fokontany* Andapakely, Manalalondo	14 octobre 2016 à Manalalondo
Mr Célestin	Commerçant et ancien maire de Manalalondo	14 octobre 2016 à Manalalondo
Andry Randriamanantena	Enseignant et surveillant général au collège de Manalalondo	14 octobre 2016 à Manalalondo
Serge Andriamiarinera	Directeur régional de l'agriculture, région Itasy	19 octobre 2016 à Miarinarivo
Bernard Ravelonzato	Ancien député de Miarinarivo, administrateur du Sénat	22 octobre 2016, 23 octobre 2016 à Antananarivo
Célestine Rabemananjara	Députée de Madagascar, district d'Arivonimamo	24 octobre 2016 à Antananarivo
Mamisoa Rapanoelina	Directeur Filets Sociaux Productifs & Infrastructures, FID	26 octobre 2016 à Antananarivo
Sylvain A. Rambeloson	Senior Procurement Specialist, BM, Madagascar	26 octobre 2016 à Antananarivo

Maroc (70)

Terrains au Maroc (Rabat, Souss Massa Drâa) en septembre 2015, février-mars 2016 et février-mai 2017

Abdelsam Dahman Saidi	Professeur, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, secrétaire général de Targa Aide	22 septembre 2015 à Rabat
Karim Slimani	Chargé de projet, Targa Aide	22 septembre 2015 à Rabat
Driss Ajoutti	Ancien directeur du Programme Concerté Maroc (PCM)	22 septembre 2015 à rabat
Magali Moussa	Portfoliomanager et conseillère du directeur de la GIZ Maroc	22 septembre 2015 à Rabat
Nadia Amrani	Development Specialist, Economic Growth Office, USAID	23 septembre 2015 à Rabat
Said Ouattar	Directeur de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Consultant	23 septembre 2015 à Rabat
Wissam Khouya	Coordinatrice Générale Carrefour Associatif	25 septembre 2015 à rabat
Aziz Chaker	Universitaire et consultant	27 septembre 2015 à Rabat
Elodie Martelliere Sadouk	Marocoop Conseil – École de gouvernance et d'économie de Rabat	28 septembre 2015 à Rabat
Mohamed Beriane	Professeur, Université Mohamed V	28 septembre 2015 à Rabat
Najib Akesbi	Professeur, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II	29 septembre 2015 à Rabat
Abdellah Eljout	Directeur de l'Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED)	29 septembre 2015 à Rabat
Loubna Chamim	Chef division coopération internationale, Ministère marocain de l'agriculture et de la pêche maritime	30 septembre 2015 à Rabat

Elphège Ghestem	Directrice adjointe des opérations, Agrisud International	30 septembre 2015 à Marrakech
Abdelghani Yatribi	Directeur de l'agence d'Agadir, ADS	1er octobre 2015 ; 9 février 2016 ; 16 février 2017 à Agadir
Hassan El Allali,	Chargé de mission, AMIGHA- Chambre régionale d'agriculture	1er octobre 2015 à Agadir
Hanane Hdadou,	Administratrice, Chargée de la Coopération, Région Souss Massa Draa	1er octobre 2015 ; 9 février 2016 à Agadir
Mohamed Marrir	Chargé de projet, MD	1er octobre 2015 à Rabat
Ouhajjou Lekbir	Professeur, Université Ibn Zohr	6 octobre 2015 à Agadir
Mohamed Mansour	Chef de pôle gouvernance, MD	Nombreuses discussions au cours des différentes missions
Abdelatif Kassem	Militant associatif, membre du Conseil national des droits de l'Homme	7 octobre 2015, 8 octobre 2015 à Ouarzazate, 16 mars 2016 à Zagora
Mohamed Ait Lamin Mohamed Moussas	Instituteur et secrétaire de l'association locale de développement d'Hart Chaou Agriculteur, trésorier de l'association locale de développement d'Hart Chaou	9 octobre 2015, 25 mars 2016 à Hart Chaou
Abderrazak El hajri	Directeur de MD	10 février 2016 à Taliouine
Laabi Addajou	Directeur de l'antenne de Taliouine de l'ORMVAO	16 février 2016 à Taliouine
Rachid El Hyani	Conseiller mobile pour la Coopération technique belge (CTB)	16 février 2016 à Taliouine

Mohamed Bassaïd	Président de la commune d'Assaïss	17 février 2016 à Assaïss
Mohamed Azergi, son fils Mohamed et sa fille Ilham	Sheikh d'Ighri	18 février 2016 à Ighri (CR Sidi Hussain)
Lalla Khadija	Présidente de la coopérative féminine de ighenaren	18 février 2016 à Ighenaren (CR Tassousfi)
Mohamed Amal	Élu à la commune de Taliouine, professeur retraité de chimie	19 février 2016 à Taliouine
Mohamed Idahim	1er Vice-président de la commune de Zagmouzen, acteur associatif	19 février 2016 à Taliouine
Mohamed Bourazi	Président de la coopérative Souktana du Safran de Taliouine	20 février 2016 à Taliouine
Mahjoub Driouch	Ancien salarié de MD pendant 35 ans	20 février 2016
Mohamed Amaray	Fonctionnaire communal (CR el Faid), trésorier du RARBA (Réseau des associations de la réserve de biosphère de l'argan)	25 février 2016 à El Faid
Hicham Mouha	Président de la coopérative Igran	25 février 2016 à Assaki
Lhcen Idmhand	Surveillant de l'internat du collège de Zagmouzen, vice-président de l'association al Ouifaq pour le développement général de Taourirt.	26 février 2016 à Taourire N'Ait Lahcen (CR Zagmouzen)
Hajj Ouhajou Lahcan	Agriculteur	1er mars 2016 à Tinfat (CR Sidi Hussain)
Lalla Kabira	Président de l'association féminine d'Agarda	2 mars 2016 à Tassousfi
Abdallah Mike	Professeur de français au collège d'Askaoun	3 mars 2016 à Askaoun
Fatima Arouch,	chargée de mission production animale, AgriSud International	16 mars 2016 à Ouarzazate

Attar Abu Sadeq, Jawad Shaïd Muhamed Jawad	Membres du bureau RAZDED (réseau de fédérations et d'associations de développement de la province Zagora)	16 mars 2016 à Zagora
Zaïr Lahsain	Chargé des partenariats à la délégation provinciale de l'éducation de Zagora, ancien militant de l'ADEDRAA (fédération des associations de développement du Drâa)	17 mars 2016 à Zagora
Claire de Foucauld	chargée de projets technique commercialisation, Coopération technique belge (CTB)	18 mars 2016 à Ouarzazate
Mohamed Ami	Directeur de l'antenne d'Agdz de l'ORMVAO	18 mars 2016 à Agdz
Lahsen Khalouqi	Directeur d'école, président de l'association locale de développement d'hart Chaou	25 mars 2016, 28 avril 2017 à Hart Chaou (CR Tansift)
Mohamed Ait Lamin	Instituteur, acteur associatif	
Al Alaoui el Yazid	Instituteur à l'unité scolaire centrale de Tamnougalte, acteur associatif	26 mars 2016, 29 avril 2017 à Mezguita
Abdallah Aït Mansour	Président de l'association Tazerzite pour la culture l'environnement et la promotion de la famille	26 mars 2016 à Ait Smigan (CR Tansift)
Aziz Ouhakou	Président de l'association Tassaounte Ouled Yahia pour le développement (ATOYD)	26 mars 2016 à Agdz
Abdallah el Ghazi Abdelaziz Shibi	Instituteur et président de l'association de développement de Tinoufella Agriculteur, élu à la commune de Mezguita	27 avril 2017 à Mezguita
Mohamed Aït al Maalem	Vice-président de la commune rurale de Mezguita, militant associatif et instituteur retraité	29, 30 avril, 3 mai 2017 à Mezguita

Moulay Hassan al Alaoui	Ancien Président de la commune rurale de Mezguita, délégué du Chorofa	1er mai 2017 à Agdz
Mohamed Aït Abi	Président de la commune rurale de Mezguita, militant associatif et instituteur	3 mai 2017 à Mezguita
Mohamed Ibahrin	Sheikh d'Aoudoust et Ait Finzer	6 mai 2017 à Tassousfi
Omar Essayh	Entrepreneur et président de l'association locale de développement de Tabadrist	6 mai 2017 à Tassousfi
Brahim Azdoud	Fonctionnaire communal à Agadir-Melloul, président de l'association de développement de Tanfkekht	7 mai 2017 à Tassousfi
Mohamed Id Saïd	Agriculteur	7 mai 2017
Hajj Miloud Id Ali	Entrepreneur	8 mai 2017 à Taliouine
Abdallah Bocho	Président de la commune de Tassousfi	8 mai 2017 à Tassoufi
Mohamed Id Hamd	Salarié de MD, président de l'association de développement local d'Algou	9 mai 2017 à Tassousfi
Brahim Safini	Président de la commune d'Arbaa Sahel	Plusieurs entretiens à Agadir, Tiznit et Arbaa Sahel entre mars et mai 2017
Mustapha Belkis	Entrepreneur et président de l'association Tamarzit	17 mai 2017 à Tiznit
Lahcen BenHaga	Instituteur	17 mai 2017 à Arbaa Sahel
Ahmed Kakas	Instituteur et ancien membre de différentes associations à Essahab et Arbaa Sahel	18 mai 2017 à Tiznit
Mr Hassan	Secrétaire au sein de la coopérative Jelb de pêche	18 mai 2017 à Mirleft
Lalla Subaï Iemna	Présidente de la coopérative féminine Tigri	18 mai 2017 à Arbaa Sahel

Mohamed Boussik	Pêcheur	Plusieurs entretiens entre le 17 et le 22 mai 2017
Mohamed Abrouj Hassan Habbouz	Instituteur, acteur associatif à Lmkayem Marin, président de l'association de développement de Ichafouden	20 mai 2017 à Arbaa Sahel
Abdallah Bouhouch	Instituteur, Président de l'association Tamount ; Président de l'association Taghazout pour l'agriculture et le développement	20 mai 2017 à Arbaa Sahel
Hassan Moudni	Instituteur, président de Dar Talib-Taliba, la maison de l'étudiant.e	22 mai 2017 à Arbaa Sahel

Liste des entretiens collectifs[1014] au Maroc (6)

Entretien collectif et participatif autour de « jeux de mémoire » avec Omar EsSouktani et Mohamed Id Hamd tous deux salariés de Migration et développement et acteurs associatifs ainsi que Clara Gomez, doctorante, Université d'Aix-Marseille, 23 février 2016 à Taliouine

Hassan, Abdelaziz, Brahim, étudiants en licence à l'université d'Agadir (Histoire, Physique) 3 mars 2016 à Askaoun

Association des irrigants de Tamnougalt : Moulay Abderrahmane Alaoui, président ; Abdelaziz Atifi, trésorier ; Moulay Hachem Lkassimi, vice-président, 25 mars 2016 à Mezguita

Association Toumouh pour les femmes d'Imgoun : Kalthioum, présdiente ; Rabira, secrétaire ; Ijaha, vice-secrétaire ; Latifa, animatrice du club féminin, 8 mai 2017 à Tassousfi

Habitants du *douar* d'Algou dans la commune de Tassousfi : Driss, Brahim, Mohamed addhib, Mohamed (moqqadem), Mohamed, Saïd, Mohamed, Abdallah, Hicham, Mohamed Id Hamd, 9 mai 2017 à Algou

Séance de travail avec les anciens salariés de Migration et Développement, organisée par Élisabeth Hofmann le 12 février 2017 sur le thème de la gouvernance locale

[1014] Ces entretiens sont collectifs mais n'ont pas été réalisés conformément au dispositif de focus group présenté dans cette thèse

Liste des entretiens collectifs ciblés (*focus groups*) à Madagascar (11)

Lieu	Information sur la composition du groupe	Date
Fokontany d'Avarabohitra, commune d'Ampefy	7 femmes âgées de 29 à 48 ans, agricultrices ayant participé ou bénéficié des formations du projet Secaline	20 septembre 2016
Fokontany d'Atalata Vaovao, commune d'Ampefy	3 hommes âgés de 40 à 62 ans, membres du KFF, comité de développement du fokontany	21 septembre 2016
Fokontany d'Ampefindradama, commune d'Ampefy	2 femmes et 2 hommes âgés de 30 à 60 ans, agents communautaires du programme PASMI	22 septembre 2016
Fokontany d'Ambohitrakanga (1), commune d'Ampefy	2 femmes et 5 hommes, âgés de 30 à 57 ans, agriculteurs et pêcheurs	23 septembre 2016
Fokontany d'Ambohitrakanga (2), commune d'Ampefy	4 femmes et un homme, âgés de 27 à 60 ans, agriculteurs	23 septembre 2016
Fokontany d'Ampahimanga, commune d'Anosibe Ifanja	2 femmes et 2 hommes, âgés de 38 à 50 ans, agriculteurs	30 septembre 2016
Fokontany d'Anosibe centre, commune d'Anosibe Ifanja	4 hommes, âgés de 32 à 52 ans, agriculteurs	30 septembre 2016
Fokontany d'Est-Hopital, commune de Miarinarivo	3 femmes et 3 hommes, âgés de 25 à 60 ans, acteurs associatifs	6 octobre 2016

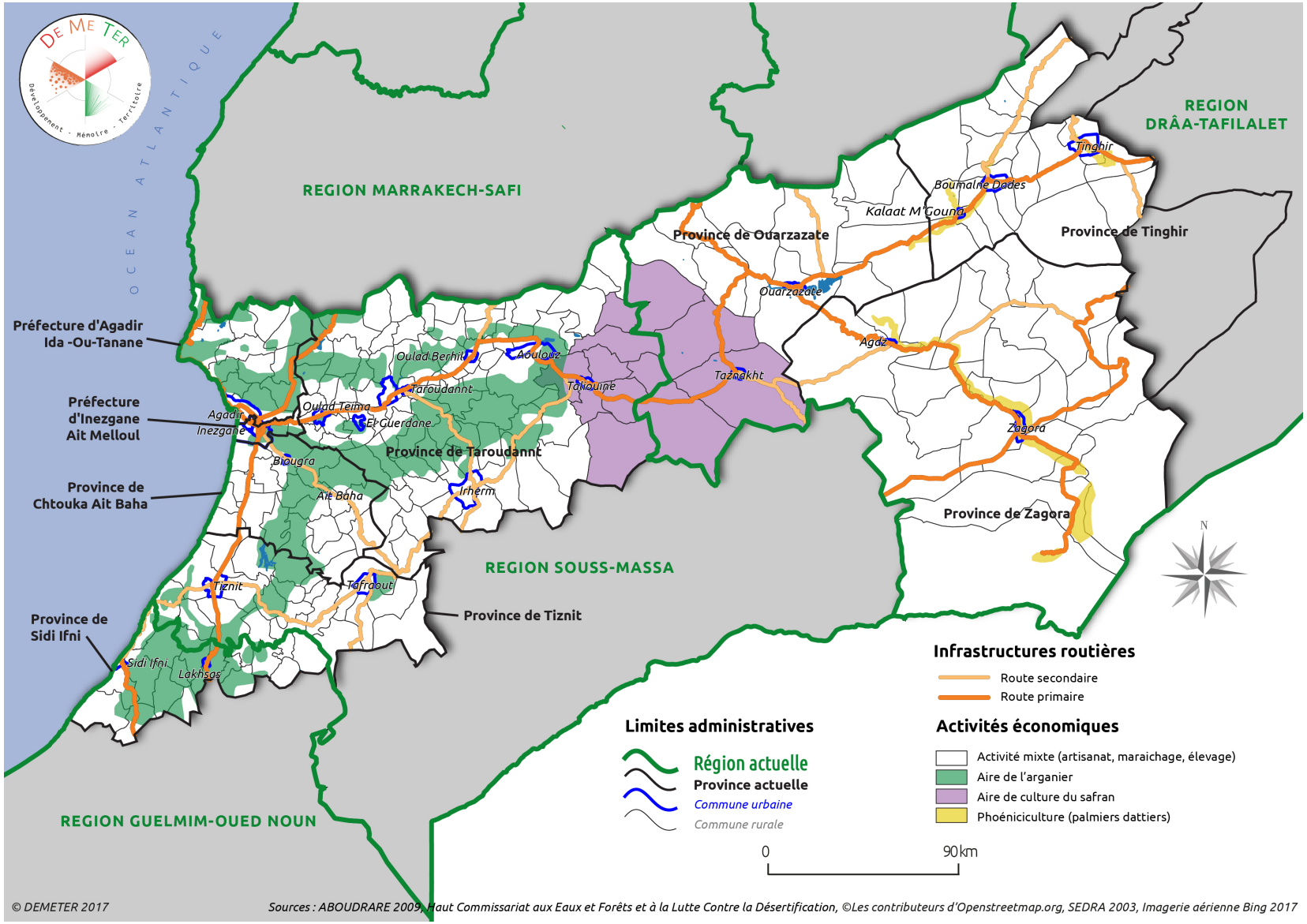
Fokontany d'Antanambao-nord, commune de Miarinarivo	8 femmes âgées de 45 à 62 ans, habitantes du fokontany	6 octobre 2016
Fokontany de Manalalondo centre, commune de Manalalondo	2 femmes et 5 hommes, âgés de 30 à 61 ans, agriculteurs et commerçants	12 octobre 2016
Fokontany d'Andapakely, commune de Manalalondo	1 femme et 3 hommes, âgés de 48 à 70 ans, agriculteurs	14 octobre 2016

Annexe 2 : Critères et justification du choix des communes d'enquête

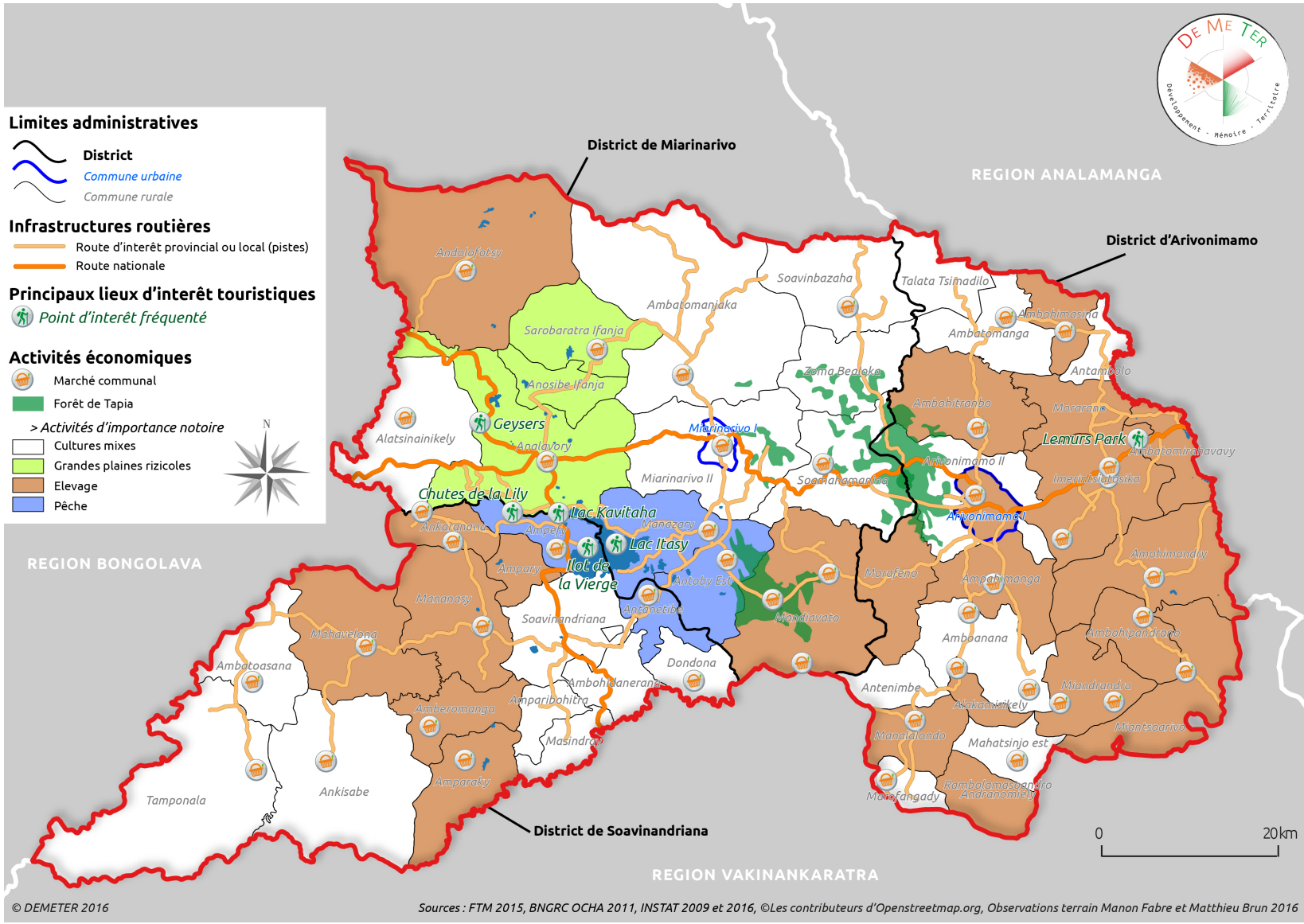
À Madagascar tout d'abord, considérant la taille de la région et son découpage administratif, nous avons sélectionné une commune dans chaque district en plus de la commune urbaine de Miarinarivo. Au Maroc, il ne nous était pas possible de choisir une commune par province et nous avons privilégié les provinces rurales excluant de fait les deux préfectures d'Inezgane Aït-Melloul et Agadir Ida-Ou-Tanane trop urbanisées et trop densément peuplées pour conduire nos recherches. Concernant les activités économiques et les types de productions agricoles, à Madagascar notre choix de communes devait être représentatif des milieux naturels c'est à dire comprendre une commune proche du lac Itasy, une spécialisée sur la production de riz et une autre plutôt mixte sur le plan agricole.

Dans la région Souss Massa Drâa, plusieurs filières agricoles ont été soutenues par des politiques publiques nationales ou régionales (Plan Maroc vert, Feuille de route pour le développement de la région Souss Massa Drâa…) et par des programmes de développement. Ces filières se trouvent dans des espaces et des territoires relativement restreints et constituent des composantes très fortes des identités rurales au Maroc. Nous avons ainsi choisi des communes où sont implantées les filières de l'argan, du figuier de barbarie, du palmier-dattier et du safran. Toutefois, les productions agricoles des territoires ne se limitent pas aux filières énoncées plus haut. L'élevage, l'apiculture, la céréaliculture sont aussi des activités communes aux trois cas d'étude. Les questions de sécurité et de logistique ont également servi de critères d'élimination pour le choix des zones d'enquête. Il fallait en effet sélectionner des communes à la fois proches des axes routiers mais aussi éloignées « du goudron » afin de questionner la diffusion des interventions de développement et le poids de l'éloignement.

Carte 21 : Activités économiques et spécificités de la région Souss Massa Drâa



Carte 22 : Activités économiques et spécificités de la région Itasy



La région Itasy est traversée par deux routes nationales, la RN1 et la RN43. Hormis ces deux axes majeurs pour la région, le reste du réseau routier, composé presque exclusivement de pistes rurales, est fortement dégradé, ce qui limite l'accessibilité d'une grande partie des communes. Pendant la saison des pluies, de novembre à avril, 58% des communes ne sont pas accessibles en voiture[1015]. En outre, lors des premiers entretiens qui ont conduit aux choix des zones, plusieurs communes du sud-est du district d'Arivonimamo et du sud-ouest du district de Soavinandriana nous ont été fortement déconseillées compte-tenu de l'insécurité et de l'éloignement. Le fort enclavement de certaines zones en Itasy nous a conduit à opter pour des zones traversées par une route nationale et pour d'autres zones plus ou moins accessibles en fonction de la qualité des pistes rurales. Au Maroc, la situation logistique est très hétérogène d'une province à l'autre et à l'intérieur même d'une commune. Le choix définitif des zones au Maroc témoigne de ces disparités infra communales (voir le tableau de synthèse). La densité des interventions de développement a également été une donnée déterminante pour le choix des cas d'étude. Par densité des interventions de développement nous entendons le nombre, la fréquence et la diversité des interventions de développement qui ont été mises en œuvre sur les territoires.

Or, pour bien renseigner ce critère il aurait fallu conduire un travail complet de collecte d'archives et de données sur l'ensemble du territoire auprès de l'ensemble des bailleurs ainsi que des administrations. Nous ne pouvions pas mener ce travail de manière exhaustive et avons ciblé les principaux bailleurs sur l'ensemble des deux régions. A cette fin, nous avons consulté les différentes bases de données des programmes et projets menés par exemple par la Banque mondiale[1016], USAID, la GIZ, la coopération décentralisée. Au Maroc, la base de données de l'Agence de développement social qui répertorie tous les projets, financés ou non, et les différents partenaires nous a beaucoup aidé dans notre choix de zones. A

[1015] CREAM, *Monographie de la région Itasy*, *op. cit.*

[1016] Les bases de données de la Banque mondiale sont accessibles sur internet : http://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/projects/all pour Madagascar et http://www.banquemondiale.org/fr/country/morocco/projects/all pour le Maroc

Madagascar, une plateforme de gestion de l'aide (*Aid Management Platform*)[1017] a été mise en place en 2008 et elle est gérée par le Secrétariat technique permanent pour la coordination de l'aide. Elle répertorie et cartographie un grand nombre d'interventions de développement menées par différents bailleurs bilatéraux, multilatéraux, des ONG et les coopérations décentralisées. Des demandes ciblées pour l'accès aux données et aux archives des principaux bailleurs[1018] ont été envoyées aux représentations nationales à Madagascar et au Maroc : seule la délégation de l'Union européenne au Maroc nous a transmis un document par courrier électronique, ce dernier n'étant pas exhaustif puisqu'il ne rendait pas compte des interventions avant le milieu des années 2000 et n'était pas précis. Le document envoyé ne faisait qu'une page de texte. Nous avons compilé ces différents éléments et bases de données (types de projet, localisations géographiques, partenaires techniques et financiers, montants, source) dans un tableur qui a été alimenté tout au long de nos recherches. Il constitue, dans sa version non exhaustive un document de capitalisation et nous a permis de renseigner notre choix de zone pour les enquêtes. Les entretiens exploratoires auprès des autorités locales et avec des informateurs ont également participé au processus de sélection. Le choix final des communes à enquêter reflète la diversité de la densité des interventions de développement au cours du temps. Notons également que dans la région Souss Massa Drâa l'ONG Migration & Développement intervient depuis 1987 principalement sur la province de Taroudant et dans de nombreux secteurs (adduction d'eau, installation de l'électricité, agriculture, activités génératrices de revenus …). Il s'agit d'un acteur incontournable dont nous voulions questionner la spécificité dans notre étude sur la mémoire du développement. Nous avons jugé qu'il est particulièrement intéressant de sélectionner une commune d'étude où cette association a été active et l'est toujours.

[1017] La base de données est accessible sur internet : http://www.amp-madagascar.gov.mg/

[1018] Les institutions contactées au Maroc et à Madagascar étaient : la Banque mondiale, USAID, FAO, le PNUD, l'Union européenne.

Nous avons à Madagascar comme au Maroc éliminé les communes trop proches des limites administratives régionales bien que ces communes aient pu nous être présentées comme ayant reçu de nombreuses interventions de développement. A Madagascar par exemple, les communes d'Antambolo et Ambatomirahavavy sont limitrophes de la région Analamanga et naturellement plus tournées vers la capitale Antananarivo chef-lieu de cette région-capitale. Notons également que jusqu'en 1991 l'actuelle région Itasy faisait partie de la province (*faritany*)[1019] d'Antananarivo ce qui explique en partie pourquoi certaines communes de l'est de la région Itasy entretiennent des liens économiques très forts avec la capitale.

Enfin, la dernière série de critères pour la sélection des zones d'étude est relative à la taille de la population et à la superficie du territoire. Au Maroc, nous avons écarté les communes dont la superficie dépasse les 250 km^2 et dont la population est supérieure à 20 000 personnes ou inférieure à 5000 personnes, pour des raisons pratiques et logistiques dans la conduite des terrains[1020]. A Madagascar les sources de données de population disponibles sont multiples et les méthodes de calcul divergent. Le dernier recensement général a été conduit en 1993 et les projections sont difficilement exploitables à l'échelle communale. Un nouveau recensement devait être mené en 2017 et pour préparer méthodologiquement et logistiquement ce recensement, des enquêtes numériques ont été compilées et constituent des bases de données exploratoires que nous avons pu mobiliser. Concernant les données communales et infra communales nous avons utilisé les monographies produites par les communes. Nous reviendrons dans le premier chapitre sur la question des sources des données à Madagascar et de leur fiabilité. Au moment du choix des communes d'enquête à Madagascar, une carte de la densité de population en Itasy a été réalisée par Manon Fabre à partir du croisement de plusieurs bases de données. Il ressort de l'analyse de cette carte qu'un nombre limité de communes urbaines, toutes situées sur la RN1 ou la RN43 concentrent une partie importante de la population (Imerintsiatosika et

[1019] Entre 1975 et 1991, au cours de la II[e] République, le territoire malgache était divisé administrativement en 6 provinces ou Faritany

[1020] Les données de populations utilisées au Maroc sont celles du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) réalisé en 2014.

Arivonimamo proche d'Antananarivo, Analavory, Miarinairvo et Soavinandriana). A l'inverse, la partie nord du district de Miarinarivo ou le sud du district de Soavinandriana sont moins densément peuplés. L'est de la région, du fait de sa proximité avec la région-capitale Analamanga, est plus densément peuplé y compris dans des zones enclavées et éloignées de la RN1 et donc difficilement accessibles par les pistes rurales.

Annexe 3 : Questionnaires d'enquête

4 questionnaires sont présentés en annexe :

- les versions françaises et malgaches des questionnaires utilisés à Madagascar
- les versions françaises et arabes des questionnaires utilisés au Maroc

Partie 1 : Caractéristiques socio-démographiques et conditions de vie

Cadre réservé à l'enquêteur

1 Commune : ..... 2 Fokontany : ..... Date : ..... Prénom étudiant : .....

3 Age de l'enquêté : ..... 4 Ethnie : ..... 5 □ 1/ Femme □ 2/ Homme 6 Nombre d'enfants : .....

7 Age des enfants : .....

8 Le plus souvent, vos enfants en âge de participer aux activités économiques y participent-t-ils ? □ 1/ Oui □ 2/ Non

9 Quel est votre niveau scolaire? □ 1/ Aucun □ 2/ Primaire □ 3/ Collège □ 4/ Lycée □ 5/ Supérieur

10 Ou habitez vous? Village ..... Quartier .....

11 Secteur d'activité / profession : □ 1/ Agriculteur, évelage, peche □ 2/ Artisanat □ 3/ Toursime □ 4/ Commerce □ 5/ Fonctionnaire □ 6/ Inactif □ 7/ Autre *(Travailler dans un magasin formel ou informel est l'activité principale)*

12 Depuis combien de temps habitez-vous là : □ 1/ moins d'un an □ 2/ de 1 à 5 ans □ 3/ de 5 à 10 ans □ 4/ de 10 à 20 ans □ 5/ plus de 20 ans

13 Le plus souvent, comment vous fournissez vous en eau ? *(une seule réponse possible)*
□ 1/ Eau courante (au robinet chez soi)
□ 2/ Robinet partagé avec les voisins
□ 3/ Borne Fontaine
□ 4/ Puits
□ 5/ Source
□ 6/ Rivière
□ 7/ Autre

14 Depuis quelle année vous fournissez vous en eau de cette manière? .....

15 Qui l'a installée?
□ 1/ Jirama
□ 2/ Une ONG (Laquelle?) : .....
□ 3/ Lui-même □ 4/ Ne sait pas

16 Le plus souvent, comment vous fournissiez vous en eau avant ? *(une seule réponse possible)*
□ 1/ Eau courante (au robinet chez soi)
□ 2/ Robinet partagé avec les voisins
□ 3/ Borne Fontaine
□ 4/ Puits
□ 5/ Source
□ 6/ Rivière
□ 7/ Autre

17 Avez-vous l'électricité à votre domicile actuel? □ 1/ Oui □ 2/ Non

17 a Depuis quelle année? .....

17 b Qui l'a installée?
□ 1/ Jirama
□ 2/ Une ONG (Laquelle?) : .....
□ 3/ Lui-même □ 4/ Ne sait pas

18 Avez-vous un téléphone portable? □ 1/ Oui □ 2/ Non

Page 1

19 Avez-vous des toilettes chez vous? □ 1/ Oui □ 2/ Non

19 a On-t-elles été installées par une intervention de développement? □ 1/ Oui, Laquelle? ..... □ 2/ Non

20 Quel type de toilettes votre ménage utilise-t-il?
□ 1/ Toilettes avec siège
□ 2/ Toilettes turques
□ 3/ Latrines en béton
□ 4/ Trou
□ 5/ Rien

21 Accès aux médias au moins une fois par semaine *(plusieurs réponses possibles)*
□ 1/ Télévision
□ 2/ Internet
□ 3/ Journal
□ 4/ Radio

22 Quelle est votre situation matrimoniale?
□ 1/ Célibataire
□ 2/ Marié
□ 3/ Veuf
□ 4/ Vivant ensemble
□ 5/ Divorcé

23 Selon votre niveau de vie et votre budget, vous voyez votre ménage parmi les :

	Actuellement	Il y a 10 ans *(2006)*	Il y a 20 ans *(1996)*	Il y a 30 ans *(1986)*	Il y a 40 ans *(1976)*
1/ Plus riches					
2/ Riches					
3/ Moyens					
4/ En difficulté					
5/ Pauvres					

Cocher la case correspondante au ressenti de la personne pour chaque période. Si la personne n'était pas née, prendre en compte le niveau de vie de ses parents

24 Par rapport aux besoins actuels de votre ménage, comment définiriez-vous votre situation :

	Actuellement	Il y a 10 ans *(2006)*	Il y a 20 ans *(1996)*	Il y a 30 ans *(1986)*	Il y a 40 ans *(1976)*
1/ Satisfaisant					
2/ Moyen					
3/ Insatisafaisant					

Cocher la case correspondante au ressenti de la personne pour chaque période. Si la personne n'était pas née, prendre en compte le niveau de vie de ses parents

Partie 2 : Mémoire des interventions locales de développement

25 Faites-vous partie de …

	Role dans le groupement : Fondateur	Membre du bureau	Membre	Employé	Nom du groupement	Depuis quelle année?
1/ ONG					.....	.....
2/ Coopérative					.....	.....
3/ Syndicat					.....	.....
4/ Association locale					.....	.....
5/ Association confessionnelle					.....	.....

26 Avez-vous reçu du materiel dans le cadre d'une intervention de développement ? □ 1/ Oui □ 2/ Non

26a Quelle structure? .....

26b Quand? *(année)* .....

26 c L'utilisez-vous encore? □ 1/ Oui □ 2/ Non

Page 2

27 Question sectorisée : complétez la case correspondante

Pour chaque domaine, demander l'intervention qui a été la plus importante pour l'enquêté.

	1/ Education	2/ Santé	3/ Culture	4/ Agriculture	5/ Vie quotidienne	6/ Gouvernance	7/ Environnement
Définition (Lire uniquement si l'enquêté ne comprend pas la question.)	*Préscolaire, primaire, collège, lycée, centre de formation continue, université, etc*	*hopital, dispensaire, médecin, infirmier, sage-femme, dentiste, médecin spécialisé, etc*	*centre local d'action culturelle, bibliothèque, spectacles, etc*	*conseil agricole, formation, don ou aide a l'achat de materiel, de semences ou de bétail, etc*	*aménagement de la maison, sanitaires, hygiène, électrification, adduction d'eau, infrastructures routières, etc*	*formation au droit, aide a la création de groupement, guichet foncier, formation du personnel des collectivités, etc*	*Sensibilisation à la protection de la forêt, la nature, l'eau, l'érosion, les animaux sauvages, la pollution, le tri des déchets, le compost, etc*
Dans chaque secteur, avez-vous été concerné par une intervention?	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non
Type d'intervention							
Commune							
Dans quel village?							
Quel organisme / structure est à l'origine de cette intervention?							
Quand cette intervention a-t-elle été mise en place ? *(année)*							
Quand s'est-elle arrêtée ? *(si elle existe encore, ne ren écrire)*							
A-elle été efficace?	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non

28

Quel type d'intervention a le plus changé votre vie? (cocher)							

29 Connaissez-vous une structure pour parler de vos problèmes quotidiens? □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

30 Connaissez vous des endroits pour faire financer un projet? *(Intervention de développement)* □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

31 Connaissez vous des endroits ou vous pouvez proposer de nouvelles idées d'intervensions de développement ? □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

32 Projets de développement par période historique.

(Cocher la case correspondante)	1/ 1960-1974	4/ 1975-1989	3/ 1990-2001	2/ 2002-2009	5/ depuis 2010
Depuis l'indépendance, quand y a-t-il eu le PLUS de projets de développement dans votre fokontany?					
Depuis l'indépendance, quand y a-t-il eu le MOINS de projets de développement dans votre fokontany?					

33 Quel est le plus ancien projet de développement que vous connaisssez?
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

34 Quel est le plus ancien projet de développement auquel vous avez participé?
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

35 Citez une intervention qui n'a servi a rien :
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

36 Quel type d'intervention vous manque près de chez vous ? (réponse courte) .....

37 Les interventions de développement sont-elles bien perçues par votre communauté ? □ 1/ Oui □ 2/ Non

38 Dans votre mémoire familiale, quelle intervention a le plus marqué la vie de vos ancètres ?
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

39 Citez une intervention de développement dont il ne reste rien :
Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... Village .....

40 Selon vous, dans votre commune, qui pourrait nous en dire le plus sur les intervensions de développement de votre commune?
Nom : .....
Profession : .....

Fizarana 1 : Endrikin'ny fandrindrana fiaraha-monina sy fomba fiainana

Hoan'ny mpanao fanadihadiana

1 Kaominina : ..... 2 Fokontany : ..... Daty : ..... Fanampin' Anarana : .....

3 Taonan'ny olona atao fanadihadiana : .....

4 Foko : .....

5 □ 1/ Vavy □ 2/ Lahy

6 Isan-jaza : .....

7 Taonan'ire o zaza : .....

8 Mandray anjara matetika amin'ny asa fivelomana ve ny zanakareo? □ 1/ Eny □ 2/ Tsia

9 Inona ny fari-pahaizanao?
□ 1/ Tsy nianatra
□ 2/ Ambaratonga voalohany
□ 3/ Kolejy
□ 4/ Lycée
□ 5/ Ambaratonga ambony

10 Fonenana
Tanana .....
Kartie .....

11 Sehatr'asa / Asa atao
□ 1/ Mpamboly, mpiompy, mpanjono
□ 2/ Mpanao asa-tanana
□ 3/ Fizaha-tany
□ 4/ Varotra *(varotra no tena antondraharaha)*
□ 5/ Mpiasa-panjakana
□ 6/ Tsy an'asa
□ 7/ Hafa

12 Hatramin'ny oviana no nonenanao teto?
□ 1/ latsaky ny herintaona
□ 2/ Anelanelan'ny 1 sy 5 taona
□ 3/ Anelanelan'ny 6 sy 10 taona
□ 4/ Anelanelan'ny 11 sy 20 taona
□ 5/ Mihoatra ny 20 taona

13 Iza amin'ireto no ampiasainao matetika? *(valiny iray ihany)*
□ 1/ Misy paompy an-trano
□ 2/ Paompy itambarana amin'ny mpifanolo-bodirindrina
□ 3/ Paompi-pokonolona
□ 4/ Vovo
□ 5/ Loharano
□ 6/ Renirano
□ 7/ Hafa

14 Hatramin'ny taona firy? .....

15 Ahoana ny fomba nampidirana azy?
□ 1/ Jirama
□ 2/ Fikambanana tsy miankina (Iza?) : .....
□ 3/ Ianao samirery
□ 4/ Tsy fantatro

16 Inona ary no fampiasanao matetika teo aloha? *(valiny iray ihany)*
□ 1/ Misy paompy an-trano
□ 2/ Paompy itambarana amin'ny mpifanolo-bodirindrina
□ 3/ Paompi-pokonolona
□ 4/ Vovo
□ 5/ Loharano
□ 6/ Renirano
□ 7/ Hafa

17 Mampiasa herin'aratra ve ianao ao an-tokatrano? □ 1/ Eny □ 2/ Tsia

17 a Hatramin'ny taona firy? .....

17 b Ahoana ny fomba nampidirana azy
□ 1/ Jirama
□ 2/ Fikambanana tsy miankina (Iza?) : .....
□ 3/ Ianao samirery
□ 4/ Tsy fantatro

18 Manana "téléphone" ve ianao? □ 1/ Eny □ 2/ Tsia

Page 1

19 Manana Trano fivoahana ve ianao ☐ 1/ Eny ☐ 2/ Tsia

19 a Ireo mpanatanteraka asa fampandrosoana ve no nanome azy? ☐ 1/ Eny, Iza ? ..... ☐ 2/ Tsia

20 Aiza ianareo no mivoaka?
☐ 1/ Trano fivoahana misy sezany
☐ 2/ Trano fivoahana "Turque"
☐ 3/ Trano fivoahana "béton"
☐ 4/ Lavaka
☐ 5/ Ankalamanjana

21 Mampiasa farafaharatsiny indray isaky ny herin'andro *(tsy voatery ho iray ihany ny valiny)*
☐ 1/ Vata fahita lavitra
☐ 2/ "Internet"
☐ 3/ Gazety
☐ 4/ "Radio"

22 Iza amin'ireto no misy anao :
☐ 1/ Mpitovo
☐ 2/ Manam-bady
☐ 3/ Maty vady
☐ 4/ Miara-mipetraka
☐ 5/ Nisara-bady

23 Raha ny fahafantaranao ny fari-piainanao sy ny toe-bolanao, iza amin'ireto no misy anao ?

	Amin'izao fotoana izao	10 taona lasa *(2006)*	20 taona lasa *(1996)*	30 taona lasa *(1986)*	40 taona lasa *(1976)*
1/ Mpanefohefo					
2/ Mpanakarena					
3/ Antonony					
4/ Sahirana					
5/ Mahantra					

Tsipiho ny "case" mifanaraka amin'ireo vanim-potoana voatondro ireo ka, raha mbola tsy teraka ilay olona dia lazainy ny mikasika ny ray aman-dreniny.

24 Raha araky ny filan'ny ankohonanao iza amin'ireto no safidinao ?

	Amin'izao fotoana izao	10 taona lasa *(2006)*	20 taona lasa *(1996)*	30 taona lasa *(1986)*	40 taona lasa *(1976)*
1/ Afa-po					
2/ Eo ho eo					
3/ Tsy afa-po					

Tsipiho ny "case" mifanaraka amin'ireo vanim-potoana voatondro ireo ka, raha mbola tsy teraka ilay olona dia lazainy ny mikasika ny ray aman-dreniny.

Fizarana 2 : Fitadidiana ireo asa fampandrosoana ifotony nisy

25 Mpikambana amin'ny *Andraikitra :*

	Mpanorina	Mpikambana amin'ny birao	Mpikambana tsotra	Mpiasa	Anaran'ny fikambanana	Taona nidirana ho mpikambana
1/ Fikambanana tsy miankina					.....	.....
2/ Kaoperativa					.....	.....
3/ Syndika					.....	.....
4/ Fikambanana eto an-toerana					.....	.....
5/ Fikambanana ara-pinoana					.....	.....

26 Nahazo fitaovana enti-miasa avy amin'nireo mpanatanteraka tetik'asa fampandrosoana ve ianao? ☐ 1/ Eny ☐ 2/ Tsia
26a Iza? .....
26b Oviana? *(Taona)* .....

26 c Mbola ampiasainao ve amin'izao? ☐ 1/ Eny ☐ 2/ Tsia

27 Fenoy ny "case"
Isaky ny sehatr'asa, iza no tsapany nanamarika azy indrindra.

Vakiana ny fanazavana raha tsy azony ny sehatr'asa	1/ Fampianarana *Garabola, Ambaratonga voalohany, kolejy, lycée, ivotoerana fiofanana mandavataona, université ...*	2/ Fahasalamana *trano fitsaboana, dokotera, médecin, mpitsabo mpanampy, mpampivelona, mptisabo nify, mpitsabo manampahalalana manokana ...*	3/ Kolotsaina *ivotoerana hoan'ny kolon-tsaina, Trano Famakiamboky, fampisehoana ...*	4/ Fambolena *mpanolontsaina ara-pambolena, fiofanana, famatsiana fitaova-pambolena, masomboly na biby fiompy ...*	5/ Fiainana andavan'andro *fanatsarana trano fonenana, trano fidiovana, fahadiovana, erin'aratra, fampidirana rano fisotro madio , foto-drafitr'asa (lalana) ...*	6/ Fahaiza-mitantana *fiofanana mikasika lalana, fanampiana fananganana fikambanana, birao ifotony ny fananan-tany, fiofanana ny mpiasan 'ny vondro-bahoaka itsinjara-pahefana ...*	7/ Tontolo iainana *Fanentanana mikasika ny fanajariana ny ala, ny natiora, ny rano, ny nofotana, ny biby arovana, la fahalotoana rivotra iainana, fanavahana fako, ny "compost" ...*
Nandray anjara tamin'ny sehatr'asa ... ve ianao ?	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ Tsia
Karazana tetik'asa							
Kaomina							
Tanana							
Fikambanana mpanatanteraka tetik'asa							
Oviana no nanombohany? *(taona)*							
Oviana no niafarany *(tsy soratana raha mbola mitohy ny asa)*							
Nahomby ve ny tetik'asa ?	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia	□ 1/ Eny □ 2/ tsy ampy □ 3/ Tsia

28

Isa amin'ireo no tena nampiova ny fiainanao ? *(cocher)*							

29 Mahafantatra rafitra afahanareo itarainana ny olana mikasika fiainana andavan'andro ve ianao? □ 1/ Eny *(Iza?)* ..... □ 2/ Tsia

30 Mahafantatra mpamatsy vola afaka mamatsy vola ny tetik'asanao ve ianao? □ 1/ Eny *(Iza?)* ..... □ 2/ Tsia
(tetik'asa fampandrosoan)

31 Raha misy hevi-baovao momba ny fampandrosoana, aiza ny rafitra anoloranao izany? □ 1/ Eny *(Iza?)* ..... □ 2/ Tsia

32 Tetik'asa fampandrosoana isaky ny vanim-potoana

(Tsipiho ny "case" mifanaraka isaky ny valiny)	1/ 1960-1974	4/ 1975-1989	3/ 1990-2001	2/ 2002-2009	5/ taorian'ny 2010
Hatramin'ny fahaleovan-tena fotoana toy inona no BETSAKA tetik'asa fampandrosoana indrindra tato amin'ny fokontaninao?					
Hatramin'ny fahaleovan-tena fotoana toy inona no KELY tetik'asa fampandrosoana indrindra tato amin'ny fokontaninao?					

33 Inona no tetik'asa fampandrosoana ela indrindra fantatrao? Taona ..... Karazana tetik'asa ..... Sehatr'asa .....
Fikambanana mpanatanteraka tetik'asa ..... Tanana .....

34 Inona no tetik'asa fampandrosoana ela indrindra nandraisanao anjara? Taona ..... Karazana tetik'asa ..... Sehatr'asa .....
Fikambanana mpanatanteraka tetik'asa ..... Tanana .....

35 Milaza tetik'asa izay tsy misy fiantraikany amin'ny mponina Taona ..... Karazana tetik'asa ..... Sehatr'asa .....
Fikambanana mpanatanteraka tetik'asa ..... Tanana .....

36 Inona ny karazana tetik'asa tianao hotanterahina eto amin'ny tanananao? *(fintino ny valiny)* .....

37 Mankatoa ny fisian'ny asa fampandrosoana ve ny fokonolona eto? □ 1/ Eny
□ 2/ Tsia

38 Inona ny asa fampandrosoana nanamarika ny fiainan'ny ray aman-dreninao sy ireo taloha ao amin'ny fianakaviana? Taona ..... Karazana tetik'asa ..... Sehatr'asa .....
Fikambanana mpanatanteraka tetik'asa ..... Tanana .....

39 Milaza asa fampandrosoana izay tsy misy tohiny intsony : Taona ..... Karazana tetik'asa ..... Sehatr'asa .....
Fikambanana mpanatanteraka tetik'asa ..... Tanana .....

40 Raha ny hevitrao, iza no olona ato amin'ny kaominina misy anao no mahafantatra tsara ny asa fampandrosoana nisy teto ? Fanampin'Anarana : .....
Asa atao : .....

Partie 1 : Caractéristiques socio-démographiques et conditions de vie

individu 1 : 5
individu 2 : 2
individu 3 : 3
individu 4 : 4
individu 5 : 1

Cadre réservé à l'enquêteur

1 Commune : _____ Date : /03/2017 Prénom étudiant : _____

3 Age de l'enquêté : _____

5 □ 1/ Femme □ 2/ Homme

6 Nombre d'enfants : _____

7 Age des enfants : _____

8 Le plus souvent, vos enfants en âge de participer aux activités économiques y participent-t-ils ?
□ 1/ Oui
□ 2/ Non

9 Quel est votre niveau scolaire?
□ 1/ Aucun
□ 2/ Primaire
□ 3/ Collège
□ 4/ Lycée
□ 5/ Supérieur

10 Ou habitez vous?
Douar _____
Quartier _____

11 Secteur d'activité / profession :
□ 1/ Agriculture, évelage, peche
□ 2/ Artisanat
□ 3/ Toursime
□ 4/ Commerce
□ 5/ Fonction publique
□ 6/ Inactivité
□ 7/ Autre
(Travailler dans un magasin formel ou informel est l'activité principale)

12 Depuis combien de temps habitez-vous là :
□ 1/ moins d'un an
□ 2/ de 1 à 5 ans
□ 3/ de 5 à 10 ans
□ 4/ de 10 à 20 ans
□ 5/ plus de 20 ans

13 Le plus souvent, comment vous fournissez vous en eau ? *(une seule réponse possible)*
□ 1/ Eau courante (au robinet chez soi)
□ 2/ Robinet partagé avec les voisins
□ 3/ Borne Fontaine
□ 4/ Puits
□ 5/ Source
□ 6/ Rivière
□ 7/ Autre

14 Depuis quelle année vous fournissez vous en eau de cette manière? _____

15 Qui l'a installée?
□ 1/ ONEP - ONEE
□ 2/ Autre structure (Laquelle?) : _____
□ 3/ Lui-même
□ 4/ Ne sait pas

16 Le plus souvent, comment vous fournissiez vous en eau avant ? *(une seule réponse possible)*
□ 1/ Eau courante (au robinet chez soi)
□ 2/ Robinet partagé avec les voisins
□ 3/ Borne Fontaine
□ 4/ Puits
□ 5/ Source
□ 6/ Rivière
□ 7/ Autre

17 Avez-vous l'électricité à votre domicile actuel?
□ 1/ Oui
□ 2/ Non

17 a Depuis quelle année? _____

17 b Qui l'a installée?
□ 1/ ONE - ONEE
□ 2/ Autre structure (Laquelle?) : _____
□ 3/ Lui-même
□ 4/ Ne sait pas

18 Avez-vous un téléphone portable? □ 1/ Oui □ 2/ Non

19 Avez-vous des toilettes chez vous? ☐ 1/ Oui ☐ 2/ Non

19 a On-t-elles été installées par une intervention de développement? ☐ 1/ Oui, Laquelle? ..... ☐ 2/ Non

20 Quel type de toilettes votre ménage utilise-t-il? ☐ 1/ Toilettes avec siège ☐ 2/ Toilettes turques ☐ 3/ Latrines en béton ☐ 4/ Trou ☐ 5/ Rien

21 Accès aux médias au moins une fois par semaine *(plusieurs réponses possibles)* ☐ 1/ Télévision ☐ 2/ Internet ☐ 3/ Journal ☐ 4/ Radio

22 Quelle est votre situation matrimoniale? ☐ 1/ Célibataire ☐ 2/ Marié ☐ 3/ Veuf ☐ 4/ Autre ☐ 5/ Divorcé

23 Selon votre niveau de vie et votre budget, vous voyez votre ménage parmi les :

	Actuellement	Il y a 10 ans *(2006)*	Il y a 20 ans *(1996)*	Il y a 30 ans *(1986)*	Il y a 40 ans *(1976)*
1/ Plus riches	☐	☐	☐	☐	☐
2/ Riches	☐	☐	☐	☐	☐
3/ Moyens	☐	☐	☐	☐	☐
4/ En difficulté	☐	☐	☐	☐	☐
5/ Pauvres	☐	☐	☐	☐	☐

Cocher la case correspondante au ressenti de la personne pour chaque période. Si la personne n'était pas née, prendre en compte le niveau de vie de ses parents

24 Par rapport aux besoins actuels de votre ménage, comment définiriez-vous votre situation :

	Actuellement	Il y a 10 ans *(2006)*	Il y a 20 ans *(1996)*	Il y a 30 ans *(1986)*	Il y a 40 ans *(1976)*
1/ Satisfaisant	☐	☐	☐	☐	☐
2/ Moyen	☐	☐	☐	☐	☐
3/ Insatisafaisant	☐	☐	☐	☐	☐

Cocher la case correspondante au ressenti de la personne pour chaque période. Si la personne n'était pas née, prendre en compte le niveau de vie de ses parents

Partie 2 : Mémoire des interventions locales de développement

25 Faites-vous partie de … 1/ ONG 2/ Coopérative 3/ Syndicat 4/ Association locale 5/ Association confessionnelle

Role dans le groupement :	Fondateur	Membre du bureau	Membre	Employé	Nom du groupement	Depuis quelle année?
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....
	☐	☐	☐	☐	.....	.....

26 Avez-vous reçu du materiel dans le cadre d'une intervention de développement ? ☐ 1/ Oui → **26a** Quelle structure? ..... **26b** Quand? *(année)* ..... Quoi ..... ☐ 2/ Non

26 c L'utilisez-vous encore? ☐ 1/ Oui ☐ 2/ Non

Page 2

27 Question sectorisée : complétez la case correspondante

Pour chaque domaine, demander l'intervention qui a été la plus importante pour l'enquêté.

	1/ Education	2/ Santé	3/ Culture	4/ Agriculture	5/ Vie quotidienne	6/ Gouvernance	7/ Environnement
Définition (Lire uniquement si l'enquêté ne comprend pas la question.)	*Préscolaire, primaire, collège, lycée, centre de formation continue, université, etc*	*hopital, dispensaire, médecin, infirmier, sage-femme, dentiste, médecin spécialisé, sécurité alimentaire, etc*	*centre local d'action culturelle, bibliothèque, spectacles, etc*	*conseil agricole, formation, don ou aide a l'achat de materiel, de semences ou de bétail, etc*	*aménagement de la maison, sanitaires, hygiène, électrification, adduction d'eau, infrastructures routières, etc*	*formation au droit, aide a la création de groupement, sécurité foncière, formation du personnel des collectivités, etc*	*Sensibilisation à la protection de la forêt, la nature, l'eau, l'érosion, les animaux sauvages, la pollution, le tri des déchets, le compost, etc*
Dans chaque secteur, avez-vous été concerné par une intervention?	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Non
Type d'intervention							
Commune							
Dans quel douar?							
Quel organisme / structure est à l'origine de cette intervention?							
Quand cette intervention a-t-elle été mise en place ? *(année)*							
Quand s'est-elle arrêtée ? *(si elle existe encore, ne rien écrire)*							
A-elle été efficace?	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non	□ 1/ Oui □ 2/ Insuffisant □ 3/ Non

28

Quel type d'intervention a le plus changé votre vie? (cocher)							

29 Connaissez-vous une structure pour parler de vos problèmes quotidiens? □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

30 Connaissez vous des endroits pour faire financer un projet? *(Intervention de développement)* □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

31 Connaissez vous des endroits ou vous pouvez proposer de nouvelles idées d'interventions de développement ? □ 1/ Oui *(Laquelle?)* ..... □ 2/ Non

32 Projets de développement par période historique.

(Cocher la case correspondante)	1- 1956 / 1970	2- 1970 / 1992	3- 1992 / 2000	4- 2000 / 2011	5- 2011 / 2017
Depuis l'indépendance, quand y a-t-il eu le PLUS de projets de développement dans votre douar?					
Depuis l'indépendance, quand y a-t-il eu le MOINS de projets de développement dans votre douar?					

33 Quel est le plus ancien projet de développement que vous connaisssez? Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... douar .....

34 Quel est le plus ancien projet de développement auquel vous avez participé? Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... douar .....

35 Citez une intervention qui n'a servi a rien : Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... douar .....

36 Quel type d'intervention vous manque près de chez vous ? (réponse courte) .....

37 Les interventions de développement sont-elles bien perçues par votre communauté ? □ 1/ Oui □ 2/ Non

38 Dans votre mémoire familiale, quelle intervention a le plus marqué la vie de vos ancètres ? Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... douar .....

39 Citez une intervention de développement dont il ne reste rien : Année ..... Type du projet ..... Secteur .....
Organisme ou structure d'intervention ..... douar .....

40 Selon vous, dans votre commune, qui pourrait nous en dire le plus sur les intervensions de développement de votre commune? Nom : .....
Profession : .....

الفقرة 1: الخصائص السوسيوديموغرافية و ظروف العيش

5 2 3 4 1

individu 1 : .....
individu 2 : .....
individu 3 : .....
individu 4 : .....
individu 5 : .....

إطار خاص بالباحث

1 الجماعة : ..... التاريخ : 03/2017/ إسم الباحث/ الباحثة : .....

3 سن المجيب/المجيبة : .....

5 1- امرأة 2- رجل

6 عدد الأطفال : .....

7 سن الأطفال : .....

8 غالبا، هل يشارك أطفالك الذين هم في سن النشاط في الأنشطة الإقتصادية ؟ 1- نعم 2- لا

9 ماهو مستواك الدراسي ؟ 1- لاشيئ 2- ابتدائي 3- إعدادي 4- ثانوي 5- عالي

10 الدوار : .....
الحي : .....

11 مجال النشاط : 1- الزراعة، تربية المواشي، الصيد البحري 2- الصناعة التقليدية 3- السياحة 4- التجارة 5- موظف / موظفة 6- غير نشيط / بدون نشاط 7- آخر *(الإشتغال في محل رسمي أو غير رسمي هو النشاط الرئيسي)*

12 منذ متى وأنت تعيش تعيشين هنا؟ 1- أقل من سنة 2- ما بين سنة و 5 سنوات 3- ما بين 5 سنوات و 10 سنوات 4- ما بين 10 سنوات و 20 سنة 5- أكثر من 20 سنة

13 غالبا، كيف تتزود/ تتزودين بالماء؟ *(إجابة واحدة ممكنة)* 1- المياه الجارية (الصنبور في البيت) 2- صنبور مشترك مع الجيران 3- نافورة 4- بئر 5- عين 6- واد 7- آخر

14 منذ أية سنة تتزود / تتزودين بالماء بهذه الطريقة ؟ .....

15 من الذي وضعها؟ 1- المكتب الوطني للماء الصالح للشرب - المكتب الوطني للماء و الكهرباء 2- مؤسسة أخرى (من هي؟) : ..... 3- هو نفسه / هي نفسها 4- لا أعرف

16 غالبا، كيف كنت تتزود / تتزودين بالماء سابقا ؟ *(إجابة واحدة ممكنة)* 1- المياه الجارية (الصنبور في البيت) 2- صنبور مشترك مع الجيران 3- نافورة 4- بئر 5- عين 6- واد 7- آخر

17 هل تتوفر / تتوفرين على الكهرباء في مسكنك الحالي؟ 1- نعم 2- لا

17 a منذ أي سنة ؟ .....

17 b من الذي وضعها ؟ 1- المكتب الوطني للكهرباء - المكتب الوطني للماء و الكهرباء 2- مؤسسة أخرى (من هي؟) : ..... 3- هو نفسه / هي نفسها 4- لا أعرف

18 هل تتوفر / تتوفرين على هاتف نقال؟ 1- نعم 2- لا

19 هل تتوفر / تتوفرين على مراحيض في مسكنك ؟ | 1- نعم 2- لا

19a هل تم وظعها في إطار مشروع للتنمية؟ | 1- نعم، ما هو؟ ..... 2- لا

20 ماهو نوع المراحيض التي يستعملها مسكنك؟ | 1- مرحاض بمقعد 2- مرحاض تركي 3- مرحاض من الإسمنت 4- حفرة 5- لا شيء

21 الولوج إلى وسائل الإعلام مرة واحدة في الأسبوع على الأقل *(إجابات متعددة ممكنة)* | 1- تلفاز 2- انترنت 3- جريدة 4- راديو

22 ماهي وضعيتك العائلية ؟ | 1- عازب/عازبة 2- متزوج/متزوجة 3- أرمل/أرملة 4- آخر 5- مطلق/مطلقة

23 حسب مستوى عيشك، و مزانيتك، تعتبر / تعتبرين منزلك من بين : | 1- الأكثر ثراءا 2- ثري 3- متوسط 4- في صعوبة 5- فقير

حاليا	قبل 10 سنوات (2007)	قبل 20 سنة (1997)	قبل 30 سنة (1987)	قبل 40 سنة (1977)

ضع علامة في المربع المناسب لشعور المجيب / المجيبة بالنسبة لكل فترة. إذا كان/كانت المجيب / المجيبة لم يولد/تولد بعد، خد بعين الإعتبار مستوى عيش والديه / والديها

24 بالنسبة للإحتياجات الحالية لمنزلك، كيف تحدد / تحددين وضعيتك : | 1- مرضية 2- متوسطة 3- غير مرضية

حاليا	قبل 10 سنوات (2007)	قبل 20 سنة (1997)	قبل 30 سنة (1987)	قبل 40 سنة (1977)

ضع علامة في المربع المناسب لشعور المجيب / المجيبة بالنسبة لكل فترة. إذا كان/كانت المجيب / المجيبة لم يولد/تولد بعد، خد بعين الإعتبار مستوى عيش والديه / والديها

الفقرة 2: ذاكرة المشاريع المحلية للتنمية

25 هل تنتمي/ تنتمين إلى : | 1- منظمة غير حكومية 2- تعاونية 3- نقابة 4- جمعية محلية 5- جمعية دينية

الدور داخل التجمع :

مؤسس / مؤسسة	عضو مكتب/عضوة مكتب	عضو / عضوة	مستخدم / مستخدمة	إسم التجمع	منذ أية سنة ؟
				.....	.....
				.....	.....
				.....	.....
				.....	.....
				.....	.....

26 هل توصلت بمعدات في إطار مشروع تنموي ؟ | 1- نعم 2- لا

26a أية مؤسسة؟ .....

26b متى؟ *(السنة)* .....

26c هل تستخدمها/ تستخدمينها دائما؟ | 1- نعم 2- لا

26d أية معدات؟ .....

27 سؤال قطاعي : أتمم/ أتممي المربع المناسب
بالنسبة لكل قطاع : اطلب / اطلبي أهم مشروع بالنسبة للمجيب

	التعليم/التربية	الصحة	الثقافة	الزراعة، تربية المواشي، الصيد البحري	الحياة اليومية	الحكامة	البيئة
تعريف (إقرأ فقط إن لم يفهم السؤال) :	*التعليم الأولي، الإبتدائي، الإعدادي، مركز التكوين المستمر، الجامعة، إلخ*	*مستشفى، مستوصف، طبيب، قابلة، طبيب أسنان، طبيب اختصاصي، الأمن الغذائي، إلخ*	*مركز محلي ثقافي، مكتبة، عروض، إلخ*	*الإرشاد الفلاحي، تكوين، هبة أو مساعدة من أجل شراء الأدوات، البذور أو الماشية، إلخ*	*تحسين المنزل، مرافق صحية، النظافة، الكهربة، الربط بالماء، البنيات التحتية الطرقية، إلخ*	*تكوين في الحقوق، مساعدة من أجل خلق التجمع، الأمن العقاري، تكوين موظفي الجماعات الترابية، إلخ*	*التحسيس بالمحافظة على الغابة، الطبيعة، الماء، التعرية، الحيوانات البرية، التلوث، فرز الأزبال، السماد، إلخ*
في كل قطاع، هل كنت معني / معنية بأحد المشاريع ؟	1- نعم 2- لا	1- نعم 2- لا	1- نعم 2- لا	1- نعم 2- لا	1- نعم 2- لا	1- نعم 2- لا	1- نعم 2- لا
نوع المشروع							
الجماعة							
في أي دوار؟							
أي مؤسسة كانت أصل المشروع؟							
متى تم إنجاز هذا المشروع ؟ *(السنة)*							
متى كانت نهاية المشروع ؟ *(لا تكتب شيئا إن كان مستمرا)*							
هل كان فعالا ؟	1- نعم 2- غير كاف 3- لا	1- نعم 2- غير كاف 3- لا	1- نعم 2- غير كاف 3- لا	1- نعم 2- غير كاف 3- لا	1- نعم 2- غير كاف 3- لا	1- نعم 2- غير كاف 3- لا	1- نعم 2- غير كاف 3- لا

28

من بين هذه المشاريع، أيها غير أكثر حياتك ؟ *(اختر إجابة واحدة)*							

29 هل تعرف / تعرفين مؤسسة تلجأ / تلجئين إليها للحديث عن مشاكلك اليومية ؟ 1- نعم (ماهي ؟) ..... 2- لا

30 هل تعرف / تعرفين مكان لتمويل مشروع التنمية ؟ 1- نعم (ماهي ؟) ..... 2- لا

31 هل تعرف / تعرفين مكان حيث يمكنك إقتراح أفكار جديدة لمشاريع التنمية ؟ 1- نعم (ماهي ؟) ..... 2- لا

32 مشاريع التنمية حسب الفترات التاريخية *(ملء الخانات المناسبة)*

	1- 1956 / 1970	2- 1970 / 1992	3- 1992 / 2000	4- 2000 / 2011	5- 2011 / 2017
منذ الإستقلال، أية فترة عرفت أكثر مشاريع التنمية في دوارك ؟					
منذ الإستقلال، أية فترة عرفت أقل مشاريع التنمية في دوارك ؟					

33 ماهو أقدم مشروع تنمية تعرفه / تعرفينه ؟ السنة ..... نوع المشروع ..... القطاع .....
المؤسسة صاحبة المشروع ..... الدوار .....

34 ماهو أقدم مشروع تنمية شاركت فيه ؟ السنة ..... نوع المشروع ..... القطاع .....
المؤسسة صاحبة المشروع ..... الدوار .....

35 أذكر / أذكري مشروع لم يفد بشئ : السنة ..... نوع المشروع ..... القطاع .....
المؤسسة صاحبة المشروع ..... الدوار .....

36 ماهوالمشروع الذي ينقص بالقرب منك؟ *(إجابة قصيرة)* .....

37 هل تنظر الجماعة بعين الرضى لمشاريع التنمية ؟ 1- نعم
2- لا

38 في ذاكرة عائلتك، ماهو المشروع الذي طبع حياة أجدادك ؟ السنة ..... نوع المشروع ..... القطاع .....
المؤسسة صاحبة المشروع ..... الدوار .....

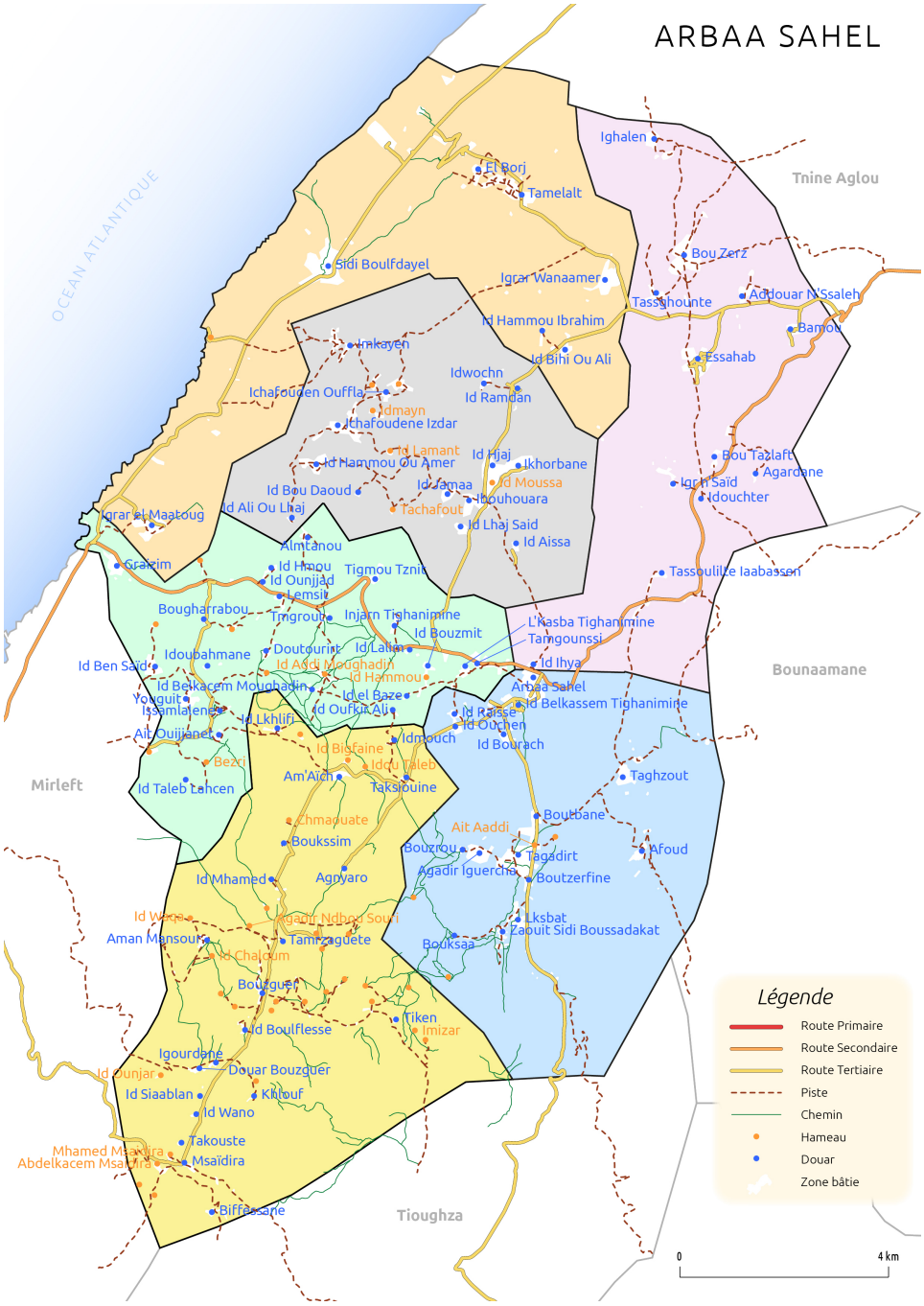
39 أذكر / أذكري مشروع تنموي لم يبق منه شيء : السنة ..... نوع المشروع ..... القطاع .....
المؤسسة صاحبة المشروع ..... الدوار .....

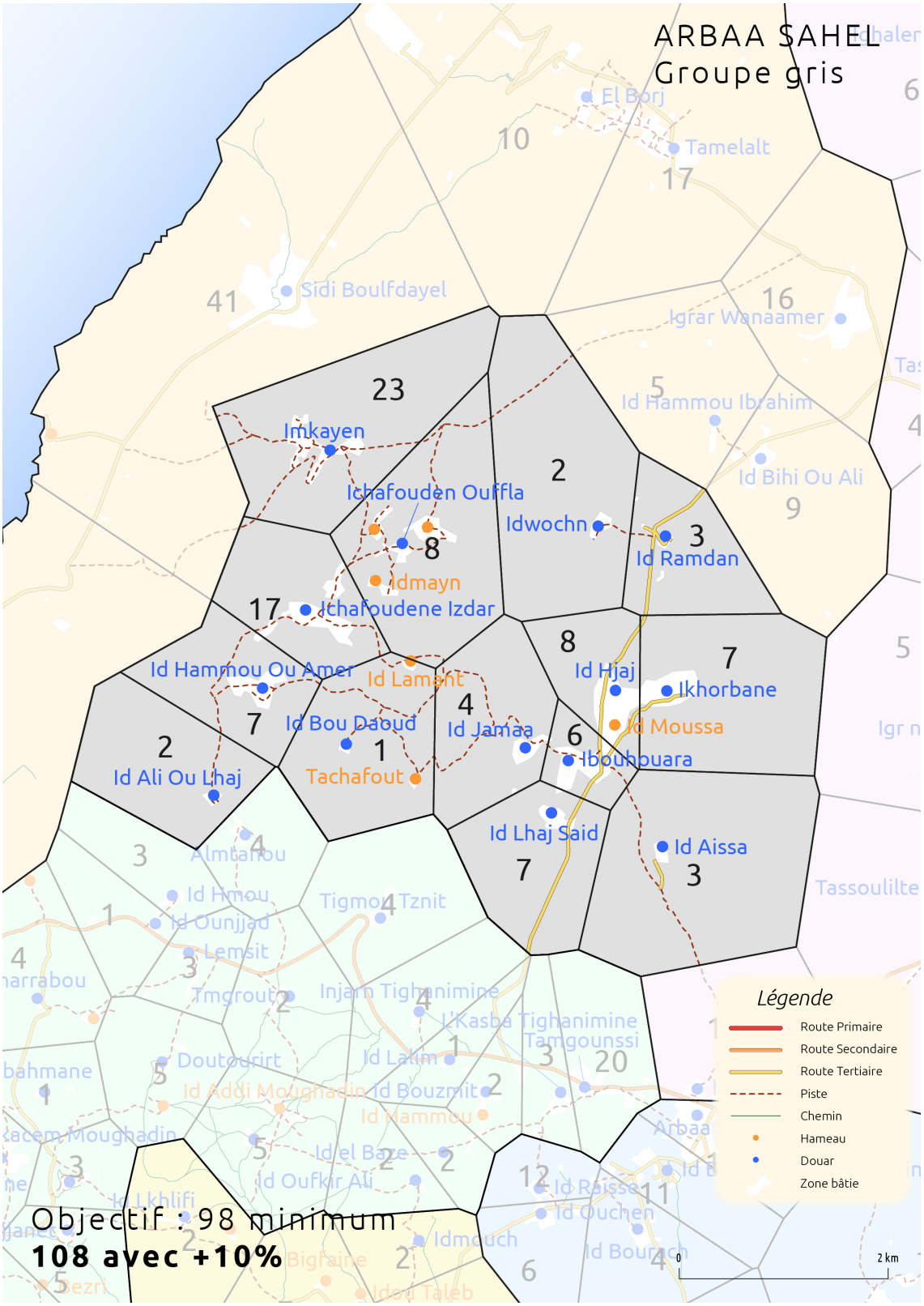
40 بالنسبة لك، من يمكنه أن يتحدث لنا أكثر عن مشاريع التنمية في جماعتك ؟ الإسم : .....
المهنة : .....

Annexe 3 : L'enquête par questionnaire « au concret »

Le cas de la commune d'Arbaa Sahel au Maroc

Carte de la commune d'Arbaa Sahel avec les 6 groupes de *douars* qui correspondent aux 6 groupes d'étudiants.





Carte de localisation et objectifs hebdomadaires par groupe d'étudiants : le cas du « groupe gris »

université de BORDEAUX

GUIDE METHODOLOGIQUE

Lorsque vous avez choisi la maison à enquêter, voici ce que vous devez dire :
Bonjour, je suis étudiant de l'université d'Ibn Zohr et je réalise une recherche sur les projets de développement qui ont eu lieu ici depuis l'indépendance du Maroc. Combien de personne de plus de 18 ans sont présentes chez vous ?

Avant de commencer le questionnaire avec la personne tirée au sort, voici ce que vous devez dire :
Merci d'avoir accepté de répondre à mes questions. Le questionnaire est en deux parties, la première concerne votre vie quotidienne, la deuxième concerne votre mémoire des projets de développement qui ont eu lieu dans la région, des projets et des programmes qui ont eu lieu dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture, de l'agriculture, la vie quotidienne, la gouvernance, l'environnement.

Comment répondre aux questions ouvertes ?

- Laisser votre interlocuteur répondre à la question mais ne pas écrire tout ce qu'il dit, n'écrire que l'information demandée
- Si l'enquêté ne sait pas, écrire « NSP »
- Traduisez les réponses en français
- Remplir le questionnaire avec le moins de mots possible et ne pas écrire de phrase entière

Quelle est la différence entre secteur, type et structure ?

- Secteur : éducation, la santé, la culture, l'agriculture, la vie quotidienne, la gouvernance, l'environnement
- Type : l'action de développement réalisée par exemple formation, don de matériel, campagne de vaccination, aide à la création de coopérative…
- Structure : c'est l'organisme qui agit et/ou qui finance l'intervention de développement. Exemple : Union européenne, Afd, USAID, Migration et développement, INDH…
- Dans les questionnaires il est impératif de respecter la typologie des secteurs, vous devez vous-même classer l'intervention dans un des 7 secteurs de la question 27

Comment remplir les questions 13, 14, 15 et 16 ?

- À la question 14, si l'enquêté a toujours eu accès à l'eau de cette façon, remplir avec TOUJOURS
- On ne doit remplir la question 16 que si l'enquêté a répondu une date à la question 14

Comment remplir la question 22 sur les statuts matrimoniaux ?

- Prendre la situation actuelle de l'enquêté, ce qui nous intéresse c'est le présent !
- Célibataire : personne non mariée qui n'a jamais été mariée et qui ne vit pas en couple, qui n'a jamais été divorcé ou veuf
- Marié.e : personne qui est actuellement mariée même si avant elle a été divorcée ou veuve
- Veuf/veuve : personne dont le mari ou la femme est décédé.e et qui n'est pas remariée.
- Autre : Il s'agit ici de situations qui ne sont pas listées autrement comme le fait de vivre en couple sous le même toi sans être marié, mais attention, il ne s'agit pas de colocation.
- Divorcé.e : personne qui s'est séparé de son conjoint et qui n'est pas remariée.

Comment répondre à la question 25 ?

- Il ne peut y avoir qu'un seul choix par catégorie de groupement
- Si l'enquêté déclare appartenir à plusieurs association, ONG ou syndicats… lui demander lequel est ou a été le plus important dans sa vie

Comment remplir le tableau de la question 27 ?

- Remplir le tableau en colonne et PAS en ligne
- Si l'enquêté ne comprend pas le secteur, lui lire les exemples en italique et NE PAS OUBLIER de dire etcetera
- ATTENTION : les formations ponctuelles agricoles, de santé… ne vont pas dans le secteur Éducation mais dans leur secteur correspondant. L'éducation concerne la scolarisation.
- Si l'enquêté donne plusieurs interventions par secteur, lui demander laquelle a été la plus importante pour lui
- La question 28 se rapporte au tableau, parmi les interventions citées choisir la plus importante et mettre une croix dans la case correspondante (une seule réponse possible).

Comment remplir le tableau de la question 32 ?

- NE PAS LIRE les périodes historiques à l'enquêté : attendre que l'enquêté donne une date et faire une croix dans la case correspondante.

Annexe 5 : Guide d'entretien individuel à Madagascar

1. Éléments socio-biographiques

Âge, situation familiale, nombre d'enfants
Lieu de résidence ou de naissance si différents
Niveau scolaire
Activités économiques
Expériences professionnelles autres ou antérieures
Engagement associatif (coopératives, syndicats, associations locales, ONG, organisations confessionnelles)

Si la personne est dans une institution (ONG, coopérative, association locale, administration), l'interroger sur les fonctions de l'institution, son histoire, le rôle de l'individu dans l'organisation…

2. Le contexte : quelle évolution de l'environnement

Racontez-nous comment était votre vie il y a 10, 20, 30 ans ? Qu'est ce qui a changé par rapport à la façon dont vivaient vos parents ?

3. Les souvenirs des interventions de développement

(si c'est un gardien cité) Dans le questionnaire il y a une question qui dit « qui selon vous est la personne qui connaît le plus de choses sur les projets et programmes de développement » et votre nom a été cité par beaucoup d'enquêtés.
Est-ce que ça vous étonne ? A votre avis pourquoi c'est vous qu'ils ont cité ?

Quel est le plus vieux projet de développement que vous connaissez / auquel vous avez participé ?

- quand, quoi, où ?

- comment a-t-il été décidé ?
- qui s'est occupé des projets
- est ce que vous y avez participé ? quel était votre rôle ?
- comment cela s'est-il déroulé ?
- est ce que c'était une intervention importante à l'époque ? y avait-il d'autres priorités ?
- est ce qu'il y avait une association locale de développement qui s'en est occupé ?
- quels impacts du projet ?

Quel est le plus récent projet que vous connaissez / auquel vous avez participé ?

(même questions que précédemment)

4. Analyse de l'entre deux

Entre les deux, y a-t-il des choses qui ont changé ? Dans la manière de faire les interventions ? Dans votre participation ?

Est ce qu'on faisait pareil avant ?

Est-ce que vous pouvez changer les orientations des interventions de développement, que se passe-t-il quand un nouveau projet arrive ? de quelles marges de manœuvre disposez-vous quand un nouveau projet arrive ?

Est-ce que vous avez participé à beaucoup de projets ? pourquoi ?

Souvenirs des différents types d'interventions ?

Lesquelles vous ont particulièrement marqué ?

Des souvenirs en particulier ?

Si vous avez une nouvelle idée d'intervention de développement pour vous ou votre village, quelle institution irez-vous voir ? Pourquoi ?

5. Travail sur la chronologie :

Aussi loin que vous puissiez vous souvenir, est ce qu'il y a des époques où il y a eu beaucoup d'interventions ? pourquoi

et aujourd'hui ? qu'est ce qui est important ?

Beaucoup de choses ont-elles été faites ? (quels sont les problèmes actuels ? où trouver des solutions ?)

6. État et Églises

Dans le développement de votre village, est ce que l'État fait aussi des projets ? Comment l'État agit-il pour le développement de votre communauté ?
Rôle des Églises dans le développement de votre communauté ?
Églises et projets au cours du temps

7. Liste de thèmes - questions

Quels liens entretient le *Fokonolona* avec les équipes des projets, avec les associations locales, etc. ?
Y a-t-il beaucoup d'association locale ? qui les composent ? existent-elles encore ?
La personne est-elle élue ou a-t-elle un mandat ? est-ce que la politique aide pour faire des projets (et inversement) ; si elle n'est pas élue est ce que la politique l'intéresse ? Veut-elle se présenter aux élections ?
Est-ce que c'est important de participer aux interventions de développement ? pourquoi ?

Annexe 6 : Guide d'entretien pour les focus groups à Madagascar

1. Discours d'introduction

Un groupe d'étudiants de l'université d'Antananarivo qui travaille sur le développement dans la région Itasy, dans la commune de … est venu faire une enquête, nous continuons ce travail. Nous travaillons sur l'histoire des projets et programmes de développement qui ont eu lieu dans la commune.
Préciser les secteurs : éducation, santé, culture, agriculture, vie quotidienne, gouvernance et environnement.
On fait des enquêtes auprès des habitants de la commune pour connaître les projets et programmes qui ont eu lieu.
Anonymat : tout ce qui sera dit ici reste ici ! c'est anonyme, vous ne serez pas cités et on ne racontera pas aux autorités locales ce qu'on va se dire. La parole est libre, tout le monde peut parler et raconter ses souvenirs.
Deux temps dans la réunion : une discussion en petits groupes puis une discussion tous ensemble, à la fin, pour vous honorer de votre présence et pour vous remercier, on vous donnera une collation à partager chez vous.

2. Discussion en petits groupes

<u>2.1 Associogrammes autour des projets de développement</u>

Principe : on va faire tourner des photographies aux gens, qu'ils les regardent et puis discussion : ce à quoi les clichés les font penser ; mots clé ; est-ce qu'il y a eu la même chose ici ?

<u>2.2 Réfléchir au plus vieux projet de développement (2)</u>

Quand, quoi, où ?
Comment ça a été décidé ?
Qui s'est occupé des projets

Est-ce que vous y avez participé ?
Comment cela s'est-il déroulé ?
Le contexte du projet

3. Plénière – discussion collective

3.1 Présentation collective

Chaque groupe va présenter ses deux souvenirs de projets aux autres qui pourront leur poser des questions

Liste de questions pour relancer et approfondir la discussion :
Une expérience personnelle dans le projet ou l'intervention
Plusieurs fois le même projet ?
Est-ce que tout le monde y a participé ?
Qu'est-ce que ça a changé au quotidien ?
Les impacts de ces projets ?
Les vestiges, traces matérielles ?

3.2 Le projet le plus récent que vous connaissez
Même question que pour 2.2

3.3 Entre deux

Entre les deux, y a-t-il des choses qui ont changé ? Dans la manière de faire les interventions ? Dans votre participation ?

Est-ce que vous connaissez des projets qui ont été inutiles pour la société - qui n'ont servi à rien ? Pourquoi ça n'a pas été utile ?
Même question que pour 2.2

Est-ce que vous connaissez des projets utiles dont il ne reste rien ?

Perception des interventions de développement par votre communauté ? et par vous-même, est ce que c'est important de participer à ces projets ? d'en bénéficier ?

Si vous avez des idées de nouveaux projets, comment allez-vous les réaliser ? quelles personnes contacter ? comment les financer ?

3.4 Les gardiens

Selon vous quelle est la personne que nous pourrions rencontrer qui connaît le plus les interventions qui ont eu lieu ici ? Pourquoi cette personne ? pour quelles raisons ?

3.5 Chronologies des projets

Quand y a-t-il eu le plus d'interventions ? Pourquoi à votre avis ?
Quand y a-t-il eu le moins d'interventions ? Pourquoi à votre avis ?

3.6 État et Églises

Dans le développement de votre village, est ce que l'État fait aussi des projets ? Comment l'État agit-il pour le développement de votre communauté ?

Rôle des Églises dans le développement de votre communauté ?

Annexe 7 : Exemples de photographies utilisées dans les focus groups à Madagascar

Borne-fontaine dans le district de Miarinarivo (Matthieu Brun, 2015).



Local du marché de pommes de terre dans le district d'Analavory (Matthieu Brun, 2015).

